

**Fraude financière, dette souveraine et impérialisme d'affaires
Une micro-histoire de l'échec de Poyais 1820-1824**

THÈSE

présentée à l'Institut de Hautes Etudes
Internationales et du Développement
pour l'obtention du grade de
Docteur en histoire internationale

par

Damian CLAVEL

Thèse N° 1288

**Genève
2018**

Fraude financière, dette souveraine et impérialisme d'affaires
Une micro-histoire de l'échec de Poyais 1820-1824

© 2018 Damian CLAVEL

INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET DU DEVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL AND DEVELOPMENT STUDIES

**Fraude financière, dette souveraine et impérialisme d'affaires
Une micro-histoire de l'échec de Poyais 1820-1824**

THÈSE

présentée à l'Institut de Hautes Etudes
Internationales et du Développement
pour l'obtention du grade de
Docteur en histoire internationale

par

Damian CLAVEL

Thèse N° 1288

**Genève
2018**

Damian CLAVEL

Sur le préavis de M. Marc FLANDREAU, professeur à l'Institut et co-directeur de thèse, de Mme Pilar NOGUES-MARCO, professeur associé et co-directeur de thèse, de Mme Susanna Bettina HECHT, professeur à l'Institut et membre interne du jury, et de Mr Richard WHITE, Professor, Department of History, Stanford University, Stanford, USA et expert extérieur, le directeur de l'Institut de hautes études internationales et du développement autorise l'impression de la présente thèse sans exprimer par là d'opinion sur son contenu.

Le dépôt officiel du manuscrit, en 7 exemplaires, doit avoir lieu au plus tard le 18 janvier 2019.

Genève, le 18 décembre 2018

Philippe Burrin
Directeur

Thèse N° 1288

RESUME / ABSTRACT

Titre de la thèse / Title of thesis : Fraude financière, dette souveraine et impérialisme d'affaires : une micro-histoire de l'échec de Poyais 1820-1824

Résumé en français: Le cas du pays « fictif » de Poyais, établi en Amérique Centrale par Gregor MacGregor entre 1820 et 1824, est souvent décrit comme la fraude financière « la plus audacieuse de l'Histoire ». Cette interprétation dépeint MacGregor, cacique de Poyais, comme un individu ayant émis un emprunt souverain au nom d'un état prétendu inexistant en vue d'un enrichissement personnel. Cette opération aurait alors été rendue possible par un engouement londonien généralisé pour les titres boursiers originaires d'Amérique du sud. A la lumière de documents d'archives parfois inédits, cette thèse propose une réécriture de l'histoire du Poyais. Le projet d'émettre une dette souveraine sur le marché des capitaux londoniens apparaît ainsi moins comme une fraude financière qu'une tentative échouée de financer l'établissement d'une colonie privée en Amérique centrale. En proposant une micro-histoire du cas de Poyais, cette thèse s'attelle surtout à réintégrer cet épisode particulier dans son environnement propre, défini essentiellement par une montée de projets commerciaux et financiers privés anglais visant à tirer profits des ressources naturelles des territoires américains politiquement mal définis d'un empire espagnol périlissant. L'échec du projet de MacGregor, destiné à financer une entreprise de développement commercial en Moskitie, émerge alors comme la résultante de divergences d'intérêts d'acteurs autant métropolitains que périphériques. Comprendre l'échec du Poyais permet ainsi de mieux identifier les spécificités des fondations de relations de crédits entre de nouvelles entités politiques – en cours de définition – et la City de Londres, centre financier international en devenir.

English Summary: The case of the "fictitious" country of Poyais, established in Central America by Gregor MacGregor between 1820 and 1824, has often been described as the "most audacious fraud in history." MacGregor, Cacique of Poyais, is depicted as an individual who sold, solely for personal enrichment, sovereign bonds of a "land that never was" during the booming London-based South American sovereign debt bubble of the 1820s. However, an analysis of recently resurfaced archival sources allows for a complete rewriting of the Poyaisian story. Issuing a sovereign debt on the London capital market thus appears less as a financial fraud than a failed attempt at financing the establishing of a private colony in Central America. Offering a micro-history of Poyais, this dissertation focuses mainly on reintegrating this particular episode within its own environment, essentially defined by a rise of private English commercial and financial projects aimed at taking advantage of the natural resources of politically ill-defined American territories of a collapsing Spanish empire. The "failure" of MacGregor's project, seeking to finance an enterprise based on the commercial development of the Miskitu Shore, results from diverging particular and specific interests of both metropolitan and peripheral actors. Understanding MacGregor's "failed" attempt at financing and establishing Poyais therefore sheds light on essential dynamics of the foundations of credit relationships between newly formed political entities and the City of London, an international financial center in the making.

Table des matières

Table des matières	xi
Table des illustrations	xiii
Liste des tableaux	xv
Remerciements.....	xvii
Introduction.....	1
Chapitre 1. Le mythe de Poyais.....	17
1.1 <i>Madoff : la figure de l'escroc</i>	<i>17</i>
1.2 <i>MacGregor : le « roi des escrocs »</i>	<i>26</i>
1.3 <i>Barthes : le mythe de Poyais</i>	<i>33</i>
1.4 <i>Ginzburg : outils d'une reconstruction.....</i>	<i>44</i>
1.5 <i>Conclusion</i>	<i>54</i>
Chapitre 2. La concession, ou la disruption d'un terrain d'entente.....	55
2.1 <i>Waikna : éléments historiographiques</i>	<i>56</i>
2.2 <i>George Frederic : l'entente de la Moskitie</i>	<i>65</i>
2.3 <i>Bennett : une oligarchie bélizienne</i>	<i>78</i>
2.4 <i>Arthur : l'antiesclavagiste libéral</i>	<i>91</i>
2.5 <i>Conclusion</i>	<i>105</i>
Chapitre 3. À London (Allons donc) : un projet malléable.....	107
3.1 <i>Zea : éléments historiographiques.....</i>	<i>108</i>
3.2 <i>Amelia : un premier État manqué</i>	<i>112</i>
3.3 <i>Rothschild : le refus</i>	<i>122</i>
3.4 <i>Higson : la connexion jamaïcaine</i>	<i>130</i>
3.5 <i>Conclusion</i>	<i>141</i>
Chapitre 4. L'emprunt d'un État	143
4.1 <i>Diston Powles : éléments historiographiques</i>	<i>144</i>
4.2 <i>Ogilvie : une fiction légale</i>	<i>153</i>
4.3 <i>Lowe : l'impresario du souverain</i>	<i>163</i>
4.4 <i>Douglas et Hastie : une malheureuse colonisation.....</i>	<i>175</i>
4.5 <i>Conclusion</i>	<i>184</i>

Chapitre 5. La chute de Poyais.....	187
5.1 <i>Richardson : Poyais coûte que coûte</i>	188
5.2 <i>Albion : l'abandon du cacique</i>	196
5.3 <i>Hendricks : la mort de Poyais</i>	205
5.4 <i>Low : le procès de la dernière chance</i>	214
5.5 <i>Conclusion</i>	221
Epilogue : Wilmot-Horton, ou le gouvernement dans l'ombre.....	223
Conclusion	241
<i>MacGregor : un parcours revisité</i>	241
<i>Apports, limites et perspectives</i>	247
Annexes	255
<i>Liste des passager-ère-s du Honduras Packet, Kennersley Castle et du Skeene</i>	255
Bibliographie.....	267
<i>Sources Primaires</i>	267
Collections d'archives	267
Sources imprimées	267
Journaux	275
<i>Sources secondaires</i>	276
Ouvrages et chapitres d'ouvrages	276
Périodiques	288
Sources audio, audiovisuelles et visuelles.....	299
Sites Internet consultés	300
Divers	302

Table des illustrations

FIGURE 1. <i>POYAIS ROYALTY IN QUAD, OR THE CACIQUE WAITING FOR BAIL</i> (FAIRBURN 1827).	3
FIGURE 2 <i>ELMYR DE HORY, FERNAND LEGROS AND REAL LESSARD IN THE REPUBLIC OF POYAIS IN 1969</i> (HAYES 2015).	5
FIGURE 3 <i>BUBBLES FOR 1825 – OR – FORTUNES MADE BY STEAM</i> (WILLIAMS 1824).	7
FIGURE 4 <i>FROM BERNIE CORNFELD TO BERNIE MADOFF, A SWINDLERS LIST FOR THE AGES – SOME OF WHOM WE NEVER SAW COMING</i> (LEETARU 2017).	20
FIGURE 5: UNE REPRÉSENTATION ARTISTIQUE DE POYAIS (BERGAMIN 2009).	25
FIGURE 6: UN JEUNE GREGOR MACGREGOR (WATSON 1804).	27
FIGURE 7. ST JOSEPH SELON STRANGWAYS (1822).	31
FIGURE 8 LE CAPITAINE PAMPHILE SELON BERTALL (DUMAS 1877).	43
FIGURE 9 L'ARCHIDUC LEOPOLD-GUILLAUME DANS SA GALERIE DE PEINTURES A BRUXELLES (TENIERS LE JEUNE 1647-1651).	53
FIGURE 10 TERRITOIRE DU POYAIS.	57
FIGURE 11: ARISTOCRATE MISKITU SELON SAMUEL BARD (1855).	59
FIGURE 12: LA MOSKITIE (NAYLOR 1989).	66
FIGURE 13: BILLE D'ACAJOU (CHALONER AND FLEMING 1850).	86
FIGURE 14: GEORGE ARTHUR (1887).	92
FIGURE 15 ALÉAS CARIBÉENS DE MACGREGOR 1818-1821.	114
FIGURE 16: CROIX VERTE DE FLORIDE (ZSCOUT370 2007).	116
FIGURE 17: NATHAN MAYER ROTHSCHILD (WALKER 1837).	126
FIGURE 18: PAYSAGE DE PORT ROYAL, RÉALISÉ DEPUIS WINDSOR FARM, UN DES DOMAINES DE THOMAS HIGSON (HAKEWILL 1825).	134
FIGURE 19: SCRIP POYAISIE DE 1822 (GREGG 1999).	165
FIGURE 20 GREGOR MACGREGOR SELON STRANGWAYS (1822).	170
FIGURE 21: SCEAU OFFICIEL DE POYAIS APPARTENANT À WILLIAM JOHN RICHARDSON, COMTE DE LA CRUZ (THE GUILFORD ANTIQUES & FINE ART FAIR 2012).	192
FIGURE 22: CERTIFICAT OBLIGATAIRE POYAISIE D'OCTOBRE 1823 (BRITISH MUSEUM).	204
FIGURE 23: ROBERT WILMOT-HORTON (LANE 182?).	225
FIGURE 24: JOSEPH HUME (WHITEHEAD WALTON).	238
FIGURE 25: DRAPEAU MISKITU SELON GEORGE FREDERIC.	252

Liste des tableaux

TABLEAU 1: EXPORTATIONS DE BLACK RIVER, 1750-1786 (REVELS 2002).....	68
TABLEAU 2 EMPRUNTS LATINO-AMÉRICAINS ÉMIS À LONDRES, 1822-1825 (DAWSON 1990 ; FLANDREAU ET FLORES 2009)	145
TABLEAU 3 LES ACTEURS DU MARCHÉ DES CAPITAUX LATINO-AMÉRICAINS.	152
TABLEAU 4 PASSAGER-ÈRE-S DU HONDURAS PACKET	176
TABLEAU 5 PASSAGER-ÈRE-S DU KENNERSLEY CASTLE.....	178
TABLEAU 6 COURS DES OBLIGATIONS DU POYAIS ENTRE 1822 ET 1823 (WETENHALL).	214

Remerciements

Ce travail n'aurait jamais pu se réaliser sans le soutien d'un grand nombre de personnes et d'institutions. Je tiens ici à remercier de tout mon cœur :

Mon directeur de thèse, Marc Flandreau, pour le suivi, les échanges, la liberté, les opportunités et, surtout, pour avoir cru en mon projet de thèse dès ses premiers balbutiements.

Ma co-directrice de thèse, Pilar Nogues-Marco, pour ses précieux conseils, ses encouragements et son soutien.

Jean-Laurent Rosenthal, Richard White et Susanna Hecht, pour leur chaleureux accueil californien et leurs inestimables contributions théoriques.

L'Institut des Hautes Études Internationales et du Développement de Genève et le Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique, pour l'aide financière apportée tout au long de cette recherche doctorale.

Geneviève Piron et Smith College, pour m'avoir donné la possibilité de transmettre une partie de mes – modestes – connaissances ; et à Elizabeth, Emily, Margaret, Marianna et Sarah, pour m'avoir poussé à me faire comprendre.

Matthew Dziennik, pour m'avoir soutenu, dès le début, dans cette aventure poyaisienne.

Youssef Cassis, pour m'avoir fait découvrir Poyais.

Tous-tes les chercheur-se-s qui ont pu m'aider par leurs conseils et leurs idées : Sebastian Alvarez, Catia Antunes, Miguel Artola-Blanco, Monique Beerli, Vincent Bignon, Carolyn Bilotto, Jun Chen, Joao Cunha, Emmanuel Dalle Mulle, Tracy Dennison, Manuel Dorion-Soulié, Laura Doval, Rui Esteves, Marcelo Fernandez, Juan Flores, Ben Gales, Alberto Gamboa, Regina Grafe, Alix Heiniger, Phil Hoffman, Alejandra Irigoin, Simon Jackson, Tristan Jacques, Guillaume Lancereau, Matthieu Leimgruber, Grégoire Mallard, Andrei Mamolea, Marco Maringoni, Christopher McKenna, Magnus Meister, Stan Mencke, Zacarias Moutoukias, Lucas Nunez, Kim Oosterlinck, Mary O'Sullivan, Jose Juan Perez Melendez, Pierre Pénet, Keyth Pluymers, Matteo Pompermaier, Lucy Riall, Daniel Richter, Alejandro Robinson-Cortés, Mar Rubio, Thomas Max Safley, Michael Schiltz, Jonathan Schmitt, Samuel Segura, Magnus Strobel, David Todd, Stefano Ugolini et Paula Vedoveli.

Patricia Arnold, Laurel Auchampaugh, Dominic Eggel, Jeanne Ruch, Valérie Von Daeniken et Ghislaine Ann Wharton, pour leur précieux soutien administratif, comptable et logistique.

Martine Basset et Yves Corpataux, pour avoir su dénicher les nombreuses perles bibliographiques trop souvent demandées.

Mary Alpuche, Justin Cavernelis-Frost et Siân Yates, pour avoir retrouvé d'essentielles pièces du puzzle poyaisien.

Les divers centres d'archives visités tout au long de cette recherche, pour m'avoir ouvert leurs portes : Archives départementales de la Dordogne (Périgueux), Archives diplomatiques (la Courneuve), Archives Nationales (Paris), Belize State

Records and Archives Service (Belmopan), British Library (Londres), Guildhall Library (Londres), Lloyds Banking Group Archives (Édimbourg), London Metropolitan Archives, National Records of Scotland (Édimbourg), Rothschild Archives (Londres), Royal Commonwealth Society Library (Cambridge), Staffordshire County Record Office (Stafford) et The National Archives (Kew).

Les institutions académiques et scientifiques m'ayant donné la possibilité de confronter et tester certaines idées préliminaires : la Banque de France, Business History Conference, California Institute of Technology, Casa de Velazquez, Darwin College (Cambridge), European Association for Banking and Financial History, l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, European University Institute, Frontier Research in Economic and Social History (FRESH), Huntington Library, l'Institut Paul Bairoch, Institute for New Economic Thinking, Instituto Datini, London School of Economics, le programme doctoral en histoire contemporaine de la Conférence Universitaire de Suisse Occidentale, Universitat de Barcelona et University of Pennsylvania.

Maylis Avaro, Pierre Benz, Johanna Gautier et Geoffroy Legentilhomme, pour leur relecture attentionnée et attentive.

Lorraine et Rod Kiewiet, pour m'avoir offert un toit.

Attavara et Disorder Orchestra, pour les échappatoires nécessaires.

Camille – même si nos chemins ont fini par se séparer.

Sophie, pour la compréhension, l'enthousiasme, l'écoute et les innombrables relectures.

Mes parents et ma sœur, pour tout.

Introduction

Huerequeque: Ich habe dem Häuptling unser Projekt erklärt.

Brian Sweeney Fitzgerald: Was sagt er?

Huerequeque: Er sagt einfach Ja.

(Fitzcarraldo [1982].)

Reposant le tampon buvard sur la table, George Frederic s'assure de ne pas avoir entaché le document. Le roi indigène vérifie alors, à la hâte, ne pas avoir oublié de bien stipuler les conditions régissant l'accord que son conseiller vient de rédiger¹. Se présentant comme le digne souverain légitime de la nation miskitu² d'Amérique centrale, il vient en effet de signer un contrat concédant à Gregor MacGregor, un officier écossais engagé depuis quelques années au service des armées révolutionnaires sud-américaines de Simon Bolivar, le droit de s'installer sur une terre connue sous le nom de Poyais. Celle-ci n'est pas des moindres : la parcelle est de la taille de l'actuelle Moldavie. Ensemble, ils lèvent alors leur verre aux pertes répétées et régulières de l'empire espagnol depuis les soulèvements républicains lancés quelques années auparavant en Amérique du Sud et centrale. Trinquant au début d'une collaboration fructueuse, les deux nouveaux compères fêteront – certainement plus que de raison – la contractualisation de leur nouvelle alliance jusqu'au bout de cette douce et belle nuit tropicale d'avril 1820.

Quatre années plus tard, le *Foreign Stock Market* de la City de Londres annonce formellement ne pas reconnaître la validité d'obligations issues de l'emprunt souverain du prétendu État de Poyais³. Par le biais de son comité, cette Bourse spécialisée dans les échanges de titres étrangers confirme une rumeur circulant depuis quelques mois déjà dans les journaux et les *coffeeshouses* de la City, souvent fréquentées par nombre d'agents de change après la fermeture des marchés : l'État du Poyais n'existe pas. Pourtant, des centaines d'obligations d'un emprunt de plusieurs dizaines de milliers de livres sterling s'échangent sur la place financière londonienne depuis plus d'une année. Lancée en grande pompe dans le courant du mois d'octobre 1822, cette dette souveraine est initialement destinée au développement et à l'exploitation des riches terres d'un MacGregor se présentant désormais comme le cacique et prince de Poyais. L'émission de l'emprunt poyaisien s'accompagne d'ailleurs d'un projet de colonisation en

¹ « Grant of Land by George Frederic, King of the Mosquito Nation, Caribbean, to Sir Gregor MacGregor » (29 avril 1820), NRAS945/20/19/72, Lloyds Banking Group Archives, Edinburgh.

² Bien que dotés d'orthographes diverses (p. ex. Moustiques, Miskitos, Mosquitos), l'utilisation des termes *Miskitu* et *Moskitie* sont ici respectivement privilégiées pour dénommer les membres appartenant à l'ethnie d'Amérique centrale et pour la région. Voir : Matthew P. Dziennik, « The Miskitu, Military Labour, and the San Juan Expedition of 1780 », *The Historical Journal*, n° 1 (mars 2018) : 155-79; Ch. Desmadryl, *Carte de la Moskitie où se fonde la Neustrie* (Paris: Picquet, 1830), <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8492289m>.

³ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book » (1823 1828), 185-86, MS14617/001, Guildhall Library, London.

apparence clair. Celui-ci envisage d'exploiter les riches ressources d'acajou de la région, et d'y constituer un port neutre centraméricain bénéfique au commerce sucrier caribéen. Plusieurs centaines de migrant-e-s ont même déjà fait le voyage à bord de quatre navires pour se rendre à St Joseph, la capitale de ce prétendu pays.

Or, au début de l'année 1824, plus personne ne veut de ces obligations. Retirées du marché officiel, elles s'échangent désormais au prix dérisoire de quelques *pennies*. À la veille de l'annonce du comité du *Foreign Stock Market*, MacGregor n'est alors plus dépeint comme le mercenaire écossais glorieux, publiquement reconnu pour avoir vaillamment rejoint – avec plus de sept mille autres volontaires britanniques⁴ – en 1812, les rangs des révolutionnaires créoles repoussant les bastions américains d'un empire espagnol chancelant. Les caricaturistes et autres plumes acerbes le présentent désormais sous les traits d'un vil escroc, parvenu à tromper l'ensemble de ses compatriotes en faisant croire à l'existence d'un pays imaginaire. Arrêté peu après l'annonce de l'inexistence du Poyais pour des faits mineurs de trouble à l'ordre public, certains prendront encore un malin plaisir à le croquer tel un « monstre de la fraude » penaud, couronné de ses propres désillusions partant en fumée⁵.

MacGregor incarne dès lors, et encore aujourd'hui, la figure de l'escroc financier par excellence. Discret, son souvenir réapparaît ponctuellement mais toujours de manière comique. Suivant notamment l'éclatement de la crise financière de 2008, certains journaux spécialisés se sont amusés à brosser le portrait de celui qu'ils considéraient encore comme « le roi des escrocs⁶ ». En 2015, l'artiste australien Cameron Hayes esquisse par exemple une carte fictive de Poyais. Or, sans fondement historique d'aucune sorte, la réappropriation dudit territoire de MacGregor ne sert finalement qu'à incarner allégoriquement les excès de l'avarice humaine et de la duperie financière – notamment dans le milieu de l'art⁷. Conté, le cas du Poyais offre d'ailleurs généralement à son-sa raconteur-se l'approbation et l'attention quasi assurée de son audience, souvent amusée par l'étalage de faits historiques étranges ou originaux.

⁴ Matthew Brown, *Adventuring through Spanish Colonies: Simón Bolívar, Foreign Mercenaries and the Birth of New Nations* (Liverpool: Liverpool University Press, 2006).

⁵ John Fairburn, *Poyais royalty in quad, or the cacique waiting for bail*, 1827, Paper, 350x248, 1827, 1868,0808.8817, British Museum London. Voir aussi: George Smeeton, *Doings in London: Or, Day and Night Scenes of the Frauds, Frolics, Manners, and Depravities of the Metropolis* (London: Orlando Hodgson, 1828), 135-36.

⁶ The Economist, « The king of con-men », *The Economist*, 22 décembre 2012, <http://www.economist.com/news/christmas-specials/21568583-biggest-fraud-history-warning-professional-and-amateur-investors>.

⁷ Cameron Hayes, *Elmyr de Hory, Fernand Legros and Real Lessard in the Republic of Poyais in 1969*, 2015, oil on linen, 198 x 254 cm, 2015.



Figure 1. Poyais royalty in quad, or the Cacique waiting for bail (Fairburn 1827).

Au-delà de ses aspects comiques et de son utilisation comme dispositif – relativement – efficace de sociabilité, les actions de ce MacGregor restent toutefois cantonnées au domaine de l'anecdote historique. En effet, la trop brève existence temporelle de cet épisode poyaisien pousse à le considérer comme un simple « bruit » sans intérêt véritable, ancrant son existence dans une réalité historique fuyante, fortuite ou accidentelle. Le nombre de victimes affectées par les actions de ce cacique relaie ainsi ces dernières au simple rang d'événements mineurs. Ajouté-e-s aux pertes monétaires de quelques malheureux investisseurs pleins d'espairs, quelques migrant-e-s envoyé-e-s à destination de Poyais ne survivent pas aux rudesses climatiques, sanitaires voire psychologiques d'une installation en Moskitie. Regrettablement, le nombre restreint de ces décès s'apparente finalement plus à un fait divers tragique qu'à une véritable hécatombe humaine. D'un montant nominal de £ 200 000⁸, l'emprunt du Poyais émis sur la place londonienne dans le courant du mois d'octobre 1822 est également, comparé à d'autres emprunts étrangers contemporains, de taille relativement modeste. La même année, la Prusse envisage d'emprunter £ 3,5 millions⁹ sur le marché des capitaux londoniens, alors que la Russie propose d'y émettre pour £ 5 millions¹⁰ d'obligations¹¹.

Sans autre intérêt que son aspect singulier, voire exceptionnel, l'historiette de Poyais pourrait ainsi se dérouler n'importe où, n'importe quand. Son caractère tragicomique prétendu en fait d'ailleurs un sujet de conversation si accrocheur que ses causes historiques structurelles ou conjoncturelles exactes paraissent souvent presque futilles. Seules ses caractéristiques exceptionnelles prétendues suffisent à expliquer l'existence même de Poyais. Un épisode singulier, l'entreprise financière de MacGregor s'inscrit toutefois dans un contexte économique et social plus large. Pour certains de ses contemporains, elle partage même nombre de caractéristiques communes à d'autres projets politiques, financiers ou commerciaux des premières décennies du XIX^e siècle. Au lendemain de sa dénonciation officielle par le *Foreign Stock Market*, le caricaturiste londonien Charles Williams¹² croque ainsi Poyais sous les traits d'une bulle – financière¹³ – de savon éclatée, laissant s'échapper un épais nuage de fumée noire¹⁴. Presque seule à avoir explosé, celle-ci flotte néanmoins accompagnée de multiples autres bulles, toutes marquées du nom d'obscures sociétés en apparence spéculatives. Poyais flotte ainsi aux côtés de la *Colombian*

⁸ Équivalant à plus de £ 17 millions en 2017. Voir : Lawrence H. Officer et Samuel H. Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount, 1270 to Present », *measuringworth.com*, 2018, <http://www.measuringworth.com/ukcompare/>.

⁹ Équivalant à plus de £ 303 millions en 2017. Voir : Officer et Williamson.

¹⁰ Équivalant à plus de £ 433 millions en 2017. Voir : Officer et Williamson.

¹¹ Marc Flandreau et Juan H. Flores, « Bonds and Brands: Foundations of Sovereign Debt Markets, 1820–1830 », *The Journal of Economic History* 69, n° 03 (2009): 665-66.

¹² Sara Duke, *Biographical Sketches of Cartoonists & Illustrators in the Swann Collection of the Library of Congress* (Arlington: ComicsDC, 2012), 329.

¹³ Maureen O'Hara, « Bubbles: Some Perspectives (and Loose Talk) from History », *Review of Financial Studies* 21, n° 1 (janvier 2008): 11-17.

¹⁴ Charles Williams, *Bubbles for 1825- or- fortunes made by steam*, 1824, Paper, 250mm x 353mm, 1824, 1868,0808.8629, British Museum London.

Pearl Fishery Association, une société par actions (capital nominal de £ 625 000) créée en 1823 par des marchands londoniens au bénéfice d'une concession colombienne les autorisant à y récolter des perles¹⁵. À proximité, se trouve également une bulle percée intitulée *Pawn-broking Company*. Celle-ci fait certainement référence à la *Equitable Loan Bank Company*, une société par actions (capital nominal de £ 2 millions) de prêts sur gage fondée en 1824, mise en échec la même année par la Chambre des Lords pour non-respect des dispositions sur les cessions précoces de titres boursiers¹⁶. Aux pieds de ces diverses bulles se bousculent une myriade d'investisseur-se-s excité-e-s à l'idée de pouvoir en acquérir des parts.



Figure 2 Elmyr de Hory, Fernand Legros and Real Lessard in the Republic of Poyais in 1969 (Hayes 2015).

¹⁵ An officer Late in the Colombian Service, *The Present State of Colombia, by an Officer Late in the Colombian Service* (London: John Murray, 1827), 322-25.

¹⁶ James Taylor, *Boardroom Scandal: The Criminalization of Company Fraud in Nineteenth-Century Britain* (Oxford: Oxford University Press, 2013), 20; *Equitable Loan Bank Company, Equitable Loan Bank: plan of the bank* (London, 1824).

Plutôt que d'isoler l'entreprise du Poyais comme exceptionnellement unique, le pinceau de Williams l'assimile alors aux diverses opérations financières et commerciales spéculatives voyant le jour dans le courant des années 1820. Surtout, elle s'inscrit dans un moment donné : celui de l'engouement généralisé pour les opérations financières portant sur l'accès aux potentiels de territoires d'Amérique latine¹⁷ nouvellement accessibles. Au lendemain des guerres napoléoniennes et des mouvements révolutionnaires d'Amérique du Sud consécutifs, la place londonienne voit en effet émerger un enthousiasme grandissant pour toutes les opportunités commerciales et financières transatlantiques. De fait, une bulle spéculative se forme au sein de la City. Nombre d'investisseurs s'engouffrent alors dans un marché dédié essentiellement à tirer profit des richesses « fantasmées » d'un Nouveau Monde progressivement libéré du joug espagnol et soudainement accessible aux entreprises britanniques. De la sorte, ceux-ci se ruent autant sur les titres de sociétés par actions dévolues à l'exploitation de ressources américaines que des emprunts souverains divisés en obligations de nouveaux États d'Amérique du Sud. En tant que nouveau centre financier international, la City est en effet l'interlocutrice privilégiée pour les représentants de nouveaux gouvernements issus de la désintégration de l'empire espagnol. Ces derniers y viennent pour la négociation et l'émission d'emprunts nécessaires au financement de leurs efforts de guerre et le développement de nouveaux systèmes économiques et politiques. Entre 1822 et 1825, de nouveaux États tels que la Colombie, le Pérou, le Mexique ou le Chili émettent chacun un ou plusieurs emprunts, totalisant plusieurs dizaines de millions de livres sterling sur la place londonienne. L'enthousiasme s'arrêtera toutefois net en 1826 des suites de l'éclatement d'une crise financière voyant nombre de sociétés et tous ces emprunteurs souverains – à l'exception du Brésil – se mettre en faillite¹⁸.

¹⁷ Bien que le terme anachronique « Amérique latine » tire son origine du symbolisme géopolitique initialement mis en avant par Michel Chevalier dans les années 1830, considérant ainsi le continent comme culturellement proche de la France, celui-ci sera néanmoins parfois mobilisé au travers de cette thèse pour décrire un territoire englobant à la fois l'Amérique du Sud et les territoires d'Amérique centrale continentale. Voir : Walter D. Mignolo, *The Idea of Latin America* (Hoboken: Blackwell Publishing Ltd., 2009), 77.

¹⁸ Frank Griffith Dawson, *The first Latin American debt crisis: the City of London and the 1822-25 loan bubble* (New Haven ; London: Yale University Press, 1990).

dans l'émission de dettes souveraines sont plutôt directement issus de l'élite marchande londonienne. Impliqué dans des emprunts tels que la vente de la Louisiane (1803), Alexander Baring – alors un des financiers les plus puissants de la City²² – acquiert par exemple sa fortune initiale du commerce textile. Un jeune marchand débarqué d'abord à Manchester de Francfort en 1798, puis à Londres, Nathan Rothschild se lance dans le commerce textile, le courtage de lingots, puis l'émission de dettes souveraines. Au lendemain des guerres napoléoniennes, il émerge comme le financier le plus riche et puissant de sa génération, dépassant même son concurrent direct, Baring²³. David Barclay, l'un des contractants des emprunts mexicains et guatémaltèques de 1825, et également à la tête de la firme commerciale familiale *Barclay Brothers* est le fils d'un riche brasseur²⁴. De la sorte, ces « marchands-banquiers » continuent à maintenir un pied dans d'autres activités commerciales et la mise à disposition de services financiers particuliers liés (p. ex. négoce de commodités, escompte d'effets de commerce, courtage de lingots, assurance).

Dans une continuité de ces mouvements d'intensification économique, l'Amérique du Sud de ces premières décennies du XIX^e siècle voit ainsi débarquer sur ses terres d'importantes quantités de marchands – surtout britanniques – et de capitaux étrangers – principalement anglais. Une telle ouverture commerciale et financière se traduit ainsi à des niveaux individuels. Les révolutions d'Amérique du Sud ouvrent ainsi la voie à nombre de petits commerçants désirant accéder à ces nouveaux marchés. Ainsi, des marchands membres de la maison *Barclay, Herring and Richardson* s'engagent à fournir aux armées bolivariennes, à crédit, les biens nécessaires pour mener leur soulèvement à bien. Ces premiers contacts mèneront d'ailleurs ces nouveaux États à engager ces mêmes marchands pour l'émission d'emprunts étrangers sur la place londonienne, et autoriser la constitution de sociétés commerciales destinées à exploiter leurs riches ressources naturelles²⁵.

Les efforts de pénétration sur sol américain déployés par nombre de marchands britanniques ne sont toutefois ni coordonnés, ni concertés. Suivant les tentatives de la petite firme marchande britannique *Wylie & Hancock* de s'installer au Brésil au lendemain de la fuite de la famille royale portugaise, Manuel Llorca-Jaña brosse le portrait d'un environnement rude et avide²⁶. Envahissant le continent sud-américain des suites notamment de l'ouverture de nouveaux ports brésiliens dès 1808, plusieurs centaines de citoyens britanniques cherchant à se positionner commercialement sur le continent se retrouvent ainsi en féroce

²² Chapman, *The rise of merchant banking*, 16-38.

²³ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 660-63.

²⁴ Michael P. Costeloe, *Bonds and bondholders: British investors and Mexico's foreign debt, 1824-1888* (Westport; London: Praeger, 2003), 18-19.

²⁵ Carlos Marichal, *A century of debt crises in Latin America: from independence to the Great Depression, 1820-1930* (Princeton N.J: Princeton University Press, 1989), 16-36; Drusilla Scott, *Mary English: A Friend of Bolivar* (Lewes: Book guild, 1991).

²⁶ Manuel Llorca-Jaña, « British Merchants in New Markets: The Case of Wylie and Hancock in Brazil and the River Plate, c. 1808-19 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 42, n° 2 (mars 2014): 215-38.

concurrence les uns avec les autres pour s'assurer, entre autres, les meilleurs canaux possible d'approvisionnement de produits industriels anglais. Cette ouverture des marchés britanniques entre également en concurrence avec certaines entreprises anglaises déjà installées sur le continent américain. Alors que les régions sous emprise espagnole effective ne semblent avoir connu que très peu d'antécédents britanniques²⁷, il en va autrement dans le centre du continent. Occupée de manière plus ou moins régulière par diverses vagues d'entrepreneurs privés anglais depuis le XVII^e siècle déjà, la baie du Honduras est par exemple le théâtre d'importants affrontements commerciaux dès les années 1830. Comme l'illustre Robert Naylor, l'arrivée de nouveaux agents de maisons de commerce britanniques, intéressés à tirer profit des récentes indépendances centraméricaines, entre en effet en concurrence directe avec des marchands béliziens œuvrant dans la région depuis plusieurs générations²⁸.

Alors que nombre de marchands-banquiers britanniques constituent d'importantes fortunes sur la base d'affaires sud-américaines, accentuant au passage la position centrale occupée par Londres dans la finance internationale, il n'en va pas de même pour les parties étrangères à ces interactions commerciales et financières. Les républicains créoles à l'origine de ces soulèvements américains se voient par exemple contraints d'ouvrir d'importantes lignes de crédits auprès des marchands-banquiers anglais les ravitaillant en marchandises et autres biens nécessaires à la conduite de leur effort révolutionnaire. Au lendemain de l'éclosion de la bulle spéculative de 1825, l'ensemble des nouveaux territoires constitués alors en États font défaut sur les créances de ces emprunts souverains émis par l'intermédiaire de ces mêmes marchands-banquiers. Ce premier revers financier constitue de fait le premier d'une longue série pour nombre de ces pays d'Amérique du Sud²⁹.

Les populations indigènes américaines semblent également pâtir de ces pénétrations commerciales et financières. L'arrivée en Amérique du Sud de nombreux voyageurs et commerçants britanniques suivant l'abandon par les nouveaux pouvoirs républicains des précédentes politiques isolationnistes ne donne parfois que trop peu de répit à des populations amérindiennes déjà économiquement et démographiquement affaiblies par une longue incorporation à un empire espagnol prédateur³⁰. Plusieurs projets visant à établir des légions agricoles européennes se mettent en effet sur pied après 1816. Peu concluantes, celles-ci constituent néanmoins une première salve d'opérations coloniales privées remettant en cause les légitimités territoriales d'habitant-e-s indigènes³¹. À terme, ces entreprises mettent même à mal des économies locales

²⁷ S. Samuel Trifilo, « Early Nineteenth-Century British Travelers in Chile: Impressions of Santiago and Valparaíso », *Journal of Inter-American Studies* 11, n° 3 (1969): 391-424.

²⁸ Robert Arthur Naylor, « British Commercial Relations with Central America, 1821-1851 » (PhD Dissertation, Tulane University, 1969).

²⁹ Marichal, *A century of debt crises in Latin America*.

³⁰ Massimo Livi-Bacci, « The Depopulation of Hispanic America after the Conquest », *Population and Development Review* 32, n° 2 (juin 2006): 199-232.

³¹ Alessandro Bonvini, « «L'aratro e la spada». Gli esuli italiani oltre la frontiera argentina, 1855-1859 », *Viaggiatori*, n° 2 (2 mars 2018): 211.

concurrentes. Aussi développée et performante que la Grande-Bretagne à l'orée du XIX^e siècle, l'industrie lainière mapuche est, par exemple, progressivement dépassée et remplacée par l'importation de lainages britanniques graduellement meilleur marché dès la fin des années 1850³². Les premières décennies du siècle semblent d'ailleurs si troublées pour nombre de groupes mapuches³³ que ceux-ci semblent se résoudre à demander de l'aide à Antoine de Tounens, un obscur aventurier périgourdin nommé roi d'Araucanie et de Patagonie en 1825³⁴. Relevées dans les récits de voyages de commerçants britanniques³⁵, ces interactions parfois conflictuelles entre Européens et indigènes, ainsi ponctuellement marquées de mouvements de résistance, semblent également résonner dans certaines mentalités de la métropole londonienne. Publié en 1826 à la fois à Paris et à Londres, *The Last of the Mohicans* de l'américain James Fenimore Cooper³⁶ enregistre ainsi un important succès littéraire anglais et ailleurs en Europe³⁷.

En somme, ces mouvements de pénétration économique se fondent essentiellement sur des rapports de forces économiques inégaux. Proches de ce que Desmond Platt décrit comme du « *business imperialism* », celles-ci s'imposent en l'occurrence principalement par des groupes marchands et financiers privés, profitant de l'accueil leur étant fait par l'ouverture de nouveaux marchés pour « *consistently outstay[ing their] welcome*³⁸ ». Ceci ne signifie

³² Manuel Llorca-Jaña, « A reappraisal of Mapuche textile production and sheep raising during the nineteenth century », *Historia (Santiago)* 47, n° 1 (juin 2014): 91-111.

³³ Joanna Crow, « Troubled Negotiations: The Mapuche and the Chilean State (1818–1830) », *Bulletin of Latin American Research* 36, n° 3 (2017): 285-98.

³⁴ Antoine de Tounens, *Avènement au trône de Orllie-Antoine Ier, roi d'Araucanie et de Patagonie et sa captivité au Chili* (Paris: Thevelin, 1863); André Des Vergnes, *Antoine de Tounens, 1825-1878: le conquistador français fondateur du royaume d'Araucanie et de Patagonie* (Quartier Latin, 1979); Jean Raspail, *Moi, Antoine de Tounens, roi de Patagonie* (Arcueil: Albin Michel, 2000).

³⁵ Voir par exemple : John Miers, *Travels in Chile and La Plata: Including Accounts Respecting the Political History, Geography, Geology, Statistics, Government, Finances, Agriculture, Manners, and Customs, and the Mining Operations in Chile*, vol. 2 (London: Baldwin, Cradock, and Joy, 1826), 458-504.

³⁶ James Fenimore Cooper, *The Last of the Mohicans: A Narrarive of 1757*, vol. 1, 3 vol. (Paris: L. Baudry, 1826); James Fenimore Cooper, *The Last of the Mohicans: A Narrarive of 1757*, vol. 1, 3 vol. (London: John Miller, 1826).

³⁷ Yvon Le Scanff, « Quinze jours dans le désert », *Études* 404, n° 2 (2006): 224-25.

³⁸ Desmond Christopher Martin Platt, « Introduction », in *Business Imperialism 1840-1930*, éd. par Desmond Christopher Martin Platt, Reprint (Oxford: Clarendon Press, 1979), 13. Voir aussi: Desmond Christopher Martin Platt, éd., *Business Imperialism 1840-1930: an inquiry based on British Expreience in Latin America*, Reprint (Oxford: Clarendon Press, 1979); Charles Jones, « "Business Imperialism" and Argentina, 1875-1900: A Theoretical Note », *Journal of Latin American Studies* 12, n° 2 (1980): 437-44; David Saul Landes, *Banquiers et pachas: finance internationale et impérialisme économique en Egypte* (Paris: Albin Michel, 1993). L'idée de « *business imperialism* » est ici préférée à celle d'empire informel. Comme l'illustre notamment Desmond Platt dans plusieurs contributions, l'existence à proprement parler d'un empire informel britannique en Amérique latine au début du XIX^e siècle s'applique relativement mal. La réticence absolue du gouvernement à considérer une idée d'intervention quelconque, même en faveur d'un « *imperialism of free trade* » – pour reprendre le terme mis en avant dans l'article séminal de Ronald Robinson et John Gallagher – poussent les opérations commerciales et

toutefois pas que chacune de ces tentatives d'établir une entreprise commerciale ou financière britannique privée se solde forcément par un succès systématique. Bien entendu, certains essais se concrétisent par de véritables réussites, notamment pour les marchands-banquiers à l'origine de leur réalisation. Par exemple, l'emprunt brésilien émis par Rothschild en 1825 est le seul à ne pas se faire mettre en défaut de paiement au lendemain de l'éclatement de la crise l'année suivante³⁹. L'implication sud-américaine du marchand-banquier lui assure alors un important renforcement de sa position sur le marché de la dette souveraine. À la tête d'une des premières maisons anglaises à pénétrer le marché sud-américain en 1822, le marchand-banquier Frederic Huth parvient à développer un réseau commercial quasi global, faisant de sa maison *Huth & Co.* l'une des plus importantes en matière notamment de connexions marchandes⁴⁰. Toutefois, l'ensemble des actions commerciales, aussi puissantes puissent-elles être, restent tributaires des conjonctures ou structures économiques de leur

financières londoniennes sur le continent à se constituer seules, sans espoir de soutien aucun. Les efforts de pénétrations commerciales et financières britanniques en Amérique latine au cours des premières décennies du XIX^e siècle semblent alors se fonder moins sur une pénétration commerciale britannique aidée par un gouvernement britannique motivé par l'imposition d'un paradigme libre-échangiste, propre à la constitution d'un empire informel, que de la montée d'un impérialisme d'affaires indépendant, mené par une accumulation et succession d'interventions privées. Sur la question d'empire informel, voir notamment : John Gallagher et Ronald Robinson, « The Imperialism of Free Trade », *The Economic History Review*, New Series, 6, n° 1 (janvier 1953) : 1-15; Desmond Christopher Martin Platt, « The Imperialism of Free Trade: Some Reservations », *The Economic History Review*, New Series, 21, n° 2 (août 1968) : 296-306; Desmond Christopher Martin Platt, « Further Objections to an "Imperialism of Free Trade", 1830-60 », *Economic History Review* 26, n° 1 (février 1973) : 77-91; P. J. Cain et A. G. Hopkins, « Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas I. The Old Colonial System, 1688-1850 », *Economic History Review* 39, n° 4 (novembre 1986) : 501-25; P. J. Cain et A. G. Hopkins, « Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas. II: New Imperialism, 1850-1945 », *Economic History Review*, Second Series 40, n° 1 (février 1987) : 1-26; Greg Barton, *Informal empire and the rise of one world culture*, Cambridge Imperial and post-colonial studies series (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2014); Andrew Thompson, « Informal Empire? An Exploration in the History of Anglo-Argentine Relations, 1810-1914 », *Journal of Latin American Studies* 24, n° 2 (1992) : 419-36; A. G. Hopkins, « Informal Empire in Argentina: An Alternative View », *Journal of Latin American Studies* 26, n° 2 (1994) : 469-84. Matthew Brown propose notamment un fascinant état des lieux sur la pertinence de l'utilisation du concept d'empire informel pour le cas de l'Amérique latine. Voir : Matthew Brown, éd., *Informal empire in Latin America: culture, commerce and capital*, Bulletin of Latin American research book series (Oxford, UK: Blackwell Pub, 2008). David Rock y concède d'ailleurs qu'il est difficile de parler d'une mise en place d'un empire informel britannique en Amérique du Sud avant le deuxième, voire troisième tiers du XIX^e siècle. Au mieux, il envisage les transformations que connaît l'Amérique du Sud comme engendrées par des dynamiques culturelles imposées moins par la Grande-Bretagne que par l'Europe occidentale dans son ensemble. Voir : David Rock, « The British in Argentina: From Informal Empire to Postcolonialism », in *Informal empire in Latin America: culture, commerce and capital*, éd. par Matthew Brown, Bulletin of Latin American research book series (Oxford, UK: Blackwell Pub, 2008), 49-77.

³⁹ William Roderick Summerhill, *Inglorious revolution: political institutions, sovereign debt, and financial underdevelopment in imperial Brazil*, Yale series in economic and financial history (New Haven: Yale University Press, 2015).

⁴⁰ Manuel Llorca-Jaña, « The economic activities of a global merchant-banker in Chile: Huth & Co. of London, 1820s-1850s », *Historia (Santiago)* 45, n° 2 (décembre 2012) : 399-432.

temps⁴¹. Constattement assujetties aux instabilités d'un monde en pleine mutation politique et commerciale encore relié par bateau à voile, les opérations financières britanniques visant à pénétrer ce nouveau marché latino-américain ne peuvent, en fin de compte, compter que sur leur capacité d'adaptation et de réaction, sans garantie de survie ou de remplacement. Les entreprises commerciales et financières britanniques pénétrant l'Amérique latine se développent, se constituent, improvisent et se transforment ainsi au gré des obstacles rencontrés⁴². Elles n'ont pour seule boussole que le maintien de leur existence immédiate, proche de ce que Peter Cain – paraphrasant John Maynard Keynes – comprend comme une avance sur un rêve, un acte de foi en un futur similaire à celui imaginé au moment de la constitution d'un projet donné⁴³.

Cette étude doctorale se propose d'étudier l'échec d'un de ces rêves. Dans une veine similaire aux travaux de Scott Sandage étudiant les faillites américaines⁴⁴, cette recherche portant sur le cas de Poyais tente d'offrir un examen critique et approfondi de ce qui se trouve constituer en fin de compte moins une fraude financière qu'une tentative ratée de financer un projet privé de développement économique sur une concession territoriale acquise d'un roi indigène. Plutôt que de se concentrer essentiellement sur la figure du fraudeur et les stratagèmes supposés pour constituer un acte considéré *a priori* comme délictueux, ce travail tente de comprendre les mécanismes sous-jacents à la création et à l'étiquetage de la figure de MacGregor comme un escroc. De fait, plutôt que de sortir le fraudeur de son contexte par singularisation ou pathologisation, les développements proposés dans cette thèse tenteront de réinscrire les différents actes perpétrés par les divers individus impliqués dans l'affaire du Poyais dans leur environnement économique et social propre.

Ainsi, cette étude tente de mettre en lumière quelles sont les raisons sous-jacentes ayant permis à un certain public de considérer, presque du jour au lendemain, l'émission d'une dette souveraine d'un territoire en situation politique relativement fragile, comme une fraude monumentale. Cette démarche s'inspire de certains fondements méthodologiques mis en avant par Martin Wiener⁴⁵. L'auteur propose notamment d'illustrer les modifications de politiques criminelles britanniques – et donc la création de nouvelles catégories de déviant-e-s – au cours du XIX^e siècle moins comme une réaction à de quelconques changements dans les pratiques criminelles à proprement parler que comme résultant de l'adoption de nouveaux cadres normatifs au sein de la société anglaise. De la sorte, étudier les conditions de production d'actes définis comme criminels – ou tout autre acte en apparence délictueux – vise à mettre en lumière les

⁴¹ Platt, « Introduction », 8-9.

⁴² Voir notamment : John Darwin, *Unfinished empire: the global expansion of Britain* (New York: Bloomsbury Press, 2013).

⁴³ Peter Cain, « Afterword: The Economics of the 'British World' », *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 41, n° 1 (mars 2013): 99.

⁴⁴ Scott A. Sandage, *Born losers: a history of failure in America* (Cambridge, MA: Harvard University Press, 2005).

⁴⁵ Martin J. Wiener, *Reconstructing the criminal: culture, law and policy in England, 1830-1914* (Cambridge: Cambridge University Press, 1990).

mécanismes et pouvoirs légitimes à l'origine de l'attribution et imposition d'une étiquette particulière de « déviant ».

Cette thèse suppose que la première tâche d'une telle recherche consiste à comprendre, en détail, chaque étape de l'affaire du Poyais de Gregor MacGregor. Autant que possible, ce travail tente de retracer l'évolution d'un projet singulier tout en offrant une substance narrative permettant de mieux comprendre les aléas et agissements du soi-disant cacique écossais. En d'autres termes, cette recherche tente de comprendre « ce qui s'est vraiment passé ». Sur cette base, ce travail postule que les sources les plus adéquates pour permettre la réalisation d'un tel réexamen de ces péripéties particulières sont celles du projet poyaisien elles-mêmes. Autant que possible, cette recherche tente de se fonder sur tout document particulier directement lié aux aléas multiples de MacGregor. Bien qu'aucune archive « nationale » du Poyais n'existe, la consultation de nombreux fonds d'archives européens et américains, physiques ou numériques a ainsi permis de mettre au jour une importante collection de correspondances et autres documents inédits. Bien entendu, ce travail n'a pas la prétention d'offrir une « vérité » absolue, objective et exhaustive sur la chronologie et les agissements de MacGregor. La nature même d'une recherche en histoire force en effet à offrir une description narrative partiellement imaginée, mais fondée sur les bribes fournies par les seules archives ayant survécu au fil du temps⁴⁶. De plus, l'usage seul de telles sources primaires peut induire, par l'imposition d'ocillères, une distorsion de perspective ainsi qu'une déconnexion de cet objet d'étude de son propre environnement ; ce travail se fonde sur une importante collection de sources primaires manuscrites ou imprimées produites autant par des individus que des institutions liées d'une manière ou d'une autre aux dynamiques de pénétrations financières et commerciales d'Amérique du Sud, dont est directement issu le cas du Poyais. Se fondant essentiellement sur l'usage de nouveaux documents d'archive, ou le dialogue entre différentes disciplines et perspectives scientifiques, cette thèse se propose de révéler les caractéristiques structurelles et conjoncturelles d'un monde en pleine métamorphose qu'un individu comme MacGregor échoue en fin de compte à habiter.

Retracer le parcours en apparence atypique de celui que d'aucuns décrivent comme étant parvenu à émettre un emprunt souverain pour un État d'Amérique centrale en fin de compte inexistant permet ainsi la construction d'un document sur l'histoire de l'impérialisme d'affaires britanniques au début du XIX^e siècle. Celui-ci tente d'apporter un éclairage sur le rôle et les stratégies financières et commerciales mobilisées par des hommes d'affaires britanniques au lendemain de l'ouverture des marchés latino-américains. En suivant au plus près les affres et succès de MacGregor, ce travail tente de mettre en lumière certaines stratégies développées et mobilisées par les divers protagonistes de l'affaire poyaisienne pour surmonter les obstacles politiques, financiers ou législatifs rencontrés autant au sein de la City de Londres que dans sa périphérie américaine. Surtout, cette thèse vise à mettre en lumière et mieux comprendre les causes de l'échec du Poyais. De fait, une immersion dans les

⁴⁶ Norbert Elias, *Du temps*, trad. par Michèle Hulin (Paris: Fayard, 1997), 208-11.

enchevêtrements et diverses couches d'un projet poyaisien, évoluant au fil des interactions entretenues par MacGregor et ses interlocuteurs successifs, tente de démontrer que le partage financier et économique de l'Amérique latine au lendemain de l'ouverture de ses marchés ne bénéficie qu'aux parties métropolitaines et périphériques en mesure de mobiliser une combinaison de facteurs divers (p. ex. connaissances locales, accès au crédit, informations de marché, flexibilité) à leur propre avantage⁴⁷. En bref, la relecture et la mise en perspective des nombreuses sources déterrées tout au long de cette recherche permettent de décrire de manière plus contrastée l'émergence et la consolidation de puissantes dynamiques économiques sculptant un monde transatlantique en pleine redéfinition, trop souvent décrites plus du point de vue des parties impliquées que de leurs interactions⁴⁸.

Cette rétrospective débute avec la signature en avril 1820 de la concession par le roi indigène miskitu George Frederic, autorisant MacGregor à s'installer en Moskitie. Elle se termine avec la dénonciation complète et irréversible de l'emprunt souverain de Poyais à Londres en 1824 par le comité du *Foreign Stock Market*, scellant ainsi le destin et la réputation future du projet de MacGregor. Dès lors, Poyais n'incarne plus qu'une escroquerie monumentale, un scandale financier grandement mené par un « roi de la fraude » étant parvenu à faire croire au monde entier – en l'occurrence le monde financier – en l'existence d'un pays inexistant. Suivant cette chronologie, cette thèse se délimite de la manière suivante : faisant office de section méthodologique, le premier chapitre propose de recentrer la figure de MacGregor dans un débat plus large portant sur la question de l'utilisation contemporaine de la figure de l'escroc financier comme dispositif narratif. Le second chapitre tente de comprendre les raisons menant le roi des Miskitus à allouer une concession territoriale à MacGregor. En analysant l'écologie politique de la Moskitie, liant ou opposant populations indigènes et colons britanniques du Honduras britannique depuis le XVIII^e siècle, la décision du roi indigène apparaît comme un acte de résistance politique personnel, visant à le positionner au sein d'un environnement impérial centraméricain en pleine mutation. Le troisième chapitre propose une généalogie du projet poyaisien à proprement parler. Suivre les péripéties caribéennes de MacGregor au lendemain de l'acquisition de la concession miskitu permet de rendre compte du fait que le projet dévoué au développement de son nouveau territoire évolue et s'adapte au fil d'une recherche de capitaux nécessaires à sa réalisation. En tant que tel, Poyais se façonne au gré des interactions entretenues avec divers acteurs périphériques ou métropolitains cherchant à modeler les ambitions de MacGregor à leur avantage. La quatrième section de cette thèse suit le processus de constitution de dette souveraine poyaisienne. Ce chapitre comprend ainsi la décision d'émettre un premier emprunt de Poyais en 1822 comme essentiellement guidée par des marchands-banquiers britanniques. Jouant d'un flou légal concernant la reconnaissance formelle d'entités souveraines sur le

⁴⁷ Platt, « Introduction », 6.

⁴⁸ Dans ce sens, voir : Christine Daniels et Michael V. Kennedy, éd., *Negotiated empires: centers and peripheries in the Americas, 1500-1820* (New York: Routledge, 2002).

marché des capitaux londoniens, ces derniers envisagent l'émission d'un emprunt étranger au sein de la City de Londres comme un moyen de financement alternatif à la mise sur pied d'un projet commercial privé transatlantique. Le cinquième chapitre de cette thèse tente de mettre en lumière les facteurs menant à l'échec autant politique que financier du projet poyaisien et à l'attribution d'une étiquette spécifique de fraudeur sur la personne de MacGregor. En bref, celui-ci s'explique par une incapacité des acteurs poyaisiens à faire face à un effort de résistance informationnel et légal mis sur pied par les colons du Honduras britannique. Faisant office de bref épilogue, la sixième partie de ce travail tente de comprendre les raisons expliquant l'absence complète d'intervention ou de considérations gouvernementales britanniques dans les affaires du Poyais. Concluant ce travail, la dernière partie propose un résumé de ce travail doctoral, ainsi que quelques pistes de recherches futures.

Chapitre 1. Le mythe de Poyais

Q. And you were in the middle?

A. But I was in the middle, as – because those transactions were basically handled as principal transactions, which is typically the way the market makers trade.

(Bernard L. Madoff, *Deposition* [2012].)

Ce chapitre propose de comprendre comment l'histoire de Gregor MacGregor, à l'instar d'autres escrocs financiers célèbres, a été mobilisée par le passé. Ce chapitre est structuré de la manière suivante. La première partie se charge de comprendre la mobilisation, au lendemain de la crise financière de 2008, de figures d'escrocs financiers, tels que Bernard Madoff, comme intégrés dans un dispositif narratif les distinguant souvent comme causes pathologiques et déviantes de toutes crises financières – présentes ou passées. Au sein de ce panthéon des escrocs, MacGregor est parfois identifié comme figure suprême. La deuxième section propose de retracer la biographie de MacGregor, comme généralement narrée par ses biographes. La troisième partie de ce chapitre offre une lecture critique des différents travaux ayant traité du cas de Poyais. En mettant en avant les conditions de production de ces études, celles-ci apparaissent comme généralement peu fondées sur des études de sources primaires. Plutôt, les multiples descriptions d'un MacGregor incarnant un escroc financier singulier constituent, pour reprendre les termes de Roland Barthes, un mythe. La quatrième section propose de relever les différents outils méthodologiques mobilisés tout au long de cette thèse, construite à la lumière des travaux de Carlo Ginzburg, selon une microhistoire. Celle-ci s'attelle à relever les dynamiques économiques et sociales au sein desquelles évoluent les agissements de protagonistes historiques s'inscrivant dans un épiphénomène.

1.1 Madoff : la figure de l'escroc

Au lendemain de la crise financière de 2008, une quête presque obsessionnelle pour identifier ses responsables semble s'être manifestée. Celle-ci a ainsi forcé la mise au-devant de protagonistes spécifiques, individualisant à eux seuls les causes de l'effondrement du système financier international⁴⁹. La figure de l'escroc financier

⁴⁹ « Who's at fault? », *The Economist*, 22 septembre 2008, https://www.economist.com/blogs/freeexchange/2008/09/whos_at_fault; Julia Finch, Andrew Clark, et David Teather, « Twenty-Five People at the Heart of the Meltdown ... », *The Guardian*, 26 janvier 2009, sect. Business, <http://www.theguardian.com/business/2009/jan/26/road-ruin-recession-individuals-economy>; Sewell Chan, « Financial Crisis Was Avoidable, Inquiry Concludes », *The New York Times*, 25 janvier 2011, sect. Economy, <https://www.nytimes.com/2011/01/26/business/economy/26inquiry.html>; Larry Elliott, « Who to blame for the Great Recession? So many big names are in the frame », *The Guardian*, 3 février 2012, sect. Business, <http://www.theguardian.com/business/2012/feb/03/who-caused-financial-crisis-great-recession>; Robert Lenzner, « The 2008 Meltdown And Where The Blame Falls »,

s'est de fait vu attribuer une place de choix, singularisée comme seul responsable des mésaventures individuelles ou collectives issues de la débâcle financière. Des visages dépeints comme ayant essentiellement tiré un enrichissement personnel illégitime et malsain ont ainsi été isolés par des médias populaires ou spécialisés. Entre autres, Kweku Abudoboli a été brièvement mis sous les feux de la rampe en 2011 pour avoir fait perdre \$2,3 milliards à la banque suisse UBS après avoir passé des opérations de courtage non autorisées par sa hiérarchie⁵⁰. De manière quelque peu similaire – tout en prenant des dimensions bien plus importantes – Jérôme Kerviel a été accusé d'être responsable d'avoir passé des ordres illégaux pour le compte de la Société générale pour plus de \$7,2 milliards⁵¹. Bien que d'envergure impressionnante, ces deux cas ne peuvent rivaliser avec les accusations portées à l'encontre de Bernard Madoff. Décrit par d'aucuns comme l'escroc le plus important du XXI^e siècle⁵², « Bernie » Madoff a été jugé coupable d'avoir monté un système pyramidal (dit de cavalerie) totalisant environ \$50 milliards. Bien que le fonds d'investissement spéculatif créé par Madoff dans les années 1960 promît à ses clients un rendement important, les intérêts promis aux anciens investisseurs n'étaient toutefois assurés que par les capitaux apportés par de nouvelles entrées. Il purge actuellement une peine de 150 années dans une prison fédérale américaine⁵³.

Madoff en tête, ces figures représentent – voire symbolisent – la capacité de certains protagonistes à user des imperfections d'un système financier perçu communément comme fondé sur des spécificités « humaines », donc imparfaites. Dépeints comme exceptionnels dans leur habileté à avoir pu profiter malhonnêtement de mécaniques financières traversées d'imperfections, ces individus sont ainsi, *a posteriori*, dépeints comme constitutifs d'une catégorie

Forbes (blog), 2 juin 2012, <https://www.forbes.com/sites/robertlenzner/2012/06/02/the-2008-meltdown-and-where-the-blame-falls/#3b9c0093a72a>; « 25 People to Blame for the Financial Crisis », *TIME*, 2009, http://content.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,1877351_1878509_1878508,00.html; David Fiderer, « Time Rewrote History With "25 People to Blame for the Financial Crisis" », *Huffington Post* (blog), 19 mai 2009, https://www.huffingtonpost.com/david-fiderer/emtimeem-rewrote-history_b_168503.html.

⁵⁰ Olivia Derreumaux, « La fraude d'un trader coûtera 2 milliards de dollars à UBS », *Le Figaro*, 15 septembre 2011, <http://www.lefigaro.fr/societes/2011/09/15/04015-20110915ARTFIG00445-la-fraude-d-un-trader-couter-2-milliards-de-dollars-a-ubs.php>; Florentin Collomb, « Le «Kerviel» d'UBS condamné à sept ans de prison », *Le Figaro*, 20 novembre 2012, <http://www.lefigaro.fr/international/2012/11/20/01003-20121120ARTFIG00541-le-kerviel-d-ubs-reconnu-coupable-de-fraude.php>.

⁵¹ « Fraude à la Société générale : les premiers éléments sur l'identité du responsable », *Le Monde.fr*, 24 janvier 2008, http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/01/24/fraude-a-la-societe-generale-les-premiers-elements-sur-l-identite-du-responsable_1003358_3234.html.

⁵² « Con of the century », *The Economist*, 18 décembre 2008, <https://www.economist.com/node/12818310>; « Madoff - A 21st Century Ponzi Scheme », North American Securities Administrators Association, 26 août 2009, <http://www.nasaa.org/4303/madoff-a-21st-century-ponzi-scheme/>.

⁵³ Ali Velshi, « Ex-Nasdaq chair arrested for securities fraud », *CNNMoney*, 11 décembre 2008, http://money.cnn.com/2008/12/11/markets/madoff_fraud/; « The Madoff Case: A Timeline », *Wall Street Journal*, 12 mars 2009, sect. Business, <http://www.wsj.com/articles/SB112966954231272304>.

sociale spécifique composée de « déviants ». Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (*DSM*) à l'appui⁵⁴, ils sont décrits comme pathologiquement atteints de désordres mentaux de types socio- ou psychopathiques, leur donnant consécutivement la capacité de naviguer au travers des failles d'un système financier international imparfait. Ces tares légitiment de fait une recherche de profits incommensurables, fondamentalement non productifs, égoïstes et « maladifs », produits de penchants déviants propres et anormaux. L'intérêt quasi obsessionnel policier, médiatique, culturel, voire académique⁵⁵ centré autour d'individus identifiés comme des escrocs financiers ou *traders* agissant hors de tout contrôle semble ainsi exprimer de l'existence d'une certaine « panique morale⁵⁶ » pour la question. Toutefois, la mise en avant récurrente de figures personnifiant – temporairement – l'incarnation d'un mal quasi absolu ne remet pas en cause la légitime existence de l'environnement au sein duquel évoluent ces démons modernes. En quelque sorte, elles incarnent simplement l'expression d'une théologie proche de celle d'Aristote ou saint Thomas d'Aquin, défendant le fait que chaque chose imparfaite tend continuellement vers sa perfection⁵⁷.

De ce processus de légitimation du système financier contemporain vient s'ajouter une justification historique. Dans la lignée d'écrits cherchant à établir l'existence de responsables de la dernière débâcle financière viennent en effet s'ajouter des exemples tirés du passé. (Re)mis en lumière autant par le biais d'études scientifiques⁵⁸ que sous la houlette de documentaires médiatiques, diverses figures du passé ont ainsi refait surface. Entre autres, Louis Einricht a par exemple été au centre d'un épisode d'une série en ligne portant sur l'histoire

⁵⁴ Tamar Frankel, *The Ponzi scheme puzzle: a history and analysis of con artists and victims* (New York: Oxford University Press, 2012).

⁵⁵ Voir par exemple : Jason Ryan, « Fraud "Directly Related" to Financial Crisis Probed », *ABC News*, 11 février 2009, online édition, <http://abcnews.go.com/print?id=6855179>; Julie Creswell et Landon Thomas Jr, « The Talented Mr. Madoff », *The New York Times*, 24 janvier 2009, sect. Business Day, <https://www.nytimes.com/2009/01/25/business/25bernie.html>; Jeff Prosserman, *Chasing Madoff*, Documentary (Cohen Media Group, 2010); Barry Levinson, *The Wizard of Lies* (HBO, 2017); Elaine Vaan Hogue, *Imagining Madoff* (New Repertory Theatre, 2014); Steve Allen, « Control Lessons from the Société Générale Fraud », *Bank Accounting & Finance* 21, n° 6 (octobre 2008): 29-34.

⁵⁶ Erich Goode et Nachman Ben-Yehuda, *Moral panics: the social construction of deviance*, 2^e éd. (Chichester, U.K. ; Malden, MA: Wiley-Blackwell, 2009); Stanley Cohen, *Folk devils and moral panics: the creation of the Mods and Rockers*, 4^e éd., Taylor & Francis E-library (New York: Routledge, 2011).

⁵⁷ Dominique Demange, « L'objet de la philosophie première, selon Thomas d'Aquin et Jean Duns Scot », *Le Philosophoire*, n° 20 (2003): 171-96.

⁵⁸ Voir par exemple : David E. Y. Sarna, *History of greed: financial fraud from tulip mania to Bernie Madoff* (Hoboken, N.J.: Wiley, 2010); Frankel, *The Ponzi scheme puzzle*; Bernd Klose, « Sind wir noch zu retten? : Charles Ponzi und sein legitimer Nachfolger: Bernard Madoff », *ZRFC: risk, fraud & compliance ; Prävention und Aufdeckung in der Compliance-Organisation* 4, n° 2 (avril 2009): 84-89; George Robb, « Before Madoff and Ponzi: 19th-Century Business Frauds », *Phi Kappa Phi Forum* 92, n° 1 (Spring 2012): 7-9.

des fraudes financières⁵⁹. Au cours de l'année 1918, il se serait ainsi présenté à Henri Ford comme l'inventeur d'une alternative – inexistante – au pétrole. Dans un autre épisode de ce même programme, Victor Lustig est présenté comme celui ayant prétendument « vendu » la tour Eiffel à des marchands de ferraille en 1925. De fait, des figures telles que Madoff ou Kerviel, racines personnifiées de la récente crise, se voient ainsi implicitement ou directement comparées à des « escrocs » équivalents. De telles « concordances des temps » – discutables – permettent ainsi à des figures telles que Nick Leeson (le *rogue trader* responsable de la faillite de la banque privée britannique Barings en 1995⁶⁰) ou Charles Ponzi (arrêté en 1920 pour avoir constitué un système pyramidal – portant aujourd'hui son nom – en prétendant spéculer sur des timbres postaux⁶¹) de ressurgir tels les équivalents historiques et pathologiques à l'origine de crises ou maux financiers passés, rassurant ainsi la légitimité d'une certaine croyance en l'immuabilité et l'endurance de l'avidité humaine.



Figure 4 From Bernie Cornfeld to Bernie Madoff, a swindlers list for the ages — some of whom we never saw coming (Leetaru 2017).

⁵⁹ Studio 4-0 et Jackie Berroyer, « Les supercheries financières », Web series, *Les supercheries financières* (Paris: France Television, 2014),

<http://www.courrierinternational.com/dossier/2014/04/23/en-video-les-supercheries-financieres>.

⁶⁰ Nick Leeson, « Escape of the Bankrupt », *The Guardian*, 18 septembre 2008, sect. Opinion, <http://www.theguardian.com/commentisfree/2008/sep/19/banking.creditcrunch>; James Dearden, *Rogue Trader* (Pathé, Cinemax, 1999); Ian Greener, « Nick Leeson and the Collapse of Barings Bank: Socio-Technical Networks and the 'Rogue Trader' », *Organization* 13, n° 3 (1 mai 2006): 421-41.

⁶¹ Dante Desarthe, *Le système de Ponzi* (ARTE, 2014); Robb, « Before Madoff and Ponzi »; Frankel, *The Ponzi scheme puzzle*; Klose, « Sind wir noch zu retten? »

En même temps, ces exemples presque grotesques incarnent des sortes de figures réconfortantes. Leur ostension implique que les fraudeurs mis au jour par la récente crise financière ne peuvent égaler ces incarnations tirées du passé. Leur mise en avant semble en effet vouloir se constituer, par la résurgence potentielle d'événements similaires de même ampleur, en un avertissement pour investisseurs contemporains et futurs⁶². Ces figures déviantes tirées d'un passé informe et flou incarnent des fantômes ahistoriques, protégeant la bonne marche d'une histoire positive en marche. Leurs fraudes, issues d'un passé comparativement pire en matière d'audace de leur auteur ou crédulité de leurs victimes, incarnent de fait des sortes d'« antithèses du progrès⁶³ ». Elles sont complètement singularisées et déconnectées de leur propre environnement historique, placées dans un dispositif narratif cadré essentiellement par une quête d'origines cherchant à identifier celui ou celle au sommet du panthéon de l'escroquerie. Celles-ci permettent consécutivement de différencier un présent perçu comme détaché d'une Histoire définie par un flux continu et cyclique⁶⁴. L'instrumentalisation de ces personnifications d'une avarice humaine absolue, issues d'un passé perçu comme subjectivement pire que les restes d'une crise financière – encore⁶⁵ – affrontés quotidiennement, permet ainsi de poser un point d'origine sur les dérives apparentes de pratiques financières contemporaines. En mettant ainsi en lumière la généalogie d'une hiérarchie supposée de fraudeurs, poussant même implicitement jusqu'à l'identification de ses pères fondateurs, nombre de représentations et identifications multiples de malfaiteurs cocasses⁶⁶ semblent en fin de compte « humaniser » un système financier malmené de manière récurrente par ces escrocs, justifiant ainsi un besoin assumé de réformes constantes. En quelque sorte, l'Histoire devient ainsi objet de légitimation de procédures de réforme fondées sur des accusations portées contre un ennemi commun et quasi surnaturel, ou du moins déviant.

Une telle position est prise en filigrane par Ian Klaus. Dans un récent ouvrage⁶⁷, il considère la figure de l'escroc financier comme jouant un rôle central dans la progressive élaboration et constitution d'un marché financier global défini et

⁶² Pour revenir au cas de Poyais, Brian Taylor considère par exemple celui-ci comme un avertissement destiné à tout investisseur contemporain devant prendre garde à ne pas croire « *every "hot" opportunity that comes [his] way* » : Brian Taylor, « The Fraud of the Prince of Poyais on the London Stock Exchange », Global Financial Data, consulté le 10 avril 2013, http://www.globalfinancialdata.com/News/Articles/Poyais_article_v2.pdf.

⁶³ Jean-François Hamel, « Les uchronies fantômes », *Poétique* n° 144, n° 4 (2005) : 436-37.

⁶⁴ Jean-François Hamel, *Revenances de l'histoire: répétition, narrativité, modernité*, Paradoxe (Paris: Editions de Minuit, 2006), 7-11 ; Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, *This time is different: eight centuries of financial folly* (Princeton: Princeton University Press, 2009), 1.

⁶⁵ « A decade after the crisis, how are the world's banks doing? », *The Economist*, 6 mai 2017.

⁶⁶ Kari Nars, *Swindling Billions: An Extraordinary History of the Great Money Fraudsters* (London: Marshall Cavendish Business, 2011) ; Vikas Khatri, *World Famous Crooks & Con Men* (New Delhi: Pustak Mahal, 2011) ; Roger Cook et Tim Tate, *The Ten Greatest Conmen: True Stories of the World's Most Outrageous Scams* (London: John Blake Publishing, 2008).

⁶⁷ Ian Klaus, *Forging capitalism: rogues, swindlers, frauds, and the rise of modern finance*, Yale series in economic and financial history (New Haven, CT: Yale University Press, 2014). Cet ouvrage est issu de la thèse de doctorat de l'auteur. Voir: Ian Klaus, « Virtue is Dead: A History of Trust » (Harvard University, 2011).

structuré par des questions liées à des problèmes de relations de confiance. En résumé, Klaus comprend le capitalisme financier comme ayant subi une complexification grandissante due à des processus d'urbanisation, industrialisation et de changements technologiques. Se déroulant entre les premières décennies du XIX^e siècle et la veille de la première guerre mondiale, ces développements ont permis au passage l'intégration de différentes parties du monde en un réseau grandissant d'échanges interconnectés. Résultant d'un tel développement progressif de dynamique d'un capitalisme en expansion, des mécaniques d'évaluation « traditionnelles » et régionales de risque financier sont consécutivement devenues inadéquates. Des dispositifs tels que la promesse fondée sur la parole n'ont progressivement plus pu suffire, des individus étant de plus en plus facilement et systématiquement parvenus à tromper des relations commerciales et financières définies par des règles spécifiques de constitution de confiance mutuelle.

Klaus se concentre ainsi sur des exemples historiques individuels particuliers de fraudeurs financiers. Ils personnifient chacun, par leurs actions, des bornes chronologiques spécifiques et les signaux permettant, dès leur arrestation, de révéler publiquement les failles structurelles de mécaniques d'évaluation de risque. Les figures mises en avant par Klaus parviennent, à des moments donnés, à établir des relations économiques avec des membres de la communauté financière fondées sur une confiance viciée et trompée, en exhibant et mobilisant des caractéristiques symboliques de constitution de confiance reconnues et historiquement inscrites. Elles incarnent ainsi les technologies sociales dysfonctionnelles sur lesquelles les systèmes financiers se reposent pour établir de la confiance et, consécutivement, des évaluations liées aux aléas des affaires. L'identification publique et judiciaire de ces malfaiteurs permet ainsi aux marchés financiers d'isoler et montrer du doigt les défauts de dynamiques de création de confiance inhérents aux structures de ces affaires. Elles rendent également possible la résolution de ces problèmes en permettant l'élaboration de nouvelles – en un sens plus « modernes » – technologies et institutions contrôlant mieux les risques financiers émanant de relations interpersonnelles financières et commerciales grandissantes et en pleine expansion. Klaus propose ainsi de suivre les agissements de divers protagonistes. Entre autres, il expose les affres présumées de Thomas Cochrane. Héros britannique des guerres navales napoléoniennes, il se retrouve mêlé en 1814 à une spéculation boursière frauduleuse fondée sur une hausse de la valeur des bons du Trésor britannique. Celle-ci survient après qu'un de ses complices a pris les traits de l'ambassadeur britannique en Russie et annoncé haut et fort la défaite et le décès de Napoléon. Klaus présente aussi l'histoire de Beaumont Smith. Un commis de l'Échiquier à la réputation irréprochable et appuyée par des parents de marque (des militaires réputés), Smith est pourtant accusé en 1841 d'avoir imprimé de faux bons du Trésor anglais pour un peu moins de £ 400 000.

Bien que l'étude de Klaus offre un cadre théorique intéressant et stimulant, certaines lacunes analytiques et critiques semblent apparemment empêcher une compréhension approfondie du rôle effectivement occupé par des escrocs

prétendus dans l'émergence d'un capitalisme dépeint comme « moderne⁶⁸ ». La figure de l'escroc mise en avant par l'auteur incarne en effet une entité quasi intemporelle et naturellement récurrente. Son identification et condamnation permettent aux échanges financiers de se perfectionner et s'affiner sur la base de destructions créatrices cycliques. Ressemblant, comme l'évoque l'auteur, à une sorte d'entrepreneur anti-schumpetérien⁶⁹, ces malfaiteurs identifiés apparaissent de manière naturelle et récurrente pour permettre la mise en marche d'une sorte de destruction créatrice, permettant aux marchés financiers de se constituer de meilleures institutions de confiance. Pourtant, comme le démontre bien le criminologue Edwin Sutherland dans un article posant les jalons de l'étude du « crime en col blanc », le criminel financier doit être considéré, à l'instar de toutes les autres activités criminelles, en relation avec son environnement. Un crime économique est, selon l'auteur, souvent la résultante d'un processus d'apprentissage acquis de pairs issus d'un groupe socio-économique similaire⁷⁰. Bien qu'ayant fait l'objet de vives critiques⁷¹, les considérations de Sutherland semblent néanmoins relativiser le caractère quelque peu essentialiste de la figure de l'escroc financier présenté notamment par Klaus.

Décrivant ainsi implicitement ses escrocs tels des *dei ex machina* permettant une modernisation progressive du système financier, Klaus semble toutefois manquer d'éléments permettant de réinscrire ces individualités au sein de leurs environnements historiques économiques et sociaux propres. De fait, l'auteur semble peu enclin à considérer les facteurs et motivations sous-jacentes (autres qu'une simple volonté de s'en « mettre plein les poches ») de protagonistes particuliers qu'il considère comme des escrocs identifiés – ou des individus étiquetés en tant que tels. Surtout, sa description du développement historique souffre de l'adoption d'une interprétation quelque peu manichéenne des échanges financiers du XIX^e siècle. Ainsi, de « mauvais » escrocs malhonnêtes évoluent au sein d'un « marché » positif, homogène, amorphe et abstrait représenté essentiellement par une institution centrale, à savoir le *London Stock Exchange* (marché boursier officiel de la City de Londres). Plutôt que de n'incarner qu'une institution homogène et intrinsèquement bienveillante constitutive du « marché », le *London Stock Exchange* est, au cours des premières décennies du XIX^e siècle, pourtant constitué d'un amalgame de divers

⁶⁸ Le terme moderne utilisé ici renvoie à la conception présentée par Jürgen Habermas dans un discours prononcé en 1981 lors de la réception du prix Adorno attribué par la Ville de Francfort. Dans la droite lignée de ce dernier, Habermas décrit la modernité comme un phénomène culturel voyant émerger, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, un romantisme « dégagé de toute référence historique et ne conservant de son rapport à la tradition qu'une opposition abstraite à l'histoire dans son ensemble ». Voir : Jürgen Habermas, « La modernité : un projet inachevé », trad. par Gérard Raulet, *Critique*, n° 413 (1981) : 951-52.

⁶⁹ Klaus, *Forging capitalism*, 228.

⁷⁰ Edwin H. Sutherland, « White-Collar Criminality », *American Sociological Review* 5, n° 1 (1940) : 10-11.

⁷¹ Pour une revue des critiques faites à l'encontre de la position de Sutherland, voir : Alexis Spire, « Pour une approche sociologique de la délinquance en col blanc », *Champ pénal/Penal field* 10 (2013).

individus ayant chacun des intérêts personnels. L'exemple des activités de Jack et Samson Ricardo sur le marché de la dette souveraine de la première moitié du XIX^e siècle, mises en lumière par Marc Flandreau, révèle notamment la forte composante discrétionnaire des règles d'échange, cotation et de l'émission d'obligations sur ce marché des capitaux. Celles-ci peuvent être occasionnellement courbées, notamment au sein du *General Purpose Committee* (organe décisionnel autonome et autorégulé de l'institution) par le biais d'interactions douteuses (corruption, relations d'influence). Au contraire d'une opération tentée plus tôt d'émettre l'emprunt Terceira par un certain Maberly, la cotation au sein de l'*Exchange* d'un emprunt portugais émis en 1831, souscrit par les Ricardo, est acceptée par le comité de la Bourse. Néanmoins, ce titre contrevient à une règle établie en 1827 par ce même comité, interdisant la cotation de nouveaux effets émis par des souverains ayant déjà fait défaut auparavant. Délit d'initié, corruption potentielle et le prestige de leur fameux frère David permettent toutefois aux Ricardo d'effectivement coter leur emprunt portugais sur la liste officielle du *London Stock Exchange*, bien qu'un autre ait failli en 1823⁷². Ainsi, comme l'illustre notamment Howard Becker, un déviant – en l'occurrence un escroc – se constitue essentiellement moins par sa propension à effectivement commettre un acte « déviant » que celle d'être identifié comme tel par un processus de jugement fondé sur des caractères somme toute variables, voire socialement relatifs⁷³.

L'une des figures centrales de l'ouvrage de Klaus est celle de Gregor MacGregor. Klaus n'est pourtant pas le seul à mentionner ce nom. Apparaissant de manière relativement discrète, la figure de MacGregor ressurgit en effet de manière ponctuelle mais bien appuyée depuis la crise de 2008 au travers de supports allant de la presse populaire et spécialisée⁷⁴, des œuvres artistiques⁷⁵, voire comme accroche ludique à l'introduction de certains cours d'histoire

⁷² Marc Flandreau, « Sovereign States, Bondholders Committees, and the London Stock Exchange in the Nineteenth Century (1827–68): New Facts and Old Fictions », *Oxford Review of Economic Policy* 29, n° 4 (2013): 684-85.

⁷³ Howard S. Becker, *Outsiders: studies in the sociology of deviance* (New York: The Free Press, 1963), 4.

⁷⁴ KPMG France, « Le Cacique du Poyais : un Madoff de la dette souveraine », KPMG, 15 décembre 2011, <http://www.kpmg.com/fr/fr/issuesandinsights/decryptages/pages/le-cacique-du-poyais.aspx>; Debbie Lynne Costello, « The Great Poyais Scheme: The Land that Never Was », *Heroes, Heroines, and History* (blog), 2 janvier 2015, <http://www.hhhhistory.com/2015/01/the-great-poyais-scheme-land-that-never.html>; KPMG France, « Le Cacique du Poyais : un Madoff de la dette souveraine ».

⁷⁵ Christopher P. Patalano, « Poyais: A Novella » (Honors Theses - All., Wesleyan University, 2009), http://wescholar.wesleyan.edu/etd_hon_theses/230; André Bergamin, *Gregor Macgregor*, juillet 2009, Super Interessante Magazine, juillet 2009, <https://www.flickr.com/photos/andrebergamin/3680943855>; Lupe Gehrenbeck, « Gregor MacGregor Rey de los Mosquitos », avril 2006, https://urclmg.dm2301.livefilestore.com/y3mrkFrCUigfFtHijgMJL2JzRxWr1pOjbBHF0CQE6iWMafO8Hm5wa-Wc8kLx2TYHNB6nf4Qwctq_c8D6Drx1fyEsgKV53MFIQR_cMLlIfmPdZU/Gregor%20Mac%20Gregor.pdf?psid=1; « The Republic of Poyais », 2017, <http://www.republicofpoyais.org>.

économique⁷⁶. MacGregor y est systématiquement présenté tel un fraudeur culotté étant parvenu à faire croire à des investisseurs plus que crédules en l'existence de l'État fantoche de Poyais, dont ils ne connaissaient strictement rien. Le cas de Poyais, présenté tel quel, parvient ainsi à agir autant en tant que résurgence cyclique normale mettant en avant les défaillances d'un système financier imparfait, que d'incarner une figure ahistorique rassurante, à la lumière de laquelle la fraude de Madoff est automatiquement relayée au second plan. Pire, l'escroquerie du Poyais ainsi identifiée, perçue telle un « champion de la fraude⁷⁷ », permet presque la mise à terme d'une quête du mal originel. L'édition de Noël 2012 de *The Economist* annonce même en quelque sorte la fin de cette traque, en nommant MacGregor au digne rang de « roi » des escrocs⁷⁸.



Figure 5: Une représentation artistique de Poyais (Bergamin 2009).

⁷⁶ C'était du moins le cas personnellement, dans un cours donné à l'époque de mon baccalauréat universitaire à l'université de Genève :Youssef Cassis, « Histoire économique contemporaine » (Undergraduate course, 2010).

⁷⁷ Evelyn Plante, « 3 champions de la fraude », *Major Blog* (blog), 26 septembre 2014, <https://majorblog.com/2014/09/26/3-champions-de-la-fraude/>.

⁷⁸ *The Economist*, « The king of con-men ».

1.2 MacGregor : le « roi des escrocs »

Né le 24 décembre 1786 dans le Stirlingshire (Écosse), Gregor est fils de Daniel MacGregor, un capitaine de la *East India Company*, et de Ann Austin. Entouré de deux sœurs, il grandit entre l'Écosse, Dunkerque, lieu de résidence d'un ami de la famille (un certain Monsieur Robson) banquier de son état, et Avignon, où son oncle, le jacobite John MacGregor, s'est réfugié à la suite de la désastreuse bataille de Culloden⁷⁹. Par suite du décès prématuré de son père, le jeune Gregor se lance dans des études de médecine à l'université d'Édimbourg. En 1803, à l'âge de seize ans, il s'engage toutefois dans le 57^e *Regiment of Foot* de l'Ouest Middlesex, sur la base d'un grade acheté avec des fonds familiaux. Au cours des batailles napoléoniennes, lors desquelles il est successivement posté à Ashford (Kent), Gibraltar et au Portugal, MacGregor accède progressivement au grade de major, atteint en 1809. La même année, son régiment est envoyé en renfort aux troupes anglo-portugaises du duc de Wellington lors de la guerre d'indépendance espagnole. À la suite d'un désaccord de nature mineure avec un officier supérieur, mais s'envenimant progressivement, MacGregor obtient l'autorisation, en 1816, de démissionner de l'armée britannique tout en se faisant racheter ses grades. Libéré de ses fonctions, il s'engage alors en tant que major auprès de l'armée portugaise pour quelques mois, avant de quitter ses nouvelles fonctions en raison d'un nouveau différend l'opposant à un officier portugais. Pendant ce laps de temps, la couronne portugaise lui aurait attribué un titre de chevalier de l'ordre du Christ.

Libéré de ses obligations militaires, MacGregor s'installe à Édimbourg avec sa femme, Maria Bowater, fille d'un amiral de la *Royal Navy* mariée en 1805. S'affublant du prédicat *Sir* en affichant ouvertement son titre de noblesse étranger tout en se revendiquant héritier d'un baron du clan des MacGregor, il conte à tout-va ses réussites militaires. Il profite d'ailleurs de sa retraite pour se pavaner dans les rues de la capitale écossaise, ne parvenant néanmoins à convaincre la population locale de sa réussite. Alors qu'il vit au crochet de son épouse, le décès de cette dernière en 1811 le plonge dans une incapacité à subvenir, de manière durable, à son nouveau train de vie. Les soulèvements en Amérique du Sud menés par un Francisco de Miranda opposé à l'autorité royale espagnole du protégé de Bonaparte lui permettent néanmoins d'entrevoir une échappatoire. Ayant rencontré Miranda à Londres peu de temps auparavant lors d'une de ses campagnes oratoires, MacGregor se résout à vendre le domaine de sa défunte épouse et embarque à destination de Caracas, via Kingston. Le fait d'avoir été accueilli par un important séisme en 1812 ne semble pas affecter sa motivation. Il s'engage en effet au plus vite en tant que colonel d'un bataillon de cavalerie. Différents succès militaires lui valent même un certain respect de la part de ses nouveaux supérieurs : Miranda nomme MacGregor au rang de brigadier général, alors que l'un de ses officiers, Simon Bolivar, bénit l'union de celui-ci avec Josepha Antonia Andrea Aristeguieta y Lovera, une de ses cousines. MacGregor, autant sous les ordres de Miranda que de ceux, par suite de l'emprisonnement

⁷⁹ Voir notamment: Peter Watkins, *The Battle of Culloden* (British Broadcasting Corporation, 1964).

de ce dernier, de Bolivar, ne cesse de se distinguer lors de diverses batailles. Il sort notamment victorieux de celles de Socorro, de Chaguaramas et de Barcelone, pour lesquelles il recevra des félicitations du *Libertador* en 1816.



Figure 6: Un jeune Gregor MacGregor (Watson 1804).

La vie d'un mercenaire écossais au service de la cause républicaine se définissant par des engagements successifs auprès de différents haut gradés des armées révolutionnaires bolivariennes, MacGregor se trouve ainsi successivement sous les ordres des officiers Antonio Nariño, Manuel Piar ou Juan Bautista Arismendi. Engagé auprès de ce dernier, MacGregor est notamment envoyé en 1816 aux États-Unis d'Amérique. Il a pour mission de recruter des hommes et conquérir la petite île floridienne de Amelia, alors aux mains espagnoles. Finançant son expédition par le biais de la vente de *scrips* à des investisseurs américains à qui il promet un droit de propriété sur le territoire dès sa libération, MacGregor se saisit de l'île sans se voir opposer la moindre résistance. Une fois en sa possession, il y proclame la création de la république des Florides, un État dont il est à la tête. Il crée alors un drapeau et une monnaie propres. Toutefois, ce règne n'est pas de longue durée. Il est chassé du territoire par une contre-offensive espagnole en 1817.

De retour à Nassau avec son épouse, où elle accouche de leur premier enfant Gregorio, MacGregor embarque pour Londres afin d'y recruter de nouveaux hommes à mettre au service de la cause de Bolivar. Financé par la République

vénézuélienne, MacGregor parvient à y engager une nouvelle légion anglaise forte de cinquante officiers et cinq cents hommes. Il dilapide toutefois ses fonds assez rapidement, apparemment pour profiter personnellement de son séjour britannique. Il parvient à compenser sa perte à la fois par la vente de grades militaires au plus offrant, et en revendant ses dettes personnelles à un marchand britannique, Thomas Newte. Ce dernier pose néanmoins la condition que les nouveaux hommes de MacGregor, pour la plupart des Irlandais, se rendent à la Nouvelle-Grenade plutôt qu'à destination du Venezuela initialement considéré. Au commandement de ses troupes, MacGregor se dirige alors, au début de l'année 1818, à Les Cayes (Haïti), puis à San Andrés (une île au large du Nicaragua). Laisant ses troupes sur place, MacGregor fait un détour personnel en direction de la Jamaïque afin d'y placer sa famille en sécurité en prévision des batailles à venir. Au passage, il y confronte des autorités locales l'accusant de mener un trafic d'armes. De retour auprès de ses troupes, moralement malmenées par l'attente et le paiement de soldes erratiques, il leur annonce l'attaque imminente de Porto Bello.

Le 9 avril 1819, la légion de MacGregor, menée par le colonel William Rafter, attaque ce port espagnol situé près de l'isthme de Panama. Resté à bord du *Venus*, un navire sous commandement d'un certain George Woodbine et déjà emprunté pour l'attaque de Amelia, MacGregor débarque le lendemain en grande pompe. Il y déclare victoire tout en décorant ses hommes d'un ordre honorifique inventé sur le coup : l'ordre de la croix verte. Satisfait de cette nouvelle percée militaire, MacGregor ordonne le maintien des troupes sur place. Toutefois, le manque chronique de fonds nécessaires au paiement de l'entièreté des soldes dues, provoquant une baisse du moral de ses hommes, a pour conséquence la réussite d'une contre-offensive espagnole lancée quelques jours plus tard. En état de siège, MacGregor abandonne son poste et fuit misérablement la cité portuaire pour se réfugier, seul, à bord du navire de Woodbine renommé *Hero*. Il ne laisse, de fait, que la reddition comme seule option aux hommes de Rafter.

En route pour Haïti, via San Andrés, MacGregor envisage de mettre sur pied une nouvelle campagne militaire. Il conçoit d'attaquer Rio de la Hacha, au nord de la Nouvelle-Grenade. Bien que brièvement retenu sur l'île à la suite d'un différend l'opposant au véritable propriétaire du *Hero* (un certain Hudson, commandant naval sous ses ordres), MacGregor réquisitionne le navire sous prétexte d'incompétence et d'ébriété de celui-ci. À bord du vaisseau, renommé pour l'occasion *El MacGregor*, il se rend à Aux Cayes où des renforts l'attendent. Devant toutefois se débarrasser de son nouveau navire en trop mauvais état, MacGregor se retrouve à la fois à court de moyen de transport et d'équipement militaire. Grâce à des renforts commandés par le colonel Thomas Eyre (un mercenaire irlandais engagé en faveur des indépendances latino-américaines) envoyés depuis la Grande-Bretagne et financés par Newte, MacGregor peut toutefois reprendre sa campagne au cours de l'été 1819. Ainsi accompagné d'un bataillon fort de 250 hommes, MacGregor embarque en direction de Rio de la Hacha en septembre 1819.

Après avoir essuyé des tirs de canons espagnols à l'approche du port, annonçant ainsi une résistance plus importante qu'initialement prévue, MacGregor organise un débarquement nocturne mené par une première équipe. Celle-ci est commandée par le lieutenant-colonel William Norcott et un certain colonel Michael Rafter. Celui-ci s'est engagé dans les rangs de MacGregor pour retrouver son frère William, dont il n'a aucune nouvelle depuis l'attaque de Porto Bello. Promettant de guider la deuxième offensive, MacGregor ne quitte toutefois pas son navire, préférant laisser ses hommes à la merci des forces espagnoles. En dépit du manque de renfort, Norcott parvient à capturer le bastion ennemi. Se décidant finalement à accoster, MacGregor est alors accueilli par divers actes d'insubordination de la part de ses hommes démoralisés. Il proclame toutefois, de façon pompeuse, la libération du nouveau territoire, tout en s'identifiant comme « Sa Majesté l'Inca de Nouvelle-Grenade ». Bien que décorant ses officiers de l'ordre de la croix verte, il ne parvient pas à garder sa garnison sous contrôle discipliné. Sous prétexte d'accompagner la famille d'Eyre à bord d'un de ses bateaux, MacGregor en profite pour fuir Rio de la Hacha tout en laissant ses hommes sans commandement supérieur. La quasi-totalité de ces troupes abandonnées est exécutée peu de temps après, des suites d'une contre-offensive espagnole. Les nouvelles de ses revers l'ayant précédé, c'est un MacGregor diffamé qui arrive aux alentours du mois d'octobre 1819 à Aux Cayes. Au courant de ses affres, Bolivar l'a en effet répudié et condamné à mort pour haute trahison. Recherché pour piraterie en Jamaïque, il ne peut rejoindre sa femme. L'attendant désespérément, elle se retrouve assez vite à court de moyens pour payer le logement initialement organisé par son mari. Josepha MacGregor n'a alors d'autres choix que d'accepter l'hospitalité d'un esclave, l'accueillant elle et ses enfants dans sa cabane, avant d'être finalement recueillie par Thomas Higson, un riche planteur britannique.

Alors que les agissements de MacGregor semblent peu connus pour la fin de l'année 1819, il réapparaît au mois d'avril 1820 au Cap Gracias a Dios, chef-lieu de la Côte des Miskitus, en Amérique centrale. À la suite d'une nuit bien arrosée en compagnie de George Frederic, roi des amérindiens Miskitu, ce dernier, saoul, lui accorde une concession sur une importante parcelle de terrain. Celle-ci lui octroie, ainsi qu'à tous ses descendants, le droit d'instaurer des lois, taxes et exploiter les ressources se trouvant sur place à sa guise, à condition qu'aucun droit de souveraineté ne soit approprié. Nommé Poyais, ce territoire se trouve grossièrement entre le cap Camarón et Black River, localisation d'une ancienne colonie britannique évacuée à la suite du traité anglo-espagnol de Londres de 1786 fixant les prétentions souveraines espagnoles dans la région. Fier de cet accord acquis sournement du roi indigène, c'est un MacGregor se présentant comme cacique du nouvel État souverain de Poyais qui surgit soudainement à Londres dans le courant de l'année 1821. En complète contradiction avec l'acte passé avec George Frederic, il se pavane tel un monarque au sein de la bonne société londonienne, affublé de différents attributs et décorations royales. Il se fait même appeler *Gregor Prince*.

Malgré le mémoire biographique diffamatoire publié peu de temps auparavant par le rescapé Michael Rafter⁸⁰, le public londonien semble peu au fait des récents déboires militaires de MacGregor. Il semble plutôt garder de lui une image positive d'un glorieux mercenaire britannique ayant remporté de nombreuses batailles au nom de révolutionnaires latino-américains adulés. Accompagné de sa femme, elle-même mise en avant comme ayant un lien de sang avec Bolivar, le couple princier devient ainsi la coqueluche de différents bals et autres réceptions de hauts rangs. Le tout Londres se réjouit consécutivement de l'emprunt souverain pour l'État de Poyais que le cacique prévoit d'émettre sur le *London Stock Exchange* à la fin de l'année 1822. D'un montant de £ 200 000 pour une durée de trente années, celui-ci doit, selon une proclamation dirigée à l'intention des indigènes *Poyers* (distribuée ouvertement à Londres sous forme d'imprimé), aider au développement de son État. L'emprunt, divisé en deux mille obligations de £ 100 est garanti par une taxe appliquée à l'ensemble des exportations que le gouvernement poyaisien pourra, à terme, collecter. Pour toutes informations et le paiement à venir des intérêts de six pourcents, les investisseurs sont priés de s'adresser à la banque Perring, Barber & Shaw, dirigée par John Perring, un ancien *Lord Mayor* de la City de Londres.

Le 23 octobre 1822, une première souscription pour un *scrip*, souscription préliminaire donnant successivement droit à une obligation et initialement émise au prix de £ 80, est contractée par un certain John Lowe. Jouant de l'engouement du marché financier londonien pour les titres souverains de nouveaux États d'Amérique du Sud (Colombie, Pérou, Chili), l'emprunt de Poyais est rapidement complètement souscrit. Lors de son introduction sur le marché le 26 octobre, les obligations s'échangent au-dessus de leur prix d'émission, à plus de £ 82. Toutefois, à la suite d'un différend l'opposant à un Lowe s'étant apparemment – comble pour un escroc – approprié une partie des fonds poyaisiens pour son bénéfice propre, l'emprunt initial est alors converti dans le courant du mois d'octobre 1823 en un nouveau. Portant un intérêt de cinq pourcents, celui-ci est contracté par William John Richardson, propriétaire du manoir de Oak Hall se trouvant dans la campagne londonienne de Wanstead. MacGregor y organise d'ailleurs divers banquets et festivités diplomatiques. En parallèle, le cacique ouvre plusieurs légations poyaisiennes ayant pignon sur rue à Édimbourg, Glasgow et à Dowgate Hill, au sein de la City de Londres. Les employés de ces bureaux ont pour tâche de faire la promotion du nouvel État et de son emprunt, tout en recrutant des migrant-e-s potentiel-le-s à qui ils vendent des concessions agricoles. Pour ce faire, ces promoteurs distribuent un ouvrage rédigé par un certain Thomas Strangeways. Un pseudonyme utilisé par MacGregor lui-même, l'auteur y fait autant l'apologie du cacique Gregor Prince que des nombreuses et

⁸⁰ Michael Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor comprising a sketch of the revolution in New Granada and Venezuela with biographical notices of Generals Miranda, Bolivar, Morillo and Horé and a Narrative of the expeditions to Amelia Island, Porto Bello and Rio de la Hache interspersed with revolutionary anecdotes* (London: J.J. Stockdale, 1820).

diverses richesses naturelles se trouvant, gravure à l'appui, dans un authentique État développé et déjà bien établi⁸¹.

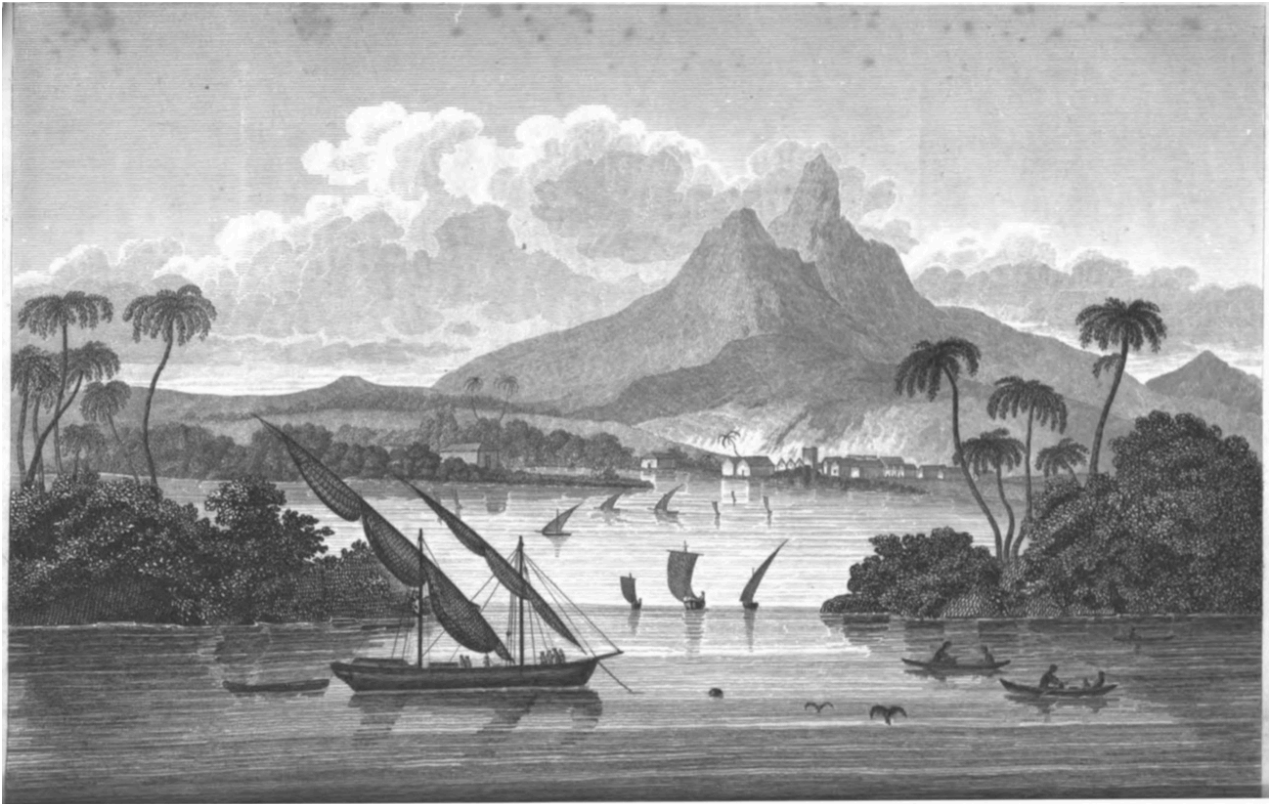


Figure 7. St Joseph selon Strangeways (1822).

Pour rendre sa fraude plus crédible encore, MacGregor utilise une partie des fonds amassés par le biais de cette dette souveraine pour envoyer, entre la fin de l'année 1822 et les premiers mois de 1823, deux navires à destination de St Joseph, ladite capitale de Poyais. Le *Honduras Packet* et le *Kennersley Castle* sont tous les deux chargés de vivres et un peu moins de deux cents individus au total, recruté-e-s en Écosse pour la plupart. Parmi eux se trouvent, en plus de nombreux pauvres laboureur-se-s, des hommes engagés pour diriger la banque centrale de Poyais ou le théâtre national de St Joseph. Ils sont accompagnés du colonel Hector Hall, promu au rang de lieutenant-colonel du *2nd Native Regiment of Foot* de l'armée poyaisienne et nommé *Baron Tinto* pour l'occasion. Il est désigné par MacGregor pour remplacer, dès son arrivée, le colonel Woodbine, resté sur place en tant que vice-cacique en l'absence de MacGregor. Hall transporte avec lui cinq mille billets de la banque de l'État de Poyais, servant à payer les postes occupés par les différent-e-s migrant-e-s recruté-e-s.

⁸¹ Thomas Strangeways, *Sketch of the Mosquito Shore, including the territory of Poyais: descriptive of the country; with some information as to its production, the best mode of culture, &c. ... Chiefly intended for the use of settlers* (Edinburgh: W. Blackwood, 1822).

C'est au son de ses canons tirés, saluant le cacique de Poyais étant venu spécialement saluer ses nouveaux sujets, que le *Kennersley Castle* du capitaine Crouch quitte le port de Leith Roads le 22 janvier 1823. Il a à son bord suffisamment de vivres pour subvenir aux besoins des 170 passager-ère-s pleine-s d'espoir. Suivant fièrement et confortablement le premier convoi parti quelques semaines plus tôt à bord du *Honduras Packet*. À son bord se trouve un certain James Hastie. Il rêve de s'installer dans un nouveau pays pouvant lui garantir la promesse d'une vie meilleure. Au terme d'un voyage de 57 jours, les passagers sont toutefois déçus par le spectacle côtier s'offrant à eux. Plutôt que d'admirer la vue promise par la gravure mise en avant dans l'ouvrage de Strangeways, les nouveaux Poyaisien-ne-s ne perçoivent que des plages vides de toute activité humaine concrètement organisée. Parvenant néanmoins à débarquer pour se joindre au premier convoi de migrant-e-s déjà installé à l'endroit de l'ancienne colonie britannique de Black River, les premières déceptions de Hastie et de ses congénères se suivent de nombreux maux. Le manque de provisions adéquates, combiné à des conditions sanitaires lamentables et à la mauvaise préparation de migrant-e-s à affronter un environnement tropical pousse ces nouveaux-elles Poyaisien-ne-s au plus profond des désespoirs. Alors que l'un d'entre eux se suicide, quelques migrants essaient de fuir cette terre de désolation à bord d'un radeau. Hall, en charge de diriger l'établissement de la colonie, abandonne les migrant-e-s pour se rendre au Cap Gracias de Dios, lieu de résidence du roi miskitu George Frederic, pour lui implorer de l'aide.

Par pur hasard, Marshall Bennett, un magistrat de la colonie britannique voisine du Honduras britannique, débarque à St Joseph au cours du mois de mai 1823. Ignorant tout de l'existence d'un quelconque État de Poyais, il est affolé par la situation sanitaire dramatique dans laquelle se trouvent les Poyaisien-ne-s. Il se charge alors de prendre à bord de sa goélette privée, le *Mexican Eagle*, les individus les plus malades pour les amener en lieu sûr à Belize. Ne pouvant embarquer tou-te-s les colons avec lui, Bennett promet de revenir. Quelques jours après le départ de ce dernier, Hall revient, accompagné d'un souverain miskitu leur annonçant que la concession accordée à MacGregor est annulée. Les migrant-e-s ne peuvent consécutivement rester en Moskitie qu'à condition de proclamer un serment d'allégeance à George Frederic. Au retour de Bennett, c'est donc l'entier des migrant-e-s, à l'exception de certain-e-s trop faibles pour faire le voyage, qui demandent à se faire évacuer de cette colonie en perdition. De retour à Belize, Bennett et d'autres magistrats se chargent de vendre les quelques biens et provisions récupérés à Black River en organisant une vente aux enchères. Le montant obtenu de celle-ci permet ainsi de financer les soins prodigués et les diverses donations en habits et nourriture faites aux rescapés, expression d'une solidarité généralement affichée par les Béliziens. Le superintendant de la colonie, Edward Codd, engage même une enquête pour en savoir plus sur le destin malheureux de ces migrant-e-s croyant en l'existence d'un État inconnu, et en informe Londres.

Dans le courant du mois de septembre 1823, la presse londonienne annonce que le nouvel État de Poyais est faux. Elle révèle l'existence d'une fraude

monumentale, mise sur pied par un MacGregor ayant inventé un pays de toutes pièces dans le seul but de s'enrichir sur le dos de pauvres investisseurs ignorants et de migrants démunis s'étant ruinés pour acquérir une obligation ou un lopin de terre auprès d'un cacique sans aucune légitimité. Il s'ensuit un effondrement du prix des obligations poyaisiennes échangées sur le *Foreign Stock Market*, la nouvelle bourse spécialisée dans l'échange de titres étrangers ouverte quelques mois plus tôt. La banque Perring, Barber & Shaw étant dans l'impossibilité de payer les dividendes de l'emprunt, nombre d'investisseurs voient leur placement perdu. De retour en Grande-Bretagne au cours du mois d'octobre 1823, certains migrants poyaisiens intentent même des procès contre MacGregor pour tromperie.

À ce moment, le cacique a déjà quitté Londres. Annonçant à Richardson qu'il souhaite se rendre en Italie pour soigner la faible santé de sa femme, MacGregor se réfugie en fait à Paris. Là, il parvient à convaincre la Compagnie de la Nouvelle-Neustrie de s'engager dans un nouveau projet de colonisation poyaisien, tout en finançant le projet par l'émission d'un emprunt sur la place parisienne. Ce dernier ne verra toutefois jamais le jour. MacGregor est en effet arrêté par la police française pour soupçon de fraude. Bien que finalement innocenté, le cacique doit néanmoins quitter le territoire français en 1826. De retour à Londres, il tente à plusieurs reprises d'émettre de nouveaux emprunts pour le faux État de Poyais, sans succès. À la mort de son épouse en 1838, rongé par le désespoir, MacGregor abandonne toute prétention à s'enrichir sur le dos d'une fable épuisée. Souhaitant quitter l'Europe, il demande au gouvernement vénézuélien de bien vouloir lui accorder une rente d'ancien officier. Accordée, celle-ci lui permet de terminer sa vie en Amérique centrale, oublié de tous. Décédé le 4 décembre 1845, il est enterré avec les pleins honneurs d'un citoyen d'honneur vénézuélien dans la cathédrale de Caracas en tant qu'ancien combattant des guerres de libération latino-américaine.

1.3 Barthes : le mythe de Poyais

Cette biographie de MacGregor est celle généralement admise autant par la communauté scientifique que par les ouvrages et plateformes encyclopédiques accessibles au grand public. Sans références, cette description retraçant les principaux épisodes marquant de ce parcours de vie si particulier est, de fait, tirée de l'article en anglais portant spécifiquement sur Gregor MacGregor publié sur l'encyclopédie en ligne Wikipédia⁸². Relativement fournie, cette entrée décrit successivement différents faits isolés relatifs autant à ses carrières d'officier au service de la Grande-Bretagne ou de mercenaire engagé auprès de la cause sud-américaine, que le montage de sa fraude financière présumée. Chacun de ces épisodes se trouve être catégorisé en chapitres distincts, mettant de fait en avant l'existence systématique d'une obsession constante caractérisant l'ensemble des actes de MacGregor. L'ensemble des affres d'une carrière militaire sont en effet

⁸² « Gregor MacGregor », *Wikipedia, the Free Encyclopedia*, 9 juin 2017, http://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Gregor_MacGregor&oldid=540119278.

mis en lumière comme fondés sur un besoin constant d'acquérir autant de titres honorifiques que possible, quitte à en inventer. Dépeint telle une manie risible et propre à son caractère, ce besoin persistant de reconnaissance honorable que semble éprouver MacGregor se trouve ainsi finalement décrit comme menant indubitablement, par surenchère systématique, à l'éclosion d'un scandale financier d'envergure jamais et jamais plus égalé.

Bien que la qualité rédactionnelle d'articles issus de Wikipédia soit souvent mise en doute par nombre de chercheur-se-s en sciences sociales ou pédagogiques⁸³, celle concernant l'article portant sur le scandale de Poyais semble néanmoins, de prime abord, respecter un solide processus de vérification. En effet, à ce jour⁸⁴, 1 045 versions de l'article, rédigées et vérifiées par plus de 240 contributeur-trice-s (humain-e-s ou robotisé-e-s) ont été publiées depuis sa création originale datée du 4 juin 2009 – peu de temps après l'éclatement de la crise financière de 2008 (!). Ayant d'ailleurs fait l'objet de multiples vérifications et réécritures ponctuelles à la suite de débats souvent riches entre contributeur-trice-s, cet article est considéré comme l'un des meilleurs produits par la communauté Wikipédia. Toutefois, une grande partie des modifications effectuées au cours de la vie de cette entrée semblent être essentiellement constituées soit de reformulations cosmétiques, soit de référencements demandant à être plus près de textes constituant un *credo* d'autorité accepté et reconnu retraçant les faits relatifs, explicatifs ou consécutifs aux événements poyaisiens. L'ouvrage de référence constituant, progressivement mais systématiquement au fil des diverses éditions et processus de relecture de l'entrée encyclopédique, la grande majorité des notes de bas de pages (141 références sur 186) est un ouvrage particulier : une biographie de MacGregor proposée par David Sinclair⁸⁵.

Souvent considéré comme le récit le plus complet de l'audacieuse fraude mise sur pied par MacGregor⁸⁶, l'ouvrage de Sinclair (*Sir Gregor MacGregor and the Land that Never was*) constitue une narration de la malheureuse aventure vécue par les migrant-e-s engagé-e-s par le cacique pour peupler son nouvel État. En parallèle, l'auteur conte, en suivant la carrière militaire de MacGregor, le besoin toujours pressant de reconnaissance honorifique grandissant de ce dernier,

⁸³ Il suffit de se rappeler les recommandations rappelées tout au long d'un cursus scolaire et universitaire, décourageant systématiquement l'utilisation de cet outil en ligne en prétextant de l'absence intrinsèque de valeur scientifique causée par le manque de protocole systématique de vérifications par des pairs de qualité. Voir notamment : René König, « Wikipedia: Between lay participation and elite knowledge representation », *Information, Communication & Society* 16, n° 2 (mars 2013): 162; Neil L. Waters, « Why you can't cite Wikipedia in my class », *Communications of the ACM* 50, n° 9 (septembre 2007): 15-17.

⁸⁴ « Gregor MacGregor: statistiques générales », *Wikipedia, the free encyclopedia*, 9 juin 2017, https://tools.wmflabs.org/xtools-articleinfo/?article=Gregor_MacGregor&project=en.wikipedia.org.

⁸⁵ David Sinclair, *The land that never was: Sir Gregor MacGregor and the most audacious fraud in history* (London: Review, 2003).

⁸⁶ Voir notamment : Taylor, « The Fraud of the Prince of Poyais on the London Stock Exchange »; Costello, « The Great Poyais Scheme »; P. Clifford, « Sir Gregor MacGregor and the land that never was: The extraordinary story of the most audacious fraud in history », *History Today* 53, n° 5 (mai 2003): 68-69.

menant tout naturellement à la constitution de sa fraude. L'intégration d'éléments liés à la fois à sa première carrière militaire britannique et à son implication successive en tant qu'officier supérieur dans les armées révolutionnaires de Miranda et Bolivar offre un croquis dépeignant MacGregor telle une figure grotesque et lâche, dont les actions personnelles sont constamment menées par une recherche de prestige, égoïsme et avidité. Son besoin de reconnaissance sociale marque l'ensemble de ses diverses interactions personnelles, puissent les moyens mobilisés être frauduleux ou malicieux. Le projet poyaisien apparaît ainsi comme la dernière carte inévitable, machiavélique et éventuellement ratée d'un escroc né.

Bien que le travail de Sinclair offre certainement des faits divertissants, intéressants, voire très probablement véridiques concernant une grande partie de la carrière militaire transatlantique de MacGregor que de certains éléments de sa « fraude », celui-ci ne peut, en l'état, être considéré comme un récit « complet » du projet poyaisien. Bien qu'elle offre des informations biographiques d'une certaine valeur concernant les carrières militaires de MacGregor, l'étude de Sinclair semble complètement déconnectée de plus larges éléments contextuels. De fait, l'affaire du Poyais est constamment dépeinte telle une sorte de singularité émergeant uniquement des motivations pathologiques de MacGregor. Les éléments fictionnels évidents – à défaut d'être correctement référencés – tels que les descriptions des sensibilités et sentiments du protagoniste, éclipsent en contrepartie ses rares aspects analytiques et peuvent mener son lectorat à finalement considérer son travail comme relevant de la fiction. De fait, *Sir Gregor MacGregor and the Land that Never Was* peut – et devrait – être considéré, comme l'indique Douglas Hamilton, comme un récit divertissant, n'offrant malheureusement que très peu aux historien-ne-s ou celles et ceux qui recherchent des histoires populaires critiques et stimulantes⁸⁷.

Fondant une bonne partie de ses références sur l'ouvrage de Sinclair, le savoir publiquement accessible portant sur le cas de Poyais par le biais de l'article de la plateforme Wikipédia portant sur MacGregor semble être profondément « conservateur⁸⁸ ». Ce constat contraste notamment fortement avec la critique de Jaron Lanier⁸⁹. Considérant les créations et éditions d'articles de Wikipédia comme issues d'un processus de « maoïsme digital », cet auteur insinue que le processus de constitution de savoir intrinsèque à l'encyclopédie en ligne est la résultante d'une médiocrité propre aux regroupements individuels de masse. Plutôt, il semble qu'à terme, la version consensuelle de l'histoire de MacGregor émanant de la procédure de révision propre à Wikipédia, reflète, représente, reproduise, voire impose une vision d'un savoir consensuel du monde « hors-ligne⁹⁰ ». Ceci s'applique autant à la version anglaise originale de l'article portant

⁸⁷ Douglas Hamilton, « The land that never was: Sir Gregor MacGregor and the most audacious fraud in history », *Scottish Historical Review* 85, n° 220 (octobre 2006): 372.

⁸⁸ König, « Wikipedia », 171.

⁸⁹ Jaron Lanier, « Digital maoism: The Hazards of the New Online Collectivism », Edge, 29 mai 2006, <https://www.edge.org/conversation/digital-maoism-the-hazards-of-the-new-online-collectivism>.

⁹⁰ König, « Wikipedia ».

sur MacGregor, qu'au travers des traductions successives proposées. Semblant incarner ainsi davantage le garant d'un sens commun relativement consensuel, l'article en ligne de MacGregor se fonde en effet essentiellement sur la base de références considérées comme d'autorité mais peu critiquées, ceci malgré l'existence d'études ayant nuancé les positions de Sinclair.

Plutôt que de percevoir les actions de MacGregor comme, par essence, constitutives de la « fraude la plus audacieuse de l'Histoire », les travaux de Matthew Brown proposent heureusement une réhabilitation partielle de celles-ci en les considérant à la lumière de spécificités sociales et culturelles des mouvements d'indépendance latino-américains⁹¹. Perçus au travers du prisme de leur environnement historique propre, les agissements du cacique de Poyais apparaissent moins farfelus qu'il n'y paraît. En premier lieu, l'apparente obsession pour tout privilège ou statut honorifique mise en avant par celui qui attribue, à son entourage autant qu'à lui-même, autant de titres aristocratiques nouveaux, n'apparaît pas comme constitutive d'une tendance compulsive à satisfaire des excès de vanité. De fait, la pratique de s'accorder divers titres de noblesse semble plutôt courante pour des *caudillos* du Nouveau Monde cherchant à exprimer autant leurs succès militaires que politiques. De plus, l'appropriation par MacGregor d'honneurs tels que « Cacique de Poyais », ou « Inca de Nouvelle-Grenade » suivant la courte mais victorieuse capture de Rio de la Hacha de 1819⁹², s'inscrit dans une idéologie politique plus large, propre aux mouvements révolutionnaires latino-américains. Identifiée en tant que *Incaismo*, cette imagerie politique symbolique développée par des révolutionnaires créoles tels que Francisco Miranda ou Manuel Belgrano agit en tant que discours légitimant un remplacement des anciennes structures de pouvoir espagnoles par celles envisagées par les révolutionnaires. Au sein de ces sociétés naissantes, ces nouveaux dirigeants créoles envisagent de se mettre en avant tels les pères patriotiques légitimes descendants directement d'anciennes dynasties incas issues d'une ère précolombienne glorifiée et teintée de romantisme⁹³.

En second lieu, MacGregor est souvent dépeint tel un lâche opportuniste, fuyant d'importantes batailles au cours de sa carrière militaire latino-américaine tout en cherchant le prestige accordé à un officier de haut rang et, finalement, à un chef d'État – présumé – fictif. Les auteurs offrant de telles interprétations fondent généralement ces compréhensions factuelles sur le mémoire biographique de

⁹¹ Matthew Brown, « Inca, Sailor, Soldier, King: Gregor MacGregor and the Early Nineteenth-Century Caribbean », *Bulletin of Latin American Research*, n° 1 (2005): 44-70; Matthew Brown, « Gregor MacGregor: clansman, conquistador and coloniser on the fringes of the British empire », in *Colonial lives across the British Empire: imperial career in the long nineteenth century*, éd. par David Lambert et Alan Lester (Cambridge: Cambridge University Press, 2006), 32-57.

⁹² Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*, 338.

⁹³ Brown, « Inca, Sailor, Soldier, King », 49; Jesús Díaz Caballero, « Incaísmo as the First Guiding Fiction in the Emergence of the Creole Nation in the United Provinces of Río de la Plata », *Journal of Latin American Cultural Studies* 17, n° 1 (2008): 5, 9-10; Anthony R. Pagden, *Spanish imperialism and the political imagination: studies in European and Spanish-American social and political theory, 1513-1830* (New Haven; London: Yale University Press, 1990), 138.

MacGregor rédigé par Michael Rafter⁹⁴. Rafter est un soldat britannique ayant servi dans la campagne de Rio de la Hacha menée par MacGregor en 1819. Plutôt que de s'engager par pure compassion pour la cause latino-américaine, il s'engage sous les ordres de MacGregor pour retrouver son frère dont il est sans nouvelles. Découvrant que ce dernier, servant en tant que colonel dans un bataillon mené par MacGregor, est porté disparu depuis une bataille près de Panama, Rafter publie ainsi en 1820 un pamphlet constituant essentiellement une forte diatribe à l'encontre de son ancien supérieur. Probablement par vengeance, MacGregor y est décrit tel un officier alcoolique, amoral, dénué de compassion et surtout essentiellement motivé par des considérations de prestige public. Il est ainsi dépeint comme ayant mené ses hommes – dont le frère de l'auteur – vers des échecs retentissants en raison de son incapacité à non seulement être un chef militaire de qualité, mais surtout un être humain décent. L'ensemble de ses actions, voire l'honneur et l'intégrité du général écossais, se voient ainsi teintés de couardise et de malhonnêteté. Toutefois, comme pour toutes confrontations militaires, les batailles menées par des révolutionnaires ou mercenaires latino-américains peuvent être remportées ou perdues sur la base de la capacité d'un groupe armé à surpasser son opposant. Pour le cas des défaites de Rio de la Hacha et de Porto Bello de 1819, MacGregor se mesure en quelque sorte « simplement » à un rival supérieur à ses propres troupes⁹⁵.

Au sein de l'historiographie mentionnant le cas de Poyais, les positions de Brown ou similaires⁹⁶ restent toutefois largement minoritaires. Considérée par d'aucuns comme une source scientifiquement fiable⁹⁷, l'entrée sur Gregor MacGregor proposée par le *Oxford Dictionary of National Biography* (ODNB)⁹⁸ propose ainsi une analyse quasi similaire à celle de l'entrée de Wikipédia sur le cacique. En effet, il y est aussi décrit – quoique de manière plus brève – comme un militaire anglais qui, après s'être engagé dans les rangs des armées révolutionnaires latino-américaines, parvient à mettre sur pied une fraude monumentale en

⁹⁴ Rafter, *Memoirs of Gregor MacGregor*.

⁹⁵ Brown, « Inca, Sailor, Soldier, King », 57.

⁹⁶ Robert Naylor, par exemple, décrit brièvement le projet de MacGregor comme une tentative de constituer une colonie commerciale en Moskitie, vouée néanmoins dès son origine à un échec retentissant dû à une mauvaise préparation et un recrutement inadéquat de migrant-e-s. Karen Sorsby, bien que considérant le plan de MacGregor comme constituant fondamentalement une fraude, parvient néanmoins à réinscrire l'établissement de ce projet au sein de considérations géopolitiques de mercenaires britanniques en Amérique centrale et de représentants politiques indigènes de Moskitie. Voir : Robert Arthur Naylor, *Penny ante imperialism : the Mosquito Shore and the Bay of Honduras, 1600-1914 ; a case study in British informal empire* (Rutherford: Fairleigh Dickinson University Press, 1989), 79-83; Karen Sorsby, « Mosquito Indian King George III and the Scot Cacique Sir Gregor MacGregor, 1800-1825: The Kingdom of Poyais », in *Regards sur l'histoire de la Caraïbe: des Guyanes aux Grandes Antilles*, éd. par Serge Mam-Lam-Fouck et al. (Guyane: Ibis rouge éditions, 2001), 385-402.

⁹⁷ John Kendall, « Oxford Dictionary of National Biography », *Reference Reviews* 27, n° 7 (16 septembre 2013): 10-13; James Raven, « The Oxford Dictionary of National Biography: Dictionary or Encyclopaedia? », *The Historical Journal* 50, n° 4 (décembre 2007): 991-1006.

⁹⁸ Frank Griffith Dawson, « MacGregor, Gregor (1786–1845) », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/printable/17519>.

convainquant des banquiers de la City de Londres d'émettre une dette souveraine pour un État fictif. L'auteur de cette entrée, Frank Griffith Dawson, semble proposer une interprétation semblable à celle déjà donnée par Sinclair une année auparavant. Il oriente toutefois ses lecteur-trice-s vers une bibliographie plus fournie, comprenant autant de la littérature secondaire que des sources primaires. Recommandant ainsi la lecture de pamphlets similaires à ceux présents dans la maigre bibliographie de Sinclair, Dawson conseille également de se référer à des fonds d'archives spécifiques, tels que ceux détenus par les *National Archives of Scotland* que les *Archivo Historico Nacional* de Caracas, contenant certains documents rédigés de la main de MacGregor lui-même. Toutefois, centré essentiellement sur la figure de l'Écossais – conséquence propre à l'élaboration d'un tel dictionnaire biographique – la brève analyse historique proposée par Dawson ne parvient, similairement au travail de Sinclair, à replacer les agissements du cacique dans leur environnement propre. Plutôt que de considérer les dynamiques économiques ou sociales du monde l'entourant et pouvant consécutivement influencer ses actes, MacGregor est en quelque sorte à nouveau dépeint – bien que de manière quelque peu moins romancée – comme une exception de son temps.

Replacer ces diverses études traitant du cas de Poyais comme une fraude monumentale au sein de leur propre généalogie textuelle permet de leur identifier une origine commune, à savoir deux articles rédigés par Alfred Hasbrouck⁹⁹ et Victor Allan¹⁰⁰. Ces écrits, du fait d'être référencés comme des travaux clés – ou sources d'inspiration manifestes – constituent en effet la base d'une compréhension historique contemporaine du projet poyaisien. Hasbrouck décrit le projet poyaisien tel une énorme fraude constituée uniquement pour permettre à ce cacique de mener, grâce aux fonds collectés sur le marché de la dette souveraine, une vie londonienne emplies de luxe. L'auteur décrit surtout cet « escroc » comme un protagoniste doté de valeurs intrinsèquement distantes de ce qu'il définit lui-même comme une « morale britannique ». MacGregor y est dépeint comme utilisant apparemment l'argent récolté pour son propre intérêt égoïste, échouant à fournir à ses migrant-e-s les moyens nécessaires à un bon établissement, et, par-dessus tout, recrutant des individus décrits comme incompetents pour mener à bien son projet colonial. Son travail sur MacGregor constituant une enquête exploratoire pour une étude majeure portant sur les mercenaires britanniques impliqués dans les guerres d'Amérique du Sud¹⁰¹, Hasbrouck, bien qu'apparemment très descriptif dans son analyse de l'entreprise poyaisienne, produit ainsi indirectement un féroce essai identitaire anti-écossais. En effet, non seulement croque-t-il MacGregor tel un escroc avide, mais il décrit les migrant-e-s poyaisien-ne-s, principalement recruté-e-s auprès de populations pauvres des Highlands, comme « *lazy and shiftless* », « *not even competent to*

⁹⁹ Alfred Hasbrouck, « Gregor McGregor and the Colonization of Poyais, between 1820 and 1824 », *The Hispanic American Historical Review* 7, n° 4 (novembre 1927): 438-59.

¹⁰⁰ Victor Allan, « The Prince of Poyais », *History Today* 2 (1952): 53-58.

¹⁰¹ Alfred Hasbrouck, *Foreign Legionaries in the Liberation of Spanish South America* (New York; London: Columbia University Press; P.S. King, 1928).

take care of themselves »¹⁰². En conséquence, l'échec du projet du cacique est moins imputé aux aspects frauduleux du projet ou la tourmente affligeant les nouveaux territoires indépendants émergents d'Amérique centrale et du Sud, qu'à une certaine forme d'inaptitude darwiniste-sociale du peuple écossais.

L'interprétation d'Allan du cas de Poyais repose sur des suppositions proches. MacGregor y est dépeint comme un scélérat chanceux, étant parvenu à constituer une « fabrication monstrueuse » sans avoir à rendre des comptes à qui que ce soit. Sous la plume de l'auteur, les crimes et actes répréhensibles du cacique n'ont en effet jamais été jugés par les systèmes judiciaires anglais ou français¹⁰³. Bien qu'Allan mentionne, de manière intéressante, des éléments liés à la difficulté de transmettre des informations transatlantiques comme pouvant constituer des causes plausibles à la naïveté d'investisseurs britanniques impliqués dans cette aventure, il inscrit néanmoins son argumentation dans un discours moralisateur. MacGregor y est initialement décrit en des termes élogieux comme ayant une « *winning personality, boundless West Highland imagination and a fiery daring* ». Celles-ci constituent toutes des « qualités admirables » issues de ses origines écossaises, se traduisant dans ses accomplissements militaires britanniques et latino-américains. Toutefois, ces mérites se sont finalement transformés en un « *highly mischievous product of human nature* », s'expliquant par un manque de scrupules exprimé dans la mise sur pied du projet poyaisien¹⁰⁴. En ces termes, le travail d'Allan, empli d'imageries chrétiennes moralisatrices transformant l'histoire de Poyais en une parabole amorale, ne diffère que très peu de la description offerte par Hasbrouck. En effet, ces deux auteurs dessinent simplement Poyais comme le plan d'un escroc mis sur pied pour devenir riche en trompant des investisseurs trop crédules. De fait, ces études semblent incarner des pièces sermonneuses, fondant leur analyse sur des conceptions manichéennes de droiture naturelle ou identitaire. Au sein de celles-ci, MacGregor personnifie autant la parfaite expression de la cupidité humaine, qu'une certaine forme de dégénérescence des valeurs britanniques.

Poyais est également mentionné dans des courants historiographiques plus larges. Divers historien-ne-s de la finance notamment, s'intéressant aux causes menant à l'éclatement de la bulle spéculative des années 1820 portant sur les titres latino-américains, mentionnent l'existence des obligations poyaisiennes par le biais de quelques phrases ou notes de bas de page¹⁰⁵. Il-elle-s décrivent, de

¹⁰² Hasbrouck, « Gregor McGregor and the Colonization of Poyais », 454-55.

¹⁰³ Allan, « The Prince of Poyais », paragr. 16.

¹⁰⁴ Allan, paragr. 1.

¹⁰⁵ Reinhart et Rogoff, *This time is different*, fig. 6.2; Larry Neal, « The Financial Crisis of 1825 and the Restructuring of the British Financial System », *Federal Reserve Bank of St. Louis Review* 80, n° 3 (mai 1998): 10, 12; Michael Tomz, *Reputation and international cooperation: sovereign debt across three centuries* (Princeton: Princeton University Press, 2007), 51-52; Michael Tomz, « How do reputations form? New and seasoned borrowers in international capital markets » (Draft, août 2001), 16-19, <http://www.stanford.edu/~tomz/working/apsa01.pdf>; Fred J. Rippy, *British Investments in Latin America, 1822-1949; a Case Study in the Operations of Private Enterprise in Retarded Regions*. (Minneapolis: University of Minnesota Press, 1959), 19-21; Irving Stone, « British Long-Term Investment in Latin America, 1865-1913 », *Business History Review* 42, n° 3 (1968): n. 3.

manière unanime, les titres émis par MacGregor comme constitutifs d'une fraude gigantesque, exprimant de fait l'atmosphère particulièrement spéculative répandue au sein de la City à la veille de l'éclatement de la bulle. Celle-ci pousserait en effet des investisseurs, en forte période d'optimisme, à prendre des risques plus grands qu'à l'habitude¹⁰⁶. De la sorte, ces auteur-e-s semblent considérer Poyais telle une anecdote risible, dépourvue d'un intérêt historique quelconque. Au mieux, leur usage de l'exemple de MacGregor illustre simplement et comiquement l'existence de problèmes liés à la présence d'asymétries d'information structurelles au sein des marchés financiers transatlantiques du début du XIX^e siècle. De manière similaire, Youssef Cassis mentionne brièvement le cas de Poyais comme constituant un État imaginaire ayant émis une dette souveraine au sein de la City de Londres, nouveau marché financier international au lendemain des guerres napoléoniennes¹⁰⁷. La vente d'obligations poyaisiennes exprime ainsi simplement l'importance et la confirmation de Londres comme incarnant *la* métropole financière remplaçant Amsterdam, au sein de laquelle toutes les opérations financières internationales – mêmes « frauduleuses » – doivent s'opérer.

Ces divers travaux traitant spécifiquement du cas de Poyais, puissent-ils le représenter telle « la plus grande fraude de l'Histoire » ou une expression particulière de la bulle spéculative des années 1820, offrent certainement nombre d'informations biographiques factuelles à la fois intéressantes et divertissantes portant sur la vie de MacGregor. De plus, ces études permettent, de manière indéniable, de mieux saisir certaines dynamiques historiques et mécanismes financiers de l'environnement à la fois localisés autour de la City de Londres qu'au sein de l'Amérique latine soulevée. Toutefois, malgré une reconnaissance des agissements géographiquement multiples de MacGregor (Écosse, Angleterre, Amérique centrale et du Sud, France), les sources sur lesquelles se fondent ces études sont relativement pauvres. En effet, les archives – pour autant qu'elles soient référencées – sont de nature essentiellement anglo-centrique. Celles-ci constituent une sélection restreinte de pamphlets imprimés à Londres et rédigés en anglais par des soutiens ou opposants aux agissements du cacique. L'*a priori* constituant le quasi-ensemble de ces recherches, considérant la malice intrinsèque et indépendante de MacGregor comme structurant toutes ses actions, permet en quelque sorte faussement à certain-e-s auteur-e-s – éventuellement en raison d'une impéritie linguistique¹⁰⁸ – de faire fi de l'existence de sources primaires en langue espagnole ou française, voire anglaise mais située hors du Royaume-Uni.

La parole même de MacGregor est surtout trop souvent absente de ces études. Une autobiographie partielle et certaines lettres rédigées de sa propre main se

¹⁰⁶ Hyman P. Minsky, « The Financial Instability Hypothesis », Working Paper (New York: Levy Economics Institute of Bard College, mai 1992), 8.

¹⁰⁷ Youssef Cassis, *Capitals of Capital: A History of International Financial Centres, 1780-2005*, trad. par Jacqueline Collier (Cambridge: Cambridge University Press, 2006), 23.

¹⁰⁸ James A. Coleman, « Why the British do not learn languages: myths and motivation in the United Kingdom », *The Language Learning Journal* 37, n° 1 (2009): 111-27.

trouvent pourtant, entre autres, aux Archives nationales d'Écosse¹⁰⁹. En ignorant une importante quantité de sources britanniques ou étrangères, ces études s'octroient ainsi le droit douteux de sélectionner, juger et discréditer toute preuve ou témoignage entrant en conflit avec leurs suppositions primaires. Consécutivement, les différentes stratégies, légitimations et justifications mises en avant par MacGregor sont systématiquement écartées, puisque considérées comme les mensonges d'un déviant. Ces études retirent également toute capacité d'agence des migrant-e-s, investisseurs, financiers, ou tout autre protagoniste impliqué dans le projet poyaisien. Elles les décrivent implicitement comme n'étant en fin de compte que des individus infantiles, mornes ou ternes, tou-te-s sous l'influence du charisme wébérien¹¹⁰ quasi-surnaturel du cacique. Une large part de cette historiographie participe en fin de compte au renforcement de la figure de l'« escroc » comme bouc émissaire blâmé pour les échecs ou déconvenues de systèmes financiers. Pour la plupart de ces auteur-e-s, Poyais devient le projet absurde mais brillant d'un escroc destiné à tromper des investisseurs et migrant-e-s trop crédules. Toutes considérations économiques, sociales ou politiques concernant les fondements du projet poyaisien constituent en conséquence des interrogations historiques superflues. MacGregor est de fait mis en avant comme un simple criminel financier, à la différence qu'il était – et reste encore – le plus grand.

Ce Poyais, si particulier et si communément mis en avant, constitue un mythe. Sémiologue français, Roland Barthes s'est notamment intéressé aux formes contemporaines que peuvent prendre ce qu'il nomme les mythes. Selon l'auteur, un mythe constitue un système sémiologique particulier. En son sein, une parole (signifié) – à savoir toute unité ou synthèse porteuse de signification – est dotée d'un sens (signifiant) autre que celui lui étant communément attribué. En d'autres termes, Barthes comprend un mythe comme un élément de langage particulier s'étant progressivement vu attribuer une fonction et signification socialement définies¹¹¹. Dans un recueil proposant l'analyse de différents mythes contemporains, il donne par exemple celui de Greta Garbo. Célèbre actrice suédo-américaine du « Golden Age » hollywoodien, immortalisée notamment dans des films tels que *Mata Hari*¹¹² ou *Queen Christina*¹¹³, Barthes voit dans les

¹⁰⁹ Voir par exemple : Gregor MacGregor à William John Richardson, « Letter to the Count de la Cruz », 18 octobre 1823, GD50/184/104/13/1, National Records of Scotland, Edinburgh; Gregor MacGregor à William John Richardson, « Letter to the Count de la Cruz », 20 octobre 1823, GD50/184/104/13/2, National Records of Scotland, Edinburgh; Gregor MacGregor, « Autobiography of General Sir Gregor MacGregor, born 1786. MS., holograph. 1 vol. quarto titled "Autobiography of General Sir Gregor MacGregor" », 1786, GD50/112, National Records of Scotland, Edinburgh; John MacGregor, « Typed and annotated transcript of Gregor MacGregor's autobiography » (s. d.), GD50/184/104/1, National Records of Scotland, Edinburgh.

¹¹⁰ Max Weber, *Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology*, éd. par Guenther Roth et Claus Wittich, trad. par Ephraim Fischhoff et al. (Berkeley; Los Angeles; London: University of California Press, 1978), 241.

¹¹¹ Roland Barthes, « Le mythe aujourd'hui », in *Mythologies*, Points Essais (Paris: Seuil, 2014), 209-72.

¹¹² George Fitzmaurice, *Mata Hari* (Metro-Goldwyn-Mayer, 1931).

¹¹³ Rouben Mamoulian, *Queen Christina* (Metro-Goldwyn-Mayer, 1933).

multiples représentations photographiques de son visage plus que celui d'une simple actrice. Masqués par un maquillage distinctif, les traits de Garbo incarnent surtout, pour l'auteur, une image humaine saisie par un dernier moment de cinéma la constituant en une sorte d'état absolu de la chair « que l'on ne pouvait ni atteindre ni abandonner¹¹⁴ ». En ces termes, la mise en avant de MacGregor comme l'incarnation d'un fraudeur historique inégalé par divers auteurs ou médias semble de fait se faire aux dépens d'une étude du projet poyaisien à proprement parler. Telle une carte tirée à un moment opportun, la mise en avant ponctuelle du cas du Poyais – plus particulièrement au lendemain de la récente crise – sert de dispositif langagier rassurant et réconfortant. Les actions de ce cacique, incarnant une sorte d'apothéose de l'avarice humaine, représentent en effet les actions parfaitement répréhensibles d'un fantôme ahistorique par excellence. La présentation de cette figure semble de fait s'effectuer parfois aux dépens d'une étude sérieuse permettant de réintégrer la figure de MacGregor dans son environnement historique propre. En fin de compte, qu'importent les raisons ayant poussé MacGregor à effectivement agir de la sorte, pour autant que Poyais constitue effectivement une fraude.

Souvent mis en avant au lendemain de la crise de 2008, le mythe de Poyais n'en demeure une récurrence déjà employée par le passé. Toutefois, ces mobilisations s'inscrivent systématiquement dans des environnements historiques propres. Par exemple, le projet poyaisien apparaît dans une note rédigée par un auteur anonyme en 1827, avertissant les investisseurs britanniques de l'existence d'autres « *Poyais humbug[s]*¹¹⁵ ». Plutôt qu'une mise en garde portant sur l'existence d'une copie d'un quelconque projet poyaisien, ces quelques lignes constituent de fait une critique généralisée à l'encontre de pratiques de spéculations financières après la crise londonienne des dettes souveraines latino-américaines de 1825¹¹⁶. Ainsi, Poyais apparaît comme moins mis en avant tel une véritable fraude qu'une mise en garde adressée aux membres de la communauté financière anglaise. Dans un roman publié initialement en 1839, Alexandre Dumas (père) raconte l'histoire d'un marin français : le capitaine Pamphile. Après avoir obtenu une concession territoriale du roi des indigènes Miskitus, celui-ci se présente auprès de la bonne société londonienne en tant que Don Gusman y Pamphilos, cacique de Poyais, et les convainc de souscrire un emprunt pour son territoire¹¹⁷. Dumas se sert ici manifestement de l'histoire de MacGregor pour présenter la finance internationale au lendemain « des paniques » de 1837¹¹⁸ comme la vicieuse et maligne tourmenteuse des victimes innocentes (dépeintes par l'auteur comme des animaux) se trouvant sur son chemin. L'œuvre de Dumas est d'ailleurs

¹¹⁴ Roland Barthes, *Mythologies* (Paris: Seuil, 1957), 65-67.

¹¹⁵ « Take care of your Pockets: Another Poyais Humbug » (juillet 1827), 1881.c.16.(7.), British Library, London.

¹¹⁶ Brown, « Gregor MacGregor », n. 64.

¹¹⁷ Alexandre Dumas, *Le capitaine Pamphile* (Paris: Dumont, 1839).

¹¹⁸ Jessica M. Lepler, *The many panics of 1837: people, politics, and the creation of a transatlantic financial crisis* (New York, NY: Cambridge University Press, 2013).

réimprimée¹¹⁹ peu de temps après la crise bancaire de mai 1873¹²⁰ dans une édition richement illustrée par un Charles Albert d'Arnoux dit Bertall, célèbre caricaturiste d'alors¹²¹, dénotant ainsi bien de l'efficacité du mythe sous-jacent de Poyais.



Figure 8 Le capitaine Pamphile selon Bertall (Dumas 1877).

¹¹⁹ Alexandre Dumas, *Le capitaine Pamphile* (Paris: Calmann-Lévy, 1877).

¹²⁰ Carlos Marichal, « Historical reflections on the causes of financial crises: Official Investigations, past and present, 1873-2011 », *Investigaciones de Historia Económica - Economic History Research* 10 (2014): 81-91.

¹²¹ Henri Beraldi, *Les graveurs du XIXe siècle : guide de l'amateur d'estampes modernes*, vol. 2 (Paris: L. Conquet, 1885), 45-49.

1.4 Ginzburg : outils d'une reconstruction

En plus d'apparaître ponctuellement en tête de classements d'escroqueries les plus scandaleuses et exceptionnelles, le cas du Poyais a récemment été répertorié dans deux encyclopédies¹²². Proposés par Bruno Fuligni, ces ouvrages mettent chacun en avant un nombre important de cryptarchies, définies telles des nations illusoires caractérisées par le pouvoir sans partage d'un fondateur sur une terre que lui seul tient pour son domaine. Fuligni relève ainsi l'existence d'une multitude, somme toute impressionnante, de cas d'États prétendument « imaginaires », « faux », et donc exceptionnels, particulièrement entre la fin du XVIII^e et la première moitié du XIX^e siècle. Pour n'en citer que certains, il inclut notamment le royaume d'Araucanie et Patagonie de l'aventurier périgourdin Antoine de Tounens (1860-1862) ; l'Empire du Repos fondé à Tristan da Cunha par Jonathan Lambert (1811) ; ou la monarchie des Cocos-Keeling de l'Océan indien dont John Clunies Ross en est le premier représentant (1834). Chaque cas étant présenté comme une exception ou une particularité historique spécifique, les exemples mis en avant par l'auteur se démarquent néanmoins par leur similitude apparente. De cet amalgame de cas exceptionnels, Poyais semble soudainement perdre de sa singularité.

Frauduleux ou maladroitement utopique (comme le laisse à penser le travail de Matthew Brown¹²³), le projet poyaisien est systématiquement dépeint tel un étrange fait historique, souvent écarté et singularisé comme une fable humoristique. Hormis leur caractère anecdotique, les agissements de MacGregor ne seraient dignes d'aucun véritable intérêt historique. Toutefois, comme l'illustrent les travaux de Michèle Riot-Sarcey sur les utopies du XIX^e siècle, l'étude d'un fait généralement et quasi automatiquement relégué au rang d'excentricité peut relever en soi d'un intérêt notoire. La compréhension de l'éviction d'un champ de connaissances quelconque (p. ex. économie, sciences politiques, histoire) d'un projet culturel, idéologique ou économique spécifique révèle en soi les dynamiques structurelles de pouvoir d'une société, en un lieu et moment donnés¹²⁴. L'étude d'objets historiques considérés justement comme ahistoriques peut alors potentiellement déboucher sur une certaine compréhension des interactions ou enjeux ayant mené à leur exclusion épistémologique initiale, autrement inaccessibles que par leur propre étude.

Relever le fait qu'une grande majorité des études traitant du cas de Poyais offrent en fin de compte essentiellement des biographies « exceptionnalisantes » d'un MacGregor détaché des dynamiques environnementales de son temps¹²⁵ ne signifie pas délaisser complètement l'historiographie traitant du cas de Poyais. Nombre d'auteurs ayant traité du cas de MacGregor offrent en effet des outils de

¹²² Bruno Fuligni, *L'Etat, c'est moi* (Paris: Les éditions de Paris, 1998); Bruno Fuligni, *Royaumes d'aventure: Ils ont fondé leur propre Etat* (Les Arènes, 2016).

¹²³ Brown, « Inca, Sailor, Soldier, King ».

¹²⁴ Michèle Riot-Sarcey, *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au 19^{ème} siècle* (Paris: Albin Michel, 1998), 30-31.

¹²⁵ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales* 62, n° 1 (1986): 69-72.

compréhension historique essentiels, notamment en lien avec les parcours militaires d'aventuriers engagés sous bannière étrangère au lendemain des guerres napoléoniennes. Par exemple, les études proposées à la fois par Matthew Brown¹²⁶ et Moises Enrique Rodríguez¹²⁷ permettent d'illustrer les problématiques souvent conflictuelles exprimées au long de la carrière d'un ancien militaire britannique s'engageant en tant que mercenaire au sein des armées boliviennes. Or, dès les aspects financiers du projet poyaisien abordés, un consensus sur la nature frauduleuse de l'émission d'une dette souveraine semble émerger entre les diverses œuvres traitant du sujet. Au mieux, certaines études illustrent le cas de Poyais comme représentatif d'un certain *Zeitgeist* de la bulle spéculative fondée sur l'échange d'obligations latino-américaines. Au pire, Poyais n'incarne que l'aboutissement raté des rêves de grandeur d'un MacGregor indisposé par sa condition sociale.

L'historiographie relative à Poyais a permis de mettre en lumière le fait que le projet de MacGregor est constitué d'éléments de prime abord risibles, exceptionnels et singuliers. Pris isolément, le projet de MacGregor semble effectivement constitué de particularités extraordinaires. Toutefois, l'examen presque obsessionnel dévolu essentiellement à l'examen des caractéristiques particulières, voire uniques de MacGregor, comme généralement proposé, ne fait en fin de compte qu'accentuer l'aspect ahistorique de ses agissements. La principauté du Poyais incarne de la sorte l'extension naturelle de l'exceptionnalisme de son créateur présumé¹²⁸. Bien que ce caractère divertissant doive être sérieusement réévalué, Poyais semble effectivement incarner, à son échelle, une sorte d'exception. Les affres du cacique se fondent certainement sur des éléments atypiques en comparaison avec d'autres États latino-américains émettant alors également des emprunts sur le marché des capitaux londonien. Poyais est, si pris à la lettre, la seule monarchie issue de l'allocation d'un territoire par un roi indigène. Or, bien que singulier, un événement s'inscrit toujours dans un contexte temporel et géographique donné. Comme le relève Edoardo Grendi,

¹²⁶ Brown, « Gregor MacGregor »; Brown, « Inca, Sailor, Soldier, King »; Matthew Brown, « Adventurers, Foreign Women and Masculinity in the Colombian Wars of Independence », *Feminist Review*, n° 79 (2005): 36-51; Brown, *Adventuring through Spanish Colonies*; Matthew Brown, « Soldier Heroes and the Colombian Wars of Independence », *Hispanic Research Journal* 7, n° 1 (2006): 41-56; Matthew Brown, « Not forging nations but foraging for them: uncertain collective identities in Gran Colombia », *Nations & Nationalism* 12, n° 2 (avril 2006): 223.

¹²⁷ Moises Enrique Rodríguez, « Gregor MacGregor: General, Privateer and Cacique », in *Freedom's Mercenaries: British Volunteers in the Wars of Independence of Latin America: Northern South America*, vol. 1, 2 vol. (Lanham: Hamilton Books, 2006), 87-133.

¹²⁸ Lucien Paul Victor Febvre, *Combats pour l'histoire*, éd. par Jean-Marc Simonet et Réjeanne Brunet-Toussaint, online, Les classiques des sciences sociales (Chicoutimi: Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec, 2008), chap. Sur une forme d'Histoire qui n'est pas la nôtre: l'histoire historisante, http://classiques.uqac.ca/classiques/febvre_lucien/Combats_pour_lhistoire/febvre_combats_pour_histoire.pdf.

un fait « exceptionnel » peut se révéler être exceptionnellement « normal », puisque révélateur des dynamiques structurelles dont il est issu¹²⁹.

Une étude approfondie de l'entreprise du Poyais, considéré comme doté d'une existence propre partiellement indépendante des actions de son cacique et se développant au sein d'un espace transatlantique particulier, semble pourtant révéler que les agissements de MacGregor ne constituent finalement pas des actions si « exceptionnelles ». Replacés dans le contexte historique des premières décennies du XIX^e siècle, les efforts mobilisés pour permettre le développement du projet poyaisien apparaissent surtout comme les résultantes de conditions, spécificités ou dynamiques de certaines caractéristiques d'un environnement commercial et financier britannique en pleine expansion. En d'autres termes, cette étude tente de reconstruire les interactions entre les acteurs du Poyais et les contextes au sein desquels le projet de MacGregor se construit, se développe, et finit par s'éteindre. Cette thèse tente de proposer un tel exercice par la production d'un dispositif narratif permettant de mettre en avant une singularité conçue telle une projection symbolique du monde qui l'entoure¹³⁰.

Pour ce faire, cette étude se propose de mener une enquête. La récolte d'une multitude d'indices, considérés généralement comme d'un intérêt moindre, permet de potentiellement reconstruire l'intimité d'acteurs historiques spécifiques. Leurs agissements s'inscrivant dans le tissu d'une société donnée, la compréhension de celui-ci semble pouvoir émerger de la mise bout à bout d'éléments en apparence insignifiants, mais émanant des pratiques quotidiennes ou exceptionnelles délimitées par le champ des possibles d'un environnement économique, social et culturel déterminé¹³¹. Ce type de recherche peut ainsi être comparé aux enquêtes complexes de Sherlock Holmes¹³². Toutefois, le raisonnement déductif « élémentaire » proposé par Arthur Conan Doyle semble limité pour permettre une introspection dans les réalités de l'« État » du Poyais, surtout en l'absence d'indices suffisants. Du fait que les historiographies de nations « souveraines » se fondent généralement sur des matériaux archivistiques détenus par les archives « nationales » de leurs objets d'étude, il semble difficile de pouvoir compter sur de telles institutions pour parvenir à l'écriture de l'histoire d'un « État » ne s'étant jamais concrètement matérialisé. Comme le relève Jean-Philippe Challandes, les archives accessibles publiquement détenues par des archives nationales appartiennent, par essence, aux États concernés. Investigant le soulèvement libéral brésilien manqué de 1842, il indique notamment l'existence d'un manque apparent de sources

¹²⁹ Edoardo Grendi, « Micro-analisi e storia sociale », *Quaderni storici* 12, n° 2 (1977): 512.

¹³⁰ Carlo Ginzburg, « Checking the Evidence: The Judge and the Historian », *Critical Inquiry* 18, n° 1 (octobre 1991): 86-87, 90.

¹³¹ Carlo Ginzburg et Anna Davin, « Morelli, Freud and Sherlock Holmes: Clues and Scientific Method », *History Workshop*, n° 9 (1980): 5-36; Carlo Ginzburg, « Latitude, Slaves, and the Bible: An Experiment in Microhistory », *Critical Inquiry* 31, n° 3 (mars 2005): 665-83; Carlo Ginzburg, « Microhistory: Two or Three Things That I Know about It », trad. par John Tedeschi et Anne C. Tedeschi, *Critical Inquiry* 20, n° 1 (octobre 1993): 10-35.

¹³² Ginzburg et Davin, « Morelli, Freud and Sherlock Holmes ».

primaires en lien avec cet épisode particulier¹³³. De ce constat, il laisse entendre que des témoignages issus de réalités dissidentes n'œuvrant pas forcément à l'édification générale d'une certaine forme de construction nationale peuvent, par le biais de certaines procédures de sélection préservant de fait directement ou indirectement des documents servant à la constitution d'une mémoire ou histoire nationale, être éliminés. Ainsi, le dépassement d'un certain cadre national par essence propre aux dépôts d'archives nationales, définissant en fin de compte à la fois l'organisation et la politique de conservation de sources diverses imposées par les institutions archivistiques, est nécessaire pour retracer adéquatement l'évolution d'une entité « nationale » ratée telle que Poyais.

La stratégie de collecte de sources primaires disponibles et accessibles liées à l'« État » du Poyais doit ainsi se constituer autour de catalogues de fonds d'archives divers autant dans leur localisation géographique que forme institutionnelle, puissent-ils être nationaux (p. ex. Archives nationales anglaises, écossaises, françaises ou béliziennes), régionaux (p. ex. Archives départementales de la Dordogne, Archives du comté du Staffordshire), communaux (p. ex. *London Metropolitan Archives*), universitaires (p. ex. *Royal Commonwealth Society Library* de l'Université de Cambridge), ou privés (p. ex. *Rothschild Archives* de Londres). Heureusement, les obstacles rencontrés par Arlette Farge lors de ses multiples inspections physiques d'archives judiciaires françaises du XVIII^e siècle¹³⁴ peuvent, grâce aux récents développements qu'ont connus les technologies numériques et de l'information, être partiellement levés. Par l'augmentation toujours croissante du nombre de catalogues d'archives publiques et privées ou de documents d'archives (manuscrits ou imprimés) digitalisés, rendus plus facilement lisibles par le déploiement d'algorithmes de reconnaissance optique de caractères en constante évolution¹³⁵, les distances séparant un-e chercheur-se des bribes d'un passé donné se réduisent drastiquement et continuellement.

De la sorte, la quête d'indices poyaisiens se rapproche du travail d'un spécialiste en forensique, tel que mis en avant par Edmond Locard. Décrit par d'aucuns comme le père des sciences forensiques modernes¹³⁶, Locard considère que les développements techniques et scientifiques constituent une aide fondamentale à

¹³³ Jean Philippe Challandes, « Les vaincus des archives: Réflexions sur le lien entre Etat-nation et mémoire collective à partir du cas brésilien (1839-1844) », in *Penser l'archive: histoires d'archives-archives d'histoire*, éd. par Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, et Michel Porret, Histoire (Lausanne: Antipodes, 2006), 116-30.

¹³⁴ Arlette Farge, *Le goût de l'archive*, La Librairie du XX^e siècle (Paris: Seuil, 1989).

¹³⁵ Voir notamment les avancées en reconnaissance de caractères manuscrits proposées par le programme TRANSKRIBUS : READ project, « Transkribus », 2016, <https://read.transkribus.eu/transkribus/>.

¹³⁶ Séverine Cassar et al., « “Elémentaire, mon cher Locard...” Un docteur sur les traces du crime », *La Fabrique de l'Histoire* (Paris: France Culture, 20 octobre 2015); Philippe Artières, Claire Bustarret, et Muriel Salle, « “Percevoir l'invisible”: Le travail de l'expert en écriture selon Edmond Locard (1877-1966) », rapport final (Paris: Equipe Anthropologie de l'écriture, Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain, EHESS/CNRS, février 2010); Michel Mazevet, Denise Stagnara, et Louis-Paul Fischer, « Le Dr Edmond Locard (1877-1966), le Sherlock Holmes lyonnais », *Histoire des sciences médicales* 41, n° 3 (2007): 269-78.

toute investigation criminelle. Ceux-ci permettent d'alléger le travail de la police en révélant l'existence de formes d'indices nouvelles et inconsidérées. Sans microscope, impossible d'exposer l'existence de traces de poussières ou d'empreintes digitales rendant la reconstitution d'événements et particularités de scènes de crime données possible. La mise en évidence de telles preuves permet consécutivement une meilleure appréhension de suspects. Locard soutient également qu'une mise en exergue d'une multiplicité de catégories de preuves diverses pouvant être confrontées les unes aux autres autorise surtout une meilleure supervision du travail de la police. La mobilisation de méthodes scientifiques comme moyen plus efficace et rationnel pour traquer les criminels diminuerait ainsi les besoins potentiels de recourir à des méthodes arbitraires dans la conduite de certaines investigations¹³⁷. Grâce à la mise à disposition d'outils d'investigation encore inexistant quelques années auparavant, il est possible de faire remonter à la surface des indices jusque-là difficilement identifiables. L'accès accordé à des nombres impressionnants de collections diverses de documents imprimés (p. ex. monographies, pamphlets, journaux) a récemment été décuplé, notamment par l'utilisation de nouveaux répertoires et moteurs de recherche de documents d'archives digitalisés (p. ex. Google Books Library Project¹³⁸, Internet Archive¹³⁹, The British Newspaper Archive¹⁴⁰). Bien que certaines de ces traces n'aient pas été identifiées par des historien-ne-s ayant précédemment traité du cas de Poyais, il-elle-s ne devraient certainement pas être à blâmer : la recherche entreprise sans l'aide de tels outils informatiques est longue et laborieuse¹⁴¹.

Toutefois, la mise en évidence de sources primaires numérisées ne devrait pas se faire sans critiques préalables. L'accès à un tel éventail de ressources informatisées n'est pas distribué de manière égale. L'utilisation de bases de données de documents d'archives numérisés se monétisant souvent à grands frais, l'accès à certaines de ces formes de savoir se définit par les moyens économiques détenus par les institutions académiques pouvant être mobilisés pour leurs chercheur-se-s. Au sein d'un tel environnement compétitif, les universités anglo-américaines occupent alors encore souvent des places de choix¹⁴². En ce qui concerne plus précisément les archives de presse, seuls les journaux d'importance issus en grande partie des métropoles européennes

¹³⁷ Edmond Locard, *L'Enquête criminelle et les méthodes scientifiques*, Bibliothèque de Philosophie scientifique (Paris: Ernest Flammarion, 1920); Edmond Locard, « The Analysis of Dust Traces. Part I », *The American Journal of Police Science* 1, n° 3 (1930): 276-98.

¹³⁸ « Library Project », Google Books, consulté le 1 mai 2018, <https://www.google.com/googlebooks/library/>.

¹³⁹ « About the Internet Archive », Internet Archive, consulté le 1 mai 2018, <https://archive.org/about/>.

¹⁴⁰ British Library, « About The British Newspaper Archive », The British Newspaper Archive, 2018, <https://www.britishnewspaperarchive.co.uk/help/about>.

¹⁴¹ Adrian Bingham, « 'The Digitization of Newspaper Archives: Opportunities and Challenges for Historians' », *Twentieth Century British History* 21, n° 2 (juin 2010): 226.

¹⁴² Bob Nicholson, « The Digital Turn », *Media History* 19, n° 1 (février 2013): 60; Thomas Smits, « Problems and possibilities of digital newspaper and periodical archives », *Tijdschrift voor Tijdschriftstudies*, n° 36 (décembre 2014): 141.

semblent, à l'heure actuelle, numérisés. L'absence de périodiques issus de régions périphériques (p. ex. Antilles britanniques, Amérique centrale) dans ces bases de données tend de fait à constituer un biais analytique eurocentré. De plus, bien que les moteurs de recherche mis à disposition par ces collections d'archives en ligne constituent un outil de localisation inestimable, certains problèmes issus de la mobilisation d'algorithmes de reconnaissance optique de caractères peuvent potentiellement être rencontrés¹⁴³. Ceux-ci semblent ne pas toujours parvenir à « lire » certains caractères mal imprimés. De plus, l'existence de formes orthographiques différentes de termes spécifiques (p. ex. Miskitu, Mosquito, Miskito ; MacGregor, McGregor, McGregor, Mac-Gregor) peut rendre la recherche de certains mots-clés parfois difficile¹⁴⁴.

L'existence de tels outils de recherche informatisés permet de faire remonter nombre de documents – parfois inédits – liés à des objets de recherche historiques spécifiques, tout en dépassant les frontières et limitations souvent imposées par les institutions archivistiques dites traditionnelles. Cependant, malgré l'existence d'une richesse documentaire potentielle toujours grandissante, nombre de pièces restent encore malheureusement manquantes. Il est vrai que la chance permet parfois de combler certains de ces silences par l'heureuse localisation de documents égarés ou crus détruits¹⁴⁵. Toutefois, celle-ci ne se manifeste que trop rarement. En résulte alors la reconstitution d'un tableau aux trous et blancs divers et épars. William Cronon, s'intéressant aux changements écologiques induits en Nouvelle Angleterre par l'arrivée d'efforts coloniaux britanniques, propose une riche étude fondée sur des sources aussi diverses qu'originales. Multipliant les outils d'investigations (p. ex. recherche en archives, archéologie, archéobotanique, dendrochronologie), l'auteur doit pourtant se résoudre à offrir une narration emplie de vides. Néanmoins, Cronon stipule que ces silences nécessitent, pour pouvoir être compensés, la mise en avant des meilleures conjectures possible¹⁴⁶. Ce genre d'exercice doit toutefois s'accompagner d'une certaine modestie. Les propos tenus à la suite de telles suppositions informées peuvent en effet constituer des pistes de réflexion intéressantes, permettant de partiellement combler les vides inhérents à une recherche en histoire. Néanmoins, elles peuvent également constituer de potentielles fausses routes.

Rencontrant un problème similaire, Carlo Ginzburg propose une méthodologie lui permettant de dépasser certaines des limites imposées par le manque de sources primaires nécessaires à la reconstitution d'une narration historique. S'interrogeant sur le phénomène de cristallisation et d'uniformité récurrente des descriptions et confessions de sorcier-ère-s présumé-e-s entre les XIV^e et XVII^e siècles sur le Sabbat (rituel magique et démonique présumé auquel les

¹⁴³ Smits, « Problems and possibilities of digital newspaper and periodical archives », 141.

¹⁴⁴ Bingham, « 'The Digitization of Newspaper Archives », 229-30.

¹⁴⁵ Je tiens par ailleurs ici à chaleureusement remercier l'aide inestimable apportée par nombre d'archivistes rencontrés tout au long de cette recherche, et plus particulièrement Justin Cavernelis-Frost (*Rothschild Archive*) et Mary Alpuche (*Belize Archives and Records Services*).

¹⁴⁶ William Cronon, *Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England*, 21^e éd. (New York: Hill and Wang, 1997), 6-8.

sorcier-ère-s sont accusé-e-s de participer), l'auteur s'intéresse à mettre en lumière l'existence de racines communes à ces divers témoignages. Plutôt que de considérer ces descriptions de rituels anthropophagiques ou orgiastiques enregistrés lors de questions inquisitoriales comme la résultante d'une confluence attendue par des juges à la suite d'heures de torture, l'auteur tente de leur trouver une origine culturelle autre. Ginzburg stipule ainsi que, bien que les pratiques démoniaques en tant que telles ne constituent souvent qu'un fantasme de l'Inquisition, ces témoignages prennent souvent racine dans d'anciennes pratiques folkloriques ayant leurs origines dans des usages chamaniques eurasiatiques. Alors que la majorité du corpus de sources issues de ces témoignages émane des autorités inquisitoriales elles-mêmes, l'auteur tente alors de donner une voix à celles et ceux témoignant, malgré eux-elles, de l'existence de ces « racines folkloriques du Sabbat ». Pour ce faire, il propose des plongées successives au sein d'objets d'études parallèles pour en extraire des éléments de compréhension autant micro- que macrosociétaux. Ginzburg tente ainsi de comprendre les environnements et dynamiques influant, parfois de longue durée dans des espaces géographiques et temporels divers, des pratiques individuelles isolées et singulières, aux dépens parfois d'une logique narrative chronologique traditionnellement privilégiée¹⁴⁷.

La production d'éléments de compréhension relatifs à une problématique donnée peut alors se constituer de successions d'incursions dans des environnements historiques divers, mais intrinsèquement liés à l'étude de l'objet de recherche principal. De la sorte, une telle enquête ressemble étrangement à la mise bout à bout d'une succession de tableaux différents. Leur rassemblement constitue néanmoins un univers cohérent, à l'image de l'œuvre de David Teniers le jeune, présentant la collection de tableaux de son mécène, l'Archiduc Léopold-Guillaume de Habsbourg¹⁴⁸. Bien qu'en apparence différentes les unes des autres autant par leur thématique que de leur origine, c'est bien l'ensemble des œuvres rassemblées par l'artiste qui constitue la logique et cohésion de son tableau.

La compréhension générale de ce qui s'apparente en fin de compte à un univers propre ou, comme le mentionne Alexander von Humboldt, un « Cosmos¹⁴⁹ », ne peut consécutivement être entièrement permise sans analyse des particularités individuelles des éléments la constituant. Chacune d'entre elle nécessitant des outils de compréhension différents et propres – suivant, par exemple pour le cas de l'œuvre de Teniers, les conditions de productions individuelles des tableaux reproduits – il s'agit alors d'essayer de mobiliser divers outils d'analyse rendant compte de ses particularités. Considérant ainsi le globe terrestre tel un univers en soi, Humboldt stipule qu'il lui serait impossible de rendre compte des complexités de ce Cosmos sans mobiliser les connaissances spéciales nécessaires aux compréhensions de ses phénomènes physiques multiples.

¹⁴⁷ Carlo Ginzburg, *Le sabbat des sorcières*, trad. par Monique Aymard, Bibliothèque des histoires (Paris: Gallimard, 1992).

¹⁴⁸ David Teniers the Younger, *The Archduke Leopold Wilhelm in his Painting Gallery in Brussels*, 1647-1651, oil on copper, 104.8 cm x 130.4 cm, 1647-1651, Prado Museum, Madrid.

¹⁴⁹ Alexander von Humboldt, *Cosmos: essai d'une description physique du monde*, trad. par H. Faye, vol. 1 (Paris: Gide et J. Baudry, 1855).

Toutefois, l'auteur indique que l'intelligibilité du tableau plus générale et harmonieuse de la Nature ne peut s'accomplir que par une interaction et assimilation de ces formes d'expertises afin de rendre compte de « la connaissance de la connexité des forces de la nature [par] le sentiment intime de leur dépendance mutuelle¹⁵⁰ ». Sans pour autant avoir la prétention d'offrir une compréhension complète des conditions structurelles définissant les actions de MacGregor et autres protagonistes du projet poyaisien, cette thèse tente d'illustrer certaines d'entre elles. Il semble en effet évidemment impossible de vouloir proposer une interprétation totalisante de l'ensemble des tableaux composant l'environnement au sein duquel évolue Poyais. Toutefois, il peut être souhaitable de mettre en évidence quelques éléments de compréhension relatifs à certaines dynamiques structurelles historiques conditionnant et motivant les agissements de ses protagonistes individuels. Pour ce faire, une mobilisation de disciplines en apparence diverses, mises en interaction les unes avec les autres, tente de lever le voile sur certaines des prémisses exceptionnalisantes invoquées par une partie de l'historiographie relative au cas du Poyais.

En somme, cette étude tente de suivre le parcours de vie du projet poyaisien. Cette enquête se borne, à ses extrémités, par l'obtention d'une concession territoriale allouée par un souverain indigène en Amérique centrale en 1820 d'un côté, et la fuite de MacGregor en direction de Paris vers la fin de l'année 1823 suivant le fiasco d'un emprunt poyaisien émis sur le marché de capitaux londoniens de l'autre. Pour chacun des jalons définissant, au sein d'un espace géographique transatlantique liant périphérie latino-américaine et métropole financière britannique, l'évolution progressive du projet de MacGregor (puissent-ils être constitués de réussites ou d'échecs), cette thèse propose une plongée dans leurs causes sous-jacentes constitutives. Bien que la trame narrative de fond de ce travail suive chronologiquement les quelques succès et nombreux déboires du projet poyaisien, elle constitue de fait une forme de récit-cadre servant de point d'ancrage à ces immersions. Celles-ci tentent d'extraire de certains détails, en apparence insignifiants, les logiques structurelles dont ils sont issus. Nécessitant parfois de piocher dans des disciplines diverses (p. ex. économie, droit, sciences politiques, anthropologie, botanique, histoire de l'art), ces plongées tentent ainsi d'illustrer et mieux comprendre les contextes historiques coloniaux, commerciaux, financiers, légaux ou politiques au sein desquels se déroule l'aventure poyaisienne. De la sorte, ce dispositif narratif ressemble en quelque sorte à celui des *Mille et une nuits*. Cherchant désespérément à repousser la condamnation à mort promise par le sultan, son nouvel époux, Shéhérazade lui prodigue chaque soir, et ce durant mille et une nuits, un conte dont la suite est reportée au lendemain¹⁵¹. En apparence centrale à l'histoire, la manœuvre littéraire censée permettre à cette princesse orientale

¹⁵⁰ Humboldt, 1:2.

¹⁵¹ Aimé Martin, éd., *Les mille et une nuits : contes arabes*, trad. par Antoine Galland, Panthéon Littéraire (Paris: CH. Delagrave, 1879); Rachid Bencheneb, « Les dramaturges arabes et le récit-cadre des Mille et une Nuits », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 18, n° 1 (1974): 7-18.

de rester en vie ne constitue en fin de compte que le support à de multiples récits enchâssés, constituant de fait la moelle de l'œuvre.

Ainsi, les digressions multiples proposées dans cette thèse tentent de replacer les particularités du projet poyaisien dans l'environnement historique des premières décennies du XIX^e siècle. Elles tentent alors de mettre les particularités historiques de l'épisode poyaisien en accord avec leur contexte général, en tentant de la sorte d'éviter l'écriture de ce que Edward Said, soucieux d'éviter la constitution de généralités théoriques sur la base de spécificités trop individuelles, nomme « une série atomisée d'analyses détaillées en perdant ainsi toute trace des lignes de force qui sous-tendent le domaine et lui donnent sa puissance particulière¹⁵² ». Néanmoins, bien que d'un certain intérêt si pris séparément, c'est bien la combinaison de chacun des contes narrés par Shéhérazade qui donne toute la force à ses péripéties. Ainsi, la tentative de réinscrire le développement de l'aventure poyaisienne dans le champ des possibles historiques mis à sa disposition permet de redonner une certaine voix à un MacGregor si souvent occulté de sa propre histoire. La mise en évidence des divers potentiels historiques s'offrant au projet poyaisien tout au long de son parcours de vie permet surtout de démontrer que l'élaboration progressive du Poyais ne constitue pas la résultante naturelle d'un processus linéaire défini en amont par la nature malhonnête d'un escroc-né. Plutôt, les choix et stratégies marquant de fait le développement d'un projet poyaisien malléable incarnent le produit d'essais d'abord échoués, voire le choix de derniers recours de divers acteurs interagissant non seulement les uns avec les autres, mais négociant également avec les contraintes de leur propre environnement¹⁵³.

¹⁵² Edward W. Said, *L'orientalisme: l'Orient créé par l'Occident*, trad. par Catherine Malamoud, Essais 710 (Paris: Points, 2015), 40.

¹⁵³ Timothy Lenoir, *The Strategy of Life: Teleology and Mechanics in Nineteenth Century German Biology*, Studies in the History of Modern Science 13 (Dordrecht; London: D. Reidel Publishing Company, 1982).



Figure 9 L'archiduc Léopold-Guillaume dans sa galerie de peintures à Bruxelles (Teniers le jeune 1647-1651).

1.5 Conclusion

La figure de Gregor MacGregor, cacique du pays prétendument inexistant de Poyais, est souvent mise en avant comme incarnant celle d'un des – si ce n'est le – plus importants escrocs financiers de l'Histoire. Dépeinte comme étant parvenu à gruger le marché londonien de la dette souveraine latino-américaine du début du XIX^e siècle en émettant un emprunt pour un État fictif, elle apparaît discrètement mais régulièrement au lendemain de nombreuses crises financières. À l'instar d'autres récits relatant l'existence de fraudes passées, la mobilisation de cette anecdote cocasse sert alors un objectif double. Premièrement, elle constitue un dispositif de légitimation des systèmes financiers dits modernes. De la sorte, les échecs de ces derniers peuvent s'expliquer moins par leurs défauts structurels que par le fait qu'ils sont abusés par de tels malfaiteurs, différant du commun des mortels par des socio- ou psychopathologies. En second lieu, l'usage de la figure de l'escroc financier historique permet de rassurer une audience particulière sur la gravité d'une crise financière endurée. En bref, elle permet de dire que « c'était pire avant ». Ainsi souvent mobilisé, MacGregor est généralement présenté autant dans la littérature scientifique que populaire sous les traits du champion toutes catégories des escrocs financiers, sans pour autant toutefois offrir de véritables fondements historiques. De la sorte, l'histoire du Poyais, menée par un MacGregor avide et malicieux, incarne un mythe – à savoir une parole dotée d'un sens autre que celle relatée par les sources historiques. Sur la base de ce constat, ce travail souhaite revisiter l'histoire du Poyais. Plutôt que de considérer les actions du cacique comme celles d'un déviant exceptionnel, cette thèse propose de réintégrer le parcours de vie du projet poyaisien dans son environnement historique propre, en considérant chacune de ses étapes, réussites ou échecs à la lumière des dynamiques structurelles ou conjoncturelles, inscrites dans des temps et espaces spécifiques aux premières décennies du XIX^e siècle. Ainsi, il semble nécessaire de commencer par le commencement, à savoir l'acte de naissance de Poyais.

Chapitre 2. La concession, ou la disruption d'un terrain d'entente

*"They welcome visitors, son. It's an old custom of theirs from the jungle."
(Allie Fox, *The Mosquito Coast* [1986].)*

Ce chapitre tente de comprendre les raisons menant le roi des Miskitus à allouer la concession territoriale de Poyais à Gregor MacGregor. Plutôt que de considérer ce legs comme résultant d'un abus de faiblesse alcoolisée du souverain indigène, cette partie démontre que l'obtention par MacGregor du territoire poyaisien constitue une stratégie voulue par le chef Miskitu lui-même. Œuvrant traditionnellement en tant qu'intermédiaire culturel au sein d'un espace liant élites indigènes et colons britanniques installés dans la région depuis le XVIII^e siècle déjà, la disruption de celui-ci le pousse en effet à tenter d'élargir ses perspectives politiques et matérielles. Ce chapitre tente ainsi de démontrer que l'allocation par le roi miskitu d'une concession territoriale marque non seulement le commencement du projet poyaisien de MacGregor, mais surtout l'expression d'un processus indépendant de ce dernier. La première section de ce chapitre propose une revue d'études ou ouvrages – tel que le roman *Waikna*, publié en 1855 – traitant des conséquences sociales, politiques et économiques affectant la Moskitie au lendemain des premières incursions européennes dans la région. La deuxième partie comprend l'adoption par les indigènes de Moskitie d'une structure politique fortement hiérarchisée comme émergeant des interactions commerciales et sociales entretenues depuis le XVIII^e siècle avec des entreprises coloniales privées britanniques de Moskitie, puis du Honduras britannique. Celles-ci sont néanmoins fondamentalement conditionnées autant par des impératifs matériels propres à l'écologie de l'acajou, ressource naturelle prisée par ces incursions européennes, que par des exigences internationales dictées par les relations entretenues entre les empires britannique et espagnol. La troisième section de ce chapitre propose de décrire le régime politique gouvernant la colonie du Honduras britannique comme fondé sur une monopolisation par son élite politique des outils de crédit nécessaires au commerce de l'acajou. Constituant une oligarchie, la structure politico-économique du régime bélizien – ayant à sa tête un dénommé Marshall Bennett – reflète celle des indigènes Miskitus, permettant de fait une homogénéisation des interactions liant ces deux groupes. La quatrième section de ce chapitre décrit l'introduction par George Arthur, superintendant britannique posté en Honduras britannique, de dispositions antiesclavagistes visant à remettre en cause le terrain d'entente établi jusque-là entre élites coloniales et indigènes. Se saisissant alors de l'opportunité offerte par cette disruption de cet espace d'entente colonial pour améliorer sa propre condition, le roi George Frederic tente alors d'ouvrir les interactions entretenues jusque-là exclusivement avec les colons béliziens à de nouveaux interlocuteurs.

2.1 Waikna : éléments historiographiques

Le 29 avril 1820, Gregor MacGregor acquiert de George Frederic, roi des Miskitus, une concession. Celle-ci lui accorde :

[...] full power and authority to enact laws, establish customs, and in a word to take and adopt all measures that he may deem fit and necessary for the protection, defence, better government and prosperity of the [...] District of land, commonly called Black River, Polayas or Poyais. But let it be clearly understood, that there is nothing contained in this Deed, which shall be construed into a Cession of the Sovereignty of the Country us now held by His Mosquito Majesty¹⁵⁴.

L'obtention de ce territoire marque le point de départ de ce que d'aucuns nomment « la fraude la plus audacieuse de l'Histoire ¹⁵⁵ ». Devenant soudainement seul propriétaire d'une vaste aire de plus de 33 000 kilomètres carrés, alors habité de quelques tribus indigènes vassales du souverain miskitu telles que les Payas, MacGregor est de fait décrit comme celui qui, sur fond de prétentions égoïstes, mesquines ou pathologiques, se présentera comme le prince Gregor, cacique de Poyais, en contrevenant ouvertement aux instructions de George Frederic.

Nombre d'auteurs comprennent généralement la décision du monarque indigène d'allouer le territoire de Poyais à MacGregor comme n'étant que la simple – si ce n'est la seule – résultante d'un fort penchant personnel pour la boisson. Cette transaction est souvent décrite comme scellée à la suite d'une soirée fortement arrosée, permettant ainsi à un MacGregor – déjà dépeint telle une figure malhonnête – de profiter d'un souverain indigène aux capacités amoindries¹⁵⁶. Consécutivement, la transaction semble résulter d'une simple domination politique, relationnelle, voire civilisationnelle, d'un acteur européen sur le représentant d'une population indigène décrite – par essence – comme inférieure, incapable de contrôler ses vices alcooliques constitutifs non seulement d'une corruption corporelle, mais aussi de civilisation. En écho, la description donnée d'un MacGregor sans scrupule, trompant un chef indigène diminué par une incapacité caractéristique à maîtriser ses tares, plaide, de manière relativement subtile, pour l'intervention et l'ingérence bienveillante des véritables gardiens de morales et de valeurs de retenue que constituent les empires ou efforts coloniaux occidentaux.

¹⁵⁴ « Grant of Land by George Frederic ».

¹⁵⁵ Sinclair, *The land that never was*.

¹⁵⁶ Voir par exemple : Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 41.

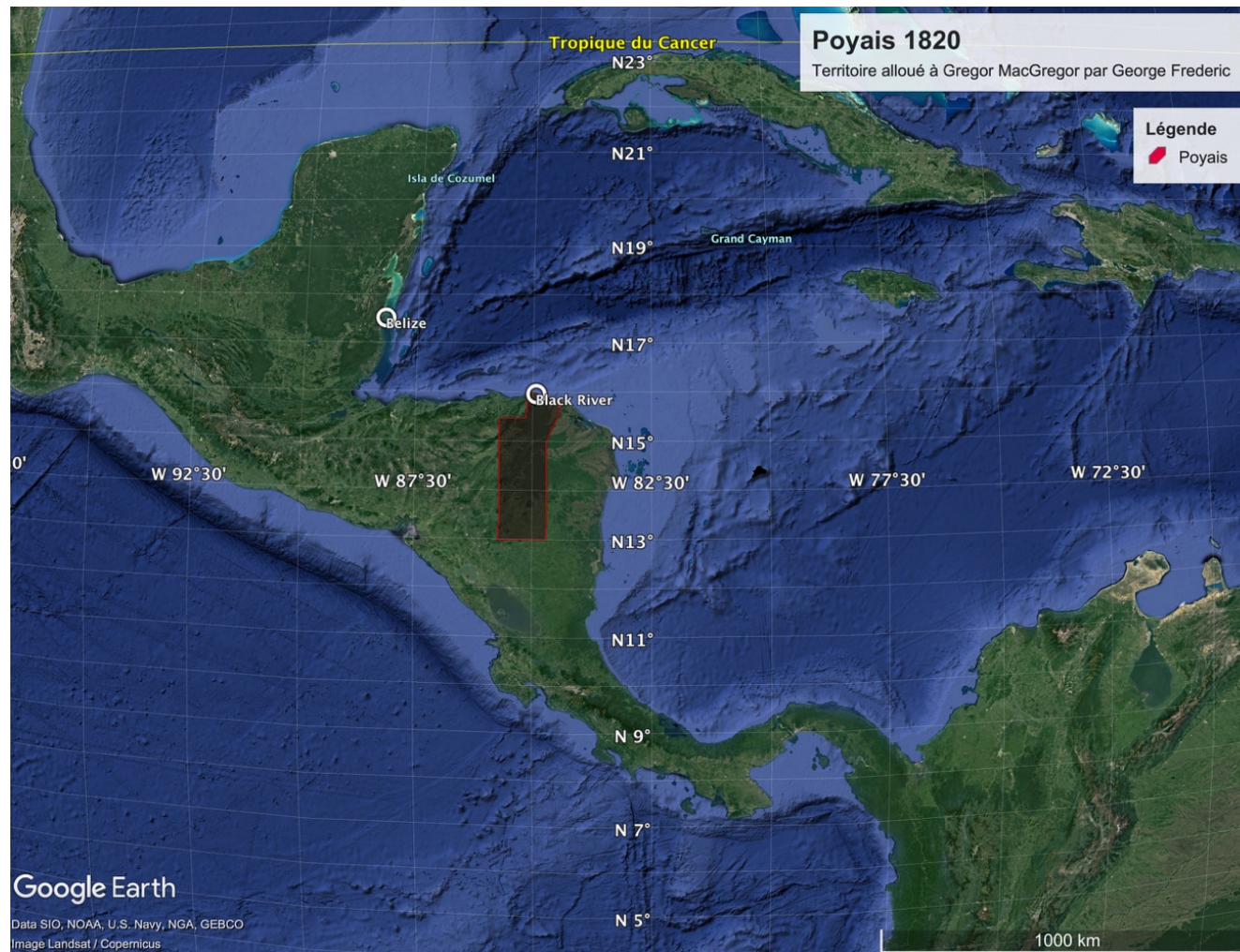


Figure 10 Territoire du Poyais¹⁵⁷.

¹⁵⁷ Coordonnées géographiques tirées de : « Grant of Land by George Frederic ».

De telles considérations et descriptions du souverain indigène se retrouvent également dans les affirmations mises en avant par bon nombre d'historien-ne-s traitant de la pénétration coloniale européenne en Moskitie. La région est en effet la toile de fond de diverses incursions européennes, notamment britanniques, depuis le XVII^e siècle déjà. Des auteurs tels que Troy Floyd, William Sorsby ou Victor von Hagen, semblant fonder leurs recherches sur la région dans une optique de commémoration nostalgique d'un Empire britannique alors en perte de vitesse, tendent à faire les louanges d'une certaine capacité des colons britannique à coloniser la région¹⁵⁸. De ce fait, ils conçoivent l'habileté des colons à maintenir de bonnes relations avec les indigènes miskitus ainsi qu'une présence relativement durable dans la région – au contraire de leurs équivalents espagnols – comme la preuve d'une quelconque supériorité britannique dans son aptitude à dominer des environnements « difficiles », un climat « rude », ainsi que des populations locales composées de « barbares » violents et alcoolisés.

Cette compréhension et description du tempérament de populations miskitus se fondent essentiellement sur une source commune. La narration particulière, dépeignant George Frederic et ses sujets à la fois comme des êtres sujets à des déboires alcoolisés ne pouvant être décrits autrement qu'en tant que violents sauvages, tire son origine d'un ouvrage publié en 1855 par un certain Samuel Bard. Intitulé *Waikna*, ce document relate le voyage de l'auteur sur la Côte des Miskitus¹⁵⁹. Il y décrit les indigènes comme des individus ayant « *little in their character to commend* » et l'alcoolisme comme « *besetting vice [...], which has obliterated all of their better traits*¹⁶⁰ ».

¹⁵⁸ Troy S. Floyd, *The Anglo-Spanish Struggle for Mosquitia* (Albuquerque: University of New Mexico Press, 1967); William S. Sorsby, « The British Superintendency of the Mosquito Shore 1749-1787 » (PhD Thesis, University College London, 1969); Victor Wolfgang von Hagen, « The Mosquito Coast of Honduras and Its Inhabitants », *Geographical Review* 30, n° 2 (avril 1940): 238-59.

¹⁵⁹ Samuel A. Bard, *Waikna; or Adventures on the Mosquito-Shore* (New York: Harper and Brothers, 1855).

¹⁶⁰ Bard, 245.



Figure 11: Aristocrate miskitu selon Samuel Bard (1855).

Toutefois, le Samuel Bard de Waikna n'existe pas. Il s'agit d'un pseudonyme utilisé par Éphraïm G. Squier¹⁶¹. Un préhistorien américain, réputé notamment pour sa connaissance de l'architecture des sociétés précolombiennes de la vallée du Mississippi¹⁶², il est alors chargé d'affaires pour le gouvernement américain, envoyé sur la Côte des Miskitus en 1849. Les États-Unis, appuyés par des financiers américains, envisagent alors la région comme pouvant accueillir divers projets de constructions d'infrastructures (dont un canal transocéanique). Dans un besoin de délégitimer une présence britannique dans la région pour permettre au Nicaragua, alors allié américain, de mieux revendiquer une pleine souveraineté dans une région, les États-Unis envoient Squier en tant qu'appointé diplomatique. Il a pour mission d'y produire, tout en affichant une légitimité académique, un certain « savoir » anthropologique décrédibilisant les indigènes miskitus, principaux alliés britanniques dans la région¹⁶³. Rédigeant sous

¹⁶¹ Charles Lee Stansifer, « The Central American Career of E. George Squier » (PhD Thesis, Tulane University, 1959), 147.

¹⁶² Ephraim G. Squier et E. H. Davis, *Ancient Monuments of the Mississippi Valley*, Smithsonian Contributions to Knowledge (New York: Bartlett & Welford, 1848).

¹⁶³ Stansifer, « The Central American Career of E. George Squier »; Michael D. Olien, « E. G. Squier and the Miskito: Anthropological Scholarship and Political Propaganda », *Ethnohistory* 32, n° 2 (avril 1985): 111-33.

pseudonyme *Waikna*, tout en publiant une critique élogieuse de son propre livre¹⁶⁴ ainsi qu'une série d'articles ou d'ouvrages d'exploration scientifique en son propre nom¹⁶⁵, Squier offre un portrait des Miskitus comme ne constituant qu'un peuple aux morales inférieures. Il a également à cœur de mettre un accent particulièrement important sur la responsabilité des Britanniques dans l'état moral lamentable des indigènes. Tirant ses origines d'une stratégie diplomatique américaine tentant l'introduction d'un certain positionnement politique et économique en Amérique centrale, la représentation somme toute médisante des Miskitus par Squier permet consécutivement une détérioration symbolique d'une quelconque présence ou autorité britannique dans la région¹⁶⁶.

Bien que le travail de Squier soit traversé de fortes considérations antibritanniques, sa représentation grotesque des Miskitus sert néanmoins consécutivement d'inspiration et de modèle à une série d'ouvrages et d'études. Celles-ci considèrent sa description des indigènes comme moralement inférieurs telle une référence de confiance. Ainsi, *Waikna* est autant mentionné comme source primaire dans les travaux de Sorsby et de Floyd, que dans les recommandations bibliographiques proposées par Courtenay de Kalb destinées aux chercheurs souhaitant en connaître plus sur la Moskitie¹⁶⁷. En un sens, de tels arguments peuvent se rapprocher de certaines visions eurocentristes issues indirectement de la thèse du géographe américain Ellsworth Huntington. Chantre précurseur d'une vision classique du déterminisme environnemental, Huntington considère notamment les climats régionaux comme essentiels pour

¹⁶⁴ Ephraim G. Squier, « Something about the Mosquitos », *Harper's New Monthly Magazine* 11, n° 64 (septembre 1855): 456-66.

¹⁶⁵ Ephraim G. Squier, « Nicaragua », *Harper's New Monthly Magazine* 11, n° 66 (novembre 1855): 744-63; Ephraim G. Squier, *Nicaragua; its People, Scenery, Monuments, and the Proposed Interoceanic Canal*, 2 vol. (New York: Appleton and Co., 1852).

¹⁶⁶ Quelques années après la publication de l'ouvrage de Squier, une autre étude « anthropologique » rédigée par Bedford Pim, un militaire britannique, décrit les Miskitus de manière bien plus laudative : Bedford Pim, *The Gate of the Pacific* (London: L. Reeve & co., 1863); Bedford Pim et Berthold Carl Seemann, *Dottings on the Roadside, in Panama, Nicaragua, and Mosquito* (London: Chapman and Hall, 1869). Pour une description plus complète des problématiques liées à la question de l'utilisation de l'anthropologie dans des entreprises coloniales et financières, notamment en Moskitie, voir: Marc Flandreau, *Anthropologists in the stock exchange: a financial history of Victorian science* (Chicago: The University of Chicago Press, 2016). Par ailleurs, les autres écrits de Squier portant sur l'Amérique centrale semblent bien démontrer d'une certaine collusion entre intérêts anthropologiques et financiers décrite par Flandreau: Ephraim G. Squier, *Honduras interoceanic railway: Preliminary report* (New York: Tubbs, Nesmith & Teall, printers, 1854); Ephraim G. Squier, *Map of Honduras and San Salvador, Central America, showing the line of the proposed Honduras interoceanic railway* (New York: s.n., 1854); Ephraim G. Squier, *Information on the coal mines of the River Lempa, Republic of San Salvador, Central America* ([London: Chiswick Press], 1856); Ephraim G. Squier, *Tropical fibres: their production and economic extraction* (New York: Scribner & Co., 124 Grand Street, 1861).

¹⁶⁷ Sorsby, « The British Superintendency of the Mosquito Shore »; Floyd, *The Anglo-Spanish Struggle for Mosquitia*; Courtenay de Kalb, « A Bibliography of the Mosquito Coast of Nicaragua », *Journal of the American Geographical Society of New York* 26, n° 1 (janvier 1894): 241-48.

comprendre l'existence de différences de niveaux de civilisations assumés¹⁶⁸. La corruption morale des Miskitus pouvant s'expliquer principalement par le fait d'habiter un environnement hostile, chaud et humide, les Miskitus se voient ainsi, aux yeux des auteurs fondant leur analyse sur celle de Squier, placés au bas d'une hiérarchie civilisationnelle globale. Toute interaction européenne est ainsi légitimement dominante, puisque vouée à soutenir une population faible par nature.

Depuis le soulèvement sandiniste et la rébellion des Contras consécutive (1981-1984), les aspirations nationalistes d'une frange de la population Miskitu d'obédience contre-révolutionnaire¹⁶⁹ relance néanmoins un intérêt académique pour la Moskitie. Plutôt que de considérer la région comme un terrain de bataille opposant empires européens, la littérature émergeant au courant des années 1980 tend à se focaliser sur une certaine compréhension du développement propre de la communauté Miskitu en tant que tel. En sus de la question de la légitimité à revendiquer – ou non – une indépendance nationale au temps des événements sandinistes, le développement et la généralisation de certaines méthodologies historiques (p. ex. les *Subaltern Studies* ou la *British New Left History*¹⁷⁰) ont également apporté un profond changement dans les perspectives prises par les études traitant de la Moskitie. En effet, la région n'est plus considérée uniquement comme une zone d'influence combattue par deux pouvoirs impériaux en compétition, mais comme l'environnement natif d'une tribu perçue comme indépendante et autonome. Celle-ci est ainsi, comme tentent de l'illustrer notamment les travaux de Michael Olien, légitimement composée de populations indigènes ayant un sens véritable d'agence, mais jusque-là marginalisées, ignorées, voire faussement représentées par des études tentant avant tout de légitimer les diverses incursions impériales dans la région¹⁷¹.

Les apports des travaux issus de cette période de troubles politiques permettant ainsi une bien meilleure compréhension et, surtout, reconsidération de la place

¹⁶⁸ Ellsworth Huntington, *Civilization and Climate*, 3^e éd. (New Haven: Yale University Press, 1948); James M. Blaut, « Environmentalism and Eurocentrism », *Geographical Review* 89, n° 3 (juillet 1999): 404.

¹⁶⁹ John H. Moore, « The Miskito National Question in Nicaragua: Background to a Misunderstanding », *Science & Society* 50, n° 2 (juillet 1986): 132-47; Caroline A. Hartzell, « Nation-state Crises in the Absence and Presence of Segment States: The Case of Nicaragua », *Ethnopolitics* 13, n° 1 (janvier 2014): 28-47.

¹⁷⁰ Isabelle Merle, « Les Subaltern Studies », *Genèses* 3, n° 56 (2004): 131-47; Jacques Pouchepadass, « Les "Subaltern Studies" ou la critique postcoloniale de la modernité », *L'Homme*, n° 156 (2000): 161-85; Madeleine Davis, « The Marxism of the British New Left », *Journal of Political Ideologies* 11, n° 3 (octobre 2006): 335-58; James Sharpe, « History from below », in *New perspectives on historical writing*, éd. par Peter Burke (Cambridge: Polity, 1991), 24-41.

¹⁷¹ Voir par exemple : Michael D. Olien, « The Miskito Kings and the Line of Succession », *Journal of Anthropological Research* 39, n° 2 (juillet 1983): 198-241; Philip A. Dennis et Michael D. Olien, « Kingship among the Miskito », *American Ethnologist* 11, n° 4 (novembre 1984): 718-37; Michael D. Olien, « Micro/Macro-Level Linkages: Regional Political Structures on the Mosquito Coast, 1845-1864 », *Ethnohistory* 34, n° 3 (juillet 1987): 256-87; Michael D. Olien, « General, Governor, and Admiral: Three Miskito Lines of Succession », *Ethnohistory* 45, n° 2 (1 avril 1998): 277-318.

occupée par les populations indigènes dans les processus historiques. Un phénomène d'isolation d'acteurs spécifiques, en fin de compte relativement proche de celui déjà exprimé dans le courant historiographique issu des travaux de Squier, semble néanmoins se manifester dans ces diverses études. En portant une si grande attention à la figure de l'indigène miskitu, tentant au passage de réhabiliter son histoire comme appartenant à une tribu indépendante et pérenne, la Côte des Miskitus se voit en quelque sorte déconnectée de son environnement fondamentalement transatlantique – puisqu'ayant entretenu un contact avec les empires coloniaux européens tels que l'Espagne et la Grande-Bretagne depuis le XVII^e siècle au moins. Les conséquences structurelles des incursions européennes dans la région se voient en quelque sorte reléguées au second rang. Consécutivement, le peuple Miskitu apparaît comme étant composé d'indigènes soit imperturbables et intemporels, soit capables de se redéfinir structurellement par des capacités de résilience propre.

La lecture de telles études révèle surtout les efforts de légitimation historique mis en avant par certain-e-s auteur-e-s influencé-e-s par des tensions issues de la guerre froide. Alors qu'Olien semble mettre en avant l'existence d'une capacité historiquement attestée des Miskitus à disposer politiquement d'eux-mêmes, ses écrits ont fait surgir une série de critiques. Celles-ci tendent alors implicitement – comme le propose l'œuvre cinématographique poignante de Werner Herzog mettant en scène des enfants-soldats miskitus¹⁷² – à délégitimer la participation de régiments indigènes à la rébellion Contrás. Des historien-ne-s tel-le-s que Mary Helms, Linda Newson ou Daniel Noveck comprennent ainsi la longévité et relative stabilité des structures culturelles et politiques propres à la Moskitie comme tirant son origine des chamboulements structurels issus des incursions européennes dans la région¹⁷³. L'organisation de la communauté miskitu en royaume constitue alors une nécessité émergeant du contact colonial avec les puissances espagnole et – surtout – britannique, le roi indigène occupant moins un rôle de dirigeant politique que celui du représentant d'une communauté divisée en diverses factions ethniques, chacune gouvernée par des responsables propres.

Dès le XVII^e siècle, les populations indigènes se trouvent effectivement en constantes interactions avec des entreprises coloniales européennes. Barbara Potthast illustre notamment celles-ci dans une étude longitudinale retraçant l'histoire de la Moskitie depuis le débarquement de Christophe Colomb au Cap

¹⁷² Werner Herzog et Denis Reichle, *Ballade vom kleinen Soldaten* (New Yorker Films, 1984).

¹⁷³ Mary W. Helms, « Of Kings and Contexts: Ethnohistorical Interpretations of Miskito Political Structure and Function », *American Ethnologist* 13, n° 3 (août 1986): 506-23; Mary W. Helms, « Miskito Slaving and Culture Contact: Ethnicity and Opportunity in an Expanding Population », *Journal of Anthropological Research* 39, n° 2 (1983): 179-97; Mary W. Helms, « The Cultural Ecology of a Colonial Tribe », *Ethnology* 8, n° 1 (janvier 1969): 76-84; Linda A. Newson, *The cost of conquest: Indian decline in Honduras under Spanish rule*, Dellplain Latin American studies 20 (Boulder: Westview Press, 1986), 276-84; Daniel Noveck, « Class, Culture, and the Miskito Indians: a Historical Perspective », *Dialectical Anthropology* 13, n° 1 (janvier 1988): 17-29. Pour une étude plus récente, développant un argument issu d'une veine similaire, voir : Wolfgang Gabbert, « "God Save the King of the Mosquito Nation!" Indigenous Leaders on the Fringe of the Spanish Empire », *Ethnohistory* 63, n° 1 (1 janvier 2016): 71-93.

Gracias a Dios en 1502 jusqu'à la déclaration d'indépendance du Nicaragua de 1821¹⁷⁴. Considérant les écrits précédents sur la Moskitie comme ayant systématiquement retiré les aspects politiques de cette histoire particulière hors de son contexte local, puisque centrés essentiellement autour des disputes anglo-espagnoles dans la région, Potthast considère que seule une étude de longue durée permet une véritable compréhension de l'évolution de la société indigène miskitu. Se fondant sur une impressionnante collection de sources primaires espagnoles et britanniques, l'auteure s'intéresse à retranscrire les changements économiques, sociaux, politiques et surtout culturels prenant place au sein de la société indigène au fil des diverses incursions européennes dans la région. Le contact progressif établi avec les pratiques commerciales d'acteurs étrangers (p. ex. introductions du rhum, armes et ustensiles métalliques) aurait ainsi induit, par effet d'acculturation, des changements sociétaux profonds au sein de communautés indigènes adoptant un « *English gentleman way of life*¹⁷⁵ ». Prodiguant un outil de compréhension essentiel aux transformations endurées par la communauté miskitu des suites des multiples contacts européens, la mobilisation du concept d'acculturation¹⁷⁶ force néanmoins Potthast à centrer son étude essentiellement autour des pratiques politiques et culturelles des communautés miskitus. De fait, elle pose principalement son regard sur une facette d'un processus par essence dual – voire dialectique – impliquant autant les populations miskitus que coloniales. Potthast semble décrire la composante externe de ce processus d'acculturation, à savoir les efforts coloniaux britanniques, comme n'étant pas affectée par leur rencontre avec les populations locales. Même si elle mentionne l'existence de transformations affectant les positions coloniales anglaises établies au Belize ou en Moskitie, celles-ci émergent généralement de dynamiques sociales et économiques propres à ses sociétés coloniales. Les efforts britanniques en Moskitie sont ainsi perçus comme menés par un bloc impérial monolithique et homogène ayant un projet établi, défini et opportuniste d'imposer un certain contrôle sur une région riche en ressources naturelles. De la sorte, son étude tend à ne pas considérer les raisons motivant variétés d'acteurs multiples (p. ex. colons privés, représentants du gouvernement britannique) à intervenir – ou non – dans la région.

Comme le démontre Robert Naylor¹⁷⁷, Londres considère la Côte des Miskitus comme une zone de seconde catégorie. Plutôt que de constituer une pénétration organisée et planifiée, le gouvernement de Sa Majesté préfère se concentrer sur des objectifs militaires et intérêts diplomatiques spécifiques aux colonies sucrières des Caraïbes. Néanmoins, du fait que la Moskitie incarne un territoire de seconde classe pour Londres, elle devient une région de premier choix pour

¹⁷⁴ Barbara Potthast, *Die Mosquitoküste im Spannungsfeld britischer und spanischer Politik 1502-1821*, Lateinamerikanische Forschungen 16 (Köln: Böhlau, 1988).

¹⁷⁵ Potthast, 165.

¹⁷⁶ Le concept théorique d'acculturation mobilisé par Potthast est emprunté aux travaux de Norman Chance. Voir : Norman A. Chance, « Acculturation, Self-Identification, and Personality Adjustment », *American Anthropologist*, New Series, 67, n° 2 (avril 1965): 372-93.

¹⁷⁷ Naylor, « British Commercial Relations with Central America »; Naylor, *Penny ante imperialism*.

des individus cherchant à réussir socialement et économiquement avec des capitaux et moyens moindres¹⁷⁸. Les différentes tentatives d'établir des colonies britanniques en Moskitie sont ainsi toutes systématiquement menées par des individus souhaitant fonder des colonies privées, sans soutien formel du gouvernement britannique. Au cours de ces différents épisodes, il arrive néanmoins à la couronne britannique d'intervenir, de manière opportune, en envoyant des émissaires ou des troupes (p. ex. imposition d'un superintendant).

En quelque sorte, les apports de Naylor représentent un complément idéal aux analyses de Potthast. En effet, l'auteur se penche sur les effets que peuvent induire les conditions environnementales (p. ex. économiques, politiques nationales et internationales, naturelles) de la Moskitie sur les agissements coloniaux britanniques privés dans la région. Offrant également une histoire de la Moskitie sur une longue durée (1600-1914), il décrit les transformations sociales et politiques encourues au sein des communautés anglaises installées en Moskitie et dans sa colonie voisine du Honduras britannique comme essentiellement conditionnées par leur capacité à s'assurer d'un accès aux riches réservoirs de ressources naturelles se trouvant dans la région (p. ex. acajou, salsepareille, carapaces de tortue). De la sorte, l'analyse de Naylor permet de déconstruire l'image monolithique d'une pénétration britannique généralement mise en avant. Sous la plume de l'auteur, les motivations poussant la mise sur pied d'entreprises coloniales diffèrent en effet non seulement selon les statuts des individus impliqués (p. ex. bûcherons d'acajou, fonctionnaires britanniques), ainsi que leur temporalité spécifique. Bien que le travail de Naylor offre probablement la compréhension la plus claire et cohérente de l'évolution des efforts coloniaux britanniques dans la région, il souffre toutefois de quelques limites. En plus d'allusions quelque peu racistes émises à l'encontre des indigènes Miskitu¹⁷⁹, la relation entretenue entre ces derniers et les entreprises coloniales britanniques en Moskitie se borne généralement à des interactions politiques unilatérales, assurant aux colons anglais un maintien sécurisé dans la région¹⁸⁰.

Plutôt que de se concentrer sur les particularités propres à chaque catégorie d'acteurs (colons et indigènes), ce chapitre tente de relever l'importance de leurs relations d'interdépendance. La région est ainsi comprise comme le théâtre d'interactions particulières, liant et opposant indigènes miskitus et colons britanniques. Celles-ci conditionnent les structures politiques de chacune des parties pour permettre le maintien de relations de négociation et compréhension mutuelles par le biais de l'institutionnalisation de régimes politiques et juridiques mutuels compatibles. À la lumière des particularités économiques, politiques et sociales propres liant et conditionnant les interactions entre indigènes et colons, celles-ci apparaissent comme structurées par une combinaison de dynamiques locales, régionales et impériales. En d'autres termes, les contraintes écologiques locales de l'acajou, liées à des impératifs impériaux résultants de la signature en

¹⁷⁸ Naylor, *Penny ante imperialism*, 210.

¹⁷⁹ Naylor, 218.

¹⁸⁰ Naylor, 210.

métropole de traités internationaux, poussent de fait colons britanniques et indigènes miskitus à modifier mutuellement leur structure politique au travers d'interactions propres, garantissant ainsi une exploitation optimale de cette ressource naturelle et une amélioration de leurs conditions sociales et économiques¹⁸¹.

La compréhension de l'évolution du champ des possibles de certains protagonistes œuvrant au sein de l'environnement de la Moskitie du début du XIX^e siècle permet ainsi de mieux les inscrire dans un environnement commun partagé. L'objet d'étude de ce chapitre particulier n'est pas Poyais à proprement parler. Plutôt, il s'agit ici de comprendre les particularités historiques économiques, politiques et sociales régionales, raisons ayant poussé un acteur généralement omis, le roi miskitu George Frederic, à permettre la fondation même d'un embryon de projet poyaisien. À la lumière d'une analyse des liens d'interactions dialectiques liant et opposant populations indigènes et coloniales avant et pendant l'allocation d'une concession territoriale à MacGregor, celle-ci émerge alors de la disruption de ce terrain d'entente particulier.

2.2 George Frederic : l'entente de la Moskitie

La Côte des Miskitus (ou Moskitie) s'étend du littoral sud-est de l'actuel Nicaragua au littoral est du Honduras. La région forme ainsi un triangle grossier reliant le lagon de Bluefields au cap Camaron, en passant par le Cap Gracias a Dios. Au-delà des plus de 550 kilomètres de plages de sable blanc et de mangroves, interrompues de multiples lagons protégés par des bancs de sable, de vastes savanes parfois marécageuses laissent progressivement place à des jungles denses. Composées d'une luxuriante végétation, des cèdres y côtoient occasionnellement de hauts acajous isolés. Au loin trônent des montagnes pouvant culminer à plus de 1 000 mètres¹⁸².

La Moskitie du début du XIX^e siècle est habitée de nombreuses tribus indigènes. Dispersés au travers de la région, quatre principaux groupes tribaux (subdivisés en de multiples tribus) se différencient principalement par leur langue, distribution géographique et filiation ethnique. Les Sumu, descendant essentiellement des populations aborigènes issues des côtes septentrionales de l'actuelle Colombie, habitent pour la plupart l'intérieur des terres. Le sud de la Côte est principalement occupé par les Rama, de descendance aborigène similaire. Groupe de loin le plus important, les Miskitus occupent essentiellement la région entourant le Cap Gracias a Dios. Ayant apparemment recueilli à plusieurs reprises les survivants

¹⁸¹ Ce raisonnement s'inscrit dans une démarche similaire à celles proposées par certains travaux d'écologie politique. Voir notamment : Susanna B. Hecht, *The scramble for the Amazon and the « Lost paradise » of Euclides da Cunha* (Chicago: University of Chicago Press, 2013); Paul Robbins, *Political Ecology: A Critical Introduction*, 2^e éd. (Chichester, U.K.; Malden, Mass.: J. Wiley & Sons, 2012), 1-100, 231-44; Molly A. Warsh, « A Political Ecology in the Early Spanish Caribbean », *The William and Mary Quarterly* 71, n° 4 (2014): 517-48; Jessica Dempsey, « Tracking Grizzly Bears in British Columbia's Environmental Politics », *Environment and Planning A: Economy and Space* 42, n° 5 (mai 2010): 1138-56.

¹⁸² Naylor, *Penny ante imperialism*, 19-22.

de navires négriers échoués au large de leurs côtes, un métissage s'est graduellement opéré entre indigènes et esclaves africains naufragés, résultant en une filiation métisse ethnique caractéristique (dénommée Zambo). Du fait d'être installés en bordure de mer, les Miskitus incarnent des partenaires de choix pour les diverses incursions européennes dans la région. Au fil des contacts entretenus avec les colons britanniques, ces diverses sous-tribus se sont progressivement sédentarisées et unies au sein d'une tribu commune, leur permettant ainsi d'acquérir une supériorité militaire indéniable sur les autres groupes ethniques de la région. Les armes (mousquets) obtenues par le biais d'échanges marchands répétés avec des représentants britanniques ou espagnols sont d'ailleurs à l'origine de leur gentilé (Miskitu). Finalement, les Paya (ou Poyas), relativement peu nombreux, forment un groupe linguistiquement isolé composé autant de populations zambo qu'aborigènes. Ils occupent les terres alentour de Black River, près du cap Camaron (nord de la Moskitie)¹⁸³.



Figure 12: La Moskitie (Naylor 1989).

¹⁸³ Eduard Conzemius, *Ethnographical survey of the Miskito and Sumu Indians of Honduras and Nicaragua* (Washington: Government Printing Office, 1932); Eduard Conzemius, « Les tribus indiennes de la Côte des Mosquitos », *Anthropos* 33, n° 5/6 (septembre 1938): 910-43.

Visitée pour la première fois en 1502 par Christophe Colomb lors de son quatrième et dernier voyage¹⁸⁴, la Moskitie fait depuis l'objet de multiples incursions européennes. Officiellement territoire sous domination espagnole, la région est surtout le théâtre de différentes tentatives d'établissement de colonies anglaises. Considérant toutefois la région comme peu attractive du fait de l'absence apparente de ressources minières, les couronnes espagnole et anglaise portent peu d'intérêt à y établir des colonies permanentes. De ce fait, la Moskitie attire une succession d'entreprises privées. Menés par Robert Rich, duc de Warwick, des puritains s'installent par exemple en 1632 sur la petite île de Providence, au large de Bluefields. Souhaitant reproduire l'expérience de la *Massachusetts Bay Company*, l'entreprise est alors conduite sous l'égide de la *Providence Island Company*. Malheureusement pour ses promoteurs, la compagnie coloniale ne parvient à recruter suffisamment de candidat-e-s à l'émigration, nombre de puritain-e-s anglais-es préférant entrevoir la Nouvelle Angleterre comme lieu de refuge de prédilection¹⁸⁵. En 1732, une colonie dirigée par un certain William Pitt s'établit à Black River, à l'embouchure du fleuve éponyme (aussi appelé Rio Tinto). L'entreprise s'étend progressivement à l'ensemble de la Moskitie, comprenant en 1757 plus de 150 âmes blanches, propriétaires en tout de plus de 800 esclaves¹⁸⁶. Des suites de la guerre de l'Oreille de Jenkins (1739-1748), voyant s'affronter flottes britannique et espagnole pour la maîtrise du commerce caribéen, Whitehall impose d'ailleurs à la colonie de Pitt la mise en place d'une superintendance entre 1749 et 1787. Le gouvernement de Sa Majesté entrevoit en effet un intérêt militaire et politique face aux velléités espagnoles à tirer avantage d'une colonie composée de citoyen-ne-s britanniques déjà installé-e-s dans la région¹⁸⁷.

L'entreprise menée par Pitt, un ancien bûcheron de campêche ayant fait fortune en Honduras britannique (Belize), se concentre essentiellement autour de trois commerces distincts : la chasse à la tortue, la cueillette de salsepareille et le bûcheronnage d'acajou. La tortue est recherchée pour les écailles de sa carapace, surtout destinées à la marqueterie et ébénisterie européenne de luxe¹⁸⁸. Une sorte de vigne réputée pour ses vertus médicinales contre la syphilis¹⁸⁹, la salsepareille constitue, dès 1769, le deuxième produit le plus

¹⁸⁴ Washington Irving, *The life and voyages of Christopher Columbus*, éd. par John Harmon McElroy, The Complete works of Washington Irving 11 (Boston: Twayne Publishers, 1981), 461-68.

¹⁸⁵ Naylor, *Penny ante imperialism*, 29; Karen Ordahl Kupperman, *Providence Island, 1630-1641: the other Puritan colony* (Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 1993).

¹⁸⁶ Sonia Bennett Murray, *They Came to Belize, 1750-1810: Compiled from Records of Jamaica, the Mosquito Shore, and Belize at the British & Belize National Archives* (Baltimore: Clearfield, 2017), 10.

¹⁸⁷ Frank Griffith Dawson, « William Pitt's Settlement at Black River on the Mosquito Shore: A Challenge to Spain in Central America, 1732-87 », *The Hispanic American Historical Review* 63, n° 4 (novembre 1983): 677-706.

¹⁸⁸ « On Horn and Tortoiseshell », *Transactions of the Society, Instituted at London, for the Encouragement of Arts, Manufactures, and Commerce* 52, n° 2 (1838): 343-47.

¹⁸⁹ Patrick Wallis, « Exotic Drugs and English Medicine: England's Drug Trade, c. 1550-c. 1800 », *Social History of Medicine* 25, n° 1 (février 2012): 31, 33; Gregory J. Higby et John Scarborough, « A Literature Review of Sarsaparilla », *Pharmacy in History* 31, n° 2 (janvier

exporté (en termes de valeur à l'exportation) de Black River. Tirés d'estimations produites notamment par Craig Revels, retraçant l'évolution des exportations de Black River sur la base de pamphlets rédigés au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle par des colons de Moskitie, ces données démontrent surtout l'importance progressive prise par le commerce de l'acajou dans la région. Dès 1760, l'exportation de ce bois constitue en effet le revenu le plus important de la colonie¹⁹⁰ :

Year	Mahogany		Sarsaparilla		Turtle Shell		Other	Total
	feet	value (£)	lbs.	value (£)	lbs.	value (£)	value (£)	(£)
1750	500,000	n.a.	40,000	n.a.	5,000	n.a.	-	27,000
1757	200,000	5,000	120,000	12,000	6,000	3,000	7,500	27,500
1761	446,000	5,575	150,000	7,500	12,600	3,150	7,092	23,317
1763	650,000	n.a.	110,000	n.a.	8,000	n.a.	1,500	n.a.
1769	789,000	19,737	195,300	17,902	9,600	3,840	22,319	61,048
1786	1,000,000	15,000	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Tableau 1: Exportations de Black River, 1750-1786 (Revels 2002)

Ce bois particulier est, depuis la deuxième moitié du XVIII^e siècle, graduellement perçu à Londres comme un produit particulièrement recherché. Il est apprécié et valorisé autant pour la confection de navires qu'au sein des producteurs de cabinets de curiosités ou de mobilier¹⁹¹. Admiré pour sa robustesse, ses attributs esthétiques et sa structure permettant d'y sculpter des motifs et formes complexes en font progressivement un matériau de distinction. Son accession au statut de bois luxueux est confirmée par son introduction dans les ateliers de Thomas Chippendale. Ébéniste londonien réputé, une première publication en 1754 de nombreux plans de meubles regroupés au sein d'un ouvrage faisant office de collection de brevets lui permet d'affirmer, au sein du marché du mobilier londonien, la prédominance de styles gothique, chinois ou rococo. L'adoption de ces modes spécifiques, constituées de styles complexes très chargés, repose de fait essentiellement sur la robustesse de bois exotiques utilisés pour rendre possible l'existence des extravagances des conceptions ou gravures les

1989): 91-92; J. Worth Estes, « The European Reception of the First Drugs from the New World », *Pharmacy in History* 37, n° 1 (janvier 1995): 7-8.

¹⁹⁰ Craig S. Revels, « Timber, Trade, and Transformation: a Historical geography of Mahogany in Honduras » (PhD Thesis, Louisiana State University, 2002), 100.

¹⁹¹ Jennifer L. Anderson, « Nature's Currency: The Atlantic Mahogany Trade and the Commodification of Nature in the Eighteenth Century », *Early American Studies: An Interdisciplinary Journal* 2, n° 1 (2004): n. 3; Jennifer L. Anderson, *Mahogany: the costs of luxury in early America* (Cambridge Mass.; London: Harvard University Press, 2012).

conditionnant¹⁹². Bien que les modèles et croquis mis en avant par Chippendale dans ses brevets ne mentionnent pas les spécificités des bois utilisés dans ses ateliers, la réalisation de ceux-ci ne peut être implicitement assurée sans l'utilisation de matériaux tels que l'acajou. Seules ses caractéristiques cosmétiques et surtout structurelles peuvent en effet contenir les importantes gravures et sculptures envisagées par l'artiste.

Afin de pallier une telle demande, une importante exploitation prédatrice des ressources d'acajou se met d'abord en place dans les Antilles, notamment en Jamaïque, considérées comme abritant des arbres de meilleure qualité. Surexploités par une déprédation systématique, l'épuisement local de cette ressource pousse ainsi la colonie de Pitt à progressivement prendre une place relativement importante dans ce commerce transatlantique¹⁹³. Une partie non négligeable de l'historiographie traitant du cas de la Moskitie assume toutefois que les premières formes de pénétrations coloniales dans la région seraient essentiellement menées dans le but d'y exploiter les ressources de campêche endémique, un bois utilisé dans l'industrie textile métropolitaine pour sa teinture rouge¹⁹⁴. Des suites de la baisse d'attractivité qu'aurait connue ce matériau à la suite de la découverte de l'aniline dans le courant de la première moitié du XIX^e siècle¹⁹⁵, ces entreprises se seraient simplement reconverties vers l'exploitation de l'acajou. Pourtant, comme le démontre Karl Offen par une étude biogéographique, le campêche ne pousse pas en Moskitie. En effet, poussant dans les sols marécageux et calcaires du Belize ou de la péninsule du Yucatan, le climat semi-aride de la Moskitie rend son exploitation impossible¹⁹⁶. De fait, la mise en place d'entreprises extractivistes de ressources d'acajou locales semble de fait constituer le socle essentiel des diverses activités coloniales dans la région.

Du fait de la nature fondamentalement privée de ces pénétrations coloniales britanniques en Moskitie, ces dernières ne peuvent compter sur un soutien effectif du *Colonial Office* (secrétariat d'État à la guerre et aux colonies) ou, plus généralement, du gouvernement britannique dans son ensemble. Il arrive parfois à la couronne britannique d'intervenir localement, de manière opportune, en envoyant des émissaires ou des troupes (p. ex. envoi d'un superintendant).

¹⁹² Thomas Chippendale, *The Gentleman and Cabinet-Maker's Director* (London: Printed for the author, 1754); James Walvin, *Slavery in Small Things: Slavery and Modern Cultural Habits* (Chichester: Wiley Blackwell, 2017), 82-89; Akiko Shimbo, *Furniture-Makers and Consumers in England, 1754-1851: Design As Interaction*, *The History of Retailing and Consumption* (Farnham, Surrey: Routledge, 2015), 31-39; Wallace Brown, « The Mosquito Shore and the Bay of Honduras during the Era of the American Revolution », *Belizean Studies* 18, n° 2/3 (1990): 44.

¹⁹³ David Alan Gilmour Waddell, *British Honduras: A Historical and Contemporary Survey* (London, New York: Oxford University Press, 1961), 7-27.

¹⁹⁴ M Titford, « The long history of hematoxylin », *Biotechnic & Histochemistry* 80, n° 2 (janvier 2005): 75.

¹⁹⁵ WT Johnston, « The discovery of aniline and the origin of the term "aniline dye" », *Biotechnic & Histochemistry* 83, n° 2 (janvier 2008): 83.

¹⁹⁶ Karl H. Offen, « British Logwood Extraction from the Mosquitia: The Origin of a Myth », *Hispanic American Historical Review* 80, n° 1 (2000): 113-35.

Toutefois, la nature de ces interventions formelles est variable. Les pratiques et modes de prise de décision internes de la bureaucratie et de l'administration des *British Foreign* et *Colonial Offices* de la fin du XVIII^e siècle étant, à la base, constitués de réseaux et de relations de travail relativement informelles, les personnalités des individus nommés au sein de ces bureaux gouvernementaux jouent en effet un rôle fondamental dans la construction de dynamiques administratives et décisionnelles internes. Consécutivement, les décisions prises à Londres d'intervenir formellement en Moskitie peuvent varier non seulement en forme (p. ex. intervention militaire, nomination d'un superintendant, évacuation forcée des colonies britanniques, non-intervention), mais aussi en fonction des différentes intentions ou motivations des individus à la tête de ces agences gouvernementales¹⁹⁷.

Au sein d'un tel environnement, les indigènes de la Côte des Miskitus semblent participer, de façon intégrale, à la construction, le maintien ou la perturbation d'un équilibre commercial et colonial. La stabilité relative et le maintien de la colonie de Pitt sont en effet rendus possible par la mise en place d'un système d'accommodation et d'interdépendance liant colons et populations indigènes. En ce sens, la situation semble relativement similaire aux dynamiques décrites par Richard White. Étudiant la pénétration coloniale française dans le Pays d'en Haut (région des Grands Lacs nord-américains), White comprend le succès initial de colons français à maintenir, entre 1650 et 1815, une présence coloniale durable et sécurisée comme résultant d'une meilleure gestion des relations d'accommodation, négociation et de compréhension entre indigènes algonquiens et colons, au sein d'un espace conceptuel que l'auteur nomme « *middle ground* » (traduit ici sous la dénomination « terrain d'entente »). Au cœur de ce système, Européens et indigènes nord-américains doivent, de façon réciproque, ajuster leurs différences en persuadant leurs interlocuteurs de prendre en compte les pratiques et valeurs de l'autre partie. Ainsi, au sein de cet environnement social et politique particulier, dans lequel les colons ne peuvent ni diriger, ni ignorer les indigènes, de nouvelles pratiques et relations d'équivalence de pouvoir – plutôt que de dominance – émergent¹⁹⁸.

Toutefois, cette forme particulière de coexistence n'est pas la résultante de choix volontaires décidés par chacune des parties. Le film *Enemy Mine* met en scène l'existence d'une coexistence pacifique, amicale, empli d'un amour fraternel interespèce entre le terrien Willis Davidge et l'extraterrestre Jeriba Shigan, initialement ennemis, combattant l'un contre l'autre dans une guerre intergalactique. Cette entente émerge toutefois de la cohabitation forcée sur une

¹⁹⁷ Naylor, *Penny ante imperialism*, 211-12; D. Murray-Young, *The Colonial Office in the Early Nineteenth Century*, uncorrected proof copy (London: Longmans, 1961), 1-2; Muriel Evelyn Chamberlain, *Pax Britannica?: British Foreign Policy, 1789-1914* (London: Longman, 1988), 13-14.

¹⁹⁸ Richard White, *The middle ground: Indians, empires, and republics in the Great Lakes region, 1650 - 1815*, 16^e éd., Cambridge studies in North American Indian history (Cambridge: Cambridge University Press, 2006), iv-xvi, 50-53; Philip J. Deloria, « What Is the Middle Ground, Anyway? », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, 63, n° 1 (janvier 2006): 15-17.

planète habitée de prédateurs féroces¹⁹⁹. De manière similaire, le système de négociation pratiqué au sein de la Moskitie apparaît finalement comme s'imposant à chacun des protagonistes par des impératifs environnementaux et des modifications structurelles de leur réalité politique et sociale respective et partagée. Du fait que leurs entreprises émanent essentiellement d'incitations entrepreneuriales privées, les colons britanniques nécessitent la mise en place d'un cadre sécurisé permettant, sur la base d'une relation pacifique établie avec les indigènes, la création et le maintien de leurs activités économiques dans la région. Puisque la présence d'un soutien militaire formel contre la menace potentielle que représentent des incursions indigènes est erratique et dépendante du bon vouloir des calculs politiques effectués à Whitehall, les colons britanniques présents dans la région doivent ainsi s'assurer qu'une cohabitation pacifique avec les populations indigènes peut être garantie. Les populations indigènes, quant à elles, évoluent au sein d'un environnement social et économique ayant drastiquement changé des suites des premières incursions européennes du XVI^e siècle. En effet, l'arrivée de premières générations de colons dans la région est accompagnée de maladies²⁰⁰. La succession de diverses épidémies, notamment de variole, a en effet eu un impact sociodémographique important dans les régions caribéennes et d'Amérique centrale. Celles-ci ont de fait été combinées à des pratiques de fragilisation des conditions de vie et de réseaux familiaux et claniques indigènes par la mise en place par les premières entreprises coloniales espagnoles de systèmes d'exploitation économique spécifiques (p. ex. *encomienda*)²⁰¹.

La mise en place de relations entretenues avec des protagonistes coloniaux issus notamment de la colonie de Pitt permet toutefois aux communautés Miskitus d'entrevoir une opportunité d'améliorer leur propre monde social et économique. De manière similaire aux dynamiques mises en lumière par White, les mécaniques de négociation en Moskitie sont en effet fondamentalement entreprises, relancées et approuvées par l'échange de cadeaux spécifiques pouvant profiter à chacune des parties. En plus d'être mentionnée dans les récits de voyages de différents témoins d'époque²⁰², Robert Hodgson, l'un des superintendants britanniques de la colonie de Black River, atteste effectivement de cette pratique. Il indique, dans une note rédigée en 1774, la nature d'une importante cargaison de cadeaux livrée au roi miskitu George I²⁰³. D'une valeur de £ 45 – ce qu'il considère comme constituant les offrandes les plus chères

¹⁹⁹ Wolfgang Petersen, *Enemy Mine* (Twentieth Century Fox Film Corporation, 1985).

²⁰⁰ Bryan Edwards, *Poyais: an account of the British settlements on the Musquito Shore* (London: COL, 1773), 10.

²⁰¹ Livi-Bacci, « The Depopulation of Hispanic America after the Conquest », 208-13; Newson, *The cost of conquest*.

²⁰² Edwards, *Poyais*, 6-7; George Henderson, *An Account of the British Settlement of Honduras: Being a Brief View of Its Commercial and Agricultural Resources, Soil, Climate, Natural History, &c. To Which Are Added Sketches of the Manners and Customs of the Mosquito Indians, Preceded by the Journal of a Voyage to the Mosquito Shore ...* (London: C. & R. Baldwin, 1809), 144.

²⁰³ Robert Hodgson, « Memorandum of presents delivered to George King of Mosquito Shore Indians » (9 décembre 1774), D(W)1778/V/307, Staffordshire County Record Office, Stafford.

jamais livrées au souverain indigène²⁰⁴ – la cargaison comprend du sel (un baril), des meules à grain, du rhum (120 gallons), et divers produits manufacturés britanniques. Ceux-ci incluent notamment des chapeaux de différents types, des mouchoirs de poche (un peu moins de 50 mètres de mouchoirs écossais, et plusieurs en lin), et des rubans. Le chargement contient également un nombre important de produits métalliques, tels que huit pots en fer, 65 sabres d'abordage, douze haches de bûcheronnage et moins d'une centaine de couteaux. La métallurgie du fer n'étant pas une technologie maîtrisée par les populations indigènes au moment des différentes pénétrations coloniales européennes sur le continent américain²⁰⁵, ce type de cadeaux constitue certainement une offrande d'une valeur relativement importante pour le représentant de ces communautés indigènes. Le fait que les contacts répétés avec une présence coloniale européenne aient pu, par effet d'acculturation comme relevé par Potthast, progressivement pousser l'adoption d'un mode de consommation proche de celui du « gentleman » anglais au sein de groupes indigènes²⁰⁶ permet aussi de mieux comprendre l'attrait exprimé pour les autres produits manufacturés britanniques.

Le superintendant fait également parvenir à George I plusieurs fusils, de la poudre à canon, ainsi que des munitions. L'acquisition d'armes permet de fait aux indigènes Miskitus d'asseoir une supériorité militaire sur d'autres tribus de la région autant d'un point de vue effectif (par des raids armés) que symbolique (par l'éventualité de mener des raids armés²⁰⁷). Les prisonniers capturés lors d'attaques militaires sont alors offerts ou échangés comme esclaves aux colons britanniques. Par ce biais, les Miskitus émergent comme puissance indigène politiquement et militairement dominante dans la région. Asservissant leurs opposants, ils parviennent à s'imposer progressivement tels les seigneurs d'une majorité des tribus aborigènes de la Moskitie. Leur permettant de se différencier lors d'échanges commerciaux locaux, ils semblent ainsi consécutivement consolider leur rôle en tant que partenaire commercial britannique principal²⁰⁸.

En contrepartie, la livraison ponctuelle de tributs de valeur garantit aux membres de la colonie de Pitt une certaine sécurité contre de potentielles attaques autant d'indigènes miskitus, que de leurs tribus vassales. Il arrive même parfois que des alliances militaires temporaires, liant indigènes miskitus et milices britanniques de Black River, se forment. Par exemple, un bataillon conjointement constitué de volontaires britanniques et indigènes remporte une écrasante victoire lors de la bataille de San Juan de 1780. Celle-ci vise notamment à repousser une quelconque présence espagnole aux alentours du lac Nicaragua²⁰⁹.

²⁰⁴ Ce montant équivaut, selon certaines estimations, à plus de £ 5 300 (valeur en 2017) : Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

²⁰⁵ Dorothy Hosler, « Ancient West Mexican Metallurgy: A Technological Chronology », *Journal of Field Archaeology* 15, n° 2 (1988): 191-217; Theodore A. Wertime, « The Beginnings of Metallurgy: A New Look », *Science* 182, n° 4115 (1973): 880.

²⁰⁶ Potthast, *Die Mosquitoküste*, 165.

²⁰⁷ Helms, « The Cultural Ecology of a Colonial Tribe », 80.

²⁰⁸ Naylor, *Penny ante imperialism*, 45.

²⁰⁹ Dziennik, « The Miskitu, Military Labour, and the San Juan Expedition of 1780 ».

L'alliance établie avec les Miskitus constitue également une garantie essentielle à la bonne marche de l'économie négrière sur laquelle reposent toutes les activités commerciales de Black River. L'importante population d'esclaves de la colonie est en effet astreinte à la cueillette de salsepareille ou à la chasse à la tortue, mais surtout à l'exploitation ardue d'acajou. Opéré de manière saisonnière, le bûcheronnage de cet arbre particulier est généralement mené par un colon britannique, dirigeant un *gang* constitué d'environ cinquante esclaves²¹⁰. Il arrive toutefois, de manière récurrente, que nombre d'entre eux tentent d'échapper à leur condition pour rallier un bastion espagnol, l'Espagne promettant à tout esclave recueilli de lui rendre sa liberté. En accord avec les liens établis avec les colons de Black River, des escadrons miskitus se chargent alors de traquer et rapporter les esclaves récalcitrants localisés sur leurs terres²¹¹.

Finalement, le maintien, le développement et la culture d'un tel terrain d'entente permettent aussi – et surtout – la mise en place d'un système d'information économique bien particulier. L'écologie de l'acajou impose des contraintes matérielles bien spécifiques et particulières à son exploitation à l'état sauvage²¹². En effet, cette essence pousse de façon naturellement éparpillée au sein de forêts souvent très denses²¹³. Par ailleurs, plusieurs dizaines d'années sont nécessaires pour qu'un spécimen atteigne une taille adulte adéquate à son abattage²¹⁴. Au fait de leur environnement²¹⁵, les indigènes miskitus constituent ainsi les meilleurs fournisseurs d'information quant à la localisation de ressources d'acajou sur leur propre territoire – comme le suggèrent des récits d'aventuriers établis dans la région²¹⁶. De surcroît, ils semblent accoutumés à l'extraction de l'acajou, un matériau utilisé pour la confection de leurs propres embarcations²¹⁷.

Plutôt que de constituer une tribu homogène, renforcée politiquement et militairement par des contacts prolongés avec une quelconque présence coloniale britannique, l'existence des Miskitus comme communauté sociale politiquement et culturellement structurée est un produit d'interactions répétées

²¹⁰ Revels, « Timber, Trade, and Transformation », 32-50; Chaloner et Fleming, *The Mahogany Tree* (Liverpool: Rockliff and son, 1850), 40-44.

²¹¹ Karl H. Offen, « Creating Mosquitia: mapping Amerindian spatial practices in eastern Central America, 1629–1779 », *Journal of Historical Geography* 33, n° 2 (avril 2007): 268-69.

²¹² Il faudra attendre le début du XXe siècle pour voir apparaître les premières plantations d'acajou, précédemment irréalisable sans compréhension scientifique de son écologie. Pour des indications bibliographiques à ce sujet, voir : Anderson, « Nature's Currency », n. 27.

²¹³ Anderson, *Mahogany*, 5.

²¹⁴ Hsiang-Hua Wang et Frederick N. Scatena, « Regeneration After Hurricane Disturbance of Big-Leaf and Hybrid Mahogany Plantations in Puerto Rico », in *Big-leaf mahogany: genetics, ecology, and management*, éd. par Ariel E. Lugo, Julio C. Figueroa, et Mildred Alayón, Ecological studies, v. 159 (New York: Springer, 2003), 237-60.

²¹⁵ Roy Ellen et Holly Harris, « Introduction », in *Indigenous Environmental Knowledge and Its Transformations: Critical Anthropological Perspectives*, éd. par Roy Ellen, Peter Parkes, et Alan Bicker (London: Routledge, 2006), 1-31.

²¹⁶ Voir par exemple : John Wright, *Memoir of the Mosquito Territory, as Respecting the Voluntary Cession of it to the Crown of Great Britain* (London: J. Hatchard, 1808), 25, 29-30.

²¹⁷ Kendra McSweeney, « The Dugout Canoe Trade in Central America's Mosquitia: Approaching Rural Livelihoods Through Systems of Exchange », *Annals of the Association of American Geographers* 94, n° 3 (septembre 2004): 642.

entretenues avec une quelconque présence britannique dans la région. Comme l'illustrent Mary Helms ou Linda Newson²¹⁸, les fragilisations de structures démographiques, économiques et sociales survenues à la suite des premiers contacts européens, combinées à la mise en place de premières formes de collaboration avec certains colons britanniques, forcent certains groupes indigènes, jusque-là nomades, à se sédentariser près des lieux où des échanges commerciaux et symboliques issus de la mise en place progressive de terrains d'entente. Ainsi, ces interactions poussent à la mise en place d'une organisation sociale spécifique. En tant que groupe politiquement, socialement et culturellement organisé, les Miskitus semblent en effet constituer ce que Helms nomme une « tribu coloniale », définie et structurée par sa relation de codépendance avec les colons britanniques²¹⁹. Issue donc des chamboulements démographiques, économiques, sociaux et culturels vécus par divers groupes indigènes par suite des premières incursions européennes dans la région, la hiérarchie politique même des Miskitus émerge comme le produit de relations entre indigènes et colons.

Comme le démontre Michael Olien, les quatre groupes tribaux indigènes principaux de la Moskitie (Sumu, Miskitu, Paya, Rama) sont chacun structuré autour d'une hiérarchie quasi aristocratique bien définie, ayant à leur tête une lignée de chefs reconnus. Ainsi, les Paya du nord sont gouvernés par un « général ». Les populations Sumu et Rama du sud sont divisées en deux groupes distincts, dirigés respectivement par un « gouverneur » et un « amiral »²²⁰. Les offrandes reçues permettent à ces aristocraties distinctes, ainsi qu'à leurs sujets, de profiter économiquement et socialement des échanges établis avec ces étrangers²²¹. Les offrandes faites au roi miskitu ne restent ainsi pas entre ses mains. Plutôt, elles sont immédiatement réparties entre les différents représentants des principaux groupements miskitus, permettant ainsi aux diverses élites indigènes régionales d'assumer et affirmer leur position hiérarchique en distribuant, au sein de leur propre communauté, les tributs acquis.

Au centre de cette répartition territoriale politique et ethnique se trouve le roi. Siégeant au Cap Gracias a Dios, il s'affiche comme un chef issu d'une longue lignée de souverains²²². Toutefois, le terrain d'entente liant colons et Miskitus est à l'origine même de la position de roi indigène. Comme l'indique notamment James Warren Springer, dans une étude illustrant la malléabilité dans l'application du droit foncier européen dont font preuve les colons nord-américains dans leur relation avec des populations indigènes, la dénomination d'un chef tribal (p. ex. *sachem*) constitue souvent un choix établi par les populations locales pour représenter une figure unique à leurs interlocuteurs

²¹⁸ Helms, « The Cultural Ecology of a Colonial Tribe »; Helms, « Of Kings and Contexts »; Helms, « Miskito Slaving and Culture Contact »; Newson, *The cost of conquest*, 276-84.

²¹⁹ Helms, « The Cultural Ecology of a Colonial Tribe ».

²²⁰ Olien, « General, Governor, and Admiral ».

²²¹ Noveck, « Class, Culture, and the Miskito Indians ».

²²² Olien, « The Miskito Kings and the Line of Succession ».

étrangers²²³. De la sorte, le pouvoir d'un souverain indigène Miskitu apparaît comme différent de celui d'un quelconque équivalent européen. Plutôt, des figures telles que George I (1755-1776), George II (1777-1800) ou George Frederic (1816-1824) incarnent ce que Alida Metcalf décrit, pour le cas des premières incursions coloniales au Brésil, un « *go-between*²²⁴ ». Un-e acteur-riche actant en tant qu'intermédiaire culturel reconnu par deux groupes *a priori* antagonistes, ces intermédiaires spécifiques permettent, en tant qu'interlocutrice unique, de faciliter les communications nécessaires à la bonne conduite de négociations. Traduisant non seulement la langue, mais également les pratiques sociales et culturelles des parties engagées dans des pratiques de cohabitation, des individus tels que Pocahontas, Sacagawea (interprète et guide de Lewis et Clark) ou Malitzin/*La Malinche* (maîtresse de Hernán Cortés) – figures aujourd'hui souvent mythifiées²²⁵ – servent ainsi d'intermédiaires privilégiés et surtout désignés et acceptés pour permettre une facilitation des relations entre indigènes et colons²²⁶.

Néanmoins, la particularité du terrain d'entente liant colons britanniques de Moskitie et indigènes miskitus est non pas, comme pour les cas mis en avant par Metcalfe, de choisir ponctuellement des interlocuteurs particuliers pouvant servir d'intermédiaires, mais plutôt la mise en place d'une véritable dynastie de médiateurs culturels. Les rois successifs de Moskitie sont en effet choisis dès leur naissance pour remplir ce rôle d'intermédiaire. Issus de la famille royale indigène, les jeunes princes sont accueillis par les colons britanniques, ces derniers leur offrant une éducation européenne²²⁷, financée souvent à grands frais. Le jeune Luttrell Tempest, pris en charge par le dernier superintendant britannique de la colonie de Black River, le colonel James Lawrie, est envoyé à Londres en 1787 pour parfaire son éducation. Une note de frais indique que les coûts liés à l'habillement du jeune prince (sans compter ceux liés à la traversée ou au logement), apparemment réglés par des bûcherons, s'élèvent, après quelques mois déjà, à plus de £ 9²²⁸ – équivalent à un peu moins de £ 1 100 en 2017²²⁹. Cette éducation permet non seulement l'apprentissage de l'anglais, de l'arithmétique, ou de l'histoire des mondes grec, romain et anglais²³⁰, mais surtout l'acquisition pour le futur monarque d'une maîtrise complète des codes culturels et sociaux pratiqués au sein des communautés de colons britanniques. À la suite du décès du roi en place, le prince lui succède, réintégrant la société indigène et

²²³ James Warren Springer, « American Indians and the Law of Real Property in Colonial New England », *The American Journal of Legal History* 30, n° 1 (1986): 31.

²²⁴ Alida C. Metcalf, *Go-betweens and the colonization of Brazil, 1500-1600* (Austin: University of Texas Press, 2005).

²²⁵ Voir notamment les représentations de ces figures dans les divers médias culturels contemporains suivants : Mike Gabriel et Eric Goldberg, *Pocahontas* (Buena Vista Pictures, 1995); Judy Chicago, *The Dinner Party*, 1979, mixed media, 1979, Brooklyn Museum; Neil Young et Crazy Horse, *Cortez the Killer*, Zuma (Reprise, 1975).

²²⁶ Metcalf, *Go-betweens and the colonization of Brazil, 1500-1600*, 3-4.

²²⁷ Naylor, *Penny ante imperialism*, 69, 75, 78, 133, 135, 141.

²²⁸ Bennett Murray, *They Came to Belize*, 362.

²²⁹ Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

²³⁰ Bennett Murray, *They Came to Belize*, 362.

devenant ainsi interlocuteur privilégié entre Miskitus et Britanniques. Constituant finalement plus une coalition de diverses ethnies, coordonnées et organisées en différents sous-groupes ayant chacun à leur tête un responsable politique, les Miskitus entrent alors en dialogue avec les colons britanniques par le biais de la voix unique du représentant officiel que constitue ce souverain miskitu. Ainsi, comme le décrivent Wolfgang Gabbert ou Mary Helms²³¹, le souverain miskitu est moins un véritable souverain qu'un représentant symbolique des élites politiques issues des différents sous-groupes tribaux locaux. Sa position sociale, politique, et matérielle (p. ex. cour royale, train de vie confortable, polygamie) dépend consécutivement et essentiellement des bonnes pratiques de négociation liant habitants locaux et colons.

Le terrain d'entente établi entre indigènes Miskitu et la colonie de Pitt parvient à se maintenir tant bien que mal tout au long du XVIII^e siècle. Toutefois, au lendemain des guerres d'indépendance nord-américaines, des impératifs internationaux viennent chambouler le cadre de ces interactions codifiées. En parallèle à la signature du traité de Paris de 1783, reconnaissant formellement l'indépendance des États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Espagne signent le traité de Versailles. Répartissant certaines possessions coloniales entre les deux empires (p. ex. Minorque et la Floride orientale à l'Espagne ; Gibraltar et quelques îles sucrières caribéennes à la Grande-Bretagne), le texte tolère également une présence britannique établie en Honduras britannique (Belize). Toutefois, celle-ci est conditionnée à la fois par une interdiction à tout colon britannique d'exploiter toute autre ressource de Moskitie que le campêche au sein d'une zone dûment délimitée. De plus, une évacuation des possessions britanniques « soit sur le continent espagnol, soit sur les îles quelconques, dépendantes du susdit continent espagnol » est requise²³². Sujette à diverses interprétations, cette dernière formulation est à l'origine du maintien d'une dispute entre les deux puissances au sujet de Black River. Interprétée comme ne se trouvant pas formellement sur le « continent » espagnol, aucune disposition destinée à son démantèlement n'est prise par une Grande-Bretagne entrevoyant le maintien de présences privées dans la région (Belize et Black River) comme d'un intérêt géostratégique potentiel²³³.

Craignant un alignement de l'Espagne sur l'alliance établie entre la France et les Provinces-Unies en 1785²³⁴, la Grande-Bretagne accepte néanmoins, en signant le traité de Londres de 1786, de reconnaître la pleine souveraineté de l'Espagne sur la Moskitie. De fait, Londres s'engage à évacuer la colonie de Pitt. En contrepartie, les zones d'exploitation forestière du Honduras britannique sont non seulement étendues, mais permettent aussi désormais le bûcheronnage de

²³¹ Gabbert, « "God Save the King of the Mosquito Nation!" », 85; Helms, « Of Kings and Contexts ».

²³² *A collection of all the Treaties of Peace, Alliance, and Commerce between Great-Britain and Other Powers*, vol. 3 (London: J. Debrett, 1785), 375-82.

²³³ Frank Griffith Dawson, « The Evacuation of the Mosquito Shore and the English Who Stayed Behind, 1786-1800 », *The Americas* 55, n° 1 (juillet 1998): 67.

²³⁴ Frans Grijzenhout, « La fête révolutionnaire aux Pays-Bas (1780-1806). De l'utopie à l'indifférence », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 326 (décembre 2001): 108.

l'acajou²³⁵. Au grand dam des colons de Moskitie, l'intervention du gouvernement britannique, forçant l'évacuation de Black River en 1787²³⁶, ébranle de fait les pratiques interactionnelles pratiquées localement. Ce sont en effet plus de 430 colons blancs, propriétaires conjointement d'un peu moins de 1 800 esclaves²³⁷, qui doivent quitter la Moskitie. Alors que certains d'entre eux se résignent à se rendre à Londres, la Jamaïque, voire les Bahamas, la grande majorité de ces évacués accompagnés de plus de 1 670 esclaves, débarquent à Belize²³⁸.

L'opération d'évacuation de la Moskitie, inspectée par des représentants espagnols, voit ainsi la population blanche et d'esclaves du Honduras britannique se tripler soudainement²³⁹. La colonie bélizienne réussit toutefois, tant bien que mal, à intégrer ces nouveaux citoyens, malgré l'éclatement de divers conflits²⁴⁰. Surtout, elle parvient à intégrer le savoir-faire établi de longue date par les colons de Black River portant sur les règles de négociation entretenues jusque-là avec les indigènes miskitus. Dans un premier temps, les opérations d'abattage d'acajou se concentrent effectivement au sein des limites fixées par la convention de 1786. D'une envergure bien plus importante en raison de l'explosion du nombre de bûcherons provenant de Black River, celles-ci sont toutefois très rapidement violées. Dès 1796 déjà, un rapport des autorités espagnoles du Yucatan dénonce une extension illégale des activités forestière béliziennes hors des zones établies par le traité de Londres²⁴¹. Alors qu'un établissement formel et permanent d'envergure en Moskitie est désormais quasi impossible²⁴², la région représente néanmoins toujours un dépôt de ressources d'acajou de valeur. Ces incursions se fondent essentiellement sur une temporalité saisonnière, suivant le cycle de vie de l'acajou²⁴³.

L'échec de l'Espagne à installer une présence coloniale durable en Moskitie, évacuant ses dernières positions de la région en 1800²⁴⁴, laisse le champ libre aux bûcherons du Honduras britannique. Ainsi, la Côte des Miskitus incarne progressivement pour les Béliziens une « frontière creuse », pour reprendre un

²³⁵ Clive Parry, éd., « Convention between Great Britain and Spain, signed at London, 14 July 1786 », in *The consolidated treaty series*, vol. 50 (Dobbs Ferry NY: Oceana Publications, 1969), 47-51.

²³⁶ Dawson, « The Evacuation of the Mosquito Shore ».

²³⁷ Bennett Murray, *They Came to Belize*, 105-7.

²³⁸ Dawson, « The Evacuation of the Mosquito Shore », 68; Bennett Murray, *They Came to Belize*, 118-24.

²³⁹ Cette estimation se fonde sur une comparaison opposant le nombre de réfugié-e-s débarqué-e-s à Belize en 1787 à un recensement sommaire effectué en 1790. Ces données ont été précieusement relevées par Sonia Bennett Murray. Voir : Bennett Murray, *They Came to Belize*, 266-71.

²⁴⁰ Naylor, *Penny ante imperialism*, 67-69; Bennett Murray, *They Came to Belize*, 155-56.

²⁴¹ Robert Arthur Humphreys, *The diplomatic history of British Honduras, 1638-1901* (London, New York: Oxford University Press, 1961), 14-15.

²⁴² Une petite centaine de colons britanniques reçoit l'autorisation de rester en Moskitie. Voir : Dawson, « The Evacuation of the Mosquito Shore ».

²⁴³ Humphreys, *The diplomatic history of British Honduras*, 17-18.

²⁴⁴ William S. Sorsby, « Spanish Colonization of the Mosquito Coast, 1787-1800 », *Revista de Historia de América*, n° 73/74 (janvier 1972): 145-53.

terme développé par James Preston ²⁴⁵. Retraçant le développement démographique et économique de l'État brésilien de Sao Paulo durant l'entre-deux-guerres, Preston nomme *hollow frontier* (frontière creuse) le phénomène dénotant l'extension d'activités agricoles prédatrices aux alentours de la cité brésilienne, sans toutefois observer d'établissements permanents de population. De manière similaire, nombre de bûcherons béliziens pénètrent petit à petit, en accord avec les pouvoirs miskitus, les forêts de Moskitie, sans jamais toutefois s'y installer de façon permanente. Finalement, le soulèvement madrilène du Dos de Mayo en 1808 opposé à l'occupation française de Joseph Bonaparte convainc les Béliziens de la fin d'une quelconque menace espagnole dans la région. Les bûcherons du Honduras britannique décident alors de (re-)formaliser les liens clandestins entretenus jusque-là avec les indigènes miskitus. Ils se chargent ainsi de prendre en charge l'éducation jamaïcaine de George Frederic, digne descendant de la lignée royale Miskitu. En 1816, une cérémonie de couronnement est même organisée à Belize, désignant le jeune indigène comme nouveau roi de Moskitie²⁴⁶.

2.3 Bennett : une oligarchie bélizienne

Le Honduras britannique est fondé dans le courant du xvii^e siècle à la suite de l'installation de quelques boucaniers britanniques repentis dans le bûcheronnage de bois de campêche. De manière similaire à la colonie de Pitt établie en Moskitie, elle se maintient essentiellement par des activités économiques se tournant progressivement de l'extraction du campêche vers celle des riches ressources d'acajou régionales. Ses habitant-e-s ne répondent formellement à aucun des pouvoirs impériaux européens. Néanmoins, la colonie se trouve toutefois souvent au centre de conflits diplomatiques opposant Grande-Bretagne et Espagne au sujet d'une quelconque reconnaissance diplomatique de souveraineté dans la région. Ainsi, dès la signature du traité de Paris de 1763, la colonie constitue une entreprise privée dont la présence est, sous conditions, formellement tolérée sur le sol espagnol. Ce constat est d'ailleurs successivement confirmé par les traités de Versailles (1783) et de Londres (1786). Ce dernier impose néanmoins à la colonie la résidence d'un superintendant représentant lâchement les intérêts de la couronne britannique, en charge de superviser notamment l'arrivée de colons évacués de Moskitie. Suivant la signature de la Paix de Bâle de 1796 entre la France révolutionnaire et l'empire espagnol (divisant de fait la première coalition européenne opposée à la constitution de la première République française), l'Espagne lance en 1798 un assaut contre la petite île bélizienne de St. George's Caye. Elle motive essentiellement son intervention par un non-respect apparent des pratiques de bûcheronnage britanniques dans la région, dépassant les limites fixées par les précédents traités. Soutenues apparemment par leurs esclaves, les milices béliziennes parviennent à repousser les forces espagnoles. À l'abri

²⁴⁵ Preston E. James, « The Changing Patterns of Population in São Paulo State, Brazil », *Geographical Review* 28, n° 3 (1938): 353-62.

²⁴⁶ Naylor, *Penny ante imperialism*, 77-78.

depuis d'une quelconque intervention espagnole sur ses terres, le Honduras britannique se développe au sein d'une zone souveraine grise, se trouvant *de jure* sur sol espagnol tout en étant occupé *de facto* par des colons privés britanniques. Cette situation perdure tout au long du XIX^e siècle, Londres refusant apparemment d'y imposer une souveraineté britannique formelle pour des raisons diplomatiques. Le Honduras britannique sera finalement officiellement incorporé à l'empire britannique, en tant que colonie officielle de la couronne en 1871²⁴⁷.

De la deuxième moitié du XVIII^e siècle jusqu'à son intégration formelle à l'empire britannique, le Honduras britannique est, comme l'illustrent Nigel Bolland et Robert Naylor, gouverné par une oligarchie composée essentiellement de riches bûcherons et commerçants d'acajou, siégeant dans la petite ville de Belize²⁴⁸. Une oligarchie est un système politique contrôlé par une élite qui, par une concentration de richesses entre ses propres mains, peut se garantir un accès privilégié à des positions de pouvoir politique. Celle-ci se dote également – et surtout – des seuls moyens et ressources lui permettant de défendre et d'avancer ses propres intérêts²⁴⁹. Ce groupe de riches et puissants commerçants et exploitants d'acajou à la tête de la colonie contrôle de fait autant les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire béliziens. Consécutivement à la constitution d'un tel dispositif de contrôle des institutions locales, cette élite peut se réserver un contrôle exclusif non seulement sur les exportations de ressources d'acajou en direction de Londres, mais également l'ensemble des importations issues du commerce transatlantique et antillais du Honduras britannique²⁵⁰.

Étudiant la capacité de cette oligarchie à se maintenir politiquement au lendemain de l'abolition de l'esclavage imposé localement dès 1838, Bolland décrit le maintien d'un tel positionnement politique et économique dominant par la mise en place d'un système de contrôle social des populations de travailleur-se-s de couleur nouvellement « libres » par l'allocation de crédits et l'imposition de formes de trocs²⁵¹. Plutôt que d'imposer un contrôle des moyens de production de son économie locale autour d'une maîtrise de l'accès à la terre (généralement le cas pour des colonies de relative grande envergure telles que la Jamaïque), l'élite commerciale et politique bélizienne est en effet capable d'endiguer de quelconques contestations politiques par une mise en quasi-esclavage de sa force de travail par la multiplication de dettes détenues en ses mains. Bolland brosse ainsi un portrait fascinant, mettant en lumière les stratégies financières déployées, au lendemain de l'abolition de l'esclavage, par une élite locale

²⁴⁷ Nigel Bolland offre un beau résumé de l'histoire politique, sociale et économique du Honduras britannique. Voir : O. Nigel Bolland, *The Formation of a Colonial Society: Belize, From Conquest to Crown Colony* (Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1977).

²⁴⁸ Bolland; Naylor, « British Commercial Relations with Central America », 92.

²⁴⁹ Jeffrey A. Winters, *Oligarchy* (Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 2011), xiii.

²⁵⁰ Bolland, *The Formation of a Colonial Society*, 43-44.

²⁵¹ O. Nigel Bolland, « Systems of Domination after Slavery: The Control of Land and Labor in the British West Indies after 1838 », *Comparative Studies in Society and History* 23, n° 4 (1981): 591-619.

cherchant à maintenir son statut politique. L'auteur stipule néanmoins, sans sources particulières, que ce système particulier de contrôle des modes de production locaux trouve son origine dans des pratiques déjà préexistantes, sans pour autant en expliquer ses particularités²⁵².

Comme tente de le démontrer cette partie de la thèse, l'oligarchie du Honduras britannique au début du XIX^e siècle se maintient essentiellement par le biais d'une maîtrise et appropriation des réseaux de financements locaux et transatlantiques du commerce de l'acajou. Le fait que les bûcherons commerçants d'acajou les plus riches de la colonie contrôlent les trois pouvoirs principaux de la colonie, à savoir la magistrature (exécutif), l'assemblée des habitants (législatif) et la *Grand Court* (judiciaire) s'explique en effet essentiellement par leur capacité à maîtriser l'ensemble des mouvements de capitaux locaux, doublée par la mise en place d'un système de clientélisme politique fondé sur l'achat de protections juridiques individuelles. Ainsi, l'influence exercée sur les structures et hiérarchies politiques de la colonie du Honduras britannique par cette élite commerciale et financière – et donc politique – lui permet la mise en place d'un contrôle du mode de production spécifique à l'exploitation régionale de l'acajou. De ce fait, l'oligarchie du Honduras britannique, en tant que corps politique et économique constitué, contrôle autant les débouchés du commerce que les canaux d'approvisionnement de capitaux nécessaires à son financement international. Surtout, cet entre-soi de bûcherons s'assure de l'exclusivité de toutes les relations extérieures aux frontières officielles du Honduras britannique. Ceci lui permet ainsi de non seulement représenter ses propres intérêts dans ses diverses interactions avec le tissu commercial et politique londonien, mais surtout de se réserver l'accès aux sources d'acajou de Moskitie en s'appropriant, pour elle-même, la relation privilégiée la liant au roi miskitu en place.

La magistrature du Honduras britannique regroupe les principales figures de cette élite de l'acajou. Cet organe, composé de sept membres élus annuellement par l'assemblée des habitants, fait office de pouvoir exécutif. Il est responsable d'implanter et de suivre les diverses décisions prises en réunions publiques, mais surtout de gouverner la colonie. L'année de la signature par George Frederic de la concession accordant Poyais à MacGregor, la magistrature est composée de John W. Wright, George Gibson, Thomas Frain, Thomas Paslow, John Wright R. N. et Charles Craig²⁵³. Par la suite – du moins jusqu'à l'année 1825 – ses membres sont remplacés annuellement sur la base d'un principe apparent de rocade électorale. Leurs remplaçants se nomment Charles Evans, James Colquhoun, Manfield W. Brown, Thomas Iles, Edward Meighan, James Hyde, William Gentle, David Betson, Thomas Pickstock, Jno. S. August ou William Hall²⁵⁴. Les membres de la magistrature ne peuvent être que des colons blancs, de descendance britannique, ayant une « propriété visible » d'au moins £JM 500

²⁵² Bolland, 606.

²⁵³ *The Honduras Almanack* (Belize: authority of the Legislative Assembly, 1828), 126.

²⁵⁴ *The Honduras Almanack*, 126-31.

(livres jamaïcaines²⁵⁵)²⁵⁶. En tant qu'importants propriétaires d'esclaves, ces magistrats semblent ainsi tous impliqués dans le commerce et l'exploitation de ressources d'acajou. Certains d'entre eux (James Hyde, William Gentle et Thomas Paslow) font d'ailleurs partie, selon un recensement effectué en 1820, de certains des plus importants détenteurs de main-d'œuvre négrière (plus de cinquante esclaves)²⁵⁷.

Un magistrat en particulier émerge comme figure singulière de la colonie : Marshall Bennett. À l'exception d'une brève absence entre les années 1821 et 1822, lors de laquelle il quitte le territoire pour des raisons professionnelles (il est alors remplacé par John W. Wright)²⁵⁸, il est le seul magistrat réélu systématiquement chaque année pour l'ensemble de la période ici considérée. Membre le plus constant de la magistrature bélizienne, il est surtout l'individu le plus riche de la colonie. Bien que sa fortune exacte ne puisse être exactement estimée, celle-ci peut néanmoins être évaluée sur la base du nombre de ses esclaves. Lors des différents recensements démographiques de la colonie (effectués en 1816, 1820 et 1823), Bennett ressort systématiquement comme le propriétaire d'esclaves le plus important. Ils lui dénombrent respectivement 211, 250 et 243 individus. En comparaison, les autres magistrats, également à la tête d'exploitations ayant un nombre relativement important d'esclaves, le suivent de loin²⁵⁹. Certains inventaires successoraux béliziens permettant d'estimer la valeur moyenne d'un esclave aux alentours de £JM 225²⁶⁰. Le capital économique de Marshall Bennett semble ainsi bien plus élevé que celui des autres magistrats. Au fil de ses différentes législatures, Bennett semble également parvenir à concentrer une importante part de la force de travail négrière de la colonie. Alors que le nombre d'esclaves détenus en Honduras britannique entre 1806 et 1823

²⁵⁵ Selon *Le cambiste universel* de Patrick Kelly, et comme l'atteste une lettre de créance provenant d'un fonds d'archives du Belize, £ 100 équivalent à £JM 140. Voir : Patrick Kelly, *Le cambiste universel, ou Traité complet des changes, monnaies, poids et mesures, de toutes les nations commerçantes et de leurs colonies*, vol. 1 (Paris: Bossange frères, J. P. Aillaud, 1823), 246; James Hyde, « Recorded by desire of Lewis Evans Williams attorney to Inglis Ellice & Co » (4 juillet 1821), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁵⁶ John Alder Burdon, éd., *Archives of British Honduras*, vol. 2 (London: Sifton Praed & Co, 1931), 127.

²⁵⁷ Voir la retranscription du recensement de 1820 effectuée par Sonia Bennett Murray : Sonia Bennett Murray, *The first parish register of Belize, 1794-1810, and the first four censuses, 1816-1826* (Baltimore, Md: Clearfield, 2010), 87-112.

²⁵⁸ Mansfield Bowen, Thomas Iles, et Charles Evans, « meeting of magistrates » (8 avril 1821), Meeting of Magistrates 1820-1821, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁵⁹ Par exemple, pour l'année 1816, les deuxièmes plus gros propriétaires d'esclaves (120 individus) se nomment James et George Hyde. Voir : Bennett Murray, *The first parish register of Belize*.

²⁶⁰ Par exemple, l'inventaire établi en 1822 des suites du décès de John Coatquelvin fixe la valeur de ses esclaves comme allant de £JM 0 et £JM 300 selon son âge, sexe, condition physique et expérience de travail. Voir : Marshall Bennett et William Gentle, « Inventory and appraisement of the estate and effects of the late John Coatquelvin » (13 juillet 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Henderson, *An Account of the British Settlement of Honduras*, 60; Bolland, « Systems of Domination after Slavery », 602.

baisse d'environ 30 % (passant de 3 626 à 2 468 individus), et que celui des propriétaires d'au moins cinquante esclaves diminue par la même occasion (passant de dix-sept à huit), la quantité d'esclaves détenus par Bennett reste relativement stable²⁶¹.

D'autres propriétaires d'esclaves importants ne font toutefois pas partie de cet entre-soi de riches bûcherons d'acajou. Par exemple, Grace Tucker Anderson, héritière du domaine de Alexander Anderson et personne de couleur libre, se trouve être – à la suite d'un parcours de vie singulier, romancé de manière libre mais historiquement précise par Zee Edgell²⁶² – à la tête d'un domaine obtenu de son ancien mari en 1820. Elle devient alors propriétaire de plus de 110 esclaves, employés pour la plupart dans des activités d'extraction d'acajou²⁶³. Néanmoins, le règlement local conditionne toute nomination à la magistrature sur la base d'une appartenance à une descendance purement anglo-saxonne²⁶⁴, ce qui n'est évidemment pas le cas d'une ancienne esclave telle qu'Anderson.

La position politique de ces magistrats leur permet également de se réserver certains privilèges assurant de fait le maintien, voire le développement d'une position économique favorable. En premier lieu, cette oligarchie semble avant tout constituer un lieu d'entraide entre ses membres. Quand un magistrat – passé ou présent – doit s'absenter de la colonie, la surveillance et l'exploitation de son domaine personnel (ou ceux à sa charge) sont alors déléguées auprès d'un autre magistrat²⁶⁵. De plus, les membres de la magistrature ont la prérogative de devoir traiter toute procédure de liquidation de domaine de colons ou descendant-e-s de colons établis en Grande-Bretagne. Par exemple, John Wright est engagé par Louise Hill, établie à Londres, en tant qu'agent chargé de la revente du domaine de son défunt père John Emmons Hill dont elle ne veut être propriétaire²⁶⁶. Alors responsables d'établir l'inventaire de tels domaines, les magistrats obtiennent de fait une information privilégiée quant à l'estimation de la valeur des biens relevés. Par leur position, ils acquièrent ainsi un avantage en vue d'une potentielle

²⁶¹ « Census 1806 », 1806, Censuses, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Bennett Murray, *The first parish register of Belize*.

²⁶² Zee Edgell, *Time and the river*, Caribbean writers series (Oxford ; Portsmouth, NH: Heinemann, 2007).

²⁶³ Emory King, *Slavery in Belize: A Family Affair* (Belize City: Tropical Books, 1999), 3-4, 8-9.

²⁶⁴ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:127.

²⁶⁵ Mansfield Bowen, « Proceed by desire of William Walsh, Clarissa Paslow and Mansfield W Bowen » (25 avril 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Charles Evans, « Recorded by desire of Marshall Bennett » (17 janvier 1823), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Mansfield Bowen, « Recorded by desire of John W Wright, William Walsh, Francis H Meighan, Clarissa Paslow and Mansfield Bowen as exec to Estate » (25 avril 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁶⁶ Louise Hill, « Recorder by desire of John Wright » (5 juillet 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

acquisition de tels domaines. Par exemple, Bennett rachète en 1822, pour un montant de £ 3 000, le domaine de deux héritières établies dans le Somerset²⁶⁷.

Cette magistrature est aussi à la tête du pouvoir judiciaire de la colonie²⁶⁸. Séparée en trois cours particulières (*Grand, Petty, et Slave Courts*), la plus importante d'entre elles est la *Grand Court*. Ouverte lors de sessions trimestrielles, celle-ci est présidée par des magistrats assistés d'un jury composé de treize citoyens sélectionnés dans une liste d'élus en réunions d'habitants²⁶⁹. À la lumière de ces registres, la *Grand Court* constitue avant tout un organe judiciaire réglant des affaires civiles, la plupart de nature commerciale. Un *plaintiff* (partie civile) y accuse généralement un *defendant* (accusé) pour des cas liés soit au non-respect de clauses contractuelles établies entre deux parties ; à la reconnaissance officielle et publique de procédures d'affranchissement d'esclave²⁷⁰ ; et surtout de manquements de paiement de dette. Il arrive parfois²⁷¹ à la cour de se saisir de cas d'atteinte à l'honneur, d'injures et autres crimes graves définis par les textes de lois regroupés initialement par William Burnaby en 1765. Ceux-ci ont d'ailleurs progressivement été amendés et agrandis pour constituer une forme de *Common Law* de la colonie dénommée « code Burnaby », publié pour la première fois en 1809²⁷².

Dans une écrasante majorité de cas portés devant la *Grand Court*, le jury et les magistrats jugent les affaires en faveur du *plaintiff*. Comme le démontre le cas *Sproat v. France*, ce fonctionnement semble être toutefois intrinsèquement lié au système judiciaire de la colonie. Le 31 octobre 1822, George Sproat accuse Alexander France d'avoir vendu des billots d'acajou sans son consentement exprès. Bien que France ait effectivement été engagée par Sproat pour se charger du transport de trois troncs depuis son exploitation de la rivière Manatee (au sud de Belize) jusqu'à un centre de tri et de mesure de billots situé à Belize, le *plaintiff* l'accuse d'avoir vendu le produit de son exploitation de manière illégale au grossiste Wright & Young. S'attendant à un jugement en sa défaveur, France

²⁶⁷ Luisa Hamilton Bourke et Emma Mary Clifford Bourke, « Recorder by desire of Marshall Bennett » (1 octobre 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁶⁸ Naylor, *Penny ante imperialism*, 69, 77.

²⁶⁹ William Burnaby, *Regulations for the Better Government of His Majesty's Subjects in the Bay of Honduras*, éd. par William Hunt (London: T. Gillet, 1809), 12-13.

²⁷⁰ Au sein d'une économie fondée essentiellement sur une main-d'œuvre négrière, ce genre d'affaire relève ainsi de problématiques commerciales.

²⁷¹ Par exemple, sur 101 cas présentés lors de la session d'octobre de l'année 1822, la *Grand Court* traite de 96 (95 %) cas ayant un lien direct avec des questions de commerce (essentiellement des règlements de dette), quatre (3,9 %) cas ayant un lien indirect avec des questions de commerce (libération ou violences faites à l'encontre d'esclaves, atteintes à l'honneur) et un (0,99 %) cas relevant apparemment d'une juridiction pénale (agression contre un autre colon) : « Grand Court Oct 1822-Jun 1823 » (octobre 1822), Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁷² Burnaby, *Regulations*; Naylor, *Penny ante imperialism*, 56; Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:ix. Il est intéressant de noter que la publication du code Burnaby en 1809 émane d'un mandat attribué à William Hunt, l'un des secrétaires judiciaires de la colonie, par la magistrature pour « mettre de l'ordre » dans un système légal fondé sur nombre d'écrits mal organisés et emplis de manques dus à des pertes de documents.

implore les jurés de fixer le montant des réparations pécuniaires de manière suffisamment raisonnable pour qu'il puisse lui-même, lors de la prochaine session de la *Grand Court*, récupérer cette dépense lors d'un procès qu'il intentera contre Sproat²⁷³. Bien qu'aucune « contre-attaque » de France n'ait été retrouvée dans les archives judiciaires du Honduras britannique, et du fait que les décisions de la cour ne puissent apparemment officiellement faire l'objet d'appel, il semble que celles-ci, comme le démontrent les menaces proférées par France, puissent être remises en cause soit par le biais de procès successifs, soit par un règlement à l'amiable successif.

Ce que semble surtout démontrer la typologie de cas juridiques présentés devant cette plus haute instance légale du Honduras britannique est l'apparente quasi-absence d'affaires portant sur des crimes violents. Il arrive parfois de tomber sur des mentions indiquant l'existence de violences – absolument atroces – commises à l'encontre d'esclaves. La magistrature, soit par le biais de décisions de justice ou de ses propres réunions, considère généralement ces actes comme insignifiants ou, sur la base de rapports médicaux effectués par le médecin de la colonie, le Dr Young²⁷⁴, d'une importance suffisante pour en notifier le superintendant. Néanmoins, le nombre de violences physiques faites par des colons à l'encontre de leurs concitoyens semble maigre. Plutôt que de conclure prématurément à l'existence d'une coexistence pacifique liant l'ensemble d'habitants n'ayant finalement que des différends de nature commerciale, un cas particulier semble mettre en lumière l'existence d'un complexe système de contrôle social institué et monopolisé par les représentants de la magistrature.

Le 16 septembre 1822, le jury d'une cour spéciale, présidée par trois magistrats, déclare Frederick Bowen coupable d'injures et de mise en danger de la vie de Marshall Bennett. Lors de ce procès, six témoins, dont au moins deux magistrats, accusent le prévenu d'avoir suivi et menacé Bennett dans la rue tout en affirmant haut et fort qu'il « ne serait pas contre lui plonger un couteau dans le corps²⁷⁵ ». Jugé coupable, Bowen est condamné à trois mois de prison, à une peine pécuniaire de £JM 100, et au versement d'une caution d'au moins £JM 400. Au terme de ses trois mois d'emprisonnement, les créiteurs de Bowen (dont les magistrats Bennett et Gibson) lui accordent l'annulation de toutes ses dettes personnelles et le versement de la caution, à condition qu'il quitte le Honduras britannique pour les États-Unis. Réticent, le condamné accepte néanmoins l'arrangement²⁷⁶. Quelques années auparavant, Bowen est pourtant un individu entretenant une bonne relation avec la magistrature. Il est même parfois engagé,

²⁷³ « Sproat George versus France Alexander » (31 octobre 1822), Grand Court Oct 1822 -Jun 1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁷⁴ William Gentle, Thomas Iles, et Thomas Wright, « meeting of magistrates » (30 janvier 1822), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁷⁵ « Special Court: The King versus Frederick Bowen » (16 septembre 1822), Summary Court 1821-1828, Belize State Records and Archives Service, Belmopan. (Traduction de l'auteur.)

²⁷⁶ Young & Wright et al. à Frederick Bowen, « Recorded by desire of Frederick Bowen », novembre 1822, Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

en tant qu'officier de police, comme homme de main des magistrats. Il va même jusqu'à violenter certains habitants pour des faits réprimandables au bon vouloir de certains magistrats. Au cours de l'année 1818, Bowen est par exemple accusé par un certain Thomas Osburn de l'avoir agressé physiquement et arrêté sans mandat. Bowen est toutefois innocenté par un jury découvrant fortuitement, lors du procès, qu'un mandat avait en fait bel et bien été émis à l'encontre d'Osburn par des magistrats ayant apparemment omis de mentionner l'existence du document²⁷⁷.

Homme de main, Bowen devient en l'espace de quelques années l'ennemi à « éliminer » de Bennett. Maîtres à la fois des pouvoirs exécutifs et judiciaires, les magistrats, Bennett en tête, semblent surtout contrôler un système légal parallèle et informel, décourageant une grande majorité d'habitants de contrevenir aux règles et usages établis dans la colonie – surtout si cela implique une quelconque accusation portée à l'encontre des magistrats. Bien que les raisons personnelles poussant Bowen à développer une haine viscérale à l'encontre de Bennett restent floues, ce cas illustre les moyens pouvant être mobilisés contre quiconque s'oppose à l'ordre établi. Ceux-ci combinent à la fois procédure légale formelle d'un jugement officiel et système de règlement de contentieux plus informel, liés essentiellement à des questions de dette et pouvant aller jusqu'au bannissement d'un individu indésirable. Cet ordre particulier, incarné en l'occurrence par une figure telle que Bennett, contre laquelle s'est retourné – à ses dépens – Bowen, semble ainsi reposer partiellement sur d'importantes relations de pouvoir liant habitant-e-s bélizien-ne-s à des magistrats contrôlant l'ensemble des flux financiers liés au commerce de l'acajou.

L'exploitation de l'acajou s'opère de manière saisonnière. Débutant au cours du mois d'août, l'abattage d'arbres, s'opérant souvent dans des zones reculées, est suivi, entre avril et mai, par un acheminement des billots par voie fluviale lors de la saison des pluies²⁷⁸. Ne pouvant souvent compter sur un capital propre, nécessaire à la bonne conduite de leurs affaires en attendant de pouvoir revendre le produit de leur labeur (et de celui de leurs esclaves) à des grossistes, les propriétaires de petites exploitations ne peuvent souvent financer leur entreprise et le règlement de leurs frais courants que par le biais de crédits établis à relativement court terme. Pour ce faire, ceux-ci se tournent vers les individus les plus fortunés de la colonie, à savoir des magistrats tels que Bennett, Thomas Paslow, James Hyde ou Thomas Isles. Nombre de propriétaires obtiennent de ces derniers des prêts pour des sommes relativement importantes (allant de quelques dizaines à plusieurs milliers de livres jamaïcaines) leur permettant d'acquérir les liquidités nécessaires au maintien de leur activité²⁷⁹. Ces emprunts

²⁷⁷ « The king on complaint of Thomas Osburn » (septembre 1818), Summary Court, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁷⁸ Robert Arthur Naylor, « The Mahogany Trade as a Factor in the British Return to the Mosquito Shore in the Second Quarter of the Nineteenth Century », *The Jamaican Historical Review* 7 (1967): 44.

²⁷⁹ Par exemple, voir : Catherine Grizzle et James Hyde, « Recorded by desire of Catherine Grizzle » (11 avril 1818), Private Records 1819-1820, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Thomas Isles et Martha Slusher, « Mortgage » (26 juin 1819), Private

sont généralement divisés en obligations, sans taux d'intérêt particuliers définis, pour une durée allant de quelques mois à deux ou trois années selon le montant avancé. Ces titres sont hypothéqués sur le domaine de l'emprunteur, ou sur un certain nombre de ses esclaves. Ainsi, si l'exploitant venait à ne pouvoir rembourser sa dette, sa propriété ou sa force de travail viendraient à être saisies au profit du prêteur.

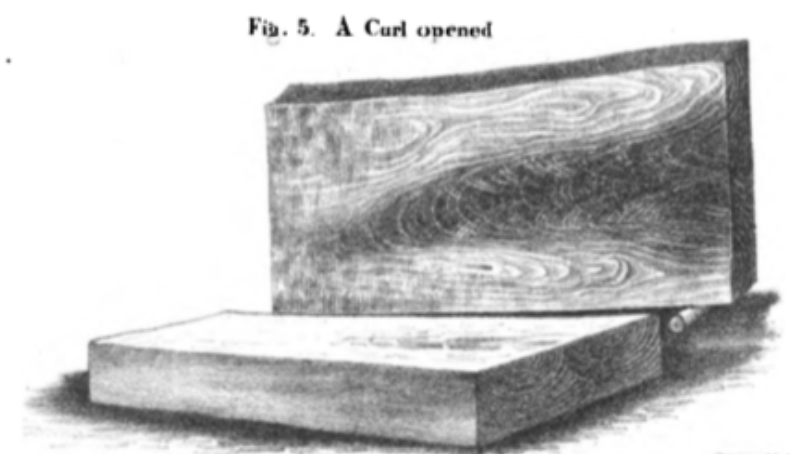


Figure 13: Bille d'acajou (Chaloner and Fleming 1850).

La multiplication de l'allocation de tels crédits par les magistrats constitue une certaine forme de contrôle sur les pratiques de bûcheronnage de la colonie. Imposant un endettement sur des exploitants livrant finalement le produit de leur travail aux mêmes individus leur ayant alloué un crédit, l'oligarchie bélizienne est alors en position de diriger, ou du moins d'influer fortement sur le mode de production de l'exploitation de l'acajou. En effet, certains magistrats occupent le rôle d'acheteur et exportateur exclusifs de troncs à destination de la Grande-Bretagne. Le magistrat Wright est, par exemple, à la tête de la firme Wright & Young, en charge de racheter les billots d'acajou aux exploitants de la colonie en vue d'un acheminement vers la Grande-Bretagne²⁸⁰. En tant qu'allocataires principaux des capitaux nécessaires à l'exploitation de ressources naturelles de la colonie, les magistrats s'assurent ainsi de l'exclusivité d'un approvisionnement en billots d'acajou nécessaires à la bonne marche de leurs propres affaires.

Records 1819-1820, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Thomas Paslow et Catherine Griszel, « Mortgage » (3 juillet 1821), Private Records 1821-1822, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Thomas Barnes Brick et Marshal Bennett, « This Indenture » (4 octobre 1821), Private Records 1821-1822, Belize State Records and Archives Service, Belmopan. Un nombre important de documents de ce type a pu être identifié. Toutefois, une analyse plus détaillée et systématique de ces créances serait indéniablement souhaitable, voire indispensable.

²⁸⁰ « Sproat George versus France Alexander »; *The Honduras Almanack*, 188-89.

Endettés auprès des magistrats, plusieurs exploitants se voient proposer d'engager un de ces riches propriétaires comme représentant légal. Par exemple, le 16 avril 1823, Grace Tucker Anderson nomme Thomas Isles :

[...] my true and lawful attorney revocable for me, in my name and to my use to ask, claim, demand, recover, take and receive of, and from all and singular such sum and sums of money whatsoever as never is, or at any times or times hereafter shall be due payable and belonging unto me, And also of all person, or persons whatsoever all and singular such other sum, and sums of money, salary, wages, goods, wares an merchandize, freight, profits, rents, and arrears of rent, debts dues, duties, claims, and demands whatsoever, which now is, or at any time or times hereafter shall be due, owing, payable and belonging unto me, by any ways or means, right or title whatsoever or giving and hereby granting, unto my said attorney his substitutes and assigns, all my authority and lawful power in the premises for receiving, recovering, compounding and discharging, the same as fully and effectually to all uses, intents and purposes as I might or possibly could do, being personally present, And acquittances, releases or any other discharges in law or equity required in my name to make, sign, seal and deliver and my person in any court or courts where my presence may be requisite and necessary to represent²⁸¹ [...]

Anderson n'est toutefois, de loin, pas la seule habitante à engager par contrat un magistrat de la sorte. En effet, nombre de commerçants, bûcherons d'acajou, ou simples habitant-e-s de la colonie engagent, à titre privé, des magistrats en tant qu'agent personnel. Engagés par la signature d'un contrat attesté par deux magistrats et enregistré au sein d'un registre central, ces mandataires se chargent de toutes les actions nécessaires à la bonne récupération de créances personnelles ; de l'ensemble de ses mouvements de capitaux et autres paiements ; ainsi que des représentations lors d'éventuelles procédures judiciaires²⁸².

Bien que la contrepartie obtenue du nouvel agent engagé ne soit pas mentionnée dans ces différents contrats, la multiplication de ce type de documents constitue en soi un outil financier potentiellement puissant pour les membres de l'exécutif bélizien. Se rémunérant probablement par le biais d'une commission sur les

²⁸¹ Grace Tucker Anderson, « Recorded by desire of Thomas Isles » (16 avril 1823), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁸² Voir par exemple : Amelia Arthurs, « Recorded by desire of John W Wright » (1 octobre 1823), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Archibald Colquhoun, « Recorder by desire of John Wright amd William Usher » (5 juillet 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Charles Evans, « Recorded by desire of Marshall Bennett » (17 janvier 1823), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Catherine Fanel, « Recorded by desire of Marshall Bennett and William Walsh » (9 octobre 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Edward Meighan, « Recorded by desire of J.S. August » (31 octobre 1822), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan. À nouveau, une étude plus systématique de ces documents permettrait indéniablement une meilleure compréhension de leur importance quantitative.

montants gérés, la mise en réseau d'une multitude de tels contrats entre les différents membres de la magistrature (un représentant peut, de son propre chef, nommer un substitut pour le remplacer) crée indirectement un système de paiement en main des mêmes personnes allouant déjà une grande partie des emprunts nécessaires au bon roulement de l'économie locale. De plus, engager un magistrat comme représentant légal potentiel peut en quelque sorte ressembler à une vente de protection légale. Accepter de se faire représenter par un individu en charge de rendre justice et de faire appliquer, avec un fort degré interprétatif, le cadre légal de la colonie peut certainement se révéler avantageux, quitte à délaisser un contrôle sur les mouvements de capitaux de son exploitation²⁸³. Consécutivement, la maîtrise d'un tel système de paiements par la magistrature semble constituer une technologie de contrôle économique et politique sur l'ensemble de la colonie. Un grand nombre d'habitant-e-s étant ainsi lié-e-s soit financièrement, soit contractuellement à un magistrat, il devient certainement difficilement envisageable de remettre en question les pratiques et décisions de la magistrature, ainsi que les propositions législatives ou de (ré-)élections présentées en réunions publiques.

L'imposition d'un tel contrôle politique, social et économique sur la colonie par les membres de la magistrature permet à ces derniers de se réserver l'exclusivité de la maîtrise d'un champ d'activité rendue de fait inaccessible au reste de la population : les affaires extérieures du Honduras britannique. Autant par leur position économique (exportateurs principaux d'acajou, allocataires de crédits aux petits et moyens exploitants) que politique, la forme que doit prendre le commerce de l'acajou de l'Amérique centrale constitue pour la magistrature une prérogative politique. De fait, ce sont les magistrats qui nomment l'un des leurs comme agent londonien en charge de représenter à la fois les intérêts économiques et politiques du commerce de l'acajou local²⁸⁴. Le 4 mars 1822, une réunion publique nomme ainsi John Young en tant qu'agent chargé de résider à Londres pour y représenter les intérêts de la colonie. À cette fin, l'assemblée décide de libérer un montant alloué annuellement de £ 300²⁸⁵. Le nouvel agent n'est autre que l'associé de John Wright, de la firme Wright & Young.

L'agent doit alors principalement s'assurer de la bonne réception et comptabilité des ventes de marchandises parvenues dans les ports londoniens²⁸⁶, et de l'envoi des effets de commerce destinés au paiement des exploitants du Honduras

²⁸³ En quelque sorte, ce système de vente de protection juridique semble quelque peu similaire aux activités de la mafia sicilienne, fondant son activité principale non pas sur l'extorsion, mais sur la vente de protection. Voir : Diego Gambetta, *The Sicilian Mafia: The Business of Private Protection* (Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1996).

²⁸⁴ Daniel Finamore, « "Pirate water": sailing to Belize in the mahogany trade », in *Maritime empires: British imperial maritime trade in the nineteenth century*, éd. par David Killingray, Margarette Lincoln, et Nigel Rigby (Woodbridge: The Boydell Press, 2004), 32.

²⁸⁵ « Public meeting » (4 mars 1822), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁸⁶ Voir par exemple les comptes d'une vente de cargaison d'acajou établie en 1821 pour le compte de Thomas Pickstock : Thomas Pickstock, « Recorded by desire of Thomas Pickstock » (18 décembre 1821), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

britannique. Young doit également se charger de coordonner, entretenir, et maintenir un réseau de marchands londoniens intéressés par les cargaisons d'acajou provenant du Honduras britannique. Alors que leurs noms pour la période couvrant la présente étude n'ont pour l'heure pas pu être formellement identifiés, ces commerçants impliqués dans le commerce de l'acajou centraméricain semblent constituer un groupe relativement restreint. Par exemple, des suites d'une discussion parlementaire britannique portant en 1826 sur une possible modification du tarif douanier préférentiel alloué à l'acajou bélizien, Young invite par exemple George Forsyth, Mr Angus, James et John Poingdestre et Mr Cox à se prononcer sur un possible message de soutien aux intérêts de la magistrature du Honduras britannique²⁸⁷.

Comme le démontre le cas de James et George Hyde, toute influence d'individus externes à ce régime politique particulier est exclue. Afin d'écouler sa production d'acajou locale à destination du marché anglais, la magistrature bélizienne est notamment en affaires avec une firme marchande londonienne nommée *Inglis, Ellice and Co*²⁸⁸. Celle-ci a à sa tête deux marchands-banquiers, John Inglis et Edward Ellice. Active principalement dans le marché de la fourrure nord-américaine, cette firme entretient toutefois quelques relations commerciales avec le Honduras britannique. À la suite du décès de John Inglis, et le départ consécutif d'Edward Ellice pour la *Hudson's Bay Company*²⁸⁹, le fils homonyme d'Inglis fonde une nouvelle société, *Inglis and Co*. Celle-ci a pour but de reprendre les affaires en cours de la société précédente. La nouvelle mouture de la *Hudson's Bay Company* bientôt dirigée par Ellice décourageant de fait le maintien d'affaires nord-américaines, la nouvelle société envisage alors apparemment de recentrer une partie des activités de la firme en Amérique centrale. Pour ce faire, elle entreprend alors de racheter les dettes de certains magistrats, en espérant par la même occasion diriger une partie des flux d'exportation des billots dans sa direction. Une fronde – Bennett en tête – se met alors en place contre les prétentions financières d'Inglis, contestant au sein du système judiciaire bélizien la validité des aspirations de la firme londonienne. Des procès opposant de riches marchands d'acajou locaux à Lewis Evans Williams, agent local de *Inglis and Co.*, sont notamment menés pour non-règlement d'effets de commerce²⁹⁰. Tous n'ont cependant pas la possibilité de suivre Bennett. À la suite de problèmes de liquidités en 1821, James Hyde reconfirme un contrat d'exclusivité pour la vente d'acajou provenant de son exploitation avec *Inglis and Co*. Par la même occasion, il lègue l'entière propriété, domaine et esclaves compris, à la société

²⁸⁷ « Belize », *The Honduras Gazette and Commercial Advertiser*, 19 août 1826.

²⁸⁸ « Bennett Marshall versus Hyde James and George » (30 octobre 1822), Grand Court Oct 1822 -Jun 1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

²⁸⁹ Ellice est à l'origine des négociations menant à la fusion de la Hudson's Bay Company avec la North West Company. Voir : James M. Colthart, « Ellice, Edward », *Dictionary of Canadian Biography* (Toronto: Université Laval/University of Toronto, 2003), http://www.biographi.ca/en/bio/ellice_edward_9E.html; « Bennett Marshall versus Hyde James and George ».

²⁹⁰ « Bennett Marshall versus Inglis Ellice & Co late concern of » (25 juin 1823), Grand Court Oct 1822 -Jun 1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

anglaise²⁹¹. Il devient ainsi, avec son frère George, un agent commercial de Inglis, en charge d'exploiter les ressources en acajou d'un domaine qui est à présent devenu celui du financier britannique. Nommés ainsi représentants de Inglis sur sol bélizien, comme en témoignent les procès intentés à leur encontre au sujet épineux du règlement d'effets de commerce²⁹², les Hyde deviennent subitement des parias locaux. Alors qu'il leur arrive d'être ponctuellement et individuellement élus magistrats avant 1821, aucun d'entre eux ne le sera plus par la suite²⁹³. Le nombre d'esclaves en leur possession diminue d'ailleurs d'environ un tiers entre 1820 et 1826²⁹⁴.

Bien plus qu'une technologie de contrôle économique, commercial, politique et social permettant à une oligarchie d'assurer la reproduction de son propre pouvoir²⁹⁵, la constitution d'un tel système de paiements est fortement conditionnée par le mode de fonctionnement même des conditions de négociation et de cohabitation définies avec – et partiellement par – les populations indigènes locales dès la fin du XVIII^e siècle déjà. Ce système de contrôle du système politique, financier et commercial maintenu sous l'autorité de la magistrature permet en effet aux bûcherons les plus riches de la colonie de se constituer en interlocuteurs uniques et privilégiés du roi miskitu, par qui les accès aux ressources naturelles d'acajou de Moskitie se négocient. Alors que la magistrature semble ainsi officiellement complètement délaissier toute intervention officielle hors du territoire du Honduras britannique délimité par la convention de Londres de 1786 – garantissant ainsi, du moins formellement, une forme d'irréprochabilité politique et diplomatique aux yeux de l'Espagne – la maîtrise du tissu commercial de l'acajou bélizien permet aux oligarques de s'arroger, de manière privée, l'exclusivité des interactions établies avec le roi miskitu. De fait, la magistrature reprend en charge, en 1805, l'éducation du jeune prince John, envoyé en Jamaïque « *to impress upon his mind the advantage of our alliance* »²⁹⁶. Ce sont également des caisses de la magistrature que proviennent les fonds nécessaires à l'achat des cadeaux destinés à être distribués, par l'intermédiaire du souverain indigène, aux différents représentants des communautés Miskitus²⁹⁷.

²⁹¹ James Hyde, « Recorded by desire of Lewis Evans Williams attorney to Inglis Ellice & Co » (18 janvier 1819), Private Records 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Hyde, « Recorded by desire of Lewis Evans Williams attorney to Inglis Ellice & Co », 4 juillet 1821.

²⁹² « Anderson Grace Tucker versus Hyde James & George » (octobre 1822), Grand Court Oct 1822 -Jun 1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; « Bennett Marshall versus Hyde James and George ».

²⁹³ *The Honduras Almanack*, 122-32.

²⁹⁴ Bennett Murray, *The first parish register of Belize*.

²⁹⁵ Bolland, « Systems of Domination after Slavery ».

²⁹⁶ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:79.

²⁹⁷ Burdon, 2:57, 84, 178.

2.4 Arthur : l'antiesclavagiste libéral

Le 17 janvier 1820, la magistrature bélizienne envoie un courrier au superintendant du Honduras britannique. Les auteurs y expriment leur inquiétude quant à l'épuisement progressif du réservoir d'acajou officiel et principal que représente jusqu'alors le territoire délimité par la convention de Londres de 1786²⁹⁸. Les bûcherons d'acajou semblent en effet relativement à l'étroit, comme semble en témoigner l'extension progressive de leurs activités au-delà des limites territoriales fixées entre la Grande-Bretagne et l'Espagne. En plus d'excursions temporaires effectuées en Moskitie avec l'aval des populations indigènes²⁹⁹, un rapport rédigé en 1814 par des colons béliziens espérant créer un précédent pour pousser l'Espagne à étendre les zones d'extraction forestière, indique notamment que l'exploitation d'acajou a été étendue jusqu'aux bords de la rivière Moho, bien au-delà des frontières sud de la colonie³⁰⁰.

Toutefois, comme l'illustre Keith Pluymers, un discours fondé sur la rareté de ressources naturelles – surtout forestières – peut, en sus ou en place d'un constat effectif, résulter d'une situation de stress au sein d'une écologie politique particulière³⁰¹. Étudiant l'expansion des activités coloniales métallurgiques de la *Virginia Company of London* vers la fin du xvi^e siècle, Pluymers décrit notamment les discours d'abondances sylvestres du Nouveau Monde des promoteurs de l'entreprise, mis en relation avec des descriptions de réservoirs forestiers métropolitains insuffisants, comme émanant principalement d'une nécessité pour le commerce forestier britannique de se démarquer au sein d'un marché atlantique concurrentiel. Plutôt qu'une véritable pénurie des ressources d'acajou, la baisse notable d'accès à ces ressources centraméricaines s'explique ainsi surtout par l'apparition, quelques années auparavant, d'un obstacle notoire. Le 28 octobre 1817, le colonel George Arthur, superintendant de Sa Majesté en Honduras britannique, interdit l'extension de toute concession de bûcheronnage sans son accord exprès³⁰². L'imposition d'une telle mesure, forçant par ailleurs les bûcherons à informer le superintendant de l'obtention ou l'exploitation de nouvelles concessions³⁰³, ne constitue qu'une tentative parmi d'autres mises en place par Arthur pour contrer un système politique local de distribution et de contrôle des flux commerciaux et financiers opéré par cette oligarchie de l'acajou.

Arthur est nommé au poste de superintendant pour le Honduras britannique en 1814³⁰⁴. Plutôt qu'un agent officiel envoyé par la couronne pour y faire respecter un cadre légal britannique, le rôle d'un superintendant bélizien consiste à principalement représenter les intérêts de Sa Majesté en tant qu'observateur³⁰⁵.

²⁹⁸ Burdon, 2:224.

²⁹⁹ Burdon, 2:57, 84, 178.

³⁰⁰ Humphreys, *The diplomatic history of British Honduras*, 15-16.

³⁰¹ Keith Pluymers, « Atlantic Iron: Wood Scarcity and the Political Ecology of Early English Expansion », *The William and Mary Quarterly* 73, n° 3 (juillet 2016): 389-426.

³⁰² Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:202.

³⁰³ Bolland, « Systems of Domination after Slavery », 601.

³⁰⁴ William Duke of Manchester (7 juillet 1814), GBR/0115/RCMS 270/25, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

³⁰⁵ Naylor, *Penny ante imperialism*, 77.

En effet, du fait que le Honduras britannique ne constitue pas une colonie sous régime légal britannique formel, sa présence est avant tout rendue possible par une tolérance des magistrats. En contrepartie, ceux-ci profitent de la position de ce dernier du fait qu'il incarne avant tout un canal de communication privilégié soit avec les autorités jamaïcaines (en charge de le nommer), soit avec le gouvernement de Sa Majesté (à qui il envoie des rapports réguliers). Les oligarques s'accordent toutefois à ponctuellement rappeler au superintendant, et donc à la Grande-Bretagne, de la primauté de leur propre régime légal et politique, comme le relève une tentative avortée d'imposer une certaine réforme du droit local par le lieutenant-colonel Alexander Mark Kerr Hamilton, l'un des prédécesseurs d'Arthur.



Figure 14: George Arthur (1887).

En 1807, Hamilton tente d'interdire à Marshall Bennett de renouveler son siège à la magistrature. Il l'accuse en effet d'inéligibilité du fait d'avoir été, en 1799, jugé coupable dans un procès l'opposant à un certain John Moss. Cependant, une réunion d'habitants avait consécutivement décidé d'annuler le verdict et, sur demande de Bennett, purger le procès-verbal du jugement du registre judiciaire – rendant de fait secrets les tenants du procès de 1799. Au début de l'année 1808, sous la pression du superintendant, l'affaire est néanmoins rejugée. Bennett est alors de nouveau innocenté. En fait, la nouvelle cour annule

purement et simplement le jugement de 1799, considérant ce dernier comme invalide du fait que, lors du vote du jury, l'un des jurés aurait manqué à l'appel puisque se trouvant aux toilettes. Sur la base de ce nouveau blanchiment de Bennett, la magistrature du Honduras britannique déclare la tentative de Hamilton d'évincer l'un des leurs – et non le moindre – comme insultante et dégradante envers les institutions légales et politiques de la colonie. Surtout, les agissements du superintendant sont perçus comme une attaque contre leurs « anciens usages et règlements » à laquelle une résistance sans relâche doit être constituée. En tant que représailles, les magistrats décident unilatéralement de suspendre le paiement du salaire de Hamilton, celui-ci étant alloué par la trésorerie locale³⁰⁶.

La publication du code Burnaby par la magistrature l'année suivante permet consécutivement de clarifier, par écrit, quels sont ces « anciens usages et règlements » récoltés depuis 1806 par William Hunt et sélectionnés par un comité de magistrats en charge « d'inspecter et approuver les lois et régulations de la colonie présentées³⁰⁷ ». Ces textes définissent par exemple autant le montant des amendes à infliger en cas d'insulte ou de vol, les conditions législatives liées la levée de nouvelles taxes, que les règlements de constitution des cours de justice locale. Souvent exprimés en des termes relativement vagues³⁰⁸, ces douze articles et quelques amendements visent toutefois moins à effectivement fixer un cadre légal à la colonie, qu'à limiter les prérogatives du superintendant britannique posté à Belize – mentionné en tout et pour tout trois fois dans quelques annexes mineures.

Le poste de superintendant consiste de fait en une fonction vaguement définie³⁰⁹. Responsable des forces armées britanniques stationnées à Belize, Arthur décrit lui-même sa charge comme celle d'administrer la colonie et de s'assurer du bon respect du code Burnaby. La tâche est néanmoins rendue impossible par le fait que ces textes « *have been found in many respects prejudicial; in others impracticable, and in [...] all inefficient*³¹⁰ ». Étant donné le statut particulier de colonie privée du Honduras britannique, un superintendant ne peut concrètement interférer à sa guise dans les affaires locales. Il est, par exemple, théoriquement chargé de ratifier les élections de nouveaux magistrats. Il peut même aller jusqu'à demander au secrétaire d'État britannique aux colonies de révoquer ceux

³⁰⁶ Bennett Murray, *They Came to Belize*, 421-25; John Alder Burdon, éd., *Archives of British Honduras*, vol. 1 (London: Sifton Praed & Co, 1931), 274; Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:103-4, 110-16.

³⁰⁷ Burnaby, *Regulations*; Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:96. (Traduction de l'auteur.)

³⁰⁸ Par exemple : « *Tenth: All crimes and misdemeanors committed by the inhabitants of the Bay, which are not mentioned in these Regulations, and for which by these articles of agreement no punishment is provided, shall be punished according to the custom of the Bay in like cases* ». Voir : Burnaby, *Regulations*, 15.

³⁰⁹ Naylor décrit le poste comme ambigu, occupé essentiellement par un officier militaire incarnant plus un rôle d'observateur que d'administrateur. Pour Bolland, la charge d'un superintendant consiste moins à éviter un conflit avec les Espagnols qu'avec les magistrats béliziens. Voir : Naylor, *Penny ante imperialism*, 77; Bolland, *The Formation of a Colonial Society*, 167-68.

³¹⁰ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:256.

dénoncés pour mauvaise conduite³¹¹. Cependant, cette autorité est moins imposée que tolérée par une oligarchie locale tirant un certain avantage à considérer le superintendant comme un canal de communication privilégié avec l'autorité définissant en fin de compte les conditions d'accès au marché londonien des denrées coloniales.

Le supérieur d'Arthur, le sous-secrétaire d'État en charge des colonies Robert Wilmot-Horton, considère même « *the authority of a superintendent [...] is of so doubtful a nature in print of law that it may be considered rather conventional than strictly legal* ». Bien que le rôle d'un superintendant consiste essentiellement à faire appliquer le droit anglais sur son lieu de résidence, le fait que le Honduras britannique ne constitue pas une colonie britannique à proprement parler complique – de l'aveu de Wilmot-Horton lui-même – quelque peu les choses. Il convient alors au superintendant de jouer de l'existence de multiples flous subsistants au sein des cadres instituant les prérogatives légales locales des magistrats pour faire valoir, dans certaines situations précises et ponctuelles, une prééminence du droit anglais. Afin d'éviter un potentiel reniement d'une quelconque forme d'autorité britannique dans la région – au profit éventuellement de l'Espagne – de telles opportunités doivent néanmoins être utilisées avec parcimonie, uniquement lors de situations où l'application d'une influence britannique officielle est reconnue comme pouvant être d'un certain intérêt pour les magistrats³¹². Bien qu'Arthur regrette que le manque de clarté à propos des fonctions incombant à un superintendant puisse porter préjudice aux droits « légitimes » de la couronne anglaise dans la région³¹³, le maintien d'une certaine confusion semble de fait bénéfique au gouvernement de Sa Majesté. Se constituant finalement plus comme un invité toléré par les bûcherons béliziens, un superintendant, posté dans une zone géographique aux souverainetés impériales contestées, permet néanmoins un ancrage local officiel, à condition bien entendu de ne pas trop froisser la magistrature locale. Wilmot-Horton lui-même conseille à Arthur de ne pas trop interférer dans quelques affaires de maltraitances brutales infligées à certains esclaves³¹⁴.

Arthur semble, dans un premier temps, avoir développé une relativement bonne relation avec l'oligarchie locale. Une lettre envoyée par certains magistrats au gouvernement britannique en 1817 atteste notamment de « *great services* » rendus par le superintendant³¹⁵. De plus, il affirme se plaire à Belize. Dans des rapports envoyés en 1816 à Londres, Arthur compare le Honduras britannique à d'autres colonies des Antilles britanniques (dont la Jamaïque). De fait, il la décrit

³¹¹ Burdon, 2:256-61.

³¹² Robert Wilmot-Horton à Georges Arthur, 16 mars 1822, R3_39, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

³¹³ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:257.

³¹⁴ Wilmot-Horton à Arthur, 16 mars 1822.

³¹⁵ Marshal Bennett, James Hyde, et Thomas Paxlou à Georges Arthur, « Testifying to "great services" rendered by Col. Arthur to the community », 13 mars 1817, GBR/0115/RCMS 270/14, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

comme un « paradis », notamment pour ses populations d'esclaves³¹⁶. Il semble aussi avoir établi de bonnes relations avec ceux qu'il considère comme étant de « magistrats respectables », incluant notamment Bennett ou James Hyde³¹⁷. Au fil de son séjour, il change toutefois progressivement ses positions envers ces derniers. En plus d'imposer les mesures de publicisation liées à l'exploitation de concessions d'acajou, Arthur devient moins enclin à soutenir les plaintes et griefs des magistrats au gouvernement britannique. Par exemple, à la suite d'une discussion du parlement britannique en 1820 portant sur la suppression d'une loi de 1817 offrant un tarif douanier privilégié à l'acajou du Honduras britannique³¹⁸, Arthur transmet une pétition au *Colonial Office*. Signé par nombre de bûcherons, le texte demande notamment une reconsidération de l'augmentation envisagée des taxes d'importation de l'acajou bélizien. Dans un rapport accompagnant la pétition envoyée, par devoir, au comte Bathurst, Arthur considère alors les « craintes des bûcherons » comme étant « sans fondements véritables », l'acajou du Honduras britannique étant en fin de compte, selon lui, d'une qualité inférieure et incapable de concurrencer des concurrents extérieurs³¹⁹.

Comme le suggèrent des lettres envoyées à sa femme Elizabeth³²⁰ restée à Londres, Arthur est un évangéliste³²¹ dévot et antiesclavagiste. Arrivé en Jamaïque en 1812 en tant que major du 7th *regiment* d'infanterie, il se décrit même comme « *a perfect Wilberforce as to Slavery*³²² ». Sa soudaine opposition aux activités économiques des magistrats peut alors éventuellement s'expliquer par les événements consécutifs à un soulèvement d'esclaves en 1820³²³. Les moyens mis en place pour mater la rébellion lui sont en effet particulièrement détestables. Il les décrit comme d'une « *extreme inhumanity of many of the lower class of Settlers, residing in the town of Belize, towards their Slaves; and, as it*

³¹⁶ *Substance of the Debate in the House of Commons on the 15th May, 1823, on a motion for the mitigation and gradual abolition of slavery throughout the British Dominion* (London: Ellerton and Henderson, 1823), 75-76.

³¹⁷ A. G. L. Shaw, *Sir George Arthur, Bart., 1784-1854: superintendent of British Honduras, lieutenant-governor of Van Diemen's Land and of Upper Canada, governor of the Bombay presidency* (Carlton, Vic.: Forest Grove, Or: Melbourne University Press, 1980), 24.

³¹⁸ « Cases in Which Alterations Have Been Made in Customs and Excise Duties, by a Treasury Order, since 1800 », in *Accounts and Papers 1831-1832 Relating to Customs and Excise, Imports and Exports, Shipping and Trade*, vol. 7, 18 vol. (London: H.M. Stationery Office, 1832), 9.

³¹⁹ Georges Arthur à Earl Bathurst, 12 septembre 1820, GBR/0115/RCMS 270/46_34, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge. (Traduction de l'auteur.)

³²⁰ Georges Arthur à Elizabeth Arthur, 1819, GBR/0115/RCMS 270/41, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

³²¹ Sur la notion d'évangélisme en tant que courant spécifique du protestantisme émergent et s'affirmant au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, voir : David William Bebbington, *Evangelicalism in Modern Britain: A History from the 1730s to the 1980s* (London: Routledge, 1995).

³²² Shaw, *Sir George Arthur*, 17.

³²³ Mavis Christine Campbell, *Becoming Belize: a history of an outpost of empire searching for identity, 1528-1823* (Kingston, Jamaica: University of the West Indies Press, 2011), 293-95; King, *Slavery in Belize*, 8-9.

*appeared to be an evil greatly increasing, [...] the total inadequacy of the Courts of this Settlement to check this vicious disposition*³²⁴ ».

La complaisance des autorités locales envers la violence avec laquelle certains propriétaires d'esclaves tentent d'ailleurs par la suite de prévenir toute nouvelle forme de soulèvement conforte certainement Arthur dans son changement d'attitude envers les bûcherons du Honduras britannique. Le cas de l'esclave Peggy semble notamment constituer un exemple flagrant. Accusée du vol de quelques mouchoirs, Mansfield Bowen, son propriétaire (probablement le frère de Frederic), la punit en la fouettant et en l'enfermant cinq jours au fond d'une cabane infestée de rats. Remise de ses blessures, Peggy porte alors plainte contre Bowen – acte pour lequel elle est à nouveau châtiée. Ce dernier est toutefois jugé non coupable par les magistrats, ces derniers considérant les témoignages de trois esclaves lors du procès comme invalides, puisque donnés par des individus dépourvus de droits³²⁵.

En plus d'accuser les principaux bûcherons béliziens de maltraiter leurs esclaves, Arthur se lance également dans une croisade pour libérer des esclaves de descendance indigène, notamment issus de la Côte des Miskitus. Malgré un arrêté de 1775 émis par William Lege, comte de Dartmouth et alors secrétaire d'État britannique aux colonies, interdisant de détenir des individus issus de tribus locales en esclavage³²⁶, certains descendants de colons britanniques précédemment installés en Moskitie détiennent encore en esclavage des indigènes – probablement initialement reçus de Miskitus en échange de transactions commerciales. En réaction à des pratiques qu'il condamne personnellement, Arthur met sur pied un comité en charge de discuter de la légalité de telles pratiques, tout en s'assurant de mettre ces esclaves en sûreté sous la responsabilité du Provost Marshal³²⁷.

Certains rapports rédigés par Arthur sur la question se trouvent être repris par William Wilberforce. Chantre de l'antiesclavagiste, figure de proue de l'abolition

³²⁴ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:235; *Substance of the Debate*, 206; *The defence of the settlers of Honduras against the unjust and unfounded representations of Colonel George Arthur, late superintendent of that settlement: Principally contained in his Correspondence relative to the condition and treatment of the slaves of Honduras, 1820-1823* (Jamaica; London: Alex Aikman junior; Baldwin, Cradock and Joy, and Hatchard and Son, 1824), 2.

³²⁵ Mison Ferguson, Phylcia Pelayo, et Nigel Encalada, *A History of Slavery & Emancipation in Belize* (Belmopan: ISCR and NICH, 2015), 10. Emory King comprend le verdict comme particulièrement clément envers Bowen du fait que le jury savait que les maltraitances de Peggy avaient été infligées par la maîtresse de l'accusé, jalouse des attirances que ce dernier entretenait envers son esclave. Bien qu'intéressante, la version de King – tendant par ailleurs à être généralement complaisante et élogieuse à l'égard du traitement infligé aux populations d'esclaves par les habitant-e-s du Honduras Britannique – n'est malheureusement pas assez sourcée. Voir: King, *Slavery in Belize*, 8-12.

³²⁶ J. Henry et Thomas Conlys à Bathurst, « Report of his majesty's commissioners of legal enquiry for the West Indies on the case of certain persons at Honduras who claim to be entitled to their freedom on the ground of Indian descent », report, 20 février 1827, CO 318/67, The National Archives, Kew.

³²⁷ Henry et Conlys à Bathurst; Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:247.

de la traite négrière³²⁸, Wilberforce fait, en 1823, une lecture – certainement enflammée – d'un rapport du superintendant devant la *House of Commons*. Celle-ci met en avant les mauvais traitements systématiques infligés à leurs esclaves et, surtout, le problème des esclaves indigènes³²⁹. L'intervention de Wilberforce met consécutivement sur le devant de la scène londonienne l'existence d'une colonie britannique privée et indépendante jusque-là généralement louangée pour sa capacité à offrir un environnement sain et enviable à ses esclaves. Quelques années auparavant encore, un pamphlet publié en 1809, plaidant pour une plus grande intervention gouvernementale britannique en faveur d'une colonie économiquement menacée par une pénurie programmée d'acajou, offrait une vive description des activités extractrices du Honduras britannique. Rédigé par George Henderson, un militaire posté à Belize, celui-ci stipulait que « *in no part of the world, where slavery prevails, can the condition of beings so circumstanced be found of milder or more indulgent form*³³⁰ ».

À la suite des répercussions londoniennes des dispositions mises en place par Arthur contre leurs pratiques esclavagistes, certains bûcherons publient ouvertement leur opposition aux agissements du superintendant. Pour ce faire, ils publient, des deux côtés de l'Atlantique (Londres et Kingston), une « *defence*³³¹ ». Rédigée sur ordre des « habitants du Honduras », celle-ci affirme que les dénonciations de maltraitances envers les esclaves béliziens par Arthur constituent des calomnies. À l'inverse, ses auteurs présentent la colonie comme essentiellement dirigée par des propriétaires d'esclaves bienveillants, en comparaison avec d'autres colonies britanniques. Le fait que leurs esclaves puissent prendre congé tous les dimanches, ou que ceux-ci aient rejoint les rangs des milices béliziennes lors de la bataille de St George's Caye de 1798, engagés ainsi aux côtés de leurs maîtres respectifs pour combattre l'ennemi espagnol, prouve du bien-fondé de leurs pratiques de l'esclavage, fondamentalement différentes de celles rapportées par Arthur³³². Les auteurs décrivent également les accusations portées par le superintendant comme faisant partie d'une stratégie visant à saper leurs propres activités commerciales à son profit. Ils

³²⁸ Pour des biographies mettant en avant – de manière questionnable – l'action de Wilberforce comme moteur principal des abolitions de la traite négrière et de l'esclavage, voir : Kevin Charles Belmonte, *William Wilberforce: a hero for humanity* (Grand Rapids, Mich: Zondervan, 2007); Stephen Tomkins, *The Clapham Sect: How Wilberforce's Circle Transformed Britain* (Oxford: Lion Books, 2010); Michael Apted, *Amazing Grace* (Momentum Pictures, 2006).

³²⁹ « Slaves at Honduras », *Aberdeen Journal*, 23 juillet 1823.

³³⁰ Henderson, *An Account of the British Settlement of Honduras*, 59.

³³¹ *The defence of the settlers of Honduras*.

³³² *The defence of the settlers of Honduras*, part. 1. En fait, selon Mavis Campbell, la fierté mise en avant par les bûcherons du Honduras britannique suivant la bataille de St. George's Caye, durant laquelle maîtres et esclaves combattent « main dans la main » contre l'envahisseur espagnol, constitue un moment décisif dans la constitution d'une sorte d'identité nationale. En effet, les Béliziens se définissent consécutivement comme de « bons » esclavagistes, en contraste avec les autres colonies des Antilles britanniques. De ce fait, les accusations d'Arthur et la publication de ses rapports par Wilberforce semblent enfreindre considérablement leur autoreprésentation, ou du moins aller à l'encontre de l'identité qu'ils tentent de mettre en avant. Voir : Campbell, *Becoming Belize*, 283-88.

insinuent que les mesures de publicité imposées aux exploitations d'acajou permettent principalement au superintendant de pouvoir mieux évaluer les activités économiques générales de ses concurrents potentiels. Les accusations publiques de pratiques esclavagistes cruelles constituent alors principalement une mauvaise publicité métropolitaine, mettant potentiellement en péril les relations que les principaux marchands d'acajou entretiennent avec leurs partenaires commerciaux londoniens.

Établir une échelle des souffrances subies au sein du système esclavagiste antillais constitue en soi un exercice stérile³³³. Toutefois, sans pour autant prétendre trouver une justification quelconque aux pratiques béliziennes, les conditions des esclaves engagés dans le commerce de l'acajou semblent effectivement qualitativement différentes d'autres colonies britanniques, notamment sucrières. Ce constat a récemment été illustré par James Walvin, retraçant les conditions endurées par les populations d'esclaves engagées dans le commerce de l'acajou bélizien³³⁴. Lors de saisons successives d'abattage d'acajou au fond de forêts éloignées, maîtres et esclaves se retrouvent souvent seuls et isolés. Tous les deux armés d'outils nécessaires à l'abattage d'arbres ou d'armes à feu permettant une meilleure défense contre les dangers se terrant dans les forêts d'Amérique centrale, un propriétaire d'esclaves doit en conséquence veiller à garantir un traitement relativement décent pour éviter toute rébellion potentielle, armée de ses propres soins. Avant chaque saison d'abattage (généralement durant le mois d'août), quelques esclaves sont également chargés de partir en éclaireur au fond des bois afin de repérer et identifier les différents arbres à abattre. À cette période de l'année, les feuillages d'acajou se parent de teintes orangées, les rendant de fait plus facilement identifiables. La crainte de voir alors ces éclaireurs vendre leur information à d'autres bûcherons peut également pousser à leur prodiguer de meilleures conditions de vie³³⁵. Toutefois, comme le démontre le cas de l'esclave Peggy, celles-ci restent toutes relatives. En plus de punitions souvent plus que disproportionnées, les travaux auxquels est souvent affectée la main-d'œuvre négrière constituent de loin les plus durs et surtout les plus dangereux. Entre autres, les transports et chargements des billes d'acajou à bord des navires marchands sont souvent accompagnés d'accidents³³⁶.

John Armstrong, le chapelain de la colonie, défend les agissements d'un Arthur, dont il « épouse la cause » haut et fort en publiant, à son tour, une évaluation de l'ouvrage des magistrats³³⁷. Toutefois, le superintendant semble en fait bien être engagé dans des activités parallèles pouvant potentiellement porter atteinte aux intérêts économiques des bûcherons béliziens. Le 5 avril 1820, Arthur envoie une lettre à George Frederic, roi des Miskitus. Il lui expose un projet d'établir sur ses

³³³ Walvin, *Slavery in Small Things*, 97.

³³⁴ Walvin, 82-103.

³³⁵ Henderson, *An Account of the British Settlement of Honduras*, 48-49.

³³⁶ Walvin, *Slavery in Small Things*, 97.

³³⁷ John Armstrong, *A candid examination of « the defence of the settlers of Honduras; » or, a fair inquiry into the truth and justice of their accusations against Colonel George Arthur, late superintendant of that settlement* (London: J. Butterworth and Son; J. Hatchard and Son, 1824).

terres une école dirigée par des missionnaires « afin de, si possible, donner un peu d'instruction aux enfants³³⁸ ». Enthousiaste et pressé de mener son plan à bien, le superintendant va jusqu'à envoyer, un jour après avoir contacté le souverain indigène sur ce sujet, un rapport à Josiah Pratt. Il lui expose notamment ses différentes avancées et intentions qu'il considère lui-même comme une opération collaborative bien pensée³³⁹. Secrétaire de la très évangéliste *Church Missionary Society* de Londres³⁴⁰, Pratt est perçu par Arthur comme étant le mieux à même de fournir les meilleurs missionnaires nécessaires à la mise en œuvre de son plan pour l'évangélisation et instruction de ces « pauvres misérables Indiens³⁴¹ ». Le projet d'Arthur, devant, selon lui, être « fort agréable au peuple Miskitu » et une « bénédiction pour le pays³⁴² », peut de prime abord sembler tout à fait louable. Néanmoins, considérer celui-ci à la lumière des accusations portées par la *défence* des bûcherons du Honduras britannique peut suggérer une conclusion alternative.

À ce stade, il peut être intéressant de postuler que Pratt, le secrétaire de la *Church Missionary Society* contacté par Arthur, entretient également des liens privilégiés avec William Wilberforce. Ces deux *later evangelical fathers* (en citant Mary Seeley³⁴³) semblent non seulement être à l'origine de la *Church Missionary Society*³⁴⁴, mais également avoir entretenu une correspondance relativement amicale³⁴⁵. Pratt est également relié indirectement à la secte de Clapham, le groupe évangéliste d'antiesclavagistes dont Wilberforce est issu. En effet, William Hey, l'instigateur du *Christian Observer*, organe de communication officiel de la secte, est l'oncle de la femme de Pratt. Hey nomme d'ailleurs ce dernier comme premier éditeur du journal³⁴⁶. Pratt paraît aussi avoir une grande estime pour Wilberforce, à tel point qu'il propose, dans le courant de l'année 1815, de nommer un bateau de la *Church Missionary Society* dévoué au transport de missionnaires vers le continent africain en son nom³⁴⁷. Du fait qu'Arthur procure divers rapports à la société de Pratt sur l'état d'évangélisation de la tribu des

³³⁸ Georges Arthur à George Frederick, 5 avril 1820, GBR/0115/RCMS 270/47_88, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge. (Traduction de l'auteur.)

³³⁹ Georges Arthur à Josiah Pratt, 6 avril 1820, GBR/0115/RCMS 270/47_92, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

³⁴⁰ J. H. Overton et Ian Machin, « Pratt, Josiah (1768-1844) », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/article/22707>.

³⁴¹ Arthur à Pratt, 6 avril 1820. (Traduction de l'auteur.)

³⁴² Arthur à Frederick, 5 avril 1820. (Traduction de l'auteur.)

³⁴³ Mary Seeley, *The Later Evangelical Fathers: John Thornton, John Newton, William Cowper, Thomas Scott, Richard Cecil, William Wilberforce, Charles Simeon, Henry Martyn, Josiah Pratt* (London: Seeley, Jackson & Halliday, 1879).

³⁴⁴ Eugene Stock, *The History of the Church Missionary Society: Its Environment, Its Men and Its Work* (London: Church Missionary Society, 1899), 69.

³⁴⁵ Voir par exemple : William Wilberforce à Josiah Pratt, 19 août 1819, MS. 498/81, Marsden Online Archive, http://marsdenarchive.otago.ac.nz/MS_0498_081.

³⁴⁶ Tomkins, *The Clapham Sect*, 183.

³⁴⁷ Josiah Pratt et John Henry Pratt, *Memoir of the Rev. Josiah Pratt, B.D.* (London: Seeleys, 1849), 128-29.

Miskitus³⁴⁸, et que Wilberforce se soit procuré des rapports du superintendant pour son intervention parlementaire dénonçant l'esclavage d'indigènes en Honduras britannique, il peut être prudent de considérer qu'Arthur, Pratt et Wilberforce partagent une forme de compréhension similaire des éléments liant argumentaires antiesclavagistes et profession de foi évangéliste.

Une lecture d'un ouvrage de Wilberforce de 1823, intitulé *An Appeal to the Religion, Justice, and Humanity of the Inhabitants of the British Empire*, semble révéler certaines de ces concomitances. L'auteur y préconise une complète abolition de l'esclavage en offrant à ses lecteur-trice-s de multiples exemples de cruautés (p. ex. viols et coups de fouet) commises à l'encontre d'esclaves des Antilles britanniques³⁴⁹. Wilberforce y esquisse surtout la cruelle absence d'une pratique interdite aux populations d'esclaves, pourtant considérée comme fondamentale et essentielle au plein épanouissement de la condition humaine. Selon l'auteur, l'abolition de l'esclavage devrait en effet permettre l'abrogation de lois et règlements de différentes colonies britanniques antillaises interdisant aux esclaves de s'engager dans l'institution sanctifiée du mariage³⁵⁰. Si l'esclavage venait à être supprimé, l'accès au mariage serait ainsi consécutivement et automatiquement accordé aux ancien-ne-s esclaves. L'interdiction d'accéder à une alternative d'union plus « chrétienne » interdit de fait un tel épanouissement moral, poussant de fait ces populations à s'engager dans des pratiques sexuelles « licencieuses » (p. ex. une multiplicité de partenaires sexuel-le-s). De plus, la sanctification d'unions au sein de communautés de futurs ex-esclaves permettrait une augmentation « naturelle » de leurs effectifs. Mis en avant par l'auteur comme le prérequis fondamental à des procréations saines et nombreuses³⁵¹, le mariage est ainsi implicitement identifié comme l'alternative essentielle à la diminution des forces de travail antillaises survenue au lendemain de l'abolition de la traite négrière de 1807.

En apparence, l'argumentaire d'un Wilberforce considérant le mariage comme expression d'un niveau de civilisation supérieur semble *a priori* être relativement similaire de conceptions conservatrices de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, issues notamment des réflexions d'Edmund Burke. Philosophe d'origine irlandaise, membre du parti *whig* et parlementaire de longue carrière, Burke perçoit en effet le mariage, et surtout son indissolubilité, comme l'une des prérogatives essentielles à la supériorité de la civilisation britannique³⁵². En tant que véhément critique de la Révolution française, il utilise d'ailleurs cet argument pour décrire l'introduction par la première République d'une facilité d'accès au

³⁴⁸ Church Missionary Society, « Recent Miscellaneous Intelligence », *Missionary Register*, juillet 1822.

³⁴⁹ William Wilberforce, *An Appeal to the Religion, Justice, and Humanity of the Inhabitants of the British Empire: In Behalf of the Negro Slaves in the West Indies* (London: J. Hatchard and son, 1823), 15-16.

³⁵⁰ Wilberforce, 16-17.

³⁵¹ Wilberforce, 18.

³⁵² Edmund Burke, « Speech on Divorce Bill (29 April 1771) », in *The writings and speeches of Edmund Burke*, éd. par Paul Langford, vol. 2 (Oxford: Clarendon Press, 1981), 357-59.

droit de divorce comme traduisant une dégradation civilisationnelle importante³⁵³. Toutefois, alors que Burke dénonce la relégation jacobine du mariage au simple rang de « contrat civil », Wilberforce élève implicitement celui-ci en qualité de « contrat par excellence ». Comme tout autre rite religieux, il considère le mariage comme servant essentiellement à la sanctification d'un « contrat »³⁵⁴. La dissémination active de telles valeurs au sein de communautés moralement précaires contribuerait de fait à une « amélioration régulière dans la religion, morale, et civilisation [chrétienne] »³⁵⁵. Celle-ci permettrait l'implantation d'une révélation spirituelle, compréhension et réalisation de l'importance de la sainteté d'accords passés entre deux partis. Par excellence, le contrat de mariage constitue ainsi, par extension, le modèle de base à la régulation et organisation en amont de toutes formes d'interactions, puissent-elles être finalement sociales, commerciales, ou, en l'occurrence, fondées sur des relations de travail.

En perspective, la conjonction des différentes mesures prises par Arthur à l'encontre de la magistrature bélizienne apparaît comme une stratégie visant à fragiliser son pouvoir. De façon quelque peu similaire à l'impact qu'a eu le prosélytisme évangéliste des sociétés de missionnaires sur l'avancée de la *East India Company* dans la première moitié du XIX^e siècle décrit par Ian Copland³⁵⁶, le projet de christianisation des populations miskitus envisagé par Arthur semble ainsi s'inscrire dans une tentative de transformation des structures d'interactions liant populations coloniales et indigènes. Bien que la prospérité de la colonie repose sur l'exploitation de bois précieux³⁵⁷, Arthur considère celle-ci comme administrée par une bande de magistrats incompetents³⁵⁸. Pour y remédier, le superintendant envisage un changement profond dans le paradigme sous-jacent aux relations liant activités britanniques d'exploitation de l'acajou aux indigènes miskitus. Les interactions liant élites des populations indigènes et coloniales occupant une place prédominante dans l'allocation d'accès privilégiés aux ressources naturelles convoitées, inculquer des valeurs « chrétiennes » fondées sur le respect de relations contractuelles pour tous les membres d'une population donnée permettrait de fait l'introduction de nouvelles pratiques coloniales.

³⁵³ Edmund Burke, *Thoughts on the prospect of a regicide peace in a series of letters* (London: J. Owen, 1796), 39-42.

³⁵⁴ Wilberforce, *An Appeal to the Religion, Justice, and Humanity of the Inhabitants of the British Empire*, 19.

³⁵⁵ De manière intéressante, cette rhétorique fondée sur la sainteté, aux yeux de Dieu, des contrats se retrouve également dans plusieurs textes édités par Pratt. Voir : Josiah Pratt, éd., *The Works of the Right Reverend Father in God Ezekiel Hopkins, D.D.*, vol. 1 (London: Seeley, 1809), 116, 117, 121, 137. (Traduction de l'auteur.)

³⁵⁶ Ian Copland, « Christianity as an arm of empire: the ambiguous case of India under the Company, c. 1813–1858 », *The Historical Journal* 49, n° 4 (décembre 2006): 1025-54.

³⁵⁷ Georges Arthur, « Private », 17 juillet 1819, GBR/0115/RCMS 270/41, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

³⁵⁸ Georges Arthur à Earl Bathurst, 31 juillet 1819, GBR/0115/RCMS 270/46_17, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

Proche d'une certaine forme de libéralisme³⁵⁹, le modèle wilberforcien d'Arthur est ainsi envisagé comme pouvant être introduit en lieu et place des pratiques de cohabitations locales si centrales aux activités de l'oligarchie bélizienne. Établir une école gérée par des missionnaires ayant pour objectif la promotion de rites religieux sanctifiant l'importance du respect de relations contractuelles apparaît ainsi comme une stratégie permettant, à plus ou moins long terme, un changement fondamental des dispositions culturelles structurant des mécanismes de pouvoir interne aux Miskitus. Comme le relève Wolfgang Gabbert, la polygamie, apparemment largement pratiquée par les élites miskitus, permet de structurer l'établissement, l'affirmation et la reconnaissance mutuelle d'établissements d'alliances au sein des communautés miskitus³⁶⁰. L'implantation de pratiques de constitution de couples issus du mariage chrétien monogame permettrait donc, à terme, une fragilisation de pratiques assurant le maintien de structures politiques locales.

Surtout, le projet défendu par Arthur envisage l'implantation d'un système au sein duquel les populations indigènes sont poussées à se conformer à des valeurs fondées essentiellement sur un respect et une quasi-sainteté intrinsèque d'associations contractuellement établies et définies. L'inculcation de telles valeurs au sein de la communauté miskitu permettrait de fait de contourner l'un des prérequis fondamentaux du terrain d'entente pratiqué jusque-là, à savoir les processus d'arbitrage définis par une médiation établie entre les représentants de l'élite de chacune des communautés. Le processus d'éducation envisagé par Arthur rendrait effectivement possible l'imposition de valeurs contractuelles directement au sein de l'ensemble des populations miskitus. Consécutivement, l'évangélisation de populations locales permettrait à tout individu de créer et d'entretenir des affinités directes et spécifiques avec les habitant-e-s indigènes, sans avoir à passer par le roi miskitu. Selon Arthur lui-même, un tel procédé permettrait ainsi aux indigènes d'être introduits à « un système d'industrie³⁶¹ ». Des populations indigènes libres et contractuellement engagées pourraient constituer une force de travail adéquate. Arthur le sous-entend d'ailleurs en mentionnant qu'il veut instruire quelques « garçons intelligents » au métier de charpentier³⁶². À terme, la contractualisation des relations de travail envisagées entre exploitants de ressources naturelles et main-d'œuvre, conversant au son d'un dialogue teinté de valeurs chrétiennes, permettrait à l'ensemble des populations de colons une compensation de la disparition annoncée des pratiques esclavagistes. L'introduction d'un cadre rigide, défini et façonné par la sanctification spirituelle de relations contractuelles, assurerait l'émergence d'un substitut aux pratiques de négociations flexibles issues du processus de coopération liant colons britanniques et indigènes miskitus. Impliquées

³⁵⁹ Uday Singh Mehta, *Liberalism and empire: a study in nineteenth-century British liberal thought* (Chicago: University of Chicago Press, 1999), 193.

³⁶⁰ Gabbert, « "God Save the King of the Mosquito Nation!" », 85.

³⁶¹ Georges Arthur à George Frederick, 14 février 1821, GBR/0115/RCMS 270/47_213, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge. (Traduction de l'auteur.)

³⁶² Georges Arthur à George Frederick, 6 juin 1820, GBR/0115/RCMS 270/47_114, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge. (Traduction de l'auteur.)

directement au cœur des populations indigènes, ces pratiques d'évangélisation permettraient de fait de contourner l'obtention d'un quelconque accord d'un souverain ou toute autre élite indigène.

Témoin de la confrontation politique et économique opposant le paradigme colonial des oligarques locaux à celui « wilberforcien » de leur superintendant, le roi miskitu espère pouvoir tirer son épingle du jeu. Il compte en effet bien préserver une certaine forme d'interaction entretenue jusque-là avec les Béliziens, conditionnant de fait sa propre situation politique et matérielle. De manière similaire aux interactions parfois conflictuelles entretenues par des indigènes narragansett (sud de la Nouvelle-Angleterre) avec des colons anglais et néerlandais³⁶³, il engage alors des négociations avec les deux parties béliziennes en conflit. Ceci permet au roi, qu'importe le résultat de la confrontation coloniale, d'éviter de devoir compter sur une dépendance complète sur l'un ou l'autre des rivaux. Parallèlement au maintien de relations avec les membres de l'oligarchie, George Frederic envoie des cadeaux à Arthur. En effet, au cours du mois d'avril 1820, le superintendant remercie chaleureusement le roi des Miskitus pour une barge remplie de divers cadeaux³⁶⁴. En agissant de la sorte, le souverain indigène tente probablement de mesurer le type de réponse qu'il recevrait d'un vainqueur potentiel de cette dispute bélizienne. Néanmoins, ce dernier rappelle certainement à son interlocuteur le type de richesses qu'il peut espérer trouver sur la Côte des Miskitus. Faire parvenir une embarcation certainement faite en acajou³⁶⁵ peut en effet symboliser une sorte d'extrait du prix attribué au vainqueur du conflit. En réponse, Arthur, respectant encore les pratiques de négociation – ou du moins d'amadouement – toujours en vigueur, s'assure d'honorer la communication de George Frederic, ainsi que les demandes matérielles du monarque accompagnant le radeau empli de présents, en lui envoyant une goélette chargée du tribut demandé³⁶⁶.

Toutefois, George Frederic peut avoir certaines raisons de douter de la loyauté et obédience apparentes d'Arthur. En effet, le superintendant semble vouloir mettre un terme au rapport d'intermédiation culturel exclusif échouant au roi des Miskitus. Ainsi, il s'engage à entretenir des relations plus directes avec d'autres représentants de l'élite indigène. L'un d'entre eux est le général Robinson. À la tête d'importantes tribus aborigènes (de descendance dite « pure³⁶⁷ », dont les Payas³⁶⁸), il est considéré par d'aucuns comme une figure importante au sein des communautés septentrionales de la Moskitie. À la suite de l'assassinat de George II (le père de George Frederic), Robinson s'impose d'ailleurs avec force pour faire respecter la lignée des souverains indigènes en empêchant la

³⁶³ Daniel K. Richter, « To "Clear the King's and Indians' Title": Seventeenth-Century Origins of North American Land Cession Treaties », in *Empire by treaty: negotiating European expansion, 1600-1900*, éd. par Saliha Belmessous (Oxford, UK ; New York, NY: Oxford University Press, 2015), 59.

³⁶⁴ Arthur à Frederick, 5 avril 1820.

³⁶⁵ McSweeney, « The Dugout Canoe Trade in Central America's Mosquitia », 642.

³⁶⁶ Arthur à Frederick, 5 avril 1820; Arthur à Frederick, 6 juin 1820.

³⁶⁷ Olien, « General, Governor, and Admiral », 292.

³⁶⁸ Olien, 292-93.

nomination du frère du défunt, probablement à l'origine du régicide³⁶⁹. En tant que tel, il incarne un élément politique disruptif potentiel s'il venait à soutenir une faction opposée à celle du souverain. Bien que Robinson semble à ce moment ne pas remettre en doute le rôle d'intermédiaire occupé par George Frederic, le fait qu'Arthur offre à Robinson de se charger de financer l'éducation londonienne de son fils et de son neveu³⁷⁰ peut constituer une menace potentielle à la position matérielle et symbolique somme toute privilégiée dont bénéficie le souverain indigène. Si une perturbation ou disruption politique, émanant de cet affrontement colonial et idéologique bélizien, venait à déborder concrètement en Moskitie, le rangement potentiel d'un Robinson ou de sa descendance avec Arthur serait inévitable.

Ainsi pris entre les feux des magistrats béliziens et d'Arthur, George Frederic craint de voir sa position et privilèges personnels remis en cause. Il semble néanmoins voir une opportunité se profiler en la personne de Gregor MacGregor. Débarquant dans le courant du mois d'avril 1820 en Moskitie, ce dernier revient de plusieurs défaites essuyées au cours de l'année précédente contre diverses positions espagnoles centraméricaines. Étranger aux différends opposant bûcherons béliziens et supporters d'Arthur pour le maintien ou redéfinition du type de relations envisagées à l'avenir avec le souverain indigène, MacGregor incarne un acteur externe quasi providentiel pour un George Frederic saisissant la disruption d'un système politique et économique local comme occasion d'améliorer sa propre situation politique. Le 29 avril 1820, George Frederic alloue ainsi le territoire de Poyais, habité principalement de Payas (indigènes sous l'autorité de Robinson). MacGregor n'est toutefois pas le seul à profiter des largesses territoriales de George Frederic. Quelques mois auparavant, un certain David Roy Gordon, un mercenaire britannique engagé sous bannière latino-américaine obtient une concession territoriale similaire en Moskitie³⁷¹. Comme MacGregor, il est aussi un acteur externe au terrain d'entente pratiqué entre magistrats et indigènes.

Les contrats passés entre George Frederic et des individus tels que Gordon ou MacGregor accordent à ces derniers le droit d'établir toutes les mesures (p. ex. dispositions légales et douanières) nécessaires à la bonne prospérité dudit territoire de Poyais. Toutefois, il est formellement stipulé qu'aucune forme de souveraineté ne leur est cédée. De fait, ces accords concèdent des prérogatives d'un véritable chef d'État aux heureux bénéficiaires de ces concessions. Pourtant, l'allocation d'une telle concession semble dépasser les compétences exécutives effectives d'un George Frederic, agissant généralement moins comme un roi que comme un intermédiaire culturel. Ceci semble bien être le cas. Le roi miskitu semble en effet préférer passer pour un véritable souverain aux yeux d'un MacGregor complètement ignorant des pratiques définissant les interactions coloniales de Moskitie. En d'autres termes, la concession

³⁶⁹ Olien, 291-93.

³⁷⁰ Georges Arthur à General Robinson, 6 janvier 1821, GBR/0115/RCMS 270/47_200, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

³⁷¹ Herman Hendriks, *A plain narrative of facts* (London: Stephen Couchman, 1824), 21.

poyaitienne délègue les prérogatives d'une position que George Frederic préférerait, en vue des chamboulements politiques s'opérant alors, occuper celles d'un véritable chef d'État. L'ingénuité de MacGregor permet ainsi au roi miskitu d'envisager de prendre un pari sur une quelconque modification future de son champ des possibles politiques, évoluant de fait en fonction d'une redéfinition potentielle des implications impériales dans la région. Affirmer ouvertement l'existence d'une souveraineté en apparence préexistante – *de facto* – permettrait au mieux à George Frederic de potentiellement faire valoir un droit souverain effectif – *de jure* – lors d'une redistribution des cartes impériales promises de voir le jour en Moskitie. Au pire, la concession pourra toujours être abrogée sous prétexte d'occupation inappropriée de la région, et transférée à un autre contractant concurrent³⁷².

2.5 Conclusion

Ce chapitre tente de démontrer que l'allocation par George Frederic, roi miskitu, d'une importante concession territoriale à MacGregor est la résultante d'une disruption d'un système de négociations et d'ententes économiques, sociales et culturelles propre à la Moskitie. Établi dans le courant du XVIII^e siècle, ce régime de cohabitation entre populations indigènes et représentants d'entreprises privées britanniques installées dans la région se définit essentiellement par une cohabitation tolérée, mais essentielle au maintien et développement mutuel d'avantages commerciaux et politiques de chacune des parties impliquées. En échange de biens de consommation et armes à feu leur permettant de consolider une prédominance militaire régionale et politique interne, les élites miskitu garantissent ainsi un accès aux ressources naturelles convoitées par des entreprises britanniques établies d'abord en Moskitie. Au sein de ce système, les rois indigènes endossent alors le rôle d'intermédiaires culturels désignés par les deux parties impliquées dans ces transactions. Des suites d'impératifs diplomatiques décidés en métropole, le pôle britannique de ce régime se déplace en Honduras britannique. Or, par le biais d'un contrôle social, politique et juridique fondé avant tout sur une maîtrise des flux financiers internes à la colonie, une oligarchie composée de bûcherons et commerçants d'acajou parvient à se réserver un accès exclusif aux ressources naturelles de Moskitie. Toutefois, au début des années 1820, le superintendant britannique posté en Honduras britannique d'alors, George Arthur, perturbe ce système d'ententes et de cohabitation par l'introduction de valeurs évangélistes libérales au sein des communautés indigènes. Celles-ci visent principalement à remettre en question le monopole de négociations garantissant l'accès notamment aux ressources d'acajou locales, détenu par les élites britanniques et indigènes. Ainsi, la décision de George Frederic d'allouer à MacGregor – un étranger – un accès privilégié aux territoires de Moskitie constitue moins celle d'un alcoolique invétéré, comme souvent dépeint par l'historiographie, que celle d'un acteur politique tentant de se

³⁷² Richter, « To "Clear the King's and Indians' Title" ».

positionner au sein d'une redéfinition potentielle des pratiques politiques et économiques régionales.

Comprendre les interactions liant et opposant indigènes miskitus et entreprises coloniales britanniques dans la région comme constitutives de dynamiques politiques, sociales et écologiques particulières permet d'illustrer l'allocation de la concession par George Frederic à MacGregor comme la résultante d'une entente ponctuelle et définie. En ce sens, ce chapitre constitue une contribution aux études s'intéressant à la formation de « contrats impériaux » liant agents coloniaux et populations indigènes dans les processus et dynamiques de formations d'empires³⁷³. Offrant ainsi un « contrat impérial » à MacGregor, aux dépens de ses interlocuteurs traditionnels, George Frederic anticipe en quelque sorte les remaniements politiques promis suivant l'effondrement en cours de l'empire espagnol dans la région. Pour ce faire, il tente de se positionner moins en tant que simple intermédiaire culturel que comme véritable chef d'État.

Déchiffrer les dynamiques politiques et économiques structurant les interactions sociales, culturelles et coloniales liant commerçants britanniques privés aux populations locales permet de mieux mettre en lumière les conditions expliquant l'entrée de ce mercenaire écossais sur la scène de la Moskitie. Plutôt que de s'approprier un vague territoire d'Amérique centrale en trompant un chef amérindien insignifiant et alcoolisé, MacGregor est de fait celui se faisant intégrer par un roi indigène tentant de tirer profit d'une redéfinition coloniale en cours de son propre environnement. Suivant l'entrée sur scène de MacGregor, il semble ainsi raisonnable de tenter de comprendre les raisons poussant ce dernier à accepter l'offre du roi miskitu, ainsi que les conditions menant à la conceptualisation particulière d'un projet colonial spécifique sur sol poyaisien.

³⁷³ Tamar Herzog, « Struggling over Indians: Territorial conflict and alliance making in the heartland of South America (seventeenth and eighteenth centuries) », in *Empire by treaty: negotiating European expansion, 1600-1900*, éd. par Saliha Belmessous (Oxford, UK ; New York, NY: Oxford University Press, 2015), 78-100; Saliha Belmessous, « Introduction: The problem of indigenous claim making in colonial history », in *Native claims: indigenous law against empire, 1500-1920*, éd. par Saliha Belmessous (Oxford ; New York: Oxford University Press, 2012), 3-18; Saliha Belmessous, éd., *Native claims: indigenous law against empire, 1500-1920* (Oxford ; New York: Oxford University Press, 2012).

Chapitre 3. À London (Allons donc) : un projet malléable

*Allons donc, London (3×)
Pêcher le petit poisson
(Petula Clark, À London [1962].)*

Ce chapitre tente de comprendre les éléments poussant MacGregor à se rendre à Londres pour financer le développement colonial de sa concession poyaisienne. Cette partie soutient que le choix de financer un projet commercial sur le marché londonien des capitaux constitue un choix de dernier recours. Relatant ses divers aléas caribéens entre le moment de l'obtention de la concession poyaisienne en 1820 et son embarquement pour la Grande-Bretagne en 1821, ce chapitre tente surtout de démontrer que les objectifs et projets de mise en valeur du territoire de Poyais se modifient au fil des différentes interactions entretenues par MacGregor avec des acteurs commerciaux britanniques métropolitains ou antillais. La première section de ce chapitre propose une brève revue de travaux s'intéressant aux raisons poussant certains projets politiques ou commerciaux latino-américains – dont l'emprunt de la Colombie de 1822, autorisé à tort par son diplomate Antonio Francisco Zea – à considérer Londres comme une place financière adéquate à la récolte de capitaux nécessaires à leur développement économique. La deuxième partie met en lumière le fait que Poyais est originairement conçu comme incarnant une zone indépendante de repli militaire pour mercenaires européens engagés sous bannière bolivarienne. Ayant d'abord échoué à capturer l'île floridienne de Amelia, l'acquisition d'une concession par le souverain miskitu constitue en effet une opportunité pour un MacGregor cherchant désespérément à établir un territoire indépendant permettant d'attaquer des positions espagnoles, notamment en allouant des lettres de marque à des corsaires. Comme l'illustre la troisième section, MacGregor envisage alors d'obtenir les capitaux nécessaires au développement initial de son nouveau territoire auprès de divers marchands-banquiers privés, tels que Nathan Rothschild. Comme tente de le démontrer la quatrième partie de ce chapitre, l'impossibilité de localiser des capitaux privés suffisants auprès de marchands-banquiers londoniens prestigieux pousse MacGregor, au fil de ses pérégrinations caribéennes, à développer un projet poyaisien se conformant progressivement aux intérêts de certains planteurs jamaïcains tels que Thomas Higson. Promettant ainsi des profits dignes d'intérêts, l'entreprise de MacGregor n'en constitue néanmoins un projet nécessitant des capitaux bien plus importants qu'initialement envisagés. Des compagnons d'armes, proches de marchands britanniques, incitent alors MacGregor à considérer le marché des capitaux londoniens comme seule place capable d'allouer les liquidités nécessaires à la réalisation de son projet.

3.1 Zea : éléments historiographiques

Tenant entre ses mains la concession de Poyais reçue de George Frederic en avril 1820, MacGregor débarque en Irlande dans le courant du mois de juin 1821. Il a alors la ferme intention de se rendre à Londres pour y financer la mise en valeur du territoire de Poyais. Bien que s'étant écoulée plus d'une année depuis l'allocation par le roi miskitu d'une concession, les biographes de MacGregor considèrent généralement peu cette période. Ils comprennent implicitement celle-ci comme un moment de maturation nécessaire à l'élaboration de la fraude du Poyais, l'arrivée de MacGregor à Londres en incarnant de fait l'aboutissement naturel et évident. Alors que ses campagnes militaires précédentes sont décrites dans les moindres détails, des auteurs, tels que David Sinclair, semblent en effet généralement peu enclins à mettre en lumière les va-et-vient de MacGregor durant ce laps de temps spécifique³⁷⁴.

La lecture de sources primaires propres au cas de Poyais permet de douter de l'interprétation considérant généralement la décision de MacGregor de fomenter en cachette, pendant plus d'une année, la mise en place d'une obscure opération financière prenant place à Londres. Au cours du mois de décembre 1820 (soit quelques mois suivant l'obtention de la concession poyaisienne), MacGregor est en effet élu auprès du Congrès de Cúcuta en tant que représentant pour Margarita, une île au large de l'actuel Venezuela³⁷⁵. Ainsi, il se rend, au nom des nombreux mercenaires engagés pour la cause latino-américaine stationnés à Margarita, à l'ouverture de la première assemblée constituante légitimant l'acte de naissance de la République de Grande Colombie. Bien que l'entrée à Cúcuta lui soit finalement refusée³⁷⁶, les activités de MacGregor suivant l'obtention de la concession poyaisienne ne semblent ainsi pas se résumer essentiellement à l'élaboration d'une quelconque conspiration malhonnête. Surtout, la réalisation d'un programme de développement économique sur le territoire de Poyais, stipulé dans la concession allouée par George Frederic, n'incarne apparemment pas une priorité immédiate dans ses projets. À la lumière de ces éléments, il devient intéressant de se demander quels sont les facteurs influençant MacGregor, au cours de ce moment de flou chronologique, dans la conceptualisation d'un projet colonial spécifique destiné à mettre en valeur le territoire poyaisien. Il est également pertinent de remettre en question les causes poussant MacGregor à envisager la possibilité de financer la fondation de celui-ci à Londres.

Nombre de travaux d'historiens visent à comprendre les raisons menant certains projets politiques ou commerciaux latino-américains à considérer Londres comme une place financière adéquate à la récolte de capitaux nécessaires à leur

³⁷⁴ Sinclair, *The land that never was*.

³⁷⁵ Alexander Alexander, *The Life of Alexander Alexander*, éd. par John Howell, vol. 2 (Edinburgh: Blackwood, 1830), 162.

³⁷⁶ Gregor MacGregor, *Exposición documentada que el General Mac-Gregor dirigió al Gobierno de Venezuela y resolución que a ella recayó*, banrepcultural.org, Misceláneas 658 (Caracas: A. Damiron, 1839), 4-5, <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/ciencia-militar/exposicion-documentada-que-el-general-mac-gregor-dirigio-al-gobierno-de-venezuela>.

développement économique. Une première ligne historiographique considère la simple attractivité de la City de Londres comme généralement suffisante à comprendre la volonté de nouvelles entités latino-américaines à se financer sur le marché des capitaux anglais. Suivant la fin des guerres napoléoniennes, la reprise de l'étalon-or de 1821, et la conversion par le gouvernement britannique de plusieurs millions de livres sterling de *Consols* (passant de cinq à quatre pourcents), l'économie britannique connaît alors une détente monétaire relativement importante. Au sein d'un tel climat, les titres issus d'emprunts de nouveaux pays d'Amérique centrale et du Sud portant un taux d'intérêt plus élevé que leurs cousins européens³⁷⁷ deviennent de fait plus attractifs. En d'autres termes, l'existence d'une offre de capitaux suffisante, motivée essentiellement par l'engouement d'investisseurs londoniens, permet d'expliquer l'attrait que peut avoir la City de Londres pour certains projets politiques latino-américains dans leur quête de capitaux nécessaires à financer leur renforcement militaire et d'indépendance. Dans cette veine, la célèbre étude de Charles Hobson sur l'exportation de capitaux britanniques mentionne, par exemple, que le public de Londres perçoit ces nouveaux titres latino-américains comme pouvant offrir de meilleures perspectives plus à même de concéder un rendement plus profitable à leurs investissements³⁷⁸. De manière similaire, Desmond Platt comprend l'enthousiasme de marchands et investisseurs britanniques pour l'Amérique latine comme la résultante des richesses potentielles promises par ces nouveaux États, récemment libérés du joug espagnol, et d'un commerce prometteur découlant de l'établissement futur de traités de commerce³⁷⁹. Finalement, Larry Neal mentionne Londres comme constituant un choix presque évident pour de nouveaux États latino-américains tels que la Colombie, le Pérou ou le Chili, empruntant d'importantes sommes sur le marché des capitaux londoniens en 1822. Selon l'auteur, ces nouveaux États trouvent à Londres « *a ready market [that] had recently become the dominant marketplace for finance capital in the world* » durant le conflit européen précédent³⁸⁰.

Ces études permettent la mise en place d'une meilleure compréhension des motivations poussant des investisseurs britanniques à accorder l'émission de tels instruments de crédit sur leur place financière. Toutefois, du fait de l'accent mis sur des éléments explicatifs liés à l'offre londonienne de liquidités, ces travaux

³⁷⁷ Par exemple, les emprunts colombiens et chiliens de 1822 portent chacun un intérêt de 6 %, alors que ceux de Prusse de 1818 et du Danemark de 1822 ont chacun un intérêt de 5 %. Voir : John James Secretan, *Epitome of Foreign Stocks, most currently bought and sold in London* (London: W. and S. Graves, 1824).

³⁷⁸ Charles Kenneth Hobson, *The Export of Capital* (London: Constable and Company, 1914), 102.

³⁷⁹ Desmond Christopher Martin Platt, *Finance, Trade, and Politics in British Foreign Policy: 1815-1914* (Oxford: Clarendon Press, 1968), 312-16.

³⁸⁰ Larry Neal, « The Financial Crisis of 1825 and the Restructuring of the British Financial System », *Federal Reserve Bank of St. Louis Review* 80, n° 3 (mai 1998): part. Latin American Securities. Dans une veine similaire, voir: Michael Tomz, *Reputation and international cooperation: sovereign debt across three centuries* (Princeton: Princeton University Press, 2007); Youssef Cassis, *Les Capitales du Capital: Histoire des places financières internationales, 1780-2005* (Genève: Slatkine, 2006).

tendent à n'accorder qu'une place minime, voire insignifiante, aux motivations des projets latino-américains de considérer la City de Londres comme *le* centre financier particulier mieux à même de pouvoir leur fournir des capitaux nécessaires. Il en va de même pour des auteurs proposant des analyses centrées sur des études de cas particuliers. Par exemple, l'étude de W. M. Mathew portant sur les négociations opposant le gouvernement péruvien et les détenteurs d'obligations souveraines suivant la faillite du premier emprunt anglo-péruvien de 1822 offre une description détaillée autant des protagonistes impliqués que du processus d'émission de ce dernier. Mettant en lumière l'absence d'une quelconque intervention effective ou potentielle du gouvernement de Sa Majesté dans ces processus de règlement de dette, l'auteur ne considère toutefois pas les raisons poussant le Pérou à initialement émettre un emprunt à Londres³⁸¹. Au sein de ces divers exposés, seule l'existence d'une offre suffisante en capitaux semble expliquer pourquoi Londres est l'unique option envisagée pour tout projet souhaitant financer son développement.

Se concentrant sur les besoins en capitaux de projets commerciaux ou souverains d'Amérique du Sud, un deuxième courant historiographique comprend l'émission d'emprunts au sein de la City comme constituant plus une continuité de pratiques et de relations de crédits liant déjà préalablement indépendantistes latino-américains et marchands britanniques. Selon Fred Rippy, le fait que des officiers des mouvements de libération américaine se fournissent, dès les premières années de guerre, en armes et autres produits nécessaires auprès de marchands britanniques les lie consécutivement les uns aux autres de manière durable. Le « soutien privé bienveillant » britannique accordant, à crédit, des armes, bateaux ou uniformes aboutit à la création d'une importante dette pour nombre d'officiers latino-américains. La préexistence de tels liens financiers force apparemment ces entités politiques nouvellement formées à trouver de nouveaux fonds à la fois pour le maintien de leur effort révolutionnaire, mais aussi pour permettre le paiement de dettes précédemment contractées à l'endroit même où existent des liens financiers préétablis et verrouillés, à savoir Londres³⁸². Dans une veine quelque peu similaire, Frank Dawson et Carlos Marichal décrivent le choix effectué par les révolutionnaires latino-américains de considérer la City de Londres comme un lieu où chercher le capital nécessaire à leurs efforts armés est constitutif d'un opportunisme politique, puisqu'à la recherche d'une garantie de protection militaire britannique en cas de représailles espagnoles ou françaises. Toutefois, ce choix s'explique surtout par l'existence d'emprunts commerciaux précédemment établis avec des marchands de la place. Se focalisant principalement sur l'exemple colombien, ces auteurs décrivent l'emprunt de 1822 comme constituant en fait une tentative établie par Francisco Antonio Zea, représentant plénipotentiaire colombien, de satisfaire d'anciens créanciers en recherchant les fonds nécessaires au paiement

³⁸¹ W. M. Mathew, « The First Anglo-Peruvian Debt and Its Settlement, 1822-49 », *Journal of Latin American Studies* 2, n° 1 (mai 1970): 81-98.

³⁸² Fred J. Rippy, « Latin America and the British Investment "Boom" of the 1820's », *The Journal of Modern History* 19, n° 2 (juin 1947): 123; Marichal, *A century of debt crises in Latin America*.

des dettes précédemment contractées. Bien qu'ayant autorisé l'émission d'une dette souveraine à l'encontre des vœux de Simon Bolivar, Zea entrevoit ainsi la possibilité d'allouer à son État une certaine – si ce n'est une bonne – réputation sur la place. Celle-ci pourrait ainsi potentiellement mener à une reconnaissance diplomatique de sa nouvelle indépendance plus aisée par le gouvernement britannique³⁸³.

Bien que ces études permettent de mieux mettre en perspective les raisons sous-jacentes aux forts besoins en capitaux de ces nouveaux États latino-américains (et plus précisément de la Colombie), elles tendent néanmoins à ne jeter que très peu de lumière sur les processus décisionnels internes aux gouvernements de ces nouvelles entités politiques. Ces descriptions semblent en effet comprendre l'émission d'emprunts à Londres, sur la base des dettes commerciales contractées précédemment auprès de marchands britanniques, comme la seule et unique option offerte à ces emprunteurs. Ainsi, ces nouveaux États latino-américains émergent comme n'ayant d'autre choix que celui de suivre les consignes données par les mêmes marchands britanniques avec qui des lignes de crédit ont déjà été contractées. Surtout, comme le mentionne bien Marichal, les circonstances ayant mené aux autorisations et négociations de ces différents emprunts souverains varient néanmoins de manière substantielle pour chaque cas souverain. Ainsi, l'auteur explique que « *the objectives of the first foreign loans of Latin America were varied because the political and military priorities of the nascent states differed substantially*³⁸⁴ ».

Giorgio Fodor comprend également les besoins en capitaux des nouveaux États latino-américains comme fondés sur un besoin de rembourser d'anciennes dettes commerciales britanniques. Toutefois, l'auteur mentionne le fait que, bien que le Chili émette un premier emprunt à Londres en 1822, ses dirigeants parviennent à récolter une bonne partie des fonds nécessaires au développement économique du territoire parmi des investisseurs locaux. Ainsi, bien que la City de Londres incarne alors un dépôt important de capitaux où il est, pour les mouvements d'indépendance latino-américains, apparemment facilement envisageable de « se servir », l'émission d'un emprunt à Londres semble résulter d'un processus décisionnel opposant agents gouvernementaux et marchands-banquiers britanniques. De manière similaire au cas de l'emprunt colombien de 1822, l'envoyé diplomatique à Londres pour le Chili, Antonio José de Irisarri, négocie l'émission d'un emprunt avec des marchands-banquiers anglais sans autorisation expresse de son gouvernement. De la sorte, le choix d'emprunter des capitaux à Londres s'effectue hors du domaine de contrôle et de l'examen du politique chilien³⁸⁵.

L'analyse succincte proposée par Fodor permet de considérer l'importance d'entreprendre des études micro-historiques détaillées. Celles-ci permettraient

³⁸³ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 6-27.

³⁸⁴ Marichal, *A century of debt crises in Latin America*, 35-36.

³⁸⁵ Giorgio Fodor, « The boom that never was? Latin American loans in London 1822-1825 », in *Crisis: from the real economy to the financial system* (Venice: Università degli studi di Trento-Dipartimento di economia, 2000), paragr. 4, 9.

ainsi de mieux déchiffrer les différentes étapes et motivations de chacun des acteurs impliqués dans des projets d'emprunt de capitaux londoniens. Ce chapitre se focalise ainsi essentiellement sur le parcours de MacGregor entre les dernières années de son activité de mercenaire acquis à la cause latino-américaine et son arrivée, concession poyaisienne en mains, sur le sol britannique. De la sorte, cette partie se propose de mieux comprendre l'influence exercée par des acteurs commerciaux et financiers particuliers dans la décision de MacGregor de choisir Londres comme lieu idéal à l'acquisition de capitaux nécessaires à la réalisation du projet poyaisien. Surtout, l'étude des aléas de MacGregor dans les deux années précédant l'obtention de la concession poyaisienne jusqu'à son départ pour la Grande-Bretagne semble démontrer l'existence d'une entreprise évoluant et s'affirmant au fil des interactions et obstacles rencontrés à la suite d'échecs militaires successifs. Contrairement à ce qui a été mis en avant par la littérature, Poyais ne constitue pas un projet frauduleux conceptualisé soudainement dans la tête d'un fraudeur-né. À l'origine, Poyais est un important lopin de terre destiné à devenir une base militaire indépendante, permettant de légitimer la distribution de lettres de marque à des corsaires engagés pour attaquer des possessions espagnoles. Finalement, MacGregor débarque à Londres avec un projet colonial soigneusement planifié. Choisir le marché londonien de capitaux pour le financement du projet poyaisien représente alors une solution de dernier recours. Celle-ci semble avoir été élaborée à la suite de difficultés conjoncturelles et structurelles à pouvoir localiser des investisseurs privés tant à Londres qu'en périphérie.

3.2 Amelia : un premier État manqué

Les raisons concrètes poussant MacGregor à se retrouver, un beau jour d'avril 1820, à la cour de George Frederic restent floues. Elles sont généralement mises en avant comme allant de soi, faisant partie d'une fraude escamotée de toutes pièces par un escroc persuadé de pouvoir convaincre un souverain indigène alcoolisé – jamais rencontré auparavant – de lui allouer un lopin de terre sur lequel constituer un État inexistant. Le souverain indigène incarne ainsi la victime originelle choisie d'un MacGregor n'ayant apparemment jamais mis pied en Moskitie tout au long d'une carrière de mercenaire au service de la cause bolivarienne. Néanmoins, un beau jour, celui-ci débarque soudainement mais délibérément à la cour royale indigène de Moskitie³⁸⁶. De manière alternative, il est possible que MacGregor se retrouve, par hasard, au Cap Gracias a Dios. À la suite de ses deux dernières défaites militaires (Porto Bello et Rio de la Hacha), il se peut qu'il souhaite simplement retourner en Jamaïque pour rejoindre sa famille l'attendant en sécurité sur l'île³⁸⁷. Toutefois, une traversée rendue difficile par de forts courants marins se dirigeant généralement de la région de l'isthme de Panama et de l'actuelle Guajira (où se trouve Rio de la Hacha) vers le Cap

³⁸⁶ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 41.

³⁸⁷ Voir section 1.2 de cette thèse.

Gracias a Dios peut avoir forcé son navire à se détourner en direction du lieu de résidence du souverain miskitu³⁸⁸.

À la lumière de sources primaires retraçant les derniers mois de la carrière militaire de MacGregor, il est néanmoins envisageable de considérer que son arrivée à la cour de George Frederic constitue un effort collectif. Celui-ci intègre quelques mercenaires britanniques percevant les envies d'autonomie politique du souverain indigène comme une aubaine permettant de consolider une présence militaire propice aux indépendances latino-américaines. Débarquant au Cap Gracias a Dios, lieu de résidence de George Frederic, MacGregor n'est en effet pas seul. Il est accompagné du colonel George Woodbine. Ce dernier est un ancien compagnon d'armes de Christie Ambrister et Alexander Arbuthnot, tous deux tristement célèbres pour avoir été exécutés par Andrew Jackson lors des guerres séminoles de Floride des années 1810. Lors de ces affrontements nord-américains, Woodbine est notamment responsable de recruter des indigènes séminoles et creeks pour le compte des efforts de résistance britannique contre une quelconque expansion américaine en Floride³⁸⁹. Woodbine est alors un agent britannique impliqué dans le recrutement de membres de populations indigènes nord-américaines prêts à s'opposer militairement aux États-Unis. Les bons contacts apparemment entretenus lors de ses échanges et négociations lui valent d'ailleurs autant l'obtention d'une concession territoriale personnelle sur sol séminole, qu'un avis de recherche à son encontre par le futur président des États-Unis. Andrew Jackson aurait en effet préféré voir Woodbine, plutôt qu'Ambrister et Arbuthnot, se balancer au bout d'une corde³⁹⁰.

³⁸⁸ Herman Moll, *A map of the West-Indies etc with the adjacent countries - also ye trade winds, and ye several tracts made by ye galeons and flota from place to place*, 1727, 1727, Lionel Pincus and Princess Firyal Map Division, The New York Public Library, New York, <http://digitalcollections.nypl.org/items/510d47da-f183-a3d9-e040-e00a18064a99>; Cameron Beccario, « Earth », 2018, <http://earth.nullschool.net>.

³⁸⁹ Nathaniel Millett, *The Maroons of Prospect Bluff and their quest for freedom in the Atlantic World* (Gainesville: University Press of Florida, 2015), 40-42; Frank L. Owsley, « Ambrister and Arbuthnot: Adventurers or Martyrs for British Honor? », *Journal of the Early Republic* 5, n° 3 (octobre 1985): 289-308; J. Leitch Wright Jr, « A Note on the First Seminole War as Seen by the Indians, Negroes, and Their British Advisers », *The Journal of Southern History* 34, n° 4 (novembre 1968): 565-75; John K. Mahon, « British Strategy and Southern Indians: War of 1812 », *The Florida Historical Quarterly* 44, n° 4 (avril 1966): 285-302.

³⁹⁰ Owsley, « Ambrister and Arbuthnot », 297.

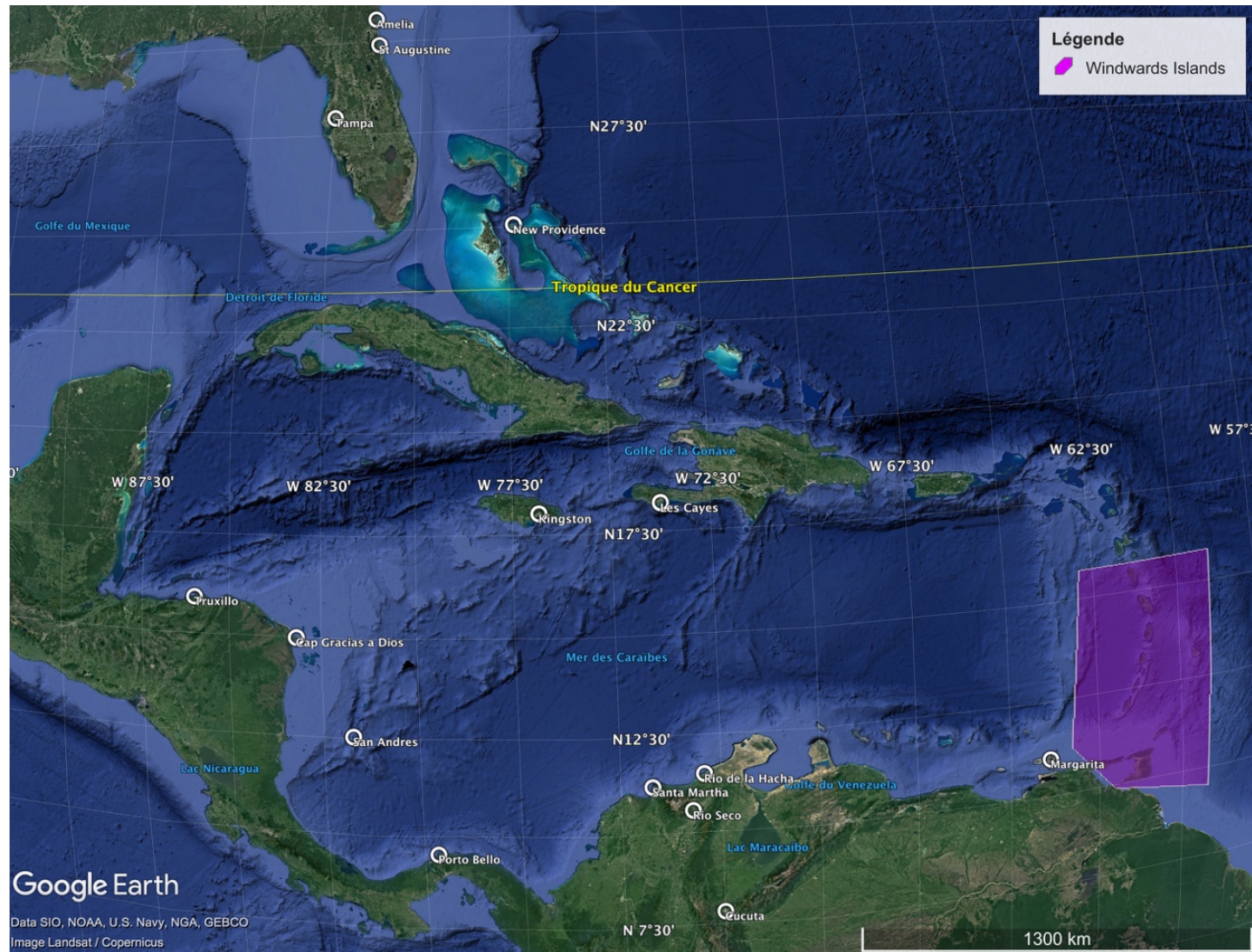


Figure 15 Aléas caribéens de MacGregor 1818-1821.

Woodbine rencontre MacGregor lors de la capture de l'île floridienne de Amelia de 1817. À l'origine peuplée d'une petite garnison espagnole, l'île est prise par un MacGregor décidant, sur les conseils de Juan Bautista Arismendi (alors gouverneur de Margarita), de s'emparer d'une nouvelle base potentielle de repli pour des opérations républicaines en Amérique centrale. Le lieu, si capturé, peut ainsi constituer un trésor de guerre contribuant à la constitution d'un nouveau centre militaire pour des mercenaires européens et américains nouvellement recrutés, promettant de surcroît un avancement certain pour la carrière latino-américaine de MacGregor³⁹¹. Ce dernier débarque alors dans divers ports allant de New York à Savannah pour y recruter des hommes et récolter les fonds nécessaires auprès d'agents commerciaux. À Philadelphie, il reçoit d'ailleurs une commission officielle de la part d'agents représentant les intérêts de Bolivar, l'autorisant à capturer l'île pour le compte du révolutionnaire. Le 29 juin 1817, MacGregor accompagné d'une centaine d'hommes prend ainsi la localité de Fernandina, point central de l'île. Le commandant espagnol en charge de la défense du territoire, pris de panique, se soumet sans aucune opposition. Se nommant brigadier général, MacGregor proclame alors Amelia comme constituant une zone libérée au nom des gouvernements d'Amérique du Sud³⁹².

À l'image de Margarita, MacGregor envisage son nouveau territoire comme une base de stationnement pour corsaires et mercenaires recrutés pour le compte des forces boliviennes. Pour ce faire, il proclame l'indépendance du territoire, renommé « République des Florides ». Il fait alors monter un drapeau propre (croix de St-George verte sur fond blanc) sur les étendards, et distribue des médailles de l'ordre militaire de la « croix verte », inventé sur le coup pour commémorer la « libération » de l'île³⁹³. Pour assurer une certaine autarcie aussi financière qu'agricole à son territoire, MacGregor envisage de recruter des colons – d'abord – américains, à qui des lopins de terre ont déjà été vendus avant le lancement des opérations militaires³⁹⁴. Il ordonne également l'ouverture d'un bureau de poste, ainsi que d'une cour de justice. MacGregor fait installer une presse typographique pour l'impression d'un journal, ainsi que de textes de loi envisagés comme nécessaires pour discipliner autant une population jusque-là sous emprise espagnole que des mercenaires américains apparemment peu enclins à suivre les ordres d'un officier attendant des renforts autant militaires que monétaires. Ceux-ci sont toutefois attendus par un MacGregor ayant apparemment négocié une arrivée de fonds et de nouveaux mercenaires provenant du continent américain dès la capture de Amelia sécurisée. Afin de garantir le paiement des soldes de ses soldats, MacGregor semble alors utiliser

³⁹¹ Sinclair, *The land that never was*, 175.

³⁹² « Extract from a proclamation of Gregor MacGregor, dated head-quarters, Amelia Island, June 30, 1817 », *Niles' Weekly Register* 13, n° 22 (24 janvier 1818): 350.

³⁹³ Pour un exemple de médaille, voir : Stack's, « Amelia Island Green Cross of Florida Medal, 1817 » (2005 auction, session 2, 19 janvier 2005), <http://www.stacksarchive.com/viewlot.php?auction=ST0105&lot=2406&auclink=>.

³⁹⁴ Thomas Frederick Davis, *MacGregor's invasion of Florida, 1817: together with an account of his successors, Irwin, Hubbard and Aury on Amelia Island, East Florida* (Jacksonville, FL: Florida Historical Society, 1928).

sa presse pour imprimer des billets de banque³⁹⁵. Les biographes de MacGregor traduisent généralement l'émission de papier-monnaie comme un signe avant-coureur de sa nature malicieuse³⁹⁶. Toutefois, l'impression de tels moyens de paiement semble ressembler moins à de la fausse monnaie qu'à des lettres de crédit. Des titres similaires ont par exemple été émis au cours du XVII^e siècle au sein de la colonie britannique du Massachussets. En l'absence immédiate de liquidités, tardant à être acheminées depuis la métropole, l'administration de la colonie décide en effet d'imprimer des promesses de paiement. Celles-ci lui permettent notamment de calmer l'anxiété de ses milices attendant le versement de soldes impayées³⁹⁷.

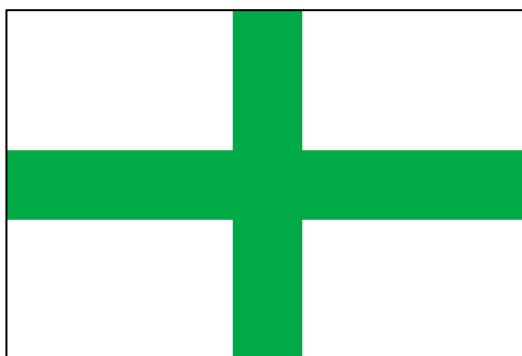


Figure 16: Croix verte de Floride (Zscout370 2007).

Alors que la littérature ayant traité du cas de l'invasion par MacGregor de Amelia considère ses proclamations, impressions de billets de banque, ou levée d'un drapeau propre au territoire nouvellement libéré comme une première tentative ratée de créer un faux pays³⁹⁸, les travaux de David Head permettent de nuancer les raisons sous-jacentes aux actions de MacGregor dans la région³⁹⁹. Son étude de l'invasion de Amelia et de la déclaration d'indépendance successive permet de mettre en lumière l'existence d'une véritable rationalité motivant un projet systématiquement dépeint comme constituant les prémices d'une fraude monumentale. Surtout qu'il ne s'agit pas là d'un cas isolé, comme le démontre le cas de l'île de Gavelston. Ayant des avantages géostratégiques communs à Amelia, l'île de Galveston (au large du Texas) est capturée au cours du mois d'août 1816 par Jean-Louis Aury. Ancien corsaire français passé commodore sous les ordres de Bolivar, Aury s'engage, des suites d'un désaccord politique l'opposant au *Libertador*, en tant que mercenaire au service de la cause

³⁹⁵ Davis, 25.

³⁹⁶ Voir notamment : Sinclair, *The land that never was*, 175-88.

³⁹⁷ George L. McKay, *Early American Currency*, Typophile Chap Books 10 (New York: The Typophiles, 1944), 13-15; Cotton Mather, *Some considerations on the bills of credit now passing in New-England* (Boston: Harris and Allen, 1691).

³⁹⁸ Sinclair, *The land that never was*.

³⁹⁹ David Head, *Privateers of the Americas: Spanish American privateering from the United States in the early republic*, Early American places (Athens, GA: University of Georgia Press, 2015), 102-5, 111, 140-46.

mexicaine. Entrevoyant Galveston comme un port idéalement placé, permettant ainsi un renforcement commercial et militaire indépendantiste dans un Texas encore espagnol, José Manuel de Herrera, un membre du Congrès mexicain, charge Aury de capturer l'île tout en le nommant au rang de gouverneur. En tant que tel, l'appropriation de Galveston, un territoire alors inhabité et de fait destiné à devenir mexicain, permet à Aury de constituer une zone temporairement indépendante sous son autorité. Ainsi, il ordonne la mise en place de tribunaux permettant de légitimer les captures de navires espagnols par des corsaires détenant des lettres de marque reconnues et émises par un Aury agissant de fait pour le compte du gouvernement mexicain⁴⁰⁰.

La constitution d'un gouvernement indépendant par un MacGregor œuvrant apparemment sous les ordres d'agents boliviens basés en Amérique du Nord semble ne pas différer des agissements d'Aury à Galveston. Inhabitée des suites d'un débarquement militaire, Amelia peut alors constituer autant une zone de repli militaire pour de nouveaux mercenaires. Se revendiquant en apparence comme indépendant, le territoire capturé par un MacGregor agissant pour le compte des nouvelles républiques boliviennes⁴⁰¹, constitue ainsi une nouvelle « république » pouvant, à terme, potentiellement être incorporée aux indépendances latino-américaines. En attendant, le lieu est gouverné par une entité pouvant légitimement et indépendamment émettre des lettres de marque. Un large document souvent généreusement orné, une lettre de marque autorise, au nom de l'autorité émettrice, un propriétaire de navire et son équipage à rechercher, attaquer et saisir des catégories spécifiques de navires d'un ennemi désigné. Surtout, ce type de document permet à ces corsaires de revendre, légitimement, les fruits de leur capture auprès de marchands acquérant, de fait, des marchandises de représentants d'une autorité donnée⁴⁰². À l'image de l'exemple de Galveston, Amelia constitue ainsi un territoire indépendant, mené par un gouvernement propre. Titulaires de lettres de marque allouées par MacGregor, des corsaires peuvent alors librement s'installer à Amelia, à condition de n'attaquer que des navires et positions espagnoles floridiennes. Ramenant leurs prises sur l'île, un juge nommé par MacGregor se charge alors de leur attribuer un droit de propriété sur les marchandises capturées⁴⁰³.

Mis au courant de l'invasion couronnée de succès menée par MacGregor, Woodbine, stationné dans les Bahamas, embarque pour Amelia⁴⁰⁴. Des suites de son implication dans les guerres séminoles, il s'est probablement reconverti en corsaire à la recherche d'une lettre de marque. Sur place, Woodbine convainc toutefois le nouveau maître de lieux de repousser d'autres positions espagnoles établies en Floride. Pour ce faire, il envisage de débarquer MacGregor et une

⁴⁰⁰ Head, 94-99.

⁴⁰¹ « Extract from a proclamation of Gregor MacGregor, dated head-quarters, Amelia Island, June 30, 1817 ».

⁴⁰² Head, *Privateers of the Americas*, 95.

⁴⁰³ T. Frederick Davis, « MacGregor's Invasion of Florida, 1817 », *The Florida Historical Society Quarterly* 7, n° 1 (juillet 1928): 22; Head, *Privateers of the Americas*, 102-5.

⁴⁰⁴ James Parton, *Life of Andrew Jackson* (Boston, New-York: Houghton, Mifflin and Company, 1888), 423.

compagnie de mercenaires à Tampa (sud-ouest de la Floride), où les attendraient plus de 1 500 indigènes recrutés par ses soins. De cette position, il serait alors possible d'attaquer Saint Augustine (un peu plus au sud de Amelia)⁴⁰⁵. Toutefois, au risque de laisser Amelia sans présence militaire, aucune intervention ne peut être envisagée sans l'arrivée de renforts du continent. Ceux-ci tardant cruellement à arriver, MacGregor semble ne pas pouvoir contenir une baisse généralisée du moral de ses troupes. Informé d'une attaque espagnole imminente, MacGregor abandonne finalement l'île, moins de trois mois seulement après sa capture⁴⁰⁶.

Déçu de l'échec de maintenir une présence durable sur Amelia, Woodbine se charge d'évacuer MacGregor à bord de sa goélette en direction de New Providence (Bahamas). Envisageant toujours de mener une attaque contre des bastions espagnols en Floride, MacGregor manque toutefois de volontaires. Il se rend alors à Londres pour se fournir autant en hommes qu'en matériel de guerre. Sur place, un certain Thomas Newte, marchand britannique et agent commercial des forces révolutionnaires de Nouvelle-Grenade⁴⁰⁷, se charge de fournir, sans sourciller, les lignes de crédit nécessaires – totalisant plus de £ 5 000 – à l'acquisition d'armes, diverses provisions militaires, et surtout pour le paiement d'avances promises aux soldats et officiers anglais et irlandais volontaires⁴⁰⁸. Quittant l'Angleterre dans le courant de l'année 1819, MacGregor, accompagné d'une nouvelle légion, fait initialement halte à Les Cayes (Haïti)⁴⁰⁹. Ses hommes reçoivent alors un seul ordre, à savoir celui de l'attendre. En vue des combats à venir, MacGregor embarque alors pour la Jamaïque afin de placer sa famille en sécurité⁴¹⁰.

L'arrivée à Kingston de MacGregor semble en fait surtout coïncider avec un changement de plan. Considérer une nouvelle attaque en Floride ne semble plus être une priorité en vue, certainement rendue inutile par l'annexion de la Floride par les forces américaines de Jackson⁴¹¹. En avançant les fonds nécessaires au recrutement de nouveaux hommes, Newte semble plutôt imposer à MacGregor de rediriger ses forces vers la Nouvelle-Grenade. Se rendre en Jamaïque permet ainsi à MacGregor de recueillir « *information among the merchants at Kingston, concerning the most eligible part of the Spanish Main on which to make a*

⁴⁰⁵ Davis, « MacGregor's Invasion of Florida, 1817 », 66-67.

⁴⁰⁶ Head, *Privateers of the Americas*, 102-5, 111, 140-46; Davis, *MacGregor's invasion of Florida, 1817*.

⁴⁰⁷ Moises Enrique Rodríguez, *Freedom's Mercenaries: British Volunteers in the Wars of Independence of Latin America: Northern South America*, vol. 1 (Lanham: Hamilton Books, 2006), 106; Antonio Vittorino, *Relaciones colombo-británicas de 1823 a 1825: según los documentos del Foreign Office* (Barranquilla: Ediciones Uninorte, 1990), 61.

⁴⁰⁸ Rodríguez, *Freedom's Mercenaries*, 2006, 1:105-6; Vittorino, *Relaciones colombo-británicas de 1823 a 1825*, 59-61; Court of chancery, « MacGregor v Newte, Bill Only » (1823), C 13/2787/9, The National Archives, Kew.

⁴⁰⁹ Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*, 142.

⁴¹⁰ Rafter, 142, 167, 383.

⁴¹¹ Charles E. Bennett, *General MacGregor: Hero or Rogue?* (Jacksonville: Mid Nite Books, 2001), 202.

*descent*⁴¹² ». Un de ces « *merchants at Kingston* » intéressés par les prochaines campagnes de MacGregor est un certain Wellwood Hyslop⁴¹³. Partenaire dans la société commerciale établie avec son frère Maxwell, Wellwood Hyslop arrive en Jamaïque en 1792. À ce moment, il semble difficile pour des « retardataires » tels que les Hyslop d'intégrer le marché sucrier local. À la suite d'affaires malheureuses à New York, ils entrevoient néanmoins les mouvements révolutionnaires latino-américains comme constituant une opportunité sans égale. Au cours des années 1810, les frères sautent ainsi sur l'occasion donnée par la répudiation de l'autorité espagnole par certains territoires latino-américains pour y constituer des connexions marchandes. Maxwell restant à Kingston, Wellwood établit une branche commerciale à Carthagène en 1813, ayant fait sécession en 1810. Alors qu'un siège de la cité établi en 1815 par les forces espagnoles de Pablo Morillo le force à abandonner ses nouvelles activités, cette courte période de contact avec les intérêts indépendantistes permet aux Hyslop de se constituer en proches non seulement de certains mercenaires acquis à la cause latino-américaine, dont MacGregor⁴¹⁴, mais également de Bolivar lui-même. À la suite du siège de Carthagène, le révolutionnaire trouve en effet un important soutien financier auprès de Maxwell Hyslop lors de son exil jamaïcain⁴¹⁵. Par la suite, les frères Hyslop se présentent comme étant les agents commerciaux de Bolivar pour la Nouvelle-Grenade. Wellwood Hyslop semble même être nommé ministre plénipotentiaire pour la Grande-Bretagne, chargé par le Congrès vénézuélien de Cariaco de 1817 d'entreprendre les négociations d'un traité commercial⁴¹⁶.

Toutefois, la reconquête progressive de la Nouvelle-Grenade par les forces espagnoles de Morillo, suivant la reprise de Carthagène, semble compromettre les liens commerciaux entretenus entre les Hyslop et les territoires libérés par Bolivar. Ainsi, Wellwood Hyslop se saisit de l'opportunité offerte par l'arrivée à Kingston en 1819 d'un MacGregor s'enquérant auprès de la communauté marchande locale au sujet de ses futurs plans militaires. Hyslop serait même allé jusqu'à garder MacGregor « *almost entirely secluded from society, in the hope of monopolizing the commercial advantages to be derived from the capture of Porto*

⁴¹² « Letters from Kingston, Jamaica, of the 24th of March », *Public Ledger and Daily Advertiser*, 17 mai 1819; « Letters from Kingston, Jamaica, of the 24th of March », *Kentish Weekly Post or Canterbury Journal*, 18 mai 1819.

⁴¹³ Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*, 170.

⁴¹⁴ Rafter, 170.

⁴¹⁵ Robert Arthur Humphreys, « British Merchants and South American Independence », in *Tradition and Revolt in Latin American and other essays* (New York: Columbia University Press, 1969), 117-21; Ian Anderson, « Hyslops », Hyslop-Maxwell, consulté le 29 septembre 2015, <http://hyslopmaxwell.com/hyslops>. Par ailleurs, Ian Anderson suggère que la fameuse *Carte de Jamaica* rédigée par Bolivar en 1815, dans laquelle il expose les raisons légitimant les aspirations indépendantistes des Américains hispaniques, serait destinée à Maxwell Hyslop. Voir : Simon Bolivar, « Reply of a South American to a Gentleman of this Island (Jamaica) », in *Selected Writings of Bolivar*, par Vicente Lecuna, éd. par Harold A. Bierck, trad. par Lewis Bertrand, vol. 1 (New York: The Colonial Press Inc., 1951), <http://faculty.smu.edu/bakewell/BAKEWELL/texts/jamaica-letter.html>.

⁴¹⁶ Humphreys, « British Merchants and South American Independence », 117-21; Marichal, *A century of debt crises in Latin America*, 20.

*Bello*⁴¹⁷ ». Convaincu, MacGregor établit alors la suite de ses opérations militaires avec comme priorité la capture de la cité de Porto Bello, garantissant à la communauté marchande jamaïcaine « *that [their] property, as far as can be identified as to be bona fide British, shall be respected*⁴¹⁸ ».

Laissant sa famille sur place, il retourne auprès de ses hommes à Les Cayes, et lance – comme convenu avec Hyslop – une première attaque victorieuse contre Porto Bello le 1^{er} avril 1819. L'annonce de la capture du port espagnol⁴¹⁹ – rappelant probablement la victoire écrasante au même lieu des forces navales britanniques en 1739, à l'orée de la guerre de l'oreille de Jenkins – parvenue aux marchands jamaïcains semble les avoir grandement égayés⁴²⁰. Toutefois, ces réjouissances sont de courte durée. Surpris par une contre-attaque des forces espagnoles commandées par le général Horè, MacGregor fuit Porto Bello, seul à bord du navire de Woodbine, ne laissant que la reddition comme seule option à ses hommes restés sur place⁴²¹.

En route pour Les Cayes, MacGregor envisage alors de mettre sur pied une nouvelle campagne militaire. Il conçoit d'attaquer Rio de la Hacha, un port servant surtout au commerce anglais du pernambouc (un bois tinctorial) au nord de la Nouvelle-Grenade⁴²². Grâce à des renforts et du matériel envoyés depuis la Grande-Bretagne financés par Newte⁴²³, MacGregor embarque, accompagné d'un bataillon fort d'un peu moins de 200 mercenaires, en direction de Rio de la Hacha en septembre 1819. En dépit de quelques oppositions espagnoles, ses hommes parviennent à capturer le bastion ennemi. Proclamant victoire, MacGregor va même jusqu'à déclarer, non sans rappeler le cas de Amelia, le territoire indépendant tout en s'identifiant comme « Sa Majesté l'Inca de Nouvelle-Grenade ». À court de renforts et de moyens, il semble néanmoins ne pas parvenir à faire face à des problèmes d'insubordination dans ses rangs. Toujours accompagné de Woodbine, MacGregor abandonne alors une nouvelle fois ses hommes. Une grande partie d'entre eux termineront exécutés ou capturés par une contre-attaque espagnole⁴²⁴.

Accompagné d'une poignée d'officiers, MacGregor atteint Les Cayes dans le courant du mois d'octobre 1819. Penaud, il semble vouloir se réfugier à la cour de l'empereur haïtien Henri Christophe⁴²⁵ – important soutien de la cause

⁴¹⁷ Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*, 170.

⁴¹⁸ Rafter, 171.

⁴¹⁹ Peter T. Bradley, *British Maritime Enterprise in the New World: From the Late Fifteenth to the Mid-Eighteenth Century*, Studies in British History 57 (Lewiston; Queenston; Lampeter: Edwin Mellen Press, 1999), 210-12; Edward Vernon, *A New Ballad on the Taking of Porto-Bello by Admiral Vernon* (London: R. Dodsley, 1740).

⁴²⁰ Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*, 211.

⁴²¹ Pablo Morillo, *Mémoires du général Morillo, comte de Carthagène, marquis de la Puerta, relatifs aux principaux événements de ses campagnes en Amérique de 1815 à 1821* (Paris: P. Dufart, 1826), 219-20.

⁴²² Vittorino, *Relaciones colombo-británicas de 1823 a 1825*, 93.

⁴²³ Rodríguez, *Freedom's Mercenaries*, 2006, 1:118.

⁴²⁴ Rodríguez, 1:113-29; Juan Friede, « La expedición de Mac-Gregor a Riohacha – Año 1819 », *Boletín cultural y bibliográfico* 10, n° 9 (1967): 69-85.

⁴²⁵ Rodríguez, *Freedom's Mercenaries*, 2006, 1:128.

républicaine latino-américaine. Dès ce moment, l'ensemble des auteurs traitant du cas de Poyais semble être d'accord sur un point : plus aucune trace ne permet de retracer les aléas de MacGregor. Toutefois, suivre les agissements d'un autre mercenaire britannique, un certain James David Roy Gordon, permet d'élucider les raisons menant MacGregor à se présenter à la cour du roi miskitu. De fait, Gordon sera celui qui introduira MacGregor à George Frederic.

Peu d'informations persistent sur le compte de Gordon. Néanmoins, il semble aussi être impliqué dans l'épisode de la capture de l'île Amelia. Or, plutôt que de débarquer sur le territoire sous les ordres de MacGregor, il est, en tant que colonel, engagé auprès du mercenaire Jean-Louis Aury. Ce dernier, se saisissant de l'île à la suite du départ précipité de MacGregor, ne parvient toutefois pas à repousser une attaque lancée par le gouvernement des États-Unis d'Amérique pour s'approprier le territoire, sous couvert de contrer le commerce illégal d'esclaves orchestré par le commodore. Le président Monroe s'inquiète en effet du risque que peut constituer une importation d'esclaves antillais potentiellement entraînés à des actes séditieux⁴²⁶. Suivant la perte de l'île, Gordon semble alors suivre son supérieur dans une tentative d'envahir dans le courant du mois d'avril 1820 un bastion espagnol établi à Truxillo (situé dans la baie du Honduras)⁴²⁷.

Bien que se soldant par un échec, cette opération semble néanmoins avoir été bien préparée assez tôt. Ainsi, en prévision de l'action militaire destinée à se débarrasser d'une quelconque présence espagnole dans la région, des hommes de Aury se présentent devant George Frederic. En plus d'acquérir des informations sur la région, ils ont pour mission de s'assurer d'une non-intervention, voire d'un ralliement de troupes miskitu à leur cause. Comme le démontre bien Matthew Dziennik, les indigènes miskitus passent en effet aux yeux de divers représentants coloniaux et militaires britanniques comme de redoutables guerriers. Cette représentation émane d'une importante campagne de mise en valeur des capacités martiales présumées par les communautés miskitus elles-mêmes auprès des populations coloniales britanniques de la région⁴²⁸. Gordon, l'un des officiers d'Aury envoyé en Moskitie pour s'assurer d'une collaboration des Miskitus, obtient d'ailleurs les faveurs du roi George Frederic. Ce dernier, cherchant certainement déjà à diversifier le nombre d'interlocuteurs potentiels pouvant contrebalancer la montée progressive de tensions émergeant au sein du Honduras britannique, le nomme, dans le courant de l'année 1819, général d'une (obscur) armée miskitu, et ambassadeur « *authorized to act for us with foreign Nations in any way or manner he may judge of the greatest utility in our public Service*⁴²⁹ ».

Initialement enthousiaste, l'échec du débarquement des forces de Aury pousse néanmoins George Frederic à devoir finalement renier officiellement toute forme

⁴²⁶ Head, *Privateers of the Americas*, 108-11.

⁴²⁷ José María Palomar, « Noticia de la invasion de Truxillo » (1820), B820lb.P181n, John Carter Brown Library - Guatemala Collection, <https://archive.org/details/noticiadelainvas00palo>.

⁴²⁸ Dziennik, « The Miskitu, Military Labour, and the San Juan Expedition of 1780 ».

⁴²⁹ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 21.

de collusion avec le mercenaire. Les partenaires béliziens du roi indigène l'accusent en effet de prendre position en faveur d'une intervention étrangère dans la région⁴³⁰. En parallèle, probablement déçus de ce nouveau revers, certains des hommes de Aury décident de se désolidariser du commodore tout en maintenant une présence en Moskitie. Pour ce faire, ils semblent vouloir se réfugier auprès de la cour du souverain indigène. C'est ainsi qu'une semaine après l'attaque manquée contre le bastion espagnol de Truxillo, MacGregor (ayant très certainement participé à l'attaque lancée par Aury) est introduit par un Gordon ayant déjà ses entrées auprès de la cour royale de Moskitie⁴³¹. S'ajoute à l'aide de Gordon celle d'un Woodbine certainement à l'aise dans des situations de négociations impliquant des représentants d'une population indigène.

3.3 Rothschild : le refus

Le contrat passé entre George Frederic et MacGregor constitue une concession territoriale. Celle-ci autorise MacGregor à établir toutes les mesures (p. ex. dispositions légales et douanières) nécessaires à la bonne prospérité de Poyais, à condition de ne pas usurper une forme quelconque de souveraineté sur ledit territoire. Dénommant ainsi autant MacGregor que l'ensemble de sa descendance comme propriétaire de l'importante concession poyaisienne, ce contrat institue de fait une forme de relation de vassalité envers le souverain miskitu. Néanmoins, celui-ci constitue également une opportunité rêvée pour un mercenaire tentant d'établir une position militaire potentiellement durable au sein d'une région subissant une importante redéfinition de ses espaces souverains. Dans le cas où la reconnaissance d'une prédominance formelle espagnole en Moskitie venait à être modifiée au profit d'une autre puissance (p. ex. républiques latino-américaines, Grande-Bretagne), la détention d'une concession indigène pourrait servir de précédent pour faire reconnaître un quelconque droit de propriété dans la région⁴³².

Comme il le décrira lui-même plus tard⁴³³, MacGregor envisage ainsi initialement ce nouveau territoire, suivant l'échec rencontré à Amelia, comme pouvant accueillir, près de Margarita, une seconde base de recrutement ou de repli militaire destinée aux mercenaires étrangers. En d'autres termes, le territoire obtenu du souverain indigène est envisagé comme pouvant accueillir une colonie de peuplement privée et militaire. À l'image du projet initial envisagé sur l'île Amelia, Poyais constituerait un lieu temporairement indépendant, chargé d'allouer des lettres de marque à des corsaires engagés contre les forces espagnoles dans la région, en attendant d'être formellement intégré au sein d'une

⁴³⁰ Georges Arthur à Don Carlos Urrutia, 9 juin 1820, GBR/0115/RCMS 270/47_120, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

⁴³¹ Georges Arthur à Earl Bathurst, 15 janvier 1821, GBR/0115/RCMS 270/46_41, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.

⁴³² Richter, « To "Clear the King's and Indians' Title" », 59.

⁴³³ Gregor MacGregor à Brigadier General Baron Tinto, 7 avril 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

des nouvelles républiques latino-américaines. Le jour même de l'obtention de sa concession, MacGregor se met alors en tête d'acquérir le capital nécessaire à l'exploitation et mise en valeur économique de son nouveau territoire. La constitution d'une économie agricole et commerciale permettrait en effet de subvenir aux besoins alimentaires et monétaires des troupes et autres corsaires stationnés sur place.

En ce sens, MacGregor semble respecter les pratiques des propriétaires britanniques de nouveaux terrains antillais destinés à l'exploitation de ressources naturelles ou de cultures commerciales. En effet, comme le narre Thomas Roughley dans son guide du planteur jamaïcain, le développement d'une nouvelle parcelle perçue comme pouvant accueillir une exploitation agricole nécessite un apport en capital. Il donne notamment l'exemple d'un propriétaire quelconque entrevoyant le potentiel économique d'une de ses parcelles situées dans un territoire vallonné de Jamaïque. Bien que ses premières récoltes s'annoncent très prometteuses, celles-ci n'ont toutefois pu être rendues possibles sans l'acquisition d'outils et autres biens nécessaires au défrichage du terrain et la mise en activité initiale de la plantation. Le capital des planteurs jamaïcains généralement immobilisé (sous la forme soit de domaines ou d'esclaves), Roughley indique ainsi que les fonds nécessaires aux premières dépenses des « *large supplies of heavy articles* » initialement indispensables doivent alors être empruntés auprès de marchands, livrant de surcroît souvent les provisions et outils initiaux à crédit⁴³⁴.

Toutefois, la relation décrite par Roughley – et illustrée dans l'étude de Lowell Ragatz⁴³⁵ – concerne avant tout une situation propre et concentrée à l'économie jamaïcaine. En effet, il s'agit là d'un environnement de culture de rente déjà bien établi, permettant de fait la mise en relation de planteurs et marchands britanniques actifs dans les Antilles britanniques. Cette configuration semble, de prime abord, relativement peu similaire à celle de Moskitie. Il semble en effet difficile pour MacGregor de mobiliser les ressources en capitaux d'une région vide de toute présence britannique durable depuis l'évacuation britannique de 1787 et l'échec colonial espagnol de 1800⁴³⁶. Le passage d'un meneur d'hommes venant de subir plusieurs échecs militaires (Rio de la Hacha, Porto Bello, Truxillo), à celui de propriétaire foncier en charge du développement économique d'une parcelle dantesque doit certainement également représenter un défi de taille pour MacGregor. Alors que d'autres expériences de telles reconversions peuvent être observées au cours du XIX^e siècle en Amérique latine⁴³⁷, son

⁴³⁴ Thomas Roughley, *The Jamaica Planter's Guide; or, A System for Planting and Managing a Sugar Estate, or Other Plantations in That Island, and throughout the British West Indies in General* (London: Longman, Hurst, Rees, Orme, and Brown, 1823), 16.

⁴³⁵ Lowell Joseph Ragatz, *The fall of the planter class in the British Caribbean, 1763-1833: a study in social and economic history* (New York; London: The Century Co., 1928), 10, 99-102.

⁴³⁶ Voir partie 2.2 de cette thèse.

⁴³⁷ Comme le montre notamment Alessandro Bonvini pour le cas de la *Legión Agrícola-Militar* argentine, constituée, au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, d'exilés mazziniens. Voir : Alessandro Bonvini, « «The plough and the sword»: Mazzinian settlers beyond the Rio de la Plata borderlands, 1855-60 », in *Italian Slaves and Settlers in World Scenarios* (Empires After

entreprise a ceci de particulier qu'elle semble reposer entièrement sur ses épaules. En effet, mis à part la présence avérée de quelques sous-officiers l'accompagnant à la suite de sa fuite de Porto Bello et Truxillo (p. ex. Woodbine et Gordon), MacGregor est seul et unique propriétaire de la concession poyaisienne allouée par George Frederic.

MacGregor incarne ainsi la figure d'un entrepreneur colonial. De la sorte, il s'apparente à la figure de Sébastien-Nicolas Gachet. Négociant fribourgeois, Gachet obtient en 1818 de Jean VI du Brésil pour le compte d'une – obscure – société coloniale par actions, l'autorisation d'installer une colonie sous condition d'une mise en valeur exigée par un souverain contractant⁴³⁸. Bien qu'essuyant d'importantes difficultés – nécessitant même l'intervention d'un comité londonien composé de négociants de descendance helvétique⁴³⁹ – la colonie constitue les fondations de la ville actuelle de Nova Friburgo. Le cas du Poyais rappelle également celui d'un Silvester Gardiner, se chargeant, à titre privé, de permettre la mise en valeur de la colonie de la vallée du Kennebec (Maine, États-Unis) à la veille de la révolution américaine⁴⁴⁰. MacGregor est en effet engagé par une figure d'autorité pour la valorisation commerciale d'un territoire donné. Toutefois, l'obtention d'une concession territoriale n'incarne que le début d'un processus colonial nécessitant l'obtention non seulement de capitaux, mais également l'assurance de pouvoir à la fois écouler les produits issus du processus de développement économique envisagé (p. ex. produits agricoles, prises des corsaires), et importer les biens nécessaires à la constitution d'une telle colonie militaire. Dans le cas de la colonie de Nova Friburgo, la « société de capitalistes suisses » que représente Gachet est alors initialement identifiée autant comme propriétaire de nouveaux dépôts commerciaux européens pour le commerce brésilien promis, que pour le transport des futur-e-s migrant-e-s fribourgeois-e-s vers leur nouvelle terre⁴⁴¹.

Le jour même de l'acquisition du titre de propriété sur le territoire du Poyais, MacGregor écrit ainsi à Nathan Mayer Rothschild. Celui-ci est alors le marchand-banquier le plus important de la City de Londres⁴⁴². Cette première lettre, rédigée au Cap Gracias a Dios, requiert – apparemment⁴⁴³ – de Rothschild une

the Global « Turn »: Planned Migrations, Colonial Agents and Informal Imperialism, c.1800-1950, European University Institute, Firenze, 2017).

⁴³⁸ Martin Nicoulin, *La genèse de Nova Friburgo: émigration et colonisation suisse au Brésil: 1817-1827*, 2^e éd., Etudes et recherches d'histoire contemporaine. Série historique 2 (Fribourg: Ed. Universitaires, 1973).

⁴³⁹ « Swiss colonists in the Brazils » (1821), 1890.c.6.(286.), British Library, London.

⁴⁴⁰ Olivia E. Coolidge, *Colonial entrepreneur: Dr. Silvester Gardiner and the settlement of Maine's Kennebec Valley* (Gardiner: Tilbury House Publishers, Gardiner Library Association, 1999).

⁴⁴¹ Nicoulin, *La genèse de Nova Friburgo*, 40-43.

⁴⁴² Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 660-63.

⁴⁴³ Il n'est pour l'instant que possible d'inférer de l'existence de cette missive, l'originale n'ayant pas été retrouvée. Néanmoins, dans une lettre envoyée un peu moins d'une année plus tard à Rothschild, MacGregor fait mention d'une première prise de contact effectuée le 29 avril 1820, en y résumant, selon ses dires, certains points développés dans son premier courrier. Voir :

participation financière pour permettre la bonne mise en marche des opérations nécessaires au développement économique du territoire nouvellement acquis. De fait, il propose de lui faire parvenir, dans un pli futur, une concession destinée à des « Hébreux » allemands. Ceux-ci auraient alors la liberté de venir s'installer à Poyais. L'intérêt d'un MacGregor souhaitant ainsi décrire son territoire comme un havre de paix potentiel à des populations juives, ayant probablement été victimes des émeutes Hep-Hep de 1819 (dont la famille du financier a elle-même été la cible⁴⁴⁴), semble suivre une forme de tactique rhétorique destinée à potentiellement intéresser le financier dans son projet.

Dans sa démarche, MacGregor semble néanmoins reproduire une stratégie mobilisée notamment au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle par les communautés de marchands transatlantiques. Comme l'illustre Robert East⁴⁴⁵, le commerce transatlantique entrepris par les marchands américains à la veille de la révolution américaine est encore fondamentalement dépendant des maisons d'export britanniques pour l'écoulement de leurs marchandises sur le continent européen. Alors que ces dernières allouent une partie importante des crédits nécessaires au bon fonctionnement de telles interactions commerciales, les marchands-banquiers britanniques à la tête de ces maisons évaluent le crédit de marchands américains – déjà établis ou en devenir – sur la base des connexions et recommandations effectivement ou potentiellement mobilisables. Consécutivement, la mise en place d'une relation d'affaires avec des négociants anglais particuliers appose sur les transactions effectives et potentielles d'un commerçant un crédit proportionnel au prestige de la maison londonienne acceptant de faire affaire. Il en résulte de fait une meilleure distinction sur un marché commercial transatlantique concurrentiel. Bien que les dynamiques mises en avant par East concernent surtout celles pratiquées à la veille des guerres napoléoniennes, il semble que le commerce transatlantique demeure orchestré et structuré de la sorte, voire de façon plus intense du fait d'une recentralisation des affaires internationales vers Londres au lendemain du Congrès de Vienne⁴⁴⁶. En tant qu'entrepreneur colonial fraîchement débarqué, MacGregor semble ainsi, en contactant Rothschild, être à la recherche de telles appositions de marque de reconnaissance et de crédit commercial sur un profil jusque-là dénué d'une quelconque expérience de négoce.

Gregor MacGregor à Nathan M. Rothschild, 16 mars 1821, Sundry Letters, 'M' 1821, RAL XI/112/54, Rothschild Archives, London.

⁴⁴⁴ Henry Wasserman, « Hep! Hep! », in *Encyclopaedia Judaica*, éd. par Michael Berenbaum et Fred Skolnik, 2^e éd., vol. 8 (Detroit: Macmillan Reference USA, 2007), 811-12; Henry Wasserman, Simon R. Schwarzfuchs, et Vivian David Lipman, « Rothschild », in *Encyclopaedia Judaica*, éd. par Michael Berenbaum et Fred Skolnik, 2^e éd., vol. 17 (Detroit: Macmillan Reference USA, 2007), 489.

⁴⁴⁵ Robert A. East, « The Business Entrepreneur in a Changing Colonial Economy, 1763-1795 », *The Journal of Economic History* 6 (1946): 20.

⁴⁴⁶ Bertrand Gille, *Histoire de la Maison Rothschild: des origines à 1848*, vol. 1, Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques 39 (Genève: Droz, 1965), 57.

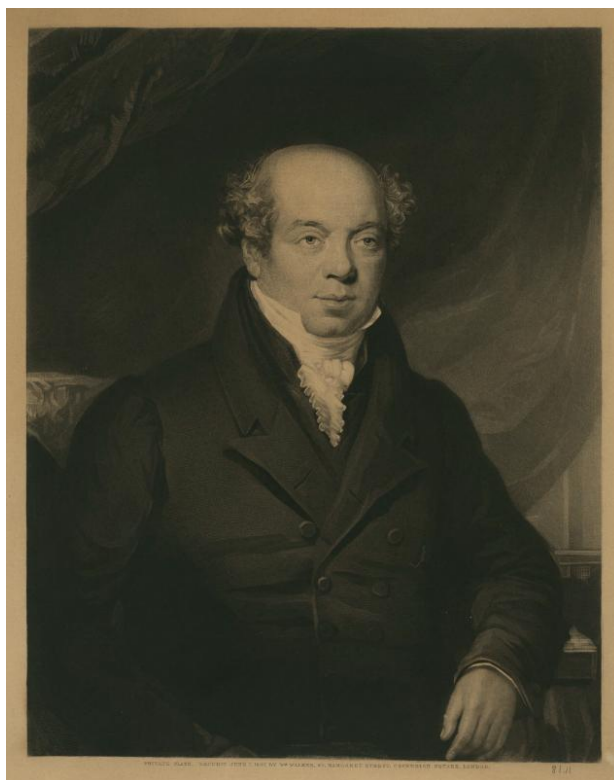


Figure 17: Nathan Mayer Rothschild (Walker 1837).

Considérer le fait que d'écrire, de son propre chef, à Rothschild constitue un premier choix pour MacGregor dans sa quête de fonds semble révéler l'existence d'une caractéristique particulière de la finance transatlantique du début du XIX^e siècle. Plus précisément, cette action indique l'existence possible de mécanismes de transmission d'informations propres aux pratiques financières de marchands-banquiers de premier plan tels que Rothschild. Certaines études historiques tentant d'expliquer la position dominante et sans égale occupée par Nathan Rothschild au sein de la finance britannique du début du XIX^e siècle⁴⁴⁷ mettent généralement en avant la capacité de ce dernier à avoir su déployer, organiser et sécuriser un important réseau d'agents⁴⁴⁸. L'obtention d'informations

⁴⁴⁷ Il semble important de rappeler que ces études prennent toutefois une distance radicale des interprétations douteuses et souvent antisémites insinuant le succès financier de la dynastie Rothschild comme pouvant s'expliquer par des arguments magiques, conspirationnistes ou eugénistes. Voir notamment: *The Hebrew Talisman: reprinted verbatim from a copy of a rare pamphlet, date circa 1836* (London: T.P.S., 1888); Henry Iliowizi, *In the Pale: stories and legends of the russian jews* (Philadelphia: The Jewish Publication Society of America, 1897); Serge Nilus, *Les Protocoles des Sages de Sion*, éd. par Roger Lambelin (Paris: Grasset, 1921); Erich Waschneck, *Die Rothschilds: Aktien auf Waterloo* (UFA-Filmverleih, 1940); Jim Marrs, *Rule by Secrecy: The Hidden History That Connects the Trilateral Commission, the Freemasons, and the Great Pyramids* (New York: Perennial, 2007); *The Satanic Rothschild Dynasty: Financial Wizzards & Wealthy Cults*, vol. 2, consulté le 25 octobre 2014, http://www.archive.org/details/The_Satanic_Rothschild_Dynasty.

⁴⁴⁸ Rainer Liedtke, « Modern Communication: The Information Network of N.M. Rothschild and Sons in Nineteenth-Century Europe », in *Finance and Modernization*, éd. par Gerald D.

privilégiées par le biais d'un tel réseau informationnel privé (incluant les maisons de banque de ses frères) aurait ainsi permis à Rothschild de survoler divers marchés à l'affût de potentielles opportunités d'investissement. Surtout, la mobilisation d'un tel système d'information autoriserait le marchand-banquier à mieux évaluer, anticiper ou réagir en fonction de positions commerciales en cours ou futures.

Toutefois, dans le cas particulier de Poyais, Nathan Rothschild n'est pas celui ayant initialement recherché des informations sur le compte de MacGregor ou de son projet. Plutôt que d'être arrivée sur le bureau du financier par le biais soit de l'existence d'un système d'information propre, soit par une quelconque recherche active d'investissements potentiels à effectuer en Amérique centrale, l'information de l'existence du projet poyaisien lui est transmise par MacGregor lui-même. De fait, il demande « simplement » au banquier le plus prestigieux de son temps à pouvoir obtenir les capitaux nécessaires au bon développement de sa concession. En tant que marchand-banquier de tête de la City, la réputation acquise par une telle position assure ainsi à Rothschild le luxe de voir l'information remonter directement à lui. Dans une récente étude, Stefano Ugolini relève l'existence d'un phénomène similaire au sein de la finance genevoise de la première moitié XIX^e siècle⁴⁴⁹. Le pouvoir de marché suffisamment important de certains acteurs de la place (p. ex. Alexandre Lombard, Charles Odier, Louis Pictet) semble leur accorder le privilège de laisser des acteurs de second rang prendre le soin de leur faire parvenir, en exclusivité, des informations financières choisies. En d'autres termes, la position dominante de Rothschild sur les marchés financiers induit une canalisation d'informations économiques privilégiées directement à New Court (nom donné au siège de sa maison de banque). Rothschild peut ainsi se targuer du luxe de choisir les projets en quête de financiers britanniques.

Les titres de ces « heureux élus » se voient consécutivement affublés d'une « marque » particulière indiquant aux marchés qu'ils représentent un investissement d'une meilleure qualité apparente, puisqu'approuvé par Rothschild lui-même⁴⁵⁰. Une entreprise privée pouvant apposer le « sceau d'approbation » de la maison de banque de Rothschild lui permet ainsi probablement de signaler au passage un gage de qualité apparent auprès d'autres marchands, voire de contrebalancer l'existence de mauvaises relations financières antérieures. Les récents échecs militaires de Rio de la Hacha ou Porto Bello forcent en effet MacGregor à couper certaines relations financières entretenues jusqu'alors avec d'autres marchands-banquiers britanniques. Au

Feldman et Peter Hertner (London: Ashgate, 2008), 155-61; Niall Ferguson, « The Rise of the Rothschilds: the Family Firm as Multinational », in *The world of private banking*, éd. par Youssef Cassis et Philip L. Cottrell (Farnham, England; Burlington, VT: Ashgate, 2009), 1-30; Miguel A. López-Morell et José M. O'Kean, « A stable network as a source of entrepreneurial opportunities: The Rothschilds in Spain, 1835–1931 », *Business History* 50, n° 2 (mars 2008): 163-84.

⁴⁴⁹ Stefano Ugolini, « The Origins of Swiss Wealth Management? Genevan Private Banking, 1800–1840 », *Financial History Review*, mars 2018, 18-19.

⁴⁵⁰ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands ».

sortir de ses différentes défaites, il se retrouve fortement endetté auprès de Thomas Newte, le commerçant anglais ayant commandité et financé ses malheureuses opérations militaires en Amérique centrale. Un procès opposera d'ailleurs Newte à MacGregor à la *Court of Chancery* (tribunal britannique appliquant les règles de l'*equity*) de Londres dans le courant de l'année 1823. Ce dernier accusera notamment le marchand d'avoir contracté des dettes en son nom pour un montant de plus de £ 5 000 sans son accord exprès⁴⁵¹.

Bien qu'une réponse de Rothschild se fasse attendre, MacGregor semble toutefois vraiment vouloir pouvoir le compter parmi ses soutiens financiers et commerciaux. Il lui fait ainsi parvenir, un peu moins d'une année après sa première prise de contact, un nouveau courrier. Envoyé depuis Santa Martha, celui-ci est daté du 16 mars 1821⁴⁵². Semblant avant tout constituer un rappel de la première missive envoyée au mois d'avril de l'année précédente, MacGregor s'y excuse de ne pas encore avoir fait parvenir au financier la concession destinée aux « Hébreux » précédemment mentionnés. Surtout, il expose à Rothschild ses différents va-et-vient antillais, expliquant le retard de l'envoi des documents promis. Ainsi, il indique s'être rendu, peu après l'obtention de la concession du Poyais, dans les îles Windward⁴⁵³, avant de se rendre à Santa Martha, une ville portuaire en actuelle Colombie, sous contrôle républicain. Du fait de ses multiples déplacements, MacGregor exprime son inquiétude quant à son incapacité à se tenir au courant si le marchand-banquier ne lui avait par hasard adressé une réponse. Constituant certainement plus une crainte de ne pas avoir été pris au sérieux par le financier, MacGregor se permet ainsi de lui renvoyer un duplicata de sa première prise de contact, ainsi qu'une copie de la concession⁴⁵⁴. Surtout, de peur de rater une quelconque et éventuelle réponse de Rothschild, il enjoint à ce dernier de faire parvenir le courrier lui étant destiné à « Mess^{rs} Tho^s Higson & Co », marchands à Kingston en Jamaïque.

Selon ses propres dires, MacGregor est alors en route pour le Congrès de Cúcuta. En fait, à son passage par les îles Windward s'ajoute une halte à Margarita. Une des premières régions capturées par les forces bolivariennes, l'île fait partie, dès 1814, du territoire libre du Venezuela. Elle constitue avant tout un point d'arrivée et de repos pour les légions étrangères (notamment britanniques) et un lieu de retrait pour nombre de soldats et réfugiés⁴⁵⁵. Ainsi, la région, bien que peuplée de nombreuses familles d'agriculteurs locaux, semble évoluer principalement autour des intérêts des légions étrangères. Par sa position et son

⁴⁵¹ « Macgregor v Newte » (Bill only, 10 novembre 1823), C 13/2787/9, The National Archives, Kew.

⁴⁵² MacGregor à Rothschild, 16 mars 1821.

⁴⁵³ À cause de la différence linguistique existant entre le terme géographique anglophone (*Windward Islands*) et francophone (Îles du Vent), ne définissant pas exactement le même regroupement d'îles des Petites Antilles, le terme en anglais sera ici privilégié, puisqu'utilisé par MacGregor.

⁴⁵⁴ Du fait que ni le premier courrier de 1820, ni son duplicata n'aient été retrouvés au sein des archives Rothschild londonniennes, il est difficile de dire si MacGregor fait ici référence à un duplicata de la concession allouée par le roi des Miskitus, ou de celle que lui-même souhaite allouer aux « Hébreux ».

⁴⁵⁵ Alexander, *The Life of Alexander Alexander*, 2:147-61.

affiliation – précoce – à la cause bolivarienne, l'île constitue l'un des territoires devant être représentés au Congrès de Cúcuta. Initialement prévue pour le mois de janvier 1821, cette assemblée doit officialiser la création de la république indépendante de Grande Colombie. Décrété à Angostura par le Congrès vénézuélien en octobre 1820 à la suite de la bataille de Boyacá, ce nouvel État doit ainsi unir le Venezuela et la Nouvelle-Grenade. Celui-ci doit toutefois être légitimé par un congrès composé de représentants élus des différentes régions devant le composer, permettant ainsi d'officialiser et légitimer la création de la nouvelle république en lui offrant une constitution régissant et officialisant les principes politiques édictés à Angostura⁴⁵⁶. Élu le 18 décembre 1820⁴⁵⁷, MacGregor est ainsi l'un des trois – ou cinq, selon ses propres dires – députés de Margarita envoyés au congrès constitutionnel⁴⁵⁸. Il doit apparemment son élection à ses propres soldats et à des résidents nord-américains de l'île⁴⁵⁹.

En route pour Cúcuta, MacGregor semble toutefois s'inquiéter de ne toujours pas avoir reçu de réponse à sa première missive envoyée à Rothschild. Anxieux, il rédige alors une lettre destinée à Nicholas Vansittart⁴⁶⁰, chancelier de l'Échiquier britannique. MacGregor rappelle d'abord à son bon souvenir la correspondance qu'il semble avoir entretenue avec le prince Edouard Auguste de Hanovre, duc de Kent et Strathearn, jusqu'à son décès l'année précédente. MacGregor l'informait apparemment régulièrement de ses agissements au sein des mouvements révolutionnaires latino-américains. La correspondance entretenue avec le duc de Kent semble par ailleurs remonter aux premiers jours de l'arrivée en 1812 de MacGregor en Amérique latine. Apparemment enjoué à l'idée de suivre Francisco de Miranda dans ses aspirations révolutionnaires, il propose néanmoins d'offrir ses services en tant qu'informateur privilégié au Premier ministre anglais d'alors, Spencer Perceval⁴⁶¹. Au décès de celui-ci (en 1812), il se peut alors que le duc de Kent ait repris la correspondance entretenue avec le mercenaire.

MacGregor semble ainsi considérer Vansittart comme le digne successeur du duc de Kent en tant que correspondant particulier pour la transmission de ses rapports sur l'état des soulèvements latino-américains. Dans cette nouvelle missive, MacGregor indique notamment au chancelier que la capture de Amelia était avant tout destinée à proposer un nouveau canal pour la population émigrante de Grande-Bretagne. Il informe également le chancelier de l'Échiquier autant de la récente capture de Lima par les forces révolutionnaires de José de San Martín, que de la nomination d'un ancien mercenaire nord-américain basé à

⁴⁵⁶ David Bushnell, *The Santander Regime in Gran Colombia* (Westport, Connecticut: Greenwood Press, 1970), 10-22.

⁴⁵⁷ MacGregor, *Exposición documentada*, 4.

⁴⁵⁸ Le congrès ouvrira ses portes avec plusieurs mois de retard, au cours du mois d'août 1821. Voir : Bushnell, *The Santander Regime in Gran Colombia*, 14.

⁴⁵⁹ Alexander, *The Life of Alexander Alexander*, 2:162.

⁴⁶⁰ Gregor MacGregor à Nicholas Vansittart, 13 mars 1821, CO 137/152, The National Archives, Kew.

⁴⁶¹ Gregor MacGregor à Spencer Perceval, 18 janvier 1812, FO 72/171/1, The National Archives, Kew.

Margarita dénommé Todd au rang d'agent pour les États-Unis d'Amérique pour l'ensemble des Antilles. Par cette missive, MacGregor informe surtout le chancelier de son obtention d'une concession en Moskitie et de son intention d'y constituer un « État » – non sans rappeler ses agissements précédents à Amelia, constituée officiellement en un État indépendant pour permettre l'allocation de lettres de marque.

3.4 Higson : la connexion jamaïcaine

MacGregor ne mettra toutefois jamais les pieds à Cúcuta. Selon de brèves mémoires qu'il rédigera pour le compte du gouvernement vénézuélien en 1839 (pour justifier de l'obtention d'une rente d'ancien officier), il mentionne que, malgré son statut de représentant élu, l'accès à la ville lui est systématiquement refusé⁴⁶². Bien que les raisons exactes de cette répudiation soient encore floues, les divers échecs militaires précédents peuvent avoir incité Bolivar, réputé pour ses colères soudaines⁴⁶³, à renvoyer son officier. Francisco de Paula Santander, alors vice-président de la Grande Colombie, semble même tellement enragé par les fiascos de Porto Bello et de Rio de la Hacha qu'il souhaiterait voir MacGregor pendre au bout d'une corde⁴⁶⁴. Frustré de son éjection prononcée par Bolivar, MacGregor décide alors d'abandonner toute implication dans ses engagements militaires pour la cause latino-américaine. Plutôt, il semble vouloir se concentrer essentiellement sur l'opportunité mise à sa disposition par la concession poyaisienne.

Comme le relève MacGregor dans le rapport transmis à Vansittart, son approche de Cúcuta est marquée par la rencontre de nombre de compatriotes souvent las de n'avoir comme seule perspective d'avenir que le versement de rations alimentaires pour services rendus à ces nouveaux gouvernements latino-américains émergents⁴⁶⁵. Seule une fraction de mercenaires britanniques engagés sous les ordres de Bolivar peut en effet espérer occuper une place politique de choix et, de fait, s'approprier un véritable sentiment d'appartenance identitaire au lendemain des premières victoires durables de ces projets d'indépendances latino-américaines. Comme l'illustre Matthew Brown⁴⁶⁶, il est en effet difficile pour nombre de ces volontaires, handicapés par une connaissance souvent lacunaire de l'espagnol, de prendre place au sein de ces nouvelles sociétés. Le cas de MacGregor lui-même est révélateur. Alors qu'il n'est encore qu'un sous-officier engagé sous les ordres de Miranda, il rédige l'ensemble de sa correspondance latino-américaine en anglais⁴⁶⁷. Le projet poyaisien émerge ainsi

⁴⁶² MacGregor, *Exposición documentada*, 4-5.

⁴⁶³ Jean-Louis Aury aurait notamment fait les frais d'un désaccord avec le révolutionnaire. Voir : Head, *Privateers of the Americas*, 94.

⁴⁶⁴ Rodríguez, *Freedom's Mercenaries*, 2006, 1:129.

⁴⁶⁵ MacGregor à Vansittart, 13 mars 1821.

⁴⁶⁶ Brown, « Not forging nations but foraging for them », 235-38.

⁴⁶⁷ Voir notamment sa correspondance militaire établie avec Miranda : Gregor MacGregor à Francisco Mirdanda, 27 avril 1812, Documentos 1811-1816 (Marqués de Rojas)/Documento 280, Archivos del General Francisco de Miranda, Caracas, <http://www.franciscodemiranda.org>;

telle une opportunité pouvant offrir à une série d'apatrides de pouvoir s'installer et tenter de contribuer à la construction d'une demeure et refuge propres⁴⁶⁸. La concession poyaisienne, dénuée de ses premiers objectifs militaires, semble ainsi constituer une opportunité sans égale pour former un environnement permettant à certains de ces mercenaires délaissés de se retirer de la vie militaire dans une colonie indépendante potentiellement reconnue et adoubée par le gouvernement britannique⁴⁶⁹.

Refoulé par les forces bolivariennes au niveau de Rio Seco, bourgade se situant entre Santa Marta et Cúcuta, MacGregor rédige alors, le 13 avril 1821 une déclaration exprimant la nouvelle tournure envisagée pour la réalisation de l'accord passé avec George Frederic. Se présentant – pour la première fois – en tant que « cacique » d'un territoire alloué par le souverain miskitu, il exprime l'intention de constituer Poyais en tant que territoire neutre autant dans sa relation avec les nouvelles indépendances latino-américaines qu'avec l'empire espagnol. En tant que tel, MacGregor promet aux populations indigènes peuplant son territoire d'améliorer leur « *situation by every means in [his] power* ». Pour ce faire, il affirme alors sa volonté de recruter des colons pouvant autant leur servir de « *religious and moral instructors* », que d'implanter des élevages et assister « *in the culture of the valuable productions, for which [Poyais'] soil and climate are well so adapted* ». En son absence, il nomme George Woodbine vice-cacique, « *charging him to pay the most paternal attention to your interests, and with positive orders to observe the most strict neutrality* » envers les territoires adjacents⁴⁷⁰.

L'appropriation par MacGregor du titre de cacique est souvent décrite comme une – nouvelle – spoliation malhonnête d'un droit de souveraineté sur Poyais⁴⁷¹. Néanmoins, la lecture de cette proclamation révèle plutôt l'existence d'un lien de vassalité le liant à George Frederic. De fait, l'utilisation même du terme cacique illustre la reconnaissance d'une relation de hiérarchie envers le souverain miskitu. En effet, ce titre (issu originellement du vocabulaire indigène tainos de Saint-Domingue) désigne un responsable politique local s'érigeant en intermédiaire entre la population et une quelconque autorité souveraine supérieure⁴⁷². L'appropriation par MacGregor d'un titre honorifique d'origine indigène semble ainsi relativement similaire au symbolisme politique développé et mobilisé par certains meneurs latino-américains, identifié notamment par Jésus Díaz

Gregor MacGregor à Francisco Miranda, 16 mai 1812, Documentos 1811-1816 (Marqués de Rojas)/Documento 281, Archivos del General Francisco de Miranda, Caracas, www.franciscodemiranda.org.

⁴⁶⁸ Bonvini, « «The plough and the sword» ».

⁴⁶⁹ MacGregor à Vansittart, 13 mars 1821.

⁴⁷⁰ Gregor MacGregor, « Proclamation of Gregor, cazique of Poyais, addressed to the inhabitants of the territory of Poyais, whom he addresses as "poyers" », 13 avril 1821, GD112/74/897/2, National Records of Scotland, Edinburgh.

⁴⁷¹ Hasbrouck, « Gregor McGregor and the Colonization of Poyais », 442.

⁴⁷² Juan Pro Ruiz, « Figure du cacique, figure du caudillo : les langages de la construction nationale en Espagne et en Argentine, 1808-1930 », *Genèses* 62, n° 1 (mars 2006): 30-32.

Caballero ou Nicolás Shumway comme incaïsme⁴⁷³. Cette imagerie politique symbolique, développée par des révolutionnaires créoles latino-américains tels que Francisco Miranda ou Manuel Belgrano, agit de fait comme un discours permettant à ces révolutionnaires de légitimer le remplacement d'institutions politiques espagnoles. À la place, ces « libérateurs » se présentent tels des pères patriotiques issus directement des lignées de dynasties incas précolombiennes. Les populations indigènes de ces territoires nouvellement indépendants, perçues comme essentiellement inférieures, ne doivent leur épanouissement qu'aux capacités politiques de figures révolutionnaires occupant une position héréditaire au sein d'un système fondé sur une conception somme toute nostalgique et romantique d'une ère précédant le débarquement de Christophe Colomb.

Au-delà de considérations le présentant tel un potentiel havre de paix pour mercenaires britanniques rejetés, MacGregor semble toujours dans l'incapacité de localiser les fonds nécessaires pour financer une forme d'entreprise coloniale quelconque. Une réponse de Rothschild se fait en effet toujours attendre. Renvoyé de Cúcuta, il est possible que MacGregor se rende alors auprès de celui chargé de récolter sa correspondance en son absence : « *Mess^{rs} Tho^s Higson & C.^o Merchants Kingston Jamaica*⁴⁷⁴ ». Thomas Higson est un planteur et éleveur de bétail relativement prospère⁴⁷⁵. Il est propriétaire de quatre domaines dans le comté jamaïcain de Surrey en 1820, employant plus de cent cinquante esclaves. Malheureusement pour MacGregor, aucune lettre ne semble l'y attendre. Il peut toutefois se réjouir d'y retrouver sa famille. Pendant les attaques militaires opérées par MacGregor contre les bastions de Porto Bello et de Rio de la Hacha en 1819, sa femme et ses enfants sont en effet hébergés par Higson⁴⁷⁶.

⁴⁷³ Caballero, « Incaísmo as the First Guiding Fiction in the Emergence of the Creole Nation in the United Provinces of Río de la Plata »; Nicolás Shumway, *The Invention of Argentina* (Berkeley: University of California Press, 1991); Brown, « Inca, Sailor, Soldier, King », 49.

⁴⁷⁴ MacGregor à Rothschild, 16 mars 1821; MacGregor à Vansittart, 13 mars 1821.

⁴⁷⁵ « 1821 Jamaica Almanac Returns of givings-in for the march quarter, 1820 county of surrey Parishes of Portland and St George », Jamaican Family Search Genealogy Research Library, 2013, http://www.jamaicanfamilysearch.com/Members/al1821_08.htm; « 1821 Jamaica Almanac Returns of givings-in for the march quarter, 1820 county of surrey Parishes of Port Royal and St Andrew », Jamaican Family Search Genealogy Research Library, 2013, http://www.jamaicanfamilysearch.com/Members/al1821_06.htm; « Monumental Inscriptions Kingston Parish Church Yard (Contd) », Jamaican Family Search Genealogy Research Library, 2013, <http://www.jamaicanfamilysearch.com/Members/Barche08.htm>. Le fait que Higson a les moyens de se construire une jetée dans le port de Port-Royal, endommagé par un ouragan en 1817, exprime potentiellement sa réussite en tant que planteur. Voir: « Dreadful Hurricane », *Caledonian Mercury*, 4 octobre 1813; James Hakewill, *A Picturesque Tour of the Island of Jamaica* (London: Hurst and Robinson, 1825), chap. Kingston and Port Royal from Windsor Farm.

⁴⁷⁶ Rafter mentionne que la femme de MacGregor, enceinte et accompagnée d'un premier enfant, doit se réfugier dans la hutte d'un esclave jamaïcain après s'être retrouvée à court de fonds nécessaires pour lui permettre de louer la chambre dans laquelle son mari l'avait placée. Elle est finalement « secourue » par un Higson acceptant de l'héberger jusqu'au retour de son époux. Bien que le récit de Rafter contienne certainement des faits intéressants au sujet de la carrière militaire latino-américaine de MacGregor, le passage décrivant la détresse de sa famille semble participer à une campagne diffamatoire intentée contre la réputation de celui qu'il

Apprenant l'existence de la concession poyaisienne, Higson envisage certainement Poyais comme une belle opportunité. Celle-ci lui permettrait de potentiellement améliorer sa situation de planteur, à condition que le projet de MacGregor prenne une certaine ampleur. En premier lieu, il semble voir en Poyais une entreprise pouvant se fonder sur l'exploitation de l'acajou. En tant que planteur, Higson est également un amateur de sciences botaniques. Toutefois, plutôt que de ne constituer qu'un simple passe-temps, l'intérêt de Higson pour la botanique semble représenter plus une forme de recherche appliquée destinée à « améliorer » la qualité de récoltes et étendre les gammes des produits agricoles exploités par l'économie jamaïcaine. De fait, un certain développement des sciences horticoles semble avoir lieu au cours des années 1820. Celui-ci a pour but d'identifier et implanter l'exploitation de produits agricoles nouveaux plus productifs pour compenser la baisse annoncée et crainte de la productivité de main-d'œuvre servile locale suivant l'abolition de la traite négrière⁴⁷⁷. Suivant ce courant, Higson développe alors un intérêt pour la flore et topographie d'Amérique centrale, au point de profiter de certains de ses voyages commerciaux pour identifier de nouvelles espèces⁴⁷⁸. Il est ainsi reconnu pour avoir contribué à la description taxonomique du sorva d'Amérique centrale (*couma macrocarpa*, *cow-tree* en anglais), un arbre réputé pour son latex comestible⁴⁷⁹. Higson sera par ailleurs nommé, en 1828, botaniste officiel de Jamaïque et curateur du jardin botanique de Bath⁴⁸⁰. En tant que tel, il est prudent de penser que ses connaissances botaniques d'Amérique centrale lui permettent d'envisager l'exploitation de l'acajou comme une alternative prometteuse.

considère comme étant à l'origine de la mort de son frère. Voir : Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*, 383.

⁴⁷⁷ Ragatz, *The fall of the planter class*, 68.

⁴⁷⁸ William Jackson Hooker, *The Journal of Botany*, vol. 4 (London; Edinburgh: Longman, Orme & Co; William Pamplin; Maclachlan, Stewart & Co, 1842), 138; Richard Robert Madden, *A Twelvemonth's Residence in the West Indies, During the Transition from Slavery to Apprenticeship: With Incidental Notices of the State of Society, Prospects, and Natural Resources of Jamaica and Other Islands*, vol. 2 (London: James Cochrane, 1835), 59.

⁴⁷⁹ « The Cow-Tree of America », *The Penny Magazine of the Society for the Diffusion of Useful Knowledge*, 30 avril 1836.

⁴⁸⁰ William Fawcett, « The Public Gardens and Plantations of Jamaica », *Botanical Gazette* 24, n° 5 (novembre 1897): 348; Frank Cundall, *Historic Jamaica* (London: West India Committee, 1915), 175-76.



Figure 18: Paysage de Port Royal, réalisé depuis Windsor Farm, un des domaines de Thomas Higson (Hakewill 1825).

D'une manière quelque peu similaire aux colonies privées britanniques installées en Moskitie dans le courant du XVIII^e siècle, motivées par le potentiel commercial offert par les importantes ressources d'acajou endémiques, Higson pousse MacGregor à envisager alors Poyais comme un projet colonial centré essentiellement autour de l'exploitation et la commercialisation de cette ressource. Plus tard, MacGregor réitérera d'ailleurs l'exploitation de l'acajou comme constituant l'un des éléments centraux de son entreprise. Par exemple, les premières armoiries de Poyais, imprimées autant sur les certificats obligataires de l'un des emprunts poyaisiens émis à Londres en 1823 que sur un effet de commerce poyaisien de la même année (libellé en dollars poyaisiens)⁴⁸¹, tiennent en sa charge l'emblème d'un arbre. Souvent décrit comme représentant un « arbre de liberté⁴⁸² », il se peut que celui-ci représente plutôt un arbre d'acajou, mettant ainsi en avant, de manière picturale, la ressource naturelle sur laquelle repose fondamentalement la réalisation de son projet. De plus, MacGregor annonce ouvertement que le capital obtenu de la vente d'obligations souveraines sera dévoué à permettre une meilleure exploitation des ressources naturelles du territoire. Dans le texte accompagnant les certificats de l'emprunt richement décorés et émis à Londres en 1823, il déclare le but inhérent à sa souscription obligataire comme étant de promouvoir « *the general development of the natural Advantages of the Country*⁴⁸³ ». Finalement, MacGregor engage en

⁴⁸¹ « Poyais Share Certificate A501 », 1823, Coins & Medals CIB.14660, British Museum London; « Bill of Exchange for One Poyaisian Dollar », s. d., J 284/SD 261, Archives départementales de la Dordogne, Périgueux.

⁴⁸² Marc de Villiers, « Une vente de terrain ou Gregor Mac Gregor, « Cacique des Poyais » », *Journal de la Société des Américanistes* 16, n° 1 (1924): 198.

⁴⁸³ « Poyais Share Certificate A501 ».

1822 un migrant écossais, un dénommé Gatmore, pour superviser l'extraction des ressources d'acajou du Poyais⁴⁸⁴.

Higson envisage également de pouvoir jouer du positionnement de ce territoire bénéficiant d'un flou souverain, au profit d'un commerce sucrier jamaïcain en difficulté. De fait, Poyais est envisagé comme pouvant accueillir un port neutre. Idéalement localisé, celui-ci pourrait offrir une halte intermédiaire salubre dans un commerce entre les États-Unis et les Antilles britanniques coupé par des impératifs diplomatiques⁴⁸⁵. À la suite des guerres napoléoniennes et anglo-américaines (1812-1815), la Grande-Bretagne, tentant de réorganiser son commerce transatlantique, signe une convention avec les États-Unis. Datant du 3 juillet 1815, cet acte autorise les vaisseaux américains et britanniques à s'accorder des traitements nationaux réciproques dans le cadre du commerce transatlantique liant les deux États. Dans cette lancée, les États-Unis tentent d'ajouter un traitement similaire pour ses propres navires commerciaux au sein des Antilles britanniques. Cette requête est toutefois rejetée par un gouvernement britannique envisageant son commerce colonial comme exclusif. En réaction, le Congrès américain, sous la pression de transporteurs américains, émet alors trois textes de lois en représailles à l'isolement commercial des colonies britanniques antillaises. Le Congrès américain impose d'abord, en 1817, une taxe discriminante de \$ 2 par tonne de marchandise aux navires étrangers entrant dans des ports américains et provenant de ports étrangers interdisant l'accès aux bateaux américains. Par le biais du *Navigation Act* du mois d'avril 1818, les ports des États-Unis se ferment aux vaisseaux britanniques provenant de tout territoire britannique interdisant l'accès aux navires américains. Finalement, au cours du mois de mai 1820, le Congrès interdit complètement le commerce avec tout navire de possession britannique nord-américaine ou antillaise⁴⁸⁶.

Les planteurs jamaïcains ne semblent pas accueillir la mise en place progressive de cet embargo de manière très sereine. De fait, la Jamaïque dépend en grande partie d'un maintien de relations commerciales directes avec les États-Unis. Coupé de ce marché, le secteur sucrier jamaïcain ne pourrait s'approvisionner correctement en bois américains nécessaires autant à la confection de tonneaux servant à entreposer sucre ou rhum qu'à la construction ou réparation de bâtiments et autres infrastructures⁴⁸⁷. Les États-Unis constituent également un débouché potentiellement intéressant pour une économie sucrière jamaïcaine périlant. L'abolition de la traite négrière de 1807 impose en effet une

⁴⁸⁴ James Colson à Hector MacDonald, « Correspondence: James Colson, Glasgow, to Hector Macdonald Buchanan, WS, referring to Sir Gregor Macgregor's estates in Honduras », Correspondence, 17 avril 1822, GD47/635, National Records of Scotland, Edinburgh.

⁴⁸⁵ MacGregor à Vansittart, 13 mars 1821.

⁴⁸⁶ Ragatz, *The fall of the planter class*, 338-39; William Smith Culbertson, *International economic policies: a survey of the economics of diplomacy* (New York ; London: D. Appleton and Company, 1925), 435-37, 503-4.

⁴⁸⁷ Ragatz, *The fall of the planter class*, 342; J. Walker, R. Lea, et J. Nunn, *The Parliamentary Register; Or, History of the Proceedings and Debates of the House of Commons*, vol. 1 (London: J. Stockdale, 1802), 337; Roughley, *The Jamaica Planter's Guide*, 36.

augmentation de frais liés au maintien des forces de travail de nombreux planteurs. L'interdiction de s'approvisionner légalement en main-d'œuvre provenant directement du continent africain force nombre de planteurs à « élever » plutôt qu'à « acheter » leur main-d'œuvre. Ce procédé relativement lent, exigeant de prendre soin d'enfants destinés à devenir des esclaves actifs dès leur quatorzième anniversaire, constitue de fait une charge additionnelle relativement coûteuse⁴⁸⁸ (\$ 120 par individu, correspondant à un peu moins de £ 8 000 en 2017⁴⁸⁹). À cela s'ajoute la mise en place de mesures dites d'« amélioration ». Celles-ci recommandent notamment l'introduction de « meilleures » conditions de travail pour leurs esclaves, pour permettre une augmentation supposée de la productivité sucrière⁴⁹⁰. Finalement, le commerce sucrier jamaïcain semble souffrir du renforcement de nouvelles entreprises sucrières caribéennes. D'anciennes colonies espagnoles (Trinidad), françaises (Ste Lucie, Tobago) ou néerlandaises (Demerara, Berbice, Essequibo) acquises par la Grande-Bretagne dès 1802 constituent en effet une concurrence d'envergure, leurs sols étant moins amoindris par des générations et successions de plantations exhaustives⁴⁹¹. Ces nouvelles îles antillaises ne sont toutefois pas les seuls territoires à se constituer en concurrent des planteurs jamaïcains. La métropole britannique se fournit également en sucre par des importations moins coûteuses issues des productions des Indes orientales britanniques, du Brésil portugais, et du Cuba espagnol⁴⁹².

Dans l'attente d'une quelconque levée de telles contraintes commerciales, les planteurs jamaïcains ne peuvent obtenir, légalement, les cargaisons de bois et autres provisions américaines que par le biais de ports antillais étrangers. Entre 1818 et 1820, les routes commerciales empruntées par des commerçants transportant des provisions américaines – affublées d'une majoration – à destination des Antilles britanniques passent ainsi par les îles françaises, néerlandaises ou espagnoles⁴⁹³. Des opérations de contrebande sont également mises en place entre les États-Unis et la Jamaïque⁴⁹⁴. Les coûts de transactions inhérents à de telles pratiques constituent pourtant un risque différencié pour des planteurs de différente catégorie. Étudiant le marché noir de l'argent castillan de lingots d'argent du XVIII^e siècle, Pilar Nogues-Marco démontre que les activités de contrebande sont essentiellement aux mains de groupes marchands bénéficiant notamment de capitaux plus importants. L'auteure identifie en effet ces opérations de contrebande comme essentiellement monopolisées par un cercle restreint composé de marchands français. Au profit souvent d'immunités diplomatiques, ceux-ci parviennent également, par leurs importantes ressources

⁴⁸⁸ Ragatz, *The fall of the planter class*, 337.

⁴⁸⁹ Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

⁴⁹⁰ J. R. Ward, *British West Indian slavery, 1750-1834: the process of amelioration* (Oxford: Clarendon Press, 1988).

⁴⁹¹ Nicholas Draper, « The rise of a new planter class? Some countercurrents from British Guiana and Trinidad, 1807–33 », *Atlantic Studies* 9, n° 1 (mars 2012): 65-83; Ragatz, *The fall of the planter class*, 332-33.

⁴⁹² Ragatz, *The fall of the planter class*, 332-38; Ward, *British West Indian slavery*, 49.

⁴⁹³ Ragatz, *The fall of the planter class*, 342.

⁴⁹⁴ Ward, *British West Indian slavery*, 49.

économiques, à constituer des réseaux de distribution internationaux⁴⁹⁵. Ainsi, la mise en place d'opérations de contrebande entre la Jamaïque et les États-Unis représente certainement une éventualité faisable pour des planteurs de première catégorie, propriétaires de plusieurs centaines d'esclaves et d'importantes quantités de capitaux tels que les familles Beckford, Hibbert ou Codrington⁴⁹⁶. Toutefois, pour un représentant d'une classe secondaire de planteurs tels que Higson, se lancer dans des activités de contrebande représente sûrement un fardeau non négligeable.

Constituant techniquement un territoire étranger aux Antilles britanniques, Poyais pourrait ainsi représenter un lieu idéal à l'érection d'un port neutre. Rappelant par exemple le rôle occupé par les possessions danoises ou hollandaises neutres dans le trafic commercial antillais lors de la guerre de Succession d'Espagne⁴⁹⁷, Poyais permettrait ainsi aux planteurs jamaïcains de commercer librement avec les États-Unis. À terme, une exploitation des forêts poyaisiennes pourrait même constituer un substitut à un approvisionnement en bois américain. De la sorte, le projet poyaisien semble épouser les besoins d'un planteur tel que Higson, handicapé par des contraintes commerciales et diplomatiques spécifiques à la Jamaïque. Poyais est en effet envisagé comme pouvant combiner plusieurs modes de production distincts : l'exploitation de l'acajou ; la constitution d'un port neutre ; et une colonie agricole.

C'est en ces termes que MacGregor présente le projet poyaisien dans un nouveau – et dernier – courrier rédigé à l'intention de Rothschild. Le 20 juin 1821, MacGregor envoie en effet une lettre au financier⁴⁹⁸. Il y réitère la demande faite dans ses précédentes missives, à savoir celle de le voir éventuellement participer financièrement au développement de la concession allouée par le roi miskitu. Toutefois, la présentation du projet poyaisien diffère sensiblement des premiers courriers. Plutôt que de constituer une simple colonie envisageant d'accueillir des colons⁴⁹⁹, MacGregor présente un plan bien plus élaboré. Envisageant de recruter quelque vingt ou trente familles juives, celles-ci seraient affectées à l'exploitation des nombreuses ressources naturelles localisées dans la région. Mettant l'acajou en tête de liste, MacGregor estime que la mise en valeur et exportations de diverses essences (p. ex. bois de construction divers, bois tinctoriaux, salsepareille) permettrait de générer d'importants profits. MacGregor mentionne également sa ferme intention de ne pas impliquer Poyais dans le conflit opposant l'Espagne et ses colonies. En d'autres termes, il appuie bien le caractère neutre

⁴⁹⁵ Pilar Nogues-Marco, « The Microeconomics of Bullionism : Arbitrage, Smuggling and Silver Outflows in Spain in the Early 18th Century », Working Paper, juin 2011, <http://e-archivo.uc3m.es/handle/10016/11425>.

⁴⁹⁶ Eric Eustace Williams, *Capitalisme et esclavage* (Paris; Dakar: Présence africaine, 1998), 117-21; Ann Harper Fender, « Smuggling », éd. par Joel Mokyr, *The Oxford Encyclopedia of Economic History* (Oxford University Press, 2003), 20.

⁴⁹⁷ Eric Schnakenbourg, « Neutres et neutralité dans le monde antillais du XVIII^e siècle », *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, n° 174 (2016): 5-19.

⁴⁹⁸ Gregor MacGregor à Nathan M. Rothschild, 20 juin 1821, Sundry Letters, 'M' 1821, RAL XI/112/54, Rothschild Archives, London.

⁴⁹⁹ MacGregor à Rothschild, 16 mars 1821.

d'un territoire localisé hors des frontières des empires européens. Cette localisation privilégiée lui permet ainsi d'envisager Poyais comme pouvant constituer un « *free port, which will immediately give it considerable trade, as there is no port to Leeward of Jamaica for reception of American produce*⁵⁰⁰ ».

Bien que répondant aux préoccupations commerciales d'un planteur jamaïcain tel que Higson, la complexification du projet poyaisien semble ainsi aussi constituer une réponse à l'absence de réaction aux premiers courriers envoyés à Rothschild. Le refus apparent du marchand-banquier peut s'expliquer par l'expression d'une crainte de ce dernier envers le climat politique d'une Amérique latine encore généralement instable. La politique indécise de la Grande-Bretagne envers une quelconque reconnaissance de nouveaux États latino-américains peut aussi avoir contribué à un désintéressement de la part du financier⁵⁰¹. Il est également envisageable que la première version du projet poyaisien, à savoir celle d'une simple colonie de peuplement destinée à accueillir une base militaire en soutien à l'effort militaire indépendantiste, ne constitue pas un investissement digne d'intérêt. Impliquant la mobilisation de capitaux initiaux relativement faibles, la promesse d'un retour potentiel sur investissement en serait de fait tout aussi modeste. MacGregor n'explicite pas, dans ses premiers courriers destinés au marchand-banquier, d'évaluation des montants requis pour la constitution d'une « simple » colonie fondée sur l'envoi de quelques familles. Toutefois, les sommes nécessaires à un envoi de colons en Moskitie peuvent s'évaluer sur la base de montants effectivement mobilisés par le projet poyaisien lorsqu'il enverra, en 1823, un premier navire, le *Honduras Packet*, en direction de Black River. Chargé d'un peu moins de cinquante individus et des matériaux nécessaire à leur installation, les coûts de l'affrètement du navire se montent à £ 6 000⁵⁰² – équivalents à plus de £ 500 000 en 2017⁵⁰³. En comparaison avec d'autres entreprises coloniales britanniques envisageant une installation en Amérique latine, le premier projet poyaisien fait pâle figure. Par exemple, la *Colombian Association for Agricultural and Other Purposes*, fondée en 1824, envisage d'envoyer des colons britanniques dans la nouvelle République de Colombie pour un montant avoisinant £ 1 million⁵⁰⁴.

De fait, complexifier le projet poyaisien permet de le rendre plus risqué, et donc potentiellement plus profitable. Bien que la réalisation de cette nouvelle mouture (p. ex. construction d'un port) nécessite des capitaux plus importants, elle permet en effet d'entrevoir des profits potentiels bien plus importants⁵⁰⁵. MacGregor

⁵⁰⁰ MacGregor à Rothschild, 20 juin 1821.

⁵⁰¹ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 77.

⁵⁰² George Augustus Low, *The Belise merchants unmasked, or, A review of their late proceedings against Poyais: from information and authentic documents gained on the spot, during a visit to those parts in the months of August and September, 1823* (London: D.S. Maurice, 1824), 2.

⁵⁰³ Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

⁵⁰⁴ « Colombian association for agricultural and other purposes » (1824), 1890.c.6.(48.), British Library, London.

⁵⁰⁵ Clark C. Spence, *British Investments and the American Mining Frontier 1860-1901* (New York: Vail-Ballou Press, 1958), 58-59.

appuie notamment sur cet élément en indiquant, dans son dernier courrier à l'intention de Rothschild, évaluer la quantité d'importations requises pour le bon fonctionnement de la colonie « *to a considerable sum* ». Toutefois, les profits escomptés des « *proceeds of the Custom House, sale of lands, and various other sources* » pourraient totaliser plus de \$ 1 million. À cela s'ajoutent les recettes des exportations de ressources naturelles, envisagées à « *one million five hundred thousand dollars, besides bullion and specie to the amount of at least as much more*⁵⁰⁶ ».

Bien que la nouvelle mouture du projet poyaisien épouse les préoccupations commerciales de Higson, il ne lui serait de fait pas possible de mobiliser les importants fonds nécessaires à sa réalisation. Les capitaux des planteurs étant généralement immobilisés dans leurs domaines et esclaves, toutes les opérations d'investissements destinées au développement ou maintien de plantations sont généralement assurées par l'allocation de crédits, rendue possible par des marchands de l'île. Il en résulte généralement un fort taux d'endettement des planteurs envers ces derniers. Le manque de liquidités émergeant notamment des difficultés rencontrées par le commerce sucrier jamaïcain pousse d'ailleurs nombre de ces créanciers antillais à se retrouver, soudainement et souvent contre leur gré, propriétaires d'importantes plantations et des dettes attachées à celles-ci⁵⁰⁷. Comme l'indique un planteur anonyme dans un pamphlet publié en 1826, dénonçant de manière véhémement la perspective d'une possible abolition de l'esclavage, « *the very large balances due by the Planters in the West Indies to the Merchants in this Country, can never be paid*⁵⁰⁸ ».

Nombre d'investisseurs britanniques semblent néanmoins monétairement plus enclins à prendre un tel risque. Suivant la fin des guerres napoléoniennes, la reprise de l'étalon-or de 1821, et la conversion par le gouvernement britannique de plusieurs millions de livres sterling de *Consols* (passant de cinq à quatre pourcents), l'économie britannique connaît alors une relâche relativement importante des liquidités à disposition. Au sein d'un tel climat, de nombreux investisseurs semblent disposés à placer certains de leurs fonds dans des entreprises relativement risquées à rendement potentiellement important⁵⁰⁹. Malheureusement pour MacGregor, il semble s'être trompé d'interlocuteur en contactant Rothschild. Le financier est en effet réputé pour sa propension à ne choisir que des investissements qu'il considère comme sûrs⁵¹⁰. Par exemple, Rothschild entrera sur le marché de la dette souveraine en retard, en participant en 1825 à l'émission d'un deuxième emprunt pour le compte du Brésil. Cette entrée sur le marché de la dette souveraine latino-américaine suit de fait la déclaration d'intention faite par le gouvernement britannique à l'Espagne de

⁵⁰⁶ MacGregor à Rothschild, 20 juin 1821.

⁵⁰⁷ Ragatz, *The fall of the planter class*, 10, 99-102.

⁵⁰⁸ A West Indian, *No Colonies No Funds!!!* (London: Effingham Wilson, 1826), 18.

⁵⁰⁹ Robert Cull et Lance E. Davis, « Un, deux, trois, quatre marchés? L'intégration du marché du capital États-Unis et Grande-Bretagne (1865-1913) », trad. par Patrick Verley, *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 47, n° 3 (1992): 653.

⁵¹⁰ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 664-67.

débuter des négociations de reconnaissance diplomatique formelle avec certains États latino-américains⁵¹¹. En d'autres termes, Rothschild semble avoir essentiellement refusé de participer à l'aventure poyaisienne en raison de la situation politique et militaire encore instable de l'Amérique centrale.

Anticipant certainement un nouveau refus de Rothschild, MacGregor considère néanmoins Londres comme place financière adéquate pour localiser les liquidités nécessaires à la réalisation de son nouveau projet. Il est alors de fait déjà en route pour la Grande-Bretagne. En effet, il rédige ce dernier courrier à l'intention de Rothschild depuis la petite ville portuaire de Donaghadee, au nord-est de l'Irlande. Envisageant de se rendre à Londres, il prévoit toutefois de d'abord passer par l'Écosse. Il informe d'ailleurs le marchand-banquier de bien vouloir adresser toute future correspondance en la petite commune de Callander (district de Menteith, Perthshire⁵¹²). Apparemment, il s'agirait du lieu de résidence d'une des deux sœurs de MacGregor, Jane⁵¹³. Cette halte semble toutefois moins motivée par un quelconque besoin de se ressourcer dans sa région natale, entouré de membres de sa famille, que par la possibilité d'entrer en contact avec un marchand particulier recommandé par James David Roy Gordon.

L'ancien compagnon d'armes du commodore Aury ayant présenté MacGregor au souverain miskitu, semble avoir aidé – si ce n'est possiblement poussé – MacGregor à se rendre en Écosse pour y rencontrer un individu susceptible de l'aider à localiser les fonds nécessaires à la réalisation du projet poyaisien. Pour ce faire, Gordon convainc l'un de ses amis, George Ogilvie, de prendre une part active dans ce projet. Peu de choses subsistent au sujet d'Ogilvie. Néanmoins, alors que Gordon deviendra plus tard secrétaire militaire de Poyais et colonel au sein du 4^e régiment poyaisien, George Ogilvie obtiendra apparemment le commandement d'une compagnie entière dans son régiment⁵¹⁴. Gordon et Ogilvie envoient ainsi MacGregor directement en Écosse pour prendre contact avec un certain James Ogilvie. Comme George Ogilvie, James Ogilvie est originaire de sa paroisse écossaise natale de Dundee⁵¹⁵. Surtout, George Ogilvie semble avoir entretenu quelques affaires avec James Ogilvie avant son départ pour les Antilles britanniques. Par exemple, il acquiert de ce dernier en 1804 quelques actions de la *Dundee Assurance Company against losses by fire*⁵¹⁶.

⁵¹¹ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 92-94.

⁵¹² MacGregor à Rothschild, 20 juin 1821.

⁵¹³ Bob Lundin, « The Lundin, Scott, & MacGregor Story: Our Family History – Chapter 11 », The Clan Gregor Society, 2004, <http://www.clangregor.com/lundin-scott-macgregor-story/>.

⁵¹⁴ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 22-23; Edward Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation: instituted by Major General Codd, His Majesty's Superintendent and Commander-in-Chief at Belize, Honduras, relative to Poyais, &c. &c. &c* (London: Lawler and Quick, 1824), 109.

⁵¹⁵ *Assessment of the inhabitants of the parish of Dundee for the support of the poor* (Dundee: Alex. Colville, 1822), 12.

⁵¹⁶ « Inventory of the Personal Estate of George Ogilvie » (16 juillet 1825), Wills and testaments Reference SC47/40/2 Forfar Sheriff Court, National Records of Scotland, Edinburgh.

3.5 Conclusion

Ce chapitre tente de démontrer que les raisons et motivations poussant MacGregor à envisager l'installation d'une colonie en Moskitie s'inscrivent initialement en continuité avec ses activités de mercenaire combattant sous bannière républicaine. Au sein d'une zone sous contrôle impérial vague, la Moskitie incarne en effet un terrain dont la souveraineté peut être instrumentalisée au profit de la constitution temporaire d'un territoire pouvant émettre des lettres de marque. Son renvoi malheureux par les instances militaires colombiennes, combiné à l'impossibilité de localiser des fonds auprès de marchands-banquiers britanniques de prestige, forcent toutefois MacGregor à se tourner vers des marchands et planteurs britanniques jamaïcains. Percevant Poyais comme une aubaine pour leurs propres affaires commerciales, ceux-ci poussent MacGregor à reconsidérer l'affectation initialement envisagée de son territoire. Au fil d'interactions interpersonnelles, Poyais devient un projet fondé sur l'exploitation de riches ressources d'acajou local et la constitution d'un port neutre permettant au commerce sucrier antillais de contourner des obstacles douaniers imposés par les États-Unis. Toutefois, l'incapacité de localiser les importants capitaux nécessaires à la réalisation de la nouvelle mouture du projet colonial du Poyais dans les Antilles britanniques force MacGregor à se diriger vers Londres dans l'espoir de pouvoir profiter des mannes de capitaux locaux. Pour ce faire, certains de ses frères d'armes lui conseillent alors de remonter un réseau personnel de marchands-banquiers britanniques.

Retracer la naissance et l'évolution progressive du projet dit « souverain » du Poyais permet de nuancer quelque peu son « mythe de fondation ». Plutôt que de s'enraciner entièrement dans les particularités de la finance londonienne et de la bulle spéculative des titres latino-américains des années 1820, le projet de MacGregor tire surtout ses origines des chamboulements économiques et politiques au lendemain des guerres napoléoniennes et de l'abolition de la traite négrière. Les conditions affligeant le « *fall of the Jamaican planter class* » – d'abord identifiée en 1828 par Lowell Ragatz⁵¹⁷ puis détaillée par des auteurs tels que Christer Petley⁵¹⁸ ou David Ryden⁵¹⁹ – semblent ainsi avoir fortement contribué à la conceptualisation du projet poyaisien. S'adaptant aux besoins de planteurs particuliers tels que Thomas Higson, percevant la concession poyaisienne comme une opportunité de se sortir d'un déclin de productivité commerciale et agricole localisée, le projet de MacGregor apparaît ainsi comme intrinsèquement défini par des dynamiques économiques et politiques propres à la périphérie antillaise britannique. En besoin de trouver autant de débouchés à un marché jamaïcain progressivement isolé de ses sources d'approvisionnement, que de nouveaux territoires permettant une diversification

⁵¹⁷ Ragatz, *The fall of the planter class*.

⁵¹⁸ Christer Petley, « Rethinking the fall of the planter class », *Atlantic Studies* 9, n° 1 (mars 2012): 1-17.

⁵¹⁹ David Ryden, « Does Decline Make Sense? The West Indian Economy and the Abolition of the Slave Trade », *Journal of Interdisciplinary History* 31, n° 3 (2001): 347-74; David Beck Ryden, « Sugar, spirits, and fodder: The London West India interest and the glut of 1807-15 », *Atlantic Studies* 9, n° 1 (mars 2012): 41-64.

agricole et l'exploitation de ressources naturelles, imaginer une colonie en Moskitie incarne alors une solution adéquate et opportune pour des acteurs confrontés à des obstacles économiques tirant leur origine de la périphérie britannique même. Se rendre à Londres n'est toutefois pas suffisant pour localiser les capitaux nécessaires à la réalisation du nouveau projet de MacGregor. Comme le chapitre suivant tentera de la démontrer, la place financière londonienne évolue elle-même dans une forme de « terrain d'entente » – similaire à celui pratiqué en Moskitie⁵²⁰. S'adaptant aux besoins d'un marché financier s'ouvrant rapidement à un monde Atlantique nouveau, la City semble alors devoir s'efforcer de s'accommoder, voire de comprendre les besoins de nouveaux acteurs périphériques – au risque de devoir essuyer des dommages collatéraux comme Poyais.

⁵²⁰ White, *The middle ground*. (Voir chapitre 2.1.)

Chapitre 4. L'emprunt d'un État

*General Snippet: I warn you, madam – I know
the entire Geneva Convention by heart!*

*Grand Duchess Gloriana: Oh, how nice! You must
recite it for me some evening; I play the harpsichord.*

(The Mouse that Roared [1959].)

Ce chapitre tente de comprendre quelles ont été les raisons motivant MacGregor à émettre une dette dite souveraine sur le marché des capitaux londonien. De fait, la nature de cet instrument de crédit semble constituer la résultante d'une stratégie principalement orchestrée par des intermédiaires financiers issus de la communauté de marchands-banquiers de la City de Londres. Celle-ci leur permet notamment de mieux compenser l'existence d'importantes asymétries d'information sur le marché des capitaux internationaux. Ce chapitre est structuré de la manière suivante : la première partie propose un bref état des lieux de la littérature portant sur la question de l'émission de dettes souveraines au début du XIX^e siècle. Celle-ci relève notamment l'importance de considérer les agissements de marchands-banquiers dits de seconde catégorie – tels que John Diston Powles – pour permettre de brosser un meilleur portrait des stratégies de compensation d'asymétries d'information financières au lendemain des guerres napoléoniennes. La seconde section comprend la décision d'émettre un premier emprunt de Poyais en 1822 essentiellement guidée par James Ogilvie, un ancien marchand-banquier agissant en tant qu'agent de MacGregor. Jouant d'un flou légal concernant la reconnaissance formelle d'entités souveraines sur le marché des capitaux londoniens, Ogilvie peut envisager l'émission d'un emprunt étranger sur le *London Stock Exchange* (marché officiel) à condition de s'entendre sur l'existence assumée de Poyais comme constituant une entité souveraine. En d'autres termes, l'État du Poyais est une fiction légale. La troisième partie de ce chapitre retrace les étapes menant à l'émission effective de ce premier emprunt. Certains intermédiaires financiers approchés pour permettre le financement du projet de MacGregor entendent Poyais autant comme un profit spéculatif à court terme, qu'une entreprise commerciale potentiellement fructueuse à plus longue échéance. Ainsi, John Lowe, le contractant de l'emprunt, se charge de promouvoir publiquement la performativité de MacGregor comme cacique du Poyais. Œuvrant au sein d'un espace financier concurrentiel marqué par d'importantes probabilités de défauts, Lowe s'assure alors du transfert d'un quelconque coût réputationnel potentiel en cas d'échec sur la figure politique attachée à l'émission d'un tel instrument de crédit – à savoir le cacique lui-même. La quatrième section se penche sur le projet de colonisation à proprement parler de Poyais. Les fonds récoltés avec le premier emprunt permettent d'envoyer en Moskitie plusieurs navires emplies de migrant-e-s – tels que James Douglas et James Hastie. Toutefois, une série de mésaventures compromettent cet effort colonial. Voyant d'un mauvais œil la réalisation effective du projet poyaisien, certains magistrats du Honduras britannique se chargent alors d'évacuer ces

malheureux-ses migrant-e-s. En parallèle, ils mettent sur pied une campagne transatlantique de décrédibilisation de MacGregor.

4.1 Diston Powles : éléments historiographiques

Au lendemain des guerres napoléoniennes, Londres connaît une augmentation de liquidités, accentuée par une conversion de certaines de ces obligations souveraines de cinq à quatre pourcents en 1823. La souscription, quelques années auparavant, de plusieurs emprunts souverains, notamment européens, au sein de la City, permettant à certains États belligérants de soit financer leur effort de guerre (p. ex. l'achat de la Louisiane de 1804, souscrit par Baring et Hope), soit le paiement de leur indemnité *postbellum* ou le financement de leur reconstruction (p. ex. les emprunts français de 1817-1818 souscrits par Baring ; l'emprunt Prusse de 1818 souscrit par Rothschild), permet de fait à un recentrement d'activités financières internationales de s'effectuer au sein de la City. Pour reprendre une expression proposée par Youssef Cassis, la City devient la nouvelle « capitale du capital⁵²¹ ». Ce positionnement s'appuie notamment sur les fonctionnements novateurs et spécifiques des instruments financiers développés par Baring et Rothschild (p. ex. dénomination des emprunts souverains en livre sterling ; intérêts payables à Londres ; mise en place d'un fonds d'amortissement ; émission simultanée sur différents marchés⁵²²). Encouragés par l'enthousiasme public apparent – bien que relativement limité⁵²³ – pour les mouvements d'indépendance latino-américains et l'imagerie romantique mise en avant au sein de la métropole financière peignant (suivant la publication en 1811 de l'*Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne* de Alexander von Humboldt⁵²⁴) l'Amérique latine telle un dépôt inépuisable de ressources naturelles, les nouvelles républiques américaines tentent ainsi de financer leur indépendance par l'émission d'emprunts souverains sur le marché londonien des capitaux⁵²⁵.

La City voit alors émerger, dans le courant des années 1820, une forte augmentation d'échanges fondés sur des titres issus de projets commerciaux ou souverains latino-américains. Celle-ci se constitue même progressivement en dette spéculative, explosant dans le courant de l'année 1825⁵²⁶. Treize emprunts étrangers sont ainsi émis sur le *London Stock Exchange* puis le *Foreign Stock Market* entre 1822 et 1825, totalisant près de £ 21 millions (en valeur nominale)⁵²⁷

⁵²¹ Cassis, *Capitals of Capital*, 15-16.

⁵²² Cassis, 23.

⁵²³ Neal, « The Financial Crisis of 1825 », paragr. 30; Fodor, « The boom that never was? », 8-9.

⁵²⁴ Alexander von Humboldt, *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*, 1^{re} éd., vol. 1 (Paris: F. Schoell, 1811); Richard H. Weiner, « The Scramble for Mexico and Alexander von Humboldt's Political Essay on the Kingdom of New Spain », *World History Connected* 7, n° 3 (octobre 2010), <http://worldhistoryconnected.press.illinois.edu/7.3/weiner.html>.

⁵²⁵ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 1-21.

⁵²⁶ Dawson, *The first Latin American debt crisis*.

⁵²⁷ Fodor, « The boom that never was? », 8.

– équivalent à un peu moins de £ 1,64 milliard en 2017⁵²⁸. Dès 1824, ces obligations côtoient les actions de dix-neuf *joint-stock companies* britanniques fondées dans le but d'exploiter les ressources minières et agricoles de ces territoires en voie d'obtenir leur indépendance. Ces titres représentent alors pour plus de £ 19 millions (en valeur nominale)⁵²⁹ – équivalent à pas moins de £ 1,5 milliard en 2017⁵³⁰. Bien qu'offrant des perspectives de profits prometteuses, ce marché représente néanmoins une part relativement mineure en comparaison avec les sommes engagées dans la dette du gouvernement britannique – £ 39 millions contre £ 820 millions⁵³¹. Toutefois, le marché des titres latino-américains est constitué de certaines spécificités propres. L'une d'entre elles est d'être structurellement définie par d'importantes asymétries d'information.

Emprunt	Année	Montant (en million £)	Taux d'intérêt (en %)	Contracteur	Souscripteur	Paiement des intérêts
Peru	1822	0,45	6	Thomas Kinder	Thomas Kinder	Fry & Chapman
Columbia	1822	2	6	Herring, Graham and Powles	Herring, Graham and Powles	Herring, Graham and Powles
Poyais	1822	0,2	6	John Lowe	Perring, Barber & Shaw	Perring, Barber & Shaw
Chile	1822	1	6	Hullet, Brothers and Co.	Hullet, Brothers and Co.	Hullet, Brothers and Co.
Brazil	1824	1	5	Bazett, Fletcher and T. Wilson	Bazett, Fletcher and T. Wilson	Thomas Wilson and Co.
Columbia	1824	4,75	6	B. A. Goldschmidt	B. A. Goldschmidt	B. A. Goldschmidt
Buenos Aires	1824	1	6	Carlson, Catro and Robertson	Baring Brothers	Baring Brothers
Peru	1824	0,75	6	Thomas Kinder	Thomas Kinder	Fry & Chapman
Mexican	1824	3,2	5	B. A. Goldschmidt	B. A. Goldschmidt	B. A. Goldschmidt
Brazil	1825	2	5	Rothschild	Rothschild	Rothschild
Mexican	1825	3,2	6	Barclay, Herring, Richardson & Co., and J. A. Powles & Co.	B. A. Goldschmidt	B. A. Goldschmidt
Guatemala	1825	1,428	6	Barclay, Herring, Richardson & Co., and J. A. Powles & Co.	Barclay, Herring, Richardson & Co., and J. A. Powles & Co.	Barclay, Herring, Richardson & Co., and J. A. Powles & Co.
Peru	1825	0,616	6	Thomas Kinder	Thomas Kinder	Fry & Chapman

Tableau 2 Emprunts latino-américains émis à Londres, 1822-1825 (Dawson 1990 ; Flandreau et Flores 2009)

La présence d'asymétries d'information constitue généralement une caractéristique propre à tout marché financier⁵³². Toutefois, le cas particulier du marché des capitaux latino-américains du début du XIX^e siècle est caractérisé par

⁵²⁸ Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

⁵²⁹ John James Secretan, *Epitome of the various foreign Mining Companies, established in London, the shares of which are publicly bought and sold at the foreign stock market*. (London: W. and S. Graves, 1825); « Colombian association for agricultural and other purposes ».

⁵³⁰ Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

⁵³¹ Neal, « The Financial Crisis of 1825 », paragr. 30.

⁵³² Gavin Clarkson, Trond E. Jacobsen, et Archer L. Batcheller, « Information asymmetry and information sharing », *Government Information Quarterly*, Interorganizational Information Integration: A Key Enabler for Digital Government, 24, n° 4 (octobre 2007): 827-39; Seung Jung Lee, « How Information Quality of Macro Aggregates Affects Sovereign Risk: An Empirical Investigation », *Review of International Economics* 17, n° 3 (août 2009): 510-32; Rohan Pitchford et Mark L. J. Wright, « On the Contribution of Game Theory to the Study of Sovereign Debt and Default », *Oxford Review of Economic Policy* 29, n° 4 (21 décembre 2013): 649-67.

la présence structurelle d'une inégalité accentuée des quantités d'informations détenues par chaque partie impliquée dans ses transactions. Il est en effet difficile pour les propriétaires de tels titres et autres financiers en charge de leur bonne émission d'obtenir, au jour le jour, des renseignements sur la situation politique, militaire ou commerciale du front républicain. De fait, une attente de plus de trois mois est parfois nécessaire pour espérer une réponse à un courrier envoyé de Londres⁵³³. En d'autres termes, le marché des capitaux latino-américains du début du XIX^e siècle constitue ce que George Akerlof nomme un « *market for "lemons"* »⁵³⁴. L'ensemble de ses transactions se caractérise essentiellement par des échanges lors desquels certains de ses participants (principalement les emprunteurs) disposent d'informations plus pertinentes que d'autres (les investisseurs) n'ont pas – ou pas encore.

La difficulté structurelle d'obtenir des informations sur l'état d'un investissement peut se traduire par une incapacité à anticiper correctement l'évolution d'une situation politique latino-américaine encore fragile. De plus, en l'absence d'agences de notation⁵³⁵, nombre de détenteurs d'obligations doivent souvent séparer le bon grain de l'ivraie, puisque certains journaux londoniens fournissent délibérément, sur commande d'emprunteurs particuliers, des informations « gonflées ». Par exemple, un jeune journaliste – et futur Premier ministre anglais – nommé Benjamin Disraeli profite grandement de commandes d'articles effectuées par certains promoteurs d'emprunts souverains, demandant à redorer le blason de leur projet financier⁵³⁶. Le risque attaché à l'émission de tels instruments de crédits se traduit toutefois généralement par l'apposition de taux d'intérêt relativement élevés sur les titres en question⁵³⁷. Alors que les emprunts de souverains européens portent des taux d'intérêt variant généralement entre trois et cinq pourcents (p. ex. *British Consols* 4 %, Russie 5 % (1822), Danemark 5 % (1822)), ceux de la Colombie, du Pérou ou du Chili, émis en 1822, portent un taux à six pourcents⁵³⁸. Ainsi dotés d'un « prix » plus élevé, ces titres sont, de fait, publiquement signalés comme des investissements relativement plus risqués.

Or, le besoin de compenser l'existence de risques liés à l'existence d'asymétries d'information au jour le jour constitue néanmoins une préoccupation constante pour les acteurs de la City de Londres. Ainsi, nombre d'historien-ne-s se sont concentré-e-s sur la question particulière du maintien et développement de marchés de dettes souveraines du début du XIX^e siècle. Plus particulièrement, de

⁵³³ Yrjö Kaukiainen, « Shrinking the World: Improvements in the Speed of Information Transmission, c. 1820-1870 », *European Review of Economic History* 5, n° 1 (avril 2001): 1-28.

⁵³⁴ George A. Akerlof, « The Market for "lemons": Quality Uncertainty and the Market Mechanism », *Quarterly Journal of Economics* 84, n° 3 (août 1970): 488-500.

⁵³⁵ Celles-ci n'apparaîtront qu'au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Voir : Marc Flandreau et Gabriel Geisler Mesevage, « The separation of information and lending and the rise of rating agencies in the USA (1841-1907) », *Scandinavian Economic History Review* 62, n° 3 (2 septembre 2014): 213-42.

⁵³⁶ Robert Blake, *Disraeli*, 4^e éd. (New York: St. Martin's Press, 1967), 24-26; Flandreau, *Anthropologists in the stock exchange*, 87.

⁵³⁷ Tomz, *Reputation and international cooperation*, 24.

⁵³⁸ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 249.

nombreuses études veulent comprendre les incitations poussant les emprunteurs à rembourser leur dette et, en parallèle, aux mécanismes développés par les investisseurs pour surmonter l'existence de telles asymétries d'information⁵³⁹. Entre autres, certains auteurs soulignent le rôle central joué par certaines « super-sanctions » potentielles ou effectives imposées par des prêteurs sur des États emprunteurs pour garantir le paiement de dettes souveraines données. La simple possibilité qu'un gouvernement puisse intervenir au profit d'investisseurs par l'imposition d'interventions militaires, sanctions commerciales, ou d'une tutelle sur un gouvernement réticent à respecter ses engagements peut forcer ce dernier à honorer ses dettes et fournir des informations plus détaillées⁵⁴⁰. Par exemple, à la veille de la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne convainc par intimidation le gouvernement du Guatemala, plutôt récalcitrant à régler une dette en souffrance, à trouver un arrangement favorable aux détenteurs d'obligations anglais en faisant naviguer, au large des côtes de l'emprunteur, un navire de guerre⁵⁴¹. Toutefois, le gouvernement britannique du début du XIX^e siècle semble relativement récalcitrant à l'idée d'intervenir au profit d'investisseurs de la City⁵⁴². De l'avis d'investisseurs eux-mêmes, demander une intervention de la part du gouvernement de Sa Majesté est une mauvaise idée. En 1823, le comité exécutif du *Foreign Stock Market* déconseille fortement à un financier dénommé Cohen de demander au gouvernement de Sa Majesté d'intervenir auprès de l'Espagne en faveur des détenteurs de titres espagnols⁵⁴³. Selon Michael Tomz, le besoin pour nombre d'emprunteurs de maintenir une certaine réputation permet également d'assurer la transmission d'informations crédibles et d'honorer leurs engagements. La capacité d'un emprunteur à transmettre de bonnes informations sur son état et à payer les intérêts de sa dette lors de conjonctures favorables fournit de fait un signal positif aux investisseurs, même lors de conjonctures plus difficiles⁵⁴⁴. Permettant de considérer le rôle central qu'occupent les principes de réputation au sein des marchés financiers, l'analyse de l'auteur force néanmoins à considérer les investisseurs et autres acteurs financiers de la City comme des agents identiques, centrant généralement leurs actions en réponse aux agissements politiques d'emprunteurs donnés⁵⁴⁵.

⁵³⁹ Pour une revue de littérature pertinente, voir : Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 648-51.

⁵⁴⁰ Jeremy Bulow et Kenneth Rogoff, « Sovereign Debt: Is to Forgive to Forget? », *The American Economic Review*, n° 1 (1989): 43; Kris James Mitchener et Marc D. Weidenmier, « Empire, Public Goods, and the Roosevelt Corollary », *The Journal of Economic History* 65, n° 03 (septembre 2005): 658–692; Kris James Mitchener et Marc D. Weidenmier, « Supersanctions and sovereign debt repayment », *Journal of International Money and Finance* 29, n° 1 (février 2010): 19-36.

⁵⁴¹ Mitchener et Weidenmier, « Supersanctions and sovereign debt repayment », 26-27.

⁵⁴² Philip Ziegler, *The Sixth Great Power: A History of One of the Greatest of All Banking Families, the House of Barings, 1762-1929* (New York: AAKnopf, 1988), 107-8; Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 649.

⁵⁴³ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 89.

⁵⁴⁴ Tomz, *Reputation and international cooperation*.

⁵⁴⁵ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 651.

Les travaux de Marc Flandreau et Juan Flores permettent de combler certaines de ces lacunes analytiques et historiques⁵⁴⁶. Les auteurs soutiennent que le pouvoir de marché détenu par certains souscripteurs, classés au sein de la City de Londres par une forte hiérarchie ayant Nathan Rothschild et Alexander Baring en son sommet, permet à des investisseurs de mieux compenser l'existence d'asymétries d'information inhérentes à l'environnement financier de la période. Les emprunts émis par l'une de ces deux maisons de banque (en charge d'organiser l'émission et distribution initiale des titres) sont en effet publiquement considérés comme dotés d'une marque particulière, signalant l'existence d'investissements particulièrement sains. Tout titre émis par d'autres marchands-banquiers est donc, de fait, considéré comme plus risqué. Ce mécanisme permet à ces maisons de banque « de marque » de choisir les emprunteurs avec qui ils comptent faire des affaires. Surtout, ces marchands-banquiers prestigieux peuvent établir ce que Flandreau et Flores nomment une « relation bancaire » avec les gouvernements débiteurs. La mise en place d'un tel rapport permet à un souscripteur l'acquisition d'informations privilégiées sur leurs emprunteurs respectifs. Ceci accorde à ces marchands-banquiers, agissant de fait comme des intermédiaires financiers, de surveiller, voire éventuellement participer activement à la mise en place de politiques économiques et financières des États dont ils ont la charge de gérer les emprunts. Par exemple, les conditions imposées par la maison Rothschild pour l'émission d'une dette en faveur du nouvel État de Belgique en 1831 stipulent les prérogatives que pourraient avoir les banquiers à « réduire ou suspendre le prêt en cas d'intervention militaire », forçant ainsi le souverain à régler ces différends futurs de manière pacifique⁵⁴⁷. De fait, la mise en place d'une « relation bancaire » permet à ces maisons de banque prestigieuses de s'assurer de la bonne santé des titres dont ils ont la charge. De manière plus importante encore, celle-ci leur permet de prendre soin de leur atout propre le plus important, à savoir leur prestige.

Les études de Flandreau et Flores permettent ainsi de mieux comprendre certaines particularités du marché de la dette souveraine du début du XIX^e siècle. Leurs analyses entrevoient surtout la possibilité de considérer plus en détail le rôle clé joué par une figure souvent peu considérée dans l'historiographie des marchés financiers du lendemain des guerres napoléoniennes, à savoir celle de l'intermédiaire financier⁵⁴⁸. De fait, des marchands-banquiers tels que Rothschild

⁵⁴⁶ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands »; Marc Flandreau et Juan H. Flores, « The Peaceful Conspiracy: Bond Markets and International Relations During the Pax Britannica », *International Organization*, n° 2 (Spring 2012): 211-41; Marc Flandreau et Juan H. Flores, « Bondholders versus Bond-Sellers? Investment Banks and Conditionality Lending in the London Market for Foreign Government Debt, 1815–1913 », *European Review of Economic History* 16, n° 4 (novembre 2012): 356-83.

⁵⁴⁷ Flandreau et Flores, « The Peaceful Conspiracy », 229-33.

⁵⁴⁸ Il est important de noter ici l'existence de travaux portant sur des périodes antérieures et autres types de marchés financiers. Par exemple, Philip Hoffman, Gilles Postel-Vinay et Jean-Laurent Rosenthal étudient le rôle essentiel joué par les notaires en tant qu'intermédiaires financiers sur le marché du crédit parisien entre les XVII^e et XIX^e siècles, permettant ainsi de compenser la présence d'asymétries d'information entre agents économiques. Voir : Philip T. Hoffman, Gilles Postel-Vinay, et Jean-Laurent Rosenthal, *Des marchés sans prix: une*

ou Barings occupent une place centrale au sein d'un marché structurellement défini par d'importantes asymétries d'information en certifiant, par leur prestige et pouvoir de marché, de la qualité de certains titres. Ainsi, le marché des capitaux du début du XIX^e siècle ressemble en quelque sorte à un système de communication à deux étapes (émetteur-intermédiaire-récepteur), tel qu'illustré par Elihu Katz⁵⁴⁹. Alors qu'emprunteurs et investisseurs se trouvent aux extrémités d'un tel modèle, la figure de l'intermédiaire financier agit en tant que « gatekeeper » central.

Bien que ces divers travaux brossent un portrait plus précis des spécificités du marché des capitaux latino-américains du début du XIX^e siècle, ceux-ci tendent néanmoins à se focaliser essentiellement sur les marchands-banquiers les plus prestigieux de leur temps. Or, leur entrée sur le marché de la dette souveraine latino-américaine se fait de façon quelque peu tardive. Rothschild se charge en effet de souscrire le deuxième emprunt brésilien de 1825, soit trois années après l'émission des dettes de Colombie, du Pérou, du Chili et de Poyais de 1822⁵⁵⁰. En 1824, Baring est impliqué dans l'émission d'un emprunt pour Buenos Aires, mais en tant que maison de banque chargée d'effectuer les paiements des intérêts⁵⁵¹. De plus, les montants de dettes latino-américaines souscrites ou gérées par ces deux marchands-banquiers entre 1822 et 1825 totalisent environ treize pourcents de l'ensemble des emprunts émis à la même période.

De la sorte, la grande majorité des intermédiaires financiers actifs sur le marché des capitaux latino-américains est souvent reléguée en toile de fond. Ces marchands-banquiers de « second rang », pour reprendre le terme utilisé par Ralph Hidy⁵⁵², sont alors souvent décrits comme obligés de faire « comme ils peuvent » au sein d'un marché hautement concurrentiel⁵⁵³. Néanmoins, le nombre d'études permettant de comprendre exactement les agissements de maisons de banque secondaires reste relativement maigre. Certaines biographies de marchands-banquiers particuliers, ou histoires de certaines maisons de banque spécifiques permettent heureusement d'offrir quelques éclaircissements⁵⁵⁴. Toutefois, celles-ci semblent se concentrer essentiellement à mettre en lumière l'existence d'une certaine forme d'exceptionnalisme propre à leur objet d'étude, permettant d'expliquer à elle seule l'importante réussite de ces maisons de banque. En d'autres termes, ces études tentent souvent de consolider l'existence d'une sorte de capital symbolique ou réputationnel

économie politique du crédit à Paris, 1660-1870, Civilisations et sociétés 105 (Paris: EHESS, 2001).

⁵⁴⁹ Elihu Katz, « The Two-Step Flow of Communication: An Up-To-Date Report on an Hypothesis », *The Public Opinion Quarterly* 21, n° 1 (avril 1957): 61-78.

⁵⁵⁰ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 249.

⁵⁵¹ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 665.

⁵⁵² Ralph W. Hidy, « The Organization and Functions of Anglo-American Merchant Bankers, 1815-1860 », *The Journal of Economic History* 1 (décembre 1941): 54; Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », n. 53.

⁵⁵³ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 663.

⁵⁵⁴ Voir par exemple : Cecil Roth, *The Sassoon Dynasty* (London: Robert Hale Limited, 1941); Abigail Green, *Moses Montefiore: Jewish Liberator, Imperial Hero* (Cambridge, Mass.: Belknap Press, 2010).

contemporain par la mise en avant de prétendues capacités individuelles particulières et d'efforts propres de marchands-banquiers ainsi distingués de leurs semblables.

Bien que composé de multiples singularités, le tissu financier britannique formant le marché des capitaux latino-américain de la City de Londres apparaît ainsi comme formé majoritairement d'un nombre important de divers intermédiaires financiers – souvent délaissés – occupant des fonctions en apparence distinctes (p. ex. contractants, souscripteurs). Or, il est intéressant de noter que certaines figures semblent impliquées à des niveaux différents dans divers projets financiers en rapport avec le continent américain. Par exemple, John Diston Powles, l'un des contractants de l'emprunt colombien de 1822, se trouve également être l'un des directeurs de la *Colombian Association for Agricultural and Other Purposes*. Cette société, créée en 1824, envisage de mettre sur pied un projet d'exploitation de terres arables en organisant la venue de migrants européens sur le sol colombien⁵⁵⁵. Une telle diversification n'est toutefois pas le seul apanage de Diston Powles. En observant de plus près les compositions de maisons de banque en charge de gérer certains emprunts latino-américains, ainsi que les comités de direction d'entreprises dédiées à l'exploitation de ressources naturelles en Amérique latine, l'apparition de noms similaires ne semble pas être un fait anodin. Par exemple, J.-P. Robertson est l'un des membres du conseil d'administration de la *Famatina Mining Company*, alors qu'il est en même temps contractant de l'emprunt de Buenos Aires de 1824⁵⁵⁶. Les trois emprunts péruviens émis entre 1822 et 1825 ont comme contractant et émetteur Thomas Kinder, ainsi que la firme Fry & Chapman comme banque en charge du paiement des coupons. Cette dernière est également engagée auprès de la *Peruvian Mining Company*, ayant Joseph Fry et Thomas Kinder parmi ses administrateurs⁵⁵⁷. La *Colombian Mining Association* a dans son conseil d'administration, en plus de Diston Powles et son associé contractant William Graham, un certain L. A. Goldschmidt, contractant, émetteur et banquier en charge du paiement du coupon de l'emprunt colombien de 1822, respectivement celui de 1824⁵⁵⁸.

Mettre en évidence l'existence d'implications multiples de divers intermédiaires financiers dans des projets commerciaux ou la mise sur pied d'emprunts étrangers permet ainsi de faire remonter à la surface l'existence d'un réseau bien particulier. De fait, l'ensemble des acteurs financiers impliqués à la fois dans l'émission d'emprunts étrangers et la constitution de *joint stock companies* visant à exploiter des ressources naturelles en Amérique du Sud s'inscrit, d'une manière ou d'une autre, dans un large réseau d'interrelations de marchands-banquiers de second rang (voir graphique ci-dessous). Seuls deux protagonistes – marqués en rouge – sortent du lot : Nathan Rothschild et Alexander Baring. Du fait de

⁵⁵⁵ « Colombian association for agricultural and other purposes ».

⁵⁵⁶ Henry English, *A General Guide to the Companies Formed for Working Foreign Mines* (London: Boosey & sons, 1825), 27.

⁵⁵⁷ English, 49.

⁵⁵⁸ English, 23.

l'implication de sa maison de banque en tant qu'institution chargée de verser les intérêts de l'emprunt de Buenos Aires de 1824, Baring se positionne aux marges de ce réseau. L'emprunt brésilien de 1825 constituant sa seule et unique intervention directe sur le marché des capitaux latino-américains, Rothschild apparaît alors en dehors de ce système d'interrelations.

Replacé dans le contexte financier londonien du début du XIX^e siècle, Poyais apparaît comme le perdant par excellence du marché des capitaux de la City. Dans le courant du mois d'octobre 1822, MacGregor engage des intermédiaires financiers chargés d'émettre une dette dite souveraine. Divisés en plusieurs centaines d'obligations, ces titres sont alors rapidement échangés, au-dessus de leur prix d'émission au sein du *London Stock Exchange*. Au terme de diverses péripéties financières, le prix d'échange de ces titres s'effondre drastiquement, pour finalement être retirés à jamais de la cote officielle de cette Bourse au début de l'année 1824. Poyais incarne ainsi un exemple parfait de perdant du marché des capitaux étrangers. Refoulé des marchés secondaires, incapable de payer les intérêts dus à ses investisseurs avant même l'éclatement de la crise de 1825, l'impossibilité de récolter des capitaux londoniens annonce le glas d'un quelconque projet concret en Moskitie, puisse-t-il être souverain ou simplement commercial. Or, les divers acteurs impliqués dans l'émission d'une dette poyaisienne sont tous des marchands-banquiers de second rang. Comprendre la mise sur pied des divers emprunts poyaisiens émis au sein de la City entre 1822 et 1823 permet ainsi de potentiellement mieux mettre en lumière le rôle joué par l'ensemble des acteurs (c.-à-d. emprunteurs, intermédiaires financiers, investisseurs) composant le système de communication à deux étapes alors mobilisé.

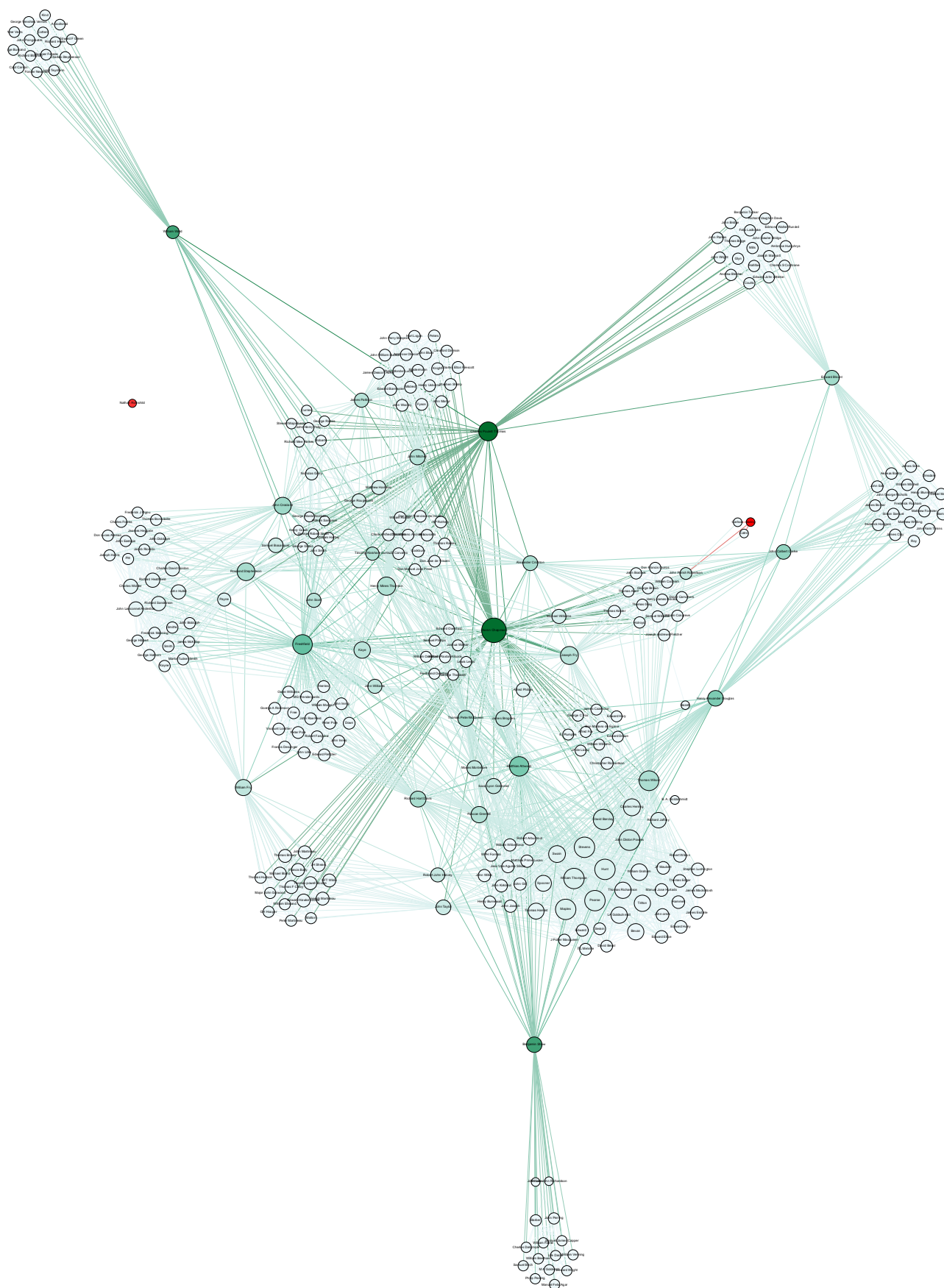


Tableau 3 Les acteurs du marché des capitaux latino-américains⁵⁵⁹.

4.2 Ogilvie : une fiction légale

À la suite d'une traversée de l'Atlantique mouvementée⁵⁶⁰, MacGregor et sa famille débarquent le 4 juin 1821 au port irlandais de Donaghadee. De là, ils rejoignent une des sœurs de MacGregor habitant la petite bourgade de Callander. La famille MacGregor semble alors profiter de la région pour se reposer quelque peu. MacGregor se saisit également de ce temps pour défendre un honneur entaché des suites de la publication à Londres d'un ouvrage relatant les fiascos militaires de Porto Bello et Rio de la Hacha. Rédigé par l'un de ses anciens officiers, Michael Rafter, le pamphlet brosse un portrait de MacGregor peu ragoûtant⁵⁶¹. Il y est décrit tel un officier alcoolique, amoral, dénué de compassion et surtout essentiellement motivé par des considérations de prestige public. Servant sous les ordres de MacGregor lors de la campagne de Rio de la Hacha, Rafter est un soldat britannique. Plutôt que de s'engager par pure compassion pour la cause latino-américaine, il rejoint MacGregor pour retrouver son frère dont il est sans nouvelles. Découvrant que ce dernier, servant en tant que colonel dans un bataillon mené par MacGregor, est porté disparu depuis une bataille près de Panama, Rafter publie ainsi en 1820 un pamphlet constituant essentiellement une forte diatribe à l'encontre de son ancien supérieur. Installé près de la capitale écossaise, MacGregor prend alors le temps de rédiger plusieurs courriers destinés à être publiés dans divers journaux britanniques, proposant alors une version des faits bien plus positive des lourdes défaites essuyées suivant ses assauts républicains⁵⁶².

Cette halte permet surtout à MacGregor de se rapprocher d'Édimbourg, où l'attend une connaissance de James David Roy Gordon : James Ogilvie. Nommé premier agent britannique officiel pour le projet poyaisien⁵⁶³, Ogilvie est un armateur écossais, agent de commission engagé auprès de créiteurs individuels⁵⁶⁴ ou d'une fabrique de poudre à canon⁵⁶⁵, et directeur au sein du conseil d'administration de quelques compagnies d'assurances incendie⁵⁶⁶. Ogilvie est surtout un ancien marchand-banquier. Vers la fin du XVIII^e siècle, il reprend en effet la maison de commerce londonienne d'un certain Jean-Jacques

⁵⁵⁹ Données tirées de : English, *A General Guide to the Companies Formed for Working Foreign Mines*; Secretan, *Epitome of Foreign Stocks, most currently bought and sold in London*; Secretan, *Epitome of the various foreign Mining Companies, established in London, the shares of which are publicly bought and sold at the foreign stock market.*; Thomas Fortune, *Fortune's Epitome of the Stock and Public Funds: With a Full Account of the Bank Stock and Funds of United States of America, and Also of All the Other Foreign Funds* (London: J. Compton, 1824). Pour accéder à une version haute-définition du graphique et à ses données liées, voir : <https://tinyurl.com/y7d5pyss>

⁵⁶⁰ « Sir Gregor MacGregor », *Caledonian Mercury*, 4 août 1821.

⁵⁶¹ Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*.

⁵⁶² « General MacGregor », *Morning Post*, 2 octobre 1821; « General MacGregor », *Caledonian Mercury*, 20 octobre 1821.

⁵⁶³ William John Richardson, « To the editor of the public ledger », *Public Ledger and Daily Advertiser*, 26 janvier 1824.

⁵⁶⁴ « Notice to the creditors of William Temple », *Caledonian Mercury*, 26 octobre 1820.

⁵⁶⁵ « The Marfield Gunpowder Works », *Caledonian Mercury*, 24 août 1820.

⁵⁶⁶ « North British Fire Insurance Company », *Aberdeen Press and Journal*, 2 février 1820.

Ogilvie. En parallèle, James Ogilvie, sous la raison *James Ogilvie & Cie*⁵⁶⁷, fonde une maison de banque à Paris. Bien qu'il liquide sa société londonienne en 1802, il continue d'entretenir ses affaires parisiennes. Il semble d'ailleurs se spécialiser dans l'allocation de crédits à des marchands anglais commerçant en France. L'éclatement des guerres napoléoniennes le force toutefois à liquider et transférer les opérations de sa société à un certain sieur Martin⁵⁶⁸.

Accompagné de son nouvel agent, MacGregor se rend alors à Londres. De fait, le cacique, complètement ignorant des pratiques, mécanismes ou procédures des levées de fonds anglaises, semble faire une totale confiance en la personne d'Ogilvie. En effet, un passé de militaire et de mercenaire ne constitue probablement pas une bonne formation à la maîtrise des codes (in-)formels de la finance locale et internationale britannique. Il arrive parfois à MacGregor de mentionner certaines précisions relatives à la recherche de fonds nécessaires à la réalisation de certains de ses projets. Néanmoins, l'ensemble de sa correspondance est systématiquement vide de quelconques détails techniques financiers. De fait, MacGregor apparaît effectivement comme nécessitant l'aide d'un agent appointé, en l'occurrence un ancien marchand-banquier, pour lui permettre de surmonter son inexpérience de toutes technicités financières liées à la mise en place d'un projet de financement sur la place de Londres.

Si l'on considère le projet poyaisien comme un projet commercial fondé essentiellement sur l'exploitation de riches ressources d'acajou de Moskitie et la construction d'un port neutre commode au commerce britannique caribéen, il peut alors être intéressant d'identifier quelques différents moyens financiers à disposition au début du XIX^e siècle. Par exemple, la constitution d'une société privée – ou un partenariat quelconque n'impliquant pas une forme de reconnaissance institutionnalisée (*Sole Proprietorship*, *Closed Family Firm*, *General Partnership*)⁵⁶⁹ – pourrait aider une entreprise commerciale transatlantique à se financer par la mobilisation d'effets de commerce. Généralement privilégiée comme moyen de paiement et de financement au sein d'activités commerciales transatlantiques⁵⁷⁰, la mobilisation de tels outils de crédits impose néanmoins un obstacle principal. Du fait que le projet poyaisien repose sur une absence d'échanges commerciaux préalables – effectivement inexistant à ce moment – obtenir des fonds sur une période plus longue que les quelques mois habituels définissant la validité temporelle d'effets de commerce,

⁵⁶⁷ « Inventory of the Personal Estate of James Ogilvie » (30 décembre 1835), Wills and testaments Reference SC70/1/53 Edinburgh Sheriff Court Inventories, National Records of Scotland, Edinburgh.

⁵⁶⁸ Ledru-Rollin et al., « Messal C. Sturt », in *Journal du Palais: jurisprudence française*, vol. 6 (Paris: F.-F. Patris, 1838), 721.

⁵⁶⁹ Ron Harris, *Industrializing English law: entrepreneurship and business organization, 1720-1844*, Political economy of institutions and decisions (Cambridge [England] ; New York: Cambridge University Press, 2000), 27-29.

⁵⁷⁰ Larry Neal, *The Rise of Financial Capitalism: International Capital Markets in the Age of Reason*, Studies in Monetary and Financial History (Cambridge: Cambridge University Press, 1993).

est nécessaire pour financer l'acquisition d'outils et envoyer la main-d'œuvre permettant à la réalisation d'un tel projet.

Fonder une *joint-stock company* permettrait de résoudre deux problèmes essentiels se présentant à MacGregor : l'acquisition de fonds à long terme et une meilleure division des risques financiers entre investisseurs. Au sein d'une société dotée de fonds propres divisés en actions, les propriétaires de titres sont considérés responsables à la hauteur du nombre d'actions en leur possession. Toutefois, selon la *Bubble Act* de 1720 (encore en place à ce moment⁵⁷¹), la constitution d'une telle entité d'affaires n'est possible qu'à condition d'obtenir une charte parlementaire. De la sorte, l'établissement d'une *joint-stock company* permet implicitement l'éviction symbolique et effective de sociétés concurrentes potentielles. Comme le démontre notamment Jean-Philippe Rochat dans une étude portant sur les sociétés anonymes françaises⁵⁷², l'acquisition d'une charte procure à sa société détentrice un certain « privilège », agissant ainsi, pour l'autorité de délivrance, comme un outil de politique économique⁵⁷³.

Bien qu'encore régulée par la *Bubble Act*, une augmentation quantitative de *joint-stock companies* s'observe progressivement dans le courant des premières décennies du XIX^e siècle⁵⁷⁴. En apparence simplifiée – du fait que le processus d'obtention d'autorisation agit probablement comme un mécanisme d'extraction de rente et d'obtention de positions de directeurs de sociétés pour certains membres du Parlement⁵⁷⁵ – la création d'une société par actions reste néanmoins relativement risquée pour ses promoteurs, voire encore plus si les procédés légaux requis à sa constitution ne sont pas pleinement respectés. Ceci semble par exemple avoir été le cas pour la *Equitable Loan Bank Company*. Fondée au cours du mois d'avril 1824, cette société envisage d'agir tel un prêteur sur gages en se basant sur le modèle français du Mont-De-Piété. Elle est constituée d'un capital de £ 2 millions, divisé en quarante mille actions de £ 50. Tout investisseur peut en obtenir en payant £ 1 lors de l'acquisition d'un titre, le montant restant devant être réglé par tranches successives définies par les directeurs de la compagnie. La *Equitable Loan Bank Company* se présente alors telle une

⁵⁷¹ La *Bubble Act* de 1720 est abrogée en 1825. Voir : Ron Harris, « The Bubble Act: Its Passage and Its Effects on Business Organization », *The Journal of Economic History* 54, n° 3 (1994): 610-27; Ron Harris, « Political Economy, Interest Groups, Legal Institutions, and the Repeal of the Bubble Act in 1825 », *The Economic History Review* 50, n° 4 (novembre 1997): 675-96.

⁵⁷² La société anonyme française du début du XIX^e siècle peut être considérée comme un quasi-équivalent de la *joint-stock company* anglaise. Elle est en effet également divisée en actions et nécessite une autorisation politique pour sa constitution. Toutefois, cette dernière est garantie par le pouvoir exécutif français. Voir : « Code de commerce (1807) », in *Les archives de la révolution française* (Witney: Micro Graphix, s. d.), 358.

⁵⁷³ Jean-Philippe Rochat, « La société anonyme en France (1807-1867): représentations et pratiques » (Université de Genève, 2014), 99-100, 252-54.

⁵⁷⁴ M.J. Fenn, « British Investment in South America and the financial crisis of 1825-1826 » (MA thesis, University of Durham, 1969), 129-46; Michael P. Costeloe, *Bubbles and bonanzas: British investors and investments in Mexico, 1821-1860* (Lanham: Lexington Books, 2011), 28-29.

⁵⁷⁵ Fenn, « British Investment in South America and the financial crisis of 1825-1826 », 135.

« institution publique » accommodant « *all classes of persons suffering under occasional distress* » et offrant à ses « *Capitalists a secure and beneficent employment of their wealth*⁵⁷⁶ ». Confiant de leurs succès, les directeurs de la société débute la vente d'actions négociables, alors même qu'une demande d'acquisition de charte parlementaire est en cours. Bien que la constitution de la société obtienne le feu vert de la Chambre des communes, la Chambre des Lords refuse son incorporation. En effet, la chambre haute du parlement anglais considère comme illégal le fait d'avoir débuté la vente de titres négociables en l'absence de charte⁵⁷⁷.

Justifié officiellement par l'émission et distribution d'actions négociables en contradiction avec un cadre légal britannique régulant la création de *joint-stock companies*, le fiasco de la *Equitable Loan Bank Company* ne semble néanmoins pas émaner entièrement des pratiques frauduleuses ou d'une quelconque mauvaise gestion de la part de ses directeurs. Le refus de la Chambre des Lords d'allouer une charte à la société financière peut aussi, apparemment, s'expliquer par des dynamiques internes au corps législatif, représentant de fait une menace bien plus importante au processus à la création de telles entreprises. Le paiement de frais administratifs requis pour déposer une demande d'incorporation, de fait nécessaire pour accéder au Parlement, ne représente toutefois pas un obstacle important – particulièrement pour une société du calibre de la *Equitable Loan Bank Company*. La principale barrière se constitue plutôt, comme l'illustre Ron Harris, des membres du Parlement mêmes⁵⁷⁸. Considérant apparemment les arguments mis en avant par un groupe de prêteurs sur gages concurrent, inquiets que l'incorporation d'un concurrent capable d'allouer des prêts bien moins chers les sortirait symboliquement et effectivement de leur propre terrain, quelques membres du Parlement choisissent de considérer l'allocation d'une charte comme allant à l'encontre d'un principe de libre-échange. Toutefois, du fait que la *Equitable Loan Bank Company* puisse potentiellement quasi monopoliser un nombre important de flux financiers des mains de financiers de la City de Londres par le biais d'emprunts bon marché légitimés par un discours philanthropique et moralisateur, il semble que certains parlementaires, se basant sur un argument légal, décident d'entraver l'incorporation d'une société afin de préserver les intérêts de leurs électeurs ou groupe d'intérêts⁵⁷⁹.

⁵⁷⁶ Equitable Loan Bank Company, *Equitable Loan Bank : plan of the bank*.

⁵⁷⁷ Harris, « Political Economy, Interest Groups, Legal Institutions, and the Repeal of the Bubble Act in 1825 », 679-80; « On the transfer of shares in joint-stock companies », *The legal observer*, 27 juillet 1839; James Connery, *An Essay on Charitable Economy, Upon the Loan Bank System: Called on the Continent « Mont de Piété », That Is, the Mount, Or Rather the Heap, for the Distribution of Charity: Being an Antidote to Counteract the Baneful Effects of Pawnbroking ... : Dedicated, by Permission, to William Sharman Crawford* (London: J. Cumming, 1837), 13.

⁵⁷⁸ Harris, *Industrializing English law*, 134-36.

⁵⁷⁹ A retired pawnbroker, *An Examination of the present modes of granting temporary loans on pledges by pawnbrokers and of those proposed by the London Equitable Loan Bank Company, as far as they are calculated to affect the trader and manufacturer with small capitals, and others requiring occasional advances : with a few remarks on the objections which have been urged by pawnbrokers and others against the Equitable Loan Bank* (London: E. Wilson, 1825);

Bien que le cas de la *Equitable Loan Bank Company* semble incarner un exemple relativement particulier, il se peut que, combiné aux risques de charges pénales pouvant incomber en cas de faillite⁵⁸⁰, constituer une *joint-stock company* pour permettre de financer l'établissement d'une colonie en Moskitie représente un jeu risqué. Du fait que le projet de MacGregor repose essentiellement sur la nécessité de fournir une échappatoire aux obstacles jalonnant le commerce sucrier entre la Jamaïque et les États-Unis, une quelconque incorporation aurait certainement dérangé une frange du Parlement envisageant un affaiblissement d'une économie caribéenne fondée sur l'esclavage. Celle-ci inclut quelqu'un comme William Wilberforce, un féroce adversaire aux pratiques esclavagistes antillaises.

Il semble que la mobilisation d'un autre instrument de crédit peut néanmoins être envisagée, en 1822, pour un projet commercial fondé sur une légitimité territoriale cherchant à obtenir les capitaux nécessaires à son établissement : l'émission d'une dette souveraine. Contracter un tel emprunt permet en effet l'obtention d'une solution de financement à long terme, incluant une répartition de risques entre investisseurs à la hauteur des montants investis, tout en supprimant les tracasseries liés à l'obtention d'une charte auprès du parlement anglais. Suivant les soulèvements latino-américains, nombre d'États européens se refusent, pour des raisons diplomatiques à l'encontre de l'Espagne, à reconnaître officiellement et formellement ces nouveaux gouvernements américains⁵⁸¹. Bien qu'il admette l'existence de nouveaux territoires indépendants, le gouvernement britannique, par exemple, ne se précipite pas pour reconnaître formellement de nouveaux États spécifiques en particulier. Lors d'un débat parlementaire prenant place au sein de la Chambre des Lords dans le courant du mois de juin 1822, portant sur une modification des *Navigation Laws* britanniques, le Premier ministre Robert Banks Jenkinson, comte de Liverpool, fait un discours exposant la nécessité d'étendre les relations commerciales entretenues entre les colonies britanniques et les États-Unis. De manière intéressante, il mentionne le fait qu'il serait, à terme, désirable d'établir également des accords commerciaux « *with the independent parts of South America* »⁵⁸². Bien que Liverpool reconnaisse ouvertement l'existence de nouveaux États latino-américains, aucun d'entre eux n'est clairement et spécifiquement nommé. Il faut attendre la signature d'un traité

Court of Common Council, « A report of the proceedings of the Court of Common Council of the City of London, March 11, 1825, relative to the Equitable Loan Bank Company. » (1825); *Defence of the principles of the Equitable Loan Bank, and Mont de Piété, against the attacks of the meeting of pawnbrokers* (London: J. Robins and Co., 1824); *The Pawnbrokers' reply to the pretended fair and candid statement of the Equitable Loan Bank Company* (Islington: F. Tower, 1825).

⁵⁸⁰ *The New Bankrupt Act, with an Explanation of the Difference between the Old Acts and the New Act* (London: J. and W.T. Clarke, 1824); V. Markham Lester, *Victorian Insolvency: Bankruptcy, Imprisonment for Debt, and Company Winding-up in Nineteenth Century England*, Repr., Oxford Historical Monographs (Oxford: Clarendon Press, 1999).

⁵⁸¹ Gabriel Paquette, « The Intellectual Context of British Diplomatic Recognition of the South American Republics, C. 1800-1830 », *Journal of Transatlantic Studies* 2, n° 1 (Spring 2004): 75-95.

⁵⁸² « Navigation Laws », Lords Sitting, Hansard (London: House of Lords, 17 juin 1822).

commercial entre la Grande-Bretagne et la Colombie, en 1826, pour qu'un premier gouvernement d'Amérique du Sud soit officiellement reconnu par Londres⁵⁸³. Il serait toutefois faux d'affirmer que le gouvernement de Sa Majesté ne prend aucunement position concernant les mouvements d'indépendance latino-américains. Le laxisme tout relatif dans l'application de l'interdiction faite aux mercenaires britanniques de s'engager auprès des armées bolivariennes, relevé par Moises Rodriguez⁵⁸⁴, exprime notamment une prise de position implicite mais relativement claire du gouvernement de Sa Majesté par rapport à l'issue des troubles politiques du continent américain.

Au sein de cette fenêtre temporelle de quatre années, définie par l'absence de décisions formelles prises par le gouvernement britannique au sujet d'une quelconque reconnaissance spécifique d'indépendances américaines, une autre institution londonienne se charge d'attribuer et reconnaître l'existence de souverainetés spécifiques. En permettant l'échange de titres issus de dettes émises par des territoires d'Amérique du Sud, le *London Stock Exchange* reconnaît implicitement la simple existence de l'indépendance et de la pleine souveraineté d'entités politiques à l'origine de ceux-ci. La cotation des prix d'échange de ces obligations au sein de la publication officielle de la Bourse, publiée par James Wetenhall⁵⁸⁵, offre une affirmation, confirmation et reconnaissance publique supplémentaire de l'existence de ces nouveaux États. Ces titres sont même placés sur un pied d'égalité avec d'autres emprunts émis par des puissances européennes, listées côte à côte non seulement aux yeux d'un public composé d'investisseurs informés par la publication de Wetenhall⁵⁸⁶, mais également d'un lectorat plus large, puisque les prix d'échange journaliers de ces obligations apparaissent régulièrement dans des journaux à grande distribution⁵⁸⁷.

L'accès à ce marché des capitaux en 1822 pour un emprunteur étranger est défini par des exigences particulières. Or, celles-ci régulent moins les qualités délimitant les titres échangés au sein du *London Stock Exchange* que celles de ces membres. Le règlement officiel du *London Stock Exchange*, établi en 1812⁵⁸⁸, stipule que tout titre doit être échangé entre des membres cooptés ou leurs secrétaires reconnus. Les membres doivent être de nationalité britannique, exemptés de faillites antérieures – sauf si blanchis par le comité exécutif du *London Stock Exchange*, le *Committee for General Purposes*. Bien que le

⁵⁸³ « Treaty of amity, commerce, and navigation with the state of Colombia », Commons Sitting, Hansard (London: House of Commons, 6 février 1826).

⁵⁸⁴ Moises Enrique Rodríguez, *Freedom's Mercenaries: British Volunteers in the Wars of Independence of Latin America: Northern South America*, vol. 2 (Lanham: Hamilton Books, 2006), 675-77.

⁵⁸⁵ James Wetenhall, *Course of the exchange* (London: Committee of the Stock Exchange, 1822).

⁵⁸⁶ Harris, *Industrializing English law*, 120-24.

⁵⁸⁷ Voir par exemple : « Foreign Funds », *The Times*, 10 mars 1823; « Foreign Funds », *The Observer*, 1 septembre 1823, sect. The Funds.

⁵⁸⁸ Committee for General Purposes of the London Stock Exchange, *Rules and Regulations* (London: Stephen Couchman, 1812); Committee for General Purposes of the London Stock Exchange, « Minute Book » (1819 1823), 321-25, MS14600/009, Guildhall Library, London.

règlement interdit l'échange hors de ce marché de titres négociés en son sein, aucune règle ne définit les qualités requises pour l'introduction ou acceptation de nouvelles actions ou obligations dans la salle des marchés⁵⁸⁹. La constitution d'une relation d'échange entre deux membres du *London Stock Exchange* semble ainsi suffisante pour permettre l'introduction d'un nouveau titre dans ce marché. Les prix d'échange journaliers de titres considérés comme dignes d'intérêts sont ensuite collectés et publiés par un individu sélectionné, en l'occurrence James Wetenhall. Dès 1786, Wetenhall est l'éditeur du *Course of the Exchange* – créé en 1718 par James Castaign – la cote officielle du *London Stock Exchange* depuis 1803⁵⁹⁰. En tant que tel, il est habilité à inclure les prix de nouveaux titres dans sa publication, à condition qu'ils soient considérés *bona fide* au sein du marché⁵⁹¹ – laissant de fait une certaine marge de manœuvre arbitraire de son choix.

L'accès au marché des capitaux d'un candidat à l'émission d'une dette souveraine est néanmoins conditionné par sa capacité à se constituer en entité politique indépendante. En d'autres termes, seul un État souverain peut émettre une dette souveraine. Or, du fait que le règlement du *London Stock Exchange* se concentre essentiellement moins sur les qualités définissant les titres échangés en son sein que celles de ses membres, il semble que l'élément constitutif central qualifiant un emprunteur tel un souverain, à savoir l'existence sous-jacente d'une entité politique souveraine, peut être artificiellement créée. En effet, au sein d'un tel environnement légal, la conceptualisation d'un effort ayant une forme d'accès à un territoire étranger défini (p. ex. exploitations minières, agricoles ou forestières) au sein d'un État souscrivant un emprunt souverain résulte d'un arrangement liant emprunteur (ou son représentant) et intermédiaires financiers. En ce sens, le cas de l'emprunt colombien de 1822 semble relativement pertinent. L'autorisation de souscrire un emprunt, signée par Antonio Francisco Zea, le représentant plénipotentiaire à Londres du Congrès bolivarien, est donnée dans l'accord exprès de son gouvernement. Plutôt, la décision semble avoir été fortement motivée par la maison de banque *Herring, Graham and Powles* en charge de la mise sur pied de l'emprunt⁵⁹².

La constitution de tels « mensonges » entre partenaires financiers ou commerciaux ne semble toutefois pas constituer un acte délictuel, répréhensible ou exceptionnel aux yeux du système judiciaire britannique. Comme le démontre Daniel Klerman, l'élaboration de scénarios distordants – en apparence – la réalité est une stratégie légale particulière parfois mobilisée dans des cours britanniques. Créer un consensus sur une situation inexistante permet en effet à

⁵⁸⁹ Larry Neal, « The London Stock Exchange in the first age of globalization, 1801-1914 », in *EHES Conference* (Istanbul, 2005), 10-11.

⁵⁹⁰ S. R. Cope, « The Stock Exchange Revisited: A New Look at the Market in Securities in London in the Eighteenth Century », *Economica* 45, n° 177 (1978): 18.

⁵⁹¹ Committee for General Purposes of the London Stock Exchange, *Rules and Regulations*, 41. Pour une intéressante discussion sur la mobilisation de l'étiquette *bona fide* en tant que technologie de contrôle social au sein des marchés financiers londoniens, voir : Flandreau, *Anthropologists in the stock exchange*, 126-43.

⁵⁹² Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 22-28.

certains individus de se mettre conjointement d'accord sur les possibilités émergeant consécutivement du nouvel univers résultant. Par exemple, il n'est pas rare de lire, dans les déclarations d'ouverture de certains procès civils anglais, la transcription d'un accord établi entre accusé et plaignant ayant des affaires en France, stipulant ouvertement que Paris se trouve dans le royaume d'Angleterre. La constitution d'une « fiction légale » permet ainsi aux deux parties, conscientes de créer une distorsion de réalité, de modifier temporairement la configuration de leur propre univers des possibles. En conséquence, elles peuvent ainsi régler leur différend au sein du système légal anglais⁵⁹³.

Au sein d'un tel cadre, Ogilvie peut sereinement envisager l'émission d'une dette souveraine par la création d'une fiction légale poyaisienne comme une alternative à toute autre forme de financement. En tant qu'agent officiel londonien de MacGregor, il est ouvert à toute proposition faite par des contractants potentiels – des marchands-banquiers ou investisseurs potentiels en charge de définir les termes de l'émission d'un emprunt⁵⁹⁴. Ogilvie est alors approché par un certain nombre d'acteurs financiers actifs sur le marché des capitaux, et motivés par les promesses de commissions de la potentielle mise sur pied d'une telle opération financière. Ces rémunérations pour services rendus peuvent d'ailleurs atteindre des proportions plus qu'intéressantes (p. ex. 8 % pour l'emprunt mexicain de 1824⁵⁹⁵). Lors de la phase contractuelle du montage d'un emprunt, il est alors apparemment commun pour des intermédiaires financiers de répondre, spontanément ou sur invitation, aux demandes d'offres effectuées par des emprunteurs potentiels. Le choix se fonde ainsi soit sur une enchère scellée, ou un système de négociations ouvertes – comprenant des offres et contre-offres⁵⁹⁶. De la sorte, divers marchands-banquiers proposent alors à un emprunteur potentiel de mettre sur pied un emprunt pour un montant spécifique, émis à un taux d'intérêt donné (sur la valeur nominale) et une période de maturité prédéfinie. Toutefois, un agent financier peut également proposer diverses mesures permettant de rendre un emprunt plus attractif auprès de possibles investisseurs. Par exemple, les obligations de nombre d'emprunts étrangers sont initialement vendues avec un rabais substantiel. De plus, il est souvent possible d'acquérir de telles obligations par le biais d'un plan de paiement prédéfini. Celui-ci permet aux investisseurs d'avancer les fonds nécessaires par tranches consécutives. Par exemple, les obligations de l'emprunt de Buenos-Ayres de 1824 sont ainsi initialement écoulees avec un rabais de 15 % (£ 85 par titres de £ 100). Bien que le montant emprunté puisse être payé en six tranches étendues sur six mois, un intérêt calculé sur la valeur nominale d'un titre est néanmoins garanti⁵⁹⁷.

⁵⁹³ Daniel Klerman, « Legal Fictions as Strategic Instruments » (Los Angeles: USC Law School, 16 septembre 2013), 14-15, <http://dklerman.usc.edu/secure/documents/4.KlermanandBakerAppsDE.pdf>.

⁵⁹⁴ Costeloe, *Bonds and bondholders*, 3-4.

⁵⁹⁵ Fodor, « The boom that never was? », 10.

⁵⁹⁶ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 652.

⁵⁹⁷ Costeloe, *Bonds and bondholders*, 6-7; Fodor, « The boom that never was? », 6.

Une offre pour un emprunt de £ 200 000, divisé en 2 000 actions vendues initialement au prix de £ 67 – soit une remise de 33 % – est proposée par Daniel Mocatta⁵⁹⁸. Il est le fils d'Abraham, le cofondateur avec Asher Goldsmid de la société *Mocatta and Goldsmid*, courtiers en lingots auprès de la Banque d'Angleterre⁵⁹⁹. De manière intéressante, l'offre de Daniel Mocatta ne semble pas surgir du simple besoin ou intérêt d'entrer sur le marché de la dette souveraine latino-américaine (dont il est apparemment jusque-là absent) uniquement pour, comme le relève Larry Neal, maintenir une clientèle ayant cessé d'échanger des obligations européennes moins intéressantes depuis la fin de la guerre⁶⁰⁰. Plutôt – et de manière similaire à un Gordon ou un Higson – une motivation commerciale semble se cacher sous l'apparent intérêt mis en avant dans la constitution d'un partenariat avec le représentant britannique de MacGregor. En premier lieu, et en addition à la publication en 1811 du célèbre essai de Humboldt, des récits de voyageurs britanniques publiés entre la seconde moitié du XVIII^e siècle et les premières années du XIX^e siècle offrent à leurs lecteurs une description de la Moskitie non seulement comme un riche dépôt de ressources naturelles (dont l'acajou), mais louant également sa position géo-commerciale stratégique⁶⁰¹. De fait, il est fort probable que la région – ou du moins ses avantages – dans laquelle doit s'inscrire le projet poyaisien n'est pas inconnue de certains individus intéressés par des opportunités commerciales offertes par une telle région libre de toute implication impériale formelle.

Deuxièmement, Mocatta semble potentiellement exprimer un intérêt bien plus direct dans un projet pouvant participer au développement du commerce sucrier antillais, notamment jamaïcain. Celui-ci semble se révéler à la lumière d'une investigation visant à mieux connaître certains de ses partenaires d'affaires directs, dont font partie les Belisario. Descendant, comme les Mocatta⁶⁰², d'une famille de juifs sépharades d'origine portugaise, certains de ses membres sont établis depuis le XVII^e siècle en Jamaïque. En tant que marchand, ils sont principalement impliqués dans la traite négrière et le commerce sucrier – pour lequel ils tentent, suivant les difficultés du secteur émergent au début du XIX^e siècle, d'implanter des stratégies d'« amélioration »⁶⁰³. Bien que basée dans les Caraïbes, la branche jamaïcaine de la famille maintient d'importants liens avec Londres, allant jusqu'à envoyer certains de ses membres à la City en tant qu'apprentis. Deux d'entre eux se trouvent être Jacob et Isaac Mendes Belisario.

⁵⁹⁸ Richardson, « To the editor of the public ledger »; Hendriks, *A plain narrative of facts*, 6.

⁵⁹⁹ S. R. Cope, « The Goldsmids and the Development of the London Money Market during the Napoleonic Wars », *Economica* 9, n° 34 (mai 1942): 182; MAN Group, « Descendants of Jacob Lumbrozzo de Mattos », consulté le 11 août 2013, <http://www.manfamily.org/PDFs/Lousada%20Family%20Genealogy%202007.pdf>.

⁶⁰⁰ Neal, « The Financial Crisis of 1825 », chap. Latin American Securities.

⁶⁰¹ Robert Hodgson, *Some Account of the Mosquito Territory*, éd. par Robert Hodgson son, 2^e éd. (Edinburgh: William Blackwood, 1822); Henderson, *An Account of the British Settlement of Honduras*; Edwards, *Poyais*.

⁶⁰² William D. Rubinstein, Michael Jolles, et Hilary L. Rubinstein, éd., *The Palgrave Dictionary of Anglo-Jewish History* (Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011), 680.

⁶⁰³ Jonathan Schorsch, « Sephardic Business: Early Modern Atlantic Style », *Jewish Quarterly Review* 100, n° 3 (2010): 491.

Bien qu'Isaac soit généralement plus connu pour sa production artistique, étant le premier peintre à immortaliser des figures culturelles issues de la communauté d'esclaves jamaïcains (p. ex. le *Jonkonnu*)⁶⁰⁴, il passe quelques années à Londres en tant que commis et courtier pour son oncle Jacob Belisario⁶⁰⁵. Celui-ci, un marchand d'art et agent de change, est à la tête d'une société établie avec Aaron Mocatta, le frère de Daniel, dissoute en 1819⁶⁰⁶. Bien que cette société cesse ses activités, des relations d'affaires entre des membres des familles Mocatta et Belisario semblent néanmoins persister. Par exemple, Daniel Mocatta et Jacob Belisario, appelés par un MacGregor dont ils ont à charge l'échange d'obligations poyaisiennes émises en 1827, refuseront de payer la caution de ce dernier, emprisonné pour avoir provoqué en duel un certain Francis Mellite Spong, un riche militaire, après que ce dernier l'a ouvertement et publiquement insulté. L'invective n'a en fait rien à voir avec un quelconque rebondissement de l'affaire poyaisienne, mais est plutôt due au fait que la femme de Spong avait quitté son domicile en l'absence de son mari pour rejoindre un MacGregor qu'elle connaissait déjà d'avant son mariage quelques années auparavant⁶⁰⁷.

L'implication initiale de Mocatta au sein de l'affaire poyaisienne est ainsi apparemment motivée non seulement par les profits qu'il compte potentiellement obtenir des possibilités financières offertes par le projet poyaisien (p. ex. commissions prévues pour un contractant⁶⁰⁸), mais également par les intérêts que Jacob Belisario et lui-même, des partenaires occasionnels, ont dans le développement de l'industrie sucrière jamaïcaine de manière générale. Comme le relève Bertrand Gille, Stanley Chapman ou Manuel Llorca-Jaña, des maisons de banque telles que celle de Mocatta sont apparemment à la recherche d'opportunités leur permettant d'agir en tant qu'agent ou intermédiaire financier pour des projets en adéquation avec des intérêts commerciaux propres pouvant bénéficier à leur propre commerce. Ceci peut notamment s'expliquer par un mélange d'activités commerciales et financières encore pratiqué au début du XIX^e siècle, au contraire des maisons de Rothschild ou Baring en voie de se spécialiser dans des secteurs d'activité purement financiers⁶⁰⁹.

⁶⁰⁴ John Henry Richter, *Belisario of Jamaica* (Ann Arbor: National Library of Jamaica, s. d.); Laura M. Smalligan, « An Effigy for the Enslaved: Jonkonnu in Jamaica and Belisario's Sketches of Character », *Slavery & Abolition* 32, n° 4 (décembre 2011): 561-81.

⁶⁰⁵ P. M. Sherlock, « West Indian Society a Century Ago », *Caribbean Quarterly* 2, n° 3 (1951): 491.

⁶⁰⁶ Jacob Mendes Belisario et Aaron Mocatta, « This is to give notice... », *The London Gazette*, 7 décembre 1819.

⁶⁰⁷ « Police intelligence: Bow-street », *Morning Post*, 27 août 1827.

⁶⁰⁸ Fodor, « The boom that never was? », 10.

⁶⁰⁹ Gille, *Histoire de la Maison Rothschild*, 1:75; Chapman, *The rise of merchant banking*; Manuel Llorca-Jaña, « Shaping Globalization: London's Merchant Bankers in the Early Nineteenth Century », *Business History Review* 88, n° 03 (septembre 2014): 474.

4.3 Lowe : l'imprésario du souverain

Bien qu'ayant initialement accepté son offre de services financiers, Ogilvie rompt subitement l'accord de partenariat établi avec Mocatta. De fait, une contre-offre est proposée par un certain John Lowe. Un courtier actif au sein de la City de Londres, peu d'informations semblent subsister sur le compte de Lowe. Peu de temps après la dure répression menée par l'Autriche contre le soulèvement carbonariste de Naples de 1820⁶¹⁰, il se trouve à Gênes pour le compte de Nathan Rothschild. Carl, le frère de Nathan à la tête de la future branche napolitaine de la maison de banque familiale, est alors responsable de lever un emprunt pour le gouvernement sarde imposé par une Autriche exigeant un remboursement des frais occasionnés par son intervention militaire contre les insurgés de Guglielmo Pepe⁶¹¹. Lowe est non seulement en charge de récupérer des créances impayées de certains clients du marchand-banquier⁶¹², mais aussi de transmettre des informations sur la situation militaire sarde à St. Swithin's lane. Dans un rapport, il exprime d'ailleurs avoir un certain dédain envers les forces autrichiennes stationnées à Naples. Il avoue en effet être scandalisé de voir des « *Bayonets & muskets in the hands of fellows with greasy moustachios*⁶¹³ » – décrivant de la sorte péjorativement des dragons de l'armée autrichienne patrouillant les rues⁶¹⁴. Rentré de Sardaigne, Lowe commence à entrevoir les mouvements révolutionnaires latino-américains comme une aubaine commerciale. Dans une lettre rédigée le 4 juillet 1822 à l'intention du secrétaire aux affaires étrangères Robert Stewart – Lord Castlereagh, marquis de Londonderry – il encourage le gouvernement de Sa Majesté à s'engager de tout cœur dans la mise sur pied de bonnes relations diplomatiques avec la Colombie et tout autre territoire libéré d'un joug espagnol déclinant. Celle-ci permettrait l'ouverture de lignes commerciales directes et ouvertement reconnues avec un continent américain jusque-là atteignable principalement par le biais de voies indirectes passant par les Antilles britanniques. Bien que s'opérant au détriment des possessions coloniales britanniques caribéennes, l'auteur avance qu'un accès direct à ces nouvelles contrées, garanti par des accords politiques, ouvrirait de fait de nouveaux marchés à l'industrie britannique. Celui-ci permettrait surtout de diminuer les risques potentiels liés à l'organisation de traversées commerciales, réduisant

⁶¹⁰ Guglielmo Pepe, *Relation des événements politiques et militaires qui ont eu lieu à Naples en 1820 et 1821*, adressée à S. M. le Roi des Deux Siciles (Paris: chez les principaux libraires, 1822).

⁶¹¹ Gille, *Histoire de la Maison Rothschild*, 1:88-95.

⁶¹² Lowe parvient apparemment à récupérer des créances auprès de Mr Thomas de Gênes et son partenaire Josiah Reis de Londres ; Mr Dragan et Giuseppe Serra, tous les deux également basés à Gênes ; et Mr Schneider de Hambourg. Voir : John Lowe à Nathan M. Rothschild, 21 avril 1821, XI/112/53/2, Rothschild Archives, London; John Lowe à Nathan M. Rothschild, 21 avril 1821, XI/112/53/3, Rothschild Archives, London.

⁶¹³ Lowe à Rothschild, 21 avril 1821, 21 avril 1821.

⁶¹⁴ Pepe, *Relation des événements politiques et militaires*, 62; Eos., « Poisonous Insects and Reptiles », *English Mechanic and World of Science*, 6 janvier 1888.

ainsi drastiquement les primes d'assurances maritimes généralement payées par les armateurs expédiant des biens à l'adresse des mouvements républicains⁶¹⁵.

Certainement séduit par le projet portuaire de Poyais, Lowe approche alors Ogilvie. Il prétend pouvoir lui offrir un emprunt avec des obligations émises au prix initial de £ 75. Représentant des fonds plus importants pour la réalisation du projet poyaisien – £ 150 000 avant déduction des diverses commissions et paiements complets des tranches – l'offre de Lowe motive certainement Ogilvie par les perspectives de profits personnels supérieurs garantis par des commissions lui étant dues en tant qu'agent. Ogilvie signe alors un nouveau contrat avec Lowe le 22 octobre 1822⁶¹⁶. La possibilité d'attacher au projet poyaisien un ancien agent de Rothschild semble pouvoir également potentiellement garantir un possible rapprochement auprès du financier vedette. Le lendemain, Lowe contracte la firme bancaire Perring, Shaw and Barber & Co., pour se charger du paiement des intérêts. Cette maison de banque est notamment dirigée par John Perring (baronnet, membre du Parlement et ancien maire de la City de Londres⁶¹⁷) et Nathan Shaw (membre du comité de l'assureur maritime *Lloyd's of London*⁶¹⁸). Un emprunt à six pourcents est alors souscrit pour le « *Service of the State of Poyais* ».

D'un montant nominal de £ 200 000, la dette est garantie par l'ensemble des futurs revenus collectés sur le territoire de Poyais. Promettant un taux d'intérêt fixé à 6 %, l'emprunt est ainsi divisé en deux mille obligations au porteur, finalement vendues au prix de £ 80 – soit une remise de 20 %. Les investisseurs intéressés peuvent alors acquérir ces titres sur la base d'un plan de financement particulier. Alors que £ 15 doivent être payés à la livraison, le règlement du montant restant s'établit sur deux tranches s'élevant à £ 35 et £ 30 (dus les 17 janvier et 14 février 1823). Si le règlement des tranches d'un titre ne peut être accompli dans son entier, celui-ci est alors annulé. En raison de son empressement apparent à émettre l'emprunt, Lowe n'a pas assez de temps pour imprimer des certificats obligataires. À la place, il distribue des *scrips*⁶¹⁹. Ces certificats temporaires, pouvant valoir £ 100, £ 200 ou £ 500, donnent le droit à un nombre équivalent de futurs certificats permanents, à condition que le paiement de l'ensemble des tranches requises soit bien respecté. Pour leurs services, Ogilvie accorde à Lowe une commission d'environ 8 % sur la valeur nominale des obligations vendues⁶²⁰, ainsi qu'une autre d'environ 5 % à la société

⁶¹⁵ John Lowe, « Mr. John Lowe to the Marquess of Londonderry », in *Correspondence, despatches, and other papers of Viscount Castlereagh*, éd. par Charles William Vane, vol. 4 (London: John Murray, 1853), 476-82.

⁶¹⁶ Richardson, « To the editor of the public ledger ».

⁶¹⁷ « Sir John Perring, Bart. », *The Gentleman's Magazine and Historical Chronicle*, 1 mars 1831, sect. Obituary, 176.

⁶¹⁸ « SHAW, Benjamin (?1770-1843), of 29 Lower Brook Street, Mdx. I History of Parliament Online », consulté le 2 juillet 2015, <http://www.historyofparliamentonline.org/volume/1790-1820/member/shaw-benjamin-1770-1843>.

⁶¹⁹ Richard T. Gregg, *Gregor MacGregor, Cazique of Poyais, 1786-1845...or, Gregor MacGregor: on the trail of the gullible!*, Scripophily library 1 (London: International Bond & Share Society, 1999), 12.

⁶²⁰ Richardson, « To the editor of the public ledger ».

de Perring et Shaw⁶²¹. Bien que le prix de vente convenu entre Ogilvie et Lowe soit supérieur à celui convenu initialement, il reste relativement similaire à ceux d'autres obligations latino-américaines émises la même année⁶²².

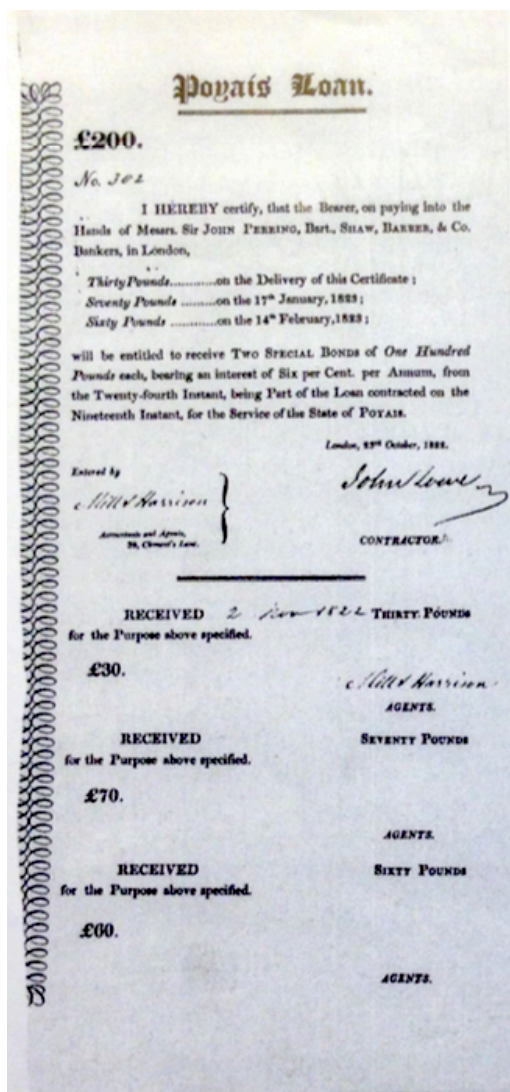


Figure 19: Scrip poyaisien de 1822 (Gregg 1999).

Suivant l'émission de l'emprunt, les titres se retrouvent échangés au sein du *London Stock Exchange*. Ceux-ci sont probablement introduits dans la salle des échanges par Lowe ou Perring (apparemment tous les deux des membres du *London Stock Exchange*). Wetenhall intègre alors très rapidement les prix d'échange des obligations poyaisiennes à son *Course of the Exchange*⁶²³. Vendues initialement £ 80, celles-ci s'échangent à plus de £ 82 le 26 octobre

⁶²¹ Gregg, *Gregor MacGregor*, 10, 12; Hendriks, *A plain narrative of facts*, 6.

⁶²² Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 249; Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 665-66.

⁶²³ Wetenhall, *Course of the exchange*, 1822.

1822 – soit trois jours après la mise en place de l'emprunt. Le 29 octobre, le prix monte même à plus de £ 86 après la publication d'un bref article de journal mentionnant l'existence de ces titres⁶²⁴. Des suites de rumeurs se propageant dans le courant du mois de novembre 1822, relatant l'éventuel éclatement d'une nouvelle guerre européenne, les obligations poyaisiennes, comme les autres titres latino-américains, semblent se maintenir à un prix relativement haut (£ 79). Selon le *Dublin Evening Post*, ceci s'explique par le fait que ces obligations sont « *little offered on the Market, and [appear] to be in few but very respectable hands*⁶²⁵ ».

En l'absence d'archives permettant de retracer concrètement les activités de la maison de banque *Perring, Shaw and Barber & Co*, probablement détruites suivant sa faillite des suites de la crise de 1825⁶²⁶, il semble difficile de connaître l'identité de ces « *very respectable hands* ». Or, une meilleure compréhension de la façon avec laquelle les capitaux poyaisiens sont alloués semble offrir quelques indices. Parallèlement à l'émission de l'emprunt poyaisien de 1822, plusieurs annonces sont publiées dans divers journaux britanniques, annonçant le départ imminent en direction de Poyais du *Honduras Packet*. Ce navire est censé transporter un peu moins de cent passager-ère-s, ainsi que suffisamment de provisions pour permettre la construction des premiers campements et scieries nécessaires à la mise en valeur du territoire de MacGregor. Commandé par le capitaine Hedgcock, le *Honduras Packet* lève ainsi les voiles depuis le port de Gravesend (au bord de la Tamise) le 22 novembre 1822⁶²⁷. Ce navire sera d'ailleurs suivi, deux mois plus tard, du *Kennersley Castle*⁶²⁸. De manière intéressante, la valeur combinée des cargaisons envoyées à Poyais est évaluée à £ 16 000⁶²⁹.

En plus de la valeur des cargaisons de ces navires, ce montant représente environ les deux tiers du montant escompté par la vente des *scrips* émis par Lowe – comprenant le paiement de la première tranche (£ 15 par obligation) moins les différentes commissions revenant à Ogilvie, Lowe et les marchands-banquiers Perring, Shaw et Barber. Outre le fait d'agir en tant qu'agent londonien de MacGregor, Ogilvie est aussi un armateur. En tant que tel, il se charge, avec un certain Alexander Arnott (apparemment père du futur premier baronnet Sir John Alexander Arnott⁶³⁰), d'affréter le *Honduras Packet* et le *Kennersley Castle* à destination de Poyais « *on account and risk of General McGregor, as Cazique of Poyais*⁶³¹ ». Les fonds nécessaires à l'envoi de ces navires peuvent de fait

⁶²⁴ « A new species of security... », *Morning Post*, 28 octobre 1822.

⁶²⁵ « Fall of the funds - rumours of war », *Dublin Evening Post*, 12 novembre 1822.

⁶²⁶ « Sir John Perring and Co », *The Observer*, 2 avril 1826; « Perring, Shaw and Barber (Banking Partnership) », 1829, ACC/2121, London Metropolitan Archives.

⁶²⁷ James Douglas, *Journals and Reminiscences of James Douglas, M.D.*, éd. par James (Junior) Douglas (New York: The Torch Press, 1910), 106.

⁶²⁸ Le chapitre 5 de cette thèse s'attarde plus en profondeur sur les péripéties de ces navires.

⁶²⁹ Low, *The Belise merchants unmasked*, 2-3.

⁶³⁰ John Alexander Henderson, *History of the Society of Advocates in Aberdeen* (Aberdeen: University, 1912), 388; *Dod's Peerage, Baronetage and Knightage, Etc of Great Britain and Ireland* (London: Simpkin, Marshall, Hamilton, Kent & Co, 1915), 59.

⁶³¹ Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation*, 125.

simplement provenir de la vente des *scrips* poyaisiens. Toutefois, il se peut qu'Ogilvie entrevoie le projet de MacGregor comme une opportunité d'étendre certaines de ses activités commerciales au-delà de l'Atlantique. Pour ce faire, il semble probable qu'Ogilvie acquière deux tiers des *scrips* poyaisiens contre le paiement de la valeur des provisions envoyées à destination de Poyais, tout en promettant de régler le paiement des tranches ultérieures aux dates convenues. Ceci permettrait d'expliquer pourquoi certaines sources relatent le fait que « certains marchands à Londres » acquièrent de MacGregor les droits commerciaux de Poyais pour un montant de £ 16 000⁶³².

Bien que les deux tiers des titres poyaisiens se trouvent entre les mains de Ogilvie, les *scrips* restants sont initialement détenus par Lowe. Comme l'illustre Michael Costeloe, dans un ouvrage retraçant les mécanismes d'émission de dettes souveraines du début du XIX^e siècle, il n'est pas rare pour un contractant de s'approprier une partie, voire l'entièreté des obligations mises en vente⁶³³. Garantissant à l'emprunteur le montant émanant de la vente des titres en sa possession, Lowe se charge de revendre ceux-ci au sein du marché des capitaux – en l'occurrence le *London Stock Exchange* – tout en espérant pouvoir amener le prix au-dessus de celui initialement convenu. La différence constitue ainsi un profit personnel intéressant pour le contractant. Établir un marché pour les obligations poyaisiennes au sein du *London Stock Exchange* en vendant celles-ci à des acheteurs informés de l'existence d'une pénurie de titres déjà bien établie – puisque Ogilvie détient la majorité de ceux-ci – permet ainsi à Lowe de facilement et rapidement dépasser le prix initial de £ 80⁶³⁴.

Dans le besoin de légitimer l'existence publique d'un État nommé Poyais, Lowe publie une lettre ouverte rédigée à l'intention de George Canning⁶³⁵ – secrétaire d'État aux affaires étrangères remplaçant Castlereagh des suites de son suicide. Rédigé dans les dernières semaines de l'année 1822, le courrier réitère les positions présentées à son prédécesseur⁶³⁶, à savoir la nécessité de reconnaître les indépendances des territoires républicains d'Amérique du Sud pour permettre l'ouverture de nouveaux marchés, nécessaires à une industrie britannique affaiblie par les guerres napoléoniennes. Bien que les structures politiques de ces nouveaux territoires ne soient pas encore pleinement consolidées⁶³⁷, Lowe stipule qu'il est néanmoins nécessaire pour la Grande-Bretagne de s'engouffrer dans la brèche ouverte par les multiples mercenaires engagés aux côtés des forces républicaines, offrant la possibilité d'établir une présence commerciale forte dans ces régions. Pour ce faire, il propose à Canning de considérer le

⁶³² Douglas, *Journals and Reminiscences*, 106. (Traduction de l'auteur.)

⁶³³ Costeloe, *Bonds and bondholders*, 4.

⁶³⁴ Wetenhall, *Course of the exchange*, 1822.

⁶³⁵ « Commercial relations », *Public Ledger and Daily Advertiser*, 21 décembre 1822. Une version complète de la missive est publiée dans le courant de l'année 1823 dans le *Pamphleteer*. Voir : John Lowe, « A Letter to the Rt. Hon. George Canning, MP on the Policy of Recognising the Independence of the South American States », in *The Pamphleteer*, vol. 21, 42 (London: Sherwood and co., 1823), 401-13.

⁶³⁶ Lowe, « Mr. John Lowe to the Marquess of Londonderry ».

⁶³⁷ Lowe, « A Letter to the Rt. Hon. George Canning », 409.

potentiel que représente Poyais. Une terre fertile allouée par un souverain indigène à un sujet britannique, Poyais est idéalement localisé, à mi-chemin entre la riche Colombie et les colonies britanniques antillaises. Le développement du territoire promet même, à terme, d'offrir un canal de communication transocéanique.

Une ode à l'établissement d'une colonie en Moskitie est parallèlement rédigée par un certain Thomas Strangeways. Publié par l'éditeur écossais William Blackwood, l'ouvrage prend alors la forme d'un guide⁶³⁸. Souvent identifié comme n'étant qu'un prête-nom à MacGregor lui-même⁶³⁹, Strangeways est en fait un ancien officier du 65^e régiment britannique. Avant de prendre sa retraite en 1820⁶⁴⁰, il est posté dans les Antilles britanniques. De retour à Londres, Strangeways est alors commissionné par les agents poyaisiens pour rédiger ce « guide ». De manière intéressante, celui-ci expose, en ouverture, un portrait en pleine page de MacGregor. Commandée apparemment spécifiquement pour le livre de Strangeways entre 1820 et 1822⁶⁴¹, cette peinture est réalisée par Simon Jacques Rochard, peintre français renommé, établi à Londres – surtout reconnu pour avoir peint des portraits de l'aristocratie britannique⁶⁴², puis gravée par l'artiste écossais William Home Lizars⁶⁴³. MacGregor y est représenté habillé de tous les apparats militaires d'un glorieux officier, affublé des médailles de l'ordre poyaisien (rappelant au passage une esthétique ruritarienne reprise plus tard par Anthony Hope⁶⁴⁴). Il pose également sur fond d'une scène de bataille au-dessus de laquelle flotte l'étendard poyaisien.

Dans sa préface, Strangeways offre également un vif hommage à *son Altesse le Cacique*. MacGregor y est décrit comme le digne descendant d'une importante lignée de chefs de clans écossais issus de la maison royale d'Alpin et du héros populaire Rob Roy MacGregor, légitimant de fait son droit indiscutable sur le territoire poyaisien⁶⁴⁵. Cette allusion résonne certainement avec le regain d'intérêt et la nouvelle acceptation consécutive que le clan MacGregor connaît au cours des années 1820. À la suite de nombreuses années de disgrâce, des membres du clan sont même assermentés en tant que protecteurs des bijoux de la

⁶³⁸ Strangeways, *Sketch of the Mosquito Shore*.

⁶³⁹ Kit Nicholls, « "All Abbotsford to an acre of Poyais": Highlandry and the Revolutionary Atlantic », *European Romantic Review* 22, n° 6 (2011): 738.

⁶⁴⁰ War Office, « Returns of officer's service: Thomas Strangeways » (1820), WO 25/775/8, The National Archives Kew; E. C. Broughton, *Memoirs of the 65th regiment, 1st battn. the New York & Lancaster regt.* (London: W. Clowes & sons, 1914).

⁶⁴¹ « Sir Gregor Macgregor », National Portrait Gallery, consulté le 5 juin 2017, <http://www.npg.org.uk/collections/search/portrait/mw16328/Sir-Gregor-Macgregor?LinkID=mp15838&role=sit&rNo=0>.

⁶⁴² V. Remington, « Rochard, Simon Jacques (1788-1857) », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/article/23906?docPos=2>.

⁶⁴³ Jennifer Melville, « Lizars, William Home (1788–1859) », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/article/16815?docPos=3>.

⁶⁴⁴ Anthony Hope, *The Prisoner of Zenda* (Project Gutenberg, 2006), www.gutenberg.org.

⁶⁴⁵ Strangeways, *Sketch of the Mosquito Shore*, v-viii.

couronne écossaise et gardes du corps royal lors de la visite à Édimbourg de George IV en 1822⁶⁴⁶. La même année, une pièce de théâtre retraçant la légende de Rob Roy MacGregor est également applaudie au théâtre royal de Covent Garden⁶⁴⁷.

Cette performativité, poussant MacGregor à agir tel un véritable cacique flamboyant, permet aux intermédiaires financiers impliqués de se prémunir des risques issus des contraintes structurelles propres à la place financière londonienne des premières décennies du XIX^e siècle. En raison du temps important nécessaire à l'obtention d'informations transatlantiques, la mise sur pied d'un tel emprunt n'est en effet pas exempte de risques. Malgré la mise sur pied de diverses stratégies permettant de compenser la nature risquée d'une telle entreprise en la rendant plus attractive aux yeux d'investisseurs potentiels (p. ex. taux d'intérêt élevés, remise sur le prix de vente initial, paiements par tranches), un marchand-banquier peut être affecté par une faillite potentielle du projet sous-jacent. Par exemple, une lecture des statuts du *London Stock Exchange* permet de mettre en lumière l'existence d'un tissu financier londonien fondé essentiellement sur des règles en partie discrétionnaires. Bien qu'un membre failli ou en défaut de paiement soit automatiquement exclu du marché, il peut aussi en être écarté s'il est accusé de « *dishonourable or disgraceful conduct* »⁶⁴⁸. Sa réintroduction par le *Committee for General Purposes* ne peut alors être tolérée qu'après un examen de ses comptes ou une exhibition diffamante de son nom sur un *Black Board* du *London Stock Exchange*⁶⁴⁹.

⁶⁴⁶ John Prebble, *The King's jaunt: George IV in Scotland, August 1822* (Edinburgh: Birlinn, 2000), 130, 165.

⁶⁴⁷ « Theatre Royal, Covent Garden », *Morning Post*, 14 octobre 1822, sect. Arts & Entertainment.

⁶⁴⁸ Committee for General Purposes of the London Stock Exchange, *Rules and Regulations*, 18-19.

⁶⁴⁹ Committee for General Purposes of the London Stock Exchange, 36-37.



Painted by J.S. Roehard. . . Engraved by W.H. Lizars



H.R. Highness **Gregor** *Baron of*

Figure 20 Gregor MacGregor selon Strangeways (1822).

Œuvrant au sein d'un espace financier concurrentiel marqué par d'importantes probabilités de défauts, un échec financier peut ainsi, en plus de constituer une perte monétaire, constituer une tare réputationnelle affectant une quelconque implication dans des affaires parallèles ou futures. Au cas où un problème viendrait à compromettre la viabilité du projet poyaisien (p. ex. reprise en main de la région par les forces militaires espagnoles), la responsabilité du paiement des intérêts ou du remboursement des capitaux investis incomberait alors au responsable politique de l'emprunt. En d'autres termes, Ogilvie et Lowe, en tant qu'intermédiaires financiers, s'assurent qu'un transfert d'un quelconque coût réputationnel en cas d'échec échoit sur MacGregor, la figure représentant publiquement Poyais. Ces agents financiers jouent ainsi en quelque sorte le rôle d'imprésarios qui, de manière similaire à la carrière de Thomas Wade West, en charge de la promotion de théâtres dans le sud des États-Unis d'Amérique vers la fin du XVIII^e siècle, s'occupent à la fois de la carrière de leurs « acteurs », mais aussi de la constitution des infrastructures promotionnelles et techniques nécessaires au bon déroulement des représentations, sans pour autant se retrouver sous les feux des projecteurs⁶⁵⁰.

L'ouvrage de Strangeways fait néanmoins l'objet d'une vive critique dans le numéro du mois d'octobre 1822 du *Quarterly Review* de l'éditeur John Murray⁶⁵¹. Le projet poyaisien y est notamment décrit comme une fantaisie et un projet irréalisable. Toutefois, la critique émerge moins de l'inexistence d'un quelconque véritable État poyaisien, que de la certitude de l'auteur que l'établissement d'une colonie en Moskitie entrera indubitablement en concurrence avec les activités déjà bien établies de l'extraction de ressources naturelles locales par les colons du Honduras britannique. Surtout, délégitimer un projet financier – mené en fin de compte par un mercenaire répudié des mouvements de libération d'Amérique du Sud – permet indirectement de présenter sous un meilleur jour d'autres emprunts émis au nom de républiques en devenir – dont Murray semble épouser la cause⁶⁵². Éditeur à succès des œuvres de Thomas Malthus, Byron ou Walter Scott⁶⁵³, Murray est notamment impliqué dans la promotion des intérêts financiers et miniers colombiens de John Diston Powles. Pour ce faire, il engage certaines plumes anonymes – dont le futur Premier ministre Benjamin Disraeli, alors jeune

⁶⁵⁰ Susanne K. Sherman, « Thomas Wade West, Theatrical Impressario, 1790-1799 », *The William and Mary Quarterly* 9, n° 1 (1952): 10-28.

⁶⁵¹ « Art. VIII: A Sketch of the Mosquito Shore, Including the Territory of Poyais, Descriptive of the Country; with Some Information as to Its Productions, the Best Mode of Culture, &c. Chiefly Intended for the Use of Settlers. », *The Quarterly Review* 28, n° 55 (octobre 1822): 157-61.

⁶⁵² Il est notamment l'éditeur de mémoires de mercenaires anglais acquis à la cause latino-américaine. Voir par exemple : James Hackett, *Narrative of the Expedition Which Sailed from England in 1817, to Join the South American Patriots* (London: John Murray, 1818); Gustavus Matthias Hippisley, *A Narrative of the Expedition to the Rivers Orinoco and Apuré, in South America: Which Sailed from England in November 1817, and Joined the Patriotic Forces in Venezuela and Caráccas*, Google Play (London: John Murray, 1819).

⁶⁵³ William Zachs et al., « Murray Family », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/10.1093/ref:odnb/9780198614128.001.0001/odnb-9780198614128-e-64907#odnb-9780198614128-e-64907-headword-3>.

journaliste – pour l'écriture d'articles glorifiant les riches perspectives offertes par le marché des capitaux latino-américains⁶⁵⁴. En présentant Poyais de la sorte, l'auteur de cette critique propose alors d'aider ses lecteurs à identifier l'existence de titres dits « frauduleux » parmi les nombreux emprunts émis au sein de la City – ceux de la Colombie, du Pérou ou du Chili républicains étant de fait tout à fait légitimes⁶⁵⁵.

En réponse à la critique du *Quarterly Review*, une lettre envoyée à ses éditeurs est publiée au début de l'année 1823⁶⁵⁶. Rédigé par un certain *Verax* (apparemment un pseudonyme utilisé par Strangeways⁶⁵⁷), ce texte encense un projet poyaisien décrit comme une opportunité sans égale pour alléger un commerce jamaïcain handicapé par des relations diplomatiques difficiles entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. L'auteur mentionne également l'entreprise de MacGregor comme formellement acceptée et reconnue par le souverain miskitu. Cette affirmation vise essentiellement à contrecarrer les propos tenus dans l'article incendiaire du *Quarterly Review*, accusant Poyais de n'être qu'une fraude. De fait, la réponse de *Verax* constitue une habile tentative visant à garantir la légitime existence de la fiction légale poyaisienne. L'auteur indique que, bien que la concession ait été allouée par le roi miskitu, véritable souverain *de facto* de Moskitie, MacGregor s'est assuré l'obtention d'une autorisation d'établissement de la part de la couronne espagnole, alors encore souveraine *de jure* du territoire⁶⁵⁸. Surtout, la lettre de *Verax* tente de mettre un terme à certaines rumeurs grandissantes, dénonçant l'emprunt récemment émis comme en danger de ne pouvoir respecter le paiement des intérêts promis à ses investisseurs.

En effet, quelques jours avant le paiement de la deuxième tranche prévue au 17 janvier 1823, Lowe se rend à Paris, après s'être approprié pour environ un tiers des £ 30 000 initialement acquis du versement de la première tranche⁶⁵⁹. Le contractant justifie l'appropriation de ce montant (plus de £ 12 000) par le fait que celui-ci représente, en fait, une avance sur la somme des commissions totales qui lui sont dues. En d'autres termes, Lowe a simplement pris le montant qu'il était censé toucher une fois l'entièreté des titres poyaisiens écoulée et toutes les

⁶⁵⁴ Blake, *Disraeli*, 24-26; Flandreau, *Anthropologists in the stock exchange*, 87.

⁶⁵⁵ « Art. VIII: A Sketch of the Mosquito Shore, Including the Territory of Poyais », 157.

⁶⁵⁶ *Verax*, *A letter to the editor of the quarterly review for Oct. 1822 on a review of captain strangeway's sketch of the Mosquito Shore* (London: R. Gilbert, 1823).

⁶⁵⁷ Douglas, *Journals and Reminiscences*, 96.

⁶⁵⁸ L'affirmation de *Verax* au sujet de la prise de contact établie avec le gouvernement espagnol constitue moins un fait véritable qu'une déclaration d'intention. Néanmoins, un agent diplomatique sera effectivement envoyé à Madrid pour demander une reconnaissance espagnole de Poyais. Voir : Gregor MacGregor, « Gregor MacGregor to Don Victor Damian Saez » (Correspondence, 25 novembre 1823), ESTADO, 50, N.52(13), Archivo General de Indias, Sevilla.

⁶⁵⁹ Pour rappel, l'acquisition d'une des 2 000 obligations de £ 100 divisant l'emprunt de £ 200 000 peut être effectuée par le paiement d'une première tranche de £ 15. De la sorte, la vente initiale de l'ensemble des scriptions poyaisiennes doit assurer un premier versement de £ 30 000 au projet de MacGregor.

tranches correctement réglées⁶⁶⁰. Les différentes transactions et ventes effectuées au sein du *London Stock Exchange* avec les titres détenus par Lowe – soit un tiers de l'ensemble des *scrips*, les deux tiers restant se trouvant apparemment entre les mains d'Ogilvie – lui permettent alors de s'assurer le paiement en avance du montant total de ses commissions. De fait, elles lui permettent également de s'arroger un profit important par la vente de titres au-dessus du prix de vente initial. L'abandon soudain de Lowe semble également s'expliquer par une volonté de recentrer certaines de ses activités autour du développement d'un projet d'indépendance colombien qu'il semble affectionner tout particulièrement. En parallèle de ses affaires poyaisiennes, Lowe débourse en effet plus de £ 13 000 – équivalent à plus de £ 1,1 million en 2017⁶⁶¹ – dans l'envoi de provisions et renforts à bord de quatre navires à destination de mercenaires engagés contre les forces royalistes de Maracaibo (Venezuela)⁶⁶². Le portrait somme toute anti-colombien de Poyais brossé par le *Quarterly Review* peut alors avoir encouragé Lowe à abandonner un projet finalement perçu comme nuisible à ses autres intérêts, sans négliger pour autant l'appropriation d'un juteux profit au passage. MacGregor semble ne pas avoir grandement apprécié les agissements et la retraite parisienne de son contractant. En réalité, une partie du montant était initialement destinée au premier paiement de l'intérêt, permettant ainsi de rassurer les détenteurs de *scrips* de la bonne santé de leur investissement⁶⁶³.

Véhémentement condamné par MacGregor⁶⁶⁴, Lowe ne sera toutefois jamais véritablement inquiété de cette action. Suivant le retour à Londres de son ex-contractant, MacGregor intentera d'ailleurs un procès à la *Court of King's Bench* de la City (tribunal supérieur de *Common Law*) dans le courant du mois d'avril 1824. Il accuse publiquement Lowe de s'être malhonnêtement approprié une partie des fonds destinés à la réalisation de son projet. Souhaitant prouver l'importance des montants en jeu, une liste des différents détenteurs de titres poyaisiens semble même avoir été produite pour l'occasion. Toutefois, le procès s'arrête net lorsque le juge en charge de l'affaire exige que l'existence formelle de l'État de Poyais puisse être concrètement prouvée. Bien qu'un représentant du projet poyaisien insinue que l'envoi de migrant-e-s à destination d'un territoire appartenant légitimement à MacGregor suffit à prouver de l'existence de Poyais, le magistrat considère néanmoins l'explication du plaignant comme insuffisante. Les charges contre Lowe sont alors purement et simplement levées⁶⁶⁵. De fait, il revient à l'emprunteur d'endosser la responsabilité des mauvaises performances de ses titres et des plaintes de ses créiteurs. Blanchi, Lowe peut sereinement

⁶⁶⁰ Richardson, « To the editor of the public ledger »; Desmond Christopher Martin Platt, « British Bondholders in Nineteenth Century Latin America: Injury and Remedy », in *Foreign Investment in Latin America: Cases and Attitudes*, éd. par Marvin D. Bernstein (New York: Alfred A. Knopf, 1966), 97.

⁶⁶¹ Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

⁶⁶² Lowe, « A Letter to the Rt. Hon. George Canning », 411.

⁶⁶³ Richardson, « To the editor of the public ledger ».

⁶⁶⁴ MacGregor à Brigadier General Baron Tinto, 7 avril 1823.

⁶⁶⁵ « MacGregor v. Lowe », *The Times*, 23 avril 1824, sect. Law Report.

continuer à mener ses affaires. Il est d'ailleurs à nouveau engagé en tant qu'agent par un Nathan Rothschild peu regardant de ses récentes activités poyaisiennes⁶⁶⁶.

La publication de la critique de l'ouvrage de Strangeways dans le *Quarterly Review* et le départ soudain de Lowe a pour conséquence une certaine détérioration des performances financières des titres poyaisiens. Alors échangées à plus de £ 89 vers la fin du mois d'octobre 1822, les obligations du Poyais atteignent £ 67 dans le courant du mois de janvier 1823 – soit une dévaluation de près de 25 %. Afin de rassurer les investisseurs recrutés par Lowe, censés bientôt régler la deuxième tranche des obligations en leur possession, une annonce est faite dans différents journaux britanniques (p. ex. *Public Ledger and Daily Advertiser*, *The Scotsman*). Ouvertement signée du nom de John Lowe – alors qu'il se trouve supposément à Paris – celle-ci stipule que le paiement de la seconde tranche de £ 35, prévu au 17 janvier, est reporté au 10 février et abaissé à £ 10. De plus, la date de paiement de la dernière tranche, prévue au 14 février, est repoussée à une date ultérieure pas encore spécifiée⁶⁶⁷. À l'approche de ce premier délai, un nouvel avis public annonce un report au 17 mars du paiement de la deuxième tranche, abaissée cette fois à £ 5⁶⁶⁸.

Afin d'appuyer la diffusion d'une légitimité publique d'un projet dont la faisabilité est ouvertement remise en cause, le départ du deuxième navire à destination de Poyais, le *Kennersley Castle*, est publiquement annoncé⁶⁶⁹. Parti du port de Leith le 22 janvier 1823 avec à son bord un peu plus d'une centaine de passager-ères⁶⁷⁰, il suit de quelques mois le *Honduras Packet*. Ces annonces ne semblent toutefois pas reconforter tout le monde. Armateur du *Honduras Packet*, Ogilvie semble incapable ou réticent à régler les tranches de paiements prévues. À la place, il tente de partiellement compenser les pertes subies par l'envoi de ces deux navires en s'appropriant, avec Alexander Arnott, les revenus provenant de la vente de titres de propriétés à des candidats anglais et écossais à l'émigration poyaisienne⁶⁷¹. Ogilvie semble également être très désireux de vendre les obligations en sa possession. Ce faisant, il participe à la chute drastique des prix d'échange de titres poyaisiens. Les ventes se déroulant hors des murs du marché officiel, les prix ne sont pas relevés dans le *Course of the Exchange* de Wetenhall. Ceci permet alors d'expliquer pourquoi la cote de ces obligations reste vide suivant le mois de février 1823. Néanmoins, MacGregor se plaint fortement

⁶⁶⁶ John Lowe à Nathan M. Rothschild, 7 janvier 1824, XI/112/71, Rothschild Archives, London.

⁶⁶⁷ John Lowe, « Poyais Loan of £200,000 », *Public Ledger and Daily Advertiser*, 15 janvier 1823; John Lowe, « Poyais Loan of £200,000 », *The Scotsman*, 29 janvier 1823.

⁶⁶⁸ John Lowe, « The subscribers to the Poyais loan », *Morning Chronicle*, 1 février 1823; John Lowe, « The subscribers to the Poyais loan », *Morning Chronicle*, 13 mars 1823.

⁶⁶⁹ « The Ship Kennersley Castle », *Oxford Journal*, 25 janvier 1823; A subscriber to the Poyais loan, « Extract from the Morning Herald of the 6th inst. », *Caledonian Mercury*, 15 février 1823, sect. News.

⁶⁷⁰ James Hastie, *Narrative of a voyage in the ship Kennersley Castle from Leith Roads to Poyais with some account of the proceedings of the workmen on their arrival at Black River, in that territory, and of their subsequent removal to Belize* (Edinburgh: Printed for the author, 1823), 5; Low, *The Belise merchants unmasked*, 2-3.

⁶⁷¹ Alexander Arnott, « Poyais Loan », *Morning Post*, 31 décembre 1822.

autant des actions de Lowe que de celles d'Ogilvie, tous les deux accusés d'avoir « *knocked the Loan upon the head*⁶⁷² ».

4.4 Douglas et Hastie : une malheureuse colonisation

À l'heure où Ogilvie et Lowe abandonnent MacGregor, un peu moins de deux cents futur-e-s Poyaisien-ne-s sont en route pour Poyais. Au lendemain de la souscription du premier emprunt de Poyais, deux agences ouvrent initialement leurs portes pour permettre le recrutement de ces candidat-e-s à l'émigration. Une première se situe au No. 1 Dowgate Hill⁶⁷³, dans la City de Londres ; une autre située au No. 63 North Bridge, à Édimbourg⁶⁷⁴. Décrivant le territoire poyaisien comme un riche dépôt de ressources naturelles, les agents chargés de tenir ces « *Poyaisian land offices* » distribuent ainsi à tout-va des exemplaires du guide « *chiefly intended for the use of settlers* » de Strangeways. De futurs migrants sont alors encouragés à acquérir, pour un prix initial de 3 shillings par acre anglo-saxonne des concessions agricoles – soit un peu moins de £ 13 de 2017⁶⁷⁵ par 4/10^e d'hectare⁶⁷⁶. Mis à part le paiement d'un droit annuel d'exploitation de quelques shillings par acre, celles-ci sont exemptes de tout autre impôt pendant les premières cinq années de leur exploitation. Leur prix d'acquisition peut même être réglé en plusieurs tranches⁶⁷⁷.

Grâce aux fonds avancés par Ogilvie, deux navires peuvent être affrétés, chargés de provisions et de volontaires, et envoyés à destination de Black River. Le premier convoi part à bord du *Honduras Packet* depuis le port de Gravesend (proche de Londres) le 22 novembre 1822. À son bord se trouve Hector Hall, un ancien lieutenant-colonel du 22nd *Regiment of Foot* rentré depuis peu d'un stationnement dans les Indes et l'île Maurice⁶⁷⁸, MacGregor le charge de mener à bien la première installation de colons. En tant que *Lieutenant Governor*, il doit alors suivre une directive définissant en vingt-six points les mesures à prendre pour organiser non seulement la constitution d'une milice destinée à la défense de la colonie, mais également s'attirer les faveurs des indigènes⁶⁷⁹. Hall accompagne ainsi quarante-deux autres passager-ère-s⁶⁸⁰ – divisé-e-s en trente-six ménages (voir annexes). Voyageant pour la plupart seuls, ces migrant-e-s

⁶⁷² MacGregor à Brigadier General Baron Tinto, 7 avril 1823.

⁶⁷³ Douglas, *Journals and Reminiscences*, 105.

⁶⁷⁴ *Post-Office Annual Directory* (Edinburgh: James Schaw, 1822), 290.

⁶⁷⁵ Officer et Williamson, « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount ».

⁶⁷⁶ Kelly, *Le cambiste universel, ou Traité complet des changes, monnaies, poids et mesures, de toutes les nations commerçantes et de leurs colonies*, 1:295.

⁶⁷⁷ Douglas, *Journals and Reminiscences*, 116-19.

⁶⁷⁸ Great Britain War Office, *A List of the Officers of the Army and of the Corps of Royal Marines* (London: War Office, 1821), 40; Richard Cannon, *Historical Record of the Twenty-Second, Or the Cheshire Regiment of Foot: Containing an Account of the Formation of the Regiment in 1689, and of Its Subsequent Services to 1849* (London: Parker, Furnivall, & Parker, 1849), 23-25.

⁶⁷⁹ Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation*, 100-105.

⁶⁸⁰ « Sir Gregor MacGregor's Settlements » (10 mai 1823), CO 123/34, The National Archives, Kew.

doivent constituer une base administrative et manouvrière nécessaire à la bonne et rapide constitution d'un embryon d'établissement colonial. Un peu moins de la moitié (soit dix-sept) de ces ménages⁶⁸¹ doit ainsi occuper un poste dans un secteur lié à l'administration ou la supervision générale des travaux à entreprendre sur place (secteur tertiaire⁶⁸²). Les ménages restant se divisent entre laboureurs et fermiers (secteur primaire : environ 30 %) et main-d'œuvre qualifiée (secteur secondaire : un peu moins de 20 %).

Honduras Packet: secteurs économiques des ménages

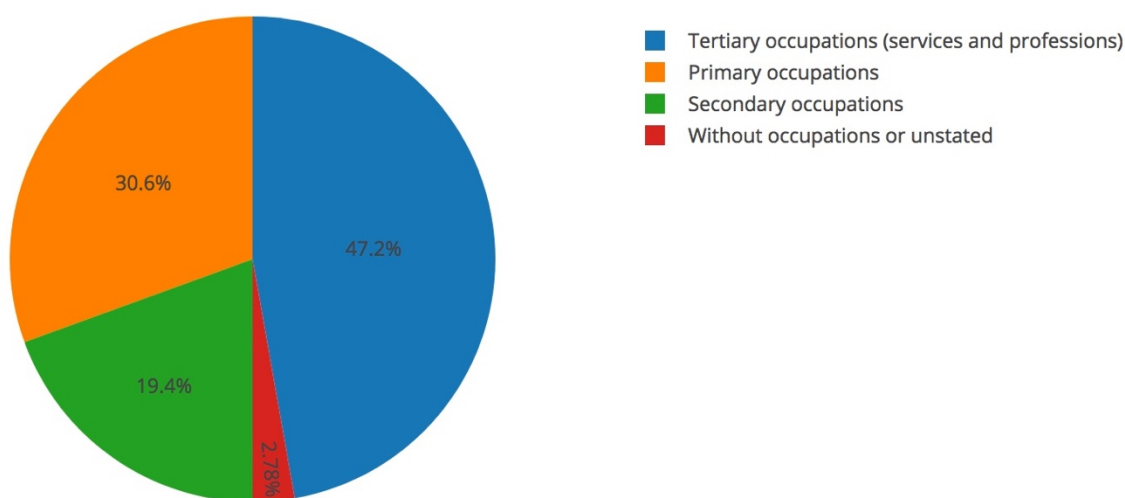


Tableau 4 Passager-ère-s du Honduras Packet⁶⁸³

En apparence prometteur, le projet de migration poyaisienne débute de manière difficile. Le témoignage du médecin de la colonie, James Douglas⁶⁸⁴, révèle que les premiers colons poyaisien-ne-s jouent en effet de malchance. Au terme d'une traversée faisant escale à St Thomas (dans les actuelles îles vierges des États-Unis) et Port Royal (Jamaïque), le *Honduras Packet* arrive au large de Black River dans le courant du mois de février 1823. D'abord retardés par un ouragan, les passager-ère-s, aidé-e-s d'indigènes, se mettent à décharger les provisions et autres chargements de la cale du navire. Très rapidement, ils se mettent à

⁶⁸¹ Seules les personnes de référence d'un ménage sont comptabilisées par catégories socioprofessionnelles. Bien conscient des biais que cette démarche peut induire, l'absence malheureuse de données plus précises ne permet actuellement pas de fournir une analyse plus poussée.

⁶⁸² Cette classification est fondée sur la nomenclature socioprofessionnelle proposée par le *Cambridge Group for the History of Population and Social Structure*. Voir : E. A. Wrigley, « The PST system of classifying occupations », *The Cambridge Group for the History of Population and Social Structure* (Cambridge: University of Cambridge, avril 2010), <https://www.campop.geog.cam.ac.uk/research/projects/occupations/britain19c/papers/paper1.pdf>.

⁶⁸³ « Sir Gregor MacGregor's Settlements ».

⁶⁸⁴ Douglas, *Journals and Reminiscences*, 85-120.

ériger des tentes et cabanes d'habitations. Au cinquième jour de leur arrivée, Douglas est toutefois étonné de voir partir le *Honduras Packet*. Le capitaine annonce en effet aux colons qu'il se rend, de peur d'un nouvel ouragan, au Cap Gracias a Dios pour y décharger le reste de sa cargaison. Considérant d'abord cette disparition comme une catastrophe logistique, Douglas et les autres colons se résolvent à comprendre la décision du capitaine du navire comme n'étant, du fait des difficiles conditions météorologiques, en fin de compte pas si mauvaise. De plus, ces premiers Poyaisien-ne-s bénéficient de l'aide précieuse des populations locales. Ces indigènes leur fournissent, en échange de traitements médicaux prodigués par Douglas ou de poudre à canon, nourriture et aide à la construction de leurs huttes respectives. Les premières semaines de l'établissement de Poyais semblent ainsi se passer dans des conditions relativement agréables.

Dans le courant du mois de mars 1823, l'aide apportée par les populations locales est toutefois soudainement rompue. Douglas ne peut se l'expliquer⁶⁸⁵. Alors que les relations précédentes avaient jusque-là constitué une source vitale à leur installation et survie par l'apport d'aide alimentaire et logistique⁶⁸⁶, les colons voient alors leurs conditions de vie, déjà relativement précaires, se dégrader rapidement. La baisse des vivres et des maigres réserves à disposition peut éventuellement expliquer le fait que l'échange de dons sur lequel reposent les bonnes relations entretenues jusque-là avec les indigènes soit rendu difficile. Sans l'apport d'un régime alimentaire diversifié, garanti par les échanges effectués avec la population locale, l'esprit relativement positif gouvernant la colonie poyaisienne se détériore alors rapidement. Hall, commandeur chargé par MacGregor du bon établissement des colons, décide donc de mener une expédition à destination du Cap Gracias a Dios. Celle-ci a pour but de récupérer le reste des provisions se trouvant dans les cales du *Honduras Packet*, nécessaires à la survie de la colonie. Un envoyé du roi miskitu arrivé quelques jours plus tôt lui indique en effet que le navire est actuellement stationné à quai, attendant d'être déchargé.

Entre-temps, un autre navire est en route pour Poyais. Le *Kennerley Castle* du capitaine Crouch, deuxième embarcation affrétée – apparemment – par Ogilvie, quitte le port écossais de Leith le 22 janvier 1823. Au son de ses canons, le *Kennerley Castle* et ses passager-ère-s disent au revoir à un MacGregor venu spécialement leur annoncer qu'il prenait entièrement en charge le coût de la traversée. Parmi les quelque cent cinquante colons écossais à bord – divisés en nonante-trois ménages – se trouve un certain James Hastie⁶⁸⁷. Bûcheron, Hastie se rend à Poyais avec un contrat de travail l'engageant au service de MacGregor pour une durée minimum de deux années. Sur la plupart de ces Écossais-e-s recruté-e-s par le bureau poyaisien écossais⁶⁸⁸, un peu moins de dix-sept ménages volontaires (environ 18 %) viennent prêter main-forte aux

⁶⁸⁵ Douglas, 97, 110.

⁶⁸⁶ Douglas, 110.

⁶⁸⁷ Hastie, *Narrative of a voyage*.

⁶⁸⁸ *Post-Office Annual Directory*, 290.

administrateurs et autres superviseurs supposément déjà en place à Poyais. Vingt-quatre ménages (environ 25 %) sont engagés en tant que laboureur-se-s. Il est également intéressant de noter qu'une majorité des quarante-neuf ménages actifs dans un secteur secondaire (plus de 50 %) constitue une force de travail qualifiée destinée à occuper une place dans une chaîne de production liée à l'exploitation forestière et à la confection de meubles. Fort d'un embryon d'une industrie fondée sur l'exploitation de bois luxueux, comprenant autant des bûcherons que des ébénistes ou des menuisiers, Poyais est ainsi certainement envisagé comme pouvant, à terme, constituer un pôle d'exportation de billots ou produits finis en acajou. Cette entreprise naissante serait, de surcroît, soutenue par une production agricole locale et gérée par divers administrateurs ou manœuvres. Ceux-ci seraient ainsi responsables de superviser l'opérationnalisation d'un port commercial (p. ex. marins, officiers de douane, tonneliers, banquiers) ou la constitution et maintien d'une infrastructure adéquate (p. ex. maçons, forgerons, tisserands)⁶⁸⁹.

Kennersley Castle: secteurs économiques des ménages

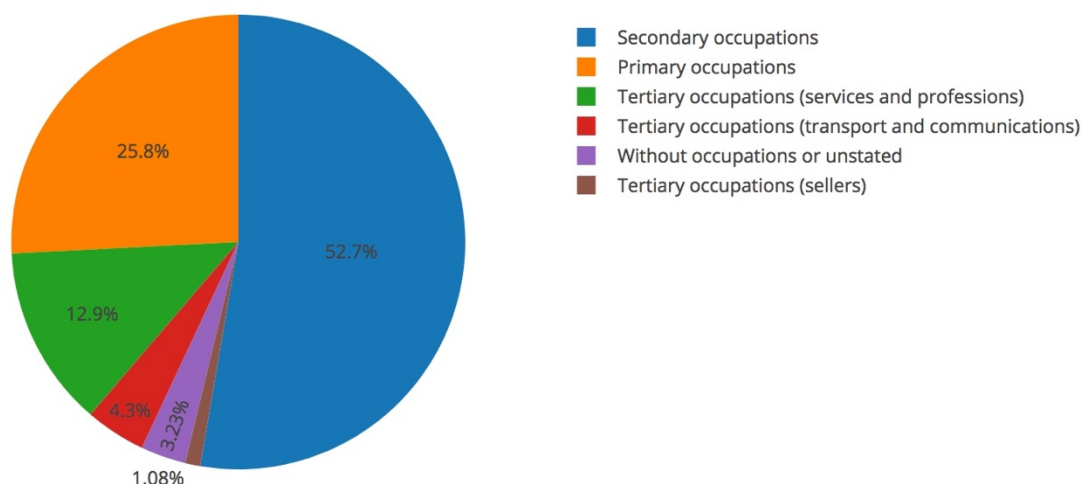


Tableau 5 Passager-ère-s du Kennersley Castle⁶⁹⁰

Au terme d'un voyage de cinquante-sept jours, Le *Kennersley Castle* arrive au large de Poyais trois jours après le départ de Hall. Scrutant la côte, Hastie est d'abord déçu par le spectacle s'offrant à lui. Plutôt que d'admirer une vue similaire à la gravure dépeignant, dans le guide de *Strangeways*, l'ancien port de Black River comme un riche comptoir habité, il ne perçoit que des plages vides de toute activité humaine. Une fois débarqué, il trouve surtout, enfoui dans les fourrés, une colonie fragilisée, arrivant au bout de ses réserves. Or, l'arrivée du *Kennersley Castle* n'est pas d'une grande aide logistique. Outre quelques vivres, le navire est en effet dénué de provisions et autres matériaux supplémentaires

⁶⁸⁹ « Sir Gregor MacGregor's Settlements ».

⁶⁹⁰ « Sir Gregor MacGregor's Settlements ».

adéquats. Passée cette première déception, Hastie et ses compagnon-ne-s de route fraîchement débarqué-e-s se mettent néanmoins au travail. Prêtant ainsi main-forte au premier débarquement de colons arrivé-e-s quelques mois auparavant, il-elle-s s'attellent à continuer la construction d'hébergements rudimentaires, d'une cave et d'un entrepôt destiné à protéger les différentes provisions et autres matériaux encore à disposition⁶⁹¹. Toutefois, en plus du refus délibéré des populations locales d'apporter une aide concrète, s'ajoute le tarissement de matériel médical adéquat. Celui-ci provoque alors le déclenchement d'une épidémie de « fièvre » (probablement de dysenterie ou de malaria) touchant progressivement l'ensemble des colons. Les diverses saignées pratiquées par Douglas ne peuvent en contenir la propagation. Le 25 avril, il énumère 111 individus malades⁶⁹². De fait, les malheureux-ses Poyaisien-ne-s attendent et espèrent toujours le retour de l'expédition de Hall.

Pendant ce temps, Hall atteint finalement la cour de George Frederic vers la fin du mois de mars. Chargé de ramener la cargaison du *Honduras Packet* à Black River, il essuie toutefois un refus net du capitaine du navire. Hedgcock motive son action en soutenant ne pas avoir été entièrement payé pour sa traversée. Autorisant toutefois Hall à décharger du matériel médical, Hedgcock s'approprie le reste de la cargaison du *Honduras Packet*, avec la nette intention de la revendre au plus offrant⁶⁹³. Demandant alors assistance au souverain miskitu, Hall se voit expliquer les raisons ayant mené George Frederic à décréter l'arrêt soudain de l'aide apportée par ses sujets. Sans mentionner l'origine de sa source d'information, il considère en effet avoir été trompé par un MacGregor contractant un emprunt souverain sans son autorisation expresse et s'arrogeant de fait le titre de « cacique » de l'État indépendant de Poyais. Se voulant néanmoins magnanime, George Frederic autorise les migrant-e-s poyaisien-ne-s à rester et conserver les territoires concédés par MacGregor. Toutefois, cette faveur est conditionnée par le fait que ceux-ci doivent lui prêter allégeance⁶⁹⁴.

L'absence de provisions nécessaires à la survie et au bon développement de la colonie signe de fait la fin prématurée de l'entreprise coloniale. Hall en chemin, les conditions sanitaires de la colonie ne cessent de s'aggraver. L'abattement généralisé affectant le moral des colons pousse alors certains d'entre eux à se suicider ou à tenter de quitter la région sur un radeau de fortune. Au début du

⁶⁹¹ Hastie, *Narrative of a voyage*.

⁶⁹² Douglas, *Journals and Reminiscences*, 111-12.

⁶⁹³ Douglas, 102-3. Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation*, 9. En 1838, Hedgcock sera à la tête d'une société tentant de raviver un quelconque projet agricole à Black River. Il s'agit en fait d'une entreprise fondée essentiellement sur des aspirations spéculatives portant sur les anciens titres poyaisiens. Voir : Robert Arthur Naylor, *Penny ante imperialism : the Mosquito Shore and the Bay of Honduras, 1600-1914 ; a case study in British informal empire* (Rutherford: Fairleigh Dickinson University Press, 1989), 36; Robert Arthur Naylor, « The Mahogany Trade as a Factor in the British Return to the Mosquito Shore in the Second Quarter of the Nineteenth Century », *The Jamaican Historical Review* 7 (1967): 58-60; *Proposed Colony in the District of Black River on the Northern Coast of Central America ...: Granted to the British Central American Land Company* (Effingham Wilson, 1838).

⁶⁹⁴ George Frederick à Alexander Murray, 28 mars 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

mois d'avril 1823, cinq migrant-e-s fatigué-e-s en piteux état débarquent ainsi au Honduras britannique. Or, depuis l'allocation par George Frederic de la concession du Poyais en avril 1820, octroyée sur fond de conflit opposant la magistrature bélizienne et le superintendant George Arthur (voir chapitre 2), le Honduras britannique a connu d'importants bouleversements politiques. Apparemment excédé par les attaques portées à son encontre, Arthur a notamment démissionné de sa charge de superintendant. Abandonnant ses tentatives de réformer les pratiques d'entente liant populations indigènes et coloniales de Moskitie, George Arthur est transféré vers la terre de Van Diemen (actuelle Tasmanie) pour cause – officielle – de santé fébrile⁶⁹⁵. Cet abandon permet ainsi aux principaux bûcherons du Honduras britannique de sortir vainqueurs de ce conflit. Edward Codd est alors nommé au moins de janvier 1823 au poste de superintendant, en remplacement d'Arthur (et de Allen Hampden Pye, superintendant *ad interim*). Ancien major général du 60th Foot Regiment⁶⁹⁶, Codd occupe un poste de superintendant d'une colonie dont il semble n'avoir aucune idée des fonctionnements internes. Par exemple, alors que le successeur de George Frederic, Robert Charles Frederick, est officiellement couronné à Belize dans le courant du mois de mars 1824, le superintendant s'inquiète de l'existence de telles pratiques⁶⁹⁷. Selon certains dires, il serait affecté par des signes apparents de démence ou de fragilité psychologique⁶⁹⁸.

Bien que victorieux, les magistrats ne sortent toutefois pas indemnes de l'affrontement avec Arthur. D'importants efforts sont en effet déployés pour tenter de contrer la mauvaise presse prodiguée par la publication à Londres des rapports de l'ancien superintendant. La mise en avant des opinions d'Arthur dans les écrits de Wilberforce notamment, chantre reconnu et respecté de l'antiesclavagiste, admiré d'une partie de l'opinion publique londonienne, constitue de fait un dommage potentiel à l'image d'une économie se présentant comme un modèle dans le domaine du traitement de la force de travail esclavagiste. Surtout, bien qu'Arthur quitte son poste, il demeure néanmoins une menace potentielle. Son passage par la métropole précédant sa réaffectation en tant que gouverneur de Van Diemen peut en effet lui permettre d'appuyer personnellement, auprès du gouvernement britannique, les différents éléments exposés dans sa correspondance officielle. William Bullock, secrétaire du gouverneur de Jamaïque⁶⁹⁹, conseille d'ailleurs aux magistrats qu'il serait certainement dans leur intérêt d'éviter de faire trop d'émules au sujet de la

⁶⁹⁵ Shaw, *Sir George Arthur*, 61-62; Georges Arthur à Jean-Louis Mallet, 24 avril 1823, GBR/0115/RCMS 270/2, Royal Commonwealth Society Library, Cambridge; Jacques-Augustin Galiffe, « Mallet », in *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, vol. 2 (Genève, 1831), 434; Olivier Perroux, « Tradition, vocation et progrès. Les élites bourgeoises de Genève (1814-1914) » (Université de Genève, 2003), 190.

⁶⁹⁶ Nesbit Willoughby Wallace, *A Regimental Chronicle and List of Officers of the 60th, or the King's Royal Rifle Corps, Formerly the 62nd, or the Royal American Regiment of Foot* (London: Harrison, 1879), 292.

⁶⁹⁷ Naylor, *Penny ante imperialism*, 97; Peter Thomson, *Belize: A Concise History* (Oxford: Macmillan Caribbean, 2004), 41.

⁶⁹⁸ Naylor, *Penny ante imperialism*, 106.

⁶⁹⁹ *The defence of the settlers of Honduras*, 40; Cundall, *Historic Jamaica*, 103.

question – toujours en cours – des indigènes détenu-e-s en esclavage. Le rapatriement à Londres d'Arthur lui donne de fait un accès direct au comte Henry Bathurst, secrétaire d'État pour la guerre et les colonies (*Colonial Office*). Bullock suggère plutôt aux magistrats, pour ce cas précis, de laisser les tribunaux ordinaires se saisir de la question, et de prendre toutes les mesures pour que les esclaves indigènes puissent avoir accès aux ressources judiciaires adéquates pour demander leur liberté⁷⁰⁰. En somme, Bullock recommande aux magistrats de faire profil bas. Ajoutées aux attaques proférées contre leur chère indépendance légale et juridique, certaines des idées antiesclavagistes propagées par Arthur résultent en une apparente augmentation de désertions d'esclaves du territoire⁷⁰¹.

Au début du mois d'avril 1823, ces cinq migrant-e-s poyaisien-ne-s, désespéré-e-s et épuisé-e-s d'une traversée chaotique, sont ainsi présenté-e-s par les magistrats béliziens au nouveau superintendant du Honduras britannique. Codd s'émeut alors grandement de l'état apparemment pitoyable des individus présentés devant lui – et dont aucune identité n'est, de manière intéressante, relevée dans les sources relatant de ce fait. Il charge Marshall Bennett de se rendre, accompagné de George Westby, sur-le-champ pour la Moskitie avec comme mission de s'enquérir avec diligence de la condition des autres migrant-e-s. Si besoin, il doit leur apporter toute l'assistance requise⁷⁰². Toutefois, alors qu'ils assurent apprendre l'existence de l'entreprise de MacGregor avec l'arrivée à bord d'un radeau de fortune de premiers réfugiés de Black River, les magistrats du Honduras britannique ont de fait connaissance du projet poyaisien depuis deux années déjà. En effet, le 15 janvier 1821, le superintendant d'alors, George Arthur, indique au comte Bathurst, secrétaire d'État pour la guerre et les colonies, avoir obtenu une information de James David Roy Gordon. L'ancien mercenaire britannique de Jean-Louis Aury ayant introduit MacGregor auprès de George Frederic annonce en effet à qui veut bien l'entendre que MacGregor est l'heureux propriétaire d'une importante concession signée de la main du roi indigène⁷⁰³. Ayant informé Arthur de l'existence d'un embryon poyaisien, il y a alors de fortes chances que Gordon ait également transmis l'information aux magistrats béliziens. Or, la simple allocation d'une concession à MacGregor par George Frederic ne semble pas incarner en soi un problème aux yeux de ces bûcherons béliziens. Celle-ci constitue en effet la simple promesse sans lendemain d'un George Frederic frustré. La réaffectation d'Arthur permet de fait un retour à la normale, son départ de Belize en avril 1822 laisse ainsi à la magistrature bélizienne la liberté de reprendre ses liens privilégiés avec le roi miskitu. Toutefois, la magistrature semble être prise de court par la réalisation effective d'un effort colonial à Poyais constituant cette fois un obstacle véritable à ses activités économiques.

⁷⁰⁰ William Bullock à The Magistrates et Pye, 26 avril 1822, Meeting of Magistrates 1822-1823_16, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁷⁰¹ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:272.

⁷⁰² Edward Codd à Marshal Bennett, 12 avril 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷⁰³ Arthur à Earl Bathurst, 15 janvier 1821.

Le 26 avril 1823, Bennett débarque à Black River à bord de sa goélette, la *Mexican Eagle*. Avant de débarquer, il s'autorise toutefois l'envoi d'une missive à destination de George Frederic. Le prévenant de son arrivée à Black River, ce courrier indique au roi qu'il transporte des cadeaux destinés spécifiquement à lui être offerts. Il lui indique d'ailleurs le fait qu'il compte rester six jours sur place pour attendre la venue du souverain, afin d'organiser une discussion pour lui exprimer ses « *unalterable good wishes and desire to promote the peace and prosperity of your country*⁷⁰⁴ [...] ». Bien qu'il ne soit pas certain qu'un entretien ait effectivement pris place à bord de la goélette de Bennett, l'envoi de cette lettre semble augurer d'une envie de clarifier, voire concrétiser, la bonne reprise de relations précédemment remises en cause par l'allocation de la concession poyaisienne à MacGregor (voir chapitre 2). Toutefois, apparemment affolé par la situation dramatique dans laquelle se trouvent les colons de MacGregor, il écourte son séjour poyaisien et se charge de prendre à bord de son navire les individus les plus malades pour les amener en lieu sûr à Belize⁷⁰⁵. Ne pouvant embarquer tous les colons avec lui, Bennett promet toutefois de revenir. En attendant son retour, les colons restant sur place voient arriver Hall le 1^{er} mai 1823. Hormis quelques fournitures médicales, le responsable de la colonie de Poyais revient du Cap Gracias a Dios les mains vides. Désespéré, médicalement légitimé par le médecin Douglas⁷⁰⁶, Hall autorise alors le démantèlement total de la colonie. Par l'entremise de Bennett revenant quelques jours plus tard, il implore le superintendant Codd de bien vouloir lui prêter assistance dans l'évacuation de l'ensemble des colons et de leurs provisions⁷⁰⁷.

Pour certains Poyaisien-ne-s, Bennett arrive trop tard. Un des migrants, désespéré par l'impossibilité apparente d'établir une colonie en Moskitie, se nomme Hugh Frazer. Un fabricant de cabinets écossais arrivé à bord du *Kennerley Castle*, il embarque dans le doris d'indigènes payés pour s'échapper de Poyais. Frazer est accompagné de deux compatriotes, George Davison et William Law, également déçus par les conditions de vie de Black River. Guidés par des indigènes, ils embarquent – apparemment quelques jours avant l'arrivée du *Mexican Eagle* – en direction du Honduras britannique. Après quelques jours passés en mer, Frazer et ses compagnons se font néanmoins jeter par-dessus bord par les navigateurs de l'embarcation, probablement mécontents d'une paie qu'ils considèrent trop maigre. Plus chanceux que ses compatriotes, Frazer parvient à regagner la côte de Truxillo à la nage, où une famille de colons espagnols isolés le recueille. Se remettant progressivement de sa mésaventure, il parvient finalement à regagner le territoire du Honduras britannique quelques semaines après l'arrivée des premiers colons évacués par Bennett⁷⁰⁸.

⁷⁰⁴ Marshal Bennett à George Frederick, 26 avril 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷⁰⁵ Marshal Bennett et Geo. Westby à Edward Codd, 13 mai 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷⁰⁶ James Douglas à Hector Hall, 7 mai 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷⁰⁷ Hector Hall à Edward Codd, 7 mai 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷⁰⁸ « Minutes of a Deposition » (28 mai 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

Arrêté par les autorités béliziennes dès son arrivée, Frazer est interrogé par des magistrats plus intéressés à connaître la nature de la cargaison de l'embarcation indigène que les activités des migrant-e-s envoyé-e-s par MacGregor en Moskitie. Le jour même de la déposition du témoin, les magistrats se chargent néanmoins de présenter devant Frazer seize indigènes, soupçonnés d'avoir participé à sa tentative de meurtre⁷⁰⁹. Frazer ne reconnaît aucun d'entre eux. Deux jours plus tard, le magistrat Thomas Pickstock convoque une nouvelle fois Frazer, et lui présente un indigène dénommé Gibson. Le rescapé le reconnaît directement comme étant le capitaine du doris à bord duquel il a embarqué pour fuir Poyais⁷¹⁰. Au fil de divers interrogatoires successifs, l'équipage du navire ayant transporté Frazer est reconstitué. Les six indigènes consécutivement identifiés⁷¹¹ sont alors arrêtés pour le meurtre des malheureux compatriotes du rescapé poyaisien. Surtout, ils se trouvent être accusés d'appartenir – du moins selon les dires des magistrats, puisqu'aucune des paroles amérindiennes n'a été enregistrée – à la suite du general Robinson. L'établissement soudain d'un lien formel entre ceux accusés d'avoir attenté à la vie de Frazer et le principal allié indigène de l'ancien superintendant, Georges Arthur, semble apporter une nouvelle légitimation au soutien apporté aux migrant-e-s poyaisien-ne-s. Le fait que des Poyaisiens, déjà délaissés par les apparentes négligences de MacGregor, soient en plus brutalisés et éliminés par des sujets d'un Robinson perçu encore comme l'ennemi potentiel des intérêts de la magistrature bélizienne (puisque plus proche des intérêts de l'ancien superintendant Arthur), constitue une opportunité pour les magistrats de se conforter et légitimer le démantèlement de l'entreprise à Poyais. Ainsi, les membres de la magistrature bélizienne apparaissent à nouveau tels des sauveurs aux yeux des Poyaisien-ne-s déjà rapatrié-e-s en Honduras britannique – et dont les témoignages reconnaissants sont prudemment enregistrés⁷¹².

La mise entre guillemets du terme « humanitaire », décrivant généralement la mission de Bennett, est ici tout intentionnée. Plutôt que d'en constituer effectivement une, elle semble néanmoins avoir été présentée publiquement en tant que telle. En effet, le 9 juin 1823, le *Times* et le *Morning Post* de Londres publient des extraits d'une lettre apparemment envoyée auprès de l'assureur maritime Lloyd's par leur agent du Honduras britannique – Thomas Paslow⁷¹³, ancien magistrat (en 1820⁷¹⁴) et nommé en 1822 agent commercial londonien suppléant⁷¹⁵. L'auteur de la dépêche, datée du 13 avril de la même année

⁷⁰⁹ « Minutes of a Deposition ».

⁷¹⁰ Thomas Pickstock, « Minutes of a Deposition » (31 mai 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁷¹¹ Marshal Bennett et Thomas Pickstock, « Meeting of Magistrates » (5 juin 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁷¹² Nicol Smith et al., « Deposition » (16 mai 1823), CO 123/34, The National Archives, Kew; Thomas Westcott et George Gouger, « Deposition » (16 mai 1823), CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷¹³ Lloyd's of London, « Minutes of the Committe of Lloyd's » (1823 1824), 177, CLC/B/148/A/001/MS31571/007, Guildhall Library, London.

⁷¹⁴ *The Honduras Almanack*, 126.

⁷¹⁵ « Public meeting », 4 mars 1822.

(quelques jours après l'arrivée des premier-ère-s rescapé-e-s de Poyais à Belize), décrit l'entreprise de MacGregor comme un échec pitoyable⁷¹⁶. Illustrées de manière très graphique, les conditions de vie des colons poyaisien-ne-s sont décrites comme fondamentalement inhumaines et atroces :

Out of the 55 who arrived at one time at the shore, 9 remain, some put out to sea to reach Belize, others up the river, and have never been heard of, and others died miserably near to where they were landed, which was absolutely among mangrove trees, which they had to cut down⁷¹⁷.

Tel que décrit par Douglas et Hastie, la vie à Poyais est effectivement difficile pour les colons envoyés par MacGregor. En plus de la rudesse du climat, une grande majorité d'entre eux tombe malade à cause d'un manque de moyens logistiques, alimentaires et médicaux. Toutefois, la dépêche anonyme transmise à la Lloyd's tient MacGregor pour seul et unique responsable de la déchéance de cette expérience coloniale. Mis en avant comme un opportuniste peu enclin à considérer les véritables besoins de ces « pauvres âmes » et incapable de planifier une telle entreprise coloniale, l'égoïsme et la vanité de MacGregor, dépeint comme une sorte de dictateur, sont ainsi mis en avant comme les seules causes du malheur et de la situation déplorable d'individus livrés à eux-mêmes dans un environnement inadéquat et dangereux.

4.5 Conclusion

Ce chapitre tente de démontrer que l'émission d'une dette souveraine en 1822 constitue une alternative aux instruments de crédit souvent privilégiés dans la constitution de projets commerciaux britanniques. Les innovations instaurées lors d'émissions de dettes souveraines européennes précédentes, combinées à l'absence de règlements formels clairs au niveau du gouvernement et au sein du marché des capitaux formels permettent en effet aux intermédiaires financiers en charge de récolter les fonds nécessaires à la réalisation du projet poyaisien de contourner les cadres légaux britanniques définissant l'obtention habituelle de fonds pour des projets commerciaux (p.ex. *joint-stock companies*). La réalisation d'un emprunt souverain n'est toutefois autorisée qu'à condition que les acteurs en charge de le constituer se mettent d'accord sur l'existence factice ou potentiellement future d'une entité politique souveraine sous-jacente. Toutefois, la mise sur pied de ce qui s'apparente à une utilisation novatrice d'un instrument de crédit particulier, à savoir l'émission d'une dette souveraine fondée sur la conceptualisation d'une fiction légale, semble se faire au détriment de l'emprunteur. De fait, émettre une dette souveraine semble profiter – voire protéger – aux envies spéculatives d'intermédiaires financiers engagés pour la

⁷¹⁶ « The following is an extract of a letter received at Lloyd's from Honduras », *The Times*, 9 juin 1823; « The following is an extract of a letter received at Lloyd's from Honduras, dated 13th April », *Morning Post*, 9 juin 1823.

⁷¹⁷ « The following is an extract of a letter received at Lloyd's from Honduras », 9 juin 1823.

mise sur pied de l'emprunt, aux dépens d'un MacGregor complètement ignorant des règles et dynamiques de la City.

En plus de se distancer quelque peu des interprétations généralement présentées par nombre d'historien-ne-s présentant le cas du Poyais comme une fraude, ce chapitre souhaite proposer une contribution aux travaux se penchant sur les émissions de dettes souveraines du début du XIX^e siècle. Mettre en avant les micromécanismes sous-jacents aux émissions d'emprunts étrangers – puissent-ils ne pas être concluants – souligne ici l'importance des rôles occupés par les intermédiaires financiers dans ces marchés de capitaux du début du XIX^e siècle. Les connaissances apparentes que ces acteurs dits de seconde catégorie – tels que John Lowe – ont des complexités juridiques et des technicités de marchés financiers, sans pleine considération pour leurs emprunteurs, leur fournissent d'importants leviers pour l'acquisition de gains personnels protégés de considérations réputationnelles. Ainsi, plutôt que de constituer la seule et unique solution pour une entité politique souveraine assumée de financer son développement économique, le cas de Poyais démontre que l'existence de l'un des fondamentaux sous-jacents à l'émission d'un emprunt souverain, à savoir celle d'un État souverain, se définit par des contraintes historiques et les spécificités de cadres légaux et politiques spécifiques.

Chapitre 5. La chute de Poyais

We sent three men to Berlitz for this purpose, but nineteen hours before the date scheduled for opening arguments, the defendant fled to Colombia, where he established residence in a fishing village called Guajira near the Venezuelan border, where the official language of jurisprudence is an obscure dialect known as "Guajiro."

(Hunter S. Thompson, *Fear and Loathing in Las Vegas* [1972].)

En continuité du chapitre précédent, cette section propose de retracer les opérations financières du Poyais au lendemain de l'échec du premier emprunt de 1822. Reprises en main par certains détenteurs de titres du Poyais de la première heure, de nouvelles expéditions de migrant-e-s sont alors envoyées à bord de deux navires. Malgré le déversement continu d'informations accusant MacGregor de n'être qu'un escroc, l'affrètement de ces convois de nouveaux-elles Poyaisien-ne-s est financé par l'émission de deux nouveaux emprunts. Toutefois, des décisions internes au comité du *Foreign Stock Market* – marché spécialisé dans l'échange de titres étrangers ouvert en 1823 – redéfinissant les conditions d'émission d'emprunts souverains ont finalement raison du projet de MacGregor. Ce chapitre tente de comprendre quels sont les facteurs menant à l'échec autant politique que financier du projet poyaisien et à l'attribution d'une étiquette spécifique de fraudeur sur la personne de MacGregor. La première section relate la tentative, mise sur pied par un club d'investisseurs, de reprendre en main les finances poyaisiennes. Mené par William John Richardson, celui-ci organise l'émission d'un nouvel emprunt pour le compte de Poyais dans le courant de l'année 1823. Richardson se charge surtout d'accentuer la performativité publique de MacGregor comme cacique du Poyais. La deuxième partie retrace notamment les efforts constants de dissuasion portés par la magistrature bélizienne en Moskitie à l'encontre du projet colonial du Poyais. Les magistrats du Honduras britannique percevant le projet de MacGregor comme un obstacle potentiel à un plein accès aux ressources naturelles de Moskitie, ils organisent ainsi la spoliation des cargaisons des navires affrétés pour Poyais. Baissant les bras, MacGregor décide alors d'abandonner la mouture londonienne de son projet pour tenter sa chance à Paris. Comme l'illustre la troisième section de ce chapitre, l'abandon de MacGregor ne freine pas les activités de ses anciens agents. Ils envisagent en effet, par le biais d'un marchand-banquier dénommé Hermann Hendriks, de financer l'envoi d'un dernier navire en direction de Poyais par l'émission d'un nouvel emprunt. Toutefois, des changements de règlements internes au *Foreign Stock Market* forcent le comité de ce dernier à se prononcer sur la validité d'emprunts souverains échangés en son sein, condamnant de fait l'existence londonienne du Poyais. La dernière section de ce chapitre retrace les derniers efforts mis sur pied par quelques détenteurs d'obligations poyaisiennes à récupérer – toujours en l'absence de MacGregor – une partie de leurs investissements. Pour ce faire, ils envoient George Augustus Low en Honduras britannique intenter un procès (perdu d'avance) contre les magistrats béliziens s'étant appropriés les biens initialement destinés à fonder une colonie en Moskitie.

5.1 Richardson : Poyais coûte que coûte

Alors que les deux premiers convois de migrant-e-s envoyé-e-s à destination de Poyais n'ont d'autre choix que de fuir les conditions désastreuses rencontrées lors de leur tentative d'installation, MacGregor reste persuadé du bien-fondé de son projet. Comme le relève notamment une lettre adressée à Hector Hall – commandeur envoyé à bord du *Honduras Packet* en charge du bon développement de sa colonie – il se réjouit de bientôt voir fleurir sa colonie⁷¹⁸. Il envisage de recruter, dans un futur proche, de nouveaux colons et mercenaires britanniques. Ces derniers seront alors assurés de trouver en Poyais une terre de repli maintenue par une production locale agricole autarcique. De là, des corps armés étrangers pourront assurer le déploiement de garnisons sur des postes militaires avancés. Ainsi, MacGregor envisage d'occuper la petite île de Spark (probablement l'île Utila) située dans la baie du Honduras à l'embouchure de la rivière Roman⁷¹⁹. Celle-ci constituerait un point stratégique d'intérêt contre les dangers posés par une maigre présence espagnole encore établie dans de petites colonies isolées (p. ex. Truxillo). Confiant, MacGregor considère néanmoins la réussite de son projet comme intrinsèquement dépendante des nouvelles et informations futures sur l'État de Poyais parvenant à Londres.

Or, comme MacGregor le découvre lui-même, la diffusion d'informations occupe en effet un rôle essentiel dans la viabilité de son projet. La publication de critiques acerbes dans le *Quarterly Review* a en effet raison de la participation des premiers architectes et autres agents du projet et emprunt poyaisien de 1822. Le portrait dépeignant l'entreprise de MacGregor essentiellement comme portant préjudice aux aspirations républicaines de la Colombie pousse apparemment Lowe et Ogilvie à abandonner leur association avec Poyais – quitte à essuyer une importante perte monétaire. MacGregor perd également ses premiers soutiens commerciaux, à savoir les marchands britanniques entrevoyant la constitution d'une colonie à Poyais comme une aubaine au développement de leurs propres affaires. Figures centrales dans la conceptualisation du projet poyaisien présenté à Londres, Thomas Higson ou les frères Hyslop (ouvertement nommés agents antillais de Poyais⁷²⁰) décident apparemment de prendre leurs distances. MacGregor se plaint d'ailleurs d'avoir été la victime de « *foul play at Jamaica*⁷²¹ ». Alors qu'il constitue un lien essentiel dans les relations entretenues par MacGregor avec les Antilles britanniques⁷²², le nom de Higson ne ressurgira plus. Un relâchement progressif des tensions diplomatiques et commerciales opposant les colonies britanniques antillaises aux États-Unis au cours du mois de juin 1822 semble en être la cause⁷²³. Finalement, les deux principaux acolytes de MacGregor semblent aussi disparaître de son paysage. Plutôt que d'attendre

⁷¹⁸ MacGregor à Brigadier General Baron Tinto, 7 avril 1823.

⁷¹⁹ John Wilkes, éd., « Spark Island », *Encyclopaedia Londinensis* (London: G. Jones, 1828).

⁷²⁰ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 9.

⁷²¹ MacGregor à Brigadier General Baron Tinto, 7 avril 1823.

⁷²² MacGregor à Vansittart, 13 mars 1821; MacGregor à Rothschild, 16 mars 1821.

⁷²³ Ragatz, *The fall of the planter class*, 354-55.

l'arrivée à Poyais de chargements de colons et provisions provenant de Londres, James David Roy Gordon et George Woodbine – les deux mercenaires introduisant MacGregor à la cour royale miskitu – préfèrent entretenir des liens de proximité auprès de la cour royale du roi miskitu George Frederic au Cap Gracias a Dios⁷²⁴.

Ainsi, au lendemain de ces défections, MacGregor se retrouve seul et à court de fonds. Il ne peut toutefois se résoudre à reprendre en main, seul, l'avenir de son projet. De fait, il ne peut envisager de soutenir le développement colonial d'un projet en marche ayant déjà envoyé de nombreux-ses migrant-e-s à Black River. Or, planifiant initialement le maintien d'un flux migratoire soutenu à destination de Poyais, MacGregor se retrouve fortement endetté des suites de l'affrètement d'un troisième navire, le *Skeene*⁷²⁵. Désespéré, il doit alors se résoudre à assurer la récolte de fonds supplémentaires. Pour ce faire, il semble vouloir se tourner auprès des détenteurs de titres poyaisiens restants. Toutefois, MacGregor est dans l'incapacité de leur garantir – via la maison de banque Perring, Shaw and Barber & Co – le paiement des intérêts promis.

Le 7 avril 1823, MacGregor nomme, en remplacement d'Ogilvie, un certain William John Richardson chargé d'affaires et agent londonien pour Poyais⁷²⁶. Peu d'informations subsistent sur son compte. Certainement un acheteur initial d'un nombre d'obligations poyaisiennes émises par Lowe, il est un riche rentier, propriétaire du manoir *Oak Hall* se trouvant dans la campagne londonienne de Wanstead⁷²⁷. Craignant de perdre à la fois le montant de son investissement primaire et les promesses de versements d'intérêts si le projet poyaisien venait à échouer, il tente alors de remettre l'emprunt contracté par MacGregor en bonne voie. Le jour même de sa nomination de chargé d'affaires, Richardson convoque une assemblée des quelques détenteurs de *scrips* poyaisiens⁷²⁸. Une telle invitation lui permet, de fait, d'identifier les noms des autres investisseurs impliqués dans le financement de Poyais. Surtout, les obligations émises par John Lowe étant, de fait, caduques en raison du non-paiement des tranches prévues, il propose la mise en place d'un nouvel emprunt.

Richardson présente son projet de nouvel emprunt dans un prospectus passé entre les mains des différents investisseurs présents. Il envisage alors l'émission d'une nouvelle dette divisée en obligations échangeables. Considérant la proposition de Richardson comme « *most fair and liberal* » – puisque garantissant

⁷²⁴ Tous les témoignages de colons débarquant à Poyais s'accordent à dire que Woodbine, officiellement nommé vice-cacique de Poyais par MacGregor, ne se trouve pas sur place. Toutefois, il est identifié comme habitant britannique installé au Cap Gracias a Dios dans le courant de l'année 1824. Voir :Hastie, *Narrative of a voyage*; George Woodbine, « Depositions relating to his late Majesty George Frederic Augustus » (10 mars 1824), CO 123/35, The National Archives, Kew.

⁷²⁵ Peregrine Bingham, « Skeen v. M'Gregor », in *Reports of Cases Argued and Determined in the Court of Common*, vol. 1 (London: A. Strahan, 1823), 242.

⁷²⁶ MacGregor à Brigadier General Baron Tinto, 7 avril 1823.

⁷²⁷ Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation*, 155; Winifred Eastment, *Wanstead through the ages*, 4th ed (Wanstead: Dawn Press, 1976), 93-96.

⁷²⁸ « Poyais Loan », *Public Ledger and Daily Advertiser*, 7 avril 1823.

le paiement différé d'un premier dividende à une date ultérieure⁷²⁹ – les membres de l'assemblée approuvent la proposition de Richardson. Ceux-ci le nomment alors contractant pour la mise en place de l'emprunt⁷³⁰. D'un montant nominal de £ 200 000, celui-ci doit être divisé en deux mille obligations au porteur, portant un intérêt de cinq pourcents annuel payable semestriellement pendant une période de trente années auprès de la maison Perring, Shaw and Barber & Co. Le 1^{er} mai 1823⁷³¹, un nouvel emprunt poyaisien est ainsi officiellement souscrit. Pour amadouer de nouveaux investisseurs, le prix à l'émission est fixé à £ 50. Comme pour le premier emprunt poyaisien, l'achat de nouveaux titres peut s'effectuer sur la base d'un paiement échelonné. De la sorte, un investisseur doit verser £ 5 lors de l'achat d'un titre – également un *scrip*, promettant l'acquisition d'un véritable certificat ultérieurement. Le solde peut être consécutivement réglé en trois tranches de £ 15 chacune – fixées à des échéances à définir ultérieurement.

Des suites de certaines critiques émises à l'encontre du projet de MacGregor, insinuant l'inexistence d'un quelconque État de Poyais, Richardson semble aussi avoir à cœur d'offrir une légitimité publique à la fiction légale poyaisienne. Pour ce faire, il pousse MacGregor à se présenter, voire se pavaner, tel un véritable souverain. Pour ce faire, de grandes et fastes réceptions sont organisées dans le manoir d'Oak Hall de Richardson. Lors de ces riches soirées, MacGregor est alors mis en scène comme le seul et unique représentant politique du nouvel État de Poyais. Sa légitimité est surtout présentée comme émanant essentiellement des liens militaires et surtout personnels qu'il entretient avec d'autres révolutionnaires latino-américains. Ainsi, Josepha, l'épouse de MacGregor, est souvent présentée, voire montrée comme la preuve du pedigree souverain de son époux. Épousant MacGregor alors que celui-ci n'est encore qu'un mercenaire à la solde des mouvements républicains d'Amérique du Sud, Josepha Antonia Andrea Aristeguieta y Lovera (de son nom de jeune fille) est une cousine d'un Simon Bolivar ayant apparemment béni son union avec son officier⁷³². Comme le relate le témoin d'une de ces soirées⁷³³, de multiples preuves de la bonne légitimité souveraine de MacGregor (p. ex. concession de George Frederic, généalogie de MacGregor, liens familiaux avec Bolivar) sont ainsi présentées aux invités de Oak Hall.

Les hôtes de ces soirées affectionnent même de présenter une liste imprimée des différentes personnes nommées à des postes clés d'une soi-disant administration poyaisienne⁷³⁴. À la tête de la principauté de Poyais, le cacique est en effet présenté comme affublé de la prérogative de distribuer des titres de noblesse. Prenant apparemment son rôle très à cœur, MacGregor nomme à tour de bras divers passagers des premiers convois envoyés à destination de Black River comme les représentants d'une aristocratie propre. Parmi les individus

⁷²⁹ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 10.

⁷³⁰ « Poyais Loan ».

⁷³¹ La date d'émission est calculée sur la base des coupons manquants sur les certificats obligataires imprimés quelques mois plus tard : « Poyais Share Certificate A501 ».

⁷³² Rafter, *Memoirs of Gregor McGregor*, 45.

⁷³³ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 8-9.

⁷³⁴ Hendriks, 9.

affublés de titres à consonance aristocratique espagnole ou britannique (p. ex. *Baron Valoria*, *Baron Witton*), Hector Hall (à la tête du premier convoi de Poyaisien-ne-s) se fait désormais appeler *Baron Tinto*⁷³⁵. Thomas Westcott, arrivant à Black River à bord du *Honduras Packet*, est nommé sous-secrétaire d'État au Bureau de l'Intérieur. Alors que les lettres devant annoncer aux migrants de Black River choisis leur anoblissement soudain sont préparées pour être envoyées à bord d'un futur navire⁷³⁶, la composition du premier « *Government of Poyais – Council of State* » est ainsi publiée dans le *Morning Chronicle* londonien du 1^{er} avril 1823⁷³⁷.

Acquérir des titres poyaisiens permettrait ainsi à quelques investisseurs de se voir potentiellement affublés d'un titre de noblesse héréditaire. Comme le relève notamment William Rubinstein, l'accession à un statut aristocratique semble constituer un privilège souvent difficilement accessible pour une bourgeoisie financière montante⁷³⁸. Ainsi, parvenir à un statut de noble – même d'une sombre principauté étrangère – autrement interdit ou difficile en Grande-Bretagne servirait de contrepartie à l'investissement de fonds dans le projet de MacGregor. Or, pousser MacGregor à nommer une aristocratie propre semble finalement renforcer et officialiser son rôle de chef d'État. L'acquisition d'un statut de noble permet de la sorte, par la constitution d'un lien de vassalité formel et explicite⁷³⁹, aux agents financiers impliqués de renforcer un dédouanement d'un quelconque échec potentiel. Certains de ces nouveaux nobles poyaisiens sont effectivement les mêmes individus en charge de gérer la bonne souscription de l'emprunt de MacGregor. Comme le relève le couvercle du sceau poyaisien dont il est propriétaire, Richardson a le privilège de se faire nommer Comte de la Cruz⁷⁴⁰.

⁷³⁵ MacGregor à Brigadier General Baron Tinto, 7 avril 1823.

⁷³⁶ « Despatches of Skeene arrived at Belize » (13 août 1823), CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷³⁷ « Government of Poyais-Council of State », *The Morning Chronicle*, 1 avril 1823. Bien que son existence soit attestée depuis le xvi^e siècle déjà, il semble peu plausible que la publication de cette annonce constitue un poisson d'avril. Voir: Alan Dundes, « April Fool and April Fish: Towards a Theory of Ritual Pranks », *Etnofoor* 1, n° 1 (1988): 6.

⁷³⁸ William D. Rubinstein, « The End of "Old Corruption" in Britain 1780-1860 », *Past & Present*, n° 101 (novembre 1983): 72.

⁷³⁹ Auguste Lorieux, *Traité de la prérogative royale en France et en Angleterre: suivi d'un essai sur le pouvoir des rois à Lacédémone*, vol. 2 (paris: Joubert, 1840), 42-45.

⁷⁴⁰ Duncan Phillips, « Silver Seal Box Reveals Tales of Fraud and Corruption », The Guilford Antiques & Fine Art Fair, 20 avril 2012, <http://www.antiquespr.com/uppdf/GUILDFORD%20FAIR%20SEAL%20BOX%20PRESS%20RELEASE%201.pdf>.



Figure 21: Sceau officiel de Poyais appartenant à William John Richardson, Comte de la Cruz (The Guilford Antiques & Fine Art Fair 2012).

Reprochant à Ogilvie d'avoir fait l'erreur de casser le contrat initialement passé avec un Daniel Mocatta « *worth half a million* » au profit d'un John Lowe « *not worth [£] 500*⁷⁴¹ », Richardson charge Mocatta de s'occuper de la vente exclusive de 400 titres – équivalant à £ 40 000 (valeur nominale). En échange, il lui offre une commission de cinq pourcents sur la valeur nominale des titres écoulés⁷⁴². Ceux-ci seront introduits dans la place le 7 juillet 1823, Wetenhall les cotant au prix de £ 5⁷⁴³. De consort avec son beau-fils, Horatio Montefiore, Mocatta tente tant bien que mal de maintenir le prix des titres dont il a la charge à flots. Usant de ses accès et réseaux au sein du *Foreign Stock Market*⁷⁴⁴, il parvient ainsi à faire remonter brièvement celui-ci au-dessus de la barre des £ 20 à deux reprises (les 28 juillet et 8 août 1823)⁷⁴⁵.

Toutefois, l'écoulement de ces titres doit se passer au sein d'une nouvelle institution dédiée essentiellement à l'échange de titres étrangers : le *Foreign Stock Market*. Ce marché est issu d'une scission opposant deux catégories bien distinctes de membres du *London Stock Exchange*. Des suites de l'engouement généralisé suivant l'introduction des premiers emprunts latino-américains, un groupe composé essentiellement de jeunes *brokers* (agents de change souvent peu pourvus en capitaux propres) demande que les échanges de ces titres étrangers puissent se faire de manière plus accommodante. Menée essentiellement par Jacob Ricardo (frère de l'économiste David Ricardo), cette faction envisage même la possibilité de construire un nouveau bâtiment, dévoué entièrement à l'échange de titres étrangers. Cette proposition rencontre toutefois la franche opposition d'un groupe antagoniste. Surtout composé de *jobbers*

⁷⁴¹ Richardson, « To the editor of the public ledger ».

⁷⁴² Hendriks, *A plain narrative of facts*, 7.

⁷⁴³ James Wetenhall, *Course of the exchange* (London: Committee of the Stock Exchange, 1823).

⁷⁴⁴ Costeloe, *Bonds and bondholders*, 4-5.

⁷⁴⁵ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 7; Wetenhall, *Course of the exchange*, 1823.

(agissant souvent pour leur propre compte) bien établis et mieux dotés en capitaux propres, ces opposants, menés par Abraham Montefiore (beau-frère de Nathan Rothschild) soutiennent que l'échange de titres étrangers n'a pas sa place au sein du *London Stock Exchange*. Stipulant en effet que le *Deed of Settlement* du *London Stock Exchange* – à savoir les statuts originels de la Bourse, établis en 1802⁷⁴⁶ – n'autorise que l'échange de titres britanniques, ils considèrent en effet que les transactions fondées sur des effets étrangers seraient, de fait, illégales.

Souhaitant éviter l'éclatement d'un – nouveau⁷⁴⁷ – conflit entre ses murs, les propriétaires du *London Stock Exchange* approuvent alors la mise en place d'une scission au sein du marché des capitaux. Ainsi, un nouveau bâtiment dédié entièrement à toutes transactions ayant trait à des titres étrangers est acquis vers la fin de l'année 1822. L'ouverture du *Foreign Stock Market*, pourvu d'un mode de fonctionnement propre, y est alors célébrée le 1^{er} janvier 1823⁷⁴⁸. Depuis, cette nouvelle place se charge d'accepter l'ensemble des échanges de titres étrangers. Ceux-ci incluent les obligations des emprunts latino-américains déjà en circulation, à savoir ceux de la Colombie, du Chili, du Pérou, et de Poyais. Bien que spécialisé et distinct, le *Foreign Stock Market* fonctionne sur la base d'un règlement relativement similaire à celui du *London Stock Exchange*. De fait, il définit moins les qualités des titres échangés en son sein (à part bien entendu leur nature étrangère), que celles de ses membres. Les prix des effets échangés à la clôture de chaque session sont aussi récoltés et publiés par James Wetenhall. Il choisit les titres à insérer dans sa cote à la seule condition qu'ils soient considérés comme *bona fide* au sein de la place particulière. Bien que respectant un procédé similaire, le processus de reconnaissance de nouvelles souverainetés, jusque-là assuré au sein du *London Stock Exchange*, se déplace ainsi au cœur du *Foreign Stock Market*⁷⁴⁹.

En tant que contractant, Richardson se réserve le droit de garder les 1 600 obligations restantes⁷⁵⁰. En privé, il convainc alors un groupe restreint d'investisseurs d'acquérir quatre cents titres. Probablement d'anciens détenteurs de *scrips* de 1822, celui-ci est composé de G. Nicholson, P. Johnson, George Alexander – tous les trois difficilement identifiables – ainsi que de James Thick et James William Sowerby⁷⁵¹. Alors que Thick est un membre du *London Stock Exchange*⁷⁵², Sowerby est un marchand londonien impliqué dans le financement

⁷⁴⁶ Cope, « The Stock Exchange Revisited », 7.

⁷⁴⁷ Ce conflit constitue le prolongement d'une querelle préexistante. En 1819, ces deux mêmes groupes se confrontaient déjà pour savoir s'il fallait – ou non – autoriser les échanges au sein du *London Stock Exchange* d'options (un contrat entre deux parties donnant à l'acheteur le droit d'acheter ou de vendre sans obligation des titres à terme moyennant le paiement d'une prime), alors illégales d'après le droit britannique. Voir : Neal, « The London Stock Exchange in the first age of globalization, 1801-1914 », 8-9.

⁷⁴⁸ Neal, 8-10.

⁷⁴⁹ Committee for General Purposes of the London Stock Exchange, « Minute Book », 321-25.

⁷⁵⁰ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 6-7.

⁷⁵¹ William John Richardson et al. à Earl Bathurst, mars 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew.

⁷⁵² « Obituary », *The Gentleman's Magazine and Historical Chronicle*, octobre 1856, 526.

et commerce de machines à vapeur⁷⁵³. Richardson, Nicholson, Johnson, Alexander, Thick et Sowerby semblent ainsi constituer un groupe envisageant l'acquisition de titres poyaisiens comme une opportunité pour étendre des activités commerciales et financières futures. De la sorte, investir des fonds auprès de Richardson permet à Thick d'entrevoir un accès privilégié à de prochains engagements de ses services, et ainsi nourrir le développement de sa propre activité de bateaux à vapeur. En un sens, ce groupe semble relativement proche des *clubs* d'investisseurs identifiés par Naomi Lamoreaux⁷⁵⁴. Étudiant la formation du tissu bancaire américain du début du XIX^e siècle, composé essentiellement de sociétés incorporées indépendantes, Lamoreaux indique que ces institutions allouent la majeure partie de leurs emprunts à leurs propres directeurs ou actionnaires. Une pratique commune et reconnue, l'attribution de fonds par les directeurs de ces banques à des détenteurs d'actions, autres membres proches, voire eux-mêmes (*insiders*), constitue néanmoins une stratégie permettant à ces derniers un accès privilégié aux capitaux nécessaires au développement de leurs propres activités commerciales parallèles. L'achat de titres dans une société bancaire spécifique constitue alors un investissement ciblé permettant de placer des fonds dans les entreprises diversifiées de ses directeurs, offrant de la sorte la possibilité de participer, indirectement mais de manière privilégiée, aux activités entrepreneuriales d'une région ou d'un groupement d'entrepreneurs.

Le 9 juin 1823, le *Times* et le *Morning Post* de Londres publient des extraits de la lettre transmise par un magistrat du Honduras britannique à l'assureur maritime Lloyd's of London. Pour rappel, cette dépêche, datée du 13 avril de la même année, décrit l'entreprise de MacGregor comme un échec pitoyable⁷⁵⁵. Les deux premiers convois de poyaisien-ne-s emmené-e-s à bord des *Honduras Packet* et *Kennerley Castle* n'ont pu en effet se faire aux conditions de la Moskitie, et ont dû consécutivement se faire évacuer d'urgence par les magistrats du Honduras britannique (voir section 4.4). Ainsi forcé de retarder la vente des obligations en sa possession au sein du *Foreign Stock Market*, Richardson n'est toutefois pas prêt à laisser le projet de MacGregor se laisser ainsi tuer dans l'œuf. En réponse aux publications annonçant l'échec de l'entreprise coloniale poyaisienne, il met sur pied une campagne de presse visant à appuyer la constitution d'une colonie en Moskitie. Le jour suivant la publication de la dépêche de Lloyd's, le *Times* publie ainsi une lettre rédigée par l'agent londonien du Poyais. Richardson y accuse ouvertement les magistrats du Honduras britannique d'avoir consciemment saboté l'entreprise d'un MacGregor accusé à tort d'incompétence et de fraude. En effet, il affirme que les bûcherons béliziens ont tout mis en œuvre pour empêcher la constitution d'une colonie européenne en Moskitie, puisque

⁷⁵³ Bennet Woodcroft, « Gilman Sowerby 13th April 1825 », in *Titles of Patents of Invention*, vol. 2 (London: G.E. Eyre and W. Spottiswoode, 1854), 818.

⁷⁵⁴ Naomi R. Lamoreaux, *Insider lending: banks, personal connections, and economic development in industrial New England*, NBER series on long-term factors in economic development (Cambridge: Cambridge University Press, 1996).

⁷⁵⁵ « The following is an extract of a letter received at Lloyd's from Honduras », 9 juin 1823; « The following is an extract of a letter received at Lloyd's from Honduras », 9 juin 1823.

constituant de fait une concurrence potentielle à leur propre activité commerciale⁷⁵⁶.

Toujours selon Richardson, le projet poyaisien souffre, au pire, de quelques erreurs de recrutement. Ceci permettrait alors d'expliquer la difficulté des premier-ère-s migrant-e-s engagé-e-s à s'installer de manière pérenne⁷⁵⁷. L'agent de MacGregor se charge de bien signaler que cette erreur est déjà sur le point d'être remédiée. Quelques jours suivant la publication de la dépêche de Lloyd's, une annonce publique indique en effet qu'un nouveau navire est déjà en route pour Poyais⁷⁵⁸. Parti le 4 juin 1823 de Leith – soit trois jours avant la publication de la dépêche de Lloyd's – le *Skeene* est chargé d'environ une centaine de migrant-e-s⁷⁵⁹, de provisions et matériaux nécessaires à la construction d'une nouvelle colonie, et des lettres d'anoblissement de la nouvelle aristocratie poyaisienne⁷⁶⁰. L'envoi de ce navire est essentiellement financé par les montants acquis de la vente de titres poyaisiens par Richardson à son groupe restreint d'investisseurs. Conjointement, ils parviennent à lever plus de £ 2 000⁷⁶¹, permettant ainsi à ces associés de régler la dette contractée par MacGregor pour l'affrètement du navire.

Au terme d'une traversée sans encombre, le *Skeene* arrive au large de Black River dans le courant du mois d'août. Scrutant attentivement les côtes, ses nouveaux-elles Poyaisien-ne-s n'y distinguent toutefois aucune activité humaine. Pris de panique, les passager-ère-s perdent alors tout espoir de pouvoir réaliser une quelconque installation à l'endroit présenté comme devant constituer leur nouveau lieu de résidence. Sans même accoster, le *Skeene* fait alors route pour le Honduras britannique. Il y accoste le 13 août⁷⁶². Surpris de voir ainsi débarquer le navire, les magistrats semblent également pris de court par la réception d'un courrier signé des passager-ère-s demandant à être recueilli-e-s par les autorités locales, comme les passager-ère-s du *Honduras Packet* et du *Kennersley Castle* avant eux-elles⁷⁶³. Dans l'urgence, la magistrature autorise le déchargement du *Skeene* dans le port de Belize. Toutefois, elle semble plutôt réticente à compter ces individus comme nouveaux-elles citoyen-ne-s du Honduras britannique. Ayant déjà dû déboursier des sommes relativement

⁷⁵⁶ William John Richardson, « To The Editor Of The Times », *The Times*, 10 juin 1823.

⁷⁵⁷ Richardson.

⁷⁵⁸ « (Advertisement) - The Skeene », *The Times*, 11 juin 1823, The Times Digital Archive.

⁷⁵⁹ Marshal Bennett, John Wright, John August, et Thomas Pickstock, « Meeting of Magistrates » (16 août 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁷⁶⁰ « Despatches of Skeene arrived at Belize ».

⁷⁶¹ Pour rappel, Nicholson, Johnson, Alexander, Thick et Sowerby détiennent ensemble 400 *scrips* payés 5 £ à la livraison. À ce montant s'ajoutent un certain nombre de titres acquis par Richardson.

⁷⁶² Marshal Bennett, John Wright, John August, Thomas Pickstock, et al., « Meeting of Magistrates » (13 août 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁷⁶³ Marshal Bennett, John Wright, et Thomas Pickstock, « Meeting of Magistrates » (19 août 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

importantes pour soigner et entretenir les premier-ère-s Poyaisien-ne-s évacuée-s quelques mois auparavant de Black River⁷⁶⁴, les magistrats semblent en effet entrevoir la perspective d'accueillir de nouveaux-elles indigent-e-s d'un mauvais œil.

Néanmoins, la magistrature considère l'arrivée du *Skeene* comme bénéfique à plus d'un titre. Premièrement, elle saisit l'ensemble de la correspondance se trouvant à bord. De fait, ceci lui permet de s'informer de l'avancée du projet poyaisien⁷⁶⁵. En second lieu, les magistrats entrevoient l'arrivée de ces migrant-e-s comme une opportunité de développement de leur propre colonie. Nombre de ces nouveaux arrivants étant des ouvriers qualifiés, les magistrats leur proposent de se faire engager auprès d'ateliers locaux. Les individus sélectionnés et parrainés par trois magistrats peuvent ainsi être admis en indenture gratuite pour une année – à l'exception des forgerons, charpentiers et marins, chacun payé entre £JM 20 et £JM 50 pour une année. Les personnes ne parvenant à se faire placer auprès d'un employeur bélizien ont la possibilité de constituer une colonie propre sur sol hondurien, répondant de fait à la magistrature. Ainsi, sous le commandement d'un certain John Campbell, passager du *Skeene*, un groupe de migrant-e-s se rend près de Stan Creek. Située au sud du territoire, la région est riche en ressources naturelles jusque-là sous-exploitées par les bûcherons béliziens, faute de main-d'œuvre. Finalement, un nombre restreint de passagers du navire, considérés comme d'un « caractère impropre », sont renvoyés en Grande-Bretagne⁷⁶⁶. Afin de financer les frais émanant de l'évacuation de Black River, de l'extension d'une présence bélizienne durable à Stan Creek, et du renvoi de ceux qu'elle considère indésirables, la magistrature confisque et se charge de revendre les cargaisons transportées à bord du *Skeene*. Ce butin vient ainsi s'ajouter aux provisions et autres cargaisons amenées à bord du *Honduras Packet*, emportées par Bennett des suites de l'évacuation de Poyais⁷⁶⁷.

5.2 Albion : l'abandon du cacique

L'envoi du *Skeene* se soldant par un échec, certains agents poyaisiens de Londres ont à cœur de rassurer les migrant-e-s se retrouvant alors au Honduras britannique plutôt qu'en Moskitie. Pour ce faire, un certain Edward Irving, agent

⁷⁶⁴ Marshal Bennett, Thomas Pickstock, et John Wright, « Meeting of Magistrates » (6 août 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; « Public meeting » (7 février 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Marshal Bennett, John Wright, John August, et David Betson, « Meeting of Magistrates » (24 juillet 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Marshal Bennett, John Wright, John August, William Gentle, et al., « Meeting of Magistrates » (26 juillet 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁷⁶⁵ « Despatches of Skeene arrived at Belize ».

⁷⁶⁶ Bennett, Wright, August, et Pickstock, « Meeting of Magistrates »; Bennett, Wright, et Pickstock, « Meeting of Magistrates ».

⁷⁶⁷ Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation*, 74-75.

intégrant le projet poyaisien dans le courant de l'année 1823, rédige un courrier à l'intention de John Campbell, le responsable en charge de mener les passager-ère-s du *Skeene* à bon port⁷⁶⁸. Lui indiquant comprendre le mécontentement survenu après avoir réalisé du fait que Poyais est vide de toute activité coloniale préétablie, Irving lui enjoint néanmoins de ne pas dévier de sa mission initialement attribuée. Surtout, il lui recommande de ne pas croire les dires de magistrats béliziens, certainement enclins à lui dépeindre des tableaux grossiers et exagérés des malheurs du *Honduras Packet* et du *Kennersley Castle*. Pour le rassurer, Irving informe Campbell qu'un navire est actuellement en route. Chargé de provisions et matériel nécessaires à l'agrandissement de la colonie, celui-ci transporte surtout des espèces destinées à payer les salaires des migrants engagés pour travailler à la réalisation de la colonie de Poyais. Irving s'excuse toutefois de ne pouvoir fournir plus d'informations. Il craint en effet que son courrier ne tombe entre de mauvaises mains⁷⁶⁹.

Un quatrième navire est bien en route pour Poyais. Quittant Londres aux alentours du 17 septembre 1823, l'*Albion* transporte cinquante passager-ère-s et un chargement évalué à un peu moins de £ 10 000⁷⁷⁰. En plus des aliments et autres boissons indispensables à la traversée, sa cargaison contient toutes les provisions et matériaux nécessaires à la construction d'un campement fortifié permanent. L'*Albion* transporte ainsi, entre autres, des centaines d'armes à feu ou sabres de cavalerie, plusieurs milliers de briques, ainsi que des caisses entières de clous, uniformes militaires, médicaments, draps et autres linges de maison⁷⁷¹. John Wright est responsable d'accompagner ces nouveaux-elles Poyaisien-ne-s vers la Moskitie. Homonyme d'un magistrat bélizien, Wright est un ancien officier de la marine britannique. En charge des forces navales de Sa Majesté pour toute l'Amérique centrale vers 1805, il acquiert une certaine connaissance de la région. Il entrevoit même la Moskitie comme une région pouvant, si proprement colonisée, permettre à la Grande-Bretagne de renforcer sa présence sur le continent après l'échec de l'invasion britannique de Buenos Aires de 1806. Pour ce faire, Wright publie en 1808 un ouvrage décrivant les diverses richesses pouvant être extraites de ce territoire⁷⁷².

Des suites d'une traversée particulièrement longue, l'*Albion* arrive finalement au large de Poyais au cours du mois de novembre. Comme leurs prédécesseurs, les passager-ère-s du navire découvrent un lieu vide de toute activité humaine visible. Au mieux, ils croisent, de-ci de-là, les restes visibles d'un ancien campement abandonné à la hâte. Tentant néanmoins un débarquement, la

⁷⁶⁸ Edward Irving à John Campbell, 8 décembre 1823, CO 123/35, The National Archives, Kew.

⁷⁶⁹ Ce qui sera en fin de compte le cas, puisque Campbell transmettra ce courrier au superintendant Codd. Ceci permet de comprendre pourquoi ce document se trouve dans un dossier du *Colonial Office* contenant une collection de correspondances transmises par le superintendant Codd à ses supérieurs londoniens : Edward Codd à Robert Wilmot-Horton, « Private », 21 février 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew.

⁷⁷⁰ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 10, 24.

⁷⁷¹ Hendriks, 24.

⁷⁷² Wright, *Memoir of the Mosquito Territory*.

tentative de relancer une activité coloniale à Poyais se solde par un échec⁷⁷³. Le navire erre alors quelque temps dans la baie du Honduras. L'*Albion* est d'abord repoussé de Belize par les autorités locales, puisque transportant du matériel de guerre pouvant potentiellement être utilisé contre les « *friendly neighbouring States*⁷⁷⁴ ». Vers la fin du mois de février 1824 – soit plus de cinq mois après avoir quitté Londres – Wright envoie une missive à George Frederic lui demandant assistance. Inquiet de l'arrivée du navire, ce dernier recommande à Wright de faire route en direction de Belize, tout en informant le superintendant du Honduras britannique⁷⁷⁵. Comme pour le *Skeene*, les passagers de l'*Albion* sont finalement accueillis par la magistrature bélizienne et certainement envoyés rejoindre leurs congénères à Stan Creek. La riche cargaison du navire est alors également confisquée et revendue.

L'envoi de l'*Albion* est une commande de Richardson et ses associés. Toutefois, ils engagent un certain Herman Hendriks pour se charger d'affréter le navire pour plus de £ 10 000. Ancien résident de Jamaïque⁷⁷⁶, Hendriks est un propriétaire de domaines sucriers⁷⁷⁷ et descendant – comme Jacob Belisario – d'une famille juive d'origine portugaise ayant quitté la Hollande au cours du XVII^e siècle⁷⁷⁸. En tant que membre du *Foreign Stock Market*, Hendriks rencontre MacGregor et Richardson à Oak Hall dans le courant du mois d'août 1823. Au fil de dîners et entretiens successifs, MacGregor et Richardson se chargent de faire plusieurs exposés à Hendriks. Lui narrant les échecs financiers de l'emprunt de l'année précédente, ils lui présentent néanmoins le projet poyaisien comme une entreprise solide. Envisagé comme une colonie pouvant, à terme, constituer une étape commerciale essentielle au commerce sucrier jamaïcain, le projet de MacGregor est décrit comme tirant sa légitimité d'une concession allouée par le roi miskitu George Frederic. Ayant vécu quelques années en Jamaïque, Hendriks affirme être bien au courant de ce que pourrait représenter l'ouverture de la Moskitie au commerce sucrier. Il semble également charmé à l'idée de pouvoir s'affilier au projet d'un proche parent par alliance de Bolivar, et partenaire des frères Hyslop, marchands jamaïcains présentés – probablement à tort – comme les agents poyaisiens de l'île⁷⁷⁹. Hendriks semble surtout entrevoir d'un bon œil les projets de financements mis sur pied à Londres au profit des nouvelles républiques d'Amérique. Quelques mois auparavant, il propose en effet ses services à Jean-Pierre Boyer, président de la République de Haïti, pour l'émission d'un emprunt de £ 500 000 à six pourcents⁷⁸⁰.

⁷⁷³ James Sool, « A narrative of all the circumstances » (19 novembre 1823), CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁷⁷⁴ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:279.

⁷⁷⁵ George Frederick à Admiral Wright, 1 mars 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew; George Frederick à Edward Codd, 1 mars 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew.

⁷⁷⁶ « Marriages », *The Gentleman's Magazine and Historical Chronicle*, septembre 1821, 278.

⁷⁷⁷ « Herman Hendriks », Legacies of British Slave-ownership database, consulté le 22 février 2018, <http://www.depts-live.ucl.ac.uk/lbs/person/view/21098>.

⁷⁷⁸ Peta Gay Jensen, *The Last Colonials: The Story of Two European Families in Jamaica* (London, New York: The Radcliffe Press, 2005), 77-78.

⁷⁷⁹ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 8-9.

⁷⁸⁰ Thomas Madiou, *Histoire d'Haïti*, vol. 4 (Paris: Editions Henri Deschamps, 1826), 318-20.

Convaincu du bien-fondé de l'entreprise de MacGregor, Hendriks est alors engagé pour fournir les matériaux, biens et provisions destinés à être envoyés à bord de l'*Albion*. En guise de paiement, Richardson lui offre nonante *scrips* poyaisiens totalisant plus de £ 9 000 (valeur nominale)⁷⁸¹. Appuyant apparemment les perspectives relativement positives offertes par le futur envoi de l'*Albion*, l'accord passé avec Hendriks envisage également l'émission d'un nouvel emprunt. D'un montant de £ 300 000, celui-ci doit être divisé en trois mille obligations au porteur portant un intérêt de cinq pourcents annuel payable semestriellement pendant une période de trente années auprès de la maison Perring, Shaw and Barber & Co⁷⁸². Cette dernière, souhaitant probablement maintenir un pied dans un marché de la dette souveraine florissant et prometteur⁷⁸³, se garde bien de maintenir son implication dans le projet poyaisien. Alors qu'un retrait de la part de la banque émettrice aurait un impact négatif sur l'image déjà chancelante des titres poyaisiens, il affecterait également la réputation de la maison en charge d'émettre les titres⁷⁸⁴.

Les préparatifs pour l'émission d'un nouvel emprunt en cours, et l'*Albion* en route pour Poyais, la publication d'une nouvelle dépêche provenant d'Amérique centrale vient à nouveau chambouler l'entreprise poyaisienne. Dans les premiers jours du mois de septembre, certains journaux anglais publient en effet la proclamation donnée par George Frederic à l'officier responsable de la bonne installation des premiers convois de migrant-e-s poyaisien-ne-s, Hector Hall. Celle-ci annonce de fait publiquement l'annulation de la concession accordée quelques années auparavant à MacGregor⁷⁸⁵. Suivant cette annonce, MacGregor quitte Londres pour Paris⁷⁸⁶. Selon certains de ses agents, il s'y rendrait pour trouver des alliés de poids pouvant soutenir son projet⁷⁸⁷. Parti de Londres vers la fin de l'année 1823, MacGregor est alors accompagné de Thomas Irving (frère d'Edward⁷⁸⁸) et plus tard par Gustavus Hippiisley (un ancien mercenaire

⁷⁸¹ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 9-10.

⁷⁸² Hendriks, 10; Gregor MacGregor, « General Bond for the Poyaisian Loand of 1823 for £300,000 Sterling » (1823), J 284/1823 19, Archives départementales de la Dordogne, Périgueux.

⁷⁸³ Depuis l'émission des premiers titres du Poyais en 1822, le marché de la dette souveraine s'est agrandi avec les souscriptions de nouveaux emprunts latino-américains et de ceux de l'Espagne, de la Russie, et de Naples. Voir : Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 657.

⁷⁸⁴ Flandreau et Flores, « Bondholders versus Bond-Sellers? », 364-69.

⁷⁸⁵ « Proclamation of the King of the Mosquito Shore », *The Hull Packet*, 8 septembre 1823, sect. News.

⁷⁸⁶ Gustavus Butler Hippiisley, *Acts of Oppression, Committed Under the Administration of M. de Villèle, Prime Minister of Charles X in the Years 1825-6. In a Series of Letters* (London: Alfred Miller, 1831); Joseph Mérilhou, *Précis pour le Général Sir Grégor Mac-Grégor, Cacique de Poyais, dans l'Amérique centrale* (Paris: Porthmann, 1825).

⁷⁸⁷ Irving à Campbell, 8 décembre 1823.

⁷⁸⁸ Thomas Carlyle, « Thomas Carlyle to Alexander Carlyle » (Correspondence, 27 avril 1822), DOI: 10.1215/lt-18220427-TC-AC-01; CL 2:92-95, Carlyle Letters Online, <http://carlyleletters.dukejournals.org>; Thomas Carlyle, « Thomas Carlyle to James Carlyle, the Elder » (Correspondence, 25 juin 1824), DOI: 10.1215/lt-18240625-TC-JCE-01; CL 3:96-97, Carlyle Letters Online, <http://carlyleletters.dukejournals.org>.

britannique engagé sous les bannières bolivariennes⁷⁸⁹). Henri Dard⁷⁹⁰, un avocat fortement impliqué dans la défense des biens des émigrés français⁷⁹¹, se charge par ailleurs d'introduire MacGregor à Joseph Mérilhou⁷⁹². Avocat périgourdin et ancien carbonaro⁷⁹³, Mérilhou est un défenseur du régime de la Restauration tout en restant un vif critique de l'Ancien Régime. Il est d'ailleurs un admirateur de Honoré-Gabriel Riqueti, comte de Mirabeau, à tel point qu'il se chargera de publier sa biographie⁷⁹⁴. Mérilhou sera notamment nommé ministre de la justice au sein du cabinet de Jacques Laffitte pendant la monarchie de Juillet⁷⁹⁵. Lors de l'arrivée à Paris de MacGregor, il n'est encore qu'un conseiller juridique engagé auprès d'une société de colonisation privée. Dénommée *Compagnie de la Nouvelle-Neustrie*, celle-ci est dirigée par un certain Jean-François Lehuby. Suivant un premier échec d'établir, avec le concours financier de Jacques Laffitte, une colonie sur sol états-unien⁷⁹⁶, Lehuby se voit offrir par MacGregor la possibilité d'établir son projet colonial à Poyais, offrant au passage des concessions à Mérilhou et quelques nouveaux alliés français⁷⁹⁷. Arrêté avant même de pouvoir mettre son nouveau plan de colonisation en pratique pour soupçons d'escroquerie par une police française informée des événements poyaisiens rapportés d'Angleterre, MacGregor et sa suite sont finalement jugés innocents (à l'exception de Lehuby) lors d'un procès retentissant dans le courant de l'année 1826⁷⁹⁸.

⁷⁸⁹ Gustavus Butler Hippisley, *The siege of Barcelona, a poem in three cantos* (London, 1842).

⁷⁹⁰ Hippisley, *Acts of Oppression*, 38.

⁷⁹¹ Henri Jean Baptiste Dard, *Biens des émigrés* (Paris : Le Normant, 1814).

⁷⁹² Gregor MacGregor à Joseph Mérilhou, 24 janvier 1827, J 284/1827 200, Archives départementales de la Dordogne, Périgueux; Gregor MacGregor à Joseph Mérilhou, 26 janvier 1827, J 284/1827 201, Archives départementales de la Dordogne, Périgueux.

⁷⁹³ Henri Fazy, *James Fazy sa vie et son oeuvre* (Genève: H. Georg, 1887), 16.

⁷⁹⁴ Joseph Mérilhou, *Essai historique sur la vie et les ouvrages de Mirabeau* (Paris: Chez Brissot-Thivars, 1827).

⁷⁹⁵ Noël Becquart, « Joseph Mérilhou », in *Cent portraits périgourdins*, éd. par Les membres de la société historique et archéologique du Périgord (Périgueux: Pierre Fanlac, 1980), 132-33; Germain Sarrut et B. Saint-Edme, « Merilhou, Joseph », *Biographie des hommes du jour* (Paris: Henri Krabe, 1835); Adolphe Robert et Gaston Cougny, éd., « Merhilou, Joseph », *Dictionnaire des parlementaires français comprenant tous les membres des assemblées françaises et tous les ministres français depuis le 1er mai 1789 jusqu'au 1er mai 1889, avec leurs noms, état civil, états de services, actes politiques, votes parlementaires, etc* (Paris: Bourolton, 1891).

⁷⁹⁶ Jean-François Lehuby à Joseph Mérilhou, « Lettre numéro 20: Le Chef de Colonie et Mandataire général à Mr. Mérilhou Conseil de l'Adm. coloniale à Paris », 9 septembre 1822, J 284/1822 3, Archives départementales de la Dordogne, Périgueux; Fondateurs principaux soussignés, *Colonie de la Nouvelle-Neustrie - Acte fondamental* (Paris: Chaignieau, 1823).

⁷⁹⁷ Gregor MacGregor et Louis Dominique Février, « Dépôt et reconnaissance d'écritures d'un acte de concession S.S.P. fait par S.A.S. le Prince Grégor à la Compagnie Coloniale française de la Nouvelle Neustrie » (acte notarié & annexes, 9 août 1825), MC/ET/LX/673, Archives Nationales, Paris; Jean-François Lehuby et Louis Dominique Février, « Dépôt et reconnaissance d'écritures d'un acte de concession fait à Mr Odolant Desnos par la Compagnie coloniale de la Nouvelle Neustrie » (acte notarié, 12 août 1825), MC/ET/LX/673, Archives Nationales, Paris.

⁷⁹⁸ Jean-François Lehuby, *Procès contre la Compagnie de la Nouvelle-Neustrie* (Paris: impr. A. Boucher, 1826); Joseph Mérilhou, « Notes sur le procès Lehuby » (31 mai 1826), J 284/1826 159, Archives départementales de la Dordogne, Périgueux.

Le séjour parisien de MacGregor a en effet pour but d'instituer de nouvelles alliances susceptibles de soutenir le développement d'une colonie en Moskitie. Se présentant tel un fervent soutien des pouvoirs issus de la Restauration, MacGregor rédige ainsi, le 25 novembre 1823, deux courriers adressés au ministre français des affaires étrangères François René de Chateaubriand et au secrétaire d'État espagnol Víctor Damián Sáez⁷⁹⁹. MacGregor leur demande notamment de bien vouloir reconnaître formellement la principauté de Poyais. En échange, il s'engage à leur fournir des indications quant à la meilleure possibilité de regagner une influence sur le territoire sud-américain. De la sorte, Poyais constituerait une zone de repli militaire idéale pour lancer, sous autorité espagnole, diverses offensives contre la nouvelle Fédération de l'Amérique centrale. De manière similaire au projet d'État envisagé des suites de la capture de Amelia, MacGregor entrevoit ainsi la possibilité de constituer un État temporairement indépendant comme stratégiquement essentiel à l'allocation de lettres de marque⁸⁰⁰. Comme l'explique Matthew Brown, le soudain revirement d'identité affichée par MacGregor, passant d'un mercenaire acquis à la cause bolivarienne à celle d'un absolutiste pro-espagnol, peut être compris comme l'expression d'un désillusionnement envers les mouvements républicains⁸⁰¹. Il est certain que son renvoi des armées révolutionnaires ordonné par Bolivar, furieux de constater les pertes de Rio de la Hacha et Porto Bello⁸⁰², pousse MacGregor à reconsidérer sa position à l'égard des mouvements républicains d'Amérique du Sud. Toutefois, le revirement de MacGregor ne peut s'expliquer entièrement par le développement d'affinités avec des institutions plus à même de reconnaître ses intérêts propres. Expulsé du territoire français après son retentissant procès parisien, MacGregor semble en effet vouloir se racheter auprès de Bolivar. Dans une lettre qu'il lui adresse le 24 décembre 1826, MacGregor implore ainsi Bolivar de bien vouloir lever « *this odious decree [and] that you would honor my pleasure for the cause of humanity, taking under your immediate protection the said territory of Poyais*⁸⁰³ ».

Le brusque rangement pro-absolutiste européen de MacGregor constitue plutôt une stratégie lui permettant de potentiellement surmonter un obstacle majeur rencontré à Londres. La publication quelques mois auparavant dans le *Quarterly Review* d'une critique acerbe à l'encontre du projet poyaisien⁸⁰⁴, accusant MacGregor de vouloir constituer son territoire en concurrent de l'effort indépendantiste bolivarien, semble en effet être à l'origine de certaines de ses difficultés à lever les fonds nécessaires à la bonne constitution de Poyais (p. ex. départ de John Lowe). L'affublement d'une étiquette anti-colombienne peut alors constituer un sérieux handicap pour une quelconque recherche de nouveaux

⁷⁹⁹ Gregor MacGregor à Vicomte de Chateaubriand, 25 novembre 1823, P16108/227-230, Archives diplomatiques, la Courneuve; Gregor MacGregor à Don Victor Damian Saez, 25 novembre 1823, ESTADO, 50, N.52(13), Archivo General de Indias, Sevilla.

⁸⁰⁰ Voir chapitre 3.2.

⁸⁰¹ Brown, « Gregor MacGregor », 46-47, 56-57.

⁸⁰² Voir chapitre 3.4.

⁸⁰³ Bennett, *General MacGregor: Hero or Rogue?*, 222.

⁸⁰⁴ Voir chapitre 4.3.

capitaux londoniens. En plus d'une intensification grandissante des échanges de titres latino-américains opérés au sein du *Foreign Stock Market*⁸⁰⁵, nombre de marchands-banquiers de la City expriment en effet ouvertement leur soutien aux projets républicains. Une grande réception est par exemple organisée dans le courant du mois de novembre 1822 dans une grande taverne de Londres en l'honneur d'Antonio Francisco Zea, représentant diplomatique colombien⁸⁰⁶.

Le scandale lié à la répudiation par la Colombie de Zea, autorisant l'émission du premier emprunt sans le consentement exprès de son gouvernement, ne freine d'ailleurs pas les ardeurs pro-bolivariennes de la City. Une pétition signée de nombreux marchands-banquiers, demandant au gouvernement de Sa Majesté de formellement reconnaître les nouvelles indépendances d'Amérique du Sud telles que la Colombie, parvient à la Chambre des communes britannique en juin 1824⁸⁰⁷. Décrit, malgré lui, comme un potentiel opposant aux intérêts républicains, un alignement sur les positions politiques de régimes tels que la France ou l'Espagne – envisageant une possible intervention commune en Amérique du Sud et centrale⁸⁰⁸ – permettrait alors d'approcher des financiers parisiens proches des intérêts absolutistes. À Paris, MacGregor entre ainsi rapidement en contact avec Gabriel-Julien Ouvrard⁸⁰⁹, financier de Ferdinand VII et munitionnaire de l'armée française lors de la campagne d'Espagne de 1823⁸¹⁰. Le départ de MacGregor de Londres semble ainsi constituer une désaffiliation du projet poyaisien repris par Richardson. De fait, il annonce officiellement vouloir se rendre dans le nord de l'Italie pour y soigner la santé fébrile de son épouse, durement affectée par les hivers anglais⁸¹¹. Or, il n'en est rien. Arrivé à Paris, MacGregor s'installe sur les Champs Élysées, dans une certaine « Maison Villette⁸¹² ».

L'abandon par MacGregor de son propre projet ne constitue toutefois pas un problème majeur aux yeux de Richardson et de ses associés. De fait, il s'obstine à vouloir émettre les nouveaux certificats obligataires en son absence, comme convenu avec Hendriks. Pour ce faire, Richardson se charge de faire imprimer de beaux titres, richement ornés⁸¹³. Datés du 6 octobre 1823, ils portent chacun une signature manuscrite d'un témoin (un certain J. Schmied), d'un notaire (H. Durien), et de Richardson. Ce dernier est présenté comme ayant pleine autorité, reçue de MacGregor lui-même, pour émettre ces certificats. Imprimés

⁸⁰⁵ Dawson, *The first Latin American debt crisis*.

⁸⁰⁶ « Public dinner to Don Francisco Antonio Zea », *The Times*, 11 juillet 1822.

⁸⁰⁷ « Recognition of the Independence of South America-London Petition for », 15 juin 1824, HC Deb 15 June 1824 Vol 11 cc1344-406, Hansard 1803-2005, <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1824/jun/15/recognition-of-the-independence-of-south>.

⁸⁰⁸ William Spence Robertson, *France and Latin-American Independence*, The Albert Shaw Lectures on Diplomatic History (Baltimore: The Johns Hopkins Press, 1939), 253-95.

⁸⁰⁹ Gabriel-Julien Ouvrard, *Mémoires de G.-J. Ouvrard: sur sa vie et ses diverses opérations financières* ... (Paris: Moutardier, 1827), 188-91.

⁸¹⁰ Gille, *Histoire de la Maison Rothschild*, 1:111.

⁸¹¹ Hippisley, *Acts of Oppression*, 75.

⁸¹² Hippisley, 6.

⁸¹³ « Poyais Share Certificate A501 ».

par James Whiting, imprimeur renommé de billets de loterie anglais⁸¹⁴, ces nouveaux et véritables certificats obligataires sont magnifiquement décorés. Ils sont surtout dotés de multiples motifs complexes, censés empêcher toute contrefaçon et, à l'image de ceux d'autres États latino-américains tels que la Colombie pour son emprunt de 1824⁸¹⁵, donner une forte apparence de légitimité officielle, voire souveraine. Ces certificats portent, dans leurs marges, soixante coupons donnant droit, si détachés, au versement d'un dividende semi-annuel à collecter auprès de la maison de banque Perring, Shaw and Barber & Co. En pleine page de ce document se trouve une déclaration, signée « Gregor MacGregor, P. » – le P. signifiant *Prince*. Celle-ci définit l'emprunt comme garanti par « *all the Revenues of the said STATE OF POYAIS* » ainsi que par une taxe de deux pourcents et demi sur toutes les marchandises importées sur le territoire. Les fonds amassés serviront non seulement au développement général du territoire poyaisien, mais également à la constitution initiale d'un fonds d'amortissement, alimenté par les futurs revenus poyaisiens permettant à terme le remboursement progressif de cette dette. Cette déclaration d'un McGregor semblant alors être en déplacement en direction de la France, est datée du 15 septembre 1823 et passée devant un témoin (George Clarke) et un notaire de Boulogne-sur-Mer, un certain Achille Dutertre⁸¹⁶.

Contrairement à l'accord passé initialement et au brouillon du certificat obligataire que porte avec lui MacGregor dans son voyage outre-Manche⁸¹⁷ – retrouvé dans les archives de Joseph Mérilhou – la valeur souscrite de l'emprunt affichée sur ces certificats est de £ 200 000. Toutefois, comme le démontre Richard Gregg, s'étant attelé à la lourde tâche de reconstruire les logiques d'attribution des numéros de série de ces titres, trois mille certificats obligataires de £ 100 chacun auraient en fait été imprimés⁸¹⁸. Leur valeur nominale cumulée représente ainsi, comme convenu entre Richardson et Hendriks, un montant de £ 300 000. La raison exacte de cette erreur ou tromperie, décidée en l'absence de MacGregor, semble relativement floue. Il se peut que, dans une volonté de tromper des acheteurs potentiels, la sous-estimation délibérée du nombre d'obligations en circulation permette d'en faire, du moins lors de l'émission, potentiellement augmenter les prix.

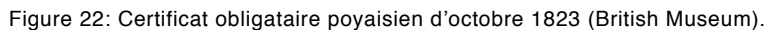
⁸¹⁴ Costeloe, *Bonds and bondholders*, 6.

⁸¹⁵ Costeloe, *Bonds and bondholders*; « Colombian Loan Share certificate A 7826 », 31 mai 1824, CLC/B/060/MS34613, Guildhall Library, London.

⁸¹⁶ Malheureusement, les minutes notariales d'Achille Dutertre semblent exemptes de ce document. Voir : François-Nicolas-Achille Dutertre, « Minutes notariales » (1823), 4 E 50/81, Archives départementales du Nord-Pas-de-Calais, Dainville.

⁸¹⁷ MacGregor, « General Bond for the Poyaisian Loan of 1823 for £300,000 Sterling ».

⁸¹⁸ Gregg, *Gregor MacGregor*, 15-17.



Ainsi, Hendriks se retrouve avec trois mille certificats obligataires en main. Leur prix d'émission est fixé à £ 10. Ce montant peut toutefois être réglé en deux tranches de £ 5 chacune⁸¹⁹. Hendriks s'engage ainsi de fait à fournir un montant de £ 30 000 à Richardson⁸²⁰. Bien entendu, s'il parvient à vendre les titres en sa possession au-dessus du prix d'émission, la différence peut constituer un profit personnel relativement intéressant. Ainsi, échangés au sein du *Foreign Stock Market* tout au long du mois d'octobre 1823, Hendriks parvient à maintenir le prix des titres poyaisiens au-dessus de la barre des £ 10. Toujours cotés dans le *Course of the Exchange* de Wetenhall, les prix des obligations poyaisiennes se situent de fait entre £ 10 et £ 17⁸²¹.

5.3 Hendricks : la mort de Poyais

Bien que Hendriks, à coups d'annonces publicitaires⁸²², vante les conditions avantageuses de son nouvel emprunt, le bruyant retour de certain-e-s rescapé-e-s du *Honduras Packet* et du *Kennersley Castle* constitue une nouvelle attaque publique à l'encontre de l'entreprise coloniale. À la suite de leur évacuation de Black River, les migrant-e-s embarqué-e-s à bord de la goélette de Bennett sont accueilli-e-s à Belize. Soigné-e-s et revigoré-e-s, nombre de passag-er-ère-s du *Honduras Packet* et du *Kennersley Castle* se voient alors offrir une traversée gratuite pour retourner en Angleterre à bord d'un navire affrété par la magistrature bélizienne. James Hastie et sa famille font partie de ce convoi de rescapé-e-s. À leur arrivée le 13 octobre 1823 à Londres, ils sont immédiatement amenés devant le *Lord Mayor* de la City de Londres par un certain Mr. Prince. Un membre de la *Court of Common Council* (collège communal exécutif de la corporation de la City), Prince argumente vouloir rendre justice et apporter une aide financière à ces émigrant-e-s poyaisien-ne-s, et plus particulièrement à certains de leurs désormais orphelins. Il implore ainsi le *Lord Mayor* de bien vouloir apporter une quelconque aide à celles et ceux qu'il présente comme les victimes d'une escroquerie dantesque. Pour ce faire, Hastie et d'autres migrants sont interrogés sur les événements ayant mené à leur évacuation de la Moskitie⁸²³.

Selon la retranscription de cet interrogatoire, chacun des témoins assure avoir été recruté par MacGregor sur la base de mensonges grossiers. Hastie explique notamment s'être rendu compte, après avoir interagi avec des indigènes furieux de sa présence sur le territoire, de l'inexistence effective d'un quelconque État souverain poyaisien. À la place d'une terre développée ornée d'un théâtre, telle que promise par les vives descriptions données par les agents des légations poyaisiennes, Hastie n'aurait trouvé qu'une plage abandonnée. Le *Lord Mayor*, approuvant le paiement d'une aide pour permettre aux ex-Poyaisien-ne-s d'origine écossaise de retourner à Édimbourg, sort de cet interrogatoire persuadé

⁸¹⁹ « New Poyais Loan », *Saunders's News-Letter*, 24 octobre 1823.

⁸²⁰ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 25. Pour rappel, 300 000 titres émis au prix de £ 10.

⁸²¹ Wetenhall, *Course of the exchange*, 1823.

⁸²² « New Poyais Loan ».

⁸²³ « Mansion-House - Poyais Settlers - more cases », *The Times*, 21 octobre 1823.

ne jamais avoir entendu pareil « *humbug*⁸²⁴ ». Prince offre même de mettre sur pied une souscription populaire de solidarité, visant à venir en aide aux pauvres orphelins de Poyais. De la sorte, il annonce avoir déjà versé un certain montant, conjointement avec son frère et Messieurs Fry et Chapman, sur un compte ouvert auprès de la maison de banque de ces deux derniers (*Fry and Chapman*)⁸²⁵ – la même société chargée de verser les intérêts de l'emprunt du Pérou de 1822⁸²⁶. L'épouse du marchand-banquier Joseph Fry se porte même volontaire pour venir en aide aux jeunes filles rescapées de l'aventure poyaisienne⁸²⁷. Même manquant, MacGregor est ainsi systématiquement dépeint comme la cause de l'ensemble des malheurs de ces rescapé-e-s. La simple mention de son nom provoque la réprobation généralisée de l'assistance hurlant « *Yaw! Yaw!*⁸²⁸ ».

À la lecture de son témoignage, publié le lendemain dans le *Times*, Hastie s'étonne toutefois de ne reconnaître aucun des mots prononcés devant le *Lord Mayor*. En effet, il affirme que la retranscription de ses dires et ceux de ses camarades ne reflète absolument pas les explications données la veille⁸²⁹. De plus, il indique que son passage devant le *Lord Mayor*, envers qui il est néanmoins des plus reconnaissants pour lui avoir accordé une aide financière, a surtout été orchestré par un Prince souhaitant apparemment décrédibiliser davantage le projet de MacGregor puisqu'entretenant semble-t-il des liens commerciaux avec Marshall Bennett⁸³⁰. Par le biais d'une déclaration datée du 22 octobre 1823 et signée de sa main et de cinq autres comparses – appuyée quelques mois plus tard par la publication de son voyage à Poyais – Hastie dénonce donc le fait que la publication de l'interrogatoire devant le *Lord Mayor* donne une image faussée de MacGregor. Plutôt que de n'incarner le vil menteur et escroc décrit la veille dans les colonnes du *Times*, ce dernier est dépeint comme un honnête homme. En plus de leur avoir offert la traversée en direction de Poyais, MacGregor ne leur aurait jamais vendu Poyais comme étant un État riche et bien gouverné. Plutôt, la forte déception exprimée par nombre de colons à leur arrivée en Moskitie aurait été alimentée par les divagations de quelques passagers du *Kennersley Castle* se réjouissant de quitter la Grande-Bretagne. Selon les auteurs de la déclaration, l'échec de l'entreprise poyaisienne serait plutôt à chercher du côté d'un mauvais recrutement de migrant-e-s, dont une surreprésentation – effective – de militaires et autres postes de commandement⁸³¹.

Trois jours suivant la publication de ces rectifications, une déclaration anonyme accuse Richardson d'avoir notamment forcé Hastie et ses compagnons à rédiger le texte blanchissant MacGregor et ses agents⁸³². Hors de lui, l'agent de Poyais

⁸²⁴ « Mansion-House - Poyais Settlers - more cases ».

⁸²⁵ « Mansion-House », *Morning Chronicle*, 21 octobre 1823, sect. Police.

⁸²⁶ Flandreau et Flores, « Bonds and Brands », 665.

⁸²⁷ « Mansion-House », 21 octobre 1823.

⁸²⁸ « Mansion-House ».

⁸²⁹ Hastie, *Narrative of a voyage*, 19-20.

⁸³⁰ Hastie, 19.

⁸³¹ Hastie, 21-22.

⁸³² « Poyais Emigrants », *The Times*, 25 octobre 1823.

envoie alors un message directement à Prince, porté par un ancien militaire – apparemment physiquement intimidant. L'accusant d'être à l'origine des accusations portées à son encontre, Richardson va même jusqu'à provoquer Prince en duel. L'affaire étant portée devant le *Lord Mayor*, ce dernier arrête alors Richardson pour trouble à l'ordre public, ne pouvant être relâché que contre le versement d'une caution. Provoquer Prince en duel, tout en sachant certainement que le dénouement du combat se déroulera en geôle plutôt qu'en combat régulier, constitue pour Richardson une tactique lui permettant de laver une réputation souillée par les accusations publiées la veille⁸³³. En effet, son arrestation est de courte durée. James William Sowerby, le marchand londonien de machines à vapeur, détenteur de *scrips* poyaisiens achetés à Richardson, et un certain Herman Hendriks se portent garants pour verser le montant nécessaire à sa libération⁸³⁴.

Les publications successives de ces nouvelles semblent fragiliser encore plus l'architecture financière d'un projet poyaisien déjà mis à mal par les premiers abandons de James Ogilvie et John Lowe. Ces publicités diverses décrivent en effet Poyais comme un projet souverain douteux mené par un aventurier incompetent cherchant à développer un territoire dont il ne peut prouver en être le légitime propriétaire⁸³⁵. Le *Times* publiera d'ailleurs une lettre rédigée de la main des magistrats béliziens Bennett et Westby. Attachant à leur version de leur intervention « humanitaire » à Poyais une déclaration de George Frederic annulant la concession allouée à MacGregor, les magistrats concluent que :

[...]there is no Poyais sea or city of Poyais in existence, nor any appearance in that part of the country to warrant such an assertion; and indeed, to sum up the whole, we cannot better exemplify it than by declaring that the whole scheme of the establishment has been built "upon the baseless fabric of a vision"⁸³⁶.

Malgré ces diverses attaques, remettant en question ouvertement la légitimité non seulement de l'existence souveraine de Poyais, mais aussi de la validité du projet colonial sous-jacent, les titres du Poyais continuent à s'échanger au sein du *Foreign Stock Market*. Au lendemain de la publication du courrier de la magistrature bélizienne déclarant que Poyais n'existe pas, les titres du Poyais s'échangent encore à des prix se situant aux alentours de £ 10 et £ 15. Suivant les procès intentés contre MacGregor pour mise en danger des rescapé-e-s du

⁸³³ Vincent Bignon et Marc Flandreau, « The Economics of Badmouthing: Libel Law and the Underworld of the Financial Press in France Before World War I », *The Journal of Economic History* 71, n° 03 (septembre 2011): 622; Anthony Simpson, « Dandelions on the Field of Honour: Duelling, the Middle Classes, and the Law in Nineteenth-Century England », *Criminal Justice History* 9 (1988).

⁸³⁴ « Mansion-House », *The Times*, 29 octobre 1823.

⁸³⁵ Sur la question de l'impact réputationnel de la presse sur des marchés financiers, voir : Bignon et Flandreau, « The Economics of Badmouthing »; Vincent Bignon et Marc Flandreau, « The Price of Media Capture and the Debasement of the French Newspaper Industry During the Interwar », *The Journal of Economic History* 74, n° 03 (septembre 2014): 799–830.

⁸³⁶ Marshal Bennett, Geo. Westby, et Edward Codd, « Poyais Settlement », *The Times*, 1 septembre 1823.

Kennersley Castle, les titres du Poyais s'échangent toujours à des prix relativement similaires.

La persistance des échanges de titres poyaisiens au sein du *Foreign Stock Market* peut s'expliquer par un effort spéculatif. Certains investisseurs espèrent certainement voir remonter la valeur de leurs titres suivant l'arrivée d'une nouvelle transatlantique tant espérée, annonçant une amélioration de la situation du Poyais. La stabilité, voire le simple maintien des transactions poyaisiennes enregistrées par la cote officielle de la Bourse semble également s'expliquer par un besoin de maintenir ces transactions dans le cadre juridique indépendant défini par le marché officiel. En plus d'assurer un écoulement facilité de titres – et donc un débouché facilité sur les mannes de capitaux de la City – échanger des obligations au sein du *Foreign Stock Market* permet en effet de définir, *ex ante*, le régime juridique à appliquer en cas de dispute potentielle entre investisseurs. Comme le démontre Marc Flandreau⁸³⁷, le *London Stock Exchange* et, par extension, le *Foreign Stock Market* constituent des institutions autonomes et des corps juridiques ayant pleine autorité sur les transactions de tous les titres reconnus et échangés en leur sein. En un sens, ces marchés secondaires sont dotés d'une forme d'extraterritorialité au sein d'un système légal britannique répudiant certains types d'échanges (p. ex. la loi Barnard de 1734 interdisant les marchés à prime)⁸³⁸. De la sorte, les comités exécutifs du *London Stock Exchange* et du *Foreign Stock Market* se chargent de régler, souvent par voie d'arbitrage, tout différend opposant des créiteurs au sujet de transactions boursières contestées. Les décisions arbitrales des comités exécutifs de ces marchés secondaires peuvent parfois sembler dures. Par exemple, en novembre 1823, Jasper Vander Sluys, un marchand-banquier de la City, saisit le comité du *Foreign Stock Market* au sujet d'une dette lui étant due par un certain Mr Teschmacher. Après avoir entendu les deux parties, le comité statue en faveur de ce dernier, et ordonne à Vander Sluys de payer à Teschmacher un montant supérieur à la demande initiale⁸³⁹.

Toutefois, régler des différends au sein de ces marchés secondaires comporte certains avantages. Premièrement, un arbitrage devant chacun de ces comités constitue une procédure de règlement de différend portant sur des transactions financières bien plus efficiente que celles généralement proposées par le système judiciaire britannique. Alors qu'il suffit de deux jours au comité du *Foreign Stock Market* pour statuer sur le cas de Vander Sluys, un arbitrage devant la *Court of Chancery* – alors une institution judiciaire en charge d'arbitrages pécuniaires largement critiquée – peut prendre jusqu'à plusieurs mois⁸⁴⁰. En second lieu, il semble que la publication de cas traités par ces comités

⁸³⁷ Flandreau, « Sovereign States, Bondholders Committees, and the London Stock Exchange ».

⁸³⁸ Stuart Banner, *Speculation: a history of the elusive line between gambling and investment* (Oxford ; New York: Oxford University Press, 2017), 61-62; Neal, « The London Stock Exchange in the first age of globalization, 1801-1914 », 8.

⁸³⁹ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 91-92.

⁸⁴⁰ Patrick Polden, « The Court of Chancery, 1820–1875 », in *The Oxford History of the Laws of England*, par William Cornish et al., vol. 6 (Oxford: Oxford University Press, 2010), 646-92. Par

est relativement faible. Alors que les journaux sont généralement friands d'affaires financières réglées dans les cours britanniques – surtout si celles-ci se constituent de dimensions conflictuelles ou frauduleuses⁸⁴¹ – les arbitrages traités au sein de ces marchés secondaires se confinent essentiellement aux procès-verbaux (souvent délibératifs) de ces comités. Bien que le *Times* constitue parfois le véhicule principal pour la diffusion à un public plus large d'informations soigneusement sélectionnées, la publication d'affaires traitées par ces comités résulte généralement de concertations internes⁸⁴². Des informations relatant des disputes entre membres de ces marchés peuvent parfois être portées à la connaissance du public par le biais de pamphlets⁸⁴³ ou de lettres (parfois très poétiques) envoyées aux éditeurs de certains journaux⁸⁴⁴. Toutefois, la publication de telles informations découle souvent de décisions prises par des protagonistes impliqués dans ces conflits. D'une manière générale, ces marchés secondaires constituent un environnement judiciaire réservé essentiellement à leurs membres respectifs, la presse n'y ayant accès que par procuration.

En d'autres termes, saisir le comité d'une de ces bourses pour un arbitrage permet de s'assurer qu'une dispute est réglée au sein d'un environnement juridique indépendant, fermé et composé de pairs connus et reconnus⁸⁴⁵. Certains détenteurs d'obligations du Poyais semblent avoir bien compris cela. Dans un cas, le comité du *Foreign Stock Market* est convoqué pour régler une dispute portant sur des titres poyaisiens. Dans le courant du mois d'août 1825, un différend est en effet réglé entre deux membres du *Foreign Stock Market* : Herman Hendriks et un certain Edward Josephs. La querelle émerge de faits liés à des calculs douteux portant sur une conversion des *scrips* poyaisiens de 1822 et ceux de 1823⁸⁴⁶.

L'existence d'un tel système de règlement interne des différends semble toutefois ne pas convenir à certains emprunteurs. De fait, cette juridiction propre au marché des capitaux peut s'imposer, voire entrer en concurrence avec leur propre régime légal. Ceci est d'autant plus le cas si la souscription d'une dette est imposée à un débiteur, comme le relève le cas de l'emprunt colombien de 1822. Pour rappel, Antonio Francisco Zea, alors représentant plénipotentiaire

ailleurs, dans un roman publié quelques années plus tard, Charles Dickens offre une critique acerbe du régime d'arbitrage pratiqué au sein de la *Court of Chancery*. Voir : Charles Dickens, *Bleak House* (London: Chapman & Hall, 1853).

⁸⁴¹ Taylor, *Boardroom Scandal*, 30-31.

⁸⁴² Flandreau, « Sovereign States, Bondholders Committees, and the London Stock Exchange », 675.

⁸⁴³ Voir par exemple : *An address to the Spanish bondholders* (London: Morgan Printer, 1820); A Member of the Honourable Society of Lincoln's Inn, *The Contractor Unmasked* (London: Hurst, Robinson & Co, 1823).

⁸⁴⁴ Voir par exemple : « More loans!!! », *Dublin Weekly Register*, 2 novembre 1822; « To our country cousins », *Morning advertised*, 3 janvier 1823; Mary Anne Lloyd, « To the Gentlemen of the Stock Exchange: Lines on the Poyais Bonds » (Song, 12 août 1823), General Reference Collection 1872.a.1.(172), British Library, London.

⁸⁴⁵ Edward Stringham, « The Emergence of the London Stock Exchange as a Self-Policing Club », *Journal of Private Enterprise* 17, n° 2 (2002): 1-19.

⁸⁴⁶ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 279-82.

colombien envoyé à Londres par le gouvernement bolivarien pour explorer de potentielles opportunités de financement, signe l'émission d'un emprunt de £ 2 millions, souscrit par la maison *Herring, Graham and Powles*. Or, comme mentionné plus haut, cette opération est réalisée sans autorisation expresse du Congrès colombien⁸⁴⁷. Apprenant l'existence de cet emprunt activement échangé à Londres, le Congrès colombien condamne, le 9 juin 1823, l'initiative financière prise par un Zea récemment décédé. Toutefois, le législateur, envisageant apparemment l'erreur comme pouvant, à terme, constituer une manne de fonds non négligeable, reconnaît et s'engage à honorer la dette contractée. Cependant, la Colombie annonce, dans un courrier envoyé au comité du *Foreign Stock Market* par le biais d'un certain Mr Jones (agent de la firme *Herring, Graham and Powles*), vouloir nommer elle-même les juges chargés d'arbitrer les futurs différends potentiels de ses créiteurs⁸⁴⁸. De fait, la république bolivarienne refuse de reconnaître le comité du *Foreign Stock Market* comme cour d'arbitrage par défaut. À la suite de la prise de position colombienne, un certain malaise semble planer au sein de la City. Un certain John William Richardson, détenteur de titres colombiens⁸⁴⁹ – à ne pas confondre avec William John Richardson engagé par MacGregor ! – fait d'ailleurs parvenir un courrier au comité. Sur la base d'informations soi-disant obtenues directement de Colombie, il y insinue que Jones a simplement mal traduit la dépêche provenant du gouvernement colombien⁸⁵⁰.

En réaction, Joseph Cohen propose, lors d'une séance exécutive du mois de novembre 1823, d'amender le règlement interne du *Foreign Stock Market*. Membre du comité du *Foreign Stock Market*, Cohen est par ailleurs un partenaire commercial de Nathan Rothschild et beau-frère de ce dernier⁸⁵¹. Sa proposition vise à n'autoriser l'introduction sur la place de nouveaux titres étrangers qu'à la condition que ceux-ci soient approuvés expressément par le comité⁸⁵². Saisie par un sous-comité nommé pour l'occasion, la question de Cohen aboutit à une résolution adoptée – apparemment suivant d'importantes discussions (non retranscrites) – le 19 novembre 1823. Celle-ci stipule que « *the Person authorised by the Committee to publish the Prices of Foreign Stocks, shall in future only Publish such as may be laid before the Committee for their Sanction* »⁸⁵³. Le lendemain, le comité précise sa décision en stipulant reconnaître tout titre issu d'un emprunt souverain échangé en son sein comme *bona fide*, à condition que celui-ci soit bien et effectivement contracté par un potentat diplomatique ou toute personne pouvant justifier de l'exercice d'un pouvoir souverain effectif⁸⁵⁴. En d'autres termes, le comité s'arroge le droit de

⁸⁴⁷ Dawson, *The first Latin American debt crisis*, 22-28.

⁸⁴⁸ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 76-78.

⁸⁴⁹ « Colombian Bonds », *Morning Chronicle*, 17 septembre 1823.

⁸⁵⁰ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 94-95.

⁸⁵¹ Herbert H. Kaplan, *Nathan Mayer Rothschild and the Creation of a Dynasty: The Critical Years 1806-1816* (Stanford: Stanford University Press, 2006), 8, 10, 25-26, 30.

⁸⁵² Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 96.

⁸⁵³ Committee of the Foreign Stock Market, 98-99.

⁸⁵⁴ Committee of the Foreign Stock Market, 99.

reconnaître publiquement l'existence de nouvelles souverainetés en définissant lui-même qui sont les représentants de gouvernements dignes d'intérêt. Cohen souhaite néanmoins aller plus loin. En plus d'imposer l'introduction de nouveaux titres étrangers au sein de la place au regard d'un comité du *Foreign Stock Market*, il veut retirer à Wetenhall son monopole officiel *de facto* de publicisation des cotes boursières des fonds étrangers. Considérant que ces dernières ne sont pas publiées de manière « correcte »⁸⁵⁵, Cohen fait toutefois face à un comité du *Foreign Stock Market* en apparence plus conciliant envers l'accusé. Souhaitant officialiser le rôle de publicisation occupé jusque-là par le *Course of the Exchange*, le comité impose simplement à Wetenhall – tout penaud lors de sa convocation – de ne publier que les prix de titres préalablement approuvés⁸⁵⁶.

Le comité du *Foreign Stock Market* s'impose ainsi comme seul organe de reconnaissance officielle de nouveaux États. Parvenir à introduire des titres au sein de la salle d'échanges tout en convainquant Wetenhall de lister leur prix ne suffit plus à acquérir une certaine légitimité en tant qu'État souverain. Le comité du *Foreign Stock Market* passe ainsi au crible chaque nouvel emprunt souverain demandant à pouvoir être échangé entre ses murs. Outre les cas de l'Autriche⁸⁵⁷ (décembre 1823), du Mexique⁸⁵⁸ (janvier 1824) ou du Guatemala⁸⁵⁹ (avril 1824), celui de l'emprunt souscrit par la Grèce en 1824 est particulièrement révélateur. Le 21 janvier 1824, le comité du *Foreign Stock Market* reçoit un courrier de John Bowring, représentant les intérêts du comité londonien de soutien à l'indépendance grecque mis sur pied dans le courant de l'année 1822. Comprenant de prestigieux membres tels que Jeremy Bentham, Joseph Hume ou Lord Byron, ce comité philhellène œuvre principalement, à la demande de Jean Orlandos et Andreas Louriottes, marchands et députés de l'assemblée nationale d'Épidaure, à la levée des fonds destinés à l'assistance matérielle du mouvement d'indépendance grecque⁸⁶⁰. Or, dans sa missive, Bowring dénonce l'existence d'un autre projet d'emprunt grec, mené par un certain général Comte de Wintz. Celui-ci y est décrit comme n'ayant aucune autorité légitime allouée par le gouvernement indépendant grec (dont la légitimité est alors ouvertement disputée notamment par Metternich⁸⁶¹). Bowring demande alors au comité du *Foreign Stock Market* de ne considérer comme emprunt grec véritable que le sien, celui-ci ayant été autorisé par deux représentants légitimes investis par leur Parlement. Selon l'auteur, Orlando et Louriottes seraient d'ailleurs déjà en

⁸⁵⁵ Wetenhall semble notamment accusé de forte partialité – possiblement motivée monétairement – dans ses décisions de coter certains titres dans le *Course of the Exchange*. Voir : Committee of the Foreign Stock Market, 99.

⁸⁵⁶ Committee of the Foreign Stock Market, 100.

⁸⁵⁷ Committee of the Foreign Stock Market, 105.

⁸⁵⁸ Committee of the Foreign Stock Market, 108.

⁸⁵⁹ Committee of the Foreign Stock Market, 133-35.

⁸⁶⁰ G. F. Bartle, « Bowring and the greek loans of 1824 and 1825 », *Balkan Studies* 3, n° 1 (1 janvier 1962): 61-74; William Saint Clair, *That Greece might still be free: The Philhellenes in the war of independance* (Cambridge: Open Books Publishers, 2008); Allan Cunningham, « The Philhellenes, Canning and Greek Independence », *Middle Eastern Studies* 14, n° 2 (1978): 151-81.

⁸⁶¹ Saint Clair, *That Greece might still be free*, 85.

chemin pour Londres pour officialiser la mission financière allouée au comité philhellène⁸⁶².

Le lendemain, de Wintz défend le bien-fondé de son entreprise financière auprès du comité du *Foreign Stock Market*⁸⁶³. De Wintz est un officier monténégrin, apparemment nommé au rang de général par Louis XVI, et chevalier de l'ordre de Stanislas par le roi de Pologne. Il propose de lever des fonds pour aider la Grèce à repousser les forces ottomanes en capturant Chypre au profit des chevaliers de Malte⁸⁶⁴. De fait, de Wintz demande alors à être formellement reconnu comme représentant diplomatique grec sur la base de l'autorité allouée par ses contractants – non mentionnés – et d'une reconnaissance de ses titres de noblesse issus des ordres aristocratiques de l'Ancien Régime, généralement reconnus par les États de la Sainte Alliance. En d'autres termes, il demande à être considéré sur un pied d'égalité avec Bowring⁸⁶⁵.

Muet pendant quelque temps, le comité du *Foreign Stock Market* ordonne soudainement à Wetenhall, le 23 février 1824, de coter les prix de l'emprunt grec de Bowring⁸⁶⁶. De la sorte, le comité de la Bourse semble prendre une position claire en faveur du mouvement indépendantiste grec soutenu par le comité philhellène de Londres. Cette décision semble coïncider avec la publication, quelques jours auparavant par le contractant de Bowring, Daniel Mocatta, d'un prospectus présentant un emprunt de £ 800 000 « *to assist in bringing the pending contest to a just and happy conclusion* » en attendant « *its speedy recognition by the different Powers of Europe* »⁸⁶⁷. Soucieux de pouvoir offrir une reconnaissance formelle et légitime de l'existence du projet grec de Bowring, le comité du *Foreign Stock Market* doit pouvoir fonder sa décision sur des éléments en apparence plus solides. Ainsi, au début du mois de mars 1824 une lettre lui est directement adressée par Orlando et Louriottes. Mettant en avant leur qualité de représentants diplomatiques de l'assemblée grecque, les auteurs de la lettre affirment également ne pas vouloir disputer la souveraineté ottomane sur l'île de Chypre, dénonçant ainsi implicitement l'emprunt de Wintz⁸⁶⁸. À cette missive s'ajoute l'envoi d'un courrier par William Evans. Éminent membre du comité philhellène et membre du parlement britannique⁸⁶⁹, il recommande au comité du *Foreign Stock Market* de pleinement reconnaître l'emprunt de Bowring⁸⁷⁰. Ces nouveaux éléments permettent ainsi au comité de la Bourse de se conforter dans

⁸⁶² Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 108.

⁸⁶³ Committee of the Foreign Stock Market, 109.

⁸⁶⁴ Saint Clair, *That Greece might still be free*, 127-31; « De Wintz v Hendriks », *Morning Chronicle*, 11 novembre 1824.

⁸⁶⁵ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 109.

⁸⁶⁶ Committee of the Foreign Stock Market, 115.

⁸⁶⁷ Daniel Mocatta, « Greek Loan of £800,000 stock » (19 février 1824), 1890.c.6.(70.), British Library, London.

⁸⁶⁸ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 118-19.

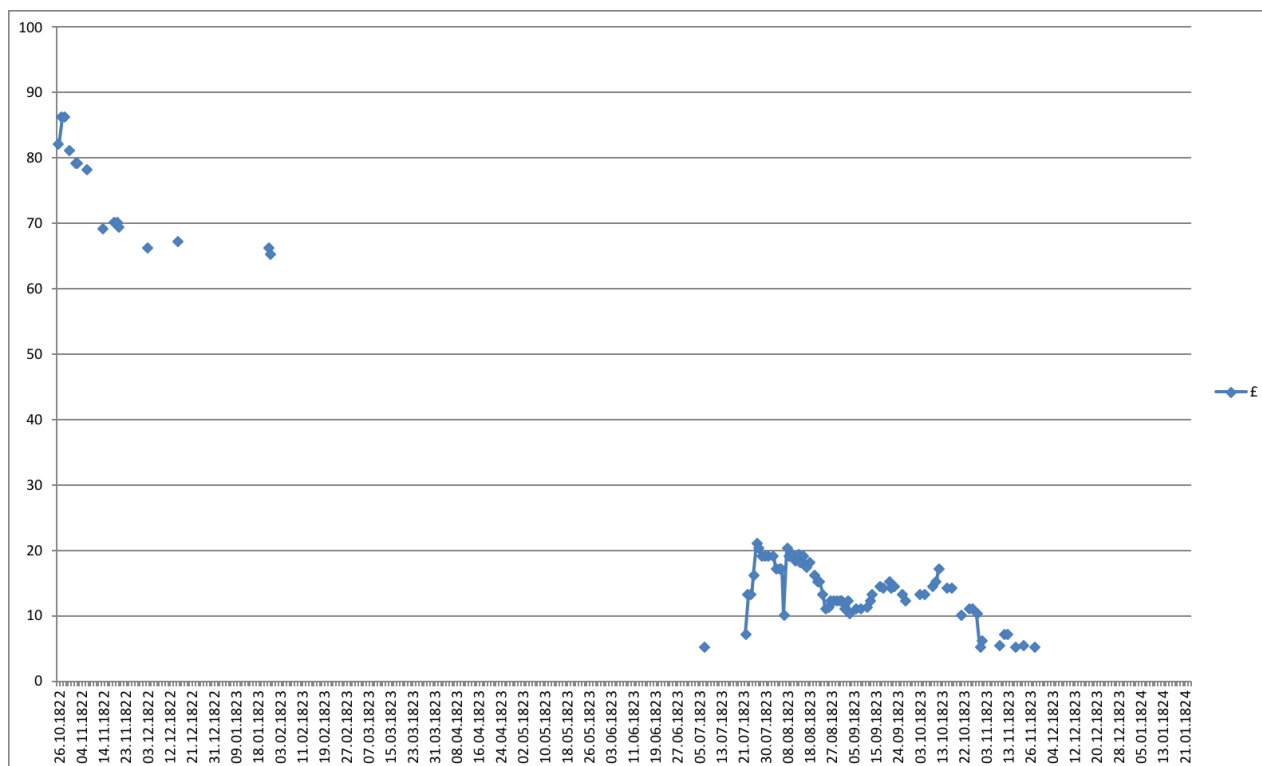
⁸⁶⁹ Simon Harratt, « EVANS, William (1788-1856), of Allestree Hall, Derbys », consulté le 16 février 2018, <http://historyofparliamentonline.org/volume/1820-1832/member/evans-william-1788-1856>; Lewis Sergeant, *Greece in the Nineteenth Century: A Record of Hellenic Emancipation and Progress: 1821-1897* (London: T.F. Unwin, 1897), 162.

⁸⁷⁰ Committee of the Foreign Stock Market, « Minute Book », 119-20.

sa décision de considérer l'emprunt grec de Bowring – et par conséquent la structure politique sous-jacente – *bona fide* et de l'introduire dans la cote de Wetenhall.

Comme l'illustre bien le cas de l'emprunt grec de 1824, le comité du *Foreign Stock Market* devient ainsi, dès le 20 novembre 1823, le seul organe en charge de reconnaître l'existence légitime de structures politiques sous-jacentes à l'émission d'un emprunt étranger. Suivant ce changement de règlement interne, le *Course of the Exchange* répertorie encore quelques maigres transactions de titres du Poyais sur la place londonienne. À la clôture du *Foreign Stock Market* du 28 novembre 1823, Wetenhall cote les obligations du Poyais au prix de £ 5. Par la suite, plus aucun échange ne s'effectuera au sein de cette place, la cote du Poyais restant désespérément vide toutes les semaines suivantes. En l'absence de transactions boursières quelconques, le *Course of the Exchange* retire définitivement la cote du Poyais de ses pages le 23 janvier 1824. Le 9 novembre de la même année, un détenteur de certificats obligataires du Poyais dénommé Edward Josephs saisit le comité du *Foreign Stock Market*. Josephs indique avoir acquis quelques semaines auparavant d'un dénommé Symons 550 titres poyaisiens pour un peu plus de £ 4 l'unité. Alors que Josephs tente de revendre ses titres à un certain Mr Zwinger quelques jours plus tard, ce dernier refuse de compléter la transaction, au motif que les titres proposés sont d'origine frauduleuse. Alors que Josephs demande que Symons s'explique sur la nature de ces titres, le comité du *Foreign Stock Market* préfère statuer une bonne fois pour toutes sur la validité des obligations du Poyais : « *The Committee decide that the Poyais Bonds not being considered as Securities cognizable by the Committee they cannot interfere in this transaction*⁸⁷¹ ». Indiquant ainsi ne pas reconnaître la validité des obligations du Poyais, le comité du *Foreign Stock Market* condamne par la même occasion l'existence d'un quelconque projet poyaisien. De fait, la fiction légale du Poyais n'est plus.

⁸⁷¹ Committee of the Foreign Stock Market, 185-86.

Tableau 6 Cours des obligations du Poyais entre 1822 et 1823 (Wetenhall)⁸⁷².

5.4 Low : le procès de la dernière chance

MacGregor parti, Richardson et certains de ses acolytes ont néanmoins à cœur de pouvoir récupérer une partie des biens non périssables confisqués par la magistrature bélizienne. Ceux-ci ne sont pas des moindres. Les cargaisons des trois navires affrétés pour la réalisation du projet poyaisien, à savoir le *Honduras Packet*, le *Kennerseely Castle*, et le *Skeene* relèvent en effet d'une dépense de plus de £ 22 000 en diverses provisions et matériaux de construction⁸⁷³. En tant qu'investisseurs, ils tentent alors de s'assurer que l'argent investi dans les importantes cargaisons de matériaux et provisions nécessaires à l'établissement d'une colonie ne se voit simplement confisqué par la magistrature bélizienne, sans aucune autre forme de compensation. Pour ce faire, George Augustus Low est envoyé une première fois à destination de Poyais pour récupérer ce qui peut être sauvé des provisions envoyées⁸⁷⁴.

Comme MacGregor, il est un ancien officier britannique combattant sous la bannière des armées boliviennes. S'engageant initialement sous les ordres de James Towers English, un mercenaire irlandais à la tête d'une légion britannique recrutée dans le courant de l'année 1818, Low s'engage auprès des forces boliviennes jusqu'aux alentours de l'année 1823. Déçu d'un mariage annulé

⁸⁷² Prix de clôture décimalisés.

⁸⁷³ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 10, 24; Low, *The Belise merchants unmasked*, 3; Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation*, 143-45.

⁸⁷⁴ Low, *The Belise merchants unmasked*, 42.

avec Mary English – la veuve d’un autre mercenaire – puis banni des armées révolutionnaires pour mauvaise conduite, il s’en va rejoindre son ancien frère d’armes⁸⁷⁵. Certains de ses amis ayant de « *large properties at stake in that settlement* [of Poyais] », Low se porte initialement volontaire pour aller inspecter la situation en Moskitie au lendemain de la publication des premières dépêches annonçant les catastrophes coloniales des *Honduras Packet* et *Kennerly Castle*. En route pour Poyais, il profite néanmoins de sa mission pour effectuer quelques haltes dans les Bahamas et en Colombie afin d’y régler d’autres affaires personnelles. Il débarque finalement à Black River le 24 août 1823. Promené pendant quelques jours dans les environs par quelques indigènes, Low ne peut alors que constater la disparition des colons et autres matériaux censés avoir été débarqués quelques semaines auparavant. Ses guides lui indiquent d’ailleurs que Marshall Bennett s’est chargé d’évacuer l’entier de la colonie en direction du Honduras britannique⁸⁷⁶.

Arrivé à Belize quelques jours auparavant, Low dépose, dans les journées des 5 et 9 septembre 1823, une plainte formelle auprès du siège de la magistrature. Se décrivant comme colonel au service de la Colombie, il demande à pouvoir porter plainte nommément contre Marshall Bennett, le capitaine du *Mexican Eagle*, le magistrat Thomas Pickstock, le secrétaire de Bennett William Walsh, John Waldron Wright et George Westby⁸⁷⁷. Il souhaite encore ajouter à la liste le nom du colonel Hall, initialement en charge de mener le projet de colonisation poyaisien à bien, mais ayant autorisé l’évacuation de *Black River*. Suivant les pratiques usuelles de la colonie en cas d’absence de notaire, William Gentle, en tant que magistrat, se charge de relever la plainte. Low, s’adressant en son nom propre est en celui du général Sir Gregor MacGregor, major William John Richardson ainsi que « d’autres marchands de Grande-Bretagne », accuse Bennett et ses hommes de s’être appropriés et d’avoir déplacé les effets personnels des plaignants⁸⁷⁸. Toutefois, déclinant de présenter les documents pouvant prouver la légitimité de sa plainte au magistrat en charge de la relever, celle-ci se voit être classée sans suite. Low justifie son refus de présenter les titres de propriétés des cargaisons embarquées dans les cales des navires poyaisiens par le fait qu’il ne considère pas le droit appliqué par les magistrats du Honduras britannique comme légitime pour traiter de ce différend.

Rentré à Londres, Low publie en 1824 un pamphlet exprimant son profond désaccord avec les pratiques légales de la colonie. Intitulé *The Belise Merchants*

⁸⁷⁵ Scott, *Mary English*, 43-64, 83-87. Par ailleurs, la figure de Mary English semble représenter un cas d’étude fascinant. Par sa connaissance et proximité des réseaux de mercenaires britanniques et révolutionnaires latino-américains, elle est engagée en 1822 en tant qu’agente commerciale envoyée en Amérique du Sud pour la maison de banque *Barclay, Herring and Richardson*. Cette dernière deviendra d’ailleurs la banque émettrice des emprunts du Guatemala et du Mexique de 1825.

⁸⁷⁶ Low, *The Belise merchants unmasked*, 6-11.

⁸⁷⁷ Selon Robert Naylor, ce groupe formerait un ensemble uni et proche des intérêts de Marshall Bennett : Naylor, « British Commercial Relations with Central America », 163.

⁸⁷⁸ William Gentle, « Meeting of Magistrates » (10 septembre 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan. (Traduction de l’auteur.)

*Unmasked*⁸⁷⁹, il dénonce avec véhémence ce que son auteur considère comme une complète implication des magistrats béliziens dans l'échec du projet poyaisien. Low y accuse ouvertement la magistrature bélizienne, Bennett en tête, de conspiration à l'encontre d'une entreprise poyaisienne pouvant potentiellement mettre à mal les activités commerciales du magistrat. Le pamphlet de Low décrit alors principalement le Honduras britannique comme un territoire contrôlé entièrement par une oligarchie, malaxant à son bon vouloir les fondements judiciaires locaux. L'absence complète d'avocats ou de tout autre homme de loi au sein de la colonie reflète d'ailleurs de cette emprise et « pouvoir incontrôlé » des magistrats⁸⁸⁰. Sur cette base, la plainte de Low émerge comme l'aveu d'un échec à pouvoir récupérer les biens du projet poyaisien, confisqués par une autorité judiciaire non reconnue mais contre laquelle il apparaît complètement impuissant.

La spoliation des biens acheminés à bord des divers navires affrétés par les architectes poyaisiens constitue un important revers pour ces derniers. En effet, l'accaparement par les magistrats du Honduras britannique des cargaisons d'outils et vivres, payées à grands frais par les promoteurs du projet de MacGregor, est à nouveau légitimé par un système légal différent de celui sur lequel repose initialement la constitution de la dette souveraine du Poyais. Ce sont en effet les « us et coutumes » béliziens, ou en d'autres termes l'autorité de la seule magistrature de la colonie, qui sont ici invoqués. Cette fois, Richardson et d'autres investisseurs tentent d'invoquer une aide au gouvernement britannique. Dès la nouvelle de l'accaparement non seulement de la cargaison de l'*Albion*, mais également du navire lui-même par la magistrature bélizienne⁸⁸¹ connue, Richardson et les autres principaux investisseurs poyaisiens (Sowerby, Nicholson, Johnson, Thick et Alexander) signent un courrier rédigé au début du mois de mars 1824 à l'attention du comte Bathurst, le secrétaire d'État aux colonies. Indiquant agir au nom du cacique de Poyais, ils se plaignent de s'être fait dérober pour environ trente mille livres sterling de matériel envoyé en Moskitie par les magistrats du Honduras britannique. Accusés d'avoir également imposé le démantèlement de l'effort colonial en cours à Poyais, le refus de ces derniers de restituer les biens spoliés, entièrement légitimé par l'absence d'un quelconque cadre juridique britannique, pousse ainsi les auteurs du courrier à demander une intervention ou quelque assistance de la part du ministre⁸⁸². Une réponse de Bathurst tardant à se manifester, Richardson tente de rappeler au sous-secrétaire d'État aux colonies, Robert Wilmot-Horton, l'existence de leur requête initiale⁸⁸³. En attendant, Richardson et les autres investisseurs poyaisiens tentent néanmoins une nouvelle fois de récupérer leurs biens par leurs propres moyens.

⁸⁷⁹ Low, *The Belise merchants unmasked*.

⁸⁸⁰ Low, 58.

⁸⁸¹ Le comité de Lloyd's mentionnera, dans le courant de l'année 1824, l'existence d'un navire nommé *Albion* provenant du Honduras : Lloyd's of London, « Minutes of the Committee of Lloyd's », 1823 1824, 390.

⁸⁸² Richardson et al. à Bathurst, mars 1824.

⁸⁸³ William John Richardson à Robert Wilmot-Horton, 22 mars 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew.

Du fait de sa connaissance du terrain, Low est ainsi à nouveau envoyé en Honduras britannique pour tenter d'interférer dans les affaires des magistrats béliziens. C'est à bord de la goélette *Mary* qu'il annonce, le 24 mai 1824, au superintendant Codd son débarquement au port de Belize, ayant comme mission de récupérer, une nouvelle fois, les biens des investisseurs de Poyais spoliés par la magistrature locale⁸⁸⁴. Toutefois, cette dernière semble peu intéressée à se charger de régler les questions liées à l'appropriation de la cargaison de l'*Albion*. Le retour de Low est surtout une opportunité inespérée pour les magistrats de contrer concrètement les attaques émises à leur encontre dans l'ouvrage récemment publié. Son arrivée leur donne en effet l'occasion d'intenter un procès contre l'auteur du *Belise Merchants Unmasked* pour diffamation à l'encontre de trois des protagonistes de son pamphlet, à savoir les magistrats Bennett, Wright et Pickstock. Relevant d'une juridiction criminelle, le cas, intitulé *The King versus Low George Augustine*, est porté devant la *Grand Court* du 29 juin 1824⁸⁸⁵, presque un mois après le débarquement du passager de la *Mary*, passant tout ce temps en prison. Présidé par une assemblée de magistrats comprenant Gentle, Hall, August et Gibson, celle-ci est, dès l'annonce de sa constitution, remise en cause par Low.

La ligne de défense des magistrats accusés dans le pamphlet incriminé est constituée d'une stratégie double. Elle tend premièrement à prouver que la majorité de ses membres, accusés par Low d'être à l'origine de l'échec poyaisien, n'était pas présente lors de l'intervention bélizienne en Moskitie. Deuxièmement, ils estiment qu'il est impensable, lectures d'extraits du pamphlet de Low pour preuve, de pouvoir être catégorisés de la sorte par un individu leur étant complètement inconnu. Néanmoins, ils tentent surtout de prouver que Low est bien l'auteur du pamphlet. Bien que l'ouvrage soit signé de son nom – ou du moins de ses initiales G. A. Low – ce dernier nie systématiquement en être l'auteur.

Surtout, les magistrats en charge de l'instruction du procès se présentent comme les dignes représentants du pouvoir judiciaire royal britannique. Le simple intitulé de ce procès confère en effet aux magistrats en place une légitimité d'apparence suffisante. Censée être prononcée au nom de la couronne, l'autorité de la magistrature est ainsi affirmée comme n'étant que le prolongement d'une autorité royale⁸⁸⁶. Ainsi, ils légitiment leur propre système légal comme ne constituant simplement qu'une extension de celle du roi d'Angleterre, adaptée au mieux au besoin spécifique de la colonie par la création d'un régime judiciaire propre, fondé sur des « us et coutumes » particuliers. Dans son plaidoyer final, Wright recommande alors aux jurés d'infliger une punition maximale à l'accusé pour

⁸⁸⁴ George Augustus Low à Edward Codd, 24 mai 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew.

⁸⁸⁵ « The King versus Low George Augustine » (29 juin 1824), Grand Court Jun 1824 -Jun 1825, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁸⁸⁶ Gary Slapper et David Kelly, *The English Legal System*, 6^e éd. (London: Cavendish Pub., 2003), 6; Daniel K. Richter, « The Last Days of the Massachusetts Bay Company, Revisited », Working Paper, American Origins seminar (Los Angeles: University of Southern California, 22 janvier 2018), 28-29.

avoir porté atteinte, par la publication de ce pamphlet, à la réputation commerciale et politique des magistrats incriminés. De plus, il tente de légitimer non seulement l'action de s'approprier les provisions et autres biens amenés à Black River à bord des premiers bateaux poyaisiens, mais également celle de les revendre pour rembourser les frais toujours grandissants du « sauvetage » des Poyaisien-ne-s accueilli-e-s. Surtout, Wright dépeint l'œuvre – supposée – de Low comme constituant une attaque à l'ensemble du système judiciaire et politique de la colonie. Légitimant de fait sa plaidoirie, mais également l'ensemble du procès organisé comme constitutif, représentatif et fondé sur un prolongement de droit commun anglais, le magistrat dénonce ainsi les actes de Low comme portant atteinte non seulement au système légal incarné par la magistrature bélizienne, mais, par extension, à celui de la Grande-Bretagne dans son ensemble.

Pour sa défense, c'est un Low se présentant comme physiquement malade et affaibli (apparemment d'une crise de goutte⁸⁸⁷) mais exempt de toute mauvaise conscience, qui annonce d'office qu'il considère sa détention et son procès comme illégaux. Accusé d'être l'auteur d'un ouvrage diffamant la magistrature du Honduras britannique publié à Londres, il considère en effet – en accentuant bien le fait qu'il remette en doute le fait d'en être l'auteur légitime – que cette affaire ne peut relever de la juridiction de cette cour bélizienne. De fait, se présentant à la fois tel un individu ou l'auteur supposé d'un ouvrage étranger aux affaires locales de ce « pays », Low, appuyant son plaidoyer sur des textes du renommé juge William Blackstone, argumente que, pour que son crime (pour autant qu'il puisse être considéré comme tel) puisse être poursuivi localement, le texte incriminant aurait également dû être produit localement. Consécutivement, pour l'accusé, seule une cour londonienne est à même de pouvoir traiter de son cas. Ainsi, Low remet en cause l'autorité et droit assumés de la magistrature locale à traiter de cas qui, selon ses propres interprétations, peuvent être considérés comme touchant les intérêts du Honduras britannique.

Très convaincus de remporter leur procès, les magistrats siégeant à la cour et ceux appelés à témoigner contre Low semblent néanmoins interloqués par le temps nécessaire aux jurés pour délibérer. Le lendemain soir, espérant pouvoir presser quelque peu le processus de délibération, la magistrature ordonne à l'officier de police en charge de surveiller et protéger les jurés d'influences extérieurs de ne les fournir en nourriture, boissons ou éclairage sans autorisation expresse de la cour – donc des magistrats eux-mêmes⁸⁸⁸. Ainsi bousculé, le jury se présente devant la cour le lendemain matin même. Considérant ne pas détenir suffisamment de preuves, il déclare Low non coupable⁸⁸⁹. Pris de colère, Bennett accuse l'un de jurés d'entretenir des griefs à son encontre, notamment au sujet

⁸⁸⁷ Hector Hall, *Falsehood Detected, or, A Reply to an Unfounded and Slandorous Publication, Entitled « The Belize Merchants Unmasked » : With Some Characteristic Traits of the Author*, Jay I. Kislak Collection (Jamaica, 1824), 39.

⁸⁸⁸ « The King versus Low George Augustine » (30 juin 1824), Grand Court Jun 1824 -Jun 1825, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁸⁸⁹ « The King versus Low George Augustine » (1 juillet 1824), Grand Court Jun 1824 -Jun 1825, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

d'un différend concernant une délimitation de propriété. Wright et Pickstock considèrent que la décision du jury a été influencée par l'intervention d'un tiers, un certain capitaine Willer, opposé à la politique de la magistrature. Ce même jour, le superintendant Codd reçoit un courrier signé des trois magistrats, l'informant de leur démission immédiate. Ils estiment ne pouvoir maintenir leur position tant que ce qu'ils considèrent comme constituant un affront à leur propre réputation politique et commerciale n'est pas lavé⁸⁹⁰. Bien plus qu'une simple disculpation, la décision des jurés constitue surtout une attaque claire, ou du moins une critique véhémement, portée à l'encontre du régime oligarchique du Honduras britannique. Regroupant une série d'individus composée d'habitants de descendance britannique⁸⁹¹, ce jury représente avant tout une frange de la population constituée de petits et moyens exploitants d'acajou : ceux-là même se trouvant généralement dépendants financièrement des riches exportateurs de ressources naturelles, se trouvant par la même occasion être à la fois à la tête autant des pouvoirs exécutifs que juridiques.

Témoin d'un tel renversement de situation, mettant potentiellement à mal la stabilité sociale bélizienne, le superintendant Codd tente d'intervenir. De fait, son ignorance de l'entière du cas de Poyais semble avoir permis aux magistrats de se servir de lui pour non seulement éviter l'application de certains des obstacles mis en place par Arthur, mais surtout de se présenter au mieux auprès de cercles politiques londoniens. Ainsi, touché par les mésaventures des quelques Poyaisiens échoués à Belize, il appuie fortement la constitution d'une expédition « humanitaire » par Bennett, sans autre forme de réflexion⁸⁹². Surtout, dans un rapport qu'il se charge de rédiger pour rendre état de la situation poyaisienne à la suite de l'évacuation de Black River, les magistrats y sont non seulement systématiquement dépeints de la meilleure façon possible, mais la description des efforts déployés par des individus tels que Bennett est souvent effectuée aux dépens d'autres détails ou informations relevant de faits relatifs à l'acquisition d'information par la magistrature de l'existence même du projet poyaisien. En fait, comme le signale Codd lui-même dans l'introduction de son rapport (par la suite publié à Londres), celui-ci est avant tout destiné à rétablir la réputation de magistrats dont l'honneur a été sali par des accusations diffamatoires à leur encontre⁸⁹³.

Convaincu du bien-fondé des actions des trois magistrats démissionnaires et de la mauvaise foi de l'auteur du *The Belise Merchants Unmasked*, Codd demande à la cour que le procès de Low soit reconduit⁸⁹⁴. En réaction à la requête du superintendant, deux des jurés du premier procès se présentent devant la cour. Bien qu'ils assurent ne pas remettre en question la délibération de la veille, innocentant Low sur la base d'un manque de preuves, ils reconnaissent néanmoins, soudainement et à titre individuel, la question de la nature

⁸⁹⁰ « The King versus Low George Augustine ».

⁸⁹¹ Burdon, *Archives of British Honduras*, 1931, 2:202.

⁸⁹² Codd à Bennett, 12 avril 1823, 81.

⁸⁹³ Codd, *Proceedings of an inquiry and investigation*, 5-6.

⁸⁹⁴ « The King versus Low George Augustine » (2 juillet 1824), Grand Court Jun 1824 -Jun 1825, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

diffamatoire du pamphlet supposément rédigé par le prévenu comme nécessitant une prise de position judiciaire formelle et effective⁸⁹⁵. Cette soudaine récusation permet ainsi à la magistrature de légitimement reconduire un nouveau procès à l'encontre de Low. La nomination du nouveau jury est âprement disputée par l'accusé, considérant la reconduction de la procédure comme ne pouvant être, selon le droit anglais, qu'au bénéfice du prisonnier seul, et non de ses accusateurs. Rejetant chacune des objections du prévenu, les trois magistrats présidant le procès reconduisent ainsi un interrogatoire judiciaire quasiment à l'identique – questions et réponses comprises – de la première, avec comme seule exception la composition d'un nouveau jury.

Le jury d'un second procès reproduit quasiment à l'identique du premier considère, suivant une très courte délibération, Low comme non coupable. Cette décision se fonde une nouvelle fois sur une base de preuves insuffisantes. Toutefois, dans une communication transmise au superintendant Codd, les jurés affirment que leur verdict n'implique en aucun cas une quelconque détérioration de la stature ou du prestige des trois magistrats incriminés par le pamphlet diffamatoire, et que leur démission ne repose consécutivement sur aucun fondement précis⁸⁹⁶. Les jurés demandant également – voire implorant – à Bennett, Pickstock et Wright de reprendre leurs fonctions de magistrats, ces derniers s'exécutent ainsi, presque comme si de rien n'était. Pour appuyer et confirmer, aux yeux de potentiels lecteur-trice-s étranger-ère-s à la colonie, la réappropriation et blanchiment formel d'une réputation teintée autant par les accusations de William Wilberforce dans l'affaire des indigènes détenu-e-s en esclavage que celles portées à leur encontre par les agents poyaisiens, les magistrats publient un ouvrage intitulé *Falsehood Detected*. Publié en Jamaïque et partiellement distribué à Londres, celui-ci est principalement rédigé de la main de Hector Hall, l'ancien officier en charge de commander la constitution initiale de la colonie poyaisienne⁸⁹⁷. L'ouvrage est construit comme une réponse à la publication de Low, accusant simplement cette dernière de n'être constituée que d'un ramassis de mensonges et diffamations envers des magistrats ayant, lors de l'épisode poyaisien, œuvré de manière la plus désintéressée qui soit afin de sauver les victimes d'une fraude et machination destinée essentiellement à tromper l'ensemble des individus impliqués dans la constitution d'un pays inexistant.

Bien plus qu'une opportunité donnée à la magistrature de pouvoir, *in fine*, se présenter tels les bons sauveurs de pauvres migrant-e-s trompé-e-s par le cacique d'un pays inexistant, le procès de Low constitue surtout une profonde remise en question de l'exceptionnalisme d'un régime légal localisé et contrôlé par l'oligarchie de l'acajou bélizien. Au niveau local, l'attaque juridique perpétrée par Low permet à la population de petits et moyens exploitants de ressources naturelles de donner un signal clair à une oligarchie considérant sa position

⁸⁹⁵ « The King versus Low George Augustine ».

⁸⁹⁶ « The King versus Low George Augustine » (3 juillet 1824), Grand Court Jun 1824 -Jun 1825, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁸⁹⁷ Hall, *Falsehood Detected*.

économique, politique et sociale comme acquise. À un niveau plus large, l'échec d'une tentative intentée par les investisseurs d'un projet poyaisien, somme toute condamné, tentant de récupérer, tant bien que mal, leurs placements, confirme le maintien de l'exceptionnalisme d'un régime légal garantissant l'indépendance autant juridique que politique d'entreprises britanniques installées en Honduras britannique.

Le procès pour diffamation de Low permet surtout à la magistrature bélizienne de ne pas se prononcer sur la question des droits de propriété des cargaisons poyaisiennes confisquées. Bien que Low soit finalement innocenté, la réhabilitation des magistrats démissionnaires légitime ainsi leur appropriation des biens destinés à la construction de Poyais. En d'autres termes, Richardson et les autres détenteurs d'obligations poyaisiennes doivent se contenter du fait de ne pas avoir perdu plus de fonds dans l'affaire du Poyais. S'estimant certainement heureux de ne pas avoir, de plus, encore réglé les paiements des tranches supplémentaires normalement dues sur les titres en leur possession, nombre d'acteurs financiers du Poyais passent simplement à autre chose. S'adressant par courrier à MacGregor, Hendriks lui-même considère que :

Your cause has been injured by the selection of men not fit to be entrusted with the management of the settlement, they have thwarted your views, and the property sent out by the Honduras packet and Kinnersley Castle has been sacrificed; some lives have also been lost from the endurance of toil, fatigue, and want; and that same public blame you for it [...] all this is lost, and I repeat, all your future hopes of title, possession, or any thing else, are also lost⁸⁹⁸.

5.5 Conclusion

L'annonce du lamentable fiasco colonial des débarquements des Honduras Packet et Kennersely Castle ne décourage pas certains importants détenteurs d'obligations poyaisiennes de persévérer dans la poursuite d'un effort colonial britannique en Moskitie. Menés par William John Richardson, ceux-ci organisent alors l'envoi de nouveaux navires, le Skeene et l'Albion. Chargés de colons et de provisions à destination de Poyais, leur affrètement est financé par l'émission de nouveaux emprunts londoniens. Pleins d'espoirs, leur débarquement se soldent toutefois également par des échecs retentissants, leur cargaison se faisant même confisquée par l'oligarchie des bûcherons du Honduras Britannique. Soucieux des conséquences qu'induirait son rôle de représentant politique formel et publiquement affiché de l'emprunt souverain du Poyais des suites de ces nouveaux revers, MacGregor fuit Londres. Se rendant à Paris, il espère pouvoir y relancer un nouveau projet colonial sans stigmates laissés par ses malheurs anglais. L'abandon de MacGegor ne freine toutefois pas les ardeurs coloniales des investisseurs recrutés par Richardson. Voyant la constitution de Poyais comme une promesse d'investissements futurs, ils envisagent même la constitution de nouveaux emprunts et l'envoi de nouveaux navire à destination

⁸⁹⁸ Hendriks, *A plain narrative of facts*, 15-16.

de Black River. Deux événements singuliers viennent toutefois porter un coup mortel à tout espoir de voir un jour émerger une colonie britannique privée en Moskitie, ou du moins de pouvoir récupérer une partie des capitaux investis. Premièrement, le changement de règlements internes au Foreign Stock Market compromet la légitimité de la fiction légale poyaisienne. Suite à des conflits l'opposant notamment à la Colombie, le comité de ce marché, spécialisé dans l'échange de titres étrangers, introduit en effet de critères arbitraires lui donnant un pouvoir discrétionnaire sur la légitimité de projets politiques sous-jacents à l'émission de dettes souveraines échangées en son sein. En second lieu, le droit anglais ne s'applique pas au différend opposant investisseurs poyaisiens et bûcherons béliziens ayant confisqué les cargaisons envoyées à destination de Poyais. Seule la colonie privée du Honduras Britannique, indépendante de la Grande-Bretagne et contrôlée par l'oligarchie locale, peut faire office de for. En d'autres termes, les investisseurs d'un projet commercial tel que celui de Poyais semblent questionner leur implication moins pour des raisons conjoncturelles, que si les fondements structurels même d'une entreprise sont menacés.

Epilogue : Wilmot-Horton, ou le gouvernement dans l'ombre

„Es gibt einen großen Beamten im Schloß, der heißt Sortini.“ „Ich habe schon von ihm gehört,“ sagte K., „er war an meiner Berufung beteiligt.“ „Das glaube ich nicht,“ sagte Olga, „Sortini tritt in der Öffentlichkeit kaum auf.“

(Franz Kafka, *Das Schloss* [1926].)

Faisant office d'épilogue, ce bref chapitre propose quelques pistes de réflexion sur les causes de l'absence d'intervention gouvernementale britannique dans les affaires poyaisiennes. Comme les chapitres précédents de cette thèse tentent de le démontrer, l'ensemble des interactions (in-)directement constitutives de l'aventure du Poyais se fondent essentiellement sur des relations opposant ou liant des protagonistes privés. Bien que contactés à diverses reprises, le gouvernement britannique semble se désintéresser complètement de l'affaire poyaisienne. Or, à la lumière de certaines sources primaires, le gouvernement de Sa Majesté est au courant de l'existence du projet colonial de MacGregor dès ses premiers balbutiements. Toutefois, celui-ci prend parti de ne pas intervenir en Moskitie. Ceci, alors même que des dépêches annoncent le drame colonial suivant les débarquements successifs de migrant-e-s à Poyais. La décision de ne pas intervenir en Moskitie semble constituer une décision individuelle de Robert Wilmot-Horton, alors sous-secrétaire d'État à la guerre et aux colonies. Celle-ci apparaît comme fondée essentiellement sur un calcul d'avancement politique personnel, fondé sur des dynamiques intraparlamentaires britanniques. Suivre de loin l'évolution du projet de MacGregor lui permet en effet d'évaluer le potentiel et les chances de succès d'un renforcement potentiel d'une position britannique en Amérique centrale par la mise sur pied de projets migratoires gouvernementaux, cheval de bataille de Wilmot-Horton. Toutefois, l'aveu d'une quelconque connaissance de l'entreprise poyaisienne suivant son échec risque de mettre le sous-secrétaire d'État sous le feu des critiques de certaines franges parlementaires opposées à la politique coloniale du gouvernement britannique (abolitionnistes et radicaux).

*

Dans *Le Château*⁸⁹⁹, Franz Kafka relate les mésaventures de K. Un arpenteur engagé par l'administration d'un château, K. tente désespérément – sans succès – d'obtenir des informations sur un mandat dont il ne sait en fin de compte pas grand-chose. Ses infortunes répétées émanent essentiellement de l'absence d'une quelconque intervention de Klamm, un haut fonctionnaire. Sans jamais apparaître au fil de l'œuvre de l'auteur, Klamm incarne néanmoins de fait le véritable personnage principal de l'histoire. Brillant essentiellement par son absence, il personnifie en effet une figure centrale dont l'inaction est à l'origine des déboires de K.

⁸⁹⁹ Franz Kafka, *Das Schloss* (München: Kurt Wolff Verlag, 1926).

De manière similaire au haut fonctionnaire insaisissable, si central à l'œuvre de Kafka, un acteur institutionnel particulier semble également hanter les coulisses de l'affaire poyaisienne : le secrétariat d'État britannique à la guerre et aux colonies – aussi appelé *Colonial Office*. Se gardant généralement bien d'émettre ouvertement un quelconque avis sur la réalisation du projet colonial de MacGregor, il n'apparaît que trop rarement aux yeux du public, voire des protagonistes de l'affaire du Poyais eux-mêmes. Or, celui-ci suit les moindres faits et gestes de MacGregor depuis les premiers moments de l'aventure poyaisienne. En effet, dans le courant de l'année 1821, MacGregor rédige un courrier à l'intention du chancelier de l'Échiquier britannique, Nicholas Vansittart⁹⁰⁰. Alors en chemin pour participer au Congrès de Cúcuta, MacGregor s'y réjouit de l'acquisition de la concession poyaisienne. Envisageant de développer son nouveau territoire, il demande alors à Vansittart de lui accorder une aide matérielle et financière pour lui permettre la mise en place d'une campagne d'émigration britannique à destination de Poyais.

Bien que sa missive reste sans réponse, l'intention de MacGregor d'établir une colonie en Moskitie ne se fait toutefois pas oublier d'autres membres du gouvernement britannique. Le secrétariat d'État à la guerre et aux colonies, alors dirigé par Henry Bathurst, se tient en effet périodiquement informé de l'évolution du projet de MacGregor. Par le biais de contacts épistolaires relativement étroits entretenus avec les superintendants béliziens George Arthur, puis Edward Codd, le *Colonial Office* acquiert de ces derniers divers rapports sur l'état politique et commercial du Honduras britannique⁹⁰¹. De la sorte, des informations portant sur l'affaire du Poyais remontent directement à Londres. Par exemple, le 20 juin 1823, peu après l'évacuation de la colonie poyaisienne par les magistrats du Honduras britannique, un rapport est envoyé par Codd directement à Bathurst. Celui-ci décrit soigneusement les divers malheurs endurés par les migrant-e-s écossais-e-s engagé-e-s par MacGregor et recueilli-e-s à Belize⁹⁰². Surtout, le 15 janvier 1821 – soit plus d'une année et demie avant l'émission de l'emprunt du Poyais – le superintendant George Arthur envoie un courrier à Bathurst. Il lui indique avoir eu vent de l'existence d'une importante concession allouée par le souverain miskitu à MacGregor⁹⁰³.

Bien que ces missives soient généralement adressées à Bathurst, le secrétaire d'État délaisse apparemment les affaires liées à l'Amérique centrale. Comme l'explique D. Murray-Young, le *Colonial Office* des premières décennies du XIX^e siècle est encore organisé et régi sur la base des dynamiques issues de sa fondation, établie en 1794. Entouré de quelques clerks, le travail du secrétariat est principalement géré par le secrétaire d'État⁹⁰⁴. Souvent incapable de mener à bien seul la bonne tenue de la correspondance et autres tâches lui incombant, le

⁹⁰⁰ MacGregor à Vansittart, 13 mars 1821. (Voir chapitre 3.3)

⁹⁰¹ Voir par exemple : Edward Codd, « Dispatch No4 transmitting to Earl Bathurst the Imports and Exports for the quarter ending 31 dec 1822 » (24 février 1823), CO 123/34, The National Archives, Kew; Arthur à Bathurst, 31 juillet 1819.

⁹⁰² Edward Codd à Earl Bathurst, 20 juin 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁹⁰³ Arthur à Earl Bathurst, 15 janvier 1821.

⁹⁰⁴ Murray-Young, *The Colonial Office in the Early Nineteenth Century*, 1-4.

secrétaire d'État est alors libre de déléguer une partie de ses tâches à son sous-secrétaire ou aux quelques clerks sous ses ordres. S'impliquant grandement dans les affaires du cabinet gouvernemental, Bathurst semble ainsi réduire ses activités exécutives au sein du *Colonial Office* aux considérations de problématiques liées aux situations de Gibraltar, Malte, les îles Ioniennes, ou Sainte-Hélène. Négligées par le secrétaire d'État, les questions antillaises et d'Amérique centrale sont de fait prises en main par le sous-secrétaire de Bathurst : Robert Wilmot-Horton⁹⁰⁵. Pour preuve, la grande majorité des missives du *Colonial Office* adressées aux superintendants du Honduras britannique sont signées de la main du sous-secrétaire d'État⁹⁰⁶.



Figure 23: Robert Wilmot-Horton (Lane 182?).

Avant d'accéder au poste de sous-secrétaire d'État à la guerre et aux colonies en 1821, Wilmot-Horton, troisième baronnet d'Osmaston dans le Derbyshire, est membre de la Chambre des communes. Proche des intérêts conservateurs-libéraux de George Canning (ancien et futur secrétaire d'État aux affaires étrangères), il est élu en 1818 dans l'arrondissement de Newcastle. Repéré par Bathurst pour avoir su développer une certaine affinité avec Canning, Wilmot-

⁹⁰⁵ H.J.M. Johnston, *British Emigration Policy 1815-1830: Shoveling out Paupers* (Oxford: Clarendon Press, 1972), 15.

⁹⁰⁶ Voir par exemple : Robert Wilmot-Horton à Georges Arthur, 22 septembre 1821, R3_21, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Robert Wilmot-Horton à Georges Arthur, 30 juillet 1821, R3_19, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Robert Wilmot-Horton à Edward Codd, 3 juillet 1823, R3_03, Belize State Records and Archives Service, Belmopan; Robert Wilmot-Horton à Edward Codd, 30 août 1823, R3_159, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

Horton se voit proposer le poste de sous-secrétaire d'État à la guerre et aux colonies. En tant que tel, il se concentre essentiellement sur la mise en place de programmes migratoires à destination notamment du Haut-Canada et d'une importante réforme du *Colonial Office*. Celle-ci envisage une plus grande délégation de tâches entre secrétaires et clerks. Déçu de voir certains de ses projets politiques (p. ex. émigration organisée, voir ci-dessous) bloqués au Parlement, il quittera avec fracas sa fonction de sous-secrétaire d'État dans le courant de l'année 1828. Il sera nommé gouverneur de Ceylan en 1831. Par ailleurs, Wilmot-Horton se trouve également être le cousin du poète George Gordon Byron, célèbre notamment pour sa participation au mouvement indépendantiste grec des années 1820. À la mort de ce dernier, Wilmot-Horton sera alors chargé de détruire ses mémoires⁹⁰⁷.

Suivant son arrivée en 1821 au *Colonial Office*, Wilmot-Horton se trouve ainsi propulsé à la tête des affaires caribéennes. Il se voit alors dans l'obligation de prendre en compte les problématiques issues de la situation du commerce sucrier dans les Antilles britanniques, mises à mal après l'abolition de la traite négrière de 1807. Bien que n'étant pas opposé à une abolition complète de l'esclavage, Wilmot-Horton se doit néanmoins, par sa position administrative, d'envisager plutôt une solution politique permettant le maintien du riche commerce sucrier antillais. En ce sens, il semble adopter la position généralement conciliante à l'égard des planteurs britanniques caribéens de son supérieur, le comte Bathurst⁹⁰⁸. En réponse au pamphlet « *An Appeal to the Religion, Justice, and Humanity of the Inhabitants of the British Empire* » de William Wilberforce rédigé en 1823⁹⁰⁹ – exigeant une abolition complète et immédiate de l'esclavage dans les Caraïbes – Wilmot-Horton recommande en effet la mise en place d'une abolition progressive fondée avant tout sur une concertation avec les propriétaires d'esclaves⁹¹⁰. Les colonies britanniques antillaises semblent toutefois fragilisées par l'émergence de soulèvements d'esclaves alimentés autant par l'exemple de la révolte haïtienne de 1791 que les politiques d'émancipation établies par certaines nouvelles républiques latino-américaines⁹¹¹. Ainsi, il convient pour Wilmot-Horton de garantir l'introduction également de mesures dites « amélioratives » (p. ex. diminution de la torture punitive). Dans l'attente d'une abolition complète de l'esclavage, celles-ci

⁹⁰⁷ Eric Richards, « Horton, Sir Robert John Wilmot-, third baronet », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/10.1093/ref:odnb/9780198614128.001.0001/odnb-9780198614128-e-13827>; Stephen Peter Lamont, « Robert Wilmot Horton and liberal Toryism » (PhD Thesis, University of Nottingham, 2015); Murray-Young, *The Colonial Office in the Early Nineteenth Century*, 47-83; Alison Bashford et Joyce E. Chaplin, *The new worlds of Thomas Robert Malthus: rereading the Principle of population* (Princeton: Princeton University Press, 2016), 209-15; Johnston, *British Emigration Policy*, 57-68.

⁹⁰⁸ Lamont, « Robert Wilmot Horton and liberal Toryism », 196-97.

⁹⁰⁹ Wilberforce, *An Appeal to the Religion, Justice, and Humanity of the Inhabitants of the British Empire*.

⁹¹⁰ Robert Wilmot-Horton, *The West India Question Practically Considered*, 2^e éd. (London: John Murray, 1826).

⁹¹¹ Lamont, « Robert Wilmot Horton and liberal Toryism », 193-94.

garantissent le maintien d'un certain niveau de productivité de l'esclavage local sans contrevenir aux intérêts des planteurs⁹¹².

Pourtant, l'incapacité d'imposer des mesures visant à adoucir le traitement des populations d'esclaves au sein de communautés de propriétaires d'esclaves particulières constitue un risque politique de taille pour le sous-secrétaire d'État aux colonies. Comme le révèlent les rapports rédigés à son attention par le superintendant du Honduras britannique George Arthur, la problématique liée autant à l'existence d'épisodes de tortures d'esclaves pratiquées par d'influents bûcherons béliens que la mise en esclavage défendue d'indigènes miskitu⁹¹³, constitue une tache dans les activités de Wilmot-Horton. Les comptes rendus du superintendant forment en effet les bases de véhémentes accusations portées à l'encontre du sous-secrétaire. Ce dernier est notamment accusé par des parlementaires abolitionnistes – Wilberforce en tête – de laxisme dans la prévention de maltraitances infligées à des populations d'esclaves censés soit bénéficier de programmes d'amélioration de leur condition, soit ne même pas se trouver en situation de travail forcé⁹¹⁴. Surtout, par son statut de colonie indépendante, le Honduras britannique est soupçonné de servir de plaque tournante à la traite négrière caribéenne illégale. Dans un courrier adressé au superintendant, Wilmot-Horton rappelle en effet que le statut de colonie indépendante ne permet pas aux magistrats de faire transiter des esclaves par Belize à destination autant des territoires britanniques qu'étrangers⁹¹⁵.

La situation spécifique du Honduras britannique constitue ainsi une épine dans le pied de Wilmot-Horton. Le traitement infligé aux populations d'esclaves de la colonie, défendu et légitimé par le pouvoir local indépendant de la magistrature bélienne, met le sous-secrétaire d'État face à des attaques provenant de la part de franges abolitionnistes du Parlement. Or, le statut de colonie formellement indépendante du Honduras britannique ne permet pas à Wilmot-Horton d'envisager une quelconque intervention pour la bonne application de mesures locales d'amélioration envers les populations esclaves. Répondant à un Arthur soucieux des agissements cruels de certains magistrats à l'encontre de leurs esclaves, il lui confie en effet que « *it would be quite impossible for the Crown to interfere to prevent [...] from holding slave property either personally or by representation, but at the same time it is equally impossible to express too strong indignation at [the] gross – brutality*⁹¹⁶ ».

L'exceptionnalisme juridique du Honduras britannique représente également un handicap pour un quelconque renforcement d'une présence commerciale et politique britannique aux alentours de la mer des Caraïbes. Comme l'indique le superintendant Arthur – dans une missive confidentielle rédigée à l'intention d'un

⁹¹² Lamont, 193-95; Ward, *British West Indian slavery*.

⁹¹³ Voir chapitre 2.4.

⁹¹⁴ « Abolition of Slavery », Commons Sitting, Hansard (London: House of Commons, 15 mai 1823).

⁹¹⁵ Wilmot-Horton à Arthur, 22 septembre 1821.

⁹¹⁶ Wilmot-Horton à Arthur, 16 mars 1822.

officier inconnu⁹¹⁷ – l'imposition d'un régime juridique homogène entre la Grande-Bretagne et le Honduras britannique permettrait d'homogénéiser les procédures de règlements de différends commerciaux entre marchands-banquiers anglais et bûcherons béliziens⁹¹⁸. Le superintendant considère alors que la seule solution pour la Grande-Bretagne de pouvoir à la fois garder sous contrôle les agissements d'une magistrature bélizienne juridiquement intouchable mais portant préjudice à un effort abolitionniste concerté, et établir un contrepoids politique dans une région progressivement dominée par de multiples intérêts étrangers (p. ex. Espagne, États-Unis, nouvelles indépendances latino-américaines) serait de formaliser le statut du Honduras britannique comme constituant une colonie officielle britannique, régie par un régime juridique dépendant de la métropole.

*

Wilmot-Horton intègre le *Colonial Office* lors d'une période d'importants troubles sociétaux potentiels. Les lendemains des guerres napoléoniennes révèlent en effet l'existence de maux sociaux britanniques latents. Par exemple, les mauvaises récoltes des années « sans été » causées par l'éruption du volcan indonésien Tambora en 1815⁹¹⁹ se combinent au désastre du massacre de Peterloo de 1819, conséquence d'une contestation ouvrière grandissante émergeant partiellement d'une crise textile issue d'un ralentissement commercial post-guerre⁹²⁰. Les risques posés par de tels désordres potentiels et effectifs⁹²¹ poussent des parlementaires britanniques tels que le radical William Cobbett à entrevoir que « *all the Evils of our Population would cease* » si des réformes parlementaires sont introduites⁹²² (p. ex. suffrage universel masculin). Par crainte notamment de voir les épisodes de révoltes populaires se transformer en soutien massif à la frange radicale du Parlement, Wilmot-Horton, alors simple parlementaire, réfute la proposition de Cobbett. À la place, il indique à Thomas Robert Malthus, dans un courrier rédigé quelques années plus tard, avoir alors considéré privilégier non pas une réforme parlementaire, mais une refonte des *Poor Laws* (lois définissant l'aide apportée aux indigents) accompagnée de la constitution d'un important « *System of Emigration... to our own colonies*⁹²³ ». En réponse aux risques que constitue l'existence même d'une population indigente sans-activité productive et au potentiel de déstabilisation sociale important,

⁹¹⁷ Arthur, « Private »; Arthur à Bathurst, 31 juillet 1819.

⁹¹⁸ Comme pour le cas de Inglis & Co. Voir chapitre 2.3.

⁹¹⁹ Gillen D'Arcy Wood, *Tambora: the eruption that changed the world* (Princeton: Princeton University Press, 2014).

⁹²⁰ Ian Herson, *Riot! civil insurrection from Peterloo to the present day* (London; Ann Arbor, MI: Pluto, 2006), 21-38.

⁹²¹ Johnston, *British Emigration Policy*, 5; Eric John Hobsbawm, *The age of revolution 1789-1848* (New York: Vintage Books, 1996), 103.

⁹²² « Reform of Parliament », Hansard (London: House of Commons, 1 juillet 1819); Bashford et Chaplin, *The new worlds of Thomas Robert Malthus*, 209.

⁹²³ Bashford et Chaplin, *The new worlds of Thomas Robert Malthus*, 209. (Souligné dans le texte.)

Wilmot-Horton perçoit alors la mise sur pied de programmes d'émigration à la fois comme un soulagement pour la métropole, et comme un appui à la mise en valeur de l'ensemble des colonies britanniques. Surtout, il entrevoit la constitution de programmes migratoires gouvernementaux comme pouvant constituer une solution de compensation ou de remplacement adéquate aux *poor laws*, véhémentement critiquées depuis la fin du XVIII^e siècle⁹²⁴.

Dans son *Essay on the principle of population* de 1798, Thomas Robert Malthus théorise l'existence d'une corrélation entre croissance démographique et famine. Afin de pallier le risque que représente, selon l'auteur, l'émergence inéluctable d'une telle crise alimentaire, il recommande notamment la mise en place de « freins » préventifs à l'augmentation démographique exponentielle des sociétés contemporaines (p. ex. célibat ou retard du mariage). Ceux-ci s'adressent notamment et surtout aux catégories indigentes de la population. Bien que suggéré par certains contemporains⁹²⁵, déplacer ces populations représente initialement pour Malthus un « *very weak palliative* »⁹²⁶. Selon l'auteur, l'émigration ne crée en fin de compte qu'un gouffre démographique rapidement comblé par une procréation encouragée par l'existence d'une abondance relative de ressources. Au sein de cette vision somme toute pessimiste du développement économique britannique mise en avant par Malthus, l'Écosse joue un rôle central. Comme l'illustre Frederik Albritton Jonsson⁹²⁷, les diverses critiques dénonçant l'existence d'un risque de surpopulation se focalisent essentiellement sur la région du nord de la Grande-Bretagne. Au cours de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, l'Écosse est toutefois considérée comme une frontière au riche potentiel, nécessitant l'implantation d'importants programmes de développement économique optimistes. Les goulets d'étranglement économiques imposés à la Grande-Bretagne autant par la perte de ses colonies nord-américaines que les guerres napoléoniennes poussent néanmoins la conceptualisation d'une Écosse constituant progressivement, statistiques démographiques à l'appui, plus un fardeau pesant de bouches à nourrir qu'un réservoir potentiel de terres agricoles.

Or, avant l'arrivée de Wilmot-Horton au *Colonial Office*, le gouvernement de Sa Majesté considère alors l'organisation de projets coloniaux comme une solution potentiellement envisageable pour vider la Grande-Bretagne d'une partie de ses

⁹²⁴ David R. Green, *Pauper capital: London and the Poor Law, 1790-1870* (Farnham, Surrey, England ; Burlington, VT: Ashgate, 2010), 6-7; Karl Polanyi, *The great transformation: the political and economic origins of our time*, 2^e éd. (Boston, MA: Beacon Press, 2001), 116.

⁹²⁵ Voir par exemple : Major Torrens, *A Paper on the Means of Reducing the Poors Rates, and of Affording Effectual and Permanent Relief to the Labouring Classes* (London, 1817).

⁹²⁶ Thomas Robert Malthus, *An Essay on the Principle of Population, as It Affects the Future Improvement of Society. With Remarks on the Speculations of Mr. Godwin, M. Condorcet and Other Writers* (London: J. Johnson, 1798), 24-25; Thomas Robert Malthus, *An Essay on the Principle of Population*, 2^e éd. (London: J. Johnson, 1803); Thomas Robert Malthus, « Population », *Supplement to the Encyclopædia Britannica* (Edinburgh: Archibald Constable and Company, 1824).

⁹²⁷ Fredrik Albritton Jonsson, *Enlightenment's frontier: the Scottish Highlands and the origins of environmentalism*, The Lewis Walpole series in eighteenth-century culture and history (New Haven: Yale University Press, 2013).

habitant-e-s. Par exemple, un plan expérimental destiné à déplacer des travailleurs indigents à destination du cap de Bonne-Espérance est présenté par le chancelier de l'Échiquier Vansittart devant le Parlement au cours du mois de juillet 1819. Joseph Hume, un parlementaire radical, regrette d'ailleurs ironiquement que le projet ministériel n'aille pas plus loin en donnant la possibilité de déplacer de force des candidats récalcitrants à l'émigration⁹²⁸. Bien que le projet d'émigration gouvernementale à destination du cap de Bonne-Espérance se solde par retentissant échec financier et humain, freinant certains soutiens parlementaires à l'élaboration de projets publics d'émigration⁹²⁹, Wilmot-Horton compte néanmoins bien profiter de sa nomination au rang de sous-secrétaire au *Colonial Office* pour réaliser sa propre solution migratoire à apporter au problème de surpopulation britannique latent. Selon Wilmot-Horton, le coût de déplacement de catégories inactives de la population au bénéfice des *poor laws* serait, à terme, moindre que celui de les maintenir économiquement en Grande-Bretagne au détriment des finances paroissiales. Pouvant bénéficier au développement de colonies britanniques nord-américaines sous-valorisées, il entrevoit ainsi l'émigration également comme une opportunité salvatrice offerte à des populations maintenues en pauvreté par l'absence concrète de travail suffisant pour leur permettre de subvenir à leurs propres besoins⁹³⁰.

Ainsi, sous la plume de Wilmot-Horton, les aspirations d'expansion politique britannique vont conceptuellement de pair avec la mise en place de programmes migratoires voués au déplacement dans certains lieux donnés de populations indigentes anglaises et, surtout, écossaises comme « *the most desirable object in a country* ». Celle-ci permet l'apport d'une main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation de sols et autres ressources naturelles. Toutefois, seule l'émigration organisée et canalisée par un gouvernement permet le déplacement d'une main-d'œuvre britannique indigente (puisque sous-employée en métropole), permettant ainsi d'atteindre rapidement l'augmentation d'une population nécessaire à la mise en valeur optimale d'environnements initialement dotés en main-d'œuvre indigène ou esclavagiste qualitativement et quantitativement insuffisante⁹³¹.

Wilmot-Horton publie ainsi, au début de l'année 1823, un « *Outline of a Plan of Emigration to Upper Canada* ». Il y présente un projet d'émigration à destination des territoires britanniques nord-américains. Ce plan envisage de charger les paroisses de sélectionner leurs candidat-e-s à l'émigration. Sur la base d'un prêt alloué par le gouvernement britannique, celles-ci peuvent ainsi allouer les moyens nécessaires au paiement à la fois d'une traversée transatlantique, organisée par le gouvernement de Sa Majesté, et les frais d'installation dans le Haut-Canada. Devant à terme rembourser le prêt (alloué à quatre pourcents), les

⁹²⁸ « Emigration to the Cape of Good Hope », Hansard (London: House of Commons, 12 juillet 1819); Lamont, « Robert Wilmot Horton and liberal Toryism », 88.

⁹²⁹ Lamont, « Robert Wilmot Horton and liberal Toryism », 88; Johnston, *British Emigration Policy*, 37-48.

⁹³⁰ Bashford et Chaplin, *The new worlds of Thomas Robert Malthus*, 209-14.

⁹³¹ Robert Wilmot-Horton, *Letters containing Observations on Colonial Policy* (London: J. Cunningham, 1839), 16-27; Johnston, *British Emigration Policy*, 63-64.

paroisses se voient néanmoins libérées à la fois d'une surpopulation potentielle d'indigent-e-s, mais également d'une dépense initiale trop importante⁹³². Convaincu du bien-fondé de son programme, Wilmot-Horton se chargera de porter cette vision à une échelle plus grande. Il sera ainsi impliqué dans diverses commissions gouvernementales en lien avec des questions de mise en place de programmes d'émigration gouvernementaux, telles que le *Select Committee on the Employment of the Poor in Ireland* de 1823⁹³³, ou le *Select Committee on Emigration*, fondé en 1826 et qu'il présidera⁹³⁴.

Toutefois, l'élaboration par Wilmot-Horton d'un tel projet colonial centré exclusivement autour de la situation du Haut-Canada semble surtout constituer l'aboutissement d'une période de formation et d'expérimentation spécifiquement personnelle. Certains biographes du sous-secrétaire mentionnent en effet le fait que sa conception de l'émigration comme constituant un palliatif suffisant, voire nécessaire, au risque posé par l'augmentation progressive de la population mis en lumière par Malthus, prend un certain temps à se mettre en place. Par exemple, Eric Richards indique que, bien que les premières mentions par Wilmot-Horton d'un quelconque intérêt ayant trait à des questions d'émigration se manifestent aux alentours de 1819, il faut attendre la rédaction en 1822 de son « *Outline of a plan of emigration to Upper Canada* » pour voir une expression spécifique et publique d'un projet migratoire concret⁹³⁵.

Poussant à la fois une vision personnelle expansionniste coloniale fondée sur l'instauration de programmes d'émigration d'un côté, et garant de la bonne application de mesures d'amélioration des conditions des populations d'esclaves, Wilmot-Horton incarne une victime de choix pour une frange parlementaire radicale opposée à l'exportation de la main-d'œuvre britannique. Rejoignant l'analyse de Malthus, Joseph Hume considère par exemple que seule une limite imposée au nombre de naissances peut avoir un effet concluant sur l'augmentation perçue des populations paupérisées⁹³⁶. Ainsi, Hume dépeint en 1825 une demande faite au Parlement de prolonger les fonds de projets d'émigration gouvernementaux déjà en cours comme « *a most wanton piece of extravagance* ». William Cobbett, un autre parlementaire radical⁹³⁷, accuse Wilmot-Horton, voire l'entier de la machine gouvernementale en charge de ces projets migratoires – décrite telle une « *THING* » mettant sur pied un sombre « *Roman plan* » – d'être coupable de se jouer des populations irlandaises ou

⁹³² Robert Wilmot-Horton, *Outline of a plan of emigration to upper canada* (London: F. Warr, 1823).

⁹³³ *Report from the Select Committee on the Employment of the Poor in Ireland: Ordered by the House of Commons, to Be Printed, 16 July, 1823*, 1823.

⁹³⁴ Select Committee on Emigration, *The Report of the Select Committee on Emigration in 1826* (London: John Murray, 1827).

⁹³⁵ Richards, « Horton, Sir Robert John Wilmot-, third baronet », sect. Proponent of emigration.

⁹³⁶ Bernard Semmel, *The rise of free trade imperialism: classical political economy, the empire of free trade and imperialism 1750-1850* (Cambridge: Cambridge University Press, 1970), 105.

⁹³⁷ Michael Rustin, « William Cobbett and the invention of popular radical journalism », *Soundings*, n° 1 (autumn 1995): 139-55.

écossaises en les impliquant, à leurs dépens, dans des expériences hasardeuses⁹³⁸.

Bien qu'expressives, les critiques radicales à l'encontre de Wilmot-Horton semblent partiellement fondées. Envisagés pour le Haut-Canada, ses plans entrent également le fait qu'un tel système permettrait, à terme, de rediriger les flux de migrants vers diverses parties d'un Empire britannique dont le développement de ses possessions coloniales permettrait non seulement de soustraire à la métropole une demande pesante, mais également de contribuer à sa prospérité générale⁹³⁹. De plus, et de l'aveu d'un Wilmot-Horton parlant par le biais du *Select Committee on Emigration*, les plans d'émigration financés par le gouvernement de Sa Majesté mis sur pied dès 1819 constituent bien des expériences. Celles-ci sont, à son avis, nécessaires pour permettre une évaluation essentielle des effets que pourrait avoir l'allocation de futures importantes parts budgétaires à la question d'une quelconque expansion de programmes gouvernementaux d'émigration⁹⁴⁰.

Comme il l'indique lui-même, la position de sous-secrétaire d'État aux colonies permet à Wilmot-Horton d'évaluer les résultats de projets coloniaux déjà lancés par son prédécesseur autant en Amérique du Nord que dans la nouvelle colonie du Cap. De fait, il entrevoit ceux-ci comme des expériences migratoires en cours⁹⁴¹. Celles-ci constitueront d'ailleurs les fondements à ses propres projets coloniaux envisagés dans le Haut-Canada dès 1823. Toutefois, l'absence complète de projets « expérimentaux » d'émigration officiels au sud des États-Unis ne lui permet pas d'évaluer le potentiel que pourrait avoir un déplacement de population britannique dans ces régions. Parvenant déjà avec peine à obtenir les financements nécessaires à la continuation d'expériences migratoires nord-américaines auprès du Parlement, fortement critiquées par l'opposition radicale, il semble en conséquence difficile d'envisager la mise en place d'autres projets migratoires gouvernementaux.

*

Par chance, sa fonction permet à Wilmot-Horton d'assister à une autre « expérience » inattendue mais des plus révélatrices : la constitution et la ruine de Poyais. Comme le mentionne MacGregor lui-même, le projet poyaisien incarne un lieu propice à l'établissement de migrant-e-s écossais-es. Bien plus qu'une colonie commerciale vouée à soutenir l'économie maritime caribéenne,

⁹³⁸ William Cobbett, « The old roman plan, or, the project for getting rid of the people », *Cobbett's weekly register*, 9 avril 1825, 90. Par ailleurs, Cobbett semble moins opposé à l'émigration volontaire de manière générale qu'à son instrumentalisation gouvernementale. Voir par exemple : William Cobbett, *The Emigrant's Guide in Ten Letters Addressed to the Tax-Payers of England* (London: Mills, Jowett and Mills, 1829).

⁹³⁹ Robert Wilmot-Horton, *Observations upon the outline of a plan of emigration to upper canada* (London: W. Clowes, 1823), 7-8; Johnston, *British Emigration Policy*, 63-65.

⁹⁴⁰ Select Committee on Emigration, *The Report of the Select Committee on Emigration in 1826*, 5.

⁹⁴¹ Select Committee on Emigration, 5; Johnston, *British Emigration Policy*, 9.

Poyais est également envisagé par MacGregor comme un potentiel soutien britannique contre une possible expansion des États-Unis. Il entrevoit ainsi le développement de sa concession comme permettant l'ouverture d'un « *new channel to the Emigrant population of Great Britain* ». Celui-ci pourrait permettre la mise en place d'un contrepoids effectif et soutenant une présence britannique au nord du continent face à l'expansion de la « puissance envahissante » de son ancienne sœur⁹⁴². En tant que projet fondé sur le déplacement de populations, Poyais constitue ainsi, si comparé aux dites « expériences » de colonisation établies par le gouvernement britannique à la même période, une étude spécifique et unique lui permettant d'identifier l'existence de facteurs déterminant la finalité d'un projet de colonisation en Amérique centrale. Il est vrai que l'arrivée de quelques travailleurs écossais après 1815, engagés par certaines plantations antillaises dans le but de former les populations d'esclaves à leur métier⁹⁴³, peut offrir un premier diagnostic quant aux effets potentiels de certains mouvements migratoires britanniques. Ces quelques déplacements en direction des Antilles britanniques ne constituent toutefois que des cas isolés, la majorité des mouvements migratoires britanniques se dirigeant généralement, du moins depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle, vers les États-Unis⁹⁴⁴.

En quelque sorte, la position de Wilmot-Horton semble proche de celle du médecin londonien John Snow. L'écllosion d'épidémies de choléra dans Londres au cours des années 1849 et 1854 lui permet d'identifier le mode de contagion principal de cette maladie. De fait, superposant une cartographie de la rapidité avec laquelle l'épidémie se répand à certains quartiers londoniens permet à Snow d'expliquer l'effusion de la maladie par l'existence de réseaux d'alimentation en eau souillés par les égouts ou eaux stagnantes⁹⁴⁵. Pour reprendre le terme mis en avant par Jared Diamond et James Robinson – sans risquer d'entrer dans des considérations méthodologiques propres à l'identification de tels phénomènes historiques⁹⁴⁶ – Snow est ainsi le spectateur direct d'une situation spécifique définie par l'attribution à des sujets donnés de traitements au hasard et possiblement aléatoires, ou « expérience naturelle »⁹⁴⁷. L'observation de l'écllosion soudaine – et bien entendu involontaire – et le développement d'épidémies de choléra permettent de fait à Snow d'identifier le ou les facteurs propres et sous-jacents à la modification d'un système donné (groupe expérimental) comparé, comme lors d'une expérience en laboratoire, à une autre en apparence similaire (groupe contrôle).

Pour Wilmot-Horton, Poyais constitue une sorte d'« expérience naturelle » bienvenue. Du fait de la structure organisationnelle du *Colonial Office*, le sous-

⁹⁴² MacGregor à Vansittart, 13 mars 1821.

⁹⁴³ Ward, *British West Indian slavery*, 74.

⁹⁴⁴ Johnston, *British Emigration Policy*, 7-8.

⁹⁴⁵ John Snow, *On the Mode of Communication of Cholera* (London: John Churchill, 1849); John Snow, *On the Mode of Communication of Cholera*, 2^e éd. (London: John Churchill, 1855).

⁹⁴⁶ Jasjeet S. Sekhon et Rocío Titiunik, « When Natural Experiments Are Neither Natural nor Experiments », *American Political Science Review* 106, n° 1 (février 2012): 35-57.

⁹⁴⁷ Jared M. Diamond et James A. Robinson, éd., *Natural experiments of history* (Cambridge, Mass: Belknap Press of Harvard University Press, 2010).

secrétaire d'État aux colonies se charge de suivre l'évolution du projet de MacGregor. Ne transmettant aux superintendants du Honduras britannique aucune directive à prendre concernant l'allocation par le roi miskitu George Frederic d'une importante concession territoriale au mercenaire écossais, Wilmot-Horton semble néanmoins avoir à cœur de se tenir informé de l'avancée de l'entreprise poyaisienne. Il profite alors de sa position pour obtenir quelques informations sur les agissements de MacGregor ou de ses associés par le biais des quelques rapports envoyés par les superintendants béliziens⁹⁴⁸. Par exemple, le 7 mars 1823, il demande au superintendant en place de lui faire parvenir toute information ayant un lien avec Poyais, « *merely as a subject of general interest*⁹⁴⁹ ».

Suivre de loin l'évolution du projet poyaisien permet ainsi à Wilmot-Horton d'identifier, voire de confirmer, l'une des causes expliquant l'impossibilité d'un quelconque potentiel projet britannique de se concrétiser aux abords de la baie du Honduras. L'existence d'une trop forte indépendance d'un droit civil bélizien, sur lequel repose la légitimité des agissements d'une oligarchie locale se présentant comme opérant au nom de la couronne anglaise, se pose de fait en opposition à une quelconque opération migratoire et réforme des pratiques esclavagistes dans la région. Comme le relève le cas de Poyais, confirmé plus tard notamment les procès intentés par les magistrats du Honduras britannique à l'encontre de l'agent poyaisien George Augustus Low, l'existence d'un système juridique indépendant périphérique, régissant les agissements de citoyens britanniques hors d'un quelconque cadre légal compatible avec celui de compatriotes, est l'un des éléments menant à la chute de MacGregor. L'impossibilité pour les investisseurs poyaisiens de récupérer légitimement les cargaisons de vivres et biens envoyés à grands frais en Moskitie constitue un obstacle de taille pour toute tentative future d'installer une colonie en Amérique centrale. En d'autres termes, impossible d'étendre un quelconque programme migratoire à l'Amérique centrale tant que les magistrats du Honduras britannique jouiront d'un régime légal propre.

Le 3 juillet 1823, Wilmot-Horton fait parvenir au superintendant un courrier mentionnant la volonté du secrétaire d'État aux colonies de présenter une proposition de loi au parlement britannique. Celle-ci vise à réguler le cadre légal bélizien en imposant une cour civile sous juridiction britannique. Sans proposer plus de détails ni approfondissement – mis à part l'inscription d'une requête personnelle demandant à pouvoir être informé de la situation poyaisienne – il demande à Codd de lui faire connaître les avis des habitants à ce sujet⁹⁵⁰. Cette proposition de loi envisage de modifier le traitement de cas locaux relevant du droit civil (p. ex. dettes, conflits commerciaux). De fait, ceux-ci ne devront plus être tranchés par un jury délibérant au sein d'une cour présidée par des

⁹⁴⁸ Voir par exemple : Edward Codd à Robert Wilmot-Horton, 22 décembre 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew; Wilmot-Horton à Codd, 30 août 1823; Robert Wilmot-Horton à Edward Codd, 31 octobre 1823, R3_201, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

⁹⁴⁹ Wilmot-Horton à Codd, 3 juillet 1823.

⁹⁵⁰ Wilmot-Horton à Codd.

magistrats. À la place, il est envisagé de laisser le règlement de tels cas à une « *supreme court of civil justice in and for the settlement of Honduras* ». Celle-ci devra être composée de juges nommés par une commission sous autorité royale. En plus de nommer ces juges, cette dernière aura également pouvoir, à tout moment, de renouveler ou renvoyer à sa guise tout membre de cette dite cour. Ce tribunal aura ainsi pour mission d'entendre et trancher « *according to the rules & practice of the law of that part of the United Kingdom called "England"* ». De plus, toute décision de cette cour civile (pour autant que le montant incriminé soit supérieur à 300 livres sterling ou inestimable monétairement) pourra faire l'objet d'un appel auprès d'une instance juridique londonienne, à condition d'avoir été dûment transmise au superintendant dans un délai imparti (14 jours) et accompagné d'une caution⁹⁵¹.

Bien loin d'être anodine, cette information constitue une attaque du gouvernement britannique à l'encontre du régime juridique autonome bélizien. En d'autres termes, le projet de loi transmis par Wilmot-Horton vise à confisquer aux magistrats béliziens le pouvoir de rendre justice pour toutes questions commerciales, jusque-là réglées essentiellement par la *Grand Court* du Honduras britannique⁹⁵². En conséquence, tout différend relevant d'une juridiction civile serait régi par un régime similaire à celui de l'Angleterre. L'instauration d'un droit d'appel placerait ainsi le Honduras britannique au bas de la hiérarchie des cours civiles britanniques. Bien que le terme de *settlement* soit généralement mis en avant dans le courrier de Wilmot-Horton, cette réforme intégrerait néanmoins indirectement et partiellement le Honduras britannique dans un cadre formel légal régi directement par le parlement britannique. De fait, le Honduras britannique serait, à demi-mot, intégré et reconnu en tant que territoire de Sa Majesté. En sus du renvoi du superintendant Arthur, presque forcé de quitter le Honduras britannique en raison de fortes dissensions l'opposant à la magistrature bélizienne⁹⁵³, la demande de consultation transmise par Wilmot-Horton au superintendant Codd intervient quelques jours après la publication à Londres de la dépêche transmise auprès de Lloyd's par des représentants de l'oligarchie du Honduras britannique⁹⁵⁴.

La réception de la missive de Wilmot-Horton passe mal auprès des magistrats béliziens. Une réunion des habitants du Honduras britannique organisée le 3 novembre décide notamment de charger les magistrats de convaincre Codd d'user de son influence pour maintenir le *statu quo*⁹⁵⁵. Persuadé du bien-fondé des actions des magistrats, la stratégie du superintendant est alors simple. Le 12 décembre, il adresse un courrier de quelques lignes directement au ministère des Colonies, indiquant avoir l'honneur de lui transmettre une copie du procès-

⁹⁵¹ Wilmot-Horton à Codd.

⁹⁵² Voir chapitre 2.3.

⁹⁵³ Voir chapitre 2.4.

⁹⁵⁴ « The following is an extract of a letter received at Lloyd's from Honduras », 9 juin 1823.

(Voir chapitre 5.1.)

⁹⁵⁵ « Public meeting » (11 mars 1823), Meeting of Magistrates 1822-1823, Belize State Records and Archives Service, Belmopan.

verbal de la dernière réunion publique bélizienne⁹⁵⁶. Toutefois, avant de parvenir à la lecture du – maigre – paragraphe mentionnant le souhait des habitants de ne pas modifier leur régime juridique, le document contient une retranscription complète d'un courrier librement adressé par Codd aux magistrats. Celui-ci félicite et honore non seulement leur intervention dans l'évacuation de la colonie poyaisienne, mais surtout l'accueil sans égal réservé aux malheureux-ses passager-ère-s du *Skeene*, débarqué-e-s quelques mois auparavant. Suivant cet éloge prononcé à l'encontre des magistrats, accompagné d'une ligne dépeignant MacGregor tel un filou, le procès-verbal retranscrit également une autre discussion entretenue entre habitants du Honduras britannique. Le magistrat John Wright leur fait part du fait que les accusations portées à l'encontre de la magistrature par l'ancien superintendant Arthur dans divers de ses rapports ont été reprises (notamment par le député abolitionniste Fowell Buxton⁹⁵⁷) dans un débat parlementaire traitant de l'abolition de l'esclavage⁹⁵⁸. Considérant la description faite par Arthur du traitement réservé à leurs esclaves comme mensongère et diffamatoire, les habitants décident qu'une réponse doit être donnée aux dires de leur ancien superintendant. Pour ce faire, une commission constituée de magistrats – dont Marshall Bennett – est nommée « *to draw a defence of the settlement* »⁹⁵⁹. Celle-ci donnera notamment naissance à l'ouvrage publié en 1824 sur ordre des « habitants du Honduras », affirmant que l'entièreté des accusations portées à leur encontre est calomnieuse, puisque rédigées par un Arthur hypocrite et sournois. Surtout, ils dépeignent les esclaves détenus en Honduras britannique comme les plus heureux du monde⁹⁶⁰.

Bien qu'exprimant officiellement le souhait de voir maintenu un *statu quo* juridique, les magistrats indiquent de fait ouvertement à Bathurst et à Wilmot-Horton leur profond désaccord avec le projet de loi envisagé par le *Colonial Office*. L'envoi de ce procès-verbal indique surtout les capacités de rétorsion pouvant être mobilisées par la magistrature bélizienne, soutenue de surcroît par un Codd probablement trop convaincu de la bonne foi de ses interlocuteurs. Au sujet des maltraitances infligées aux populations d'esclaves du Honduras britannique, la publication d'un pamphlet délégitimant les accusations par leur superintendant précédent permet à la magistrature de relativiser en fin de compte les accusations portées à son encontre par des parlementaires britanniques abolitionnistes. Pour le cas de Poyais, le ralliement du superintendant du Honduras britannique en poste à la cause des magistrats peut constituer un embarras supplémentaire pour Wilmot-Horton. Remettre en cause le soutien exprimé par Codd envers la magistrature bélizienne pourrait ainsi constituer un signe d'incapacité du sous-secrétaire à gérer un agent expatrié prenant la liberté

⁹⁵⁶ Edward Codd à Earl Bathurst, 12 décembre 1823, CO 123/34, The National Archives, Kew.

⁹⁵⁷ Olwyn M. Blouet, « Buxton, Sir Thomas Fowell, first baronet », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/10.1093/ref:odnb/9780198614128.001.0001/odnb-9780198614128-e-4247>.

⁹⁵⁸ « Abolition of Slavery ».

⁹⁵⁹ Codd à Bathurst, 12 décembre 1823.

⁹⁶⁰ *The defence of the settlers of Honduras*. (Voir chapitre 2.4.)

de soutenir le démantèlement « humanitaire » d'un projet colonial indépendant. Surtout, désavouer Codd, et donc les agissements béliziens à l'encontre des colons poyaisiens, représenterait potentiellement un aveu de soutien indirect à un projet d'émigration publiquement décrit comme un fiasco retentissant.

Suivant la réponse de Codd, Wilmot-Horton devient soudainement des plus encourageants à l'égard des magistrats béliziens et du superintendant. Il leur transmet d'ailleurs ses félicitations accompagnées de celles du roi pour leur intervention conjointe dans l'opération de secours apportée aux malheureux-ses Poyaisien-ne-s⁹⁶¹. Surtout, le sous-secrétaire semble exprimer toute sa gratitude au superintendant pour sa capacité à avoir, de manière indépendante, autonome et contrairement à certains de ses prédécesseurs, su collaborer avec les magistrats.

*

Au courant des développements du projet poyaisien quasiment dès sa naissance, le *Colonial Office* se garde toutefois bien de divulguer des informations relatant de ce fait dans les maigres communications publiques retraçant la chute de MacGregor. Mentionné quelquefois de manière anecdotique lors de séances parlementaires⁹⁶², le cas de Poyais ne remonte qu'une seule fois de manière sérieuse au sein de la Chambre des communes. Lors de la session du 4 mars 1824, le représentant radical d'Aberdeen, Joseph Hume⁹⁶³, relève l'existence d'un nouveau bureau chargé de gérer les intérêts de Poyais⁹⁶⁴. Celui-ci récolterait depuis peu des souscriptions pour mettre sur pied des voyages de migrant-e-s à destination de la Nouvelle-Zélande⁹⁶⁵. S'adressant directement au sous-secrétaire d'État du *Colonial Office*, Hume se demande alors, un peu plus d'une année après l'événement du scandale de Poyais, si le gouvernement de Sa Majesté peut lui fournir la preuve d'une quelconque légitimité d'un tel projet. Surtout, il exige de savoir si le gouvernement a l'intention de soutenir le nouveau projet de MacGregor. Répondant au parlementaire radical – et alors contractant en charge de la bonne gestion du fonds d'amortissement de l'emprunt grec de 1824⁹⁶⁶ – Wilmot-Horton lui indique que le gouvernement ne reconnaît en rien cette entreprise. Il ajoute qu'il ne peut qu'encourager la population à redoubler

⁹⁶¹ Wilmot-Horton à Codd, 30 août 1823; Wilmot-Horton à Codd, 31 octobre 1823.

⁹⁶² « Settlement on the swan river », Sessional Papers, Hansard (London: House of Lords, 20 décembre 1823).

⁹⁶³ V. E. Chancellor, « Hume, Joseph (1777–1855) », éd. par Brian Harrison, *Oxford Dictionary of National Biography* (Oxford: Oxford University Press, 2004), <http://www.oxforddnb.com/view/article/14148>.

⁹⁶⁴ « Poyais Emigration », Commons Sitting, Hansard (London: House of Commons, 4 mars 1824); « WE are extremely glad to perceive that MR. HUME has “asked a question” on the subject of the POYAIAN emigration », *John Bull*, 8 mars 1824, sect. Editorial.

⁹⁶⁵ Aucun projet poyaisien en lien avec une quelconque émigration en Nouvelle-Zélande n'a pour l'heure pu être identifié.

⁹⁶⁶ Bartle, « Bowring and the greek loans of 1824 and 1825 », 62.

d'attention face aux promesses de fortunes coloniales faites par des mercenaires tels que MacGregor⁹⁶⁷.



Figure 24: Joseph Hume (Whitehead Walton).

La réponse de Wilmot-Horton semble *a priori* relever d'une volonté gouvernementale bienveillante, en concordance avec la politique appliquée officiellement jusque-là vis-à-vis des mouvements d'indépendance américains. Bienveillante, puisque le représentant du gouvernement estime devoir prévenir une répétition d'un cas considéré communément comme une fraude. Le projet de MacGregor est alors désigné dans l'espace autant public⁹⁶⁸, financier⁹⁶⁹ que politique comme la triste anecdote d'une tromperie privée ayant affecté de nombreux-ses migrant-e-s malheureux-ses. En tant qu'architecte publiquement reconnu du projet poyaisien, MacGregor est en effet déjà systématiquement dépeint comme une figure burlesque, voire grotesque. Hume lui-même décrit le projet poyaisien comme à la source de « *the evils which had resulted from the emigration to Poyais were well known to the House*⁹⁷⁰ ».

En concordance avec la politique appliquée officiellement jusque-là vis-à-vis des mouvements d'indépendance américaines, Wilmot-Horton, par cette déclaration, n'entre également d'aucune manière dans des considérations liées ou non à des problématiques liées à des questions de reconnaissance d'indépendance de nouveaux territoires latino-américains. De la sorte, cette réponse semble suffire

⁹⁶⁷ « Poyais Emigration ».

⁹⁶⁸ « Poyais Emigrants », *Morning Post*, 22 octobre 1823.

⁹⁶⁹ Voir par exemple la note manuscrite rédigée par un anonyme en 1827, mettant en garde les investisseurs londoniens face aux dangers de la spéculation : « Take care of your Pockets: Another Poyais Humbug ».

⁹⁷⁰ « Poyais Emigration ».

autant à Hume qu'à l'ensemble du Parlement. Par la suite, la chambre législative continuera de considérer le cas de Poyais comme constitutif d'une fraude emblématique⁹⁷¹. La réplique donnée à Hume par Wilmot-Horton constitue néanmoins une diversion rhétorique lui permettant d'éviter d'entrer trop en profondeur dans la question face à un parlementaire connu pour ses affinités radicales⁹⁷². De fait, elle semble dévier l'intérêt de parlementaires à mettre en lumière l'existence d'une quelconque implication – même passive – du *Colonial Office* dans l'affaire de MacGregor. Comme le laisse suggérer une note personnelle de Wilmot-Horton, ce dernier semble effectivement avoir une satisfaction personnelle à ce que le scandale poyaisien ne soulève pas plus intensément l'indignation généralisée de représentants de l'opposition parlementaire. Rédigeant un résumé de l'affaire du Poyais dans le courant du mois de décembre 1824, Wilmot-Horton mentionne notamment avoir à un certain moment craint une saisie du Parlement par certains investisseurs du Poyais – dont Richardson et ses associés – si les biens spoliés par la magistrature du Honduras britannique venaient à ne pouvoir leur être restitués⁹⁷³. Redoutant que l'ébrulement du scandale de Poyais puisse affecter son maintien au poste de sous-secrétaire d'État, Wilmot-Horton semble alors surtout craindre que celui-ci n'entrave ses propres ambitions politiques personnelles.

En apparence mensongère, ou spécifique au cas du Poyais, la réaction de Wilmot-Horton semble somme toute semblable à celle de son supérieur dans d'autres cas de scandales coloniaux. Dans un récent ouvrage, Kristen McKenzie démontre en effet que le fort intérêt porté à l'encontre de rumeurs de comportements « déviants » affichés par leurs fonctionnaires coloniaux, notamment l'existence de relations homosexuelles ou adultères, et la mise en place consécutive d'enquêtes approfondies au cours du XIX^e siècle, témoignent surtout d'une volonté affichée par les *Colonial* et *Foreign Offices* de régler de tels scandales potentiels en interne tout en évitant d'en informer l'opposition parlementaire⁹⁷⁴. Ainsi, si la connaissance suivie et appuyée de Wilmot-Horton venait à être portée à la connaissance du Parlement, il est possible que l'inaction gouvernementale face à la mise en place connue d'un projet colonial et migratoire *in fine* désastreux puisse potentiellement servir de munition à une opposition parlementaire – dont fait partie Hume – généralement peu enjouée par les agissements du secrétariat à la guerre et aux colonies.

De fait, l'affirmation – mensongère – d'une complète ignorance de la part du *Colonial Office* par Wilmot-Horton au sujet des agissements de MacGregor en

⁹⁷¹ « The king of Oude », Sessional Papers, Hansard (London: House of Commons, 28 juillet 1834); « South Australian Colonization », Sessional Papers, Hansard (London: House of Commons, 29 juillet 1834); « Petition of F. Jones complaining of country bank notes not being paid in gold », Sessional Papers, Hansard (London: House of Commons, 27 juin 1825).

⁹⁷² Chancellor, « Hume, Joseph (1777–1855) ».

⁹⁷³ Robert Wilmot-Horton, « Genl Codd's subject of enquiry » (9 décembre 1824), CO 123/35, The National Archives, Kew.

⁹⁷⁴ Kirsten McKenzie, *Imperial underworld: an escaped convict and the transformation of the British colonial order*, Critical perspectives on empire (Cambridge: Cambridge University Press, 2016).

Moskitie semble ainsi participer d'une volonté visant à protéger le gouvernement de Sa Majesté d'une quelconque critique politique radicale à son encontre. Surtout, elle lui permet de s'assurer de son maintien à son propre poste et de son avancée politique personnelle. Comme l'illustre H.J.M. Johnston, la structure administrative restreinte du *Colonial Office* dans les premières décennies du XIX^e siècle se définit principalement par une délégation de ses différentes activités entre le secrétaire et son sous-secrétaire. Celle-ci laisse à ces derniers un pouvoir discrétionnaire quant au règlement ou la façon dont sont abordées certaines affaires gouvernementales. Il peut ainsi exister une collusion entre les intérêts spécifiques d'une région prise en charge par un haut fonctionnaire, et ses intérêts particuliers et personnels⁹⁷⁵.

*

Le calcul politique de Wilmot-Horton ne semble – à nouveau – pas singulier. Comme le démontre Ron Harris dans une étude mettant en lumière les raisons individuelles et collectives poussant les parlementaires britanniques à accepter l'introduction du *Bubble Act*, les motivations expliquant la mise en place de politiques spécifiques peuvent en effet parfois différer de leurs objectifs premiers. Ce texte de loi, introduit en 1720, est censé permettre une meilleure réglementation des constitutions de *joint-stock companies*, toutes nouvelles sociétés devant consécutivement obtenir une charte parlementaire pour se former légalement. Cet épisode, précurseur à l'éclatement de la bulle spéculative portant sur les titres de la *South Sea Company* (une société maritime par actions, détenant un monopole sur le commerce britannique d'Amérique du Sud) est généralement mis en avant comme symptomatique d'une période charnière, fondée sur l'affirmation d'un renforcement du pouvoir législatif britannique. Toutefois, Harris explique que, du fait que de nombreux parlementaires aient eux-mêmes des intérêts financiers personnels dans la *South Sea Company*, le renforcement de la position de cette entreprise par la mise en place d'entraves à la constitution d'autres sociétés par actions permet, de fait, une augmentation de la valeur de leurs investissements – menant consécutivement à l'éclatement de la bulle quelques semaines plus tard⁹⁷⁶. En d'autres termes, comme tente de l'illustrer ce bref chapitre, le refus exprimé par le gouvernement britannique d'intervenir au sujet du Poyais semble s'expliquer moins par des impératifs impériaux qu'un calcul politique national, voire personnel. Les remous du scandale poyaisien représentent de fait un risque important pour la carrière politique de Robert Wilmot-Horton, haut-fonctionnaire anglais astreint au règlement des problématiques antillaises britanniques et envisageant de mettre sur pieds d'importants programmes d'émigration gouvernementaux.

⁹⁷⁵ Johnston, *British Emigration Policy*, 15.

⁹⁷⁶ Harris, « The Bubble Act ».

Conclusion

*So, um, off you go!
(pulls a lever opening a trap door)
Nice to do business with you!*

(The Merchant Banker, *Monty Python's Flying Circus* [1972].)

À l'aune de ce travail, l'histoire de Poyais semble bien différente du mythe présentant généralement MacGregor comme le « roi des escrocs ». Les déambulations caribéennes, transatlantiques et britanniques du cacique apparaissent plutôt comme le prolongement d'une carrière militaire vouée à ouvrir des voies commerciales au profit de commerçants britanniques dans une Amérique espagnole chancelante. L'acharnement à voir un projet colonial sortir des terres de Moskitie constitue ainsi une tentative coloniale privée fondée sur un pari commercial et financier dans un environnement composé de souverainetés politiques fluides. Toutefois, les marges de manœuvre d'intermédiaires financiers londoniens recrutés par un MacGregor finalement peu au fait des dynamiques financières métropolitaines et transatlantiques se révèlent bien plus amples qu'escompté. La conclusion de cette thèse se divise en deux parties. La première propose une brève narration retraçant l'histoire du Poyais du point de vue de Gregor MacGregor, telle que relatée par les sources primaires considérées tout au long de ce travail. En somme, cette réécriture tente de se distancier du récit généralement offert par des auteur-e-s traitant du cas de Poyais et centré-e-s généralement exclusivement autour de la figure du soi-disant cacique. La deuxième section propose de considérer les apports analytiques proposés dans ce travail. Par la même occasion, elle avance quelques limites conceptuelles, tout en suggérant certaines pistes de recherche à approfondir.

MacGregor : un parcours revisité

Les dernières années de la carrière de mercenaire de MacGregor, engagé depuis 1812 sous bannière républicaine sud-américaine, se centrent essentiellement autour d'une stratégie perçue comme juste et essentielle à la cause bolivarienne : l'accaparement de nouveaux territoires dont la légitimité souveraine peut être instrumentalisée. Bénéfiques militairement, territorialement et politiquement à ces nouvelles indépendances, les tentatives – malheureuses – de s'installer à Amelia (1817), Porto Bello ou Rio de la Hacha (1819) constituent une stratégie également potentiellement profitable pour des marchands britanniques soutenant financièrement et commercialement les efforts républicains. Envisager – de manière obsessionnelle – la constitution de territoires temporairement indépendants dotés d'institutions politiques et juridiques propres permet ainsi à MacGregor de contribuer à l'effort républicain par l'allocation de lettres de marque et l'appropriation légitime de butins militaires. Au sein d'un environnement traversant d'importants brassages politiques suivant l'effondrement progressif de l'empire espagnol américain, ces opérations constituent surtout, à terme, des

paris optimistes sur un futur prometteur. Celui-ci ouvrirait la voie à l'intégration de zones capturées à de nouvelles indépendances, favorables aux affaires de marchands britanniques antillais ayant, pour la plupart, avancé les crédits nécessaires aux premières opérations militaires républicaines.

Recevoir des mains du roi miskitu George Frederic en 1820 les terres de Poyais constitue alors une opportunité inespérée suivant une succession d'échecs militaires lamentables. Toutefois, MacGregor ne semble pas comprendre que l'acquisition de cette concession est issue d'importants remaniements des relations d'échanges entretenues depuis le XVIII^e siècle déjà entre indigènes miskitus et commerçants britanniques installés en Honduras britannique. Fort d'une solide expérience militaire, MacGregor est bien moins éclairé sur les choses de la finance transatlantique. Or, l'acquisition de capitaux est nécessaire pour pouvoir sereinement occuper de nouveaux territoires. Comme pour ses opérations militaires précédentes, il se résout alors à suivre les recommandations de compagnons de route. Certains d'entre eux se trouvent être des marchands britanniques, redéfinissant au passage le projet militaire de MacGregor en une entreprise coloniale répondant mieux aux attentes de leur commerce antillais, alors en difficulté. En plus d'une zone de repli militaire, Poyais est alors envisagé comme un futur port franc caribéen tirant de riches profits de l'exploitation des ressources d'acajou de la région. Au gré des rencontres, MacGregor parvient ainsi à persuader plusieurs marchands ou planteurs britanniques antillais de croire en son projet. Toutefois, ceux-ci ne peuvent se risquer à personnellement mobiliser les fonds nécessaires à la réalisation d'un projet colonial grandissant et se complexifiant au gré de ces rencontres.

Certains de ses acolytes lui recommandent toutefois les services de James Ogilvie, un agent financier écossais et ancien marchand-banquier. MacGregor décide alors d'embarquer pour l'Écosse. Accompagné de Ogilvie, il se rend à Londres, riche en capitaux « oisifs » depuis la fin des guerres napoléoniennes. Du fait des flous légaux et politiques entourant les processus de reconnaissance des indépendances des nouveaux territoires américains libérés du joug espagnol, la constitution d'une dette souveraine apparaît alors, aux yeux d'Ogilvie et autres agents financiers recrutés, comme la solution la plus adéquate et efficiente pour permettre la levée des fonds nécessaires à la réalisation du projet poyaisien. En d'autres termes, l'absence de cadre législatif définissant l'existence ou la reconnaissance d'entités politiques souveraines étrangères laisse le champ libre à la constitution d'emprunts étrangers au sein de la City de Londres. Toutefois, l'émission de titres obligataires sur le marché des capitaux londoniens nécessite tout de même l'affirmation publique de l'existence d'un véritable État de Poyais.

Il en faut peu à MacGregor pour se faire convaincre de se présenter comme le riche et extravagant dirigeant politique d'un État souverain reconnu que par lui-même et par ses nouveaux associés. Rien de bien affolant... il ne s'agit là en fin de compte que d'une manifeste embellie publique de son projet initial. Si organiser de riches banquets et devenir le centre d'attention d'un public londonien préférant oublier ses anciennes frasques militaires au profit d'une nouvelle

fonction symboliquement plus honorifique lui permettent de financer la réalisation de son projet colonial, se « sacrifier » de la sorte en vaut certainement la peine. Tout semble alors se dérouler comme prévu. Une première émission sur le *London Stock Exchange* de titres dans le courant du mois d'octobre 1822 permet de récolter suffisamment de capitaux pour envoyer deux navires chargés de colons enthousiastes, de provisions et de matériaux de construction en direction de Poyais.

Toutefois, une série d'accusations reprochent à Poyais de constituer une entreprise antirévolutionnaire opposée aux aspirations boliviariennes. Celles-ci sont rapidement suivies de défections d'Ogilvie et d'autres agents financiers abandonnant le projet – avec d'importantes sommes en poche – révélant de la sorte la fragilité de certains aspects financiers de Poyais. Heureusement, la reprise en main par un groupe restreint d'investisseurs et l'émission d'un nouvel emprunt en 1823, rapidement échangé au sein du nouveau *Foreign Stock Market*, permettent de garantir de nouvelles entrées de capitaux. Celles-ci autorisent d'ailleurs l'envoi d'un nouveau navire chargé de migrant-e-s à destination de Poyais. L'opération de colonisation du Poyais relancée, MacGregor peut alors se rassurer. Le repos est toutefois de courte durée. Au cours du premier tiers de l'année 1823, des dépêches provenant directement d'Amérique centrale, publiées dans des journaux de Londres, indiquent que l'installation des premier-ère-s Poyaisien-ne-s s'avère être un véritable fiasco. Seul-e-s, mal équipé-e-s et préparé-e-s, les migrant-e-s censé-e-s construire Poyais n'ont eu d'autres choix que de quitter la Moskitie à bord du navire de riches commerçants d'acajou du Honduras britannique.

Ne pouvant que constater le démantèlement de son embryon de colonie, MacGregor se voit alors également être accusé par ces mêmes dépêches béliziennes d'avoir monté une phénoménale escroquerie : créer un État de toutes pièces pour piller les investisseurs suffisamment crédules pour avoir cru en l'existence de son entreprise. Pourtant, les fonds ont effectivement bien été alloués au développement de son territoire. Surtout, MacGregor n'est pas responsable de grand-chose. Au pire, il n'est coupable que d'avoir affublé de son nom et visage l'entreprise de financement et de colonisation reprise en mains par les détenteurs d'obligations et autres marchands-banquiers londoniens en charge de ses levées de fonds. Au fait de trop peu, il est néanmoins accusé d'être responsable des affreuses conditions endurées par ses Poyaisien-ne-s. Pire, il lui revient, en tant que figure politique de front de l'emprunt souverain échangé au sein de la City, de prouver l'existence légitime de Poyais. Bien qu'il considère lui-même son territoire comme indépendant des possessions européennes d'Amérique centrale, il est toutefois bien difficile pour MacGregor de pouvoir concrètement prouver la légitimité souveraine de Poyais en l'absence d'instance politique autre pouvant attester d'une quelconque reconnaissance. Toutefois, William John Richardson, un de ses investisseurs principaux s'acharne à vouloir concrétiser le projet de voir fleurir une colonie libre en Moskitie. Ce dernier lui propose même de redorer son image en organisant de fastes soirées dans son manoir personnel.

Apprenant l'annulation de sa concession par un George Frederic préférant finalement se réaligner sur les intérêts des commerçants d'acajou du Honduras britannique (ses anciens partenaires commerciaux), MacGregor jette l'éponge et fuit à Paris. Rancunier, il espère pouvoir y trouver l'aide nécessaire pour remonter une nouvelle entreprise poyaisienne. Celle-ci constitue à nouveau un pari sur le développement des soulèvements militaires et impacts d'alliances militaires impériales changeantes dans les événements américains. Toutefois, MacGregor espère cette fois obtenir un soutien de commerçants ou financiers épousant les aspirations françaises et espagnoles à voir l'Amérique du Sud rester dans leur sphère d'influence. Somme toute, le cacique semble avoir pris un certain goût aux apparats et honneurs accompagnant sa performativité publique de chef d'État. Surtout, concrétiser ce plan de colonisation semble constituer la seule porte de sortie honorable pour un militaire et mercenaire britannique de carrière, sans autre perspective que celle offerte par les guerres issues de la chute de l'Ancien Régime.

À Paris, MacGregor ne s'en tirera toutefois pas mieux. Engageant une petite compagnie coloniale parisienne pour organiser l'acheminement d'agriculteurs à Poyais, il attire l'attention des autorités françaises. Celles-ci l'arrêteront pour soupçons de fraude, et le placeront plusieurs mois dans les prisons de La Force et de Bicêtre. Innocenté en 1826, MacGregor quittera la France pour Londres. Toujours convaincu de la validité et légitimité de son droit à établir une opération coloniale à Poyais, il persistera apparemment lamentablement à essayer d'amasser les capitaux nécessaires à la réalisation de son projet par l'émission d'emprunts étrangers⁹⁷⁷. Or, la donne a bien changé à son retour. Alors que l'absence de règles définissant l'existence d'un État souverain permettait l'émission d'un emprunt étranger sur le marché des capitaux officiels de Londres en 1822 sans une quelconque autorisation, tout nouvel emprunt doit être approuvé par le comité du *Foreign Stock Market* depuis le début de l'année 1824. Considérant la légitimité politique et souveraine du Poyais comme ambiguë, ce dernier s'est d'ailleurs chargé d'ouvertement considérer les emprunts de MacGregor de 1822 et 1823 comme invalides. Tenter de se réconcilier avec Bolivar, ou de présenter Poyais comme une république constitutionnelle⁹⁷⁸ n'y changera rien.

Des obligations du Poyais referont toutefois surface après leur répudiation par le *Foreign Stock Market*. Des témoignages relateront en effet l'existence de transactions de titres poyaisiens encore persistantes. Quelques obligations se retrouveront par exemple échangées à Amsterdam dans le courant de l'année

⁹⁷⁷ Voir par exemple : « Poyaisian Redemption Loan No 410 », 16 décembre 1824, Lot 483, Spink, London.; « Poyaisian Three Per Cent Consolidated Stock Certificate 37 », 1827, collection de l'auteur; « Poyaisian New Three Per Cent Consolidated Stock Certificate 702 », 1831, GD50/184/104/3, National Records of Scotland, Edinburgh.

⁹⁷⁸ Gregor MacGregor, *Constitution de la nation Poyaisienne dans l'Amérique Centrale* (London: Johnson, 1825); Gregor MacGregor, *Plan of a constitution for the inhabitants of the Indian coast in Central America, commonly called the Mosquito Shore* (Edinburgh, 1836); Gregor MacGregor, « Plan of a constitution for the inhabitants of the Indian coast in Central America » (1837), GD50/68, National Records of Scotland, Edinburgh.

1834. Bien que le scandale anglais du Poyais soit bien connu de la presse locale⁹⁷⁹, certains investisseurs britanniques se chargeront d'en vendre quelques-unes sur le marché hors-cote hollandais⁹⁸⁰. Plus de dix années après leur reniement formel par le *Foreign Stock Market*, des titres du Poyais se négocieront également pour quelques *pennies* au sein d'un obscur marché officieux londonien spécialisé dans les échanges d'obligations pourries⁹⁸¹. Le projet de MacGregor sera alors déjà synonyme de tromperie ou d'absurdité de certaines pratiques financières⁹⁸². En 1835, ce marché officieux des obligations pourries sera d'ailleurs identifié comme le « *Poyais market*⁹⁸³ ». Or, certains détenteurs de titres poyaisiens sembleront avoir un autre objectif. À l'image de la Méchain d'Émile Zola⁹⁸⁴, ils attendront calmement une hausse quelconque du cours de leurs obligations pour revendre, le jour venu, des titres acquis à un prix dérisoire⁹⁸⁵. Le décès de son épouse en 1838 signera la mort du Poyais de MacGregor. Apparemment las d'être systématiquement tourné en ridicule, il abandonnera tout espoir de voir un jour fleurir une colonie en Moskitie. Il implorera alors le gouvernement vénézuélien de bien vouloir le reconnaître comme ancien combattant et de lui permettre d'y séjourner tranquillement pour ses derniers jours⁹⁸⁶.

Les destins de ses anciens associés et intermédiaires financiers, chargés de rendre l'idée poyaisienne de MacGregor réalité, prendront une allure bien moins dramatique. Daniel Mocatta, l'agent financier londonien considéré pour l'émission du premier emprunt du Poyais, semble par exemple pouvoir continuer, apparemment sans trop de peine, à œuvrer en tant qu'agent financier sur le marché londonien des titres étrangers. En effet, il signera le prospectus de l'emprunt grec émis en 1824 pour le compte des représentants de l'assemblée nationale d'Épidaure et du comité philhellène de Londres⁹⁸⁷. Il sera également nommé directeur d'une certaine Compagnie commerciale et agricole des Côtes orientales de l'Amérique centrale en 1834, une société en charge d'organiser un projet de colonie commerciale et agricole dans les environs de Poyais⁹⁸⁸.

⁹⁷⁹ « LONDEN den 30 Augustus. », *Rotterdamsche courant*, 4 septembre 1823.

⁹⁸⁰ « Advertentie », *Groninger courant*, 3 juin 1834, Dag édition; « Advertentie », *Groninger courant*, 6 juin 1834, Dag édition.

⁹⁸¹ « Money-Market and City Intelligence », *The Times*, 11 novembre 1835, The Times Digital Archive.

⁹⁸² « Take care of your pockets. Another Poyais humbug » (juillet 1827), General Reference Collection 1881.c.16.(7.), British Library, London.

⁹⁸³ « Money-Market and City Intelligence ».

⁹⁸⁴ Émile Zola, *L'argent* (Paris: Bibliothèque Charpentier, 1891).

⁹⁸⁵ *Proposed Colony in the District of Black River on the Northern Coast of Central America ...; Penny ante imperialism*, 121-33; Flandreau, *Anthropologists in the stock exchange*, 153-54.

⁹⁸⁶ MacGregor, *Exposición documentada*.

⁹⁸⁷ Mocatta, « Greek Loan of £800,000 stock ».

⁹⁸⁸ Henri Obert, « Charte de Concession du Territoire de Vera Paz accordé par le gouvernement de Guatemala à la compagnie commerciale et agricole des côtes orientales de l'Amérique centrale », in *Mémoire contenant un aperçu statistique de l'état de Guatémala: ainsi que des renseignements précis sur son commerce, son industrie, son sol, sa température, son climat, et tout ce qui est relatif à cet état* (Bruxelles: Lesigne et cie, 1840), 2.

Herman Hendriks – l'armateur de l'*Albion*, membre du *Foreign Stock Market* – réapparaîtra peu après son implication dans le projet d'emprunt du Poyais de 1823 aux côtés du Comte de Wintz. Ce dernier l'engagera en effet comme intermédiaire financier en charge de mettre sur pied l'émission d'un emprunt grec concurrent de celui du comité philhellène de Londres⁹⁸⁹. Plus tard, alors que Haïti négociera la reconnaissance de son indépendance par la France en 1825 contre le paiement d'une importante indemnité, Hendriks proposera à nouveau au président Boyer de le considérer pour l'émission d'un emprunt⁹⁹⁰. Pensant ainsi se garantir un accès privilégié au territoire, Hendriks considérera même constituer une compagnie minière ayant pour but d'exploiter les ressources de son nouvel emprunteur⁹⁹¹.

Alors qu'il est un associé de la banque chargée de payer les coupons des deux premiers emprunts de Poyais (*Perring, Barber & Shaw*), Benjamin Shaw est aussi le président du comité de la compagnie d'assurance maritime Lloyds. Bien qu'il se retire de cette fonction à la suite de la cessation des paiements de sa maison de banque en 1826 (probablement une conséquence de la crise de 1825)⁹⁹², il deviendra l'année suivante, avec John Diston Powles, l'un des directeurs de la *Anglo-Mexican Mint Company* et de la *Anglo-Mexican Mining Association*⁹⁹³.

Déçu de son aventure financière, William John Richardson semblera vouloir reprendre une vie de rentier. Il s'essayera toutefois à investir une partie de sa fortune dans des compagnies britanniques, certainement perçues comme des opérations moins risquées. Il sera d'ailleurs plaignant, avec six autres individus, dans un procès à la *Court of Chancery* l'opposant en tant qu'actionnaire aux administrateurs de la *British Iron Company* en 1843 au sujet d'allégations d'augmentation de capital frauduleuse⁹⁹⁴. De manière intéressante, Richardson ne sera alors jamais rappelé à son passé de chargé d'affaires de MacGregor. Il semblera néanmoins avoir trouvé l'amour sur cette route poyaisienne. En 1834, il épousera Jane-Augusta Hippisley, sœur de Gustavus Hippisley, l'ancien mercenaire britannique suivant MacGregor dans sa fuite parisienne⁹⁹⁵.

⁹⁸⁹ « Greek Loan - Dewitts v. Hendriks », *London Courier and Evening Gazette*, 11 novembre 1824.

⁹⁹⁰ Chantal Umuraza, *Haïti et la France 1804-1848. Le rêve brisé* (Karthala, 2008), 200-201.

⁹⁹¹ Herman Hendriks, *A Statement of Facts in Reference to the Formation of the Haytien Mining Company, with Copy of the Original Grant, and Other Documents*; (London: E. Wilson, 1827).

⁹⁹² Lloyd's of London, « Minutes of the Committee of Lloyd's » (15 septembre 1824), 379, CLC/B/148/A/001/MS31571/008, Guildhall Library, London; « SHAW, Benjamin (?1770-1843), of 29 Lower Brook Street, Mdx. I History of Parliament Online ».

⁹⁹³ « Anglo-Mexican Mining Association », in *The British Imperial Calendar, or General Register of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and Its Colonies (Etc.)* (London: Arthur Varenham, 1840), 309-10.

⁹⁹⁴ J. L. Knight Bruce, « Richardson v. Larpent », in *Reports of cases decided in the court of Chancery*, vol. 2 (New York: Banks, Gould & Co., 1843).

⁹⁹⁵ Gustavus Butler Hippisley, *Hours of Idleness* (London: Printed for private circulation, 1865), part. Dedicaced to Mrs Richardson; Sir Bernard Burke, *Index to Burke's Dictionary of the Landed Gentry of Great Britain & Ireland*, vol. 3 (London: Colburn and Company, 1853), 371.

Apports, limites et perspectives

Cette thèse s'est attelée à retracer les diverses réussites et insuccès d'un épisode historique prétendument exceptionnel. Décrit comme l'un des fraudeurs financiers les – si ce n'est le – plus audacieux, Gregor MacGregor est souvent mis en avant comme l'incarnation parfaite d'un mal multiforme quasi absolu, responsable des échecs de l'ensemble des systèmes financiers. En réintégrant l'épisode poyaisien dans son environnement économique, politique, légal et social propre, cette recherche a toutefois tenté de confronter ce qui s'associe finalement plus à un mythe contemporain qu'à ses réalités historiques propres, telles que relatées par ses sources primaires. De son acte de naissance (allocation de la concession territoriale du Poyais par le souverain miskitu George Frederic en 1820) à sa condamnation à mort (non-reconnaissance formelle édictée par le comité du *Foreign Stock Market* en 1824), Poyais apparaît finalement comme une tentative somme toute manquée de financer et organiser l'établissement d'une colonie britannique privée dédiée autant à l'exploitation commerciale d'une région sous souveraineté peu claire, qu'à l'extension d'une frontière potentiellement utile à la constitution et intégration de nouvelles indépendances latino-américaines.

Bien plus qu'un éclaircissement des aléas de MacGregor et de la tournure finale prise par son projet, cette étude de Poyais révèle quelques éléments sur les mouvements de pénétrations commerciales et financières britanniques au lendemain de l'effondrement économique et politique de l'empire espagnol. Ce travail comprend l'entreprise poyaisienne comme, et essentiellement, sculptée par différents protagonistes responsables de sa réalisation financière. Se succédant, les interlocuteurs privés privilégiés de MacGregor participent de fait à un effort mené depuis les Antilles britanniques puis Londres et visant à se saisir, coûte que coûte, de parts d'un marché latino-américain nouvellement ouvert. En somme, les péripéties du Poyais semblent participer à un mouvement plus général d'impérialisme d'affaires britannique. Or, celui-ci apparaît comme tributaire d'un environnement politique et économique changeant, concurrentiel, traversé de contraintes structurelles ou conjoncturelles particulières. Le succès des multiples entreprises composant ces pénétrations impériales privées dépend ainsi finalement de leur capacité individuelle à maîtriser – ou non – des contraintes métropolitaines, périphériques et transatlantiques à leur propre avantage.

Partageant de nombreuses caractéristiques avec d'autres projets commerciaux et financiers des premières décennies du XIX^e siècle, Poyais semble finalement se distinguer principalement par le fait que ses architectes envisagent l'installation de leur activité au sein d'une région connaissant déjà une présence de colons privés britanniques. Sans vraiment en saisir toutes les implications, MacGregor échoue donc à marcher sur les plates-bandes de concurrents au fait et capables d'influer sur un environnement politique centraméricain défini par la qualité des interactions entretenues avec les populations indigènes. Ses concurrents semblent également mieux maîtriser les outils et mécanismes à l'origine de transmissions d'informations transatlantiques légitimes. Finalement,

la confiance aveugle d'un MacGregor, ignorant tout des mécanismes et opérations financières de la City de Londres, envers les agents financiers chargés des levées de fonds nécessaires, semble avoir eu raison de ses prétentions coloniales en Moskitie.

Bien qu'appuyant sa réflexion sur un important corpus de sources primaires souvent inédites, cette recherche se fonde uniquement sur des documents d'archives et publications toujours liées, d'une façon ou d'une autre, au cas du Poyais. Cette recherche doctorale visant à éclaircir les dessous de cette affaire particulière pour mieux comprendre les formes commerciales et financières prises par l'engouement britannique pour le continent américain au lendemain de l'effondrement de l'empire espagnol, il semble donc normal que celle-ci se focalise essentiellement sur les seuls documents liés, de près ou de loin, aux affres de MacGregor. Bien entendu, seuls ceux ayant survécu au passage du temps et aux politiques de conservation des institutions responsable de les préserver ont pu être considérés. Toutefois, l'environnement financier et commercial de ce début du XIX^e siècle étudié ne se lit en fin de compte ici qu'au travers des péripéties du Poyais. De la sorte, les dynamiques historiques étudiées ne peuvent être que celles s'inscrivant au sein des bornes chronologiques considérées. En se restreignant de la sorte à une période de si courte durée (quatre années), cette étude ne peut considérer les événements ou mécanismes se manifestant hors du cadre poyaisien.

Cantonnée principalement aux sources liées au projet de MacGregor, cette thèse s'est également attelée à extraire des caractéristiques générales des particularités du Poyais. Ainsi, les prétendues excentricités et exceptions du projet poyaisien semblent de fait s'inscrire dans les caractéristiques conjoncturelles ou structurelles européennes, caribéennes ou transatlantiques du début du XIX^e siècle d'un monde en transformation. Certaines stratégies ou actions déployées par des protagonistes poyaisiens apparaissent en fin de compte comme relativement similaires à celles mobilisées par des acteurs autres, pourtant communément décrits comme « normaux ». Comme pour Poyais, l'émission de l'emprunt colombien de 1822 résulte moins d'une volonté propre et entière de son emprunteur que d'une initiative établie par les marchands-banquiers responsables de son financement. Comme pour Poyais, la validité et légitimité ultime de l'emprunt grec du comité philhellène londonien de 1824 émerge d'une décision interne d'un comité du *Foreign Stock Market* s'attribuant des prérogatives de reconnaissance de souveraineté nationale.

Bien qu'en apparences semblables, il n'est toutefois pas certain que ces occurrences se fondent sur des bases communes. De fait, la concentration de cette étude sur le cas de Poyais ne permet potentiellement pas une introspection suffisante dans des problématiques propres liées aux cas parallèles de la Colombie ou de la Grèce. Comme souvent relevé, il peut être ainsi difficile d'offrir des éléments de compréhension proposant des généralisations théoriques à des phénomènes autres que ceux relevés par une étude micro-historique approfondie d'un objet si spécifique. Or, comme l'explique notamment Giovanni Levi, « *the unifying principle of all microhistorical research is the belief that microscopic*

observation will reveal factors previously unobserved ». Ainsi, cette recherche s'est attelée à relever l'existence d'une série de signes historiques particuliers et d'intégrer ceux-ci dans un environnement et des structures sociales intelligibles. De la sorte, la mobilisation d'une analyse dite microscopique, fondée essentiellement sur les agissements et stratégies déployés par des acteurs en apparence statistiquement « aberrants », permet de révéler non seulement les contradictions des systèmes normatifs dans lesquels s'inscrivent ces objets d'études, en fin de compte « exceptionnellement normaux », mais également les « *contradictions and plurality of viewpoints which make all systems fluid and open*⁹⁹⁶ ».

À la lumière des éléments révélés tout au long de cette recherche, Poyais n'apparaît pas comme le simple fruit des lubies d'un MacGregor désespéré par des envies de grandeur et de prestige démesurées. Plutôt, cette entreprise coloniale privée présentée comme un État souverain pour en permettre un financement en apparence plus aisé, résulte de la rencontre d'initiatives individuelles. Celles-ci se constituent essentiellement d'espoirs multiples de concrétisation d'utopies diverses visant toutes l'amélioration de réalités matérielles individuelles presque immédiates. En d'autres termes, chacun des acteurs – métropolitain ou périphérique – impliqués dans l'évolution de l'entreprise du Poyais souhaite, à un moment donné, voir s'installer une entreprise privée en Amérique centrale, mais pour des raisons lui étant propre. Ainsi, chacune de ces aspirations individuelles répond à des impératifs différents, caractéristiques des contraintes de chacun des environnements locaux ou régionaux spécifiques à ces acteurs divers. Ce que semble révéler cette étude est que seule la constitution d'un terrain d'entente, au sein duquel ces diverses aspirations locales et donc transatlantiques (par effet d'expansion commerciale) parviennent à cohabiter, permet d'assurer la bonne marche d'un effort impérial privé britannique. En plus de constituer un espace négocié⁹⁹⁷, ces premiers balbutiements de globalisation commerciale et financière se forment alors autour d'une sorte de *Middle Ground* financier – pour reprendre le concept de Richard White⁹⁹⁸. Celui-ci est alors autant producteur de nouvelles alliances et conflits, que de nouveaux usages (p. ex. pratiques financières dans la genèse et la reconnaissance – ou non – de dettes souveraines légitimes). L'échec de rendre compatible l'ensemble des diverses aspirations composant le projet poyaisien serait alors, en fin de compte, peut-être à blâmer dans les malheurs de MacGregor.

De la sorte, l'emprunt du Poyais n'est pas qu'une opération financière mise sur pied par et pour le représentant politique d'un État inexistant. Plutôt, la constitution d'une dette souveraine est la résultante des diverses aspirations de différentes catégories d'acteurs. Profitant initialement à des marchands-banquiers anglais entrevoyant un certain potentiel commercial par la constitution

⁹⁹⁶ Giovanni Levi, « On Microhistory », in *New perspectives on historical writing*, éd. par Peter Burke (Cambridge: Polity Press, 1991), 97, 107.

⁹⁹⁷ Daniels et Kennedy, *Negotiated empires*.

⁹⁹⁸ White, *The middle ground*.

d'un établissement colonial privé en Amérique centrale, l'émission d'un emprunt est aussi censée initialement convenir directement ou indirectement aux aspirations de certains acteurs périphériques spécifiques. Ceux-ci incluent notamment le roi miskitu George Frederic – en tant qu'allocataire initial de la concession poyaisienne. À la lumière de la narration ici proposée, celui-ci envisage la constitution d'une colonie privée en Moskitie comme un acte de résistance individuel pour envisager le dépassement d'une configuration politique régionale ne lui convenant plus. L'allocation d'une concession territoriale à MacGregor permet surtout à George Frederic de déléguer, à moindres frais, le développement économique d'une région dont il compte bien pouvoir, à terme, se présenter comme le digne représentant et souverain politique⁹⁹⁹.

L'histoire du Poyais est ainsi aussi celle d'acteurs périphériques. Leurs positionnements au sein de ces mouvements d'expansion commerciale et financière semblent aussi constituer de futurs paris sur leur propre amélioration de conditions matérielles, politiques, légales ou sociales. La considération du cas poyaisien révèle l'existence de tensions sous-jacentes à ces dynamiques financières, en apparente opposition à certains intérêts métropolitains. Celles-ci semblent alors se traduire au travers d'une brève colonne de presse londonienne, reprise dans un journal irlandais en 1822¹⁰⁰⁰ – et déjà mentionnée plus haut¹⁰⁰¹. Un auteur anonyme y dénonce l'engouement financier pour les titres boursiers liés à l'ouverture des marchés latino-américains. Il s'amuse notamment de bientôt voir apparaître des campagnes farfelues de financement d'entreprises amérindiennes, garanties par exemple par des quantités impressionnantes de plumes d'oie. Présentée comme un « jeu d'esprit », sa diatribe dénonciatrice ne peut toutefois s'inscrire dans le seul domaine de l'hyperbole. Cette douce farce semble ainsi viser à tourner en ridicule autant la volonté d'acteurs perçus comme périphérique d'user de tels instruments de crédit, que de l'existence d'un quelconque pouvoir potentiel de disruption extérieur à la City. Certainement encore perçue comme potentiellement trop importante aux yeux de marchands-banquiers londoniens, une telle influence extérieure peut alors, comme le démontre le cas du Poyais, confisquer leurs cercles d'activités d'une certaine marge de manœuvre au sein de leur propre domaine d'activités commerciales et financières transatlantiques.

Poyais apparaît ainsi comme le prolongement d'un projet politique et économique propre au roi miskitu George Frederic. En multipliant divers angles d'analyse, cette thèse tente de démontrer que ce protagoniste – si souvent oublié de l'historiographie – cherche à se positionner comme véritable chef d'« État

⁹⁹⁹ Cette stratégie de délégation de développement économique à des entreprises coloniales étrangères sera d'ailleurs reprise par le Guatemala au lendemain de son indépendance. Voir : William J. Griffith, *Empires in the Wilderness; Foreign Colonization and Development in Guatemala, 1834-1844*, (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1965).

¹⁰⁰⁰ « More loans!!! »

¹⁰⁰¹ Voir chapitre 4.1.

rentier¹⁰⁰² » au sein de ces processus de redéfinition politique d'Amérique centrale du début du XIX^e siècle. Tentant de se présenter comme le seul à pouvoir accorder et autoriser l'allocation de concessions territoriales destinées à permettre l'exploitation de ressources naturelles, George Frederic envisage ainsi de tirer profit de la distribution de concessions supplémentaires, allouées selon des conditions définies par lui-même. Aux terres de James David Roy Gordon (1819) et MacGregor (1820), s'ajouteront donc d'autres. Le roi miskitu se donnera en effet la liberté d'accorder – ou non – un accès commercial à son territoire à d'autres entreprises que celles de la magistrature bélizienne. Au cours du mois de mars 1824, George Frederic refusera à John Wright l'allocation d'une concession sur la base que celui-ci avait joué un quelconque rôle dans l'affaire poyaisienne. Dans le courant de l'année 1823, il semble également avoir refusé d'allouer une importante parcelle à un certain Pierre Lelacheur, un marchand originaire de Guernsey¹⁰⁰³. George Frederic envisage ainsi de prendre son rôle de souverain d'un territoire géographiquement défini à la lettre. Le 8 mars 1824, il fait parvenir un courrier au superintendant Codd. Il lui annonce avoir refusé d'intégrer son territoire au nouvel État de la République fédérale d'Amérique centrale, déclarée indépendante en juillet 1823. Plutôt, il lui fait part de sa volonté de constituer « *my Kingdom* » en nation indépendante, formellement alliée à la Grande-Bretagne. Il fait même parvenir à Codd un croquis de drapeau national envisagé – six bandes alternant bleu et blanc, orné d'un *Union Jack* dans le coin supérieur gauche¹⁰⁰⁴.

¹⁰⁰² Hossein Mahdavy, « The Pattern and Problems of Economic Development in Rentier States: The Case of Iran », in *Studies in the Economic History of the Middle East*, éd. par M.A. Cook (Oxford: Oxford University Press, 1970), 428-29.

¹⁰⁰³ Sorsby, « Mosquito Indian King George III and the Scot Cacique Sir Gregor MacGregor, 1800-1825: The Kingdom of Poyais », 399-402.

¹⁰⁰⁴ George Frederick à Edward Codd, 8 mars 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew. (Soulignement présent dans la source d'origine.)



Figure 25: Drapeau miskitu selon George Frederic¹⁰⁰⁵.

Le corps de George Frederic sera retrouvé deux jours plus tard, sur les bords d'une plage de Cap Gracias a Dios. Selon un rapport rédigé par George Woodbine – le vice-cacique de Poyais finalement resté aux côtés du souverain miskitu au lieu de superviser, comme convenu, l'effort colonial de MacGregor – il se serait noyé des suites d'une nuit trop fortement alcoolisée¹⁰⁰⁶.

¹⁰⁰⁵ Frederick à Codd.

¹⁰⁰⁶ Peter Lelacheur et al., « Inquest » (10 mars 1824), CO 123/35, The National Archives, Kew; Woodbine, « Depositions relating to his late Majesty George Frederic Augustus »; George Woodbine à Edward Codd, 11 mars 1824, CO 123/35, The National Archives, Kew.

Annexes

Liste des passager-ère-s du Honduras Packet, Kennersley Castle et du Skeene¹⁰⁰⁷

Id	Name	Surname	sex	Number in Family	Employment	PST name	PST code	PST sector code	PST Sector	Boat	Port	Comment	Marital status	Other Indications
1	Colonel Hall		m	1	Governor	colonel, army	5,50, 1, 3	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single	
2	Westcot		m	1	Secretary	secretary	5,31, 2, 2	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single	
3	Gougers		m	1	Banker	banker	5,30, 1, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single	
4	Lowe		m	1	-	uncertain occupation	99	99	Without occupations unstated or	Honduras Packet	Gravesend		single	
5	Dougals		m	1	Surgeon	surgeon	99	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single	
6	Boots		m	1	Surveyor	surveyor	99	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single	
7	Crawford		m	1	Registeur	registrar	5,35, 1,60	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single	
8	Fisher		m	1	Assistant Registeur	registrar	5,35, 1,60	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single	

¹⁰⁰⁷ « Sir Gregor MacGregor's Settlements »; Bennett, Wright, August, et Pickstock, « Meeting of Magistrates ».

9	McGregor	Peter	m	1	Land Steward	farm management	1, 1, 1,80	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend	single
10	McGregor	I	m	1	Inn Keeper	innkeeper	5, 1, 0, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	single
11	Sutherland		m	1	Store Keeper	storekeeper	5,10,99,60	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	single
12	Swans		m	1	Clerk to Store Keeper	storekeeper	5,10,99,60	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	single
13	Uiquhers	Hugh	m	1	Custom House officer	clerk, Home service	5,42, 1,40	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	single
14	Middleas		m	1	Land holder	land proprietor	5,60, 0, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	single
15	Rennie		m	6	Land holder	land proprietor	5,60, 0, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	& wife & 4 children
16	Duncan	J	m	1	Land holder	land proprietor	5,60, 0, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	single
17	Thompson	George	m	2	Gardener	gardener	1, 1, 3, 0	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend	& wife
18	Douglas	John	m	2	Joiner	machine maker	2,65, 1, 0	2	Secondary occupations	Honduras Packet	Gravesend	& wife
19	Hill	Archibald	m	1	Joiner	machine maker	2,65, 1, 0	2	Secondary occupations	Honduras Packet	Gravesend	single
20	Lonans	William	m	1	Joiner	machine maker	2,65, 1, 0	2	Secondary occupations	Honduras Packet	Gravesend	single
21	Reay	John	m	1	Mason	mason	2,80, 3, 1	2	Secondary occupations	Honduras Packet	Gravesend	single
22	McKay	Robert	m	1	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Honduras Packet	Gravesend	single

23	Caelen	Hugh	m	1	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Honduras Packet	Gravesend	at Cape Gracías a Dios	single
24	Dogharty	John	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
25	McKinly	James	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend	at the Cape	single
26	McEwin	Alexander	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend	at the Cape	single
27	McKennon	Lachlan	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
28	Drysdal	Andrew	m	1	Baker	baker	2, 1, 2, 1	2	Secondary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
29	Hog	George	m	1	Labourer and servant	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
30	Manuel	Hendry	m	1	Labourer and servant	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
31	Fanques	George	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
32	McKay	James	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
33	Drummond	James	m	1	assistant Inn keeper	innkeeper	5, 1, 0, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend	alias MacGregor	single
34	McNab	Charles	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Honduras Packet	Gravesend		single
35	Pattersons	Catherine	f	1	Servant	servant	5,25, 1, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single
36	McLean	Catherine	f	1	Servant	servant	5,25, 1, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Honduras Packet	Gravesend		single
37	Black		m	1	Printer	printer	2,41, 0, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
38	Gorey		m	1	Land holder	land proprietor	5,60, 0, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith		single

39	Munay		m	1	Editor or Compositor	editor	5,16, 1, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith		single
40	Chalmers		m	6	Gunner	gunner	5,50, 1, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith	& wife & 4 children	family
41	Brown	Jonathan	m	5	Gardener	gardener	1, 1, 3, 0	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & 3 children	family
42	Wood		m	2	Slatee & Drummer	slater	2,80, 5, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& Wife	couple
43	Smith		m	1	Surgeon	surgeon	5,35, 2, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith		single
44	Baxtun		m	8	Bricklayer	bricklayer	2,80, 2, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & 6 children	family
45	Kinedy		m	4	School master, mistress & munecau	schoolmaster	5,35, 4, 2	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith	& wife & 2 children	family
46	McGregor		m	2	Tobacco Spinner	tobacco manufacturer	2, 3, 0, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife	couple
47	McArthur	Andrew	m	5	Weaver & Soldier	weaver	2,20, 0, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & 3 children	family
48	McArthur	James	m	4	Ship carpenter	carpenter	2,80, 4, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & 2 children	family
49	Thompson	James	m	4	Coachman	coachman	6, 1, 1, 1	6	Tertiary occupations (transport and communications)	Kennersley Castle	Leith	& wife & 2 children	family
50	Thompson		m	1	Labourer & butler	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
51	Winty		m	1	Cooper	cooper	2,25, 4, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
52	Flemming	Martin	m	1	Bricklayer	bricklayer	2,80, 2, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
53	Jack	John	m	1	Ploughman & labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
54	Home	Alexander	m	1	Baker	baker	2, 1, 2, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single

55	McKenzee	Daniel	m	1	Sailor	sailor	6, 4, 0, 3	6	Tertiary occupations (transport and communications)	Kennersley Castle	Leith		single
56	McKenzee		m	1	Drummer	drummer	5,50, 1,60	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith		single
57	McDonald		m	2	Printer	printer	2,41, 0, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& daughter	family
58	Cofser	Charles	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
59	Cofser		m	1	Cabinet maker	cabinet maker	2,25, 2, 5	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
60	Turnbell	James	m	1	Joiner	joiner	2,80, 4, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	(Or Tumblee)	single
61	Mial	Peter	m	2	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife	couple
62	Brown	William	m	1	Sawyer	sawyer	2,25, 1, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
63	Lumsdens		m	1	Bricklayer	bricklayer	2,80, 2, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
64	Wood		m	1	Shoe maker	shoemaker	2,15, 1, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
65	Fortheringham		m	1	Seaman	seaman	6, 4, 0, 3	6	Tertiary occupations (transport and communications)	Kennersley Castle	Leith		single
66	Waugh		m	1	Seaman	seaman	6, 4, 0, 3	6	Tertiary occupations (transport and communications)	Kennersley Castle	Leith		single
67	Maxwell	Alex	m	6	Gardener	gardener	1, 1, 3, 0	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & 4 children	family
68	Pown		m	1	Tinman	tinman	2,62, 3, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
69	Pown		m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
70	McDougal	James	m	1	Joiner	joiner	2,80, 4, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
71	McDougal	Malcolm	m	2	Sawyer	sawyer	2,25, 1, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife	couple

72	Hasty	James	m	4	Sawyer	sawyer	2,25, 1, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & 2 children	family
73	Duncan	Daniel	m	1	Weaver & Soldier	weaver	2,20, 0, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
74	Hall	Alexander	m	1	Joiner	joiner	2,80, 4, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
75	Conly	Barney	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
76	Chalmers	John	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
77	McLeasl	Daniel	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
78	McDonald	Daniel	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
79	Dexoïs	Alexander	m	1	Plumber	plumber	2,80, 7, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
80	DeBrien	Edward	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
81	Law		m	1	Cabinet maker	cabinet maker	2,25, 2, 5	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
82	McCloud	Hugh	m	1	Joiner	joiner	2,80, 4, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
83	Weir	Alexander	m	2	Horse Jockey	jockey	5,15, 3, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith	& wife	couple
84	Swan	James	m	1	Baker	baker	2, 1, 2, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
85	Garcher	Thomas	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
86	Handyside	Archibald	m	3	Joiner	joiner	2,80, 4, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& 2 sons	family
87	Ingles	John	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
88	McDonald	George	m	1	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
89	Martin	James	m	1	Silver Smith	silversmith	2,50, 2, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
90	Todd	George	m	2	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife	couple

91	Jump	John	m	1	Joiner	joiner	2,80, 4, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
92	Davidson	George	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
93	McCrea	John	m	1	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
94	Johnson	Francis	m	1	Painter & Glazier	painter	2,80, 6, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
95	May	William	m	1	painter	painter	2,80, 6, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
96	Duncan	Thomas	m	1	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
97	McKenny	James	m	2	Apothecary	apothecary	5,36, 2, 3	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith	& wife	couple
98	Melroy	Hugh	m	1	Gardener	gardener	1, 1, 3, 0	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
99	Munay	John	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
100	Laing	Charles	m	1	Baker	baker	2, 1, 2, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
101	Gun	James	m	1	Tailor	tailor	2,10, 1, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
102	Penny	Alexander	m	1	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
103	Mitchel	William	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
104	Torey	A	m	1	Millwright	millwright	2,65, 3, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
105	Ferguson	Duncan	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
106	Ross	Daniel	m	5	Gardeners	gardener	1, 1, 3, 0	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith	&4 sons	family
107	Forest	Adam	m	1	Cooper	cooper	2,25, 4, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
108	Davy	William	m	1	Blacksmith	blacksmith	2,61, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
109	McAlesta	Duncan	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single

110	Palerston	William	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
111	Sutherland	Robert	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
112	Ritschie	John	m	3	Bookbender?	wood bender	2,25, 8,60	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & child	family
113	Law	James	m	1	Mason	mason	2,80, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
114	McDonald	James	m	1	Marble cutter	marble worker	2,76, 1, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
115	Mitchel	Robert	m	1	weaver	weaver	2,20, 0, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
116	Brugess	Thomas	m	7	Boat bender	other timber processors	2,25, 1,60	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith	& wife & 5 children, 1 a wheelwright	family
117	Forbes	John	m	1	Printer	printer	2,41, 0, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
118	Lock	Peter	m	1	Labourer	agricultural labourer	1, 1, 1,30	1	Primary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
119	Crow	William	m	1	Assistant Surveyor	surveyor	5,35, 7, 2	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith		single
120	McGregor	Alexander	m	1	Martee mason overseer	mason &	2,80, 3, 1	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single
121	Pecken	AB	m	1		uncertain occupation	99	99	Without occupations unstated or	Kennersley Castle	Leith	(lancer)	single
122	Grant	WC	m	1	Farmer Landholder	& land proprietor	5,60, 0, 1	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith		single
123	Bregg	David	m	1	assistant Banker	banker	99	5	Tertiary occupations (services and professions)	Kennersley Castle	Leith		single
124	Cafferey		m	1	Bookseller	bookseller	4,41, 0, 2	4	Tertiary occupations (sellers)	Kennersley Castle	Leith		single
125	McClean		m	1	Glass cutter	glass cutter	2,46, 1, 2	2	Secondary occupations	Kennersley Castle	Leith		single

126	Ferguson		m	1		uncertain occupation	99	99	Without occupations unstated	or	Kennersley Castle	Leith		single
127	Gaddis	Gregor	m	1	Custom House officer	clerk, Home service	5,42, 1,40	5	Tertiary occupations (services and professions)	and	Kennersley Castle	Leith		single
128	Robinson		m	1	Printer	printer	2,41, 0, 1	2	Secondary occupations		Kennersley Castle	Leith		single
129	McLindsy		f	1		uncertain occupation	99	99	Without occupations unstated	or	Kennersley Castle	Leith	(left)	single
130	Campbell	John	m	1							Skeene	Leith		
131	Alcock	Alexander	m	1							Skeene	Leith		
132	Johnson	William	m	1							Skeene	Leith		
133	Duguid	Alexander	m	1							Skeene	Leith		
134	Petkethly	R	m	1							Skeene	Leith		
135	Ferguson	JMB	m	2							Skeene	Leith	& wife	married
136	Bundock	Jonathan	m	3							Skeene	Leith	& wife & family	married
137	Charles	Elias	m	3							Skeene	Leith	& family	married
138	Phillips	Thomas	m	1							Skeene	Leith		
139	Mather	Ellis James	m	1							Skeene	Leith		
140	Harvie	James	m	1							Skeene	Leith		
141	Evans	James	m	1							Skeene	Leith		
142	Mills	William	m	2							Skeene	Leith	& wife	married
143	Thelwell	William	m	1							Skeene	Leith		
144	Millar	Christian	m	1							Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)
145	MacMillan	William	m	1							Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)
146	Clark	Charles	m	1							Skeene	Leith		
147	Campbell	Hugh	m	1							Skeene	Leith		
148	McIntosh	Hugh	m	1							Skeene	Leith		
149	McDonald	John	m	1							Skeene	Leith		

150	Forbes	Duncan	m	1	Skeene	Leith		
151	Donaldson	Peter	m	1	Skeene	Leith		
152	McAdam	John	m	1	Skeene	Leith		
153	Wooden	John	m	2	Skeene	Leith	& wife	
154	Chesholem	Norman	m	1	Skeene	Leith		
155	Bird	John	m	1	Skeene	Leith		
156	Balmain	James	m	1	Skeene	Leith		
157	Straiton	James	m	1	Skeene	Leith		
158	Forbes	Mason	m	1	Skeene	Leith		
159	Durham	Adam	m	1	Skeene	Leith		
160	Black	George	m	3	Skeene	Leith	& wife & married family	
161	Burges	James	m	1	Skeene	Leith		
162	Marshal	James	m	1	Skeene	Leith		
163	Burgess	A	m	1	Skeene	Leith		
164	Sutherland	George	m	1	Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)
165	McLean	William	m	1	Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)
166	Stewart	James	m	1	Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)
167	Ross	Kenneth	m	1	Skeene	Leith		
168	McGregor	Archibald	m	1	Skeene	Leith		
169	Marshal	Thomas	m	1	Skeene	Leith		
170	Manor	Samuel	m	1	Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)
171	Keggy	William	m	1	Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)
172	Hope	Alexander	m	1	Skeene	Leith		probaly illeterate (signed with his mark)

173	Downie	James	m	1		Skeene	Leith			probaly illeterate (signed with his mark)
174	Alexander	John	m	1		Skeene	Leith			
175	Randall	John	m	1	Boxing master	Skeene	Leith			considered by Belize magistrates as improper character, does not go to Stan Creek but returned to Europe on the Skeene.
176	Dougharty	John	m	1		Skeene	Leith			
177	McLaughlin	Charles	m	1		Skeene	Leith			
178	Aitcheson	William	m	1		Skeene	Leith			
179	Weir	William	m	1		Skeene	Leith			
180	Foreman	Robert	m	1		Skeene	Leith			
181	Kennedy	Angus	m	1		Skeene	Leith			
182	Livingston	James	m	1		Skeene	Leith			
183	Calder	Alexander	m	1		Skeene	Leith			probaly illeterate (signed with his mark)
184	McIntyre	Donal	m	1		Skeene	Leith			probaly illeterate (signed with his mark)
185	Downs	John	m	2		Skeene	Leith	& wife	married	
186	McArthur	Duncan	m	3		Skeene	Leith	& wife & family	married	probaly illeterate (signed with his mark)
187	McFarlane	William	m	1		Skeene	Leith			
188	Carmichael	James	m	1		Skeene	Leith			
189	Lawon	John	m	1		Skeene	Leith			
190	Crombie	Charles	m	1		Skeene	Leith			
191	McRae	John	m	1		Skeene	Leith			probaly illeterate (signed with his mark)

192	Naples	Thomas	m	1	Skeene	Leith				probaly illeterate (signed with his mark)
193	McKenzie	J	m	3	Skeene	Leith	& wife & married family			
194	Ferguson	Niel	m	1	Skeene	Leith				
195	McKenzie	John	m	1	Skeene	Leith				probaly illeterate (signed with his mark)
196	McNaughton	John	m	1	Skeene	Leith				
197	Cameron	Francis	m	2	Skeene	Leith	& child			
198	Simpson	Alexander	m	1	Skeene	Leith				
199	Sutherland	William	m	1	Skeene	Leith				
200	Wallace	William	m	1	Skeene	Leith				
201	McNeill	John	m	1	Skeene	Leith				
202	Mitchel	Robert	m	1	Skeene	Leith				
203	Campbell	John	m	1	Skeene	Leith				
204	Butterworth	David	m	1	Skeene	Leith				
205	McGregor	Daniel	m	1	Skeene	Leith				
206	Frazier	John	m	2	Skeene	Leith	& wife, married passenger for Jamaica			
207	Masterton	James	m	1	Skeene	Leith	passenger for Jamaica			

Bibliographie

Sources Primaires

Collections d'archives

Archives départementales de la Dordogne, Périgueux.
 Archives départementales du Nord-Pas-de-Calais, Dainville.
 Archives diplomatiques, la Courneuve.
 Archives Nationales, Paris.
 Archivo General de Indias, Sevilla.
 Archivos del General Francisco de Miranda, Caracas.
<http://www.franciscodemiranda.org>.
 Belize State Records and Archives Service, Belmopan.
 British Library, London.
 British Museum, London.
 Carlyle Letters Online.
<http://carlyleletters.dukejournals.org>.
 Collection de l'auteur.
 Guildhall Library, London.
 Hansard 1803-2005, London.
<https://api.parliament.uk/historic-hansard/index.html>
 Jamaican Family Search Genealogy Research Library, Kingston.
<http://www.jamaicanfamilysearch.com>.
 John Carter Brown Library, Providence.
 Legacies of British Slave-ownership database, University College London.
<http://www.depts-live.ucl.ac.uk/lbs>
 Lloyds Banking Group Archives, Edinburgh.
 London Metropolitan Archives, London.
 Marsden Online Archive.
<http://marsdenarchive.otago.ac.nz>
 National Portrait Gallery, London.
 National Records of Scotland, Edinburgh.
 Rothschild Archives, London.
 Royal Commonwealth Society Library, Cambridge.
 Spink, London.
 Staffordshire County Record Office, Stafford.
 The National Archives, Kew.
 The New York Public Library, New York.

Sources imprimées

A collection of all the Treaties of Peace, Alliance, and Commerce between Great-Britain and Other Powers. Vol. 3. 3 vol. London: J. Debrett, 1785.
 A Member of the Honourable Society of Lincoln's Inn. *The Contractor Unmasked.* London: Hurst, Robinson & Co, 1823.

- A retired pawnbroker. *An Examination of the present modes of granting temporary loans on pledges by pawnbrokers and of those proposed by the London Equitable Loan Bank Company, as far as they are calculated to affect the trader and manufacturer with small capitals, and others requiring occasional advances: with a few remarks on the objections which have been urged by pawnbrokers and others against the Equitable Loan Bank.* London: E. Wilson, 1825.
- A West Indian. *No Colonies No Funds!!!* London: Effingham Wilson, 1826.
- Alexander, Alexander. *The Life of Alexander Alexander.* Édité par John Howell. Vol. 2. 2 vol. Edinburgh: Blackwood, 1830.
- An address to the Spanish bondholders.* London: Morgan Printer, 1820.
- An officer Late in the Colombian Service. *The Present State of Colombia, by an Officer Late in the Colombian Service.* London: John Murray, 1827.
- « Anglo-Mexican Mining Association ». In *The British Imperial Calendar, on General Register of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and Its Colonies (Etc.)*, 309-10. London: Arthur Varenham, 1840.
- Armstrong, John. *A candid examination of « the defence of the settlers of Honduras; » or, a fair inquiry into the truth and justice of their accusations against Colonel George Arthur, late superintendant of that settlement.* London: J. Butterworth and Son; J. Hatchard and Son, 1824.
- Assessment of the inhabitants of the parish of Dundee for the support of the poor.* Dundee: Alex. Colville, 1822.
- Bard, Samuel A. *Waikna; or Adventures on the Mosquito-Shore.* New York: Harper and Brothers, 1855.
- Bingham, Peregrine. « Skeen v. M'Gregor ». In *Reports of Cases Argued and Determined in the Court of Common*, 1:242. London: A. Strahan, 1823.
- Bolivar, Simon. « Reply of a South American to a Gentleman of this Island (Jamaica) ». In *Selected Writings of Bolivar*, par Vicente Lecuna, édité par Harold A. Bierck, traduit par Lewis Bertrand, Vol. 1. New York: The Colonial Press Inc., 1951.
<http://faculty.smu.edu/bakewell/BAKEWELL/texts/jamaica-letter.html>.
- Burdon, John Alder, éd. *Archives of British Honduras.* Vol. 1. 3 vol. London: Sifton Praed & Co, 1931.
- — —, éd. *Archives of British Honduras.* Vol. 2. 3 vol. London: Sifton Praed & Co, 1931.
- Burke, Edmund. « Speech on Divorce Bill (29 April 1771) ». In *The writings and speeches of Edmund Burke*, édité par Paul Langford, 2:357-59. Oxford: Clarendon Press, 1981.
- — —. *Thoughts on the prospect of a regicide peace in a series of letters.* London: J. Owen, 1796.
- Burke, Sir Bernard. *Index to Burke's Dictionary of the Landed Gentry of Great Britain & Ireland.* Vol. 3. 3 vol. London: Colburn and Company, 1853.
- Burnaby, William. *Regulations for the Better Government of His Majesty's Subjects in the Bay of Honduras.* Édité par William Hunt. London: T. Gillet, 1809.

- Cannon, Richard. *Historical Record of the Twenty-Second, Or the Cheshire Regiment of Foot: Containing an Account of the Formation of the Regiment in 1689, and of Its Subsequent Services to 1849*. London: Parker, Furnivall, & Parker, 1849.
- « Cases in Which Alterations Have Been Made in Customs and Excise Duties, by a Treasury Order, since 1800 ». In *Accounts and Papers 1831-1832 Relating to Customs and Excise, Imports and Exports, Shipping and Trade*, 7:9. London: H.M. Stationery Office, 1832.
- Chaloner, et Fleming. *The Mahogany Tree*. Liverpool: Rockliff and son, 1850.
- Chippendale, Thomas. *The Gentleman and Cabinet-Maker's Director*. London: Printed for the author, 1754.
- Cobbett, William. *The Emigrant's Guide in Ten Letters Addressed to the Tax-Payers of England*. London: Mills, Jowett and Mills, 1829.
- Codd, Edward. *Proceedings of an inquiry and investigation: instituted by Major General Codd, His Majesty's Superintendent and Commander-in-Chief at Belize, Honduras, relative to Poyais, &c. &c. &c.* London: Lawler and Quick, 1824.
- « Code de commerce (1807) ». In *Les archives de la révolution française*, 354-421. Witney: Micro Graphix, s. d.
- Connery, James. *An Essay on Charitable Economy, Upon the Loan Bank System: Called on the Continent « Mont de Piété », That Is, the Mount, Or Rather the Heap, for the Distribution of Charity: Being an Antidote to Counteract the Baneful Effects of Pawnbroking ... : Dedicated, by Permission, to William Sharman Crawford*. London: J. Cumming, 1837.
- Cooper, James Fenimore. *The Last of the Mohicans: A Narrarive of 1757*. Vol. 1. 3 vol. Paris: L. Baudry, 1826.
- — —. *The Last of the Mohicans: A Narrarive of 1757*. Vol. 1. 3 vol. London: John Miller, 1826.
- Court of Common Council. A report of the proceedings of the Court of Common Council of the City of London, March 11, 1825, relative to the Equitable Loan Bank Company. (1825).
- Cundall, Frank. *Historic Jamaica*. London: West India Committee, 1915.
- Dard, Henri Jean Baptiste. *Biens des émigrés*. Paris: Le Normant, 1814.
- Defence of the principles of the Equitable Loan Bank, and Mont de Piété, against the attacks of the meeting of pawnbrokers*. London: J. Robins and Co., 1824.
- Desmadryl, Ch. « Carte de la Moskitie où se fonde la Neustrie ». Paris: Picquet, 1830. <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b8492289m>.
- Dickens, Charles. *Bleak House*. London: Chapman & Hall, 1853.
- Dod's Peerage, Baronetage and Knightage, Etc of Great Britain and Ireland*. London: Simpkin, Marshall, Hamilton, Kent & Co, 1915.
- Douglas, James. *Journals and Reminiscences of James Douglas, M.D.* Édité par James (Junior) Douglas. New York: The Torch Press, 1910.
- Dumas, Alexandre. *Le capitaine Pamphile*. Paris: Dumont, 1839.
- — —. *Le capitaine Pamphile*. Paris: Calmann-Lévy, 1877.

- Edwards, Bryan. *Poyais: an account of the British settlements on the Musquito Shore*. London: COL, 1773.
- English, Henry. *A General Guide to the Companies Formed for Working Foreign Mines: With Their Prospectuses, Amount of Capital, Number of Shares, Names of Directors, &c., and an Appendix, Showing Their Progress since Their Formation ... with a Table of the Extent of Their Fluctuations in Price, up to the Present Period*. London: Boosey & sons, 1825.
- Equitable Loan Bank Company. *Equitable Loan Bank: plan of the bank*. London, 1824.
- Fazy, Henri. *James Fazy sa vie et son oeuvre*. Genève: H. Georg, 1887.
- Fondateurs principaux soussignés. *Colonie de la Nouvelle-Neustrie - Acte fondamental*. Paris: Chaignieau, 1823.
- Fortune, Thomas. *Fortune's Epitome of the Stock and Public Funds: With a Full Account of the Bank Stock and Funds of United States of America, and Also of All the Other Foreign Funds*. London: J. Compton, 1824.
- Galiffe, Jacques-Augustin. « Mallet ». In *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, 2:420-42. Genève, 1831.
- Hackett, James. *Narrative of the Expedition Which Sailed from England in 1817, to Join the South American Patriots*. London: John Murray, 1818.
- Hakewill, James. *A Picturesque Tour of the Island of Jamaica*. London: Hurst and Robinson, 1825.
- Hall, Hector. *Falsehood Detected, or, A Reply to an Unfounded and Slandorous Publication, Entitled « The Belize Merchants Unmasked »: With Some Characteristic Traits of the Author*. Jay I. Kislak Collection. Jamaica, 1824.
- Hastie, James. *Narrative of a voyage in the ship Kennersley Castle from Leith Roads to Poyais with some account of the proceedings of the workmen on their arrival at Black River, in that territory, and of their subsequent removal to Belize*. Edinburgh: Printed for the author, 1823.
- Henderson, George. *An Account of the British Settlement of Honduras: Being a Brief View of Its Commercial and Agricultural Resources, Soil, Climate, Natural History, &c. To Which Are Added Sketches of the Manners and Customs of the Mosquito Indians, Preceded by the Journal of a Voyage to the Mosquito Shore ...* London: C. & R. Baldwin, 1809.
- Hendriks, Herman. *A plain narrative of facts*. London: Stephen Couchman, 1824.
- — —. *A Statement of Facts in Reference to the Formation of the Haytien Mining Company, with Copy of the Original Grant, and Other Documents*; London: E. Wilson, 1827.
- Hippisley, Gustavus Butler. *Acts of Oppression, Committed Under the Administration of M. de Villèle, Prime Minister of Charles X in the Years 1825-6. In a Series of Letters*. London: Alfred Miller, 1831.
- — —. *Hours of Idleness*. London: Printed for private circulation, 1865.
- — —. *The siege of Barcelona, a poem in three cantos*. London, 1842.
- Hippisley, Gustavus Matthias. *A Narrative of the Expedition to the Rivers Orinoco and Apuré, in South America: Which Sailed from England in*

- November 1817, and Joined the Patriotic Forces in Venezuela and Caráccas*. Google Play. London: John Murray, 1819.
- Hodgson, Robert. *Some Account of the Mosquito Territory*. Édité par Robert Hodgson son. 2^e éd. Edinburgh: William Blackwood, 1822.
- Hooker, William Jackson. *The Journal of Botany*. Vol. 4. London; Edinburgh: Longman, Orme & Co; William Pamplin; Maclachlan, Stewart & Co, 1842.
- Humboldt, Alexander von. *Cosmos: essai d'une description physique du monde*. Traduit par H. Faye. Vol. 1. Paris: Gide et J. Baudry, 1855.
- — —. *Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*. 1^{re} éd. Vol. 1. Paris: F. Schoell, 1811.
- Kelly, Patrick. *Le cambiste universel, ou Traité complet des changes, monnaies, poids et mesures, de toutes les nations commerçantes et de leurs colonies*. Vol. 1. Paris: Bossange frères, J. P. Aillaud, 1823.
- Knight Bruce, J. L. « Richardson v. Larpent ». In *Reports of cases decided in the court of Chancery*, Vol. 2. New York: Banks, Gould & Co., 1843.
- Ledru-Rollin, Sulpicy, F. Roger, J.-A. Levesque, F. Noblet, Amable Boullanger, et Durand De Saint-Amand. « Messal C. Sturt ». In *Journal du Palais: jurisprudence française*, 6:721. Paris: F.-F. Patris, 1838.
- Lehuby, Jean-François. *Procès contre la Compagnie de la Nouvelle-Neustrie*. Paris: impr. A. Boucher, 1826.
- Lorieux, Auguste. *Traité de la prérogative royale en France et en Angleterre: suivi d'un essai sur le pouvoir des rois à Lacédémone*. Vol. 2. paris: Joubert, 1840.
- Low, George Augustus. *The Belise merchants unmasked, or, A review of their late proceedings against Poyais: from information and authentic documents gained on the spot, during a visit to those parts in the months of August and September, 1823*. London: D.S. Maurice, 1824.
- Lowe, John. « A Letter to the Rt. Hon. George Canning, MP on the Policy of Recognising the Independence of the South American States ». In *The Pamphleteer*, 21:401-13. 42. London: Sherwood and co., 1823.
- — —. « Mr. John Lowe to the Marquess of Londonderry ». In *Correspondence, despatches, and other papers of Viscount Castlereagh*, édité par Charles William Vane, 4:476-82. London: John Murray, 1853.
- MacGregor, Gregor. *Constitution de la nation Poyaisienne dans l'Amérique Centrale*. London: Johnson, 1825.
- — —. *Exposición documentada que el General Mac-Gregor dirigió al Gobierno de Venezuela y resolución que a ella recayó*. Banrepcultural.org. Misceláneas 658. Caracas: A. Dameron, 1839.
<http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/ciencia-militar/exposicion-documentada-que-el-general-mac-gregor-dirijio-al-gobierno-de-venezuela>.
- — —. *Plan of a constitution for the inhabitants of the Indian coast in Central America, commonly called the Mosquito Shore*. Edinburgh, 1836.
- Madden, Richard Robert. *A Twelvemonth's Residence in the West Indies, During the Transition from Slavery to Apprenticeship: With Incidental*

- Notices of the State of Society, Prospects, and Natural Resources of Jamaica and Other Islands*. Vol. 2. 2 vol. London: James Cochrane, 1835.
- Madiou, Thomas. *Histoire d'Haïti*. Vol. 4. Paris: Editions Henri Deschamps, 1826.
- Malthus, Thomas Robert. *An Essay on the Principle of Population*. 2^e éd. London: J. Johnson, 1803.
- — —. *An Essay on the Principle of Population, as It Affects the Future Improvement of Society. With Remarks on the Speculations of Mr. Godwin, M. Condorcet and Other Writers*. London: J. Johnson, 1798.
- — —. « Population ». *Supplement to the Encyclopædia Britannica*. Edinburgh: Archibald Constable and Company, 1824.
- Martin, Aimé, éd. *Les mille et une nuits : contes arabes*. Traduit par Antoine Galland. Panthéon Littéraire. Paris: CH. Delagrave, 1879.
- Mather, Cotton. *Some considerations on the bills of credit now passing in New-England*. Boston: Harris and Allen, 1691.
- Mérilhou, Joseph. *Essai historique sur la vie et les ouvrages de Mirabeau*. Paris: Chez Brissot-Thivars, 1827.
- — —. *Précis pour le Général Sir Grégor Mac-Grégor, Cacique de Poyais, dans l'Amérique centrale*. Paris: Porthmann, 1825.
- Miers, John. *Travels in Chile and La Plata: Including Accounts Respecting the Political History, Geography, Geology, Statistics, Government, Finances, Agriculture, Manners, and Customs, and the Mining Operations in Chile*. Vol. 2. 2 vol. London: Baldwin, Cradock, and Joy, 1826.
- Morillo, Pablo. *Mémoires du général Morillo, comte de Carthagène, marquis de la Puerta, relatifs aux principaux événemens de ses campagnes en Amérique de 1815 à 1821*. Paris: P. Dufart, 1826.
- Nilus, Serge. *Les Protocoles des Sages de Sion*. Édité par Roger Lambelin. Paris: Grasset, 1921.
- Obert, Henri. « Charte de Concession du Territoire de Vera Paz accordé par le gouvernement de Guatemala à la compagnie commerciale et agricole des côtes orientales de l'Amérique centrale ». In *Mémoire contenant un aperçu statistique de l'état de Guatémala: ainsi que des renseignements précis sur son commerce, son industrie, son sol, sa température, son climat, et tout ce qui est relatif à cet état*. Bruxelles: Lesigne et cie, 1840.
- Office, Great Britain War. *A List of the Officers of the Army and of the Corps of Royal Marines*. London: War Office, 1821.
- « On Horn and Tortoiseshell ». *Transactions of the Society, Instituted at London, for the Encouragement of Arts, Manufactures, and Commerce* 52, n° 2 (1838): 334-49.
- Ouvrard, Gabriel-Julien. *Mémoires de G.-J. Ouvrard: sur sa vie et ses diverses opérations financières ...* Paris: Moutardier, 1827.
- Parry, Clive, éd. « Convention between Great Britain and Spain, signed at London, 14 July 1786 ». In *The consolidated treaty series*, 50:47-51. Dobbs Ferry NY: Oceana Publications, 1969.

- Pepe, Guglielmo. *Relation des événements politiques et militaires qui ont eu lieu à Naples en 1820 et 1821, adressée à S. M. le Roi des Deux Siciles*. Paris: chez les principaux libraires, 1822.
- Pim, Bedford. *The Gate of the Pacific*. London: L. Reeve & co., 1863.
- Pim, Bedford, et Berthold Carl Seemann. *Dottings on the Roadside, in Panama, Nicaragua, and Mosquito*. London: Chapman and Hall, 1869.
- Post-Office Annual Directory*. Edinburgh: James Schaw, 1822.
- Pratt, Josiah, éd. *The Works of the Right Reverend Father in God Ezekiel Hopkins, D.D.* Vol. 1. 4 vol. London: Seeley, 1809.
- Pratt, Josiah, et John Henry Pratt. *Memoir of the Rev. Josiah Pratt, B.D.* London: Seeleys, 1849.
- Proposed Colony in the District of Black River on the Northern Coast of Central America ...: Granted to the British Central American Land Company*. Effingham Wilson, 1838.
- Rafter, Michael. *Memoirs of Gregor McGregor comprising a sketch of the revolution in New Granada and Venezuela with biographical notices of Generals Miranda, Bolivar, Morillo and Horé and a Narrative of the expeditions to Amelia Island, Porto Bello and Rio de la Hache interspersed with revolutionary anecdotes*. London: J.J. Stockdale, 1820.
- Report from the Select Committee on the Employment of the Poor in Ireland: Ordered by the House of Commons, to Be Printed, 16 July, 1823*, 1823.
- Roughley, Thomas. *The Jamaica Planter's Guide; or, A System for Planting and Managing a Sugar Estate, or Other Plantations in That Island, and throughout the British West Indies in General*. London: Longman, Hurst, Rees, Orme, and Brown, 1823.
- Sarrut, Germain, et B. Saint-Edme. « Merilhou, Joseph ». *Biographie des hommes du jour*. Paris: Henri Krabe, 1835.
- Secretan, John James. *Epitome of Foreign Stocks, most currently bought and sold in London*. London: W. and S. Graves, 1824.
- — —. *Epitome of the various foreign Mining Companies, established in London, the shares of which are publicly bought and sold at the foreign stock market*. London: W. and S. Graves, 1825.
- Select Committee on Emigration. *The Report of the Select Committee on Emigration in 1826*. London: John Murray, 1827.
- Smeeton, George. *Doings in London: Or, Day and Night Scenes of the Frauds, Frolics, Manners, and Depravities of the Metropolis*. London: Orlando Hodgson, 1828.
- Snow, John. *On the Mode of Communication of Cholera*. London: John Churchill, 1849.
- — —. *On the Mode of Communication of Cholera*. 2^e éd. London: John Churchill, 1855.
- Squier, Ephraim G. *Honduras interoceanic railway: Preliminary report*. New York: Tubbs, Nesmith & Teall, printers, 1854.
- — —. *Information on the coal mines of the River Lempa, Republic of San Salvador, Central America*. [London: Chiswick Press], 1856.

- — —. « Map of Honduras and San Salvador, Central America, showing the line of the proposed Honduras interoceanic railway ». New York: s.n., 1854.
- — —. « Nicaragua ». *Harper's New Monthly Magazine* 11, n° 66 (novembre 1855): 744-63.
- — —. *Nicaragua; its People, Scenery, Monuments, and the Proposed Interoceanic Canal*. 2 vol. New York: Appleton and Co., 1852.
- — —. « Something about the Mosquitos ». *Harper's New Monthly Magazine* 11, n° 64 (septembre 1855): 456-66.
- — —. *Tropical fibres: their production and economic extraction*. New York: Scribner & Co., 124 Grand Street, 1861.
- Squier, Ephraim G., et E. H. Davis. *Ancient Monuments of the Mississippi Valley*. Smithsonian Contributions to Knowledge. New York: Bartlett & Welford, 1848.
- Strangeways, Thomas. *Sketch of the Mosquito Shore, including the territory of Poyais: descriptive of the country; with some information as to its production, the best mode of culture, &c. ... Chiefly intended for the use of settlers*. Edinburgh: W. Blackwood, 1822.
- Substance of the Debate in the House of Commons on the 15th May, 1823, on a motion for the mitigation and gradual abolition of slavery throughout the British Dominion*. London: Ellerton and Henderson, 1823.
- « The Cow-Tree of America ». *The Penny Magazine of the Society for the Diffusion of Useful Knowledge*, 30 avril 1836.
- The defence of the settlers of Honduras against the unjust and unfounded representations of Colonel George Arthur, late superintendent of that settlement: Principally contained in his Correspondence relative to the condition and treatment of the slaves of Honduras, 1820-1823*. Jamaica; London: Alex Aikman junior; Baldwin, Cradock and Joy, and Hatchard and Son, 1824.
- The Hebrew Talisman: reprinted verbatim from a copy of a rare pamphlet, date circa 1836*. London: T.P.S., 1888.
- The Honduras Almanack*. Belize: authority of the Legislative Assembly, 1828.
- The New Bankrupt Act, with an Explanation of the Difference between the Old Acts and the New Act*. London: J. and W.T. Clarke, 1824.
- The Pawnbrokers' reply to the pretended fair and candid statement of the Equitable Loan Bank Company*. Islington: F. Tower, 1825.
- Torrens, Major. *A Paper on the Means of Reducing the Poors Rates, and of Affording Effectual and Permanent Relief to the Labouring Classes*. London, 1817.
- Tounens, Antoine de. *Avènement au trône de Orllie-Antoine Ier, roi d'Araucanie et de Patagonie et sa captivité au Chili*. Paris: Thevelin, 1863.
- Verax. *A letter to the editor of the quartely review for Oct. 1822 on a review of captain strangeway's sketch of the Mosquito Shore*. London: R. Gilbert, 1823.

- Vernon, Edward. *A New Ballad on the Taking of Porto-Bello by Admiral Vernon*. London: R. Dodsley, 1740.
- Walker, J., R. Lea, et J. Nunn. *The Parliamentary Register; Or, History of the Proceedings and Debates of the House of Commons*. Vol. 1. 17 vol. London: J. Stockdale, 1802.
- Wallace, Nesbit Willoughby. *A Regimental Chronicle and List of Officers of the 60th, or the King's Royal Rifle Corps, Formerly the 62nd, or the Royal American Regiment of Foot*. London: Harrison, 1879.
- Wilberforce, William. *An Appeal to the Religion, Justice, and Humanity of the Inhabitants of the British Empire: In Behalf of the Negro Slaves in the West Indies*. London: J. Hatchard and son, 1823.
- Wilkes, John, éd. « Spark Island ». *Encyclopaedia Londinensis*. London: G. Jones, 1828.
- Wilmot-Horton, Robert. *Letters containing Observations on Colonial Policy*. London: J. Cunningham, 1839.
- — —. *Observations upon the outline of a plan of emigration to upper canada*. London: W. Clowes, 1823.
- — —. *Outline of a plan of emigration to upper canada*. London: F. Warr, 1823.
- — —. *The West India Question Practically Considered*. 2^e éd. London: John Murray, 1826.
- Woodcroft, Bennet. « Gilman Sowerby 13th April 1825 ». In *Titles of Patents of Invention*, Vol. 2. London: G.E. Eyre and W. Spottiswoode, 1854.
- Wright, John. *Memoir of the Mosquito Territory, as Respecting the Voluntary Cession of it to the Crown of Great Britain*. London: J. Hatchard, 1808.

Journaux

Aberdeen Journal.
Aberdeen Press and Journal.
Caledonian Mercury.
Cobbett's Weekly Register.
Course of the exchange.
Dublin Evening Post.
Dublin Weekly Register.
English Mechanic and World of Science.
Groninger Courant.
John Bull.
Kentish Weekly Post or Canterbury Journal.
London Courier and Evening Gazette.
Missionary Register.
Morning Advertised.
Morning Chronicle.
Morning Post.
Niles' Weekly Register.
Oxford Journal.
Public Ledger and Daily Advertiser.

Rotterdamsche courant.
Saunders's News-Letter.
The Gentleman's Magazine and Historical Chronicle.
The Honduras Gazette and Commercial Advertiser.
The Hull Packet.
The London Gazette.
The legal observer.
The Observer.
The Quarterly Review.
The Scotsman.
The Times.

Sources secondaires

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

- Anderson, Jennifer L. *Mahogany: the costs of luxury in early America*. Cambridge Mass.; London: Harvard University Press, 2012.
- Artières, Philippe, Claire Bustarret, et Muriel Salle. « "Percevoir l'invisible": Le travail de l'expert en écriture selon Edmond Locard (1877-1966) ». Rapport final. Paris: Equipe Anthropologie de l'écriture, Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain, EHESS/CNRS, février 2010.
- Banner, Stuart. *Speculation: a history of the elusive line between gambling and investment*. Oxford ; New York: Oxford University Press, 2017.
- Barthes, Roland. *Mythologies*. Paris: Seuil, 1957.
- Barton, Greg. *Informal empire and the rise of one world culture*. Cambridge Imperial and post-colonial studies series. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2014.
- Bashford, Alison, et Joyce E. Chaplin. *The new worlds of Thomas Robert Malthus: rereading the Principle of population*. Princeton: Princeton University Press, 2016.
- Bebbington, David William. *Evangelicalism in Modern Britain: A History from the 1730s to the 1980s*. London: Routledge, 1995.
- Becker, Howard S. *Outsiders: studies in the sociology of deviance*. New York: The Free Press, 1963.
- Becquart, Noël. « Joseph Mérilhou ». In *Cent portraits périgourains*, édité par Les membres de la société historique et archéologique du Périgord, 132-33. Périgueux: Pierre Fanlac, 1980.
- Belmessous, Saliha. « Introduction: The problem of indigenous claim making in colonial history ». In *Native claims: indigenous law against empire, 1500-1920*, édité par Saliha Belmessous, 3-18. Oxford ; New York: Oxford University Press, 2012.
- — —, éd. *Native claims: indigenous law against empire, 1500-1920*. Oxford ; New York: Oxford University Press, 2012.

- Belmonte, Kevin Charles. *William Wilberforce: a hero for humanity*. Grand Rapids, Mich: Zondervan, 2007.
- Bennett, Charles E. *General MacGregor: Hero or Rogue?* Jacksonville: Mid Nite Books, 2001.
- Bennett Murray, Sonia. *The first parish register of Belize, 1794-1810, and the first four censuses, 1816-1826*. Baltimore, Md: Clearfield, 2010.
- — —. *They Came to Belize, 1750-1810: Compiled from Records of Jamaica, the Mosquito Shore, and Belize at the British & Belize National Archives*. Baltimore: Clearfield, 2017.
- Beraldi, Henri. *Les graveurs du XIXe siècle : guide de l'amateur d'estampes modernes*. Vol. 2. Paris: L. Conquet, 1885.
- Blake, Robert. *Disraeli*. 4^e éd. New York: St. Martin's Press, 1967.
- Blouet, Olwyn M. « Buxton, Sir Thomas Fowell, first baronet ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004.
<http://www.oxforddnb.com/view/10.1093/ref:odnb/9780198614128.001.0001/odnb-9780198614128-e-4247>.
- Bolland, O. Nigel. *The Formation of a Colonial Society: Belize, From Conquest to Crown Colony*. Baltimore: The Johns Hopkins University Press, 1977.
- Bonvini, Alessandro. « «The plough and the sword»: Mazzinian settlers beyond the Rio de la Plata borderlands, 1855-60 ». In *Italian Slaves and Settlers in World Scenarios*. European University Institute, Firenze, 2017.
- Bradley, Peter T. *British Maritime Enterprise in the New World: From the Late Fifteenth to the Mid-Eighteenth Century*. Studies in British History 57. Lewiston; Queenston; Lampeter: Edwin Mellen Press, 1999.
- Broughton, E C. *Memoirs of the 65th regiment, 1st battn. the New York & Lancaster regt*. London: W. Clowes & sons, 1914.
- Brown, Matthew. *Adventuring through Spanish Colonies: Simón Bolívar, Foreign Mercenaries and the Birth of New Nations*. Liverpool: Liverpool University Press, 2006.
- — —. « Gregor MacGregor : clansman, conquistador and coloniser on the fringes of the British empire ». In *Colonial lives across the British Empire : imperial careering in the long nineteenth century*, édité par David Lambert et Alan Lester, 32-57. Cambridge: Cambridge University Press, 2006.
- — —, éd. *Informal empire in Latin America: culture, commerce and capital*. Bulletin of Latin American research book series. Oxford, UK: Blackwell Pub, 2008.
- Bushnell, David. *The Santander Regime in Gran Colombia*. Westport, Connecticut: Greenwood Press, 1970.
- Campbell, Mavis Christine. *Becoming Belize: a history of an outpost of empire searching for identity, 1528-1823*. Kingston, Jamaica: University of the West Indies Press, 2011.
- Cassis, Youssef. *Capitals of Capital: A History of International Financial Centres, 1780-2005*. Traduit par Jacqueline Collier. Cambridge: Cambridge University Press, 2006.

— — —. *Les Capitales du Capital: Histoire des places financières internationales, 1780-2005*. Genève: Slatkine, 2006.

- Challandes, Jean Philippe. « Les vaincus des archives: Réflexions sur le lien entre Etat-nation et mémoire collective à partir du cas brésilien (1839-1844) ». In *Penser l'archive: histoires d'archives-archives d'histoire*, édité par Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, et Michel Porret, 116-30. Histoire. Lausanne: Antipodes, 2006.
- Chamberlain, Muriel Evelyn. *Pax Britannica?: British Foreign Policy, 1789-1914*. London: Longman, 1988.
- Chancellor, V. E. « Hume, Joseph (1777–1855) ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004. <http://www.oxforddnb.com/view/article/14148>.
- Chapman, Stanley D. *The rise of merchant banking*. London: Allen & Unwin, 1984.
- Cohen, Stanley. *Folk devils and moral panics: the creation of the Mods and Rockers*. 4^e éd. Taylor & Francis E-library. New York: Routledge, 2011.
- Colthart, James M. « Ellice, Edward ». *Dictionary of Canadian Biography*. Toronto: Université Laval/University of Toronto, 2003. http://www.biographi.ca/en/bio/ellice_edward_9E.html.
- Conzemius, Eduard. *Ethnographical survey of the Miskito and Sumu Indians of Honduras and Nicaragua*. Washington: Government Printing Office, 1932.
- Cook, Roger, et Tim Tate. *The Ten Greatest Conmen: True Stories of the World's Most Outrageous Scams*. London: John Blake Publishing, 2008.
- Coolidge, Olivia E. *Colonial entrepreneur: Dr. Silvester Gardiner and the settlement of Maine's Kennebec Valley*. Gardiner: Tilbury House Publishers, Gardiner Library Association, 1999.
- Costeloe, Michael P. *Bonds and bondholders: British investors and Mexico's foreign debt, 1824-1888*. Westport; London: Praeger, 2003.
- — —. *Bubbles and bonanzas: British investors and investments in Mexico, 1821-1860*. Lanham: Lexington Books, 2011.
- Cronon, William. *Changes in the Land: Indians, Colonists, and the Ecology of New England*. 21^e éd. New York: Hill and Wang, 1997.
- Culbertson, William Smith. *International economic policies: a survey of the economics of diplomacy*. New York; London: D. Appleton and Company, 1925.
- Daniels, Christine, et Michael V. Kennedy, éd. *Negotiated empires: centers and peripheries in the Americas, 1500-1820*. New York: Routledge, 2002.
- Darwin, John. *Unfinished empire: the global expansion of Britain*. New York: Bloomsbury Press, 2013.
- Davis, Thomas Frederick. *MacGregor's invasion of Florida, 1817: together with an account of his successors, Irwin, Hubbard and Aury on Amelia Island, East Florida*. Jacksonville, FL: Florida Historical Society, 1928.

- Dawson, Frank Griffith. « MacGregor, Gregor (1786–1845) ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004. <http://www.oxforddnb.com/view/printable/17519>.
- — —. *The first Latin American debt crisis: the City of London and the 1822-25 loan bubble*. New Haven ; London: Yale University Press, 1990.
- DeGroat, Lisa A. « Deposition of Bernad L. Madoff (Taken by the Plaintiffs) ». Butner, North Carolina: United States District Court Souther District of New York, 7 août 2012.
- Diamond, Jared M., et James A. Robinson, éd. *Natural experiments of history*. Cambridge, Mass: Belknap Press of Harvard University Press, 2010.
- Duke, Sara. *Biographical Sketches of Cartoonists & Illustrators in the Swann Collection of the Library of Congress*. Arlington: ComicsDC, 2012.
- Eastment, Winifred. *Wanstead through the ages*. 4th ed. Wanstead: Dawn Press, 1976.
- Edgell, Zee. *Time and the river*. Caribbean writers series. Oxford ; Portsmouth, NH: Heinemann, 2007.
- Elias, Norbert. *Du temps*. Traduit par Michèle Hulin. Paris: Fayard, 1997.
- Ellen, Roy, et Holly Harris. « Introduction ». In *Indigenous Environmental Knowledge and Its Transformations: Critical Anthropological Perspectives*, édité par Roy Ellen, Peter Parkes, et Alan Bicker, 1-31. London: Routledge, 2006.
- Farge, Arlette. *Le goût de l'archive*. La Librairie du XXe siècle. Paris: Seuil, 1989.
- Febvre, Lucien Paul Victor. *Combats pour l'histoire*. Édité par Jean-Marc Simonet et Réjeanne Brunet-Toussaint. Online. Les classiques des sciences sociales. Chicoutimi: Bibliothèque Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec, 2008.
http://classiques.uqac.ca/classiques/febvre_lucien/Combats_pour_lhistoire/febvre_combats_pour_histoire.pdf.
- Fenn, M.J. « British Investment in South America and the financial crisis of 1825-1826 ». MA thesis, University of Durham, 1969.
- Ferguson, Mison, Phylcia Pelayo, et Nigel Encalada. *A History of Slavery & Emancipation in Belize*. Belmopan: ISCR and NICH, 2015.
- Ferguson, Niall. « The Rise of the Rothschilds: the Family Firm as Multinational ». In *The world of private banking*, édité par Youssef Cassis et Philip L. Cottrell, 1-30. Farnham, England ; Burlington, VT: Ashgate, 2009.
- Finamore, Daniel. « “Pirate water”: sailing to Belize in the mahogany trade ». In *Maritime empires: British imperial maritime trade in the nineteenth century*, édité par David Killingray, Margarette Lincoln, et Nigel Rigby, 30-47. Woodbridge: The Boydell Press, 2004.
- Flandreau, Marc. *Anthropologists in the stock exchange: a financial history of Victorian science*. Chicago: The University of Chicago Press, 2016.
- Floyd, Troy S. *The Anglo-Spanish Struggle for Mosquitia*. Albuquerque: University of New Mexico Press, 1967.

- Fodor, Giorgio. « The boom that never was? Latin American loans in London 1822-1825 ». In *Crisis: from the real economy to the financial system*, 1-45. Venice: Università degli studi di Trento-Dipartimento di economia, 2000.
- Frankel, Tamar. *The Ponzi scheme puzzle: a history and analysis of con artists and victims*. New York: Oxford University Press, 2012.
- Fuligni, Bruno. *L'Etat, c'est moi*. Paris: Les éditions de Paris, 1998.
- — —. *Royaumes d'aventure: Ils ont fondé leur propre Etat*. Les Arènes, 2016.
- Gambetta, Diego. *The Sicilian Mafia: The Business of Private Protection*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 1996.
- Gille, Bertrand. *Histoire de la Maison Rothschild: des origines à 1848*. Vol. 1. 2 vol. Travaux de droit, d'économie, de sociologie et de sciences politiques 39. Genève: Droz, 1965.
- Ginzburg, Carlo. *Le sabbat des sorcières*. Traduit par Monique Aymard. Bibliothèque des histoires. Paris: Gallimard, 1992.
- Goode, Erich, et Nachman Ben-Yehuda. *Moral panics: the social construction of deviance*. 2^e éd. Chichester, U.K. ; Malden, MA: Wiley-Blackwell, 2009.
- Green, Abigail. *Moses Montefiore: Jewish Liberator, Imperial Hero*. Cambridge, Mass.: Belknap Press, 2010.
- Green, David R. *Pauper capital: London and the Poor Law, 1790-1870*. Farnham, Surrey, England ; Burlington, VT: Ashgate, 2010.
- Gregg, Richard T. *Gregor MacGregor, Cazique of Poyais, 1786-1845...or, Gregor MacGregor: on the trail of the gullible!* Scripophily library 1. London: International Bond & Share Society, 1999.
- Griffith, William J. *Empires in the Wilderness; Foreign Colonization and Development in Guatemala, 1834-1844*. Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1965.
- Hamel, Jean-François. *Revenances de l'histoire: répétition, narrativité, modernité*. Paradoxe. Paris: Editions de Minuit, 2006.
- Harper Fender, Ann. « Smuggling ». Édité par Joel Mokyr. *The Oxford Encyclopedia of Economic History*. Oxford University Press, 2003.
- Harris, Ron. *Industrializing English law: entrepreneurship and business organization, 1720-1844*. Political economy of institutions and decisions. Cambridge [England] ; New York: Cambridge University Press, 2000.
- Hasbrouck, Alfred. *Foreign Legionaries in the Liberation of Spanish South America*. New York; London: Columbia University Press; P.S. King, 1928.
- Head, David. *Privateers of the Americas: Spanish American privateering from the United States in the early republic*. Early American places. Athens, GA: University of Georgia Press, 2015.
- Hecht, Susanna B. *The scramble for the Amazon and the « Lost paradise » of Euclides da Cunha*. Chicago: University of Chicago Press, 2013.
- Henderson, John Alexander. *History of the Society of Advocates in Aberdeen*. Aberdeen: University, 1912.
- Hernon, Ian. *Riot! civil insurrection from Peterloo to the present day*. London ; Ann Arbor, MI: Pluto, 2006.

- Herzog, Tamar. « Struggling over Indians: Territorial conflict and alliance making in the heartland of South America (seventeenth and eighteenth centuries) ». In *Empire by treaty: negotiating European expansion, 1600-1900*, édité par Saliha Belmessous, 78-100. Oxford, UK ; New York, NY: Oxford University Press, 2015.
- Hobsbawm, Eric John. *The age of revolution 1789-1848*. New York: Vintage Books, 1996.
- Hobson, Charles Kenneth. *The Export of Capital*. London: Constable and Company, 1914.
- Hoffman, Philip T., Gilles Postel-Vinay, et Jean-Laurent Rosenthal. *Des marchés sans prix: une économie politique du crédit à Paris, 1660-1870*. Civilisations et sociétés 105. Paris: EHESS, 2001.
- Hope, Anthony. *The Prisoner of Zenda*. Project Gutenberg, 2006. www.gutenberg.org.
- Humphreys, Robert Arthur. « British Merchants and South American Independence ». In *Tradition and Revolt in Latin American and other essays*, 106-29. New York: Columbia University Press, 1969.
- — —. *The diplomatic history of British Honduras, 1638-1901*. London, New York: Oxford University Press, 1961.
- Huntington, Ellsworth. *Civilization and Climate*. 3^e éd. New Haven: Yale University Press, 1948.
- Iliowizi, Henry. *In the Pale: stories and legends of the russian jews*. Philadelphia: The Jewish Publication Society of America, 1897.
- Irving, Washington. *The life and voyages of Christopher Columbus*. Édité par John Harmon McElroy. The Complete works of Washington Irving 11. Boston: Twayne Publishers, 1981.
- Jensen, Peta Gay. *The Last Colonials: The Story of Two European Families in Jamaica*. London, New York: The Radcliffe Press, 2005.
- Johnston, H.J.M. *British Emigration Policy 1815-1830: Shoveling out Paupers*. Oxford: Clarendon Press, 1972.
- Jonsson, Fredrik Albritton. *Enlightenment's frontier: the Scottish Highlands and the origins of environmentalism*. The Lewis Walpole series in eighteenth-century culture and history. New Haven: Yale University Press, 2013.
- Kafka, Franz. *Das Schloss*. München: Kurt Wolff Verlag, 1926.
- Kaplan, Herbert H. *Nathan Mayer Rothschild and the Creation of a Dynasty: The Critical Years 1806-1816*. Stanford: Stanford University Press, 2006.
- Khatri, Vikas. *World Famous Crooks & Con Men*. New Delhi: Pustak Mahal, 2011.
- King, Emory. *Slavery in Belize: A Family Affair*. Belize City: Tropical Books, 1999.
- Klaus, Ian. *Forging capitalism: rogues, swindlers, frauds, and the rise of modern finance*. Yale series in economic and financial history. New Haven, CT: Yale University Press, 2014.
- — —. « Virtue is Dead: A History of Trust ». Doctoral dissertation, Harvard University, 2011.

- Klerman, Daniel. « Legal Fictions as Strategic Instruments ». Los Angeles: USC Law School, 16 septembre 2013.
<http://dklerman.usc.edu/secure/documents/4.KlermanandBakerAppsDE.pdf>.
- Kupperman, Karen Ordahl. *Providence Island, 1630-1641: the other Puritan colony*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 1993.
- Lamont, Stephen Peter. « Robert Wilmot Horton and liberal Toryism ». PhD Thesis, University of Nottingham, 2015.
- Lamoreaux, Naomi R. *Insider lending: banks, personal connections, and economic development in industrial New England*. NBER series on long-term factors in economic development. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
- Landes, David Saul. *Banquiers et pachas: finance internationale et impérialisme économique en Égypte*. Paris: Albin Michel, 1993.
- Lenoir, Timothy. *The Strategy of Life: Teleology and Mechanics in Nineteenth Century German Biology*. Studies in the History of Modern Science 13. Dordrecht; London: D. Reidel Publishing Company, 1982.
- Lepler, Jessica M. *The many panics of 1837: people, politics, and the creation of a transatlantic financial crisis*. New York, NY: Cambridge University Press, 2013.
- Lester, V. Markham. *Victorian Insolvency: Bankruptcy, Imprisonment for Debt, and Company Winding-up in Nineteenth Century England*. Repr. Oxford Historical Monographs. Oxford: Clarendon Press, 1999.
- Levi, Giovanni. « On Microhistory ». In *New perspectives on historical writing*, édité par Peter Burke, 93-113. Cambridge: Polity Press, 1991.
- Liedtke, Rainer. « Modern Communication: The Information Network of N.M. Rothschild and Sons in Nineteenth-Century Europe ». In *Finance and Modernization*, édité par Gerald D. Feldman et Peter Hertner, 155-61. London: Ashgate, 2008.
- Locard, Edmond. *L'Enquête criminelle et les méthodes scientifiques*. Bibliothèque de Philosophie scientifique. Paris: Ernest Flammarion, 1920.
- Mahdavy, Hossein. « The Pattern and Problems of Economic Development in Rentier States: The Case of Iran ». In *Studies in the Economic History of the Middle East*, édité par M.A. Cook, 428-67. Oxford: Oxford University Press, 1970.
- Marichal, Carlos. *A century of debt crises in Latin America : from independence to the Great Depression, 1820-1930*. Princeton N.J: Princeton University Press, 1989.
- Marrs, Jim. *Rule by Secrecy: The Hidden History That Connects the Trilateral Commission, the Freemasons, and the Great Pyramids*. New York: Perennial, 2007.
- Melville, Jennifer. « Lizars, William Home (1788–1859) ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004.
<http://www.oxforddnb.com/view/article/16815?docPos=3>.

- McKay, George L. *Early American Currency*. Typophile Chap Books 10. New York: The Typophiles, 1944.
- McKenzie, Kirsten. *Imperial underworld: an escaped convict and the transformation of the British colonial order*. Critical perspectives on empire. Cambridge: Cambridge University Press, 2016.
- Mehta, Uday Singh. *Liberalism and empire: a study in nineteenth-century British liberal thought*. Chicago: University of Chicago Press, 1999.
- Metcalf, Alida C. *Go-betweens and the colonization of Brazil, 1500-1600*. Austin: University of Texas Press, 2005.
- Mignolo, Walter D. *The Idea of Latin America*. Hoboken: Blackwell Publishing Ltd., 2009.
- Millett, Nathaniel. *The Maroons of Prospect Bluff and their quest for freedom in the Atlantic World*. Gainesville: University Press of Florida, 2015.
- Minsky, Hyman P. « The Financial Instability Hypothesis ». Working Paper. New York: Levy Economics Institute of Bard College, mai 1992.
- Murray-Young, D. *The Colonial Office in the Early Nineteenth Century*. Uncorrected proof copy. London: Longmans, 1961.
- Nars, Kari. *Swindling Billions: An Extraordinary History of the Great Money Fraudsters*. London: Marshall Cavendish Business, 2011.
- Naylor, Robert Arthur. « British Commercial Relations with Central America, 1821-1851 ». PhD Dissertation, Tulane University, 1969.
- — —. *Penny ante imperialism: the Mosquito Shore and the Bay of Honduras, 1600-1914; a case study in British informal empire*. Rutherford: Fairleigh Dickinson University Press, 1989.
- Neal, Larry. « The London Stock Exchange in the first age of globalization, 1801-1914 ». In *EHES Conference*. Istanbul, 2005.
- — —. *The Rise of Financial Capitalism: International Capital Markets in the Age of Reason*. Studies in Monetary and Financial History. Cambridge: Cambridge University Press, 1993.
- Newson, Linda A. *The cost of conquest: Indian decline in Honduras under Spanish rule*. Dellplain Latin American studies 20. Boulder: Westview Press, 1986.
- Nicoulin, Martin. *La genèse de Nova Friburgo: émigration et colonisation suisse au Brésil: 1817-1827*. 2^e éd. Etudes et recherches d'histoire contemporaine. Série historique 2. Fribourg: Ed. Universitaires, 1973.
- Nogues-Marco, Pilar. « The Microeconomics of Bullionism : Arbitrage, Smuggling and Silver Outflows in Spain in the Early 18th Century ». Working Paper, juin 2011. <http://e-archivo.uc3m.es/handle/10016/11425>.
- Overton, J. H., et Ian Machin. « Pratt, Josiah (1768-1844) ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004. <http://www.oxforddnb.com/view/article/22707>.
- Pagden, Anthony R. *Spanish imperialism and the political imagination: studies in European and Spanish-American social and political theory, 1513-1830*. New Haven ; London: Yale University Press, 1990.
- Parton, James. *Life of Andrew Jackson*. Boston, New-York: Houghton, Mifflin and Company, 1888.

- Patalano, Christopher P. « Poyais: A Novella ». Honors Theses - All., Wesleyan University, 2009. http://wescholar.wesleyan.edu/etd_hon_theses/230.
- Perroux, Olivier. « Tradition, vocation et progrès. Les élites bourgeoises de Genève (1814-1914) ». Université de Genève, 2003.
- Platt, Desmond Christopher Martin. « British Bondholders in Nineteenth Century Latin America: Injury and Remedy ». In *Foreign Investment in Latin America: Cases and Attitudes*, édité par Marvin D. Bernstein, 81-102. New York: Alfred A. Knopf, 1966.
- — —, éd. *Business Imperialism 1840-1930: an inquiry based on British Experience in Latin America*. Reprint. Oxford: Clarendon Press, 1979.
- — —. *Finance, Trade, and Politics in British Foreign Policy: 1815-1914*. Oxford: Clarendon Press, 1968.
- Polanyi, Karl. *The great transformation: the political and economic origins of our time*. 2^e éd. Boston, MA: Beacon Press, 2001.
- Polden, Patrick. « The Court of Chancery, 1820–1875 ». In *The Oxford History of the Laws of England*, par William Cornish, J Stuart Anderson, Ray Cocks, Michael Lobban, Patrick Polden, et Keith Smith, 646-92. Oxford: Oxford University Press, 2010.
- Potthast, Barbara. *Die Mosquitoküste im Spannungsfeld britischer und spanischer Politik 1502-1821*. Lateinamerikanische Forschungen 16. Köln: Böhlau, 1988.
- Prebble, John. *The King's jaunt: George IV in Scotland, August 1822*. Edinburgh: Birlinn, 2000.
- Ragatz, Lowell Joseph. *The fall of the planter class in the British Caribbean, 1763-1833: a study in social and economic history*. New York; London: The Century Co., 1928.
- Raspail, Jean. *Moi, Antoine de Tounens, roi de Patagonie*. Arcueil: Albin Michel, 2000.
- Reinhart, Carmen M., et Kenneth S. Rogoff. *This time is different: eight centuries of financial folly*. Princeton: Princeton University Press, 2009.
- Remington, V. « Rochard, Simon Jacques (1788-1857) ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004.
<http://www.oxforddnb.com/view/article/23906?docPos=2>.
- Revels, Craig S. « Timber, Trade, and Transformation: a Historical geography of Mahogany in Honduras ». PhD Thesis, Louisiana State University, 2002.
- Richards, Eric. « Horton, Sir Robert John Wilmot-, third baronet ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004.
<http://www.oxforddnb.com/view/10.1093/ref:odnb/9780198614128.001.0001/odnb-9780198614128-e-13827>.
- Richter, Daniel K. « The Last Days of the Massachusetts Bay Company, Revisited ». Working Paper. American Origins seminar. Los Angeles: University of Southern California, 22 janvier 2018.
- — —. « To "Clear the King's and Indians' Title": Seventeenth-Century Origins of North American Land Cession Treaties ». In *Empire by treaty*:

- negotiating European expansion, 1600-1900*, édité par Saliha Belmessous, 45-77. Oxford, UK ; New York, NY: Oxford University Press, 2015.
- Richter, John Henry. *Belisario of Jamaica*. Ann Arbor: National Library of Jamaica, s. d.
- Riot-Sarcey, Michèle. *Le réel de l'utopie. Essai sur le politique au 19ème siècle*. Paris: Albin Michel, 1998.
- Rippy, Fred J. *British Investments in Latin America, 1822-1949; a Case Study in the Operations of Private Enterprise in Retarded Regions*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1959.
- Robbins, Paul. *Political Ecology: A Critical Introduction*. 2^e éd. Chichester, U.K.; Malden, Mass.: J. Wiley & Sons, 2012.
- Robert, Adolphe, et Gaston Cougny, éd. « Merhilou, Joseph ». *Dictionnaire des parlementaires français comprenant tous les membres des assemblées françaises et tous les ministres français depuis le 1er mai 1789 jusqu'au 1er mai 1889, avec leurs noms, état civil, états de services, actes politiques, votes parlementaires, etc.* Paris: Bourloton, 1891.
- Robertson, William Spence. *France and Latin-American Independence*. The Albert Shaw Lectures on Diplomatic History. Baltimore: The Johns Hopkins Press, 1939.
- Rochat, Jean-Philippe. « La société anonyme en France (1807-1867): représentations et pratiques ». Université de Genève, 2014.
- Rock, David. « The British in Argentina: From Informal Empire to Postcolonialism ». In *Informal empire in Latin America: culture, commerce and capital*, édité par Matthew Brown, 49-77. Bulletin of Latin American research book series. Oxford, UK: Blackwell Pub, 2008.
- Rodríguez, Moises Enrique. *Freedom's Mercenaries: British Volunteers in the Wars of Independence of Latin America: Northern South America*. Vol. 1. 2 vol. Lanham: Hamilton Books, 2006.
- — —. *Freedom's Mercenaries: British Volunteers in the Wars of Independence of Latin America: Northern South America*. Vol. 2. 2 vol. Lanham: Hamilton Books, 2006.
- Roth, Cecil. *The Sassoon Dynasty*. London: Robert Hale Limited, 1941.
- Rubinstein, William D., Michael Jolles, et Hilary L. Rubinstein, éd. *The Palgrave Dictionary of Anglo-Jewish History*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2011.
- Said, Edward W. *L'orientalisme: l'Orient créé par l'Occident*. Traduit par Catherine Malamoud. Essais 710. Paris: Points, 2015.
- Saint Clair, William. *That Greece might still be free: The Philhellenes in the war of independance*. Cambridge: Open Books Publishers, 2008.
- Sandage, Scott A. *Born losers: a history of failure in America*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 2005.
- Sarna, David E. Y. *History of greed: financial fraud from tulip mania to Bernie Madoff*. Hoboken, N.J.: Wiley, 2010.
- Scott, Drusilla. *Mary English: A Friend of Bolivar*. Lewes: Book guild, 1991.

- Seeley, Mary. *The Later Evangelical Fathers: John Thornton, John Newton, William Cowper, Thomas Scott, Richard Cecil, William Wilberforce, Charles Simeon, Henry Martyn, Josiah Pratt*. London: Seeley, Jackson & Halliday, 1879.
- Semmel, Bernard. *The rise of free trade imperialism: classical political economy, the empire of free trade and imperialism 1750-1850*. Cambridge: Cambridge University Press, 1970.
- Sergeant, Lewis. *Greece in the Nineteenth Century: A Record of Hellenic Emancipation and Progress: 1821-1897*. London: T.F. Unwin, 1897.
- Sharpe, James. « History from below ». In *New perspectives on historical writing*, édité par Peter Burke, 24-41. Cambridge: Polity, 1991.
- Shaw, A. G. L. *Sir George Arthur, Bart., 1784-1854: superintendent of British Honduras, lieutenant-governor of Van Diemen's Land and of Upper Canada, governor of the Bombay presidency*. Carlton, Vic.: Forest Grove, Or: Melbourne University Press, 1980.
- Shimbo, Akiko. *Furniture-Makers and Consumers in England, 1754–1851 : Design As Interaction. The History of Retailing and Consumption*. Farnham, Surrey: Routledge, 2015.
- Shumway, Nicolás. *The Invention of Argentina*. Berkeley: University of California Press, 1991.
- Sinclair, David. *The land that never was : Sir Gregor MacGregor and the most audacious fraud in history*. London: Review, 2003.
- Slapper, Gary, et David Kelly. *The English Legal System*. 6^e éd. London: Cavendish Pub., 2003.
- Sorsby, Karen. « Mosquito Indian King George III and the Scot Cacique Sir Gregor MacGregor, 1800-1825: The Kingdom of Poyais ». In *Regards sur l'histoire de la Caraïbe: des Guyanes aux Grandes Antilles*, édité par Serge Mam-Lam-Fouck, Juan Gonzales Mendoza, Jacques Adélaïde-Merlande, Jacqueline Zonzon, et Rodolphe Alexandre, 385-402. Guyane: Ibis rouge éditions, 2001.
- Sorsby, William S. « The British Superintendency of the Mosquito Shore 1749-1787 ». PhD Thesis, University College London, 1969.
- Spence, Clark C. *British Investments and the American Mining Frontier 1860-1901*. New York: Vail-Ballou Press, 1958.
- Stansifer, Charles Lee. « The Central American Career of E. George Squier ». PhD Thesis, Tulane University, 1959.
- Stock, Eugene. *The History of the Church Missionary Society : Its Environment, Its Men and Its Work*. London: Church Missionary Society, 1899.
- Summerhill, William Roderick. *Inglorious revolution: political institutions, sovereign debt, and financial underdevelopment in imperial Brazil*. Yale series in economic and financial history. New Haven: Yale University Press, 2015.
- Taylor, James. *Boardroom Scandal: The Criminalization of Company Fraud in Nineteenth-Century Britain*. Oxford: Oxford University Press, 2013.

- The Satanic Rothschild Dynasty: Financial Wizzards & Wealthy Cults*. Vol. 2. Consulté le 25 octobre 2014.
http://www.archive.org/details/The_Satanic_Rothschild_Dynasty.
- Thompson, Hunter S. *Fear and loathing in Las Vegas: a savage journey to the heart of the American dream*. New York: Random House, 1972.
- Thomson, Peter. *Belize: A Concise History*. Oxford: Macmillan Caribbean, 2004.
- Tomkins, Stephen. *The Clapham Sect: How Wilberforce's Circle Transformed Britain*. Oxford: Lion Books, 2010.
- Tomz, Michael. « How do reputations form? New and seasoned borrowers in international capital markets ». Draft. Stanford University, août 2001.
<http://www.stanford.edu/~tomz/working/apsa01.pdf>.
- — —. *Reputation and international cooperation: sovereign debt across three centuries*. Princeton: Princeton University Press, 2007.
- Umuraza, Chantal. *Haïti et la France 1804-1848. Le rêve brisé*. Karthala, 2008.
- Vergnes, André Des. *Antoine de Tounens, 1825-1878: le conquistador français fondateur du royaume d'Araucanie et de Patagonie*. Quartier Latin, 1979.
- Vittorino, Antonio. *Relaciones colombo-británicas de 1823 a 1825: según los documentos del Foreign Office*. Barranquilla: Ediciones Uninorte, 1990.
- Waddell, David Alan Gilmour. *British Honduras: A Historical and Contemporary Survey*. London, New York: Oxford University Press, 1961.
- Walvin, James. *Slavery in Small Things: Slavery and Modern Cultural Habits*. Chichester: Wiley Blackwell, 2017.
- Wang, Hsiang-Hua, et Frederick N. Scatena. « Regeneration After Hurricane Disturbance of Big-Leaf and Hybrid Mahogany Plantations in Puerto Rico ». In *Big-leaf mahogany: genetics, ecology, and management*, édité par Ariel E. Lugo, Julio C. Figueroa, et Mildred Alayón, 237-60. Ecological studies, v. 159. New York: Springer, 2003.
- Ward, J. R. *British West Indian slavery, 1750-1834: the process of amelioration*. Oxford: Clarendon Press, 1988.
- Wasserman, Henry. « Hep! Hep! » In *Encyclopaedia Judaica*, édité par Michael Berenbaum et Fred Skolnik, 2^e éd., 8:811-12. Detroit: Macmillan Reference USA, 2007.
- Wasserman, Henry, Simon R. Schwarzfuchs, et Vivian David Lipman. « Rothschild ». In *Encyclopaedia Judaica*, édité par Michael Berenbaum et Fred Skolnik, 2^e éd., 17:487-91. Detroit: Macmillan Reference USA, 2007.
- Weber, Max. *Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology*. Édité par Guenther Roth et Claus Wittich. Traduit par Ephraim Fischhoff, Hans Gerth, A. M. Henderson, Ferdinand Kogler, C. Wright Mills, Talcott Parsons, Max Rheinstein, Guenther Roth, Edward Shils, et Claus Wittich. Berkeley; Los Angeles; London: University of California Press, 1978.
- White, Richard. *Railroaded: the transcontinentals and the making of modern America*. New York: W. W. Norton, 2012.
- — —. *The Middle Ground: Indians, empires, and republics in the Great Lakes region, 1650 - 1815*. 16^e éd. Cambridge studies in North American Indian history. Cambridge: Cambridge University Press, 2006.

- — —. *The Organic Machine: the remaking of the Columbia river*. New York: Hill and Wang, 1996.
- Wiener, Martin J. *Reconstructing the criminal: culture, law and policy in England, 1830-1914*. Cambridge: Cambridge University Press, 1990.
- Williams, Eric Eustace. *Capitalisme et esclavage*. Paris; Dakar: Présence africaine, 1998.
- Winters, Jeffrey A. *Oligarchy*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 2011.
- Wood, Gillen D'Arcy. *Tambora: the eruption that changed the world*. Princeton: Princeton University Press, 2014.
- Wrigley, E. A. « The PST system of classifying occupations ». The Cambridge Group for the History of Population and Social Structure. Cambridge: University of Cambridge, avril 2010.
<https://www.campop.geog.cam.ac.uk/research/projects/occupations/britain19c/papers/paper1.pdf>.
- Zachs, William, Peter Isaac, Angus Fraser, et William Lister. « Murray Family ». Édité par Brian Harrison. *Oxford Dictionary of National Biography*. Oxford: Oxford University Press, 2004.
<http://www.oxforddnb.com/view/10.1093/ref:odnb/9780198614128.001.0001/odnb-9780198614128-e-64907#odnb-9780198614128-e-64907-headword-3>.
- Ziegler, Philip. *The Sixth Great Power: A History of One of the Greatest of All Banking Families, the House of Barings, 1762-1929*. New York: AAKnopf, 1988.
- Zola, Émile. *L'argent*. Paris: Bibliothèque Charpentier, 1891.

Périodiques

- « 25 People to Blame for the Financial Crisis ». TIME, 2009.
http://content.time.com/time/specials/packages/article/0,28804,1877351_1878509_1878508,00.html.
- « A decade after the crisis, how are the world's banks doing? » *The Economist*, 6 mai 2017.
- Akerlof, George A. « The Market for "lemons": Quality Uncertainty and the Market Mechanism ». *Quarterly Journal of Economics* 84, n° 3 (août 1970): 488-500.
- Allan, Victor. « The Prince of Poyais ». *History Today* 2 (1952): 53-58.
- Allen, Steve. « Control Lessons from the Société Générale Fraud ». *Bank Accounting & Finance* 21, n° 6 (octobre 2008): 29-34.
- Anderson, Jennifer L. « Nature's Currency: The Atlantic Mahogany Trade and the Commodification of Nature in the Eighteenth Century ». *Early American Studies: An Interdisciplinary Journal* 2, n° 1 (2004): 47-80.
- Bartle, G. F. « Bowring and the greek loans of 1824 and 1825 ». *Balkan Studies* 3, n° 1 (1 janvier 1962): 61-74.

- Bencheneb, Rachid. « Les dramaturges arabes et le récit-cadre des Mille et une Nuits ». *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 18, n° 1 (1974): 7-18.
- Bignon, Vincent, et Marc Flandreau. « The Economics of Badmouthing: Libel Law and the Underworld of the Financial Press in France Before World War I ». *The Journal of Economic History* 71, n° 03 (septembre 2011): 616-653.
- — —. « The Price of Media Capture and the Debasement of the French Newspaper Industry During the Interwar ». *The Journal of Economic History* 74, n° 03 (septembre 2014): 799-830.
- Bingham, Adrian. « 'The Digitization of Newspaper Archives: Opportunities and Challenges for Historians' ». *Twentieth Century British History* 21, n° 2 (juin 2010): 225-31.
- Blaut, James M. « Environmentalism and Eurocentrism ». *Geographical Review* 89, n° 3 (juillet 1999): 391-408.
- Bolland, O. Nigel. « Systems of Domination after Slavery: The Control of Land and Labor in the British West Indies after 1838 ». *Comparative Studies in Society and History* 23, n° 4 (1981): 591-619.
- Bonvini, Alessandro. « «L'aratro e la spada». Gli esuli italiani oltre la frontiera argentina, 1855-1859 ». *Viaggiatori*, n° 2 (2 mars 2018): 195-241.
- Bourdieu, Pierre. « L'illusion biographique ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 62, n° 1 (1986): 69-72.
- Brown, Matthew. « Adventurers, Foreign Women and Masculinity in the Colombian Wars of Independence ». *Feminist Review*, n° 79 (2005): 36-51.
- — —. « Inca, Sailor, Soldier, King: Gregor MacGregor and the Early Nineteenth-Century Caribbean ». *Bulletin of Latin American Research*, n° 1 (2005): 44-70.
- — —. « Not forging nations but foraging for them: uncertain collective identities in Gran Colombia ». *Nations & Nationalism* 12, n° 2 (avril 2006): 223.
- — —. « Soldier Heroes and the Colombian Wars of Independence ». *Hispanic Research Journal* 7, n° 1 (2006): 41-56.
- Brown, Wallace. « The Mosquito Shore and the Bay of Honduras during the Era of the American Revolution ». *Belizean Studies* 18, n° 2/3 (1990): 43-71.
- Bulow, Jeremy, et Kenneth Rogoff. « Sovereign Debt: Is to Forgive to Forget? ». *The American Economic Review*, n° 1 (1989): 43.
- Caballero, Jesús Díaz. « Incaísmo as the First Guiding Fiction in the Emergence of the Creole Nation in the United Provinces of Río de la Plata ». *Journal of Latin American Cultural Studies* 17, n° 1 (2008): 1-22.
- Cain, P. J., et A. G. Hopkins. « Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas I. The Old Colonial System, 1688-1850 ». *Economic History Review* 39, n° 4 (novembre 1986): 501-25.
- — —. « Gentlemanly Capitalism and British Expansion Overseas. II: New Imperialism, 1850-1945 ». *Economic History Review, Second Series* 40, n° 1 (février 1987): 1-26.

- Cain, Peter. « Afterword: The Economics of the 'British World' ». *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 41, n° 1 (mars 2013): 98-103.
- Cassis, Youssef. « Bankers in English Society in the Late Nineteenth Century ». *The Economic History Review*, n° 2 (1985): 210.
- — —. « Merchant Bankers and City Aristocracy ». *The British Journal of Sociology* 39, n° 1 (mars 1988): 114-20.
- Chan, Sewell. « Financial Crisis Was Avoidable, Inquiry Concludes ». *The New York Times*. 25 janvier 2011, sect. Economy.
<https://www.nytimes.com/2011/01/26/business/economy/26inquiry.html>.
- Chance, Norman A. « Acculturation, Self-Identification, and Personality Adjustment ». *American Anthropologist*, New Series, 67, n° 2 (avril 1965): 372-93.
- Clarkson, Gavin, Trond E. Jacobsen, et Archer L. Batcheller. « Information asymmetry and information sharing ». *Government Information Quarterly*, Interorganizational Information Integration: A Key Enabler for Digital Government, 24, n° 4 (octobre 2007): 827-39.
- Clifford, P. « Sir Gregor MacGregor and the land that never was: The extraordinary story of the most audacious fraud in history ». *History Today* 53, n° 5 (mai 2003): 68-69.
- Coleman, James A. « Why the British do not learn languages: myths and motivation in the United Kingdom ». *The Language Learning Journal* 37, n° 1 (2009): 111-27.
- Collomb, Florentin. « Le «Kerviel» d'UBS condamné à sept ans de prison ». *Le Figaro*, 20 novembre 2012.
<http://www.lefigaro.fr/international/2012/11/20/01003-20121120ARTFIG00541-le-kerviel-d-ubs-reconnu-coupable-de-fraude.php>.
- « Con of the century ». *The Economist*, 18 décembre 2008.
<https://www.economist.com/node/12818310>.
- Conzemius, Eduard. « Les tribus indiennes de la Côte des Mosquitos ». *Anthropos* 33, n° 5/6 (septembre 1938): 910-43.
- Cope, S. R. « The Goldsmids and the Development of the London Money Market during the Napoleonic Wars ». *Economica* 9, n° 34 (mai 1942): 180-206.
- — —. « The Stock Exchange Revisited: A New Look at the Market in Securities in London in the Eighteenth Century ». *Economica* 45, n° 177 (1978): 1-21.
- Copland, Ian. « Christianity as an arm of empire: the ambiguous case of India under the Company, c. 1813–1858 ». *The Historical Journal* 49, n° 4 (décembre 2006): 1025-54.
- Creswell, Julie, et Landon Thomas Jr. « The Talented Mr. Madoff ». *The New York Times*, 24 janvier 2009, sect. Business Day.
<https://www.nytimes.com/2009/01/25/business/25bernie.html>.
- Crow, Joanna. « Troubled Negotiations: The Mapuche and the Chilean State (1818–1830) ». *Bulletin of Latin American Research* 36, n° 3 (2017): 285-98.

- Cull, Robert, et Lance E. Davis. « Un, deux, trois, quatre marchés? L'intégration du marché du capital États-Unis et Grande-Bretagne (1865-1913) ». Traduit par Patrick Verley. *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 47, n° 3 (1992): 633-74.
- Cunningham, Allan. « The Philhellenes, Canning and Greek Independence ». *Middle Eastern Studies* 14, n° 2 (1978): 151-81.
- Davis, Madeleine. « The Marxism of the British New Left ». *Journal of Political Ideologies* 11, n° 3 (octobre 2006): 335-58.
- Davis, T. Frederick. « MacGregor's Invasion of Florida, 1817 ». *The Florida Historical Society Quarterly* 7, n° 1 (juillet 1928): 2-71.
- Dawson, Frank Griffith. « The Evacuation of the Mosquito Shore and the English Who Stayed Behind, 1786-1800 ». *The Americas* 55, n° 1 (juillet 1998): 63.
- — —. « William Pitt's Settlement at Black River on the Mosquito Shore: A Challenge to Spain in Central America, 1732-87 ». *The Hispanic American Historical Review* 63, n° 4 (novembre 1983): 677-706.
- Deloria, Philip J. « What Is the Middle Ground, Anyway? ». *The William and Mary Quarterly*, Third Series, 63, n° 1 (janvier 2006): 15-22.
- Demange, Dominique. « L'objet de la philosophie première, selon Thomas d'Aquin et Jean Duns Scot ». *Le Philosophoire*, n° 20 (2003): 171-96.
- Dempsey, Jessica. « Tracking Grizzly Bears in British Columbia's Environmental Politics ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 42, n° 5 (mai 2010): 1138-56.
- Dennis, Philip A., et Michael D. Olien. « Kingship among the Miskito ». *American Ethnologist* 11, n° 4 (novembre 1984): 718-37.
- Derreumaux, Olivia. « La fraude d'un trader coûtera 2 milliards de dollars à UBS ». *Le Figaro*. 15 septembre 2011.
<http://www.lefigaro.fr/societes/2011/09/15/04015-20110915ARTFIG00445-la-fraude-d-un-trader-couter-a-2-milliards-de-dollars-a-ubs.php>.
- Draper, Nicholas. « The rise of a new planter class? Some countercurrents from British Guiana and Trinidad, 1807-33 ». *Atlantic Studies* 9, n° 1 (mars 2012): 65-83.
- Dundes, Alan. « April Fool and April Fish: Towards a Theory of Ritual Pranks ». *Etnofoor* 1, n° 1 (1988): 4-14.
- Dziennik, Matthew P. « The Miskitu, Military Labour, and the San Juan Expedition of 1780 ». *The Historical Journal*, n° 1 (mars 2018): 155-79.
- East, Robert A. « The Business Entrepreneur in a Changing Colonial Economy, 1763-1795 ». *The Journal of Economic History* 6 (1946): 16-27.
- Elliott, Larry. « Who to blame for the Great Recession? So many big names are in the frame ». *The Guardian*. 3 février 2012, sect. Business.
<http://www.theguardian.com/business/2012/feb/03/who-caused-financial-crisis-great-recession>.
- Estes, J. Worth. « The European Reception of the First Drugs from the New World ». *Pharmacy in History* 37, n° 1 (janvier 1995): 3-23.

- Fawcett, William. « The Public Gardens and Plantations of Jamaica ». *Botanical Gazette* 24, n° 5 (novembre 1897): 345-69.
- Fiderer, David. « Time Rewrote History With “25 People to Blame for the Financial Crisis” ». *Huffington Post* (blog), 19 mai 2009.
https://www.huffingtonpost.com/david-fiderer/emtimeem-rewrote-history_b_168503.html.
- Finch, Julia, Andrew Clark, et David Teather. « Twenty-Five People at the Heart of the Meltdown ... » *The Guardian*. 26 janvier 2009, sect. Business.
<http://www.theguardian.com/business/2009/jan/26/road-ruin-recession-individuals-economy>.
- Flandreau, Marc. « Sovereign States, Bondholders Committees, and the London Stock Exchange in the Nineteenth Century (1827–68): New Facts and Old Fictions ». *Oxford Review of Economic Policy* 29, n° 4 (2013): 668-96.
- Flandreau, Marc, et Juan H. Flores. « Bondholders versus Bond-Sellers? Investment Banks and Conditionality Lending in the London Market for Foreign Government Debt, 1815–1913 ». *European Review of Economic History* 16, n° 4 (novembre 2012): 356-83.
- — —. « Bonds and Brands: Foundations of Sovereign Debt Markets, 1820–1830 ». *The Journal of Economic History* 69, n° 03 (2009): 646-84.
- — —. « The Peaceful Conspiracy: Bond Markets and International Relations During the Pax Britannica ». *International Organization*, n° 2 (Spring 2012): 211-41.
- Flandreau, Marc, et Gabriel Geisler Mesevage. « The separation of information and lending and the rise of rating agencies in the USA (1841–1907) ». *Scandinavian Economic History Review* 62, n° 3 (2 septembre 2014): 213-42.
- « Fraude à la Société générale : les premiers éléments sur l'identité du responsable ». *Le Monde.fr*. 24 janvier 2008.
http://www.lemonde.fr/economie/article/2008/01/24/fraude-a-la-societe-generale-les-premiers-elements-sur-l-identite-du-responsable_1003358_3234.html.
- Friede, Juan. « La expedición de Mac-Gregor a Riohacha – Año 1819 ». *Boletín cultural y bibliográfico* 10, n° 9 (1967): 69-85.
- Gabbert, Wolfgang. « “God Save the King of the Mosquito Nation!” Indigenous Leaders on the Fringe of the Spanish Empire ». *Ethnohistory* 63, n° 1 (1 janvier 2016): 71-93.
- Gallagher, John, et Ronald Robinson. « The Imperialism of Free Trade ». *The Economic History Review*, New Series, 6, n° 1 (janvier 1953): 1-15.
- Ginzburg, Carlo. « Checking the Evidence: The Judge and the Historian ». *Critical Inquiry* 18, n° 1 (octobre 1991): 79-92.
- — —. « Latitude, Slaves, and the Bible: An Experiment in Microhistory ». *Critical Inquiry* 31, n° 3 (mars 2005): 665-83.

- — —. « Microhistory: Two or Three Things That I Know about It ». Traduit par John Tedeschi et Anne C. Tedeschi. *Critical Inquiry* 20, n° 1 (octobre 1993): 10-35.
- Ginzburg, Carlo, et Anna Davin. « Morelli, Freud and Sherlock Holmes: Clues and Scientific Method ». *History Workshop*, n° 9 (1980): 5-36.
- Greener, Ian. « Nick Leeson and the Collapse of Barings Bank: Socio-Technical Networks and the 'Rogue Trader' ». *Organization* 13, n° 3 (1 mai 2006): 421-41.
- Grendi, Edoardo. « Micro-analisi e storia sociale ». *Quaderni storici* 12, n° 2 (1977): 506-20.
- Grijzenhout, Frans. « La fête révolutionnaire aux Pays-Bas (1780-1806). De l'utopie à l'indifférence ». *Annales historiques de la Révolution française*, n° 326 (décembre 2001): 107-16.
- Habermas, Jürgen. « La modernité: un projet inachevé ». Traduit par Gérard Raulet. *Critique*, n° 413 (1981): 950-69.
- Hagen, Victor Wolfgang von. « The Mosquito Coast of Honduras and Its Inhabitants ». *Geographical Review* 30, n° 2 (avril 1940): 238-59.
- Hamel, Jean-François. « Les uchronies fantômes ». *Poétique* n° 144, n° 4 (2005): 429-41.
- Hamilton, Douglas. « The land that never was: Sir Gregor MacGregor and the most audacious fraud in history ». *Scottish Historical Review* 85, n° 220 (octobre 2006): 371-72.
- Harris, Ron. « Political Economy, Interest Groups, Legal Institutions, and the Repeal of the Bubble Act in 1825 ». *The Economic History Review* 50, n° 4 (novembre 1997): 675-96.
- — —. « The Bubble Act: Its Passage and Its Effects on Business Organization ». *The Journal of Economic History* 54, n° 3 (1994): 610-27.
- Hartzell, Caroline A. « Nation-state Crises in the Absence and Presence of Segment States: The Case of Nicaragua ». *Ethnopolitics* 13, n° 1 (janvier 2014): 28-47.
- Hasbrouck, Alfred. « Gregor McGregor and the Colonization of Poyais, between 1820 and 1824 ». *The Hispanic American Historical Review* 7, n° 4 (novembre 1927): 438-59.
- Helms, Mary W. « Miskito Slaving and Culture Contact: Ethnicity and Opportunity in an Expanding Population ». *Journal of Anthropological Research* 39, n° 2 (1983): 179-97.
- — —. « Of Kings and Contexts: Ethnohistorical Interpretations of Miskito Political Structure and Function ». *American Ethnologist* 13, n° 3 (août 1986): 506-23.
- — —. « The Cultural Ecology of a Colonial Tribe ». *Ethnology* 8, n° 1 (janvier 1969): 76-84.
- Hidy, Ralph W. « The Organization and Functions of Anglo-American Merchant Bankers, 1815-1860 ». *The Journal of Economic History* 1 (décembre 1941): 53-66.
- Higby, Gregory J., et John Scarborough. « A Literature Review of Sarsaparilla ». *Pharmacy in History* 31, n° 2 (janvier 1989): 91-92.

- Hopkins, A. G. « Informal Empire in Argentina: An Alternative View ». *Journal of Latin American Studies* 26, n° 2 (1994): 469-84.
- Hosler, Dorothy. « Ancient West Mexican Metallurgy: A Technological Chronology ». *Journal of Field Archaeology* 15, n° 2 (1988): 191-217.
- James, Preston E. « The Changing Patterns of Population in São Paulo State, Brazil ». *Geographical Review* 28, n° 3 (1938): 353-62.
- Johnston, WT. « The discovery of aniline and the origin of the term “aniline dye” ». *Biotechnic & Histochemistry* 83, n° 2 (janvier 2008): 83-87.
- Jones, Charles. « “Business Imperialism” and Argentina, 1875-1900: A Theoretical Note ». *Journal of Latin American Studies* 12, n° 2 (1980): 437-44.
- Kalb, Courtenay de. « A Bibliography of the Mosquito Coast of Nicaragua ». *Journal of the American Geographical Society of New York* 26, n° 1 (janvier 1894): 241-48.
- Katz, Elihu. « The Two-Step Flow of Communication: An Up-To-Date Report on an Hypothesis ». *The Public Opinion Quarterly* 21, n° 1 (avril 1957): 61-78.
- Kaukiainen, Yrjö. « Shrinking the World: Improvements in the Speed of Information Transmission, c. 1820-1870 ». *European Review of Economic History* 5, n° 1 (avril 2001): 1-28.
- Kendall, John. « Oxford Dictionary of National Biography ». *Reference Reviews* 27, n° 7 (16 septembre 2013): 10-13.
- Klose, Bernd. « Sind wir noch zu retten? : Charles Ponzi und sein legitimer Nachfolger: Bernard Madoff ». *ZRFC: risk, fraud & compliance ; Prävention und Aufdeckung in der Compliance-Organisation* 4, n° 2 (avril 2009): 84-89.
- König, René. « Wikipedia: Between lay participation and elite knowledge representation ». *Information, Communication & Society* 16, n° 2 (mars 2013): 160-77.
- Lee, Seung Jung. « How Information Quality of Macro Aggregates Affects Sovereign Risk: An Empirical Investigation ». *Review of International Economics* 17, n° 3 (août 2009): 510-32.
- Leeson, Nick. « Escape of the Bankrupt ». *The Guardian*. 18 septembre 2008, sect. Opinion.
<http://www.theguardian.com/commentisfree/2008/sep/19/banking.creditorunch>.
- Livi-Bacci, Massimo. « The Depopulation of Hispanic America after the Conquest ». *Population and Development Review* 32, n° 2 (juin 2006): 199-232.
- Llorca-Jaña, Manuel. « A reappraisal of Mapuche textile production and sheep raising during the nineteenth century ». *Historia (Santiago)* 47, n° 1 (juin 2014): 91-111.
- — —. « British Merchants in New Markets: The Case of Wylie and Hancock in Brazil and the River Plate, c. 1808–19 ». *The Journal of Imperial and Commonwealth History* 42, n° 2 (mars 2014): 215-38.

- — —. « Shaping Globalization: London's Merchant Bankers in the Early Nineteenth Century ». *Business History Review* 88, n° 03 (septembre 2014): 469–495.
- — —. « The economic activities of a global merchant-banker in Chile: Huth & Co. of London, 1820s-1850s ». *Historia (Santiago)* 45, n° 2 (décembre 2012): 399-432.
- Locard, Edmond. « The Analysis of Dust Traces. Part I ». *The American Journal of Police Science* 1, n° 3 (1930): 276-98.
- López-Morell, Miguel A., et José M. O'Kean. « A stable network as a source of entrepreneurial opportunities: The Rothschilds in Spain, 1835–1931 ». *Business History* 50, n° 2 (mars 2008): 163-84.
- Mahon, John K. « British Strategy and Southern Indians: War of 1812 ». *The Florida Historical Quarterly* 44, n° 4 (avril 1966): 285-302.
- Marichal, Carlos. « Historical reflections on the causes of financial crises: Official Investigations, past and present, 1873-2011 ». *Investigaciones de Historia Económica - Economic History Research* 10 (2014): 81-91.
- Mathew, W. M. « The First Anglo-Peruvian Debt and Its Settlement, 1822-49 ». *Journal of Latin American Studies* 2, n° 1 (mai 1970): 81-98.
- Mazevet, Michel, Denise Stagnara, et Louis-Paul Fischer. « Le Dr Edmond Locard (1877-1966), le Sherlock Holmes lyonnais ». *Histoire des sciences médicales* 41, n° 3 (2007): 269-78.
- McKeown, Adam. « Periodizing Globalisation ». *History Workshop Journal*, n° 63 (2007): 218-30.
- McSweeney, Kendra. « The Dugout Canoe Trade in Central America's Mosquitia: Approaching Rural Livelihoods Through Systems of Exchange ». *Annals of the Association of American Geographers* 94, n° 3 (septembre 2004): 638-61.
- Merle, Isabelle. « Les Subaltern Studies ». *Genèses* 3, n° 56 (2004): 131-47.
- Mitchener, Kris James, et Marc D. Weidenmier. « Empire, Public Goods, and the Roosevelt Corollary ». *The Journal of Economic History* 65, n° 03 (septembre 2005): 658–692.
- — —. « Supersanctions and sovereign debt repayment ». *Journal of International Money and Finance* 29, n° 1 (février 2010): 19-36.
- Moore, John H. « The Miskitu National Question in Nicaragua: Background to a Misunderstanding ». *Science & Society* 50, n° 2 (juillet 1986): 132-47.
- Naylor, Robert Arthur. « The Mahogany Trade as a Factor in the British Return to the Mosquito Shore in the Second Quarter of the Nineteenth Century ». *The Jamaican Historical Review* 7 (1967): 40-67.
- Neal, Larry. « The Financial Crisis of 1825 and the Restructuring of the British Financial System ». *Federal Reserve Bank of St. Louis Review* 80, n° 3 (mai 1998): 53-76.
- Nicholls, Kit. « "All Abbotsford to an acre of Poyais": Highlandry and the Revolutionary Atlantic ». *European Romantic Review* 22, n° 6 (2011): 727-44.
- Nicholson, Bob. « The Digital Turn ». *Media History* 19, n° 1 (février 2013): 59-73.

- Noveck, Daniel. « Class, Culture, and the Miskito Indians: a Historical Perspective ». *Dialectical Anthropology* 13, n° 1 (janvier 1988): 17-29.
- Offen, Karl H. « British Logwood Extraction from the Mosquitia: The Origin of a Myth ». *Hispanic American Historical Review* 80, n° 1 (2000): 113-35.
- — —. « Creating Mosquitia: mapping Amerindian spatial practices in eastern Central America, 1629–1779 ». *Journal of Historical Geography* 33, n° 2 (avril 2007): 254-82.
- O'Hara, Maureen. « Bubbles: Some Perspectives (and Loose Talk) from History ». *Review of Financial Studies* 21, n° 1 (janvier 2008): 11-17.
- Olien, Michael D. « E. G. Squier and the Miskito: Anthropological Scholarship and Political Propaganda ». *Ethnohistory* 32, n° 2 (avril 1985): 111-33.
- — —. « General, Governor, and Admiral: Three Miskito Lines of Succession ». *Ethnohistory* 45, n° 2 (1 avril 1998): 277-318.
- — —. « Micro/Macro-Level Linkages: Regional Political Structures on the Mosquito Coast, 1845-1864 ». *Ethnohistory* 34, n° 3 (juillet 1987): 256-87.
- — —. « The Miskito Kings and the Line of Succession ». *Journal of Anthropological Research* 39, n° 2 (juillet 1983): 198-241.
- O'Rourke, Kevin H., et Jeffrey G. Williamson. « Once more: When did globalisation begin? ». *European Review of Economic History* 8, n° 1 (avril 2004): 109-17.
- — —. « When Did Globalisation Begin? ». *European Review of Economic History* 6, n° 1 (avril 2002): 23-50.
- Owsley, Frank L. « Ambrister and Arbuthnot: Adventurers or Martyrs for British Honor? ». *Journal of the Early Republic* 5, n° 3 (octobre 1985): 289-308.
- Paquette, Gabriel. « The Intellectual Context of British Diplomatic Recognition of the South American Republics, C. 1800-1830 ». *Journal of Transatlantic Studies* 2, n° 1 (Spring 2004): 75-95.
- Petley, Christer. « Rethinking the fall of the planter class ». *Atlantic Studies* 9, n° 1 (mars 2012): 1-17.
- Pitchford, Rohan, et Mark L. J. Wright. « On the Contribution of Game Theory to the Study of Sovereign Debt and Default ». *Oxford Review of Economic Policy* 29, n° 4 (21 décembre 2013): 649-67.
- Platt, Desmond Christopher Martin. « Further Objections to an "Imperialism of Free Trade", 1830-60 ». *Economic History Review* 26, n° 1 (février 1973): 77-91.
- — —. « The Imperialism of Free Trade: Some Reservations ». *The Economic History Review, New Series*, 21, n° 2 (août 1968): 296-306.
- Pluymers, Keith. « Atlantic Iron: Wood Scarcity and the Political Ecology of Early English Expansion ». *The William and Mary Quarterly* 73, n° 3 (juillet 2016): 389-426.
- Pouchepadass, Jacques. « Les "Subaltern Studies" ou la critique postcoloniale de la modernité ». *L'Homme*, n° 156 (2000): 161-85.
- Pro Ruiz, Juan. « Figure du cacique, figure du caudillo : les langages de la construction nationale en Espagne et en Argentine, 1808-1930 ». *Genèses* 62, n° 1 (mars 2006): 27-48.

- Raven, James. « The Oxford Dictionary of National Biography: Dictionary or Encyclopaedia? » *The Historical Journal* 50, n° 4 (décembre 2007): 991-1006.
- Rippy, Fred J. « Latin America and the British Investment “Boom” of the 1820’s ». *The Journal of Modern History* 19, n° 2 (juin 1947): 122-29.
- Robb, George. « Before Madoff and Ponzi: 19th-Century Business Frauds ». *Phi Kappa Phi Forum* 92, n° 1 (Spring 2012): 7-9.
- Rubinstein, William D. « The End of “Old Corruption” in Britain 1780-1860 ». *Past & Present*, n° 101 (novembre 1983): 55-86.
- Rustin, Michael. « William Cobbett and the invention of popular radical journalism ». *Soundings*, n° 1 (autumn 1995): 139-55.
- Ryan, Jason. « Fraud “Directly Related” to Financial Crisis Probed ». *ABC News*. 11 février 2009, online édition.
<http://abcnews.go.com/print?id=6855179>.
- Ryden, David. « Does Decline Make Sense? The West Indian Economy and the Abolition of the Slave Trade ». *Journal of Interdisciplinary History* 31, n° 3 (2001): 347-74.
- Ryden, David Beck. « Sugar, spirits, and fodder: The London West India interest and the glut of 1807–15 ». *Atlantic Studies* 9, n° 1 (mars 2012): 41-64.
- Scanff, Yvon Le. « Quinze jours dans le désert ». *Études* 404, n° 2 (2006): 223-33.
- Schnakenbourg, Eric. « Neutres et neutralité dans le monde antillais du XVIII^e siècle ». *Bulletin de la Société d’Histoire de la Guadeloupe*, n° 174 (2016): 5-19.
- Schorsch, Jonathan. « Sephardic Business: Early Modern Atlantic Style ». *Jewish Quarterly Review* 100, n° 3 (2010): 483-503.
- Sekhon, Jasjeet S., et Rocío Titiunik. « When Natural Experiments Are Neither Natural nor Experiments ». *American Political Science Review* 106, n° 1 (février 2012): 35-57.
- Sherlock, P. M. « West Indian Society a Century Ago ». *Caribbean Quarterly* 2, n° 3 (1951): 47-48.
- Sherman, Susanne K. « Thomas Wade West, Theatrical Impressario, 1790-1799 ». *The William and Mary Quarterly* 9, n° 1 (1952): 10-28.
- Simpson, Anthony. « Dandelions on the Field of Honour: Duelling, the Middle Classes, and the Law in Nineteenth-Century England ». *Criminal Justice History* 9 (1988).
- Smalligan, Laura M. « An Effigy for the Enslaved: Jonkonnu in Jamaica and Belisario’s Sketches of Character ». *Slavery & Abolition* 32, n° 4 (décembre 2011): 561-81.
- Smits, Thomas. « Problems and possibilities of digital newspaper and periodical archives ». *Tijdschrift voor Tijdschriftstudies*, n° 36 (décembre 2014): 139.
- Sorsby, William S. « Spanish Colonization of the Mosquito Coast, 1787-1800 ». *Revista de Historia de América*, n° 73/74 (janvier 1972): 145-53.

- Spire, Alexis. « Pour une approche sociologique de la délinquance en col blanc ». *Champ pénal/Penal field* 10 (2013).
- Springer, James Warren. « American Indians and the Law of Real Property in Colonial New England ». *The American Journal of Legal History* 30, n° 1 (1986): 25-58.
- Stone, Irving. « British Long-Term Investment in Latin America, 1865-1913 ». *Business History Review* 42, n° 3 (1968): 311-39.
- Stringham, Edward. « The Emergence of the London Stock Exchange as a Self-Policing Club ». *Journal of Private Enterprise* 17, n° 2 (2002): 1-19.
- Sutherland, Edwin H. « White-Collar Criminality ». *American Sociological Review* 5, n° 1 (1940): 1-12.
- The Economist. « The king of con-men ». *The Economist*, 22 décembre 2012. <http://www.economist.com/news/christmas-specials/21568583-biggest-fraud-history-warning-professional-and-amateur-investors>.
- « The Madoff Case: A Timeline ». *Wall Street Journal*, 12 mars 2009, sect. Business. <http://www.wsj.com/articles/SB112966954231272304>.
- Thompson, Andrew. « Informal Empire? An Exploration in the History of Anglo-Argentine Relations, 1810-1914 ». *Journal of Latin American Studies* 24, n° 2 (1992): 419-36.
- Titford, M. « The long history of hematoxylin ». *Biotechnic & Histochemistry* 80, n° 2 (janvier 2005): 73-78.
- Trifilo, S. Samuel. « Early Nineteenth-Century British Travelers in Chile: Impressions of Santiago and Valparaíso ». *Journal of Inter-American Studies* 11, n° 3 (1969): 391-424.
- Ugolini, Stefano. « The Origins of Swiss Wealth Management? Genevan Private Banking, 1800–1840 ». *Financial History Review*, mars 2018, 1-22.
- Villiers, Marc de. « Une vente de terrain ou Gregor Mac Gregor, « Cacique des Poyais » ». *Journal de la Société des Américanistes* 16, n° 1 (1924): 197-200.
- Wallis, Patrick. « Exotic Drugs and English Medicine: England's Drug Trade, c. 1550–c. 1800 ». *Social History of Medicine* 25, n° 1 (février 2012): 20-46.
- Warsh, Molly A. « A Political Ecology in the Early Spanish Caribbean ». *The William and Mary Quarterly* 71, n° 4 (2014): 517-48.
- Waters, Neil L. « Why you can't cite Wikipedia in my class ». *Communications of the ACM* 50, n° 9 (septembre 2007): 15-17.
- Weiner, Richard H. « The Scramble for Mexico and Alexander von Humboldt's Political Essay on the Kingdom of New Spain ». *World History Connected* 7, n° 3 (octobre 2010). <http://worldhistoryconnected.press.illinois.edu/7.3/weiner.html>.
- Wertime, Theodore A. « The Beginnings of Metallurgy: A New Look ». *Science* 182, n° 4115 (1973): 875-87.
- « Who's at fault? » *The Economist*, 22 septembre 2008. https://www.economist.com/blogs/freeexchange/2008/09/whos_at_fault.
- Wright, J. Leitch, Jr. « A Note on the First Seminole War as Seen by the Indians, Negroes, and Their British Advisers ». *The Journal of Southern History* 34, n° 4 (novembre 1968): 565-75.

Sources audio, audiovisuelles et visuelles

- Apted, Michael. *Amazing Grace*. Momentum Pictures, 2006.
- Arnold, Jack. *The Mouse That Roared*. Columbia Pictures, 1959.
- Bergamin, André. *Gregor Macgregor*. juillet 2009. Super Interessante Magazine.
<https://www.flickr.com/photos/andrebergamin/3680943855>.
- Cassar, Séverine, Anne Fleury, Françoise Camar, Véronique Samouiloff, et Renaud Dalmar. « “Elémentaire, mon cher Locard...” Un docteur sur les traces du crime ». *La Fabrique de l'Histoire*. Paris: France Culture, 20 octobre 2015.
- Chicago, Judy. *The Dinner Party*. 1979. Mixed media. Brooklyn Museum.
- Clark, Petula. *À London*. Villeteuse: Disques Vogue, 1962.
- Dearden, James. *Rogue Trader*. Pathé, Cinemax, 1999.
- Desarthe, Dante. *Le système de Ponzi*. ARTE, 2014.
- Fitzmaurice, George. *Mata Hari*. Metro-Goldwyn-Mayer, 1931.
- Gabriel, Mike, et Eric Goldberg. *Pocahontas*. Buena Vista Pictures, 1995.
- Gehrenbeck, Lupe. « Gregor MacGregor Rey de los Mosquitos », avril 2006.
https://urclmg.dm2301.livefilestore.com/y3mrkFrCUigfFtHijgMJL2JzRxWr1pOjbBHF0CQE6iWMafO8Hm5wa-Wc8kLx2TYHNB6nf4Qwctq_c8D6Drx1fyEsgKV53MFIQR_cMLlifmPdZU/Gregor%20Mac%20Gregor.pdf?psid=1.
- Hayes, Cameron. *Elmyr de Hory, Fernand Legros and Real Lessard in the Republic of Poyais in 1969*. 2015. Oil on linen, 198 x 254 cm.
- Herzog, Werner. *Fitzcarraldo*. Filmverlag der Autoren, 1982.
- Herzog, Werner, et Denis Reichle. *Ballade vom kleinen Soldaten*. New Yorker Films, 1984.
- Lane, Richard James. *Sir Robert John Wilmot-Horton*. 182?. The British Museum, London.
- Leetaru, Ilars. *Forbes 100th Anniversary: A Century of Fakers, Fraudsters and Rogues*. 2 novembre 2017. Forbes.
<https://www.forbes.com/sites/msolomon/2017/09/19/forbes-100th-anniversary-a-century-of-fakers-fraudsters-bernie-madoff-jordan-belfort-martin-shkreli/#3c14754a2aff>.
- Levinson, Barry. *The Wizard of Lies*. HBO, 2017.
- MacNaughton, Ian. « Merchant Banker ». *Monty Python's Flying Circus*. London: British Broadcasting Corporation, 1972.
- Major-General Sir George Arthur, Bart., KCB [Lieutenant Governor of Upper Canada, 1838-41]*. 1887. 693137. Archives publiques de l'Ontario.
- Mamoulian, Rouben. *Queen Christina*. Metro-Goldwyn-Mayer, 1933.
- Petersen, Wolfgang. *Enemy Mine*. Twentieth Century Fox Film Corporation, 1985.
- Prosserman, Jeff. *Chasing Madoff*. Documentary. Cohen Media Group, 2010.
- Teniers the Younger, David. *The Archduke Leopold Wilhelm in his Painting Gallery in Brussels*. 1647-1651. Oil on copper, 104.8 cm x 130.4 cm. Prado Museum, Madrid.

- Vaan Hogue, Elaine. *Imagining Madoff*. New Repertory Theatre, 2014.
- Walker, William. *Nathan Mayer Rothschild (1777-1836)*. 1837. 81.11. Leo Baeck Institute: The Edythe Griffinger Art Catalog.
<https://www.lbi.org/artcatalog/record/1503606>.
- Waschneck, Erich. *Die Rothschilds: Aktien auf Waterloo*. UFA-Filmverleih, 1940.
- Watkins, Peter. *The Battle of Culloden*. British Broadcasting Corporation, 1964.
- Watson, George. *Gregor MacGregor*. 1804. National Gallery of Scotland, Edinburgh.
- Weir, Peter. *The Mosquito Coast*. Warner Bros, 1986.
- Whitehead Walton, John. *Joseph Hume*. s. d. NPG 713. National Portrait Gallery, London.
- Young, Neil, et Crazy Horse. *Cortez the Killer*. Zuma. Reprise, 1975.
- Zscout370. *Green Cross flag of Florida*. 1 juin 2007. Wikipedia Commons.
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Green_Cross_flag_of_Florida.svg.

Sites Internet consultés

- « About the Internet Archive ». Internet Archive. Consulté le 1 mai 2018.
<https://archive.org/about/>.
- Anderson, Ian. « Hyslops ». Hyslop-Maxwell. Consulté le 29 septembre 2015.
<http://hyslopmaxwell.com/hyslops>.
- Beccario, Cameron. « Earth », 2018. <http://earth.nullschool.net>.
- British Library. « About The British Newspaper Archive ». The British Newspaper Archive, 2018.
<https://www.britishnewspaperarchive.co.uk/help/about>.
- Costello, Debbie Lynne. « The Great Poyais Scheme: The Land that Never Was ». *Heroes, Heroines, and History* (blog), 2 janvier 2015.
<http://www.hhhhistory.com/2015/01/the-great-poyais-scheme-land-that-never.html>.
- « Gregor MacGregor ». *Wikipedia, the Free Encyclopedia*, 9 juin 2017.
http://en.wikipedia.org/w/index.php?title=Gregor_MacGregor&oldid=540119278.
- « Gregor MacGregor: statistiques générales ». *Wikipedia, the free encyclopedia*, 9 juin 2017. https://tools.wmflabs.org/xtools-articleinfo/?article=Gregor_MacGregor&project=en.wikipedia.org.
- Harratt, Simon. « EVANS, William (1788-1856), of Allestree Hall, Derbys ». Consulté le 16 février 2018.
<http://historyofparliamentonline.org/volume/1820-1832/member/evans-william-1788-1856>.
- KPMG France. « Le Cacique du Poyais : un Madoff de la dette souveraine ». KPMG, 15 décembre 2011.
<http://www.kpmg.com/fr/fr/issuesandinsights/decryptages/pages/le-cacique-du-poyais.aspx>.

- Lanier, Jaron. « Digital maoism: The Hazards of the New Online Collectivism ». Edge, 29 mai 2006. <https://www.edge.org/conversation/digital-maoism-the-hazards-of-the-new-online-collectivism>.
- Lenzner, Robert. « The 2008 Meltdown And Where The Blame Falls ». *Forbes* (blog), 2 juin 2012. <https://www.forbes.com/sites/robertlenzner/2012/06/02/the-2008-meltdown-and-where-the-blame-falls/#3b9c0093a72a>.
- « Library Project ». Google Books. Consulté le 1 mai 2018. <https://www.google.com/googlebooks/library/>.
- Lundin, Bob. « The Lundin, Scott, & MacGregor Story: Our Family History – Chapter 11 ». The Clan Gregor Society, 2004. <http://www.clangregor.com/lundin-scott-macgregor-story/>.
- « Madoff - A 21st Century Ponzi Scheme ». North American Securities Administrators Association, 26 août 2009. <http://www.nasaa.org/4303/madoff-a-21st-century-ponzi-scheme/>.
- MAN Group. « Descendants of Jacob Lumbrozso de Mattos ». Consulté le 11 août 2013. <http://www.manfamily.org/PDFs/Lousada%20Family%20Genealogy%20007.pdf>.
- Officer, Lawrence H., et Samuel H. Williamson. « Five Ways to Compute the Relative Value of a UK Pound Amount, 1270 to Present ». *measuringworth.com*, 2018. <http://www.measuringworth.com/ukcompare/>.
- Phillips, Duncan. « Silver Seal Box Reveals Tales of Fraud and Corruption ». The Guilford Antiques & Fine Art Fair, 20 avril 2012. <http://www.antiquespr.com/uppdf/GUILDFORD%20FAIR%20SEAL%20BOX%20PRESS%20RELEASE%201.pdf>.
- Plante, Evelyn. « 3 champions de la fraude ». *Major Blog* (blog), 26 septembre 2014. <https://majorblog.com/2014/09/26/3-champions-de-la-fraude/>.
- READ project. « Transkribus », 2016. <https://read.transkribus.eu/transkribus/>.
- « SHAW, Benjamin (?1770-1843), of 29 Lower Brook Street, Mdx. I History of Parliament Online ». Consulté le 2 juillet 2015. <http://www.historyofparliamentonline.org/volume/1790-1820/member/shaw-benjamin-1770-1843>.
- Stack's. « Amelia Island Green Cross of Florida Medal, 1817 ». 2005 auction, session 2, 19 janvier 2005. <http://www.stacksarchive.com/viewlot.php?auction=ST0105&lot=2406&auctlink=>.
- Studio 4-0, et Jackie Berroyer. « Les supercheries financières ». Web series. *Les supercheries financières*. Paris: France Television, 2014. <http://www.courrierinternational.com/dossier/2014/04/23/en-video-les-supercheries-financieres>.
- Taylor, Brian. « The Fraud of the Prince of Poyais on the London Stock Exchange ». Global Financial Data. Consulté le 10 avril 2013. http://www.globalfinancialdata.com/News/Articles/Poyais_article_v2.pdf.
- « The Republic of Poyais », 2017. <http://www.republicofpoyais.org>.

Velshi, Ali. « Ex-Nasdaq chair arrested for securities fraud ». CNNMoney, 11 décembre 2008.
http://money.cnn.com/2008/12/11/markets/madoff_fraud/.

Divers

Cassis, Youssef. « Histoire économique contemporaine ». Undergraduate course, University of Geneva, 2010.

